Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20220926-800Cbis-2022-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 03/10/2022
Publication : 03/10/2022
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 3 octobre 2022 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 26 septembre 2022

67 élus présents (102 en exercice, 27 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL (RLPi) DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION : APPROBATION DU PROJET (532/212/800C)

1. Contexte et rappel de la procédure, de la prescription à l'arrêt du projet

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et son décret d'application du 30 janvier 2012, ont profondément réformé la réglementation relative à la publicité extérieure, aux enseignes et aux pré-enseignes. Cette réglementation poursuit un objectif de protection du cadre de vie (notamment en termes d'esthétique) dans le respect de la liberté d'expression et du principe de liberté du commerce et de l'industrie.

Pour répondre aux besoins spécifiques des territoires, cette réglementation nationale peut être adaptée à l'échelle locale dans le cadre d'un règlement local de publicité élaboré, selon les dispositions de l'article L581-14 du Code de l'environnement, conformément aux procédures d'élaboration des plans locaux d'urbanisme définies au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'urbanisme.

Depuis le 14 novembre 2019, Mulhouse Alsace Agglomération est compétente en matière de « règlement local de publicité ». A l'échelle de l'agglomération mulhousienne, 10 règlements locaux de publicité adaptent les dispositions nationales aux spécificités locales. Ils couvrent 15 communes et produiront leurs effets jusqu'à l'automne 2022, date à laquelle ceux de première génération, en l'occurrence ceux approuvés avant le 13 juillet 2010, seront caducs s'ils n'ont pas été mis en conformité avec les nouvelles dispositions. En effet, la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi

«Grenelle II» renforce sensiblement la règlementation nationale en matière de publicités et d'enseignes. Dès lors, les RLP locaux doivent être adaptés à la règlementation nationale.

Sont concernées par cette échéance les communes de :

- Baldersheim, Battenheim, Dietwiller, Habsheim, Rixheim et Sausheim relevant d'un règlement local de publicité intercommunal ;
- Brunstatt-Didenheim, Kingersheim, Lutterbach, Mulhouse, Riedisheim, Wittenheim.

S'ajoutent à cette liste, Wittelsheim, non concernée par l'échéance de caducité ainsi que la Ville de Morschwiller-Le-Bas dont le nouveau RLP a été approuvé le 15 mars 2021.

Répondre à l'obligation légale constitue également une opportunité pour Mulhouse Alsace Agglomération car elle permettra :

- de mettre en cohérence la règlementation à l'échelle de l'agglomération mulhousienne tout en intégrant les spécificités propres à chaque commune : le règlement local de publicité intercommunal tiendra ainsi compte de la diversité des composantes de l'agglomération mulhousienne qui associe territoires urbains, périurbains et ruraux ;

- d'adapter la règlementation en vigueur aux nouvelles formes de publicités (dispositifs numériques, vitrophanie…), mais également aux projets en cours et aux stratégies de développement conduites tant au niveau communal qu'intercommunal.

Aussi et afin d'adapter les règles aux enjeux législatifs et d'éviter les effets de la caducité programmée de ces RLP existants, Mulhouse Alsace Agglomération a, par délibération en date du 9 décembre 2019, prescrit l'élaboration de son Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi) et défini les objectifs poursuivis dans le cadre de cette procédure.

Au nombre de 6, ils se déclinent comme suit :

- améliorer la qualité du paysage urbain, résidentiel et d'activités afin de renforcer l'attractivité résidentielle et économique de l'agglomération mulhousienne
- intégrer les enjeux du développement durable
- préserver la trame verte et bleue
- protéger les secteurs patrimoniaux
- renforcer l'attractivité des pôles commerciaux
- harmoniser la règlementation, notamment sur les axes routiers structurants de l'agglomération

Les modalités de collaboration avec les communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération, préalablement définies lors de la conférence des Maires réunie le 7 décembre 2019, ainsi que les modalités de la concertation avec les acteurs

concernés par le projet (associations de défense de l'environnement, professionnels de l'affichage, partenaires institutionnels, représentants des commerçants, grand public), ont également été arrêtées à cette occasion.

Le 15 mars 2021, le Conseil d'Agglomération a débattu, en son sein, des orientations générales du projet de RLPi et en a retenu cinq :

1. Préserver les identités paysagères de l'agglomération mulhousienne, qu'elles soient naturelles ou bâties :
    - Protéger les espaces verts et patrimoniaux, les entrées de Ville, les voies d'eau et les quartiers d'habitation remarquables.
    - Limiter les dispositifs publicitaires dans les zones résidentielles et les zones d'activités économiques non commerciales.
2. Valoriser les cœurs historiques et les centralités de l'agglomération ;
3. Améliorer la qualité paysagère des axes structurants ;
4. Maintenir et renforcer l'attractivité des zones commerciales périphériques ;
5. Réduire l'empreinte carbone de la publicité en encadrant le développement des nouvelles technologies d'affichage.

Au cours du printemps 2021, 18 conseils municipaux, sur l'ensemble des communes qui ont été invitées à le faire, ont débattu de ces mêmes orientations.

Par délibération en date du 27 septembre 2021, le Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération a, conformément aux dispositions de l'article L103-6 du code de l'urbanisme, arrêté le bilan de la concertation qui s'est déroulée pendant toute la durée du projet. Cette délibération a rappelé les modalités de la concertation ainsi que leur mise en œuvre et tiré les enseignements des contributions recueillies, tant en matière de publicité que d'enseignes. La concertation a fait émerger des préoccupations et des souhaits qui peuvent être regroupés autour des thèmes suivants :

- les associations de défense de l'environnement militent pour la suppression de la publicité, en particulier la publicité numérique ;
- les professionnels de l'affichage souhaiteraient un règlement peu contraignant. Ils s'opposent notamment à la règle d'interdistance et, concernant JC Decaux, à l'application de la règle de densité au mobilier urbain de grand format ;
- les représentants des commerçants et des artisans souhaitent limiter les contraintes en matière d'enseignes, notamment pour les artisans disposant d'une enseigne sur le lieu de leur résidence principale ;
- les partenaires institutionnels, et tout particulièrement l'Etat, souhaitent l'adoption d'un RLPi relativement ambitieux du point de vu paysager.

Une fois le bilan arrêté, le Conseil d'Agglomération a également arrêté, dans le cadre de cette même séance du 27 septembre 2021, le projet de RLPi.

Ce dernier a pour principal objectif, l'amélioration du cadre de vie au sein de l'agglomération mulhousienne. Pour ce faire, il reprend certaines dispositions actuellement en vigueur dans les RLP de l'agglomération (notamment la règle de densité) pour les généraliser à l'ensemble du territoire, dans le but de renforcer la qualité des paysages urbains. Il permettra ainsi de réduire sensiblement le nombre de dispositifs de grands formats sur le territoire de l'agglomération mulhousienne.

En effet, son application entrainera la réduction de près de 60 % des dispositifs de 8 à 10 m², à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Sur l'ensemble du territoire de l'agglomération mulhousienne, la publicité sera ainsi interdite :

- le long des voies d'eau,
- à moins de 5 m d'un arbre de plus de 3 m,
- autour des espaces verts,
- aux entrées d'agglomération,
- sur les murs de clôtures, aveugles ou non,
- sur les bâches (hors bâches de chantiers),
- aux abords des établissements scolaires.

Les zones résidentielles, les centres-villes de Mulhouse, Illzach et Brunstatt-Didenheim, les espaces urbains définis comme sensibles et les zones d'activité constituent la majorité du territoire de l'agglomération mulhousienne. Les possibilités d'implanter des dispositifs publicitaires y sont significativement réduites, contribuant ainsi à limiter sensiblement le nombre de grands panneaux, particulièrement inesthétiques.

Par ailleurs, sur les grands axes de circulation de l'agglomération, les grands panneaux (de 8 à 12 m²), lorsqu'ils seront autorisés, feront l'objet d'une règle de densité : une inter-distance de 100 mètres devra être maintenue entre tous les dispositifs de grands formats.

Par contre, les grands pôles commerciaux sont et seront des espaces dévolus à l'expression des différentes formes de publicité : la règlementation nationale s'y appliquera.

7 zones, correspondant à 7 typologies de territoire, sont prévues :

- **Zone 1 :** elle correspond à certains axes de circulation majeurs de l'agglomération : Une inter-distance de 100m est requise entre tous dispositifs publicitaires, hors mobilier urbain de 2 m². La publicité numérique sera, quant à elle, autorisée jusqu'à 2 m² dans les communes qui accueillent les principaux pôles commerciaux (Mulhouse, Wittenheim, Kingersheim, Illzach).

- **Zone 2 :** elle correspond globalement aux quartiers résidentiels : seuls les dispositifs publicitaires de 2 m² maximum, sur mobilier urbain, seront autorisés. La publicité numérique y sera interdite.

- **Zone 3 :** elle correspond aux espaces qui ont été identifiés comme particulièrement sensibles : abords des espaces verts, quartiers urbains ou villageois remarquables : la publicité y sera interdite, à l'exception de celle installée sur le mobilier urbain dédié aux transports en commun et aux services de mobilité type Vélocité.

- **Zone 4 : zones économiques**

- **4.1.** elle correspond aux pôles commerciaux majeurs du Kaligone, du pôle 430, de Mulhouse Dornach et de l'ile Napoléon : la règlementation nationale s'appliquera,

- **4.2.** elle correspond aux zones d'activités qui regroupent commerces et autres activités : la règlementation nationale s'appliquera, sauf en matière de publicité numérique, dans la mesure où elle y sera interdite,

- **4.3.** elle correspond aux zones d'activités non commerciales et aux grands équipements publics : seuls les dispositifs publicitaires de 2 m² maximum, sur mobilier urbain, seront autorisés. La publicité numérique y sera interdite.

- **Zone 5, centre-ville de Mulhouse, d'Illzach et de Brunstatt-Didenheim :** Seule la publicité de 2 m² sur mobilier urbain sera autorisée.

2. Consultations sur le projet de RLPi arrêté

Conformément aux articles L153-16 et L153-33 du code de l'urbanisme, le projet de RLPi arrêté a été transmis, pour avis, aux 39 communes de Mulhouse Alsace Agglomération, aux personnes publiques associées et consultées lors de son élaboration, ainsi qu'à la Commission départementale de la Nature des Paysages et des Sites (CDNPS).

Elles ont toutes disposé d'un délai de 3 mois à compter de la réception du projet de RLPI pour faire connaitre leur avis, qui, le cas échéant, a été réputé favorable s'il n'a pas été exprimé avant l'expiration de ce délai.

Par courrier en date du 13 janvier 2022, le Préfet du Haut-Rhin a émis un avis favorable au projet arrêté, tout en l'assortissant d'observations, essentiellement relatives :

- à la création de Périmètre de Mise en Valeur aux abords des monuments historiques,
- aux lieux d'interdiction de la publicité numérique.

La formation spécialisée « de la publicité » de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites a, quant à elle, également émis un avis favorable au projet, sans observations, le 28 janvier 2022.

S'agissant des communes, elles se sont toutes prononcées favorablement au projet que cela soit de manière explicite, pour 14 d'entre elles, ou tacitement. 4 contributions ont ainsi été transmises à Mulhouse Alsace Agglomération.

Ces dernières ont principalement porté sur la possibilité d'installer :

- des enseignes constituées de panneaux de fond lorsqu'elles sont verticales et accrochées à un mur, au centre-ville de Mulhouse (zone 5),

- des enseignes sur les murs de clôtures dans les zones économiques et résidentielles, ainsi que sur les axes structurants. En effet, plusieurs communes ont fait valoir la nécessité, pour certains artisans, notamment

ceux ayant leur siège social à leur domicile, de pouvoir apposer une enseigne sur le mur de leur clôture lorsque le bâtiment est trop en retrait.

Le projet de RLPi arrêté a donc été modifié pour tenir compte des propositions des communes, mais également des avis suivants :

- les services de l'Etat et les associations de défense de l'environnement ont souhaité que le règlement soit allégé, afin d'améliorer sa compréhension. Le rappel des dispositions nationales a par conséquent été supprimé ;

- concernant l'interdiction de la publicité autour des établissements scolaires, à l'intérieur d'un cercle concentrique de 100 m, les professionnels de l'affichage ont relevé qu'elle aurait pour conséquence d'interdire la publicité dans les rues adjacentes qui ne sont pas situées sur le parcours des enfants lorsqu'ils se rendent à l'école. Aussi, la distance de 100 m sera mesurée à partir de l'entrée principale piétonne de l'établissement, sur tous les axes routiers ou non, desservant cette entrée ;
- concernant l'interdiction de la publicité autour des arbres, les professionnels de l'affichage ont fait valoir que le mobilier urbain de 2 m² ne masque pas les arbres. Aussi, il est proposé d'autoriser ces dispositifs à proximité des arbres ;
- à la demande de l'Union Pour la Publicité (UPE), il est précisé que la publicité est autorisée sur les palissades de chantier, conformément aux dispositions du Code de l'environnement ;
- pour permettre une implantation raisonnée des dispositifs numériques, il est précisé qu'en zone 5, le mobilier urbain numérique pourra être installé sur une bande de 20 mètres, de part et d'autre de l'axe des rues où il est autorisé (soit 40 m au total).

Les tableaux de synthèse, joint à la présente délibération, reprennent :
- l'ensemble des remarques émises par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), le public et les PPA ;
- les suggestions non retenues et les raisons de l'absence de leur prise en compte ;
- les modifications apportées au projet pour en tenir compte.

Conformément aux dispositions combinées du Code de l'Urbanisme et du Code de l'environnement, Monsieur le Président de Mulhouse Alsace Agglomération a, par arrêté en date du 8 mars 2022, soumis le projet de RLPi à enquête publique, du 28 mars 2022 au vendredi 29 avril 2022.

L'intégralité du projet de RLPI tel qu'arrêté le 27 septembre 2021 par le Conseil d'Agglomération, les avis des personnes publiques associées et consultées, ainsi que ceux des communes et de la CNDPS ont été joints au dossier soumis à enquête publique.

Mme Yvette Baumann, Commissaire enquêteur, qui a conduit l'enquête publique, a organisé 10 permanences. Trois d'entre elles se sont tenues à la direction Urbanisme, aménagement et habitat de Mulhouse Alsace Agglomération,

33 avenue de Colmar à Mulhouse et une dans les mairies de Habsheim, Wittenheim, Morschwiller-le-bas, Wittelsheim, Ottmarsheim, Rixheim et Illzach.

Le public a pu consigner ses observations et propositions :

- sur les registres papier mis à disposition dans les sept communes mentionnées ci-dessus, ainsi qu'à la direction Urbanisme, aménagement et habitat de Mulhouse Alsace Agglomération,

- par voie postale à l'attention du commissaire enquêteur, par courrier électronique à l'adresse mail dédiée enquete.publique.rlpi@mulhouse-alsace.fr, ou par le biais du formulaire en ligne mis à disposition sur la page dédiée au RLPi du site internet de Mulhouse Alsace Agglomération.

Le Commissaire enquêteur a considéré que l'enquête publique s'était déroulée dans de bonnes conditions. Il a également relevé que si la fréquentation des permanences est restée faible durant toute la durée de l'enquête, de nombreuses personnes ont pris connaissance du dossier par le biais de la consultation sur le site internet de Mulhouse Alsace Agglomération, spécifique à l'enquête.

Le Commissaire enquêteur a ainsi réceptionné 11 contributions :
- 2 émanant des professionnels de l'affichage,
- 6 de la part de particuliers, dont 4 par voie dématérialisée, 1 par voie postale et 1 observation sur le registre mis à disposition du public à la mairie de Morschwiller-le-Bas.
- 3 provenant de représentants des professionnels de l'affichage.

Le 10 mai 2022, le Commissaire enquêteur a remis à Mulhouse Alsace Agglomération le procès-verbal de synthèse des observations. En retour, l'Agglomération lui a adressé son mémoire, joint à la présente délibération, répondant ainsi aux observations formulées.

Parmi les observations réceptionnées :

- deux particuliers regrettent que le RLPi arrêté réduise sensiblement les dispositifs de grands formats, sources de revenus pour les propriétaires accueillant des dispositifs publicitaires ;
- deux autres souhaitent, au contraire, voir les dispositifs grands formats diminuer sensiblement ;
- la société d'économie mixte (SEM) Citivia, société gestionnaire de zones d'activités, souhaite autoriser la pose d'enseignes sur mûrs de clôtures, au sein du Parc des collines et de l'espace d'activité de Didenheim ;
- la Ville de Mulhouse fait part de la nécessité de classer le centre commercial Porte Jeune en zone 4.1. (commerciale) ou en zone 4.2. (mixte), afin que les règles ambitieuses de la zone 5 (centre-ville) ne s'y appliquent pas ;
- la société J.C. Decaux souhaite que le mobilier urbain ne fasse pas l'objet d'une règle de densité car les communes maîtrisent son implantation ;
- l'Union pour la Publicité Extérieure (UPE) demande des précisions sur 3 établissements scolaires mulhousiens mentionnés sur le plan de zonage du RLPi arrêté.
  Par ailleurs, elle réitère les observations transmises pendant la période de consultation. Elle souhaite tout particulièrement que :

- la règle d'interdistance soit remplacée par une règle de densité plus souple, calculée par unité foncière,
- plusieurs axes de circulation soient classés en zone 1 (axes structurants),
- les dispositifs numériques 2 m² soient autorisés sur les quais de la gare,
- le statut des palissades de chantiers, qui, rappelle-t-elle, ne peuvent pas être interdites par le RLPi, soit clarifié.

Madame Yvette Baumann a rendu son rapport et ses conclusions motivées, le 16 juin 2022.

Dans ce cadre, elle relève que deux positions s'opposent :

- celle des associations de protection de l'environnement et certains particuliers qui souhaitent un renforcement significatif de la règlementation, de nature à diminuer drastiquement la présence des dispositifs publicitaires sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération. Elles considèrent que le RLPi arrêté n'est pas suffisamment restrictif ;

- celle des professionnels de l'affichage qui estiment que le projet de RLPi impactera significativement leur activité et proposent en conséquence des modifications qui vont dans le sens d'un assouplissement significatif du projet de RLPi.

L'analyse du dossier, de l'ensemble des avis et des observations formulées ainsi que des réponses apportées par Mulhouse Alsace Agglomération dans le cadre de son mémoire en réponse ont conduit le Commissaire enquêteur à émettre un avis favorable au projet de RLPi tout en recommandant à l'Agglomération de :
- procéder à la correction des erreurs matérielles signalées durant l'enquête publique,
- respecter les propositions faites par Mulhouse Alsace Agglomération dans son mémoire en réponse annexé,
- mettre à jour les arrêtés municipaux et les plans fixant les limites d'agglomération de certaines communes.

3. Présentation du RLPi prêt à être approuvé

A l'issue de l'enquête publique, les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du Commissaire enquêteur ont, conformément aux dispositions de l'article L153-21 du Code de l'urbanisme, été présentés lors de la Conférence intercommunale rassemblant les Maires des communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération, qui s'est réunie le 13 juin 2022.

Chacune des observations et des propositions a fait l'objet d'un examen attentif de la part de Mulhouse Alsace Agglomération. Certaines propositions, compatibles avec les objectifs et les orientations du RLPi, tels qu'ils ont été définis par le Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération, et de nature à améliorer la qualité du document, ont été prises en compte.

De même, les quelques erreurs matérielles identifiées au cours de la procédure ont été levées et le dossier a été complété.

Ainsi, l'annexe 4 du RLPi, relative aux arrêtés municipaux, a été complétée par la mise à jour des plans fixant les limites des zones agglomérées du territoire de m2A, au sens du Code de l'environnement.

Le projet de RLPI, joint à la présente délibération, reprend également toutes les propositions émises par Mulhouse Alsace Agglomération dans son mémoire en réponse.

Enfin, le projet de RLPI a été ajusté, en étroite collaboration avec les communes, pour :

- répondre à la demande d'allégement du projet de règlement par la suppression des extraits des dispositions nationales qui alourdissaient le document ;

- permettre l'installation d'enseignes sur les murs de clôture dans les zones économiques et résidentielles, ainsi que sur les axes structurants ;

- préciser la règle d'interdiction de la publicité autour des établissements scolaires qui s'imposera sur une distance de 100 mètres mesurée à partir de l'entrée principale piétonne de l'établissement, sur tous les axes routiers ou non desservant cette entrée ;

- soustraire le mobilier urbain de 2 m² maximum de la règle d'interdiction de la publicité autour des arbres ;

- rappeler que la publicité sur les palissades de chantier est autorisée conformément aux dispositions du Code de l'environnement ;

- préciser que le mobilier urbain numérique pourra, dans la zone 5, être installé sur une bande de 20 mètres, de part et d'autre de l'axe des rues où il est autorisé.

Les autres propositions n'ont pas été retenues car elles n'ont pas été jugées compatibles avec les objectifs et les orientations du RLPI et ne répondent pas à l'objectif d'équilibre entre l'amélioration de la qualité de l'environnement urbain et le droit des entreprises à faire connaitre leur offre de bien et de services.

Le tableau de synthèse, joint à la présente délibération, reprend en sus de celles formulées par les PPA et la CDNPS, l'ensemble des remarques émises par le public, les suggestions non retenues et les raisons de l'absence de leur prise en compte, le cas échéant les modifications apportées au projet pour en tenir compte.

Ces avis, les observations du public et le rapport du Commissaire ont fait l'objet d'une deuxième présentation lors de la Conférence intercommunale des Maires des communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération lors de sa séance du 12 septembre 2022 à l'occasion de laquelle, le projet de RLPi, tel que modifié pour tenir compte de ces observations a, par ailleurs, été présenté.

Ainsi, le projet de RLPI tel qu'il est présenté au Conseil d'Agglomération est désormais prêt à être approuvé.

Il est composé des pièces suivantes :
- un rapport de présentation,
- un règlement,
- un plan de zonage,
- des annexes.

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L 581-14-1 et suivants,
Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L 153-21 et suivants ; et R 153-20 et suivants,
Vu l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2019 portant extension des compétences de Mulhouse Alsace Agglomération au « Règlement Local de Publicité »,
Vu les 10 Règlements Locaux de Publicité en vigueur sur le territoire intercommunal,
Vu la conférence intercommunale des Maires qui s'est réunie le 7 décembre 2019 afin de définir les modalités de la collaboration entre Mulhouse Alsace Agglomération et ses communes membres,
Vu la délibération du Conseil d'Agglomération en date du 9 novembre 2019 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi) de Mulhouse Alsace Agglomération, définissant les objectifs poursuivis, les modalités de la concertation avec le public et les modalités de la collaboration avec les communes membres,
Vu les débats sur les orientations générales du projet de RLPi qui ont eu lieu le 15 mars 2021 au sein du Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération et dans les Conseils municipaux de ses communes membres,
Vu le projet de RLPi présenté lors de la conférence des Maires du 5 juillet 2021,
Vu la délibération du Conseil d'Agglomération en date du 27 septembre 2021 tirant le bilan de la concertation mise en œuvre durant l'élaboration du projet et arrêtant le projet de RLPi,
Vu l'avis favorable de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) en sa formation « publicité » du 18 janvier 2022,
Vu les avis des Personnes Publiques Associées (PPA) et des communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération,
Vu l'arrêté du Président de Mulhouse Alsace Agglomération, en date du 8 mars 2022, soumettant le projet de RLPi à enquête publique,
Vu le dossier d'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées du Commissaire enquêteur,
Vu les conférences intercommunales des Maires des communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération du 13 juin 2022 et du 12 septembre 2022,

Considérant l'avis favorable du Commissaire enquêteur en date du 16 juin 2022, assorti de 3 recommandations,
Considérant que le projet de RLPi arrêté soumis à enquête publique a fait l'objet de modifications pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations formulées par le public ainsi que des conclusions et de l'avis favorable avec recommandations du Commissaire enquêteur,

Considérant que le projet de RLPI de Mulhouse Alsace Agglomération, tel que modifié, annexé à la présente délibération est prêt à être approuvé,

Au vu de ces éléments, après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les modifications apportées au projet de RLPi arrêté ;

- approuve le projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi) tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

- charge le Président de Mulhouse Alsace Agglomération ou son représentant à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;

- précise que, conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de Mulhouse Alsace Agglomération, 2 rue Pierre et Marie Curie et dans les mairies des communes membres. Mention de cet affichage sera par ailleurs insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;

- informe que le dossier de RLPi est tenu à disposition du public à la Direction Urbanisme, Aménagement et Habitat, Immeuble Grand Rex, 33 av de Colmar à Mulhouse, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Il sera également disponible sur le site internet de Mulhouse Alsace Agglomération.

PJ :
- PJ1 : Mémoire en réponse et liste des modifications apportées à la version arrêté du RLPi,
- PJ2 à PJ5 : Projet de RLPi approuvé.

Abstentions (6) : Nina CORMIER, Nadia EL HAJJAJI (représentée par Loïc MINERY), Loïc MINERY, Bertrand PAUVERT, Pascale Cléo SCHWEITZER et Joseph SIMEONI.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le secrétaire de séance	Le Président
	
Jean-Luc SCHILDKNECHT	Fabian JORDAN

532- ER

ELABORATION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL (RLPi)
MEMOIRE EN REPONSE

Les observations formulées par les personnes publiques associées et consultées, les communes et les habitants de m2A appellent les réponses suivantes :

Avis des Personnes Publiques Associées (PPA) et Personnes Publiques Consultées lors de la phase de consultation préalable à l'enquête publique				
Organisme	**Remarques**	**Réponse**	**Pièces modifiées**	
			RP	**Règlement écrit/graph.**
Préfecture du Haut-Rhin – DDT – CDNPS – UDAP – DREAL	Intégrer dans le rapport de présentation les justifications permettant de délimiter les PMV (Périmètres de mise en valeur) correspondants aux PDA (Périmètres des Abords).	Le rapport sera complété dans ce sens.	x	
	Redéfinir les périmètres relatifs au Centre-Ville et prévoir un périmètre d'un seul tenant qui couvrirait les secteurs de la place de la Concorde, le square Steinbach, la rue du Sauvage. Ce qui interdirait, par voie de conséquence, la publicité sur mobilier urbain de 2m2.	Les PMV ne peuvent pas être élaborés dans le cadre du RLPi. Concernant la Ville de Mulhouse, ils seront co-construits par la Ville et les services de l'Etat. Ils entreront en application, dans le cadre du RLPi, après leur approbation par le conseil municipal de Mulhouse. La mention suivante sera ajoutée à l'article F du règlement du RLPi : *« En l'absence de PMV, toute publicité est interdite dans un rayon de 100m autour des monuments historiques* ».	x	x
	Compléter le rapport de présentation par l'identification des bâtiments (dénomination et adresse) concernés par les périmètres de rayon 100 mètres – Autre patrimoine d'intérêt local.	Le rapport de présentation sera complété dans ce sens concernant les monuments et les sites historiques.	x	
	En zone 5, l'ABF et l'UDAP souhaitent que les publicités numériques soient interdites dans l'avenue Kennedy, la rue Louis Pasteur et la Porte du Miroir.	La communication, y compris sous sa forme numérique, est nécessaire.		

532- ER

	En centre-ville, dans la zone 5 et en Site Patrimonial Remarquable (SPR), dans la zone 3, pour les enseignes parallèles aux murs, les services de l'état souhaitent que : - la rédaction de l'article 5.3 « en prévoyant un mode d'éclairage indirect en cas d'enseignes lumineuses » soit modifiée, - le terme « caisson » soit remplacé par « panneau », et que la hauteur de 30 cm soit portée à 45 cm pour la première lettre du mot de l'enseigne.	Avis favorable concernant l'éclairage des enseignes lumineuses qui doivent pouvoir être éclairées par projection ou transparence. Le terme « caisson » sera remplacé par « panneau ». La version arrêtée du RLPi dispose déjà que la première lettre des enseignes puisse mesurer jusqu'à 45 cm en zone 5. Cette possibilité sera également ouverte en zone 3 et le document sera complété en ce sens.		x
	Rapport de présentation - Annexe 1 Diagnostic : ajouter les immeubles protégés au titre du Code du Patrimoine et des sites protégés.	Le rapport de présentation sera complété en ce sens.	x	
	Règlement Annexe 1 : ajouter que le monument historique de Mulhouse Bollwerk (rue de Metz) est également dénommé « Tour du Cochon ».	L'annexe sera complétée dans ce sens.		x
	L'Etat souhaite savoir : - quels sont les secteurs concernés par l'article F du chapitre 1 de la partie 1, - si les règles applicables aux enseignes (chapitre 2) en secteur SPR : sont cohérentes avec celles applicables au titre du Patrimoine. Il s'interroge par ailleurs sur la pertinence d'adopter à l'article P une rédaction plus directive en imposant un regroupement des messages lorsque plusieurs activités implantées au sein d'une même unité foncière.	- Les secteurs concernés sont identifiés dans un plan des monuments historiques, sites protégés et espaces patrimoniaux annexé au RLPi. - Il n'existe aucune disposition spécifique opposable aux enseignes dans les SPR ou autour des monuments historiques. Il n'y a donc aucun risque d'incohérence. Seules les dispositions du RLPi s'imposent et limitent la taille des enseignes à 5 m² en zone sensible (dont SPR) et dans les centres-villes de Mulhouse et d'Illzach. Les enseignes seront soumises au cas par cas à l'avis de l'ABF. - Il n'y a pas lieu de retenir une rédaction plus directive à l'article P dans la mesure où le		

		regroupement des enseignes n'est pas adapté à toutes les situations et que la formulation du RLPi arrêté permet cette adaptation.		
	Concernant les règles de priorisation dans la mise en conformité des dispositifs devenant non conformes (art 1.1. du chapitre 1 / partie 2) : l'Etat suggère de ne pas hiérarchiser les interventions car chaque annonceur/afficheur doit être traitée de manière équitable.	Il est important de définir les modalités de dépose des dispositifs devenus non conformes afin d'éviter les conflits entre afficheurs. Il ne sera donc pas donné suite à cette suggestion.		
	Concernant la taille des chevalets (1,20 m x 50 cm) en Parti 2 – zone 1, les services de l'Etat s'interrogent sur l'acceptation des commerçants concernant ces dimensions.	Absence d'objection de la part des représentants des commerçants.		
	Concernant le glossaire, l'Etat demande que la définition du terme « chevalet » précise qu'il ne pourra être considéré comme une enseigne que s'il fait l'objet d'une autorisation d'occuper le domaine public.	La définition concernée sera précisée en ce sens.		x
Chambre d'Agriculture Alsace	La Chambre d'Agriculture Alsace relève que le projet de RLPi remplit les objectifs recherchés. Elle propose de remplacer la rédaction de la formule retenue à l'article B – Entrées d'agglomération, page 6 du règlement : « doivent être retirés une semaine après clôture » par « doivent être déposés au plus tard 8 jours après la fin de la manifestation ou de l'opération »	La règlementation nationale prévoit un délai d'une semaine après la clôture d'une manifestation. Le RLPi ne pouvant pas être moins restrictif que les dispositions nationales du Code de l'environnement, il ne sera pas donné suite à cette proposition.		
Chambre de Métiers d'Alsace	Elle recommande d'informer les chefs d'entreprises de l'évolution des règles.	Cette information sera effectivement assurée via leurs représentants.		
CEA (Collectivité Européenne d'Alsace)	Emet un avis favorable sur le projet de RLPi			

532- ER

Conseil Consultatif du Patrimoine Mulhousien (CCPM)	Admettre les bâches publicitaires (Article G) lors de la mise en chantier du patrimoine bâti lors de travaux de ravalement ou de restauration et selon les mêmes termes que l'article T.	Le RLPI arrêté autorise l'installation de bâches publicitaires lors de manifestations temporaires, y compris à l'occasion de travaux.		
	Imposer la même règle que l'article « M - 2ème alinéa », concernant l'aspect des enseignes aux dispositifs publicitaires.	Contrairement aux enseignes, l'implantation des dispositifs publicitaires ne fait pas l'objet d'une demande d'autorisation. Il ne sera donc pas donné suite à cette proposition.		
	Adopter une règle de distanciation du mobilier urbain en zone 2.	Cette règle existe concernant les 8-12 m² ? Mais la généraliser aux formats plus petits n'est pas nécessaire. En effet, leur impact sur l'environnement est beaucoup plus modeste. Il ne sera donc pas donné suite à cette proposition.		
	Ajuster la délimitation des zones sensibles (zones 3), pour y inclure la Cité Ouvrière de Mulhouse et les ensembles urbains exceptionnels identifiés au PLU de Mulhouse en zone 3.	Avis défavorable, en raison du morcellement excessif du zonage.		
	En zone 3, faire coïncider la fin du zonage « entrée d'agglomération » avec un carrefour urbain.	Avis défavorable. Les entrées d'agglomération ont été ajustées à chaque cas particulier, en lien avec les communes concernées.		
	Inclure certaines cités minières en zone 3.	Avis défavorable. Le maintien du mobilier urbain est opportun.		
	En zone 4, le CCPM regrette que l'adoption du RPLi n'ait pas été l'occasion de remédier au désastre paysager des grandes zones commerciales (Annexe 2 et 2 Bis).	Les grandes zones commerciales ont été identifiées comme des espaces où la créativité des publicitaires peut s'exprimer dans le respect de la règlementation nationale qui s'y applique. De plus, le développement économique et commercial est prioritaire.		

532- ER

	Le projet de RLPi est excessivement volumineux, d'une lecture difficile empêchant sa compréhension et son appropriation par les citoyens et laisse prévoir des difficultés de mise en œuvre.	Avis défavorable mais suppression des quelques paragraphes qui reprennent la règlementation nationale. Le projet de RLPi est synthétique, avec sept types de zones pour 39 communes.		x
Résistance à l'Agression Publicitaire (RAP)	Interdire les panneaux de 12m2 et la publicité scellée au sol le long des axes principaux.	Avis défavorable. L'entrée en vigueur des nouvelles règles se traduira de fait par la mise en situation de non-conformité de près de 60% des dispositifs de 8 à 12 m².		
	Appliquer le même niveau de protection de l'environnement sur tout le territoire de m2A.	Avis défavorable. Le choix de créer plusieurs zones vise à adapter la règlementation à la nature du tissu urbain. Il permet de définir les espaces dévolus à la publicité et ceux où elle est fortement réduite.		
	Interdire la publicité aux abords des monuments historiques et des sites patrimoniaux SPR.	C'est le cas : la publicité est interdite dans un rayon de 100m autour des monuments historiques et au sein des SPR, à l'exception du mobilier urbain lié aux transports en commun et Vélocité. Entre 100 et 500 m, les dispositifs 8 – 12 m² sont interdits dans la plupart des rues.		
	« Simplifier la règlementation pour être compréhensible et applicable ».	La règle doit être complète et précise. Il est cependant proposé de supprimer les quelques passages du règlement qui reprennent la règlementation nationale.		x
	Retirer immédiatement les dispositifs non conformes.	Les communes sont responsables de la police en matière de publicités. Des délais légaux de 2 ans pour les publicités et les pré-enseignes et de 6 ans pour les enseignes sont en vigueur concernant la mise en conformité des dispositifs, à partir de l'approbation du RLPi.		

532- ER

	Interdire tous dispositifs numériques	Les dispositifs SENIOR de 8 m² numériques ne sont autorisés que dans les grandes zones commerciales. Les MUPI numériques de 2 m² le sont uniquement sur les axes structurants des communes d'Illzach, Kingersheim, Mulhouse et Wittenheim et dans certaines rue des centre-villes de Mulhouse et Illzach. La publicité numérique fait donc déjà l'objet d'une politique particulièrement restrictive.		
Paysage de France Sites et monuments	- Mesures minimales proposées non prises en compte, - Incitation à consommer toujours plus, par le harcèlement publicitaire, - Catastrophes sanitaires, - Accentuation des inégalités entre citoyens, - La publicité lumineuse est source de gaspillage énergétique, - Introduction de nuisances et de pollution,	Le projet de RLPi induira une réduction de 60% des dispositifs grand format. Par ailleurs, l'article L581-1 du code de l'environnement dispose que « chacun a le droit d'exprimer et de diffuser informations et idées, quelle qu'en soit la nature, par le moyen de la publicité, d'enseignes et de préenseignes ». Le projet de RLPi résulte d'une rechercher d'équilibre entre la volonté d'améliorer sensiblement l'environnement du territoire de m2A et le respect de la liberté d'expression des acteurs économiques.		
	- Mise en danger des usagers de la voie publique - Mise en danger des usagers des voies publiques par les dispositifs mobiles, lumineux et numériques,	Les questions liées à la sécurité sont essentielles. Cependant, elles ne peuvent pas être règlementées par le RLPI mais le sont par le code de la route.		
	- Projet confus, voire opaque et difficile à appréhender, - Nombreux articles du règlement rendant difficile l'appréciation exacte du projet,	Comme toute règlementation, celle relative aux enseignes et à la publicité est relativement « technique » et peut donc sembler difficile d'accès au premier abord. Ceci étant, le projet		x

	- Surcharge inutile du règlement et incohérence sur certaines dispositions (Articles G-K1-P-N)	est clair et se décline à l'échelle de 7 types de zones, simples à identifier. Ceci étant, les paragraphes reprenant la règlementation nationale, qui s'imposent également en l'absence de dispositions plus restrictives, seront supprimés afin d'alléger le document et de rendre sa lecture plus aisée.		
	Déconstruction de mesures de protection instaurées par la réglementation nationale.	Seule la règle concernant les monuments historiques a été rendue moins restrictive. A la demande de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), la notion de co-visibilité, en vigueur dans la règlementation nationale, a été supprimée car elle peut être difficile à apprécier.		
	Le RLPi ne compte pas améliorer la situation désastreuse des pôles commerciaux et des zones économiques (zone 4.1 et zone 4.2)	Les espaces commerciaux ont effectivement été choisis comme des lieux privilégiés pour l'installation de publicités.		
	Place exorbitante de la publicité sur mobilier urbain. Dans certains secteurs, elle a une forme d'exclusivité.	Le RLPi a pour objectif de réduire fortement les grands panneaux publicitaires, les plus impactant en matière d'environnement, au profit des dispositifs de 2 m².		
	Un grand nombre d'enseignes sont en infraction (non-respect du 1er alinéa de l'article R 581-60 du Code de l'Environnement).	La police de la publicité et des enseignes est réalisée par les communes. Il appartiendra aux autorités compétentes de faire appliquer la règlementation et de mettre en œuvre les mesures adéquates, le cas échéant.		
	Le petit commerce des centralités urbaines (de proximité) est victime de la concurrence imposée par les grandes chaînes commerciales par les campagnes de publicité.	De nombreuses entreprises locales utilisent la publicité extérieure pour promouvoir leurs produits à l'échelle de l'agglomération mulhousienne ou de l'Alsace (Nageleisen, Parc		

		Le Petit Prince…).		
	Limiter drastiquement la publicité sur la voie publique.	L'installation de mobiliers urbains étant du ressort des communes, ces dernières maitrisent l'implantation de publicités sur ce type de support.		
	Donner le même niveau de protection aux citoyens d'un même territoire.	Toutes les zones d'habitations ont fait l'objet d'une politique amibitieuse en matière de publicité.		
	Procéder à la suppression des redondances concernant certaines dispositions relevant aussi du règlement national (par exemple Articles H – I – P),	Les paragraphes concernés seront supprimés.		x
	Interdire les publicités défilantes et numériques.	Avis défavorable. L'utilisation des nouvelles technologies doit être encadrée mais pas interdite. La publicité numérique sera strictement limitée : - Seules les villes d'Illzach, Kingersheim, Mulhouse et Wittenheim pourront accueillir des dispositifs numériques, - Les grands formats (8 m²) seront limités aux seules zones commerciales. Sur les axes structurants et dans quelques rues des centres-villes de Mulhouse et d'Illzach, elles ne seront autorisées que sur le mobilier urbain de 2 m² maximum.		
	N'autoriser qu'une seule face dédiée à la publicité commerciale sur le mobilier urbain, l'autre étant à réserver à la promotion du patrimoine (architectural, artistique et culturel).	Par définition, le mobilier urbain d'information municipal comprend, au maximum, 50% de publicités. La publicité installée sur les arrêts de transports en commun et Vélocité participent au financement de ces services.		

	Supprimer la zone 1 et réintégrer les axes structurants dans le tissu urbain.	Avis défavorable. La zone 1 permet l'installation de dispositifs de grands formats, mais en limite fortement la densité. Le maintien de la publicité sur les axes structurants est indispensable aux activités économiques.		
	Respecter strictement des horaires d'extinction.	La police de la publicité et des enseignes est du ressort des communes. Il leur appartiendra de veiller au respect de ces horaires.		
	Fixer dans le règlement un nombre maximum de dispositifs dans les pôles commerciaux et zones économiques.	Avis défavorable. Les zones commerciales ont été identifiées comme des lieux où la publicité peut être développée.		
	Limiter à trois le nombre d'enseignes sur une même façade commerciale, et installées que sur la façade principale.	Avis défavorable. Sur le modèle de la règlementation nationale, les enseignes sont limitées en surface et non pas en nombre.		
	Interdire les enseignes sur toiture ou terrasse.	Avis défavorable. Les enseignes sur toitures et terrasses sont interdites partout, sauf en zone 4, c'est-à-dire dans les lieux qui regroupent des activités économiques. Les entreprises doivent être largement visibles dans ces espaces qui leur sont dédiées.		
	Interdiction d'écrans numériques pour la publicité et les enseignes.	Avis défavorable. Les enseignes et publicités numériques sont autorisées mais dans des proportions limitées.		
	Autoriser les enseignes scellées au sol ou installées directement au sol uniquement si aucune enseigne n'est visible d'une voie ouverte à la circulation ou que l'activité ne comporte pas de bâtiments.	Cette proposition nous semble trop restrictive. Une enseigne en façade peut être visible de la voie publique, mais de manière insuffisante.		

Oxialive	L'interdiction des SENIOR 8 m² numérique en dehors des zones commerciales ne permet pas à Oxialive de déployer un réseau de dispositifs numériques économiquement viables.	Avis défavorable. L'objectif du RLPi n'est pas de favoriser ou de contraindre l'un ou l'autre acteur. Par ailleurs, la publicité numérique de grand format peut être utilisée dans les zones commerciales.		

Avis des communes				
Organisme	**Remarques**	**Réponse**	**Pièces modifiées**	
			RP	**Règlement écrit/graph.**
Mulhouse	Demande d'intégrer une modification dans le règlement concernant le Chapitre 5. - Règles applicables à la zone 5 : Centre-Ville - Article 5.3 Enseignes apposées : « Les enseignes des bâtiments et services publics pourront être constituées de panneau de fond à la double condition que le panneau soit posé de manière verticale et que sa largeur (plus petite dimension) ne dépasse pas 30 cm ».	Le règlement sera modifié dans ce sens.		x
Pfastatt	Demande que les artisans aient la possibilité de placer une enseigne sur leur clôture, sachant que leur lieu d'habitation est souvent le siège social de leur entreprise.	Le règlement sera modifié dans ce sens.		x
Rixheim	Emet un avis favorable sur le projet de RLPi assorti d'une proposition tendant à définir la notion « surface de façade commerciale » dans le glossaire.	Le règlement sera modifié dans ce sens.		x
Sausheim	Demande les raisons du classement en zone 4.3 de la zone d'activités située au Sud de l'A36.	La zone d'activité au sud de l'A36 a été classée en zone mixte car elle comporte à la fois des commerces et des entreprises.		

532- ER

	Demande que les enseignes puissent être installées sur les murs de clôtures.	Avis favorable en zones 1 (axes structurants), 2 (résidentielle) et 4 (économiques).		x
	Annexe 4 et Plan de Zonage : les arrêtés et la lettre d'accompagnement datée du 11 mars 2021 fixant les limites de l'agglomération de Sausheim sont à retirer et à remplacer par l'arrêté n°360/2021 transmis le 23 Septembre 2021 et à insérer également sur le plan de zonage les limites d'agglomération manquantes.	Avis favorable		x
	Demande la prise en compte, suite à la proposition des services de l'Etat, de la traduction graphique des règles (schémas – croquis) et l'intégration de la réglementation nationale en annexe du règlement.	Au contraire, les éléments correspondant à la règlementation nationale seront retirés du règlement. Cependant, le RLPi mentionne les articles du code de l'environnement relatifs aux sujets abordés dans le règlement.		

Observations reçues pendant l'enquête publique				
	Remarques	**Réponse**	**RP**	**Zonage/règlement**
Mme BUCHER Alice de Pulversheim Courrier daté du 04.04.22.	La réduction des publicités « Grand format » est une mesure excessive. Elle entrainera un manque à gagner important pour les propriétaires qui louent leurs terrains aux afficheurs.	M2A est consciente de l'impact de la nouvelle règlementation sur les propriétaires accueillant des dispositifs publicitaires sur leur terrain. Or, l'amélioration du paysage urbain passe par la réduction des dispositifs publicitaires de grand format (8 à 12 m²).		

532- ER

M. VIUTTI Lionel Courriel daté du 11.04.22.	Chapitre 1 - Articles B et G concernant les entrées et sorties d'agglomération, celles-ci peuvent changer dans le temps et devraient être prises en compte.	La procédure de mise à jour permettra, autant que de besoin, d'annexer au RLPi les arrêtés prenant en compte les modifications affectant les limites d'agglomération.		
	Dans les zones de transition de la limitation de vitesse, les dispositifs publicitaires et bâches ne doivent pas porter atteinte aux règles de visibilité et de lisibilité de la route. M. Viutti soulève que ces écrans sont de vrais dangers pour la sécurité routière ; il cite pour exemple l'écran du giratoire de l'Arche à Morschwiller-le-Bas et demande à quelle date sa suppression aura lieu.	Les questions relatives à la sécurité relèvent du Code de la route. Les entrées d'agglomération concernent toutes les formes de publicité, y compris les bâches et les dispositifs de dimensions exceptionnelles. Le délai de mise en conformité est de deux ans à partir de l'approbation du RLPi. M2A ayant approuvé le 15 mars 2021 un nouveau RLP, ce dispositif devra être retiré par l'afficheur le 15 mars 2023 au plus tard.		
	Publicité numérique : à la lecture du glossaire et de l'article K1 il y a de la confusion entre publicité numérique et lumineuse.	La publicité numérique est une forme de publicité lumineuse.		
	Chapitre 1 - Article K 2 : souhaite plus d'ambition en termes de sobriété énergétique en matière d'extinction de l'éclairage, et pour exemple, du même niveau que l'extinction de l'éclairage des parkings des commerces.	Le Code de l'environnement dispose que les publicités lumineuses doivent être éteintes de 1h à 6h. La plage horaire retenue, en l'occurrence 23h – 7h, est par conséquent bien plus restrictive. Les parkings des commerces ne relèvent pas du RLPi.		

532- ER

M. RENCKLY Yvan Courriel du 12/04/2022	Sa contribution relève : - qu'il faut une cohérence territoriale, - que le règlement doit exprimer les notions d'anti-pollution, - l'obligation d'une forte réduction de la taille des enseignes, - qu'il faut mettre en place des panneaux récapitulatifs directionnels en entrée de communes et de zones vers toutes les entités (commerces et toutes autres activités), - que le règlement doit préserver le cadre de vie.	Le RLPi a pour ambition ; - D'adapter la règlementation à la nature du tissu urbain, - De réduire le nombre de dispositifs afin de diminuer l'impact de la publicité sur l'environnement, - De limiter la taille des enseignes tout en assurant la visibilité des commerçants, - D'améliorer le cadre de vie en supprimant 60 % des dispositifs de 8 à 12 m², les plus impactant en terme de paysages. Par contre, seul le code de la route permet de règlementer la sécurité routière.		
M. RAPP Mathieu – Les Artisans du Son Courriel du 27/04/2022	M. Rapp estime que les publicités sont nécessaires dans l'agglomération mulhousienne. Le format 12 m2 est un média pour se faire connaître.	Le RLPi relève d'une recherche d'équilibre entre le droit des entreprises à communiquer sur leurs offres de biens et de services et la préservation de l'environnement. Le nombre de 12 m² sera réduit mais ils ne seront pas supprimés.		
Mme RODRIGUEZ Mireille de CITIVIA Courriel du 27/04/2022	Concernant l'interdiction de pose d'enseignes sur les clôtures et murs de clôtures sur la vallée 3 du Parc des Collines et de l'espace d'activités de Didenheim. Des prescriptions architecturales et paysagères en vigueur sont demandées aux preneurs de terrains afin de réaliser des murets, de façon à cacher l'aire de présentation des poubelles et coffrets. Citivia suggère	Le règlement sera supprimé afin d'autoriser les enseignes sur clôtures aveugles dans les zones 1 (axes structurants), 2 (résidentielles) et 4 (économiques). Elle permettra à toutes les entreprises de signaler leur présence, même si la façade du bâtiment où elles		x

	d'incorporer de ce fait leur enseigne dans ces murets (plan de présentation joint à la contribution). Citivia souhaite donc obtenir une exception à cette règle d'interdiction du futur RLPi.	sont installées est peu visible.		
M. BERANGER Paul **Ville de Mulhouse** Courriel du 27/04/2022	Souhaite faire une remarque concernant les enseignes en Zone 5 (Centre-ville) du Centre commercial Porte Jeune. Selon M. Béranger les règles ne sont pas adaptées ou proportionnées à la taille du Centre Commercial. Il demande le classement en Zone 4.1 Zone commerciale ou bien Zone 4.2 Zones mixtes et l'application des règles nationales.	Le règlement sera modifié afin de faire relever le centre commercial « porte jeune » de la zone 4.2.		x
M. PHLIPPOTEAU Nicolas, **Sté JC Decaux** Dépôt d'un dossier de 30 pages d'observations, de remarques et de propositions, consernant essentiellement le mobilier urbain.	La société JCDecaux demande de traiter le mobilier urbain (M.U.) différemment des dispositifs exclusivement publicitaires par : - La création au sein de chaque zone d'un article propre à la publicité et aux pré-enseigne supportées par le M.U., - La correction dans le glossaire d'une coquille rédactionnelle concernant la définition exacte du « dispositif publicitaire », - La nécessité d'éviter toute assimilation erronée du M.U. à un dispositif publicitaire (Article B du règlement) dont la formulation est à corriger.	Avis favorable concernant la clarification des différences entre dispositifs publicitaires et mobilier urbain supportant de la publicité. Cependant, par soucis d'équité, le mobilier urbain supportant de la publicité est, dans plusieurs cas, soumis aux mêmes règles que les dispositifs publicitaires. Un article spécifique au mobilier urbain dans chaque zone n'est par conséquent pas nécessaire.		x
	Le zonage et l'importance du maillage territorial : les implantations de chaque mobilier urbain ne doivent pas être traitées ou dépendre d'un zonage RLPi mais être adaptées au cas par cas à l'environnement, en fonction des besoins et sans condition de format. Il	Par soucis d'équité, les règles du RLPi s'appliquent aussi bien aux dispositifs publicitaires qu'au mobilier urbain supportant de la publicité, sauf mention contraire.		

	faut réintroduire en « Zone 3 » les 5 types de mobilier urbain.			
	Règle du Chapitre 3 – Article 3.1 : elle impacte les dispositifs M.U. dans les quartiers Rebberg, Drouot et Côteaux. Cette règle engendrera une perte de cohérence, de couverture institutionnelle et un bouleversement de l'équilibre économique des contrats.	L'axe Brunstatt – Riedisheim a été identifié par m2a et les communes concernées comme zone particulièrement sensible. L'installation de publicités sur les arrêts de transports en commun et stations Vélocité est possible.		
	Article F - Monuments historiques, Sites protégés et Espaces patrimoniaux » : A modifier en insérant une levée générale et expresse de l'interdiction relative à la publicité à l'égard des 5 types de mobilier urbain publicitaire – Mesure qui impacte 22 dispositifs.	Avis défavorable. Cette option irait à l'encontre de la demande de l'Etat.		
	Article D - Publicité et végétation arborée : Demande de supprimer, dans le règlement, l'opposabilité de cet article du RLPi au mobilier urbain, et rappelle que le cahier des charges de m2A doit être respecté lors d'une implantation de M.U. de type abribus.	Avis favorable. La règle concernant les arbres ne s'appliquera pas au mobilier urbain de 2 m² maximum.		x
	Article E - Publicité aux abords des établissements scolaires : Mesure particulièrement difficile à mettre en œuvre – Remise en cause de nombreuses installations. Demande une définition plus précise d'établissements scolaires visés par cette règle (emplacement exact) et de modifier l'article ainsi : « Toute publicité est interdite sur une longueur de 50 m dans la rue de part	Avis favorable. Le périmètre d'interdiction de 100 m sera mesuré à partir de l'entrée principale de l'établissement scolaire concerné. Il comprendra tous les cheminements à pied, d'une distance de 100 m à partir de l'entrée principale de l'établissement. Il se substituera aux rayons de 100 mètres		x

	et d'autre de l'entrée principale de l'école à l'exception de celle sur M.U. lié aux arrêts de transports et Vélocité lorsque la publicité n'excède pas 2 m2 de surface unitaire utile.	matérialisés sur le plan du projet arrêté.		
	Préconisation de réintroduire dans le RLPi le mobilier urbain numérique conformément aux articles R581-42 à R581-47 du Code de l'Environnement ; particulièrement impactée la « Zone 5 – Centres-Villes » : sur les 8 axes autorisés au mobilier urbain numérique et en raison des mesures de l'article F et E, il ne reste plus de possibilités d'implantations sur ces axes. Treize mobiliers urbains numériques seront impactés.	m2A souhaite préciser la règle concernant les rues autorisées à la publicité numérique : cette règle s'appliquera sur une bande de 40 m au total, centrée sur l'axe de la rue. Cette règle permettra d'autoriser des dispositifs situés aux carrefours des rues autorisées.		x
	La société JCDecaux informe de la présence d'une coquille rédactionnelle concernant la publicité lumineuse. L'article R581-34 précise que la publicité éclairée par projection ou transparence répond au régime de la publicité non-lumineuse. Cette définition erronée, faute de correction, induirait de ce fait l'interdiction de cette forme de publicité sur l'ensemble des communes hors U.U. de m2A.	Avis favorable : il sera précisé dans le glossaire que la publicité éclairée par projection ou transparence répond au régime de la publicité non-lumineuse.		x
M. Charles-Henri DOUMERC, Union pour la Publicité Lumineuse (UPE). Courriel du 20/04/2022	Concerne l'envoi d'un dossier d'observations qui a également été déposé lors de la permanence du Commissaire Enquêteur à la Mairie de Rixheim (cf. Observation déposée à la Mairie lors de la permanence à Rixheim – voir ci-dessous)			

532- ER

Union pour la Publicité Extérieure (UPE) Dossier déposé à Rixheim	La société UPE estime que le projet du RLPi aurait dû faire l'objet d'une étude d'impact économique et sociale. Elle estime que le projet tel qu'il est présenté se traduira par une perte sèche de 62 % du parc de dispositifs publicitaires.	L'évaluation de l'UPE rejoint celle réalisée par m2A. L'objectif principal du RLPi est d'améliorer la qualité du paysage urbain en diminuant le nombre et la densité de dispositifs publicitaires.		
	Article B – Entrées d'agglomération : L'UPE relève sur le plan de zonage que les entrées d'agglomération repérées (en trait hachuré rouge) peuvent se trouver en plein centre-ville. Il conviendrait de mieux définir ces entrées. L'UPE souhaite la suppression de cette sous-zone dans l'ensemble des zones 1 et 4.	Avis défavorable. Il est important que les entrées d'agglomération identifiées ne comprennent pas de publicités pour en maintenir la qualité.		
	Article D – Publicité et Végétation arborée : L'UPE demande la suppression de cet article pour des raisons d'insécurité juridique et de l'évolution dans le temps des végétaux.	Avis défavorable. L'évolution des végétaux n'impacte pas la règle. Il sera cependant précisé que la distance entre les arbres et les dispositifs publicitaires sera mesurée au sol, depuis le centre de l'arbre, jusqu'à la base la plus proche du dispositif.		x
	Article G – Bâches publicitaires et dispositifs de dimensions exceptionnelles : L'UPE demande l'application du règlement national en lieu et place des règles du RLPi, les collectivités maîtrisant ce type de publicité via le régime juridique de l'autorisation et en application de l'article L581-9 du Code de l'Environnement. Les bâches publicitaires et les dispositifs de dimensions exceptionnelles installées lors de manifestations temporaires restant sous disposition du RLPi.	Avis défavorable. L'autorisation des bâches publicitaires ne répond pas à l'objectif de réduction de la publicité que s'est donnée la collectivité.		

	Article K – Publicités lumineuses : Mulhouse Alsace Agglomération jouit d'une attractivité commerciale, festive et touristique et de ce fait, l'UPE propose une règle d'extinction de 00 à 06 heures.	Avis défavorable. L'objectif de l'extinction de 23h à 7h est de réduire la consommation d'énergie de ces dispositifs.		
	Axes structurants : L'UPE fait le constat d'une absence totale d'axes ouverts à la communication dans l'ensemble du Secteur Sud de l'agglomération. Elle propose, pour conserver des garanties d'audience et de couverture, l'ajout de rues suivantes à la zone 1 : - A Mulhouse : Avenue d'Altkirch, Avenue Wallach, Avenue de Riedisheim et Rue Sébastien Bourtz. - A Rixheim : Rue de Mulhouse, Rue de l'Ile Napoléon et Rue de Habsheim. - A Brunstatt : Avenue d'Altkirch. - A Riedisheim : Avenue Gustave Dollfuss. - A Kingersheim : Route de Guebwiller - A Wittenheim : Route de Soultz.	Avis défavorable. En collaboration avec les communes concernées, il a été décidé de ne pas inclure ces rues dans la zone 1, afin de concourir à l'objectif d'amélioration des paysages urbains de l'agglomération, notamment au travers de la diminution de la publicité extérieure.		
	L'UPE soulève que ces deux dispositions entraînent des difficultés d'application et une source d'insécurité juridique. Pour la zone 1, l'UPE propose, dans un souci de simplification et de bonne compréhension, les règles de densité suivantes : - Unité foncière disposant d'un linéaire sur rue inférieur à 20m² : 1 dispositif mural, - Unité foncière disposant d'un linéaire sur rue supérieur à 20m² : 1 seul dispositif mural ou scellé au sol.	Avis défavorable. La proposition de l'UPE ne correspond pas à l'objectif de réduction de la publicité.		

532- ER

	Domaine ferroviaire en gare, y compris parvis : Sur quais non couverts ainsi que sur parvis, l'UPE propose les règles suivantes : - Maintien des dispositifs doubles (« côte à côte » et double face), - Pas de distance à respecter entre deux dispositifs séparés par une voie ferrée, - Autoriser des dispositifs publicitaires numériques de 2m2.	Avis favorable. Les publicités numériques seront également autorisées		x
	Palissade de chantier : L'article A du règlement du RLPi précise que la publicité est interdite sur les murs de clôtures et les clôtures aveugles ou non. Par ailleurs, la définition des palissades de chantier donnée par le glossaire entraînerait aussi l'interdiction de la publicité sur ces supports. En revanche, l'article L581-14 précise qu'elle ne peut être interdite sauf dans les lieux visés au 1° et 2° du I de l'article L581-8. Proposition de UPE : Compléter la définition de ne pas limiter les palissades de chantier à une clôture provisoire. Et également être en phase avec les règlements de voirie. Dont l'exacte définition dans le glossaire serait « Une palissade de chantier est une clôture provisoire masquant une installation de chantier. Elle est composée soit d'éléments pleins sur toute sa hauteur, soit d'éléments pleins en partie basse surmontés d'un élément grillagé	Avis favorable. Modification de la définition des palissades de chantier dans le glossaire. Interdiction de la publicité sur les palissades de chantiers : - aux abords des monuments historiques mentionnés à l'article L. 621-30 du code du patrimoine ; - dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables mentionnés à l'article L. 631-1 du même code ; Conformément à l'art. L581-14 du Code de l'environnement, elles seront autorisées ailleurs.		x

532- ER

M. Martin DESCOUVIERES Registre de Morschwiller-le-bas	Regrette que si peu soit fait pour limiter, voire interdire la publicité sur les arrêts de bus et trams dont les utilisateurs sont majoritairement nos enfants.	La publicité sur les arrêts de bus et de tram participe au financement des transports en commun.		
Message anonyme	Concernant l'annexe 4 du dossier du RLPi : Mise à jour des arrêtés municipaux concernant les limites d'agglomération des communes et les documents graphiques – Ces annexes sont obligatoires et sont à intégrer au RLPi avant toute approbation (Article 411-2 du Code de la route et R581-78 du Code de l'Environnement).	Avis favorable.		x

Le Vice-Président

délégué à l'urbanisme prévisionnel,



Rémy NEUMANN

Mulhouse Alsace Agglomération



Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI)

Rapport de présentation - Partie diagnostic

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 26 septembre 2022

Le Vice-Président

Remy NEUMANN

Mulhouse Alsace Agglomération 536

aurm
agence d'urbanisme de la région mulhousienne

Sommaire

Préambule 3
Propos introductif 3
Les dispositifs publicitaires concernés 4
Les limites à l'encadrement de la publicité 5

1. Le contexte territorial 6
1.1. Le territoire de m2A et la notion d'unité urbaine 6
1.2. La situation économique 8
1.3. Le réseau routier 10
1.4. Le paysage et le patrimoine 12

2. Le contexte publicitaire et dispositifs existants 16
2.1. Le poids du marché publicitaire à l'échelle nationale et locale 16
2.2. Les dispositifs à l'échelle de m2A et par commune 18
2.3. Les secteurs économiques et commerciaux 22
2.4. Les axes structurants 24
2.5. Les entrées d'agglomérations 26
2.6. Les secteurs résidentiels 28
2.7. Les secteurs patrimoniaux 30
2.8. Les secteurs villageois sous RNP 32

3 État des lieux de la réglementation de la publicité 34
3.1 La cartographie des règlements en vigueur 34
3.2 Les règlements en vigueur 36
3.3 Les dispositifs publicitaires non conformes 38

4. Synthèse des enjeux 40

5. Annexes ..... (documents à part)
5.1 Monuments et sites protégés
5.2 État des lieux des 22 communes sous RNP

PRÉAMBULE

PROPOS INTRODUCTIF

Le Code de l'environnement réglemente l'implantation des enseignes, préenseignes et dispositifs publicitaires à l'échelle nationale. À celle d'un territoire particulier, les règles peuvent être renforcées via l'adoption d'un Règlement Local de Publicité (RLP).

Le Code de l'environnement et de même le RLP visent à **concilier** :

- le **respect de la liberté d'expression**, qui suppose que chacun puisse informer le public sur ses opinions ou sur les biens et services mis sur le marché : l'affichage publicitaire ne peut être interdit,
- la **protection esthétique de l'environnement urbain** : la densité et le format des dispositifs publicitaires sont limités et cette limitation peut être renforcée.

Par la réforme de la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (dite Loi Grenelle II), les règlements locaux de publicité (RLP) sont devenus de véritables instruments de planification locale. Ils offrent aux collectivités locales la possibilité de d'organiser et d'harmoniser l'ensemble des dispositifs qui constituent la publicité extérieure : publicités, enseignes et préenseignes.

Depuis le 14 novembre 2019, m2A est devenue compétente en matière de Règlement Local de Publicité. L'élaboration ou la révision des règlements locaux de publicité lui reviennent désormais, en application de l'article L.581-14 du code de l'environnement.

Le 9 décembre 2019, le conseil d'agglomération a engagé l'élaboration du Règlement local de publicité intercommunal (RLPi).

Le RLPi est un document réglementaire qui régit l'affichage des dispositifs publicitaires de manière plus précise que la réglementation nationale. Il fixe les règles à respecter pour l'installation des dispositifs de publicité, des enseignes et des préenseignes sur l'ensemble du territoire en se substituant au régime général national.

Le RLPi de m2A se donne pour principal objectif d'encadrer l'installation des dispositifs publicitaires de sorte à renforcer autant la qualité de vie des habitants que l'attractivité économique de l'agglomération mulhousienne.

Il doit assurer un nécessaire équilibre entre :

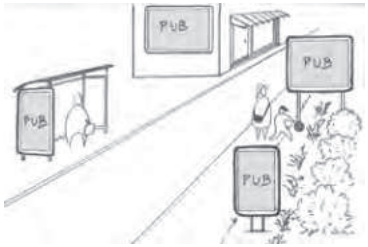
- le droit à l'expression et à la diffusion d'informations et d'idées par le moyen de la publicité, d'enseignes et de préenseignes, qui contribuent au dynamisme économique,
- et la protection du cadre de vie et notamment de nos paysages, qui contribuent à l'attractivité résidentielle.

Le présent document constitue le rapport de présentation du RLPi de Mulhouse Alsace Agglomération. Conformément à l'article R.581-72 du code de l'environnement, le RLPi est composé :

- d'un rapport de présentation qui s'appuie sur un diagnostic, définit des orientations et objectifs et explique les choix retenus,
- d'un règlement détaillant le zonage et les dispositions s'appliquant à chaque zone,
- d'annexes constituées d'un document graphique et des arrêtés municipaux fixant les limites des agglomérations des communes membres et des documents graphiques afférents.

LES DISPOSITIFS PUBLICITAIRES CONCERNÉS PAR LA RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ

La publicité



La publicité se définit comme étant **toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention**.

Les dispositions réglementaires nationales fixent les règles d'implantation des publicités en fonction des procédés, des dispositifs utilisés, des caractéristiques des supports et de l'importance des agglomérations concernées.



Publicité murale



Publicité scellée au sol



Publicité sur mobilier urbain



Publicité numérique

Les préenseignes



La préenseigne se définit comme étant **toute inscription, forme ou image signalant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée**.

Elles sont soumises au **même régime que la publicité** (Art. L.581-19 du code de l'environnement), à l'exception des préenseignes dites dérogatoires disposant de mesures spécifiques (vente produits du terroir, activités culturelles, ...)



Préenseigne scellée au sol



Préenseigne posée au sol

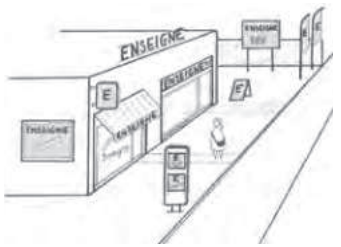


Préenseigne temporaire



Préenseigne dérogatoire

Les enseignes



L'enseigne se définit comme étant **toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble** (bâti ou unité foncière) **et relative à une activité qui s'y exerce**.

Comme les publicités, les dispositions applicables aux enseignes dépendent de leur mode d'implantation.



Enseignes murales à plat ou perpendiculaires





Enseigne en toiture



Enseigne scellée au sol

LES LIMITES À L'ENCADREMENT DE LA PUBLICITÉ PAR LA RÉGLEMENTATION

Le mobilier urbain d'information

Le règlement de publicité ne s'applique pas au mobilier urbain mis en place par les collectivités, qui délivre uniquement une information, sans but lucratif ou commercial, au public (résidents, usagers, etc) ou a vocation à guider un itinéraire.

En revanche, dès lors qu'un mobilier urbain (abribus, etc) dispose d'une image à objet publicitaire, il est soumis à la réglementation de la publicité



Signalétique d'information locale



Affichage d'opinion publique



Panneau d'information municipale électronique



Planimètre

Le code de l'environnement comme cadre

La réglementation de la publicité est assujettie au seul code de l'environnement. **Les dispositions et règles définies par un RLP(i) ne peuvent être fondées et justifiées que sur le cadre de vie (environnement, paysage)**.

Dès lors, un règlement de publicité ne peut légalement prendre de dispositions telles que :

- interdire ou imposer un type de contenu publicitaire au titre des bonnes moeurs ou de la santé publique,
- interdire des implantations au titre de la sécurité routière (sauf articles du code de la route cités par le code de l'environnement).

Ces prérogatives peuvent incomber à **d'autres codes ou lois en vigueur à respecter** : code de la route, loi Évin, ... (voir page 10 pour les dispositions du code de la route).







Le respect des libertés légales

La réglementation de la publicité ne peut contrevenir au **principe de libre concurrence**, qui prévaut dans le domaine commercial.

De même, les règles définies pour encadrer les dispositifs publicitaires ne peuvent aller à l'encontre de la **liberté d'expression**.



Pas de discrimination commerciale, contraire à la libre concurrence





Respect de la liberté d'expression sur le contenu des supports

1. LE CONTEXTE TERRITORIAL

1.1 LE TERRITOIRE DE M2A ET LA NOTION D'UNITÉ URBAINE

277 048 habitants en 2019
39 communes
7 communes de plus de 10 000 habitants
1 unité urbaine

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) regroupe une population d'un peu plus de **277 000 habitants** en 2019. Elle est la deuxième intercommunalité la plus peuplée d'Alsace, derrière l'Eurométropole de Strasbourg et la troisième du Grand Est après le Grand Reims (source INSEE).

L'unité urbaine de Mulhouse, selon l'INSEE, est constituée de 21 communes représentant 252 555 habitants.

m2A compte **7 communes de plus de 10 000 habitants,** les 32 autres communes sont en dessous de ce seuil. Deux communes pourraient bientôt basculer au-delà du seuil, à savoir Brunstatt-Didenheim et Pfastatt.

NOTA-BENE :

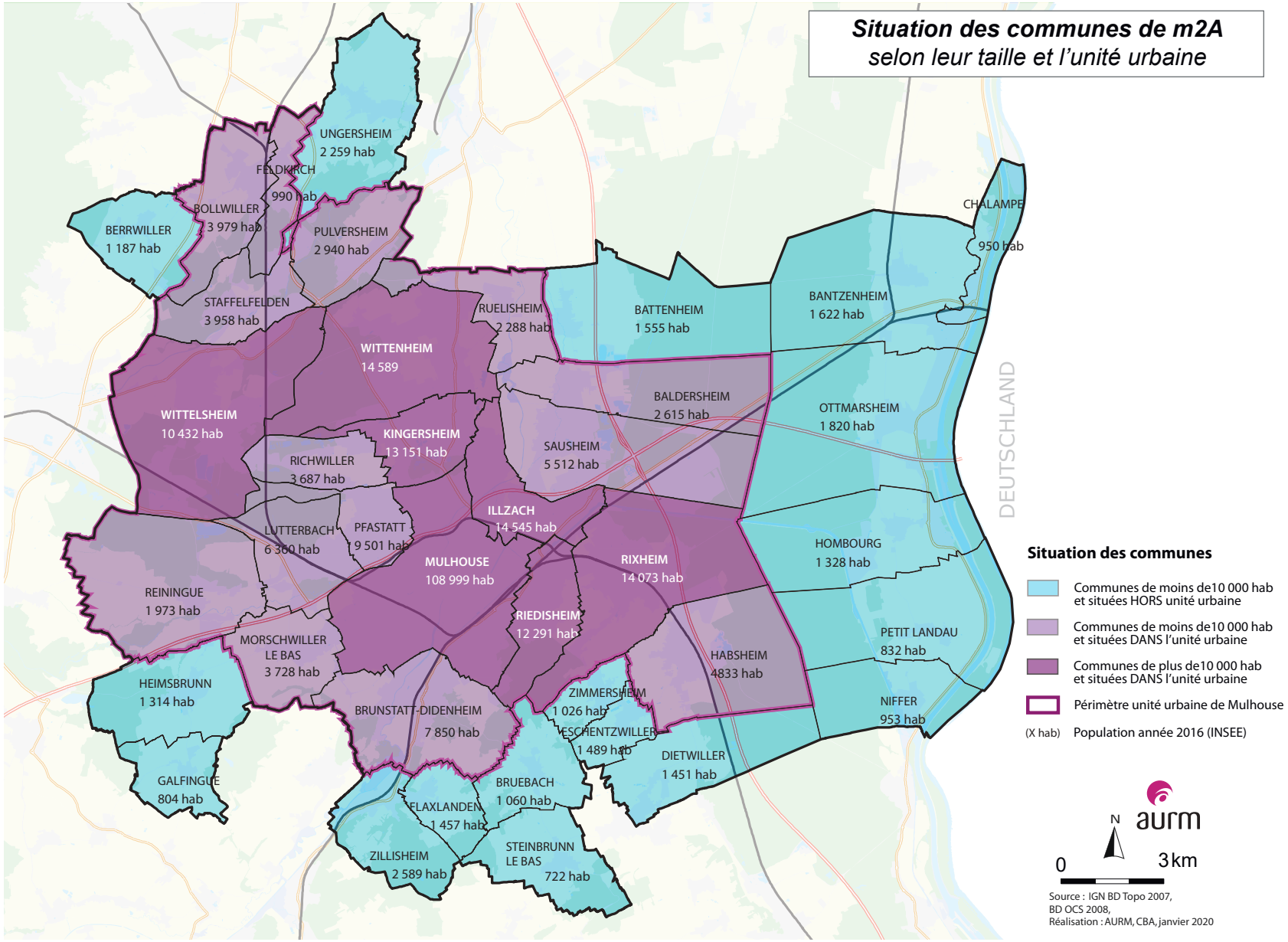
L'appartenance à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants et le seuil de population de 10 000 habitants sont deux critères déterminants dans la réglementation de la publicité.

La réglementation nationale de la publicité (RNP) est plus restrictive pour les communes de moins de 10000 habitants et plus encore pour les celles d'entres elles situées hors unité urbaine.

Le règlement local de publicité, ne pouvant être plus permissif que le RNP, se doit dès lors de tenir compte de la localisation et de la taille des communes dans l'élaboration du zonage et des règles associées.

UNITE URBAINE DE MULHOUSE	POPULATION Insee 2019
BALDERSHEIM	2 651
BOLLWILLER	4 148
BRUNSTATT-DIDENHEIM	9 600
FELDKIRCH	954
HABSHEIM	4 775
ILLZACH	**14 545**
KINGERSHEIM	**13 389**
LUTTERBACH	6 494
MORSCHWILLER-LE-BAS	3 875
MULHOUSE	**109 326**
PFASTATT	9 789
PULVERSHEIM	2 958
REININGUE	2 088
RICHWILLER	3 776
RIEDISHEIM	**12 217**
RIXHEIM	**14 716**
RUELISHEIM	2 240
SAUSHEIM	5 584
STAFFELFELDEN	4 170
WITTELSHEIM	**10 495**
WITTENHEIM	**14 765**

COMMUNE HORS UNITE URBAINE	POPULATION Insee 2019
BANTZENHEIM	1 678
BATTENHEIM	1 475
BERRWILLER	1 198
BRUEBACH	1 076
CHALAMPE	953
DIETWILLER	1 468
ESCHENTZWILLER	1 480
FLAXLANDEN	1 453
GALFINGUE	801
HEIMSBRUNN	1 233
HOMBOURG	1 447
NIFFER	953
OTTMARSHEIM	1 820
PETIT-LANDAU	832
STEINBRUNN-LE-BAS	757
UNGERSHEIM	2 362
ZILLISHEIM	2 566
ZIMMERSHEIM	975


Situation des communes de m2A
selon leur taille et l'unité urbaine
UNGERSHEIM
2 259 hab
FELDKIRCH
990 hab
BOLLWILLER
3 979 hab
BERRWILLER
1 187 hab
PULVERSHEIM
2 940 hab
STAFFELFELDEN
3 958 hab
RUELISHEIM
2 288 hab
BATTENHEIM
1 555 hab
BANTZENHEIM
1 622 hab
CHALAMPE
950 hab
WITTENHEIM
14 589
WITTELSHEIM
10 432 hab
BALDERSHEIM
2 615 hab
OTTMARSHEIM
1 820 hab
KINGERSHEIM
13 151 hab
SAUSHEIM
5 512 hab
RICHWILLER
3 687 hab
ILLZACH
14 545 hab
LUTTERBACH
6 300 hab
PFASTATT
9 501 hab
MULHOUSE
108 999 hab
RIXHEIM
14 073 hab
HOMBOURG
1 328 hab
REININGUE
1 973 hab
RIEDISHEIM
12 291 hab
PETIT LANDAU
832 hab
MORSCHWILLER
LE BAS
3 728 hab
HABSHEIM
4833 hab
HEIMSBRUNN
1 314 hab
ZIMMERSHEIM
1 026 hab
NIFFER
953 hab
BRUNSTATT-DIDENHEIM
7 850 hab
VESCHENTZWILLER
1 489 hab
DIETWILLER
1 451 hab
GALFINGUE
804 hab
BRUEBACH
1 060 hab
FLAXLANDEN
1 457 hab
ZILLISHEIM
2 589 hab
STEINBRUNN
LE BAS
722 hab
DEUTSCHLAND
Situation des communes
Communes de moins de10 000 hab et situées HORS unité urbaine
Communes de moins de10 000 hab et situées DANS l'unité urbaine
Communes de plus de10 000 hab et situées DANS l'unité urbaine
Périmètre unité urbaine de Mulhouse
(X hab) Population année 2016 (INSEE)
N
aurm
0
3 km
Source : IGN BD Topo 2007,
BD OCS 2008,
Réalisation : AURM, CBA, janvier 2020

1. LE CONTEXTE TERRITORIAL

1.2 LA SITUATION ÉCONOMIQUE

87 297 emplois salariés privés en 2018*

+ 3 300 postes de travail depuis 2015*

7 445 établissements employeurs en 2018*

Dont pour le commerce :

15 101 emplois salariés en 2018*

1 814 établissements commerciaux en 2018*

11 592 contrats signés dans le commerce en 2018*, dont 27 % sont des CDI (+5% depuis 2015)

* source ACOSS

Comme d'autres territoires alsaciens, le territoire mulhousien est touché par la hausse du chômage, notamment due aux nombreuses pertes d'emploi dans le secteur de l'industrie. Toutefois, on peut observer une évolution de l'économie vers le développement du secteur tertiaire (commerce, constructions, enseignement, activités financières, services...) qui gagne en poids.

De surcroît, une **nouvelle dynamique économique liée au secteur numérique** est engagée depuis quelques années à Mulhouse (projet KMO, etc.). Celle-ci a vocation à rayonner à l'échelle de l'ensemble de l'agglomération.

Parallèlement le **secteur commercial est très développé**, avec une offre et des enseignes nombreuses répondant aux besoins de la population locale et d'un bassin plus large. L'enjeu actuel est à venir est, d'un point de vue structurel et urbanistique, l'impératif de modernisation de l'appareil commercial et des espaces qui y sont dédiés, pour pallier son essoufflement et maintenir son attractivité.

LES ESPACES À VOCATION D'ACTIVITÉS :

Les activités économiques sont principalement regroupées au sein de nombreuses zones d'activités (près de 70) de taille très variable et réparties sur l'ensemble du territoire. Le SCoT de la Région Mulhousienne les hiérarchise en 3 catégories :

- **les espaces économiques d'intérêt supérieur,** au rayonnement régional voire national, à savoir :
  Le «croissant innovant» de Mulhouse (ZAC Gare, Fonderie, DMC), le site de PSA,le pôle chimie (usine Solvay et Butachimie), les ports de Mulhouse-Rhin.
- **les espaces économiques stratégiques** à l'échelle du territoire ou du Sud Alsace :
  Le «croissant ouest» de Mulhouse (Parc des Collines, Mer rouge, site gare du nord, Didenheim, ...), la «Route de Soultz», l'espace d'activités Ile Napoléon (Illzach, Sausheim, Rixheim), l'ensemble industriel le long du Rhin constituant la «façade rhénane», l'espace d'activités Nord de l'agglomération (aire de la Thur et Marie-Louise) et le site «Amélie» à Wittelsheim.
- **les sites économiques de proximité** à l'échelle communale ou intercommunale, correspondant aux petites zones artisanales d'interêt local, bien réparties sur l'ensemble de m2A.

Certaines zones d'activité se distinguent par leur qualité urbaine et paysagère, tels le Parc des Collines (Mulhouse-Didenheim) ou encore le Parc Espale (Sausheim).



Zone d'activités du parc des Collines (Mulhouse, Didenheim)

LES ESPACES À VOCATION COMMERCIALE :

m2A compte plusieurs polarités commerciales que le SCoT de la Région Mulhousienne a également hiérarchisé :

- **le « coeur d'agglomération » :** centre-ville de Mulhouse ;
- **les « pôles majeurs »** : Wittenheim/Kingersheim, Illzach/Sausheim, Mulhouse-Dornach/Morschwiller-le-Bas) ;
- **les « pôles intercommunaux »** avec une locomotive alimentaire > 2000m² et des surfaces commerciales ;
- **les « pôles spécifiques »** développant une offre commerciale ciblée ;
- **les « pôles de proximité »** constituant un regroupement de plus de 5 unités commerciales en centralité des villes, bourgs, villages et quartiers. Une grande majorité de ces pôles de proximité réussit une bonne intégration urbaine et architecturale des commerces.



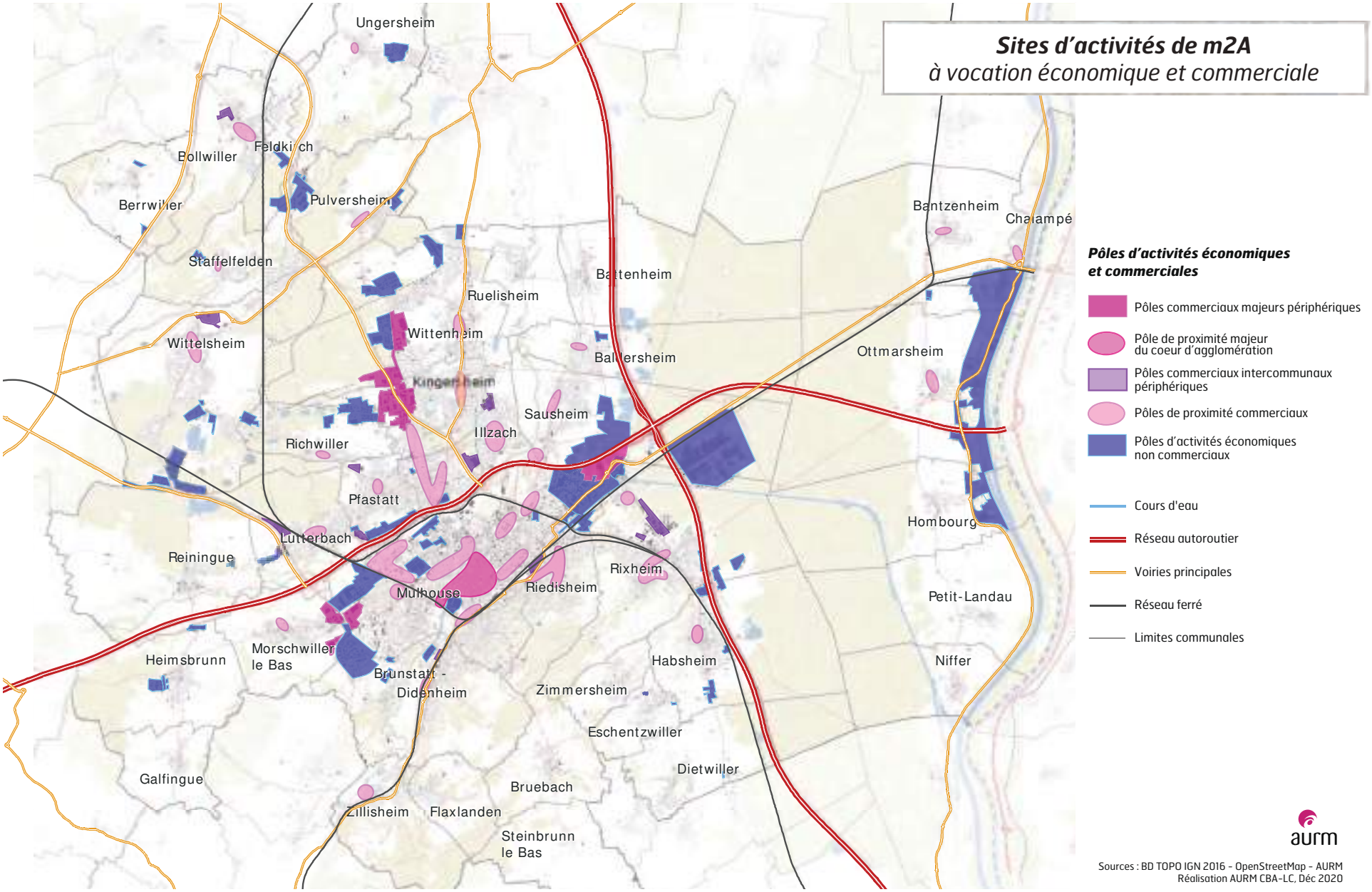
Pôle majeur commercial du Kaligone (Kingersheim, Wittenheim)

Ce qu'il faut retenir en termes d'enjeux

> **Le maintien d'un bon dynamisme des nombreuses entreprises et commerces,** qui font de m2A un pôle d'emploi important du Sud-Alsace ;

> **Une latitude à laisser à la publicité dans les zones commerciales,** pour sa contribution au dynamisme à l'attractivité et à la visibilité des commerces ;

> **Une qualité paysagère et urbaine des espaces économiques à préserver ou favoriser**, véritable atout en termes d'attractivité et d'environnement.



Sources : BD TOPO IGN 2016 - OpenStreetMap - AURM
Réalisation AURM CBA-LC, Déc 2020

1.3 LE RÉSEAU ROUTIER

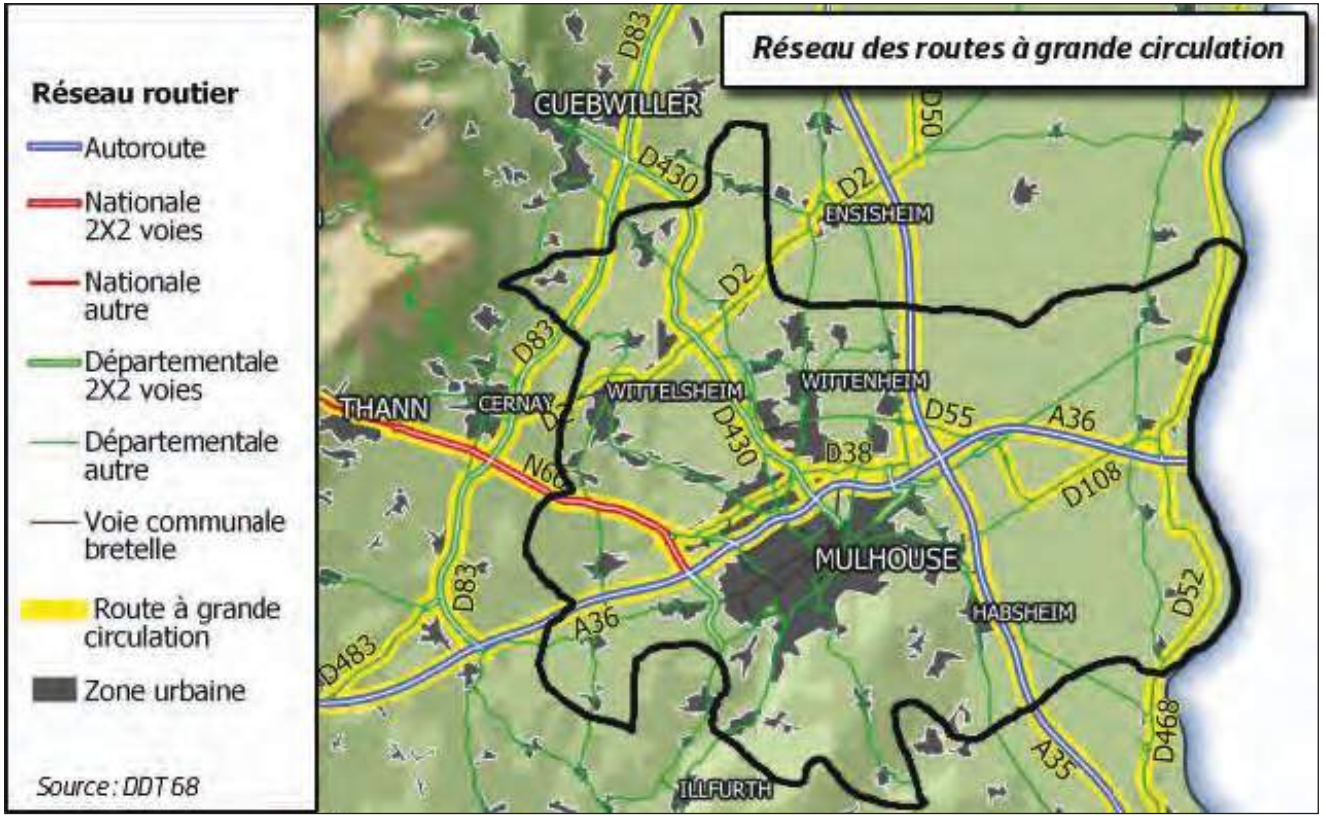
M2A dispose d'un maillage routier fin articulé autour d'un réseau de voies à grande circulation. **Le réseau routier est plus dense dans le nord-ouest de l'agglomération**. Les routes départementales traversant les villes et villages, dans leurs secteurs économiques ou résidentiels supportent un trafic plus ou moins important (voir carte).

Les voies les plus denses en trafic routier offrent **une visibilité de choix pour les annonceurs publicitaires et les établissements, générant dès lors une concentration de dispositifs de type publicités et préenseignes**. Mais ces voies sont aussi les principales axes de découverte du territoire, de son paysage urbain comme de son grand paysage sur lequel elles offrent des vuers lointaines. **Un enjeu paysager évident se joue**. Sur les communes à ce jour couvertes par un RLP, ces axes de circulation structurants ont été classés dans des zones de publicité autorisant les dispositifs grand format, avec une règle d'interdistance pour limiter la densité.

Un enjeu de sécurité routière est aussi à considérer quant à l'implantation des dispositifs. Le code de la route imposent quelques prescriptions à ce propos :

- sont interdits les dispositifs de nature, soit à réduire la visibilité ou l'efficacité des signaux réglementaires, soit à éblouir les usagers des voies publiques, soit à solliciter leur attention dans des conditions dangereuses pour la sécurité routière (notamment au niveau des carrefours),
- sont interdits les dispositifs visibles d'une autoroute ou route express, de part et d'autre de celle-ci, sur une largeur de 40 m (en agglo) ou de 200 m (hors agglo),
- pour les autres voies hors agglomération, implantation à plus de 5 m du bord de la chaussée,
- implantation en dehors du domaine public des voies.

Le Haut-Rhin dispose également d'**un réglement de la voirie départementale, adopté le 24 juin 2005, encadrant les saillies** sur voies, trottoirs et sur façades.



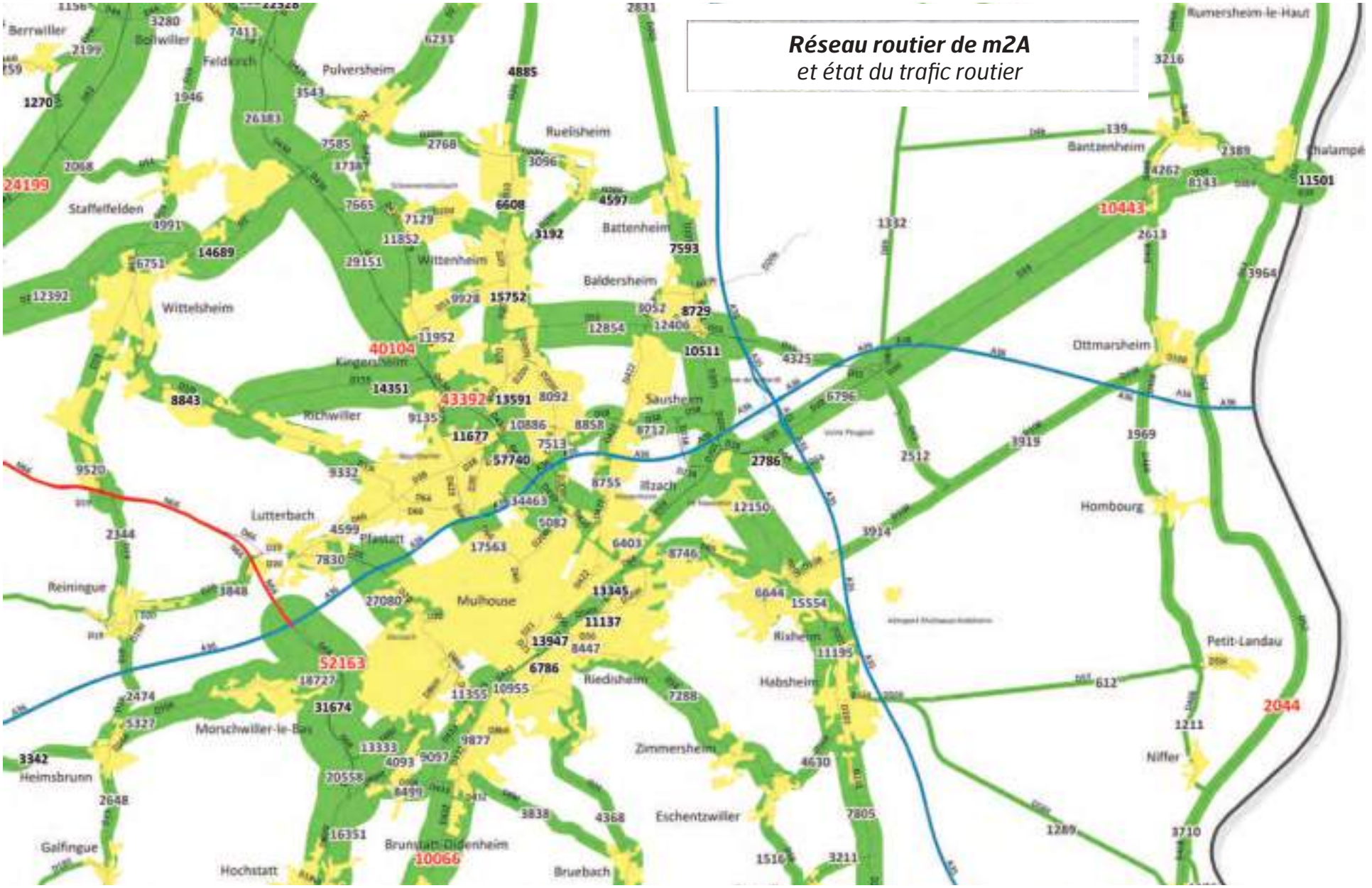


Le RLP de Wittelsheim interdit les dispositifs à proximité des carrefours : un cas de figure aux abords d'un rond-point.

Ce qu'il faut retenir en termes d'enjeux

> **La vigilance paysagère quant à l'implantation des dispositifs le long des voies,** en particulier les plus structurantes et hors agglomération ;

> **La prise en compte des impératifs de sécurité routière,** au titre des règles établies par le code de la route et le réglement de la voirie départementale.



Source : Collectivité Européenne d'Alsace, données trafic 2019

1.4 LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE

Structure paysagère et patrimoine naturel

9 517 ha recensés au titre de Natura 2000 (directive Habitats et Oiseaux)

11 954 ha recensés à l'inventaire du patrimoine remarquable (zone humide remarquable et ZNIEFF de type 1)

400 km environ de réseau hydrographique linéaire structurés autour de :

6 cours d'eau et canaux principaux

1 site inscrit (code de l'environnement)

Les espaces verts, le patrimoine végétal, les espaces boisés classés, les sites Natura 2000 et les surfaces agricoles occupent plus des 2/3 du territoire *(source Corine Land Cover 2016)*.
Des milieux naturels remarquables sont identifiés par des inventaires et protections (22% du territoire classés Natura 2000 et 27% classés en zones humides remarquables ou ZNIEFF). L'Île du Rhin est classée site inscrit au titre du code de l'environnement.



Forêt domaniale de la Hardt traversée par plusieurs axes routiers

Au patrimoine naturel, concourt le réseau hydrographique constitué par la Thur, l'Ill, la Doller, le Rhin, le grand canal, le canal du Rhône au Rhin et leurs différents affluents.



Le canal au niveau de l'île Napoléon, lieu de circulation (Illzach)

Les ouvertures paysagères identifiées sont des espaces à maintenir non urbanisés. Elles présentent des enjeux de qualité et sont à considérer comme des secteurs hors agglomération, avec moins de règles dérogatoires qu'admises par le code de l'environnement.



Des séquences d'ouvertures paysagères entre les communes à préserver comme rupture aux paysages urbanisés (Hombourg)

Tous ces espaces naturels sont reconnus pour leurs richesses écologique et/ou paysagère. **Le code de l'environnement interdit la publicité au sein de ces espaces afin de les préserver**. Il s'agit de veiller à respecter la réglementation pour garantir leur préservation.

En revanche, **les tronçons des cours d'eau traversant les espaces urbanisés ne sont pas protégés par la réglementation nationale de la publicité**, car situés en agglomération.

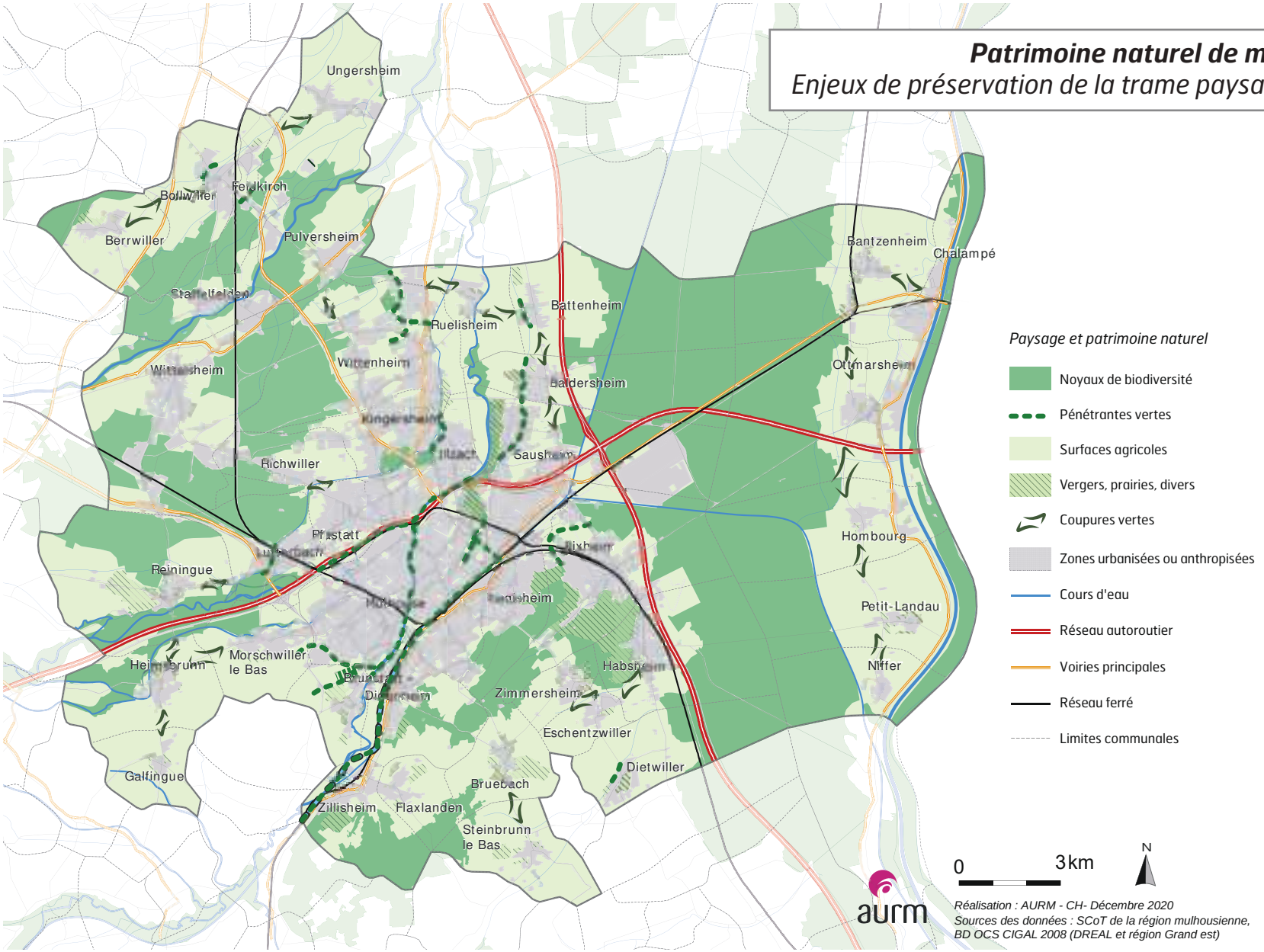


Le canal du Rhône au Rhin dans sa traversée de Mulhouse

Ces différents espaces d'aménités justifient amplement que leur qualité paysagère ne soit pas altérée par des dispositifs publicitaires.

Ce qu'il faut retenir en termes d'enjeux

- **La garantie de la préservation des espaces naturels hors agglomération** par les règles du code de l'environnement ;
- **La préservation supplémentaire à opérer des espaces naturels et/ou végétalisés dans les secteurs urbains** pour assurer leur rôle écologique, paysager et social, au plus près des habitants et usagers, et cela notamment le long des cours d'eau et des pénétrantes vertes ;
- **Des ouvertures paysagères, véritables vitrines du territoire** à préserver en qualité


Patrimoine naturel de m2A
Enjeux de préservation de la trame paysagère et écologique
Ungersheim
Berrwiller
Pulversheim
Battenheim
Ruelisheim
Wittenheim
Baldersheim
Richwiller
Reiningue
Morschwiller le Bas
Zimmersheim
Eschentzwiller
Dietwiller
Galfingue
Zillisheim
Flaxlanden
Steinbrunn le Bas
Bruebach
Habsheim
Niffer
Petit-Landau
Hombourg
Ottmarsheim
Chalampé
Bantzenheim
Paysage et patrimoine naturel
Noyaux de biodiversité
Pénétrantes vertes
Surfaces agricoles
Vergers, prairies, divers
Coupures vertes
Zones urbanisées ou anthropisées
Cours d'eau
Réseau autoroutier
Voiries principales
Réseau ferré
Limites communales
0
3km
N
aurm
Réalisation : AURM - CH- Décembre 2020
Sources des données : SCoT de la région mulhousienne,
BD OCS CIGAL 2008 (DREAL et région Grand est)

1.4 PAYSAGE ET PATRIMOINE

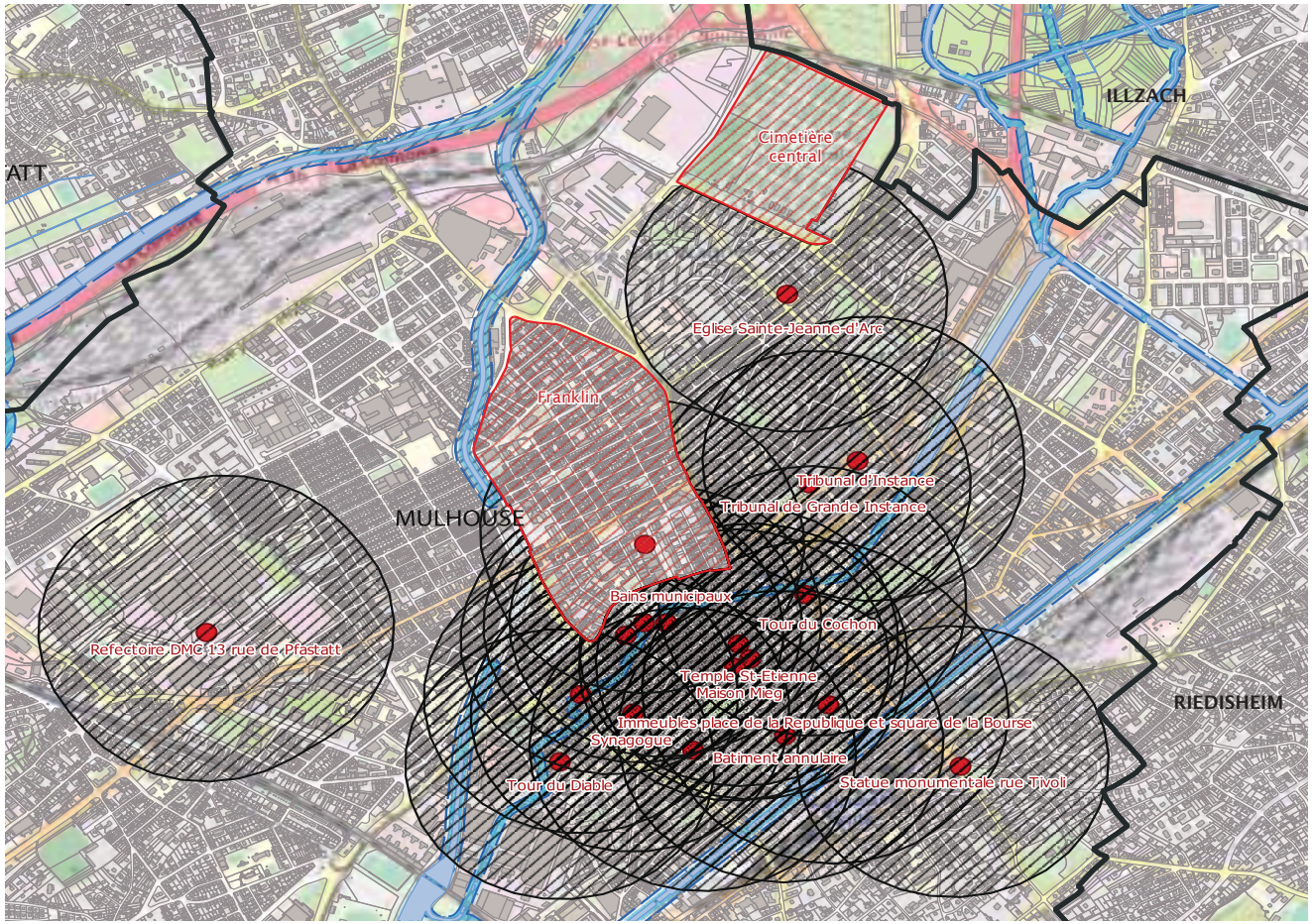
Patrimoine et sites bâtis

44 monuments historiques inscrits ou classés au titre du code du patrimoine dont :
20 monuments historiques à Mulhouse
2 sites patrimoniaux remarquables (SPR)

m2A comptent **46 édifices ou sites protégés au titre du code du patrimoine** (monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables, cf. liste en annexe). La moitié de ceux-ci se concentre sur la seule ville de Mulhouse (cf. carte ci-contre). **A défaut de règles ou périmètres adaptés, la réglementation nationale y interdit la publicité en covisibilité dans un périmètre de 500 m**.

A cela s'ajoutent **des édifices patrimoniaux insérés dans un contexte paysager particulier et qui ne bénéficient pas de protection au titre de la loi** : la ferme du Weckenthal à Berrwiller, le collège épiscopal de Zillisheim, le château et la ferme féodale de Hombourg, les terrils, etc. Ou encore **des ensembles présentant un caractère patrimonial** tels certains centres villageois avec leurs maisons alsaciennes ou historiques, les cités ouvrières et minières, le quartier très verdoyant de grands ensembles des Coteaux ou encore le Rebberg et ses riches demeures sur la colline boisée surplombant Mulhouse. Ce patrimoine a été identifié dans le cadre du SCoT (cf. carte).

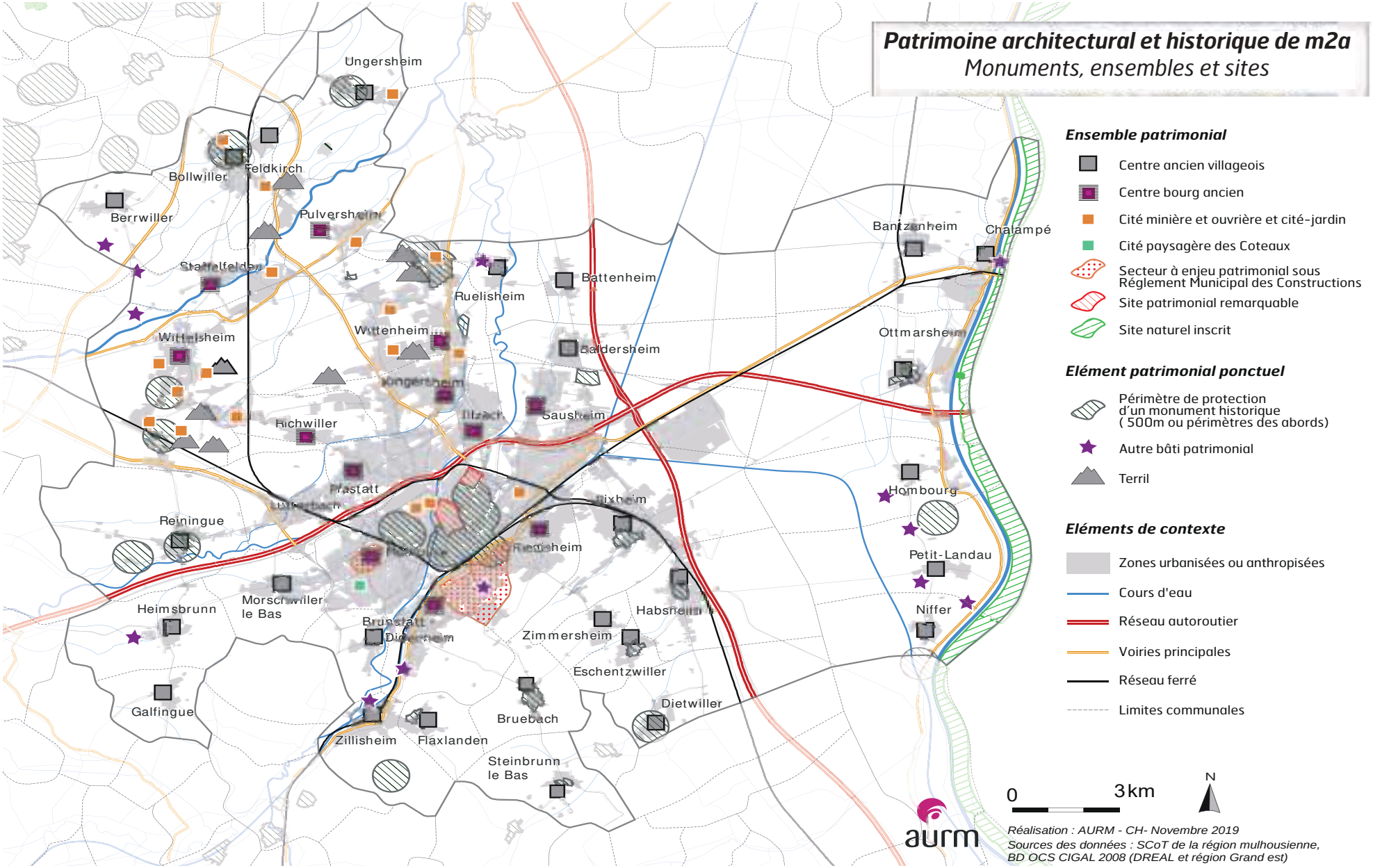
Tous ces sites d'intérêt patrimoniaux participent à la qualité de l'espace urbain. Ils créent un cadre de vie emprunt de valeurs historiques, architecturales et/ou paysagères. Par leur format, leur implantation, leurs matériaux ou technologie, **les dispositifs publicitaires contrastent avec le vocabulaire architectural et paysager et avec l'identité historique et culturelle liés au patrimoine.**



Ce qu'il faut retenir en termes d'enjeux

> **Des sites et monuments classés ou inscrits fortement protégés mais avec une possibilité d'assouplissement** et d'adaptation dans un règlement local (RLPi).

> **Un enjeu de protection renforcée des sites, ensembles ou édifices non protégés par la loi mais jugés remarquables,** à l'initiative des Maires ou dans le cadre d'un règlement local (RLPi)


Patrimoine architectural et historique de m2a
Monuments, ensembles et sites
Ensemble patrimonial
Centre ancien villageois
Centre bourg ancien
Cité minière et ouvrière et cité-jardin
Cité paysagère des Coteaux
Secteur à enjeu patrimonial sous Réglement Municipal des Constructions
Site patrimonial remarquable
Site naturel inscrit
Elément patrimonial ponctuel
Périmètre de protection d'un monument historique (500m ou périmètres des abords)
Autre bâti patrimonial
Terril
Eléments de contexte
Zones urbanisées ou anthropisées
Cours d'eau
Réseau autoroutier
Voiries principales
Réseau ferré
Limites communales
Ungersheim
Bollwiller
Feldkirch
Berrwiller
Pulversheim
Battenheim
Ruelisheim
Wittenheim
Balgersheim
Ottmarsheim
Banzenheim
Chalampé
Hombourg
Petit-Landau
Niffer
Habsheim
Zimmersheim
Eschentzwiller
Dietwiller
Bruebach
Zillisheim
Flaxlanden
Steinbrunn le Bas
Galfingue
Heimsbrunn
Morschwiller le Bas
Reiningue
Illzach
Sausheim
Richwiller
0
3 km
N
aurm
Réalisation : AURM - CH- Novembre 2019
Sources des données : SCoT de la région mulhousienne, BD OCS CIGAL 2008 (DREAL et région Grand est)

2. LE CONTEXTE PUBLICITAIRE ET LES DISPOSITIFS EXISTANTS

2.1 LE POIDS DU MARCHÉ PUBLICITAIRE À L'ÉCHELLE NATIONALE ET LOCALE

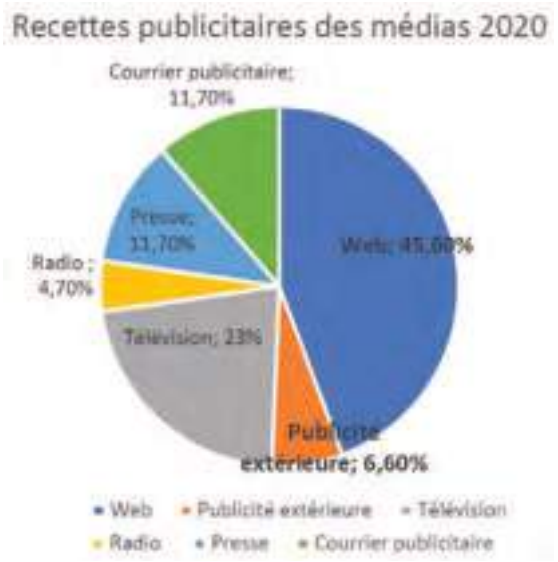
~ 7% du marché publicitaire occupée par la publicité extérieure sous forme d'affichage

1ère place pour l'affichage extérieur local parmi les différents médias publicitaires

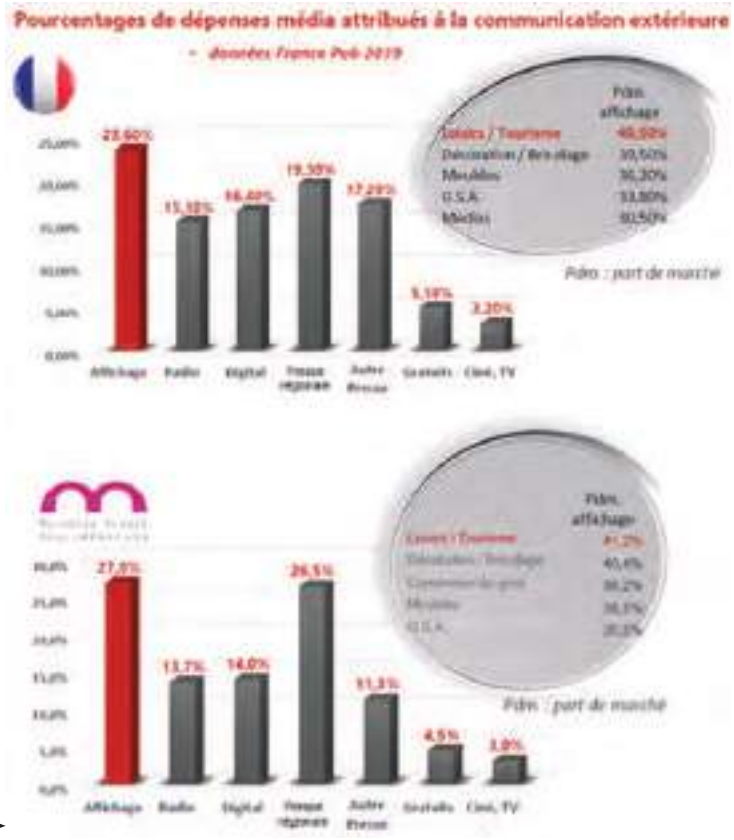
24 à 27% en moyenne de la publicité opérée par les investisseurs locaux en affichage extérieur

~ 2 500 acteurs économiques locaux recourant à la publicité extérieure

~ 35 M d'€ de dépenses publicitaires par les acteurs locaux



Répartition du marché publicitaire en France entre les différents médias (source : Union de la Publicité Extérieure, France Pub/Irep/Kantar) :
La publicité extérieure sous forme de panneaux d'affichage publicitaire est très minoritaire avec moins de 7%.



Part des dépenses publicitaires dévolues à l'affichage extérieur par les annonceurs de m2A, L'affichage extérieur est le média le plus plébiscité et utilisé par les acteurs locaux.

A l'échelle nationale, la publicité extérieure réalisée sous forme d'affichage est très minoritaire (7%), au regard des autres médias, notamment internet et la télévision. Son impact global sur le comportement des consommateurs, sur l'occupation du ''paysage publicitaire'' et sur l'environnement est donc à relativiser.

En revanche, si l'on se place au niveau des seuls acteurs locaux, constituant le vivier économique du territoire, l'affichage extérieur est **le premier média publicitaire mobilisé par les annonceurs locaux. Il est notamment utilisé pour la communication directionnelle** (préenseigne) et pour se faire connaître de tous sans ciblage marketing. Sur m2A, plus de **2 500 acteurs y recourent**, à hauteur moyenne de 27% de leur dépenses publicitaires, pour un montant total de près de 35 millions d'euros.

Au regard des autres médias publicitaires, l'affichage extérieur semble être celui contribuant le plus à l'économie locale et le moins consommateur d'énergie d'après une étude réalisée par KPMG en 2020 (http://www.upe.fr/fichiers/UPE_-_Etude_DOOH_KPMG_-_Novembre_2020.pdf).

Ce qu'il faut retenir en termes d'enjeux

> **Un moyen de communication très favorable aux acteurs économiques locaux** et qui contribue à leur visibilité et dynamisme. Un phénomène davantage marqué à l'échelle de m2A.

> **L'affichage publicitaire numérique moins consommateur d'énergie** au regard des autres médias digitaux bien plus développé, avec un meilleur retour sur le chiffre d'affaire des annonceurs.

consommation énergétique des principaux médias publicitaires

	Unités	Publicité extérieure digitale	Publicité à la télévision	Publicité sur internet / téléphonie
Consommation annuelle unitaire	KWh / an	1 500 – 4 000[1]	260	NA
Parc d'écrans	unité	10 000 – 15 000	42 800 000	125 050 000
Consommation annuelle totale	GWh / an	40 – 60	11 128	25 750

Axes de comparaison	Nouveaux médias digitaux (internet, smartphones)	Médias traditionnels (TV, Radio, Presse)	Publicité extérieure (panneaux papiers ou digitaux)
Contribution aux acteurs locaux	Pas de contribution directe aux acteurs locaux	Pas de contribution directe aux acteurs locaux	~55 à 65% des recettes en moy. reversées aux acteurs locaux[1] sous forme servicielle (mobiliers, technologies et services associés) ou financière (e.g., redevances, TLPE)
Support à l'économie locale	~25% du chiffre d'affaire du secteur correspondant à des dépenses de communication locale	~25% du chiffre d'affaire du secteur correspondant à des dépenses de communication locale	~60% du chiffre d'affaire du secteur correspondant à des dépenses de communication locale
Contribution à l'emploi local	75% du CA du secteur généré par Google et Facebook, représentant ~1k emplois[2], très majoritairement en région parisienne	~160k emplois, dont environ 30% en régions	~ 15K emplois[3], dont environ 41% en régions
Consommation énergétique[4] des medias digitaux / écrans[5]	0,44 KWh / an eq. pour 1€ de chiffre d'affaire	0,35 KWh / an eq. pour 1€ de chiffre d'affaire (pour la publicité TV)	0,1 à 0,15 KWh / an eq. pour 1€ de chiffre d'affaire lié au digital (i.e. 3 à 4x moins énergivore que la publicité TV ou digitale)

Notes :

(1) collectivités locales, opérateurs de transport public, commerçants, foncières particuliers et organismes parapublics (e.g., Offices HLM, Ports Autonomes,…)

(2) Google France : 859 sal., Facebook France : entre 100 et 199 salariés

(3) emplois directs et indirects

(4) Part allouée aux contenus publicitaires

(5)Ecrans : ordinateurs & postes de travail, téléviseurs & audiovisuel, smartphones & téléphones, écrans publicitaires DOOH

Sources : INSEE, UPE, Baromètre Emploi des métiers marketing et communication (ObervatoireCom Media), données constructeurs & hypothèses opérationnelles DOOH, IREP 2019, étude «Réduire la consommation énergétique du numérique» CGE 2019, Pärssinenet al. 2018, Etude «Les dépenses publicitaires 2015» France Pub, "Les entreprises de presse françaises face aux évolutions numériques" (DGEFD), Rapport Annuel JCDecaux, Bilan des concesssions de la ville de Paris

Un retour sur investissement de l'affichage extérieur pour les acteurs locaux et la dynamique économique locale et une consommation énergétique plus efficace (source : KPMG, étude 2020)

2. LE CONTEXTE PUBLICITAIRE ET LES DISPOSITIFS EXISTANTS

2.2 LES DISPOSITIFS À L'ÉCHELLE DE M2A ET PAR COMMUNE

> 2 000 dispositifs existants cartographiés (publicités + préenseignes et enseignes scellées au sol) dont :

- **~ 1/2** de publicités
- **~ 8%** de publicités sur mobilier urbain (arrêts de transport en commun, "sucettes")
- **~ 1/2** de dispositifs petit format (< 2 m²)
- **~ 1/3** de dispositifs grand format (8 ou 12 m²)
- **~ 3/4** de dispositifs scellés ou posés au sol

L'offre publicitaire sur le territoire de m2A représente près de **2 000 dispositifs scellés au sol ou sur clôture, constituée pour moitié de publicité**. Toutes les communes comptent des dispositifs, à l'exception de Galfingue. Les enseignes temporaires (travaux, immobilier), principalement sur clôture, sont également nombreuses (>20% malgré un relevé non exhaustif). Le mobilier urbain (lié aux mobilités + sucettes) représente 8%.

La majorité des dispositifs est implantée **dans la ville centre et les communes de la première couronne, avec une densité marquée de dispositifs le long des grands axes** routiers structurant les communes.
Les petits formats sont dominants. Ils correspondent à du mobilier urbain (2m²) ou à des préenseignes/enseignes pour la plupart temporaires.

Ce qu'il faut retenir en termes d'enjeux

> **La maîtrise de la densité et la localisation pertinente des grands formats scellés au sol** pour limiter les impacts paysagers et urbains
> **La maîtrise des petites publicités et préenseignes** sans compromettre les services et l'information du public sur les événements et entreprises locales
> **La vigilance quant à l'occupation de l'espace public**



Des dispositifs petit format plus nombreux, mais à l'impact paysager et environnemental moindre que les dispositifs grand format moins nombreux.



La publicité apposée sur mobilier urbain (sucettes, arrêts de bus/tram, station vélocité) contribue à l'identification des espaces dédiés à la mobilité et à la diffusion gratuite de l'information communale - Mulhouse



Des dispositifs majoritairement scellés au sol et sur domaine public, qui posent la question de l'occupation de l'espace public et de la circulation des personnes, vélos et véhicules - Mulhouse

NOMBRE DE DISPOSITIFS SUR M2A PAR TYPOLOGIE

TYPE DE DISPOSITIFS	NOMBRE DE DISPOSITIFS	PART
ENSEIGNE (sur cloture, scellée au sol et/ou grand format)	478	22,6%
PUBLICITE (scellée au sol 92%, murale 8%)	1009	47,6%
PANNEAU INFO COMMUNAL	121	5,7%
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	166	7,8%
PRE-ENSEIGNE	345	16,3%
Total général	**2119**	**100,0%**
Dont dispositifs temporaires identifiés	85	4,0%
Dont panneau info communal sans pub	121	5,7%
TOTALS DISPOSITIFS " REELLEMENT PUBLICITAIRES "	**1913**	**90,3%**

NOMBRE DE DISPOSITIFS SUR M2A SELON LES PRINCIPAUX SEUILS DE SURFACE

SURFACES DE DISPOSITIFS (M²)	NOMBRE DE DISPOSITIFS	PART
De 0 à 2m² (inclus)	**1199**	56,6%
ENSEIGNE (sur cloture, scellée au sol et/ou grand format)	333	
PUBLICITE	381	
PANNEAU INFO COMMUNAL	104	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	165	
PRE-ENSEIGNE	216	
Entre 2m² et 4 m² (inclus)	**146**	6,9%
ENSEIGNE (sur cloture, scellée au sol et/ou grand format)	65	
PUBLICITE	29	
PANNEAU INFO COMMUNAL	16	
PRE-ENSEIGNE	36	
Entre 4m² et 12 m² (inclus)	**697**	32,9%
ENSEIGNE (sur cloture, scellée au sol et/ou grand format)	62	
PUBLICITE	552	
PANNEAU INFO COMMUNAL	1	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	1	
PRE-ENSEIGNE	81	
Supérieur à 12m²	**77**	3,6%
ENSEIGNE (sur cloture, scellée au sol et/ou grand format)	18	
PUBLICITE	47	
PRE-ENSEIGNE	12	
Total général	**2119**	**100,0%**

NOMBRE DE DISPOSITIFS SUR M2A PAR SUPPORT

TYPE DE SUPPORTS	NOMBRE DE SUPPORTS	PART
CLOTURE	372	17,6%
MURAL	167	7,9%
POSE AU SOL	16	0,8%
SCELLE AU SOL	1559	73,6%
TOITURE	4	0,2%
Total général	**2118**	**100,0%**

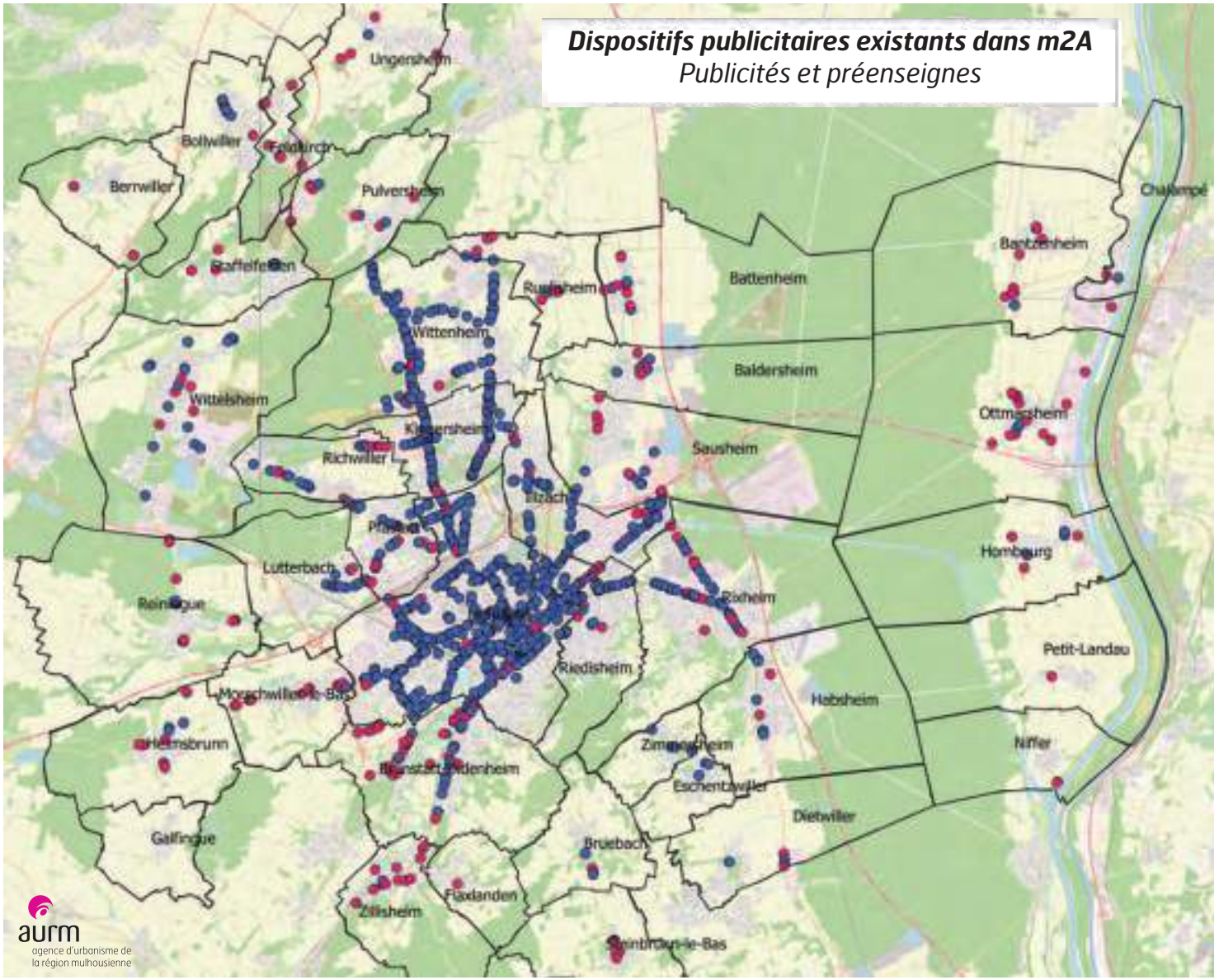
NOTA-BENE : Méthodologie de l'état des lieux

L'état des lieux des dispositifs existants sa été établi pour les publicités et préenseignes.

Il a été réalisé par des campagnes de relevés sur le terrain (printemps-été 2019), ainsi que d'après l'outil Google street view pour les communes les plus périphériques (en distanciel au printemps 2020).
Il n'est pas exhaustif, notamment pour les dispositifs jusque 2m².

Pour les enseignes, la multitude des dispositifs et des établissements et la difficulté à en estimer/mesurer les dimensions, couplées à l'importance du territoire de m2A n'ont pas permis d'en faire un état des lieux géographique et statistique. Leur implantation sur façade réduit significativement les incidences paysagères et ne justifie pas un relevé exhaustif.
Seules certaines enseignes scellées au sol, de taille significative par rapport à leur contexte ont été relevées sur une partie des communes.

Le diagnostic et les enjeux relatifs aux enseignes sont le résultat d'observations générales, au regard des constations faites.



Légende :

Publicités Préenseignes

2.2 LES DISPOSITIFS À L'ÉCHELLE DE M2A ET PAR COMMUNE

Dispositifs publicitaires existants par commune

COMMUNE	NOMBRE DE DISPOSITIFS	PART
BALDERSHEIM	18	0,8%
PUBLICITE	5	
PANNEAU INFO COMMUNAL	6	
PRE-ENSEIGNE	7	
BANTZENHEIM	17	0,8%
PUBLICITE	3	
PANNEAU INFO COMMUNAL	3	
PRE-ENSEIGNE	11	
BATTENHEIM	20	0,9%
ENSEIGNE	3	
PUBLICITE	2	
PANNEAU INFO COMMUNAL	2	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	1	
PRE-ENSEIGNE	12	
BERRWILLER	4	0,2%
PRE-ENSEIGNE	4	
BOLLWILLER	17	0,8%
ENSEIGNE	3	
PUBLICITE	8	
PRE-ENSEIGNE	6	
BRUEBACH	10	0,5%
ENSEIGNE	5	
PUBLICITE	3	
PRE-ENSEIGNE	2	
BRUNSTATT-DIDENHEIM	102	4,8%
ENSEIGNE	6	
PUBLICITE	30	
PANNEAU INFO COMMUNAL	35	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	1	
PRE-ENSEIGNE	31	
CHALAMPE	9	0,4%
ENSEIGNE	6	
PUBLICITE	1	
PANNEAU INFO COMMUNAL	1	
PRE-ENSEIGNE	1	
DIETWILLER	17	0,8%
ENSEIGNE	3	
PUBLICITE	5	
PANNEAU INFO COMMUNAL	3	
PRE-ENSEIGNE	6	

COMMUNE	NOMBRE DE DISPOSITIFS	PART
ESCHENTZWILLER	8	0,4%
ENSEIGNE	3	
PUBLICITE	2	
PANNEAU INFO COMMUNAL	2	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	1	
FELDKIRCH	16	0,8%
ENSEIGNE	8	
PUBLICITE	8	
PRE-ENSEIGNE	0	
FLAXLANDEN	2	0,1%
ENSEIGNE	1	
PRE-ENSEIGNE	1	
GALFINGUE	3	0,1%
PANNEAU INFO COMMUNAL	3	
HARSHEIM	16	0,8%
PUBLICITE	8	
PANNEAU INFO COMMUNAL	5	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	1	
PRE-ENSEIGNE	2	
HEIMSBRUNN	24	1,1%
ENSEIGNE	10	
PUBLICITE	4	
PANNEAU INFO COMMUNAL	3	
PRE-ENSEIGNE	7	
HOMBOURG	16	0,8%
ENSEIGNE	4	
PUBLICITE	5	
PANNEAU INFO COMMUNAL	4	
PRE-ENSEIGNE	3	
ILLZACH	140	6,6%
ENSEIGNE	10	
PUBLICITE	118	
PANNEAU INFO COMMUNAL	3	
PRE-ENSEIGNE	9	
KINGERSHEIM	110	5,2%
ENSEIGNE	5	
PUBLICITE	87	
PANNEAU INFO COMMUNAL	4	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	4	
PRE-ENSEIGNE	10	
LUTTERBACH	13	0,6%
ENSEIGNE	1	
PUBLICITE	11	
PRE-ENSEIGNE	1	
MORSCHWILLER-LE-BAS	43	2,0%
ENSEIGNE	28	
PUBLICITE	1	
PRE-ENSEIGNE	14	

COMMUNE	NOMBRE DE DISPOSITIFS	PART
MULHOUSE	597	28,2%
ENSEIGNE	4	
PUBLICITE	409	
PANNEAU INFO COMMUNAL	27	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	141	
PRE-ENSEIGNE	16	
NIFFER	4	0,2%
ENSEIGNE	2	
PRE-ENSEIGNE	2	
OTTMARSHEIM	58	2,7%
ENSEIGNE	35	
PUBLICITE	4	
PANNEAU INFO COMMUNAL	4	
PRE-ENSEIGNE	15	
PETIT-LANDAU	13	0,6%
ENSEIGNE	5	
PANNEAU INFO COMMUNAL	7	
PRE-ENSEIGNE	1	
PFASTATT	32	1,5%
PUBLICITE	10	
PANNEAU INFO COMMUNAL	1	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	1	
PRE-ENSEIGNE	12	
PULVERSHEIM	17	0,8%
ENSEIGNE	5	
PUBLICITE	4	
PANNEAU INFO COMMUNAL	1	
PRE-ENSEIGNE	7	
REININGUE	26	1,2%
PUBLICITE	16	
PRE-ENSEIGNE	10	
RICHWILLER	34	1,6%
ENSEIGNE	1	
PUBLICITE	15	
PANNEAU INFO COMMUNAL	2	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	1	
PRE-ENSEIGNE	15	
RIEDISHEIM	52	2,5%
PUBLICITE	31	
PANNEAU INFO COMMUNAL	2	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	9	
PRE-ENSEIGNE	10	
RIXHEIM	83	3,9%
ENSEIGNE	19	
PUBLICITE	44	
PANNEAU INFO COMMUNAL	3	
PRE-ENSEIGNE	17	

COMMUNE	NOMBRE DE DISPOSITIFS	PART
RUELISHEIM	19	0,9%
ENSEIGNE	6	
PUBLICITE	1	
PANNEAU INFO COMMUNAL	2	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	2	
PRE-ENSEIGNE	8	
SAUSHEIM	25	1,2%
ENSEIGNE	2	
PUBLICITE	8	
PANNEAU INFO COMMUNAL	6	
PRE-ENSEIGNE	9	
STAFFELFELDEN	18	0,8%
PUBLICITE	6	
PANNEAU INFO COMMUNAL	6	
PRE-ENSEIGNE	6	
STEINBRUNN-LE-BAS	18	0,8%
ENSEIGNE	6	
PUBLICITE	4	
PANNEAU INFO COMMUNAL	1	
PRE-ENSEIGNE	7	
UNGERSHEIM	14	0,7%
ENSEIGNE	4	
PUBLICITE	2	
PANNEAU INFO COMMUNAL	2	
PRE-ENSEIGNE	6	
WITTELSHEIM	28	1,3%
ENSEIGNE	4	
PUBLICITE	14	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	3	
PRE-ENSEIGNE	7	
WITTENHEIM	445	21,0%
ENSEIGNE	286	
PUBLICITE	133	
PANNEAU INFO COMMUNAL	5	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	1	
PRE-ENSEIGNE	20	
ZILLISHEIM	20	0,9%
ENSEIGNE	4	
PUBLICITE	1	
PANNEAU INFO COMMUNAL	1	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	1	
PRE-ENSEIGNE	13	
ZIMMERSHEIM	11	0,5%
ENSEIGNE	3	
PUBLICITE	1	
PANNEAU INFO COMMUNAL	2	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	3	
PRE-ENSEIGNE	2	
Total général	2119	100,0%
Dont dispositifs temporaires identifiés	85	
Dont panneau info communal sans pub	121	
TOTAL DISPOSITIFS PUBLICITE "CONSTANTE"	1913	90,3%

Dispositifs publicitaires lumineux

2 types de dispositifs lumineux présents sur m2A
(éclairés par projection ou transparence et numériques)

36 publicités numériques sur m2A, dont :

83% de publicités numériques sont à Mulhouse intra-muros (sur mobilier urbain de 2m²)

Les dispositifs lumineux existants sont **avant tout des publicités éclairées par projection ou transparence** (certains formats 12m² et surtout le mobilier urbain 2m²). **La technologie numérique encore récente est plutôt peu présente sur m2A. Elle se concentre sur la ville de Mulhouse, à l'intérieur du ring ferroviaire, et sur le mobilier urbain de 2m².** Des enseignes lumineuses sont aussi très visibles, notamment en zone commerciale (car grandes et nombreuses) et en toiture. Les enseignes cinétiques sont rares.

Les publicités et enseignes lumineuses, qu'elles soient simplement éclairées, cinétiques, numériques ou clignotantes posent des questions environnementales supplémentaires. La **pollution lumineuse** nuit à certaines espèces (insectes notamment) et le matériel génère **une consommation d'énergie et des émissions de GES**. L'extinction nocturne semble être faite tôt pour les enseignes (boutiques, certaines grandes surfaces) mais bien moins opérante pour la publicité. Les publicités déroulantes ou numériques présentent toutefois l'avantage de remplacer plusieurs panneaux papiers. Le numérique permet aussi de changer le contenu à distance, sans déplacement motorisé. **L'impact environnemental global pourrait-il être positif avec certaines précautions ?**

Ce qu'il faut retenir en termes d'enjeux

> **Un développement maîtrisé du numérique**, tenant compte des incidences positives et négatives
> **Une extinction nocturne** élargie et vraiment respectée
> Une meilleure connaissance des **consommations réelles et des technologies possibles pour réduire l'impact CO2**



Des dispositifs lumineux plus grands en zones commerciales, dont des publicités numériques de 8m²





Des publicités 12 m² visibles de loin le long des grands axes, dont certaines alimentées par un panneau solaire



Des dispositifs lumineux plus denses en ville mais de petit format : le mobilier urbain joue un certain rôle de signalisation des arrêts de transport collectif





Quelques enseignes clignotantes, certaines de nuit, d'autres en journée.

Publicités numériques
Ville de Mulhouse



NOMBRE DE PUBLICITES NUMERIQUES SUR M2A

COMMUNES CONCERNEES ET SURFACES (M²)	NOMBRE DE PUBLICITES NUMERIQUES
ILLZACH	**1**
8M2	1
KINGERSHEIM	**2**
8M2	2
MORSCHWILLER	**1**
8M2	1
MULHOUSE	**31**
2M2	30
8M2	1
RIXHEIM	**1**
8M2	1
Total général	**36**

2.3 LES SECTEURS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Les zones économiques et commerciales présentent **une pluralité de publicités et d'enseignes. Les dispositifs sont de taille et forme différentes**, perturbant d'autant plus la lisibilité, qu'ils peuvent être nombreux sur la zone, aux entrées des parkings et sur l'unité foncière.

La qualité paysagère des zones économiques est souvent médiocre en termes de bâti et d'espace urbain. **La profusion de dispositifs publicitaires n'améliore pas l'image et l'intégration paysagère de ces zones**.

Toutefois, ils contribuent à mieux connaître et localiser les établissements et commerces implantés. Cette fonction pratique est aussi opérée par la **Signalétique d'Information Locale (SIL) avec laquelle les dispositifs publicitaires font parfois doublons.**

Ce qu'il faut retenir en termes d'enjeux

> Une place de la **publicité adaptée et proportionnée aux caractéristiques et besoins dans les secteurs commerciaux.**

> **Une vigilance à avoir sur les zones artisanales ou industrielles** jouxtant les zones commerciales pour limiter leur mitage par les publicités grand format.

> **Un regroupement et une homogénéité de traitement des préenseignes** utiles à une meilleure lisibilité et intégration paysagère.

> Un intérêt à **améliorer la qualité urbaine et paysagère et la lisibilité des enseignes.**

> La forme et les dimensions **des dispositifs temporaires acceptables** au vu de leur durée.



Les panneaux grand format, les préenseignes et les enseignes «animent» et encombrent à la fois le paysage des zones commerciales - Kingersheim



Des enseignes sous différentes formes pour une même entreprise, en surnombre et surdimensionnées - Rixheim



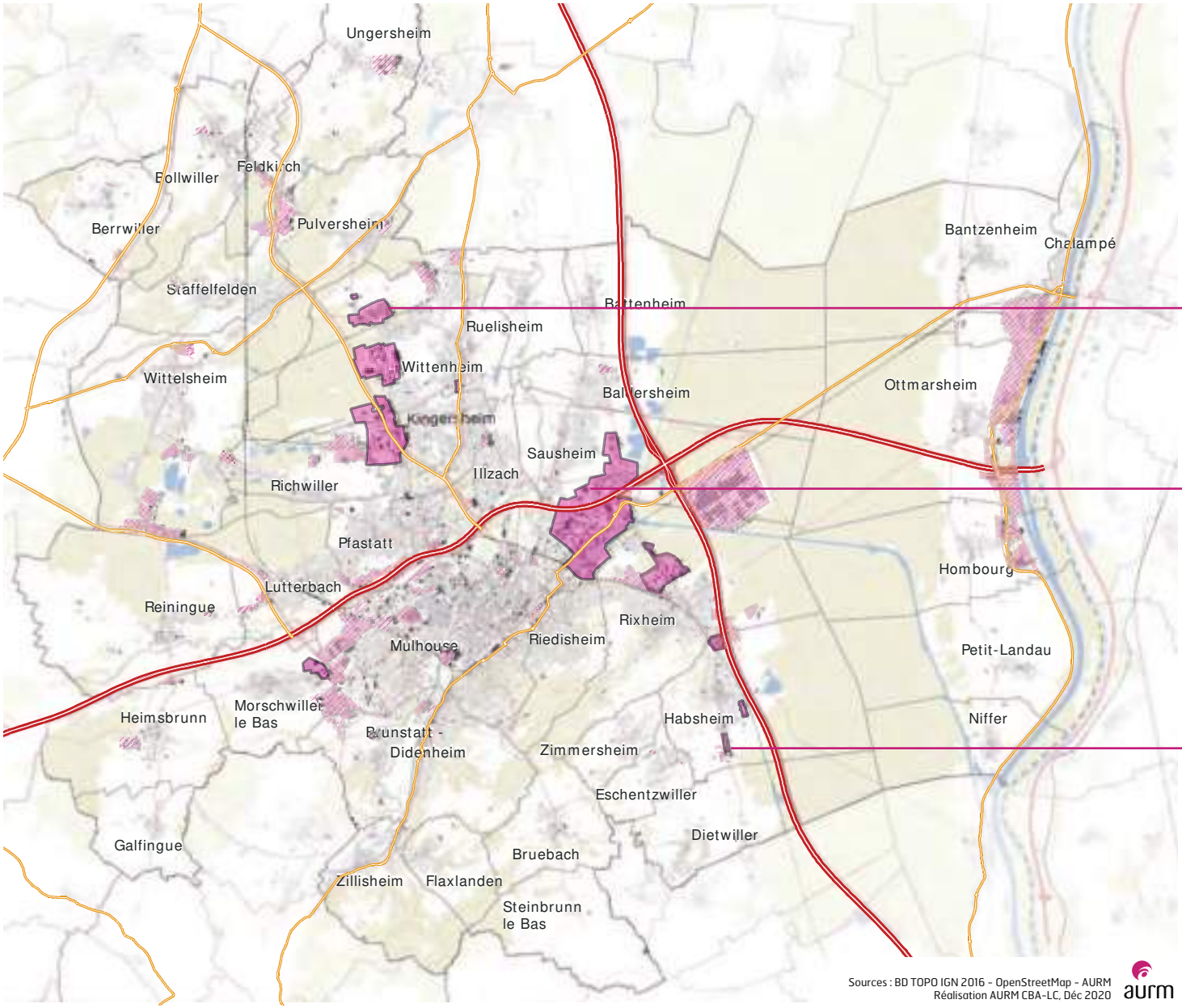
Traitement homogène du bâtiment avec des enseignes ton sur ton et certaines apposées en façade plutôt que scellées au sol - Morschwiller



Des bâches promotionnelles temporaires mais très fréquentes - Wittenheim



Des espaces entre artisanat et commerce gagnés par les formats publicitaires - Sausheim RD201



Sources : BD TOPO IGN 2016 - OpenStreetMap - AURM
Réalisation AURM CBA-LC, Déc 2020

aurm

Secteurs économiques et commerciaux délimités au sein des RLP

Autres secteurs économiques et commerciaux



Zone artisanale Jeune Bois grignotée par le commerce - Wittenheim



Le Parc Espale bénéficie d'une belle qualité paysagère, à ne pas dénaturer par la publicité- Sausheim



Zone au bord de l'A35 aux enseignes volontairement très visibles mais à l'impact paysager fort - Habsheim

2.4 LES AXES STRUCTURANTS

Des **voies de circulation routière structurantes ont été identifiées dans les RLP**. Elles ressortent également très clairement sur la cartographie d'état des lieux (cf. page 21). Elles traversent l'agglomération et supportent un trafic important et sont une localisation privilégiée par les afficheurs et annonceurs, de par la visibilité qu'elle leur offre.

Sur ces axes, les **dispositifs publicitaires sont préférentiellement implantés à proximité des carrefours, des ronds-points et dans la traversée des zones économiques**.
La densité de panneaux grand format (12m²) peut aussi être importante sur certains axes en fonction des interdistances en vigueur dans les RLP (40 m à Mulhouse et Kingersheim contre 100 m sur la CC Île Napoléon).

Aux grands formats publicitaires, s'ajoutent aussi des dispositifs des établissements attenants pensés pour **être visibles au plus près de l'axe : enseignes de type oriflammes, totems, chevalets, ...**

Ce qu'il faut retenir en termes d'enjeux

> **Une densité des grands formats à limiter** en trouvant une règle harmonisée

> **Des dispositifs côte-à-côte générateurs de surdensité et très impactants** dans le paysage

> **Une vigilance particulière à avoir au niveau des carrefours et ronds-points et de certaines traversées de communes**



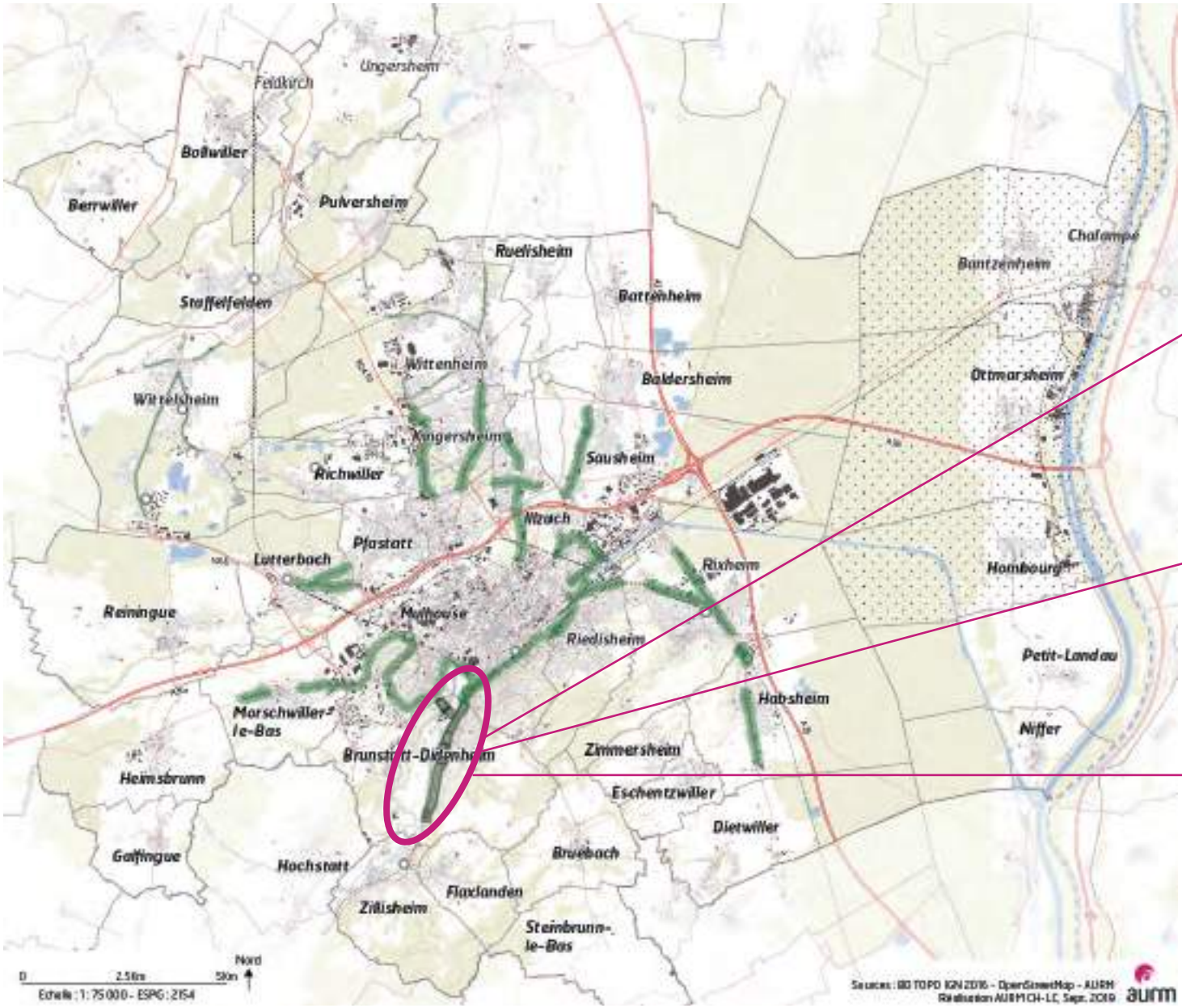
Forte densité publicitaire : quatre panneaux 12m² dans un rayon de moins de 50m, auxquels s'ajoutent des oriflammes - Illzach Modenheim


Publicité numérique 8m², panneaux 12m², péenseignes et panneaux de signalisation inondent le paysage aux carrefours à feux - Rixheim


Les pignons aveugles sont des surfaces sollicités le long des axes - Mulhouse



Dispositifs côte-à-côte implantés sur un espace de délaissé le long d'un axe structurant - Wittelsheim



Axes structurants délimités au sein des RLP

Focus sur une traversée communale (Brunstatt) :



Dispositif grand format 12 m² dénaturant le patrimoine du centre ancien au droit du rond-point



Dispositif grand format 12 m² avec fort impact visuel et paysager sur un tronçon encaissé de l'axe



Dispositif grand format 12 m² très impactant sur domaine privé des petites unités foncières résidentielles

2.5 LES ENTRÉES D'AGGLOMÉRATION

Les entrées d'agglomération sont des espaces à fort enjeu à deux titres. D'une part, elles sont le lieu de transition entre les espaces naturels et agricoles, interdits à la publicité, et les espaces agglomérés, via les axes structurants de traversée qui concentrent les dispositifs publicitaires. D'autre part, ce sont des espaces d'accueil et de vitrine pour les communes. Il s'agit donc de les appréhender comme **des espaces sensibles nécessitant une attention particulière**. Les entrées de villes et villages sont davantage menacées que les entrées au niveau du réseau de voies rapides, les secondes étant situées hors agglomération et sous le coup de l'interdiction de publicité.

C'est pourquoi une interdiction de publicité sur un linéaire de 100 m (exceptionnellement 300m) à compter du panneau d'entrée y est en vigueur **dans 6 RLP. La plupart des entrées d'agglomération identifiées sont pertinentes en termes de contexte**. Toutefois, quelques unes ne sont pas protégées à tort, ou un certain nombre sur un linéaire insuffisant, quand d'autres peu sensibles dans leur contexte (conurbation) sont protégées. Aucune entrée n'est protégée sur Mulhouse, Kingersheim et Wittelsheim.

Les dispositifs les plus fréquents en entrée d'agglomération sont des **préenseignes temporaires annonçant les événements culturels et locaux (marchés, fêtes, don du sang),** soit sur des supports permanents soit via des dispositifs amovibles. **La publicité sur ces événements est importante pour l'attractivité et l'animation des communes** et les entrées d'agglomération sont des lieux pertinents pour ces supports de communication.

Ce qu'il faut retenir en termes d'enjeux

> **Le tracé et la longueur des entrées identifiées à adapter** en fonction du contexte

> Une place appropriée des **préenseignes temporaires (événements) à concilier avec l'enjeu paysager**



Les entrées d'agglomération, espaces sensibles d'un point de vue paysager : Panneau publicitaire 12m² altérant l'ouverture paysagère - Wittelsheim



Les entrées d'agglomération, espaces sensibles d'un point de vue paysager : Deux 12m², l'un avant le panneau et l'autre après dans un pré - Pfastatt/Richwiller



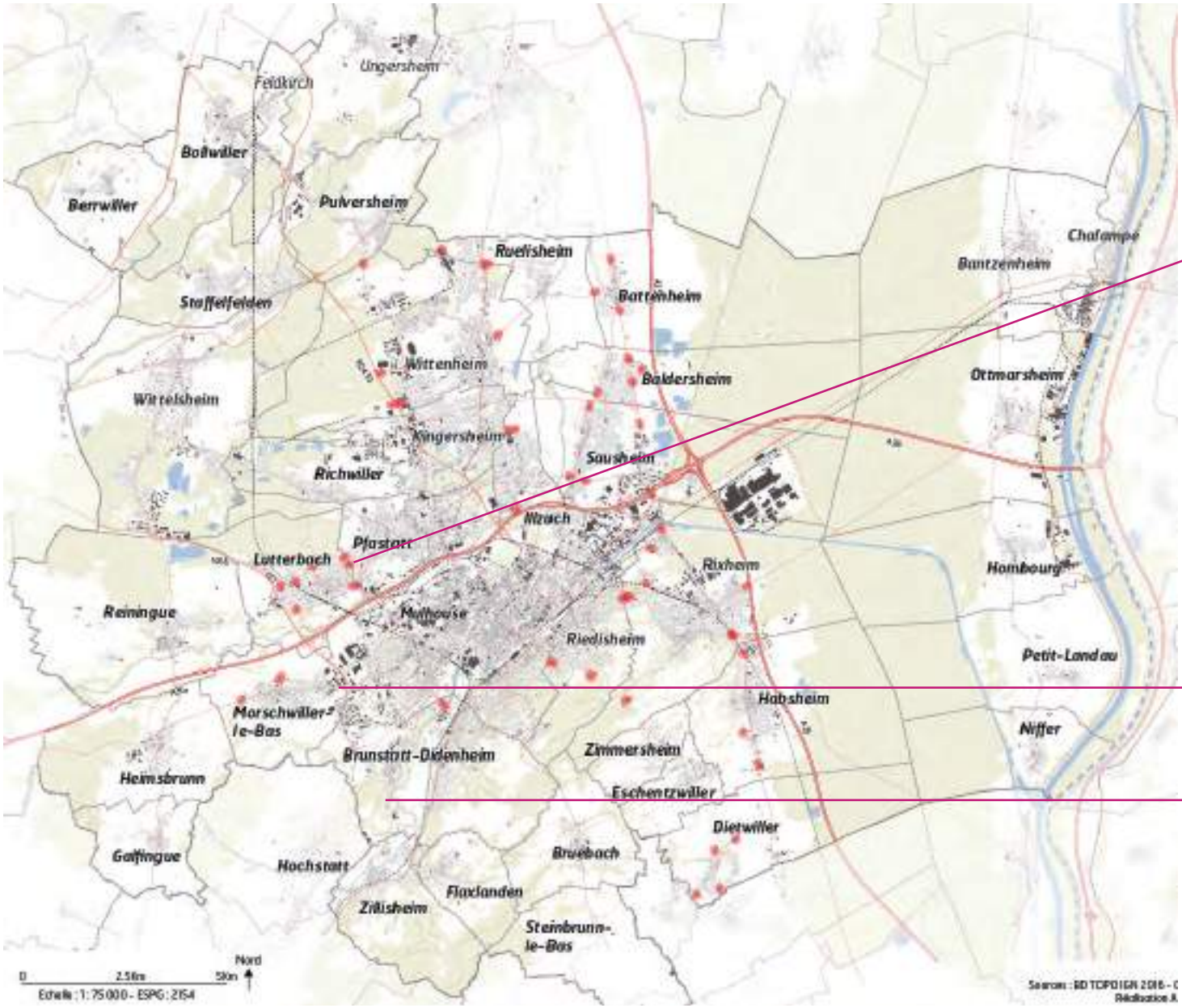
Les entrées d'agglomération, espaces sensibles d'un point de vue paysager : Alignement et aménagement paysager du panneau et giratoire _ Sausheim



Les entrées d'agglomération, espaces d'animation et vitrine des communes : Support bois pour les événements, en harmonie avec les vergers - Habsheim



Des entrées d'agglomération à requestionner dans leur linéaire selon le contexte urbain et paysager (exemple de Wittenheim, Schoenensteinbach) : Le linéaire de 100 mètres couvre la partie boisée. Au-delà les 12m² sont autorisés dans la partie agricole du ''hameau''. Faut-il revoir ce choix ?



Entrées d'agglomération définies au sein des RLP



Lutterbach : entrée de ville "confidentielle" rue de la République, conurbée avec Pfastatt. Protégée mais pas d'enjeu



Morschwiller-le-Bas : entrée de village ouest protégée mais non respectée. Entrée est commerciale subissant les dispositifs (dont un numérique). La révision du RLP en cours s'engage vers plus de qualité.



Brunstatt : belle entrée sud non protégée dans le RLP

2.6 LES SECTEURS RÉSIDENTIELS

Ce sont globalement **des espaces présentant une belle qualité de cadre de vie**, déterminante pour l'attractivité résidentielle et le bien-être des habitants. En coeur de ces quartiers, la visibilité est très peu intéressante pour les afficheurs et les annonceurs. **Les quartiers résidentiels sont donc généralement bien préservés des grands dispositifs publicitaires**, à l'exception des tronçons en bordure des axes structurants. Les besoins et dispositifs utiles se limitent essentiellement au **mobilier urbain support d'information municipale et aux arrêts de transports collectifs, qui sont tout deux couramment optimisés et financés grâce à une face publicitaire**.

Des petits artisans et commerçants implantés au sein des tissus résidentiels. Ces **entreprises locales recourent à des enseignes et éventuellement des petites préenseignes** (chevalets, fléchage, panneaux > 1m²). Il s'agit de **veiller à ce que cela n'encombre pas l'espace public** lorsque celui-ci est étroit. Pour ces petits établissements, **la signalétique d'information locale (SIL) pourrait être privilégiée**.

Les secteurs résidentiels se caractérisent par la **présence fréquente des affiches d'agences immobilières ou encore de publicités de chantier,** notamment sur les clôtures et balcons des maisons. **Normalement temporaires, ces préenseignes perdurent souvent après la fin des travaux** (1 semaine maximum).

Ce qu'il faut retenir en termes d'enjeux

- > **Des espaces de qualité** avec très peu de publicité
- > **Des petits dispositifs adaptés au cadre** et aux besoins, vigilants à ne pas perturber l'espace public
- > Des quartiers **à préserver du numérique**
- > **La SIL, alternative pour les entreprises locales**
- > Une vigilance sur la **durée d'affichage des préenseignes temporaires**



Préenseigne mobile au sein d'un espace public et paysager, au pied d'un arbre - Kingersheim



Préenseigne sur candélabre (interdit) et chevalet mobile, gênant la circulation - Morschwiller-le-Bas



Préenseigne de type chevalet sur trottoir, ne gênant pas la circulation - Riedisheim



La signalétique d'information (SIL), une solution bien intégrée pour diriger vers les entreprises locales - Baldersheim

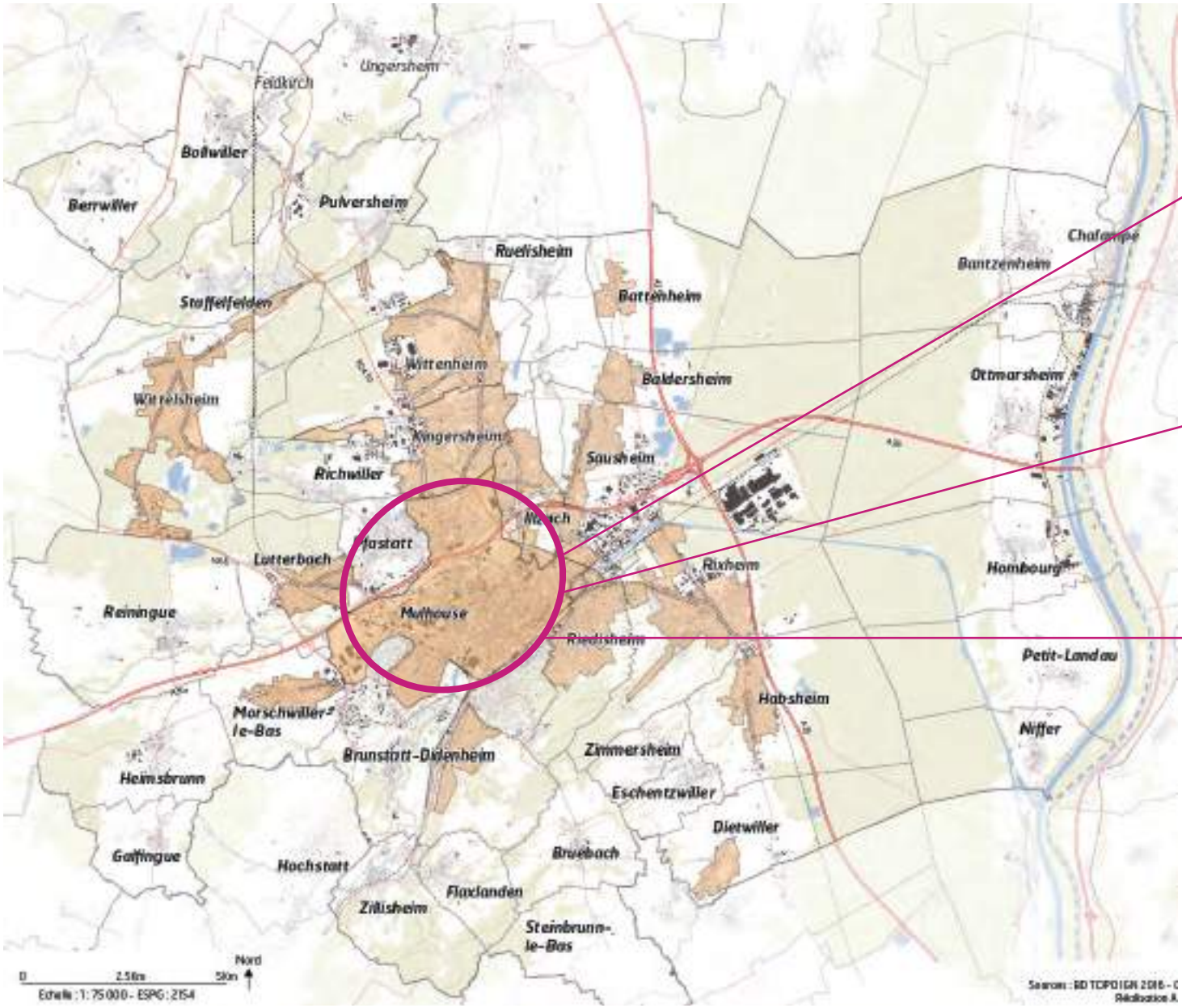




Des préenseignes temporaires (travaux, immobilier) qui restent au-delà du délai légal - Dietwiller, Brunstatt



Une vigilance à avoir quant à la proximité des logements et secteurs résidentiels dans le cadre de l'implantation de mobilier urbain numérique dans les villes - Mulhouse (rue du Couvent)



Secteurs à dominante résidentielle délimités au sein des RLP







Mulhouse, un zonage RLP actuel (hors secteurs patrimoniaux) similaire au centre, sur les axes et dans les quartiers résidentiels, autorisant tant les grands que les petits formats publicitaires.
⇨ *Un futur zonage à mieux cibler selon les contextes.*

2.7 LES SECTEURS PATRIMONIAUX

Les secteurs patrimoniaux, tels qu'ils sont identifiés dans les RLP en vigueur sont en premier lieu **les sites et monuments inscrits ou classés au titre du Code du patrimoine. S'y ajoutent quelques lieux remarquables identifiés à l'initiative des communes** comme des églises Tous ces monuments ou bâtiments remarquables se sont dès lors **protégés de toute publicité dans leur champ de visibilité au sein d'un périmètre de 100 mètres.** Mulhouse se distingue par la délimitation de deux très larges périmètres, l**a colline du Rebberg et un vaste secteur couvrant Illberg/ Dornach/Coteaux ainsi que de nombreux parcs et squares soumis à une interdiction de publicité**.

Les secteurs patrimoniaux requièrent une attention particulière afin de conserver leur caractère architectural (ou paysager) et leur valeur historique et patrimoniale. Cela doit se jouer par un **traitement qualitatif renforcé des enseignes** (forme, couleur, lettrage, matériau) ainsi que par une **mise à distance de la publicité**.
Les **quelques cas relevés de non conformité concerne des publicités 2m²** ouvrant le débat quant à l'intérêt d'une dérogation pour toute ou partie du mobilier urbain.



Publicité sur des stations Vélocité au pied du temple Saint-Etienne, classé - Mulhouse



Sucette numérique devant un édifice à l'architecture remarquable et à côté d'une oeuvre artistique contemporaine - Mulhouse



Mobilier urbain de type colonne porte-affiche à l'angle du square Steinbach protégé au RLP - Mulhouse

Ce qu'il faut retenir en termes d'enjeux

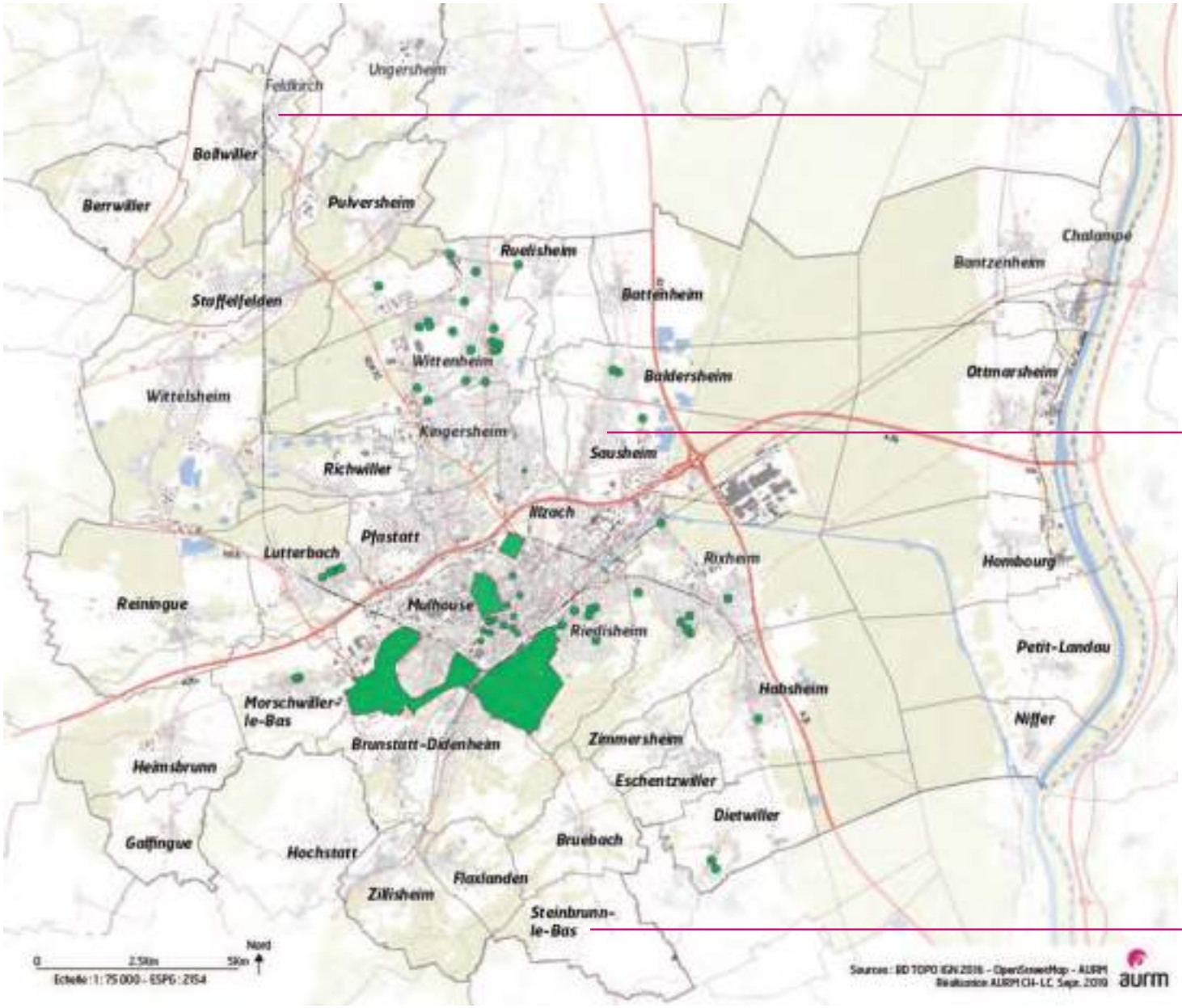
- **Un périmètre actuel de protection** (100 m) **plus adapté que la nouvelle référence légale** (500 m) possible de conserver dans un règlement local
- La question posée de l'intérêt de **tolérer la publicité sur le mobilier urbain ou temporaire** (pour événements) **aux abords du patrimoine ?**
- **La difficile cohabitation culturelle entre patrimoine historique et publicité numérique**
- **L'harmonie des enseignes commerciales avec le caractère patrimonial**



Habsheim : enseignes transparentes discrète pour la boutique de fleurs en covisibilité du Dorfhus et de l'église - Habsheim



Enseigne bien intégrée (forme cintré selon la voûte, lettres découpées et dans les tons) à l'ensemble classé de la Cour des Chaînes - Mulhouse



Secteurs patrimoniaux délimités au sein des RLP



Du petit patrimoine sensible à considérer, notamment en contexte villageois - Feldkirch



Rond-point Hansi protégé par arrêté - Sausheim. Préenseigne temporaire installée aux abords.



Quelques centres villageois remarquable d'architecture alsacienne traditionnelle à préserver - Steinbrunn-le-Bas

2.8 LES SECTEURS VILLAGEOIS SOUS RNP

Hormis les communes de Richwiller, Pfastatt (aucun RLP) et d'Illzach (RLP abrogé), **les secteurs sous régime de la réglementation nationale (RNP) correspondent aux villages**. Ces trois villes comptent un grand nombre de publicités de 12m², leur taille et leur statut justifient des règles locales au même titre que les autres villes de la première couronne de Mulhouse.

Les secteurs villageois sont en général préservés des grands dispositifs publicitaires. On relève toutefois **près de 10 panneaux grand format (4 ou 12m²) sur les 22 villages**, principalement sur de vieilles bâtisses ou des murs de clôture, **en contraste avec le cadre bâti villageois**. À noter aussi **encore pas mal de petites préenseignes hors agglomération, ne bénéficiant plus d'un statut dérogatoire** depuis 2015.

Tous les villages ont recours également à des **préenseignes temporaires pour l'annonce d'événements locaux. Leur localisation, leur nombre et leur support sont plus ou moins appropriés**.

Les enseignes des commerces, services ou entreprises sont relativement discrètes dans le paysage urbain des villages, **hormis quelques exceptions comme les tabacs-presses** presque toujours dans la surenchère.

Les secteurs d'activités sont moins préservés (enseignes multiples, bâches, sur grillage, enseignes scellées au sol de grande taille). Un **meilleur usage de la signalétique d'information locale (SIL)** pourrait permettre de limiter leur nombre ou leur taille.

Les publicités pour les entreprises réalisant des travaux sont fréquentes comme dans tous les secteurs résidentiels de l'agglomération. **Normalement temporaires, ces préenseignes perdurent souvent après la fin des travaux** (une semaine maximum prévue par le code).



Double dispositif publicitaire adossé au pignon d'une grange traditionnelle, donnant sur la traversée du village - Pulversheim



La publicité est présente sur certains arrêts de bus - Feldkirch



Les tabacs-presses souvent couverts d'enseignes multiples - Zimmersheim



Les dispositifs en zone d'activités parfois imposants - Ungersheim



Enseigne hors d'échelle par rapport à la façade - Bollwiller



Enseigne à caractère plus villageois - Pulversheim



Enseigne sur toiture interdite par le RNP - Ottmarsheim

Ce qu'il faut retenir en termes d'enjeux

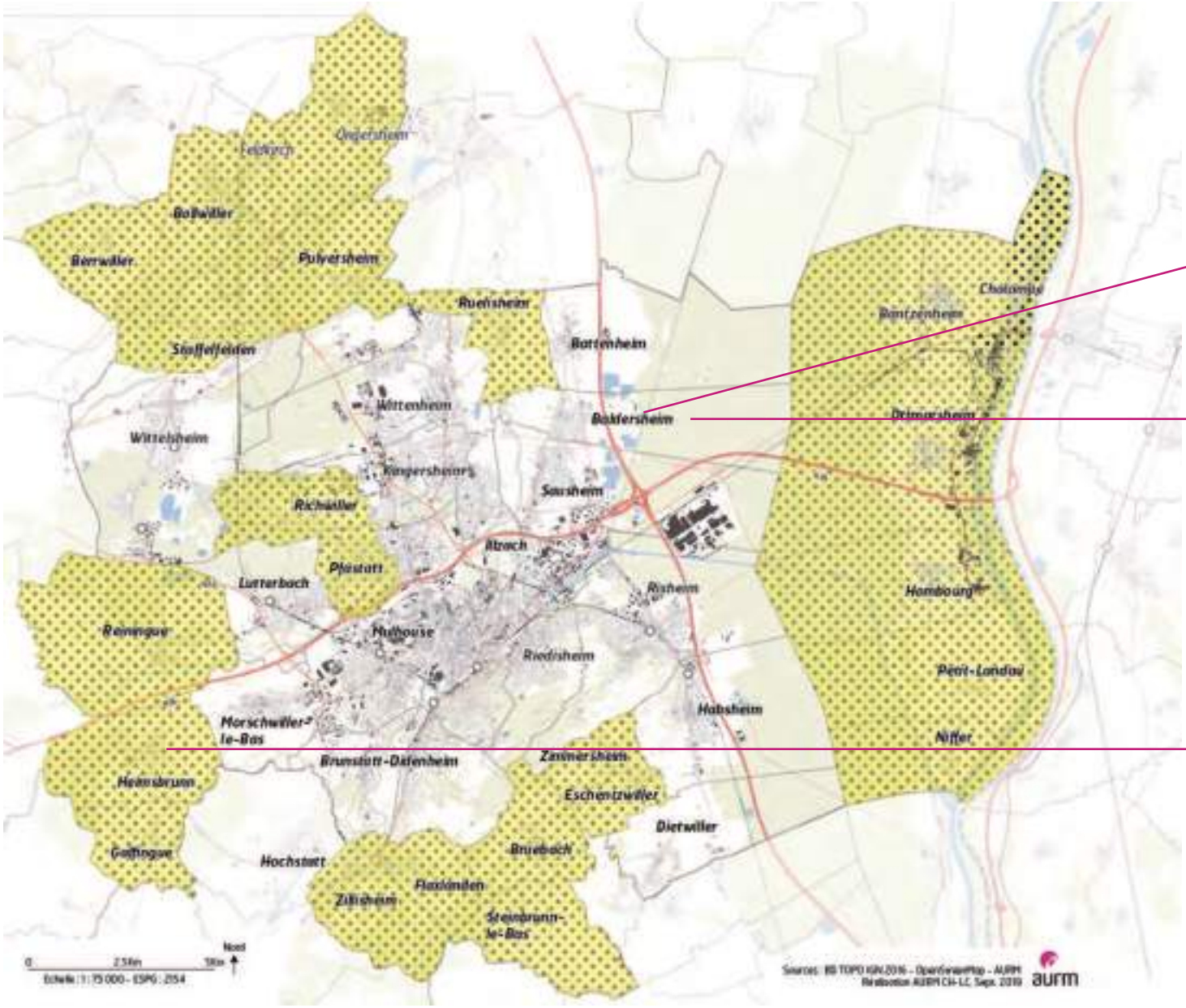
> **La limitation ou la suppression des dispositifs grands formats**

> **L'harmonie des enseignes avec le caractère villageois et patrimonial** : forme, couleur, taille, ...

> **La limitation des dispositifs publicitaires liés à l'activité tabac presse.**

> **La localisation et la qualité des supports de préenseignes temporaires** (événements locaux)

> **La SIL comme alternative ou complément pour les entreprises locales**



Secteurs soumis à la réglementation nationale (RNP)



Deux préenseigns proches pour l'hotel du Cheval Blanc, une classique et une en bois plus en phase avec l'ambiance villageoise - Baldersheim



La SIL à privilégier pour les zones d'activités, permettantde supprimer des préenseignes doublons





Support cadre bois ou métal en entrée de village pour annonce d'événements locaux (Heimsbrunn, Richwiller)

3. ÉTAT DES LIEUX DE LA RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ

3.1 LA CARTOGRAPHIE DES RÈGLEMENTS EN VIGUEUR

27 communes régies par le règlement national (RNP)

14 communes régies par un règlement local (RLP)

9 règlements locaux en vigueur dont :

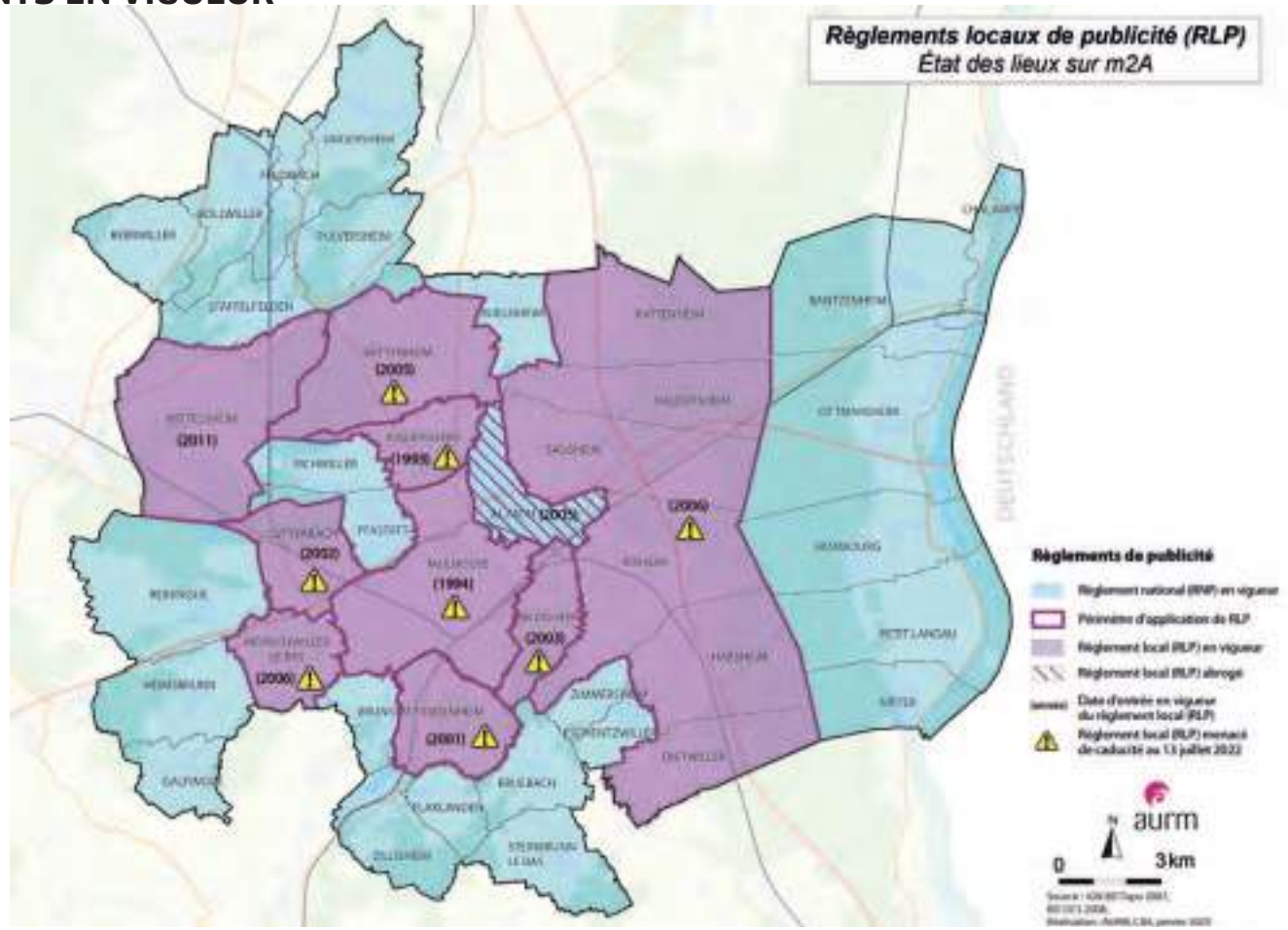
1 règlement local intercommunal (RLPi) couvrant 6 communes

11 communes menacées de caducité de leur RLP au 13 juillet 2022

Le territoire de m2A est à ce jour concerné par **9 règlements locaux de publicité différents**, dont un intercommunal sur le périmètre de l'ancienne Communauté de Communes de l'Île Napoléon (CCIN). Les RLP en vigueur sur m2A sont globalement assez anciens car élaborés entre 1993 et 2006. 27 communes sont régies par le règlement national (RNP).

Les modalités de réglementation de la publicité ont été revues par la loi dite Grenelle II en 2010, pour une meilleure prise en compte des enjeux paysagers et environnementaux (limitation de la densité et des surfaces des dispositifs, seuil de surface pour les dispositifs lumineux, extinction nocturne, etc). Les RLP de m2A antérieurs à la loi ont pour **obligation de se mettre en conformité avant le 13 juillet 2022, sous peine de caducité des RLP** et passage au RNP. Seule la commune de Wittelsheim dont le RLP date de 2011 n'est pas soumise à cet impératif.

La prise de la compétence RLP par m2A et l'élaboration d'un RLPi souhaitent **requestionner les règles pour davantage d'harmonie à l'échelle intercommunale**, pour encadrer le développement de la publicité numérique et pour définir des règles locales plus restrictives sur les communes actuellement sous RNP, en tant que de besoin. La démarche de RLPI entend aussi **effectuer la mise en conformité légale des RLP en une seule procédure.**



Ce qu'il faut retenir en termes d'enjeux

- Une **redéfinition de la place de la publicité dans le paysage** de m2A,
- **Une mise en conformité des RLP de 11 communes** sous peine de caducité et passage au RNP
- **Un enjeu de cohérence et d'harmonisation de la réglementation** sur m2A
- **Une prise en compte des évolutions du code et de la publicité** (arrivée du numérique)

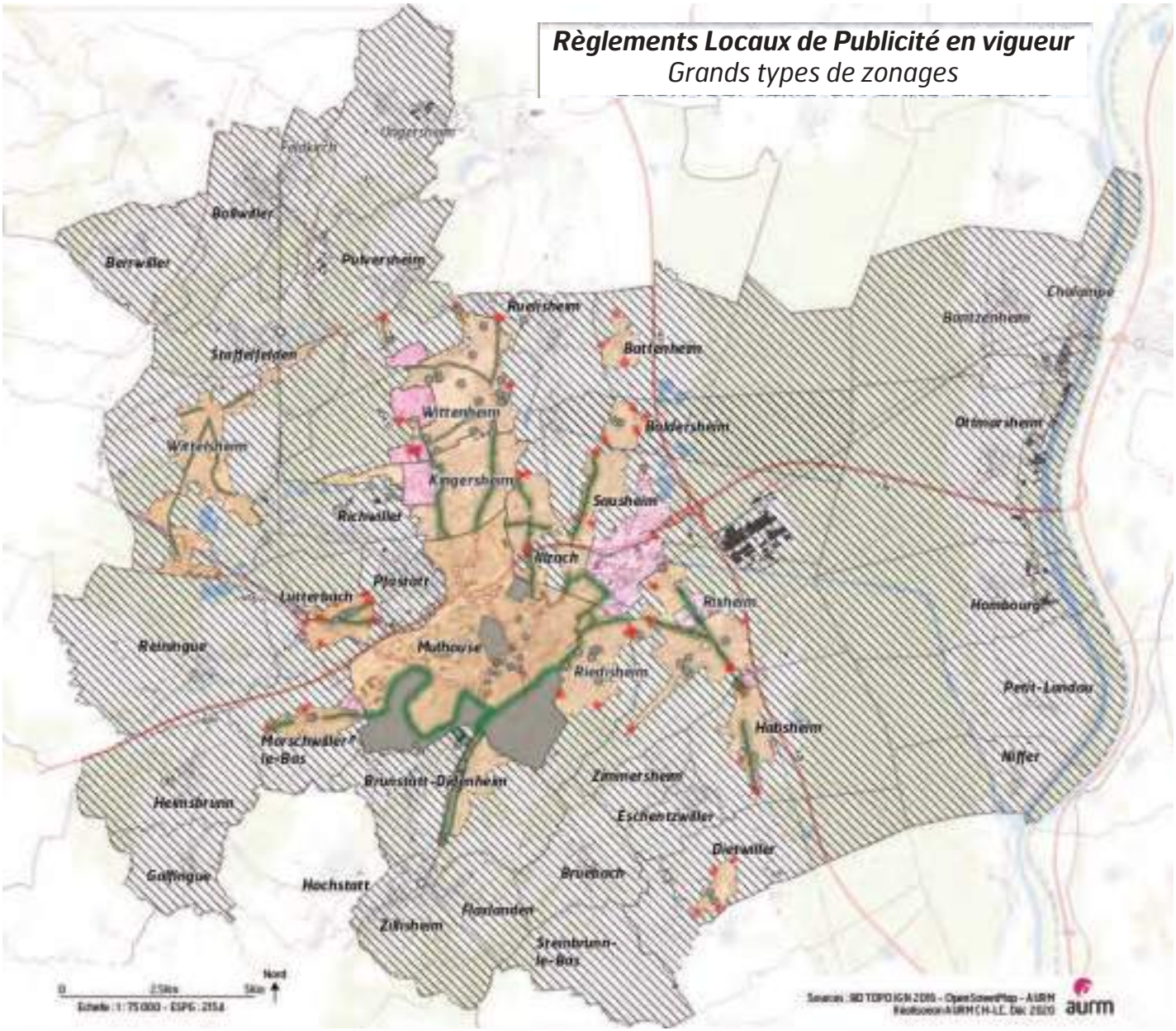
Les 9 RLP de m2A définissent et délimitent des zones de publicité restreinte dans les secteurs jugés les plus sensibles et donc les moins propices à la publicité.

Selon les RLP et les communes, la dénomination de ces zones diffèrent ainsi que le choix et la rédaction des règles associées (ZPR1 et 2, ZPR A et B, zones A et B).

La lecture parallèle et comparée et la synthèse des RLP permettent de mieux appréhender la situation actuelle de la réglementation à l'échelle de m2A en termes de zonage et de règles associées.

Il en ressort **une classification simplifiée en 5 typologies des différents types de zonages RLP sur m2A** selon les caractéristiques urbaines et d'usages des lieux. En dehors de ces 5 grands types de zonage, s'applique le règlement national.





3.2 LES RÈGLEMENTS EN VIGUEUR

Les RLP : Le territoire est concerné par **9 RLP différents**, dont un intercommunal sur le périmètre de l'ex Communauté de Communes de l'Île Napoléon (CCIN). Les RLP en vigueur sur m2A sont globalement assez anciens car élaborés entre 1993 et 2006.

Les dispositions relatives aux publicités y varient selon les zones avec des restrictions supplémentaires marquées sur les zones résidentielles et économiques non commerciales. En revanche, **pour les préenseignes particulières et les enseignes, les dispositions sont davantage générales et similaires au régime RNP**.
Y sont protégés de toute publicité les entrées d'agglomération et les immeubles remarquables dans un périmètre de 100 m.

À noter **des interdictions spéciales de publicité dans certains RLP** : à moins de 5m d'un arbre (CCIN et Kingersheim), dans et autour des parcs et le long des berges (Mulhouse), à proximité des ronds-points (Wittelsheim).

Le RNP : Il s'applique à 28 communes. À taille de commune équivalente à celles sous RLP, la différence notoire est l'**application des dispositions à toute la zone agglomérée** et non à des zones définies (axes, zones activités, entrées). À noter aussi les **500 m considérés autour des monuments.**

Ce qu'il faut retenir en termes d'enjeux

- **Des différences territoriales : villes plus restrictives que les villages sous RNP dans certains secteurs** (résidentiels, entrées agglo, ZA)
- **Une gestion locale de la densité** plutôt via un principe d'interdistance
- **Des dispositions locales intéressantes pour le paysage et le patrimoine** (berges, parc, 100 m)

Communes sous Règlement Local de Publicité (RLP) : Tableau de synthèse des règles applicables dans les 9 RLP par typologie de zone et de dispositif

Communes de Baldersheim, Brunstatt, Habsheim, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse, Riedisheim, Rixheim, Sausheim, Wittelsheim, Wittenheim

	TYPE DE DISPOSITIF	Axes structurants	Zones commerciales	Zones économiques	Zones résidentielles	Entrées d'agglo
PUBLICITÉS (dont préenseignes classiques)	MURAL	✓ jusque 12 m² avec interdistance de 100m (ou 40m sur même unité foncière pour Mulhouse et Kingersheim)	✓ jusque 12 m²	✓ jusque 4 m²	✓ jusque 4 m² (avec interdistance 100m sur CCIN)	✗
	SCELLE OU POSE AU SOL			✗	✗	✗
	MOBILIER URBAIN	✓ jusque 2 m²	✓ jusque 2 m²	✓ jusque 2 m²	✓ jusque 2 m²	✗
	LUMINEUSE / NUMERIQUE ✗ si < 10 000 hab (RNP) + à Wittelsheim (RLP)	✓ jusque 12 m² (8m² numérique) avec interdistance de 100m (ou 40m sur même unité foncière pour Mulhouse et Kingersheim)	✓ jusque 12 m² (8m² numérique)	✓ jusque 4 m² mural	✓ jusque 4 m² mural (avec interdistance 100m sur CCIN)	✗
	BACHE	✓ / ✗ Interdit dans communes < 10 000 hab				✗
PRÉENSEIGNES PARTCULIÈRES	TEMPORAIRES (évènements) dont bâche	✓ jusque 8 ou 12 m² (1,5m² si < 10 000 hab)			✓	✗
	DEROGATOIRES (produits terroir, monuments) yc bâche	✓ jusque 1,5m²		✓	✓	✗
ENSEIGNES	MURAL	✓ 3 types de rédaction : • jusque 4, 8 ou 12 m² ou 16 m² selon la surface de vente • jusque 12 m² sur axe/zones commerciales ou 4 m² en résidentiel • selon RNP (jusque 15% de la façade ou 25% si façade < 50m²)				✓
	SCELLE OU POSE AU SOL					
	LUMINEUX	✓ avec extinction 1h-6h caisson et clignotement interdits (Brunstatt, CCIN, Lutterbach)			✓	
	NUMERIQUE	✓ avec extinction 1h-6h			✓	

Communes sous Règlement National de Publicité (RNP) : Règles applicables par typologie de commune

	TYPE DE DISPOSITIF	Communes < 10 0000 hab (Illzach)		Communes de l'unité urbaine et < 10 0000 hab (Bollwiller, Didenheim, Feldkirch, Pfastatt, Pulversheim, Reiningue, Richwiller, Ruelisheim, Staffelfelden)		Communes hors unité urbaine (Battenheim, Bantzenheim, Berrwiller, Bruebach, Chalampé, Dietwiller, Eschentzwiller, Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, Hombourg, Niffer, Ottmarsheim, Petit-Landau, Steinbrunn, Ungersheim, Zillisheim, Zimmersheim)	
		REGLE APPLICABLE	PERIMETRE	REGLE APPLICABLE	PERIMETRE	REGLE APPLICABLE	PERIMETRE
PUBLICITÉS (dont préenseignes classiques)	MURAL	✓ jusque 12 m²	En agglo	✓ jusque 12 m²	En agglo	✓ jusque 4 m²	En agglo
	SCELLE OU POSE AU SOL	✓ jusque 12 m²	En agglo	✓ jusque 12 m²	En agglo	✗	-
	MOBILIER URBAIN	✓ jusque 12 m²	En agglo	✓ jusque 12 m²	En agglo	✓ jusque 2 m²	En agglo
	LUMINEUSE / NUMERIQUE	✓ jusque 8 m²	En agglo	✓ jusque 12 m² / ✗	En agglo	✗	-
	BACHE	✓ jusque 12 m²	En agglo	✗	-	✗	-
PRÉENSEIGNES PARTCULIÈRES	TEMPORAIRES (évènements) dont bâche	✓ jusque 12 m²	Dans et hors agglo	✓ jusque 1,5 m²	Dans et hors agglo	✓ jusque 1,5 m²	Dans et hors agglo
	DEROGATOIRES (produits du terroir, monuments) y compris bâche	✓ jusque 1,5 m²	Hors agglo	✓ jusque 1,5 m² ✗ BACHE INTERDITE	Hors agglo	✓ jusque 1,5 m² ✗ BACHE INTERDITE	Hors agglo
ENSEIGNES	MURAL	✓ jusque 15% de la façade (25% si <50m²)	Dans et hors agglo	✓ jusque 15% de la façade (25% si <50m²)	Dans et hors agglo	✓ jusque 15% de la façade (25% si <50m²)	En agglo
	SCELLE OU POSE AU SOL	✓ Jusque 12 m²	Dans et hors agglo	✓ Jusque 12 m²	Dans et hors agglo	✓ Jusque 6 m²	En agglo
	LUMINEUX	✓ extinction 1h-6h	Dans et hors agglo	✓ extinction 1h-6h	Dans et hors agglo	✓ extinction 1h-6h	En agglo
	NUMERIQUE	✓ extinction 1h-6h, cinétique	Dans et hors agglo	✓ extinction 1h-6h	Dans et hors agglo	✗	-

3.3 LES DISPOSITIFS PUBLICITAIRES NON CONFORMES

Le relevé réalisé des dispositifs existants a permis de révéler la **non conformité de nombreux dispositifs. Il s'agit selon le contexte soit d'infraction à la réglementation nationale** (ex. publicité sur clôture) **soit d'infraction à des règles locales des RLP** (ex : dispositifs côte-à-côte).

Une série de ces non-conformités concerne **des dispositifs devenus irréguliers à compter de juillet 2015, suite à l'application des nouvelles restrictions apportées par la loi dite Grenelle II**. C'est notamment le cas des préenseignes autrefois dérogatoires installées hors agglomérations (garage, hôtel, restaurants, ...).

Les motifs de non-conformité tournent autour de **cinq problématiques : la densité, l'implantation ou la position, les dimensions, les types d supports et les atteintes au paysage**.

Nota bene : Un repérage de ces dispositifs irréguliers a été reporté sur carte pour chacune des communes sous régime du RNP (cf. cartes en annexe du diagnostic).

Ce qu'il faut retenir en termes d'enjeux

> **Un RLPI comme opportunité pour sensibiliser** les collectivités à la maîtrise de la publicité **et requestionner ce qui souhaité ou non**

> **Un toilettage de certains dispositifs à opérer** pour mise en conformité suite à la loi Grenelle II

La densité des dispositifs



Deux dispositifs 12m² scellés au sol distants de mois de 100 m - CCIN





Dispositifs côte-à-côte interdits : scellés au sol (CCIN) ou muraux (Mulhouse)



Des enseignes trop nombreuses par unité foncière - Morschwiller-le-Bas

L'implantation/la position des dispositifs



Dispositif mural dépassant la hauteur de l'égout du toit et installé sur une façade comportant une baie (RNP - Hombourg)



Dispositif mural < 50 cm du sol et dépassant la clôture (RNP - Battenheim)



Enseigne dépassant la façade et publicité devant baie (RNP-Bollwiller)

Les dimensions des dispositifs



Deux enseignes trop grandes en surfaces et trop hautes - Lutterbach



Préenseigne superposée sur panneau publicitaire > 12m² - (RNP - Pfastatt)



Enseigne > 15% de la surface de la façade - Morschwiller-le-Bas

Les types de supports des dispositifs



Publicité sur bâche et scellée au sol interdite si < 10 000 hab (RNP-Reiningue)



Préenseignes temporaires (travaux) sur clôture non aveugle (RNP-Chalampé)



Publicité sur équipement/ouvrage de circulation - Mulhouse

Les atteintes au paysage par des dispositifs



Publicité implantée hors agglomération (RNP - Richwiller)

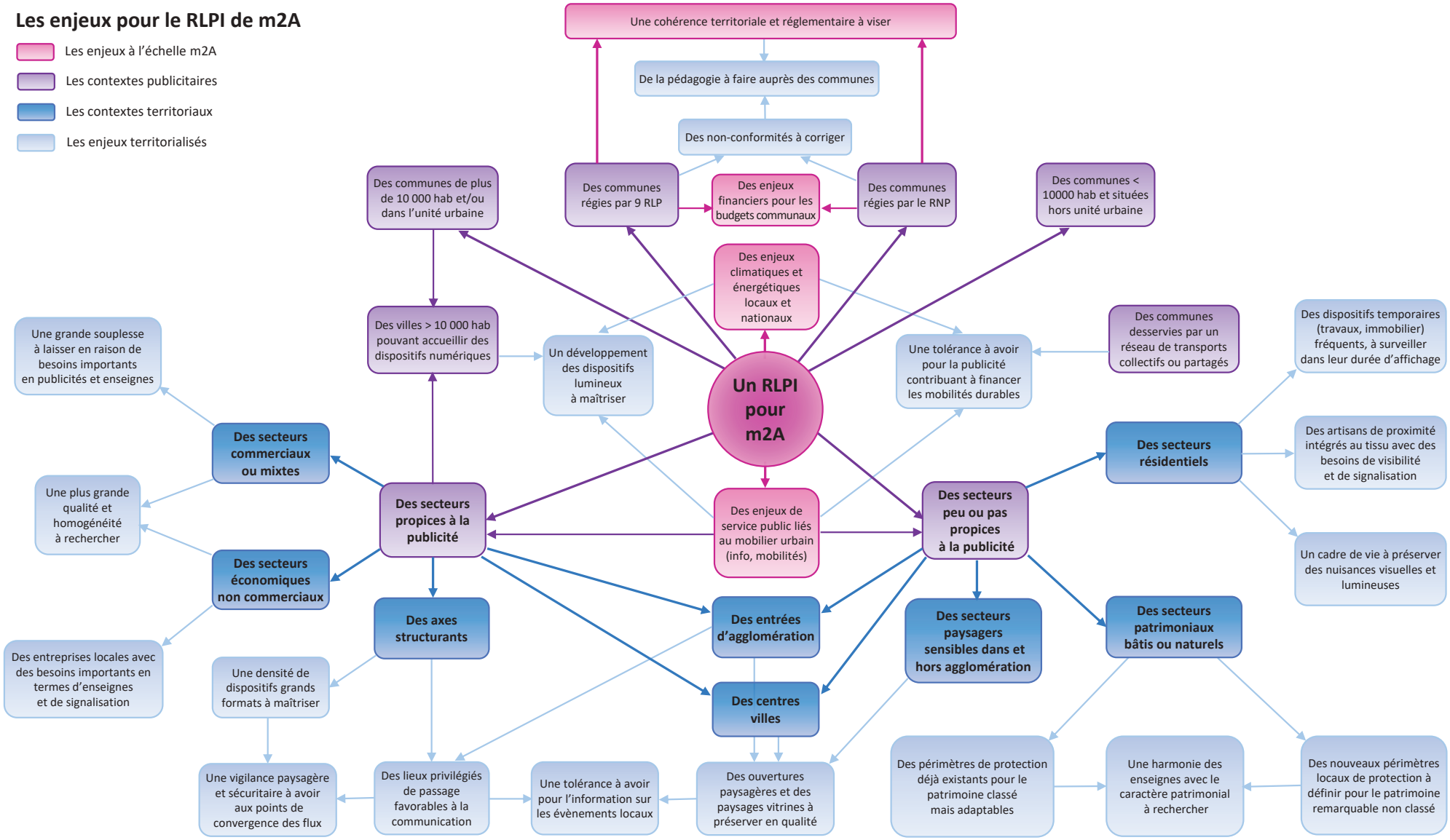


Publicités dans périmètres protégés (square, monument) - Mulhouse



Publicité hors agglo visible depuis une voie à grande circulation (RNP-RD430)

4. SYNTHÈSE DES ENJEUX : A L'ÉCHELLE DE L'AGGLOMÉRATION ET DES SECTEURS



Document réalisé et imprimé par :
Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) avec l'appui de l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne (AURM)

Rédaction :
Christelle BARLIER et Catherine HORODYSKI
Toute reproduction autorisée avec mention précise de la source et la référence exacte.

AURM
33 avenue de Colmar - 68200 MULHOUSE
Tél. : 03 69 77 60 70 - Fax : 03 69 77 60 71

www.aurm.org

Mulhouse Alsace Agglomération



Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI)

Rapport de présentation - ANNEXE 1 diagnostic

Liste des immeubles protégés au titre du code du patrimoine et des sites protégés au titre du code de l'environnement

Document approuvé

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 26 septembre 2022

Le Vice-Président

Remy NEUMANN

aurm
agence d'urbanisme de la région mulhousienne

COMMUNE	ADRESSE	EDIFICE	PARTIES PROTEGEES	PROTECTION	DATE 1	DATE 2
BANTZENHEIM	Le Rhin	Ile du Rhin	Ile de Kembs – Neuf-Brisach, entre le grand canal d'Alsace et le cours du Rhin, y compris le plan d'eau du fleuve jusqu'aux limites du territoire national	Site inscrit (code de l'environnement)	28/12/67	x
BOLLWILLER	Avenue du Château	Château de Bollwiller	Château en totalité, ensemble formant la tour d'entrée d'origine médiévale; terrain d'assiette historique avec ses anciennes douves	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	19/11/07	x
BRUEBACH	Landser (8, rue de)	Maison	Façades	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	9/7/86	x
CHALAMPÉ	Le Rhin	Ile du Rhin	Ile de Kembs – Neuf-Brisach, entre le grand canal d'Alsace et le cours du Rhin, y compris le plan d'eau du fleuve jusqu'aux limites du territoire national	Site inscrit (code de l'environnement)	28/12/67	x
DIETWILLER	Eglise (rue de l') Landser (rue de) Lieu-dit Village	Eglise	Tour de l'ancienne église	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	18/11/37	x
ESCHENTZWILLER	Eglise (rue de l')	Eglise catholique Saints-Pierre-&-Paul	Clocher-porche	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	21/6/96	x
FLAXLANDEN	Bergers (4 rue des)	Maison dite maison Landwerlin	Façades et toitures en totalité, intérieurs en totalité	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	6/2/09	x
HABSHEIM	Gal-De-Gaulle (90, rue du)	Rothüs (anc. Dorfhus)	Façades, toitures & cave voûtée	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	19/9/91	x
HOMBOURG	Le Rhin	Ile du Rhin	Ile de Kembs – Neuf-Brisach, entre le grand canal d'Alsace et le cours du Rhin, y compris le plan d'eau du fleuve jusqu'aux limites du territoire national	Site inscrit (code de l'environnement)	28/12/67	x
MULHOUSE	du Tivoli (rue)	Statue monumentale dite "Schweissdissi"	Statue en totalité y compris son piédestal composé de rochers	Monument historique inscri (code du patrimoine)	4/3/08	x
MULHOUSE	Franciscains (11-13-15, rue des)	Cour des Chaînes	Couloir & pièce sud-ouest avec leur décor peint, au premier étage du corps central classés (1988); Façades & toitures, tourelle d'escalier en totalité, vestiges du mur d'enceinte avec le chemin de ronde inscrits (1981)	Monument historique partiellement classé et inscrit (code du patrimoine)	18/12/81	14/11/88
MULHOUSE	Franciscains (21, rue des)	Ecole Cour de Lorraine	Façade sur la rue des Franciscains & toiture correspondante ; escaliers A & B avec leur cage et leur rampe en fer forgé	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	18/12/81	x
MULHOUSE	Franciscains (44, rue des)	Ancien hôtel Loewenfels	Façade & toiture sur rue	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	15/11/85	x
MULHOUSE	Gay-Lussac (18, rue) & Tour-du-Diable (Rue de la)	Tour du Diable	x	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	6/11/29	x
MULHOUSE	Metz (Rue de)	Bollwerk ou Tour du Cochon	x	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	06/12/1898	x
MULHOUSE	Pfasttat (13 rue de)	Réfectoire usine DMC	En totalité, sur sa parcelle d'origine et dans son cadre paysager.	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	26/8/15	x
MULHOUSE	Pierre et Marie Curie (7, rue)	Bains municipaux	En totalité avec tous les éléments le composant (monuments, fabriques, kiosque, mur de clôture, fontaine rocaille, mobiliers, etc...)	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	21/2/08	x

COMMUNE	ADRESSE	EDIFICE	PARTIES PROTEGEES	PROTECTION	DATE 1	DATE 2
MULHOUSE	République (Place de la) & rues entourant le square de la Bourse	Immeubles bordant cette place et ces rues, tel que délimité sur le plan annexé : 6-8-10 & 12, rue de la Bourse ; 46 & 48, avenue Clémenceau ; 27, rue du Président-Wilson ; 1, rue du Havre ; 5-7-9-11-13-15 & 17, avenue du Maréchal-Foch ; 6-8-10-14 & 16, avenue Maréchal Joffre ; 6-8 place de la République.	Façades ; toitures & retours sur les rues adjacentes	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	9/7/86	x
MULHOUSE	Réunion (11, place de la)	Ancienne maison Mieg	Façade & toiture (ismh 06/11/1929) Façades & toitures sur cour ; intérieurs dans leurs dispositions et décors anciens	Monument historique classé (code du patrimoine)	17/1/94	x
MULHOUSE	Réunion (2, place de la)	Musée historique (Ancien Hôtel de ville)	Façades & toitures du bâtiment principal, salle du Conseil au premier étage, y compris les lambris, les peintures murales & l'armoire forte, passage sur la rue des Archives, dans le bâtiment annexe des archives, les deux salles à baies tiercées du premier étage ainsi que l'armoire forte et la porte aux armes de la ville datée de 1515 classés (1961); reste de l'édifice inscrit (1929)	Monument historique partiellement classé et inscrit (code du patrimoine)	18/6/29	21/7/61
MULHOUSE	Réunion (6, place de la)	Temple réformé Saint-Etienne	En totalité	Monument historique classé (code du patrimoine)	27/7/95	x
MULHOUSE	Réunion (Place de la)	Vestiges archéologiques de l'ancienne église médiévale Saint-Etienne	x	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	19/8/92	x
MULHOUSE	Robert-Schuman (21, avenue)	Tribunal de Grande Instance	Façade principale sans son attique ; hall d'entrée ; escalier d'honneur & sa cage	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	19/8/92	x
MULHOUSE	Robert-Schuman (44, avenue)	Tribunal d'Instance	Ensemble des façades et toitures, deux portes cochères flanquant les extrémités des deux ailes. Pièces et locaux suivant avec leur décor : hall d'entrée, escalier principal et sa cage, escaliers aux extrémités des deux ailes et leur cage , couloir au rez-de-chaussée et au premier étage, salle d'audience n°1 (ancienne salle des assises), salle d'audience civile (ancienne salle des prud'hommes).	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	1/10/87	x
MULHOUSE	Saint-Jean (Rue)	Chapelle Saint-Jean	x	Monument historique classé (code du patrimoine)	21/02/1893	x
MULHOUSE	Sinne (14, rue de la)	Eglise St -Etienne	Totalité y compris les huisseries et les éléments immeubles par destination	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	9/2/07	x
MULHOUSE	Synagogue (19, rue de la)	Synagogue	x	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	11/7/84	5/12/84
MULHOUSE	Vauban (77, rue)	Eglise catholique Sainte-Jeanne-d'Arc	x	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	30/10/90	x
MULHOUSE	Wicky (5-14, rue)	Bâtiment annulaire	Extérieurs en totalité avec les zones de circulation et les huisseries des portes et fenêtres; à l'intérieur les halls d'entrée et les escaliers.	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	8/12/06	x
MULHOUSE	x	SPR Franklin	x	Site patrimonial remarquable	11/5/05	x
MULHOUSE	x	SPR Cimetière	x	Site patrimonial remarquable	14/1/09	x
NIFFER	Le Rhin	Ile du Rhin	Ile de Kembs – Neuf-Brisach, entre le grand canal d'Alsace et le cours du Rhin, y compris le plan d'eau du fleuve jusqu'aux limites du territoire national	Site inscrit (code de l'environnement)	28/12/67	

COMMUNE	ADRESSE	EDIFICE	PARTIES PROTEGEES	PROTECTION	DATE 1	DATE 2
OTTMARSHEIM	Couvent (3, rue du)	Chapelle Sainte-Anne du prieuré Saint-Bernard	En totalité	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	15/12/15	x
OTTMARSHEIM	Eglise (rue de l')	Eglise catholique Saints-Pierre-&-Paul (Ancienne abbatiale)	x	Monument historique classé (code du patrimoine)	16/2/30	x
OTTMARSHEIM	Gal-De-Gaulle (53, rue du)	Maison	Façades & toitures	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	29/12/77	x
OTTMARSHEIM	Le Rhin	Ile du Rhin	Ile de Kembs – Neuf-Brisach, entre le grand canal d'Alsace et le cours du Rhin, y compris le plan d'eau du fleuve jusqu'aux limites du territoire national	Site inscrit (code de l'environnement)	28/12/67	x
PETIT-LANDAU	Le Rhin	Ile du Rhin	Ile de Kembs – Neuf-Brisach, entre le grand canal d'Alsace et le cours du Rhin, y compris le plan d'eau du fleuve jusqu'aux limites du territoire national	Site inscrit (code de l'environnement)	28/12/67	x
PETIT-LANDAU	Lieu-dit Butenheim	Vestiges du château de Butenheim	x	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	1/6/64	x
REININGUE	Georges-Alter (Rue)	Monument funéraire de Catherine Kos	x	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	16/6/92	x
REININGUE	Lieu-dit "Œlenberg"	Couvent d'Oelenberg	Ancienne église en totalité avec sa nef (bibliothèque), les deux niveaux de son transept (corridor et chapelle Saint-Michel), son choeur (chapelle Saint-Léon) & son caveau funéraire. Ancienne cave sous le bâtiment conventuel nord ; chapelle des novices à l'extrémité du bâtiment conventuel sud ; ancien moulin.	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	16/6/92	x
RIXHEIM	Zuber (28, rue)	Ancienne manufacture Zuber et son parc	En totalité: manufacture Zuber (antérieurement Commanderie des chevaliers teutoniques); la cour d'honneur de la manufacture, les bâtiments et grilles qui la délimitent; le parc Zuber, sa serre, son mur et ses fabriques. (arrêtés ISMH des 31/01/1946 (manufacture) & 23/12/2002 (parc) substitués).	Monument historique classé (code du patrimoine)	15/11/11	x
SAUSHEIM	Lieu-dit Auf die Landstrasse	Stèle géodésique du Premier Empire	x	Monument historique classé inscrit (code du patrimoine)	5/12/79	x
STEINBRUNN-LE-BAS	Château (18-20, rue du)	Ancien manoir seigneurial	Fronton sculpté & son inscription	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	11/10/84	x
UNGERSHEIM	Ecole (Rue de l') – Eglise (Rue de l')	Eglise catholique Saint-Michel	En totalité, à l'exception du local de la chaufferie adossé au nord du choeur	Monument historique partiellement classé (code du patrimoine)	31/10/91	x
WITTELSHEIM	Reiningue (111, rue de)	Salle des fêtes Grassegert	En totalité, y compris avec ses aménagements techniques	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	30/6/98	x
WITTELSHEIM	Site Mine Joseph-Else	Vestiaire du puits Joseph-Else	Totalité	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	28/9/05	x
WITTENHEIM	Gal-De-Gaulle (27, rue du) Lieu-dit "Mine-Prince-Eugène-&-Théodore"	Chevalement du puits de mine Théodore	Tour d'extraction, y compris le bâtiment de la recette, et bâtiment des machines d'extraction, avec ses équipements	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	17/8/95	x
WITTENHEIM	Jean-Jacques-Henner (Rue)	Eglise catholique Sainte-Barbe	x	Monument historique classé (code du patrimoine)	21/1/93	x
WITTENHEIM	Lieu-dit "Grosstueck"	Motte féodale dite Rebberg	Totalité des vestiges, y compris le sol	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	22/12/89	x
WITTENHEIM	Lieu-dit "Mine Prince Eugène et Théodore	Remise du matériel d'incendie du puits Théodore	Totalité	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	28/9/05	x
WITTENHEIM	Lieu-dit "Schoenensteinbach"	Couvent cistercien de Schoenensteinbach	Totalité des vestiges, y compris le sol	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	22/12/89	x
ZILLISHEIM	Lieux-dits Gemeindewald & Gereut	Pièce de 380 qui a tiré de la région de Zillisheim sur Belfort	Plate-forme et constructions attenantes de la pièce de 380	Monument historique classé (code du patrimoine)	16/2/30	x

COMMUNE	ADRESSE	EDIFICE	PARTIES PROTEGEES	PROTECTION	DATE 1	DATE 2
BANTZENHEIM	Le Rhin	Ile du Rhin	Ile de Kembs – Neuf-Brisach, entre le grand canal d'Alsace et le cours du Rhin, y compris le plan d'eau du fleuve jusqu'aux limites du territoire national	Site inscrit (code de l'environnement)	28/12/67	x
BOLLWILLER	Avenue du Château	Château de Bollwiller	Château en totalité, ensemble formant la tour d'entrée d'origine médiévale; terrain d'assiette historique avec ses anciennes douves	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	19/11/07	x
BRUEBACH	Landser (8, rue de)	Maison	Façades	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	9/7/86	x
CHALAMPÉ	Le Rhin	Ile du Rhin	Ile de Kembs – Neuf-Brisach, entre le grand canal d'Alsace et le cours du Rhin, y compris le plan d'eau du fleuve jusqu'aux limites du territoire national	Site inscrit (code de l'environnement)	28/12/67	x
DIETWILLER	Eglise (rue de l') Landser (rue de) Lieu-dit Village	Eglise	Tour de l'ancienne église	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	18/11/37	x
ESCHENTZWILLER	Eglise (rue de l')	Eglise catholique Saints-Pierre-&-Paul	Clocher-porche	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	21/6/96	x
FLAXLANDEN	Bergers (4 rue des)	Maison dite maison Landwerlin	Façades et toitures en totalité, intérieurs en totalité	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	6/2/09	x
HABSHEIM	Gal-De-Gaulle (90, rue du)	Rothüs (anc. Dorfhus)	Façades, toitures & cave voûtée	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	19/9/91	x
HOMBOURG	Le Rhin	Ile du Rhin	Ile de Kembs – Neuf-Brisach, entre le grand canal d'Alsace et le cours du Rhin, y compris le plan d'eau du fleuve jusqu'aux limites du territoire national	Site inscrit (code de l'environnement)	28/12/67	x
MULHOUSE	du Tivoli (rue)	Statue monumentale dite "Schweissdissi"	Statue en totalité y compris son piédestal composé de rochers	Monument historique inscri (code du patrimoine)	4/3/08	x
MULHOUSE	Franciscains (11-13-15, rue des)	Cour des Chaînes	Couloir & pièce sud-ouest avec leur décor peint, au premier étage du corps central classés (1988); Façades & toitures, tourelle d'escalier en totalité, vestiges du mur d'enceinte avec le chemin de ronde inscrits (1981)	Monument historique partiellement classé et inscrit (code du patrimoine)	18/12/81	14/11/88
MULHOUSE	Franciscains (21, rue des)	Ecole Cour de Lorraine	Façade sur la rue des Franciscains & toiture correspondante ; escaliers A & B avec leur cage et leur rampe en fer forgé	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	18/12/81	x
MULHOUSE	Franciscains (44, rue des)	Ancien hôtel Loewenfels	Façade & toiture sur rue	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	15/11/85	x
MULHOUSE	Gay-Lussac (18, rue) & Tour-du-Diable (Rue de la)	Tour du Diable	x	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	6/11/29	x
MULHOUSE	Metz (Rue de)	Bollwerk ou Tour du Cochon	x	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	06/12/1898	x
MULHOUSE	Pfasttat (13 rue de)	Réfectoire usine DMC	En totalité, sur sa parcelle d'origine et dans son cadre paysager.	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	26/8/15	x
MULHOUSE	Pierre et Marie Curie (7, rue)	Bains municipaux	En totalité avec tous les éléments le composant (monuments, fabriques, kiosque, mur de clôture, fontaine rocaille, mobiliers, etc...)	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	21/2/08	x

COMMUNE	ADRESSE	EDIFICE	PARTIES PROTEGEES	PROTECTION	DATE 1	DATE 2
MULHOUSE	République (Place de la) & rues entourant le square de la Bourse	Immeubles bordant cette place et ces rues, tel que délimité sur le plan annexé : 6-8-10 & 12, rue de la Bourse ; 46 & 48, avenue Clémenceau ; 27, rue du Président-Wilson ; 1, rue du Havre ; 5-7-9-11-13-15 & 17, avenue du Maréchal-Foch ; 6-8-10-14 & 16, avenue Maréchal Joffre ; 6-8 place de la République.	Façades ; toitures & retours sur les rues adjacentes	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	9/7/86	x
MULHOUSE	Réunion (11, place de la)	Ancienne maison Mieg	Façade & toiture (ismh 06/11/1929) Façades & toitures sur cour ; intérieurs dans leurs dispositions et décors anciens	Monument historique classé (code du patrimoine)	17/1/94	x
MULHOUSE	Réunion (2, place de la)	Musée historique (Ancien Hôtel de ville)	Façades & toitures du bâtiment principal, salle du Conseil au premier étage, y compris les lambris, les peintures murales & l'armoire forte, passage sur la rue des Archives, dans le bâtiment annexe des archives, les deux salles à baies tiercées du premier étage ainsi que l'armoire forte et la porte aux armes de la ville datée de 1515 classés (1961); reste de l'édifice inscrit (1929)	Monument historique partiellement classé et inscrit (code du patrimoine)	18/6/29	21/7/61
MULHOUSE	Réunion (6, place de la)	Temple réformé Saint-Etienne	En totalité	Monument historique classé (code du patrimoine)	27/7/95	x
MULHOUSE	Réunion (Place de la)	Vestiges archéologiques de l'ancienne église médiévale Saint-Etienne	x	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	19/8/92	x
MULHOUSE	Robert-Schuman (21, avenue)	Tribunal de Grande Instance	Façade principale sans son attique ; hall d'entrée ; escalier d'honneur & sa cage	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	19/8/92	x
MULHOUSE	Robert-Schuman (44, avenue)	Tribunal d'Instance	Ensemble des façades et toitures, deux portes cochères flanquant les extrémités des deux ailes. Pièces et locaux suivant avec leur décor : hall d'entrée, escalier principal et sa cage, escaliers aux extrémités des deux ailes et leur cage , couloir au rez-de-chaussée et au premier étage, salle d'audience n°1 (ancienne salle des assises), salle d'audience civile (ancienne salle des prud'hommes).	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	1/10/87	x
MULHOUSE	Saint-Jean (Rue)	Chapelle Saint-Jean	x	Monument historique classé (code du patrimoine)	21/02/1893	x
MULHOUSE	Sinne (14, rue de la)	Eglise St -Etienne	Totalité y compris les huisseries et les éléments immeubles par destination	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	9/2/07	x
MULHOUSE	Synagogue (19, rue de la)	Synagogue	x	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	11/7/84	5/12/84
MULHOUSE	Vauban (77, rue)	Eglise catholique Sainte-Jeanne-d'Arc	x	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	30/10/90	x
MULHOUSE	Wicky (5-14, rue)	Bâtiment annulaire	Extérieurs en totalité avec les zones de circulation et les huisseries des portes et fenêtres; à l'intérieur les halls d'entrée et les escaliers.	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	8/12/06	x
MULHOUSE	x	SPR Franklin	x	Site patrimonial remarquable	11/5/05	x
MULHOUSE	x	SPR Cimetière	x	Site patrimonial remarquable	14/1/09	x
NIFFER	Le Rhin	Ile du Rhin	Ile de Kembs – Neuf-Brisach, entre le grand canal d'Alsace et le cours du Rhin, y compris le plan d'eau du fleuve jusqu'aux limites du territoire national	Site inscrit (code de l'environnement)	28/12/67	

COMMUNE	ADRESSE	EDIFICE	PARTIES PROTEGEES	PROTECTION	DATE 1	DATE 2
OTTMARSHEIM	Couvent (3, rue du)	Chapelle Sainte-Anne du prieuré Saint-Bernard	En totalité	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	15/12/15	x
OTTMARSHEIM	Eglise (rue de l')	Eglise catholique Saints-Pierre-&-Paul (Ancienne abbatiale)	x	Monument historique classé (code du patrimoine)	16/2/30	x
OTTMARSHEIM	Gal-De-Gaulle (53, rue du)	Maison	Façades & toitures	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	29/12/77	x
OTTMARSHEIM	Le Rhin	Ile du Rhin	Ile de Kembs – Neuf-Brisach, entre le grand canal d'Alsace et le cours du Rhin, y compris le plan d'eau du fleuve jusqu'aux limites du territoire national	Site inscrit (code de l'environnement)	28/12/67	x
PETIT-LANDAU	Le Rhin	Ile du Rhin	Ile de Kembs – Neuf-Brisach, entre le grand canal d'Alsace et le cours du Rhin, y compris le plan d'eau du fleuve jusqu'aux limites du territoire national	Site inscrit (code de l'environnement)	28/12/67	x
PETIT-LANDAU	Lieu-dit Butenheim	Vestiges du château de Butenheim	x	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	1/6/64	x
REININGUE	Georges-Alter (Rue)	Monument funéraire de Catherine Kos	x	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	16/6/92	x
REININGUE	Lieu-dit "Œlenberg"	Couvent d'Oelenberg	Ancienne église en totalité avec sa nef (bibliothèque), les deux niveaux de son transept (corridor et chapelle Saint-Michel), son choeur (chapelle Saint-Léon) & son caveau funéraire. Ancienne cave sous le bâtiment conventuel nord ; chapelle des novices à l'extrémité du bâtiment conventuel sud ; ancien moulin.	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	16/6/92	x
RIXHEIM	Zuber (28, rue)	Ancienne manufacture Zuber et son parc	En totalité: manufacture Zuber (antérieurement Commanderie des chevaliers teutoniques); la cour d'honneur de la manufacture, les bâtiments et grilles qui la délimitent; le parc Zuber, sa serre, son mur et ses fabriques. (arrêtés ISMH des 31/01/1946 (manufacture) & 23/12/2002 (parc) substitués).	Monument historique classé (code du patrimoine)	15/11/11	x
SAUSHEIM	Lieu-dit Auf die Landstrasse	Stèle géodésique du Premier Empire	x	Monument historique classé inscrit (code du patrimoine)	5/12/79	x
STEINBRUNN-LE-BAS	Château (18-20, rue du)	Ancien manoir seigneurial	Fronton sculpté & son inscription	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	11/10/84	x
UNGERSHEIM	Ecole (Rue de l') – Eglise (Rue de l')	Eglise catholique Saint-Michel	En totalité, à l'exception du local de la chaufferie adossé au nord du choeur	Monument historique partiellement classé (code du patrimoine)	31/10/91	x
WITTELSHEIM	Reiningue (111, rue de)	Salle des fêtes Grassegert	En totalité, y compris avec ses aménagements techniques	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	30/6/98	x
WITTELSHEIM	Site Mine Joseph-Else	Vestiaire du puits Joseph-Else	Totalité	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	28/9/05	x
WITTENHEIM	Gal-De-Gaulle (27, rue du) Lieu-dit "Mine-Prince-Eugène-&-Théodore"	Chevalement du puits de mine Théodore	Tour d'extraction, y compris le bâtiment de la recette, et bâtiment des machines d'extraction, avec ses équipements	Monument historique partiellement inscrit (code du patrimoine)	17/8/95	x
WITTENHEIM	Jean-Jacques-Henner (Rue)	Eglise catholique Sainte-Barbe	x	Monument historique classé (code du patrimoine)	21/1/93	x
WITTENHEIM	Lieu-dit "Grosstueck"	Motte féodale dite Rebberg	Totalité des vestiges, y compris le sol	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	22/12/89	x
WITTENHEIM	Lieu-dit "Mine Prince Eugène et Théodore	Remise du matériel d'incendie du puits Théodore	Totalité	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	28/9/05	x
WITTENHEIM	Lieu-dit "Schoenensteinbach"	Couvent cistercien de Schoenensteinbach	Totalité des vestiges, y compris le sol	Monument historique inscrit (code du patrimoine)	22/12/89	x
ZILLISHEIM	Lieux-dits Gemeindewald & Gereut	Pièce de 380 qui a tiré de la région de Zillisheim sur Belfort	Plate-forme et constructions attenantes de la pièce de 380	Monument historique classé (code du patrimoine)	16/2/30	x

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION



Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI)

Rapport de présentation - ANNEXE 2 diagnostic

État des lieux des communes sous RNP

Document approuvé

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 26 septembre 2022

Le Vice-Président

Remy NEUMANN

Mulhouse Alsace Agglomération 536

aurm
agence d'urbanisme de la région mulhousienne

BANTZENHEIM – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)



État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Pré-enseigne
- Publicité + pré-enseigne
- Panneau d'info électronique
- Panneau d'information communale
- Enseigne scellée au sol

Eléments de contexte :

- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)
- Périmètre de protection de monument historique

Réglementation nationale applicable (RNP) :

Dispostifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc

Publicité interdite

Dispositifs illégaux par application du RNP (surface, support, localisation, ...) : 13

- Publicité (1)
- Pré-enseigne (12)
- Publicité - pré-enseigne (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Enseigne de grande taille (0)

aurm

Sources : IGN BD TOPO, BD OCS 2008
Réalisation : AURM, CH, CB, Juillet 2020

BATTENHEIM – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)



Dispositif pour annonce de manifestations et évenements locaux. Illégal car supérieur à 1,5 m². A redimensionner.

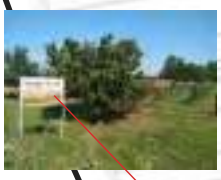
Préenseigne (Cheval Blanc). Illégale car dispositifs scellés au sol interdits dans les communes hors unité urbaine

4M2
1M2





2 préenseignes (entreprise Schaub Baldersheim). Illégales car situées sur clotures non aveugles. A supprimer ou à reporter sur mur ou sur dispositif de type mobilier urbain ≤ 2 m²









1 dispositif mural 4m². Illégal car dépasse le haut du mur et doit rester à plus de 50 cm du sol. A supprimer OU à redimensionner.



2M2
1M2
0.5M2
4M2
1M2
1M2
1M2
1M2
4M2
3M2
1M2
3x1M2

BATTENHEIM



2 dispositifs sur 3 illégaux. Celui en haut dépasse l'égout du toit. Celui en bas semble être trop bas (<50 cm du sol). A supprimer ou déplacer



Dispositif pour annonce de manifestations et évenements locaux. Illégal car supérieur à 1,5 m². A redimensionner ou à reporter sur verso de l'enseigne verger école

Dispositif sur cloture. Illégal car sur cloture non aveugle. A supprimer

2M2



2 dispositifs pour annonces de manifestations locales. Le plus petit temporaire est conforme. Le grand permanent illégal car > 1,5 m². A redimensionner.

4M2
1M2

RUELISHEIM



2 publicités + exposition (Bubisutti) sur foncier public. Illégaux car publicité interdite hors agglomération. A déplacer sur unité foncière du sculpteur pour basculer les dispositifs en statut d'enseignes et ainsi les régulariser.

2M2
2M2

État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Publicité + préenseigne
- Panneau d'information électronique
- Panneau d'information communale
- Enseigne scellée au sol

Eléments de contexte :
- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)
- Périmètre de protection de monument historique

Réglementation nationale applicable (RNP) :

Dispostifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc

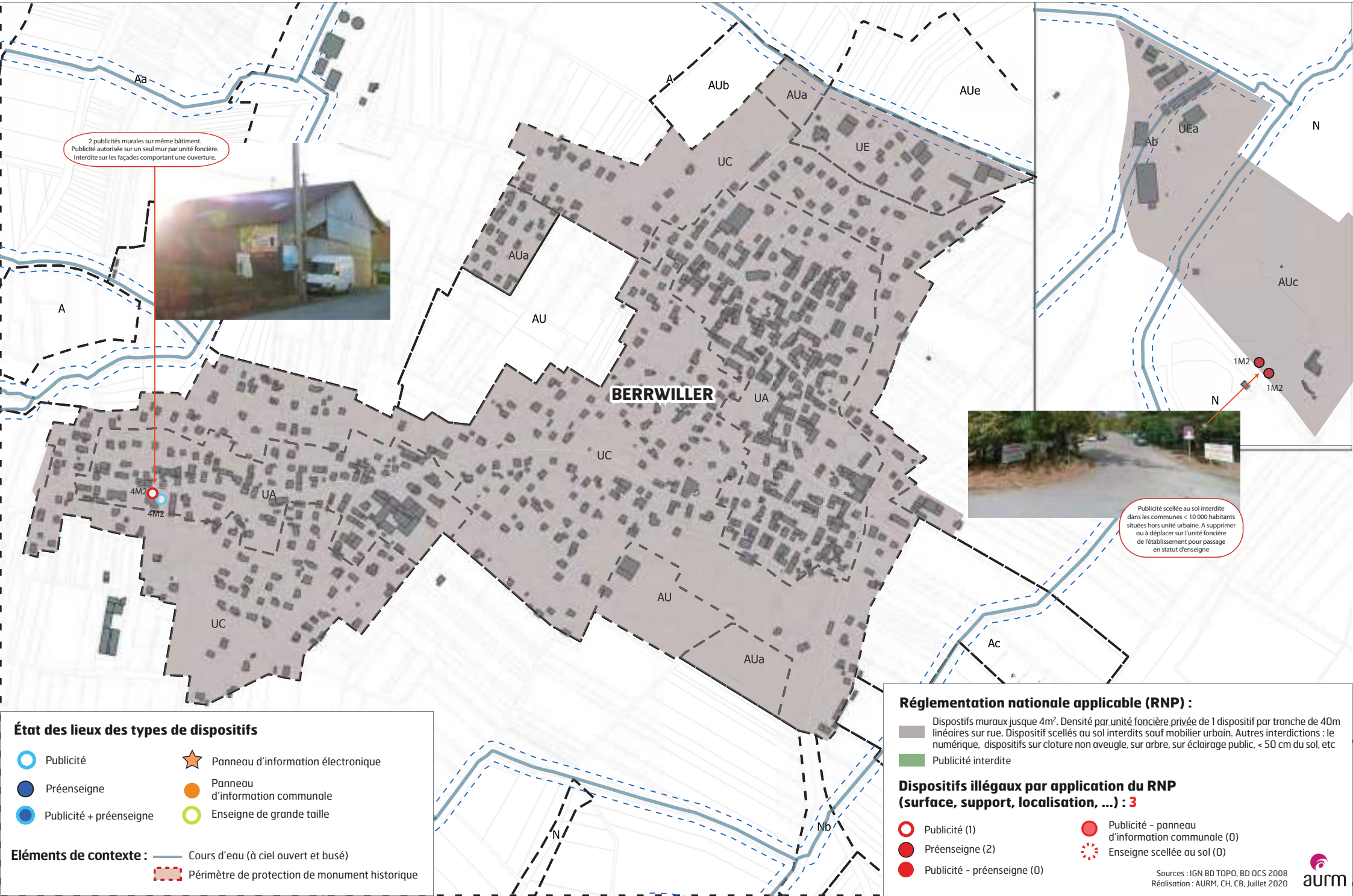
Dispositifs illégaux par application du RNP (surface, support, localisation, ...) : 12

- Publicité (3)
- Préenseigne (9)
- Publicité – préenseigne (0)
- Publicité – panneau d'information communale (0)
- Enseigne scellée au sol (0)

Sources : IGN BD TOPO, BD OCS 2008
Réalisation : AURM, CH, CB, Mai 2020

aurm

BERRWILLER – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)



État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Publicité + préenseigne
- Panneau d'information électronique
- Panneau d'information communale
- Enseigne de grande taille

Eléments de contexte :

- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)
- Périmètre de protection de monument historique

Réglementation nationale applicable (RNP) :

Dispostifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc

Publicité interdite

Dispositifs illégaux par application du RNP (surface, support, localisation, ...) : 3

- Publicité (1)
- Préenseigne (2)
- Publicité - préenseigne (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Enseigne scellée au sol (0)

Sources : IGN BD TOPO, BD OCS 2008
Réalisation : AURM, CH, CB, Juillet 2020

aurm

BOLLWILLER – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)







Publicité 12m² de Super U sur son parking valant enseigne. Déjà illégale au titre de la réglementation nationale (surface max 6m²). A supprimer OU à remplacer par dispositif < 6m²



Bâche publicitaire temporaire (opérations spéciales). Illégale car bâche interdite dans les communes <10 000 hab. A supprimer ou changer de support.

Bâche publicitaire temporaire (opérations spéciales). Illégale car bâche interdite dans les communes <10 000 hab. A supprimer ou changer de support.







2 pré-enseignes 2m² accolées. Illégales car sur cloture non aveugle et 1 seule autorisée par unité foncière. A supprimer ou à reporter sur panneau scellé au sol dans le jardin ou sur espace public.







4M2
2M2
2M2
2M2
2M2
2M2
1M2
12M2
1M2
12M2
2M2
2M2
2M2
2M2
2M2
2M2
4M2
2M2
2M2
FELDKIRCH
BOLLWILLER
2 x 2M2
2M2
2M2
2M2
Château de Bollwiller

État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Publicité + préenseigne
- Panneau d'information électronique
- Panneau d'information communale
- Enseigne de grande taille scellée au sol

Eléments de contexte :

- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)
- Périmètre de protection de monument historique

Réglementation nationale applicable (RNP) :

- Dispositifs jusque 12m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Autres interdictions : dispositifs numériques, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, à moins de 50 cm du sol, au-dessus de l'égout de toiture, etc
- Publicité interdite (monument historique, ...)

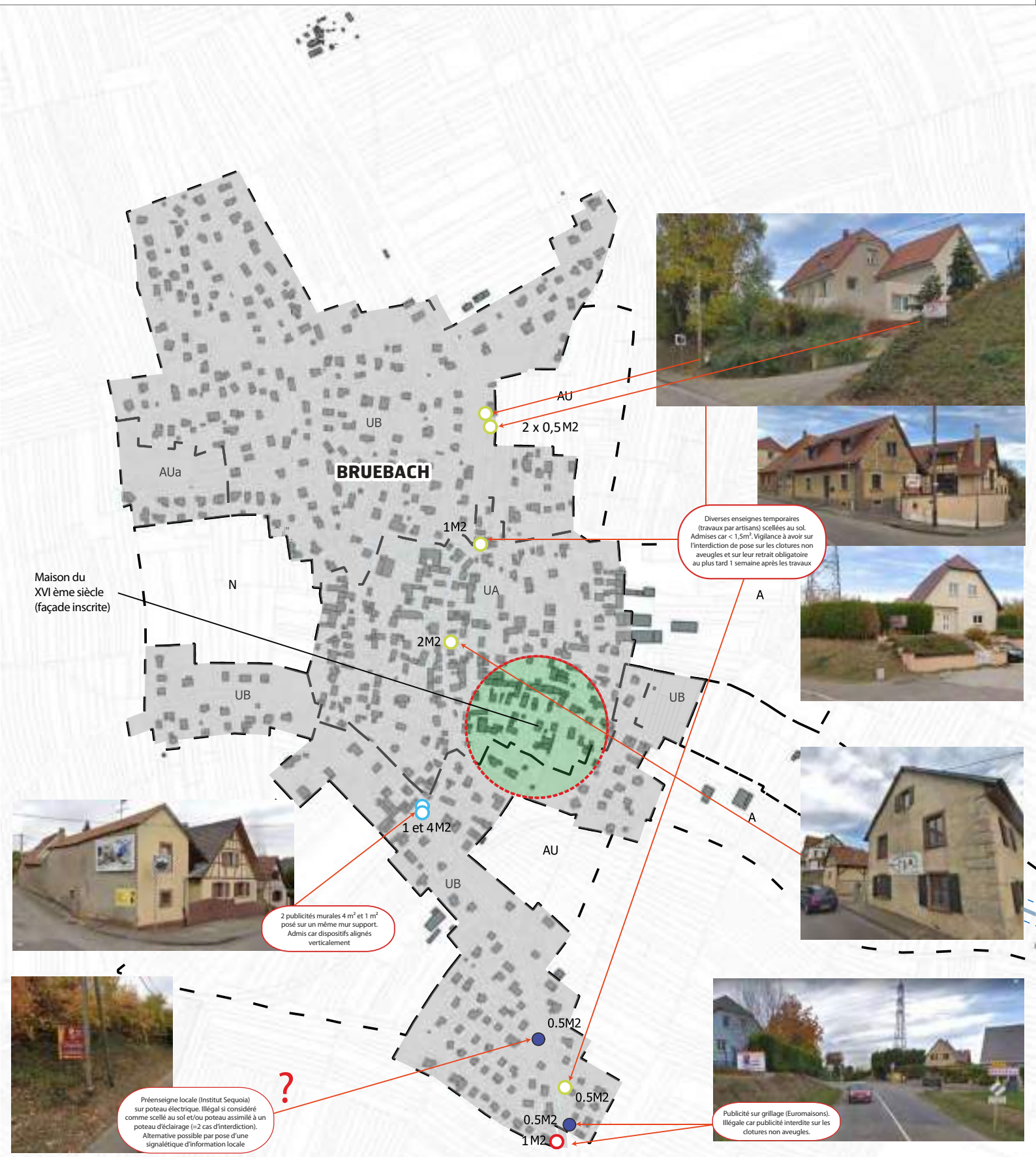
Dispositifs illégaux par application du RNP (surface, support, localisation, ...) : 5

- Publicité (2)
- Préenseigne (2)
- Publicité – préenseigne (0)
- Publicité – panneau d'information communale (0)
- Enseigne de grande taille scellée au sol (1)

aurm

Sources : IGN BD TOPO, BD OCS 2008 Réalisation : AURM, CH, CB, Août 2020

BRUEBACH – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)



État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Enseigne grande ou temporaire
- Publicité + panneau d'information communale
- Panneau d'info communale
- Panneau d'info électronique ou numérique

Eléments de contexte :

- Périmètre protection monument historique (100 m)
- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)
- UA Zonage PLU

Réglementation nationale applicable (RNP) :

- Dispostifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc
- Dispostifs jusque 12m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc
- Publicité interdite

Dispositifs illégaux par application des règles du RNP (support, surface maxi, localisation, ...) : 1 ou 2

- Publicité (1)
- Préenseigne (0 ou 1)
- Publicité électronique ou numérique (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Enseigne grande ou temporaire (0)

Source : m2A cadastre 2019
Réalisation : AURM, CH et CBA, Août 2020

aurm

CHALAMPÉ – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)







Publicités multiples temporaires (artisans pourtravaux). Vigilance à leur multiplication et à ce qu'elles ne deviennent pas quasi-permanentes (retrait 1 semaine après fin des travaux)

Préenseigne (Crédit Mutuel) scellée au sol + publicité sur grillage. Illégales à double titre car publicité interdite hors agglo et sur cloture non aveugle.



7 préenseignes temporaires pour 2 ventes exceptionnelles. Vigilance à leur multiplication et à leur retrait rapide (1 semaine après fin de l'opération)



Dispositif de 12m² (Thermes) . Publicité scellée au sol et de cettte taille interdite dans les communes < 10 000 hab situées hors unité urbaine. A reporter sur format mural < 4m².



État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Enseigne au sol de grande taille
- Publicité + panneau d'information communale
- Panneau d'information communale
- Panneau d'info électronique

Eléments de contexte : Périmètre protection monument historique (100 m) · Cours d'eau (à ciel ouvert et busé) · UA Zonage PLU

Réglementation nationale applicable (RNP) :

- Dispostifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc
- Dispostifs jusque 12m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc
- Publicité interdite

Dispositifs illégaux par application des règles du RNP (support, surface maxi, localisation, ...) : 3

- Publicité (2)
- Préenseigne (1)
- Publicité – préenseigne (0)
- Publicité info électronique (0)
- Publicité – panneau d'information communale (0)

Source : m2A cadastre 2019
Réalisation : AURM, CBA, Août 2020

aurm

DIETWILLER – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)



5 préenseignes (Roellinger et centre équestre) + 1 publicité (crèche) au carrefour routier. Illégales à double titre : situées hors agglomération et 5/6 sur cloture non aveugle. A supprimer ou à remplacer par une Signalétique d'Information Locale (SIL)



Enseigne 12m² double type dièdre en façade. Illégale à double titre : > à 15% de la surface de la façade et débord trop important



Dispositif mural 2m² (Schmidt) situé au-dessus de l'égout du toit. A supprimer.



Préenseigne 0,5 m² (La Fourchette). Illégale car située hors agglomération. N'est plus sous régime dérogatoire depuis 2015. A supprimer.



Bâche 2m² sur grillage (micro-crèche). Illégale à double titre : située sur clôture non aveugle et bâche interdite dans les communes < 10000 hab. A supprimer.



Publicité 1m² (Vialis) située hors agglo. A supprimer. Préenseigne temporaire 2m² en trièdre (ZA) située hors agglo dépassant la surface maximale admise (1,5m²). A redimensionner

4M2

2x12M2

6x1M2

2M2

1M2

1M2

2M2

0.5M2

4M2

2M2

DIETWILLER

SCHLIERBACH

LANDSER

Eglise

Tour

État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Publicité + préenseigne
- Panneau d'information électronique
- Panneau d'information communale
- Enseigne de grande taille

Eléments de contexte :

- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)
- Périmètre de protection de monument historique

Réglementation nationale applicable (RNP) :

- Dispositifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc
- Publicité interdite

Dispositifs illégaux par application du RNP (surface, support, localisation, ...) : 12

- Publicité (3)
- Préenseigne (9)
- Publicité - préenseigne (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Enseigne scellée au sol (0)

Sources : IGN BD TOPO, BD OCS 2008
Réalisation : AURM, CH, CB, Juillet 2020

aurm

ESCHENTZWILLER – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)



État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Enseigne grande ou temporaire
- Publicité + panneau d'information communale
- Panneau d'info communale
- Panneau d'info électronique ou numérique

Eléments de contexte :

- Périmètre protection monument historique (100 m)
- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)
- UA Zonage PLU

Réglementation nationale applicable (RNP) :

- Dispostifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc
- Dispostifs jusque 12m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc
- Publicité interdite

Dispositifs illégaux par application des règles du RNP (support, surface maxi, localisation, ...) : 3 ou 4

- Publicité (0 ou 1)
- Préenseigne (0)
- Publicité électronique ou numérique (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Enseigne grande ou temporaire (3)

Source : m2A cadastre 2019
Réalisation : AURM, CH et CBA, Août 2020

aurm

FELDKIRCH – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)

















Micro-affichage Ferme Moyses : 1 sur cloture non aveugle (grillage) et 2 installés sur mur de cloture à moins de 50 cm du sol. A mettre en conformité ou à remplacer par une signalétique d'information locale

0.5M2
0.5M2
0.5M2

Enseigne paysagère Holder couvrant plus de 25% de la façade.

8M2

2 très anciennes publicités de 2m² sur clôture illisibles et masquées par la végétation. Ne sont plus fonctionnelles. A supprimer

Ancienne préenseigne Holder dans jardin. Illégale car proximité d'arbre nécessitant élagage. A supprimer

Dispositif publicitaire 4m² sur pignon du 1er bâti ancien visible en entrée du village. Panneau couvrant ~ 25% du pignon (à vérifier) et dépassant en hauteur l'égout du toit. Impact paysager et patrimonial fort en entrée de village. A supprimer.

2M2
2M2
2M2
4M2

4M2
4M2

0.5M2

4M2
2M2
1M2
4M2
4M2

Enseigne Holder (2 piscines en expo). Illégale au titre de 3 motifs : taille > 6m², hauteur >6,50 m et grande piscine visible uniquement depuis RD430. Impact paysager fort. A supprimer.

4M2
20M2

8M2
8M2

État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Publicité + préenseigne
- Panneau d'information électronique
- Panneau d'information communale
- Enseigne de grande taille scellée au sol

Eléments de contexte :

- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)
- Périmètre de protection de monument historique

Réglementation nationale applicable (RNP) :

- Dispostifs jusque 12m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Autres interdictions : dispositifs numériques, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, à moins de 50 cm du sol, au-dessus de l'égout de toiture, etc
- Publicité interdite (monument historique, ...)

Dispositifs illégaux par application du RNP (surface, support,localisation, ...) : 7

- Publicité (1)
- Préenseigne (4)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Publicité + préenseigne (0)
- Enseigne de grande taille (2)

aurm

Sources : IGN BD TOPO, BD OCS 2008 Réalisation : AURM, CH, CB, Juillet 2020

FLAXLANDEN – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)



Préenseigne temporaire pour travaux sur cloture aveugle (haie).
Retrait au plus tard 1 semaine après la fin des travaux.



Préenseigne temporaire scellé au sol pour opération immobilière
Retrait au plus tard 1 semaine après la fin des travaux.
Semble respecter la surface maxi autorisée (1,5m²)

État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Enseigne grande ou particulière
- Publicité + panneau d'information communale
- Panneau d'info communale
- Panneau d'info électronique ou numérique

Eléments de contexte :

- Périmètre protection monument historique (100 m)
- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)
- UA Zonage PLU

Réglementation nationale applicable (RNP) :

Dispositifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue.
Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain.
Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc

Dispostifs jusque 12m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue.
Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc

Publicité interdite

Dispositifs illégaux par application des règles du RNP (support, surface maxi, localisation, ...) : 0

- Publicité (0)
- Préenseigne (0)
- Publicité électronique ou numérique (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Enseigne grande ou particulière (0)

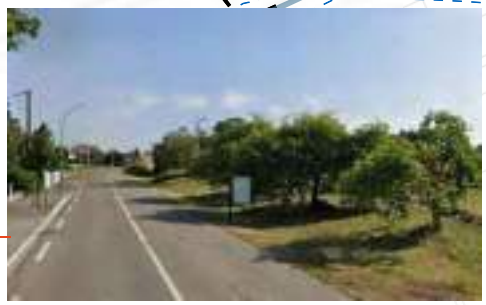
Source : m2A cadastre 2019
Réalisation : AURM, CH et CBA, Août 2020

aurm

GALFINGUE – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)







État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Enseigne grande ou particulière
- Publicité + panneau d'information communale
- Panneau d'info communale
- Panneau d'info électronique ou numérique

Eléments de contexte :

- Périmètre protection monument historique (100 m)
- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)
- UA Zonage PLU

Réglementation nationale applicable (RNP) :

- Dispostifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc
- Dispostifs jusque 12m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc
- Publicité interdite

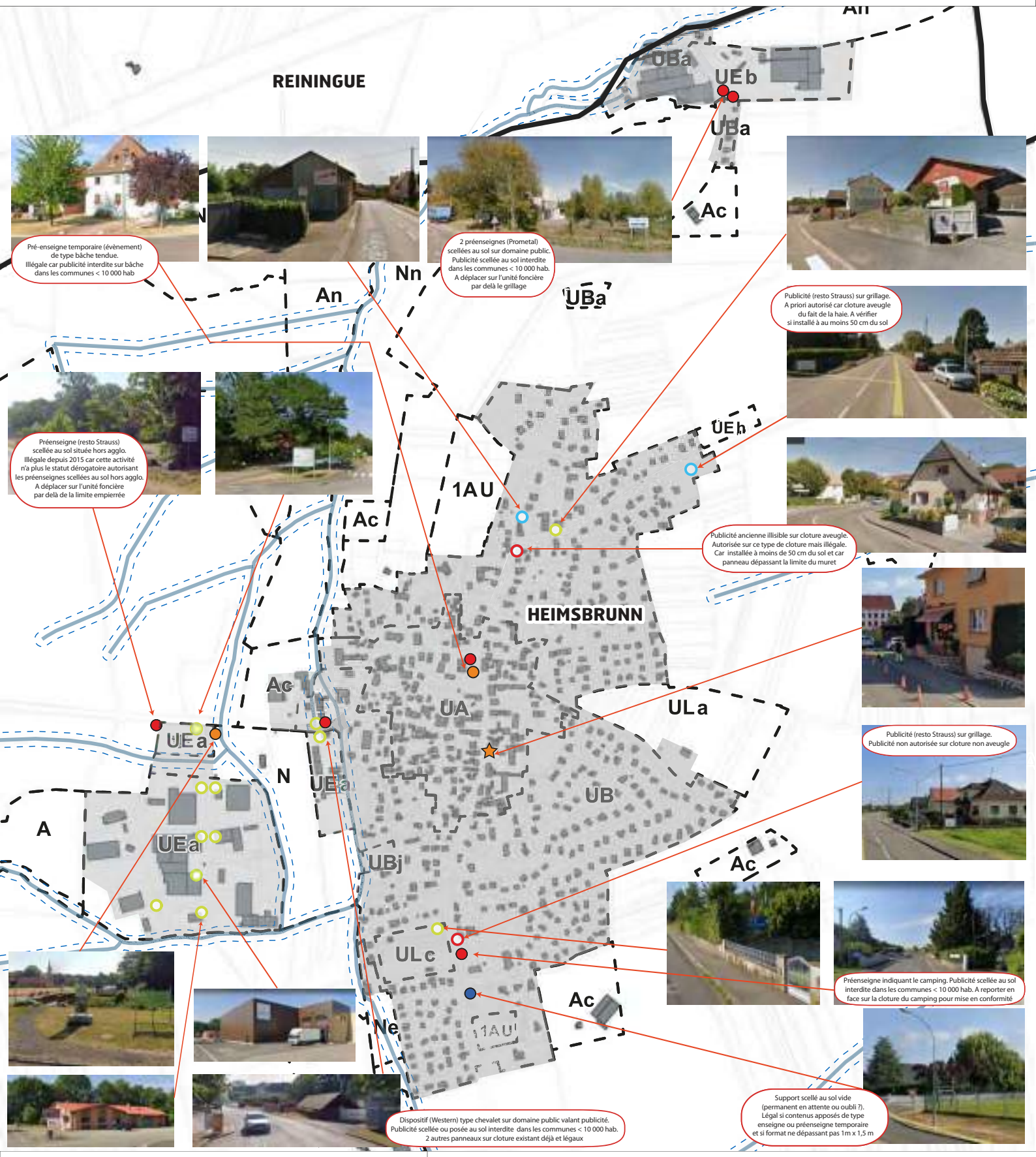
Dispositifs illégaux par application des règles du RNP (support, surface maxi, localisation, ...) : 0

- Publicité (0)
- Préenseigne (0)
- Publicité électronique ou numérique (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Enseigne grande ou particulière (0)

Source : m2A cadastre 2019
Réalisation : AURM, CH et CBA, Août 2020

aurm

HEIMSBRUNN – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)



État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Enseigne au sol de grande taille
- Publicité + panneau d'information communale
- Panneau d'info communale
- Panneau d'info électronique

Dispositifs illégaux par application des règles du RNP (support, surface maxi, localisation, ...) : 8

- Publicité (2)
- Préenseigne (6)
- Enseigne grande ou particulière (0)
- Publicité électronique ou numérique (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)

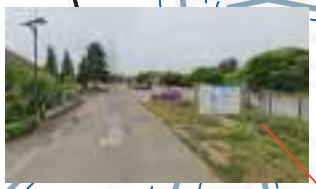
Réglementation nationale applicable (RNP) :

- Dispostifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc
- Dispostifs jusque 12m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc
- Publicité interdite

Source : m2A cadastre 2019
Réalisation : AURM, CH et CBA, Août 2020

aurm

HOMBOURG – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)







Bâche publicitaire (Horizon Events)
Illégale à double titre car publicité interdite sur cloture non aveugle et sur bâche dans les communes < 10 000 hab

2 publicités identiques sur grillage (Freeénergie). Publicité non autorisée sur cloture non aveugle



Pré-enseigne temporaire (don du sang) de type bâche sur mur aveugle.
Illégale car publicité interdite sur bâche dans les communes < 10 000 hab



2 enseignes 4m² (Chapeaux du Rhin et Ecosun) dédoublées et installées sur dièdre.
1 seule enseigne autorisée sur chaque voie



Préenseigne (Evonik)
Publicité scellée au sol interdite dans les communes < 10 000 hab









2 publicités murales 4 m²
Non autorisé sur les façades comportant une baie (y compris porte) > 0,50 m².
Par ailleurs bâti à enjeu patrimonial



Pré-enseigne temporaire (don du sang) de type bâche sur cloture.
Illégale à double titre car publicité interdite sur cloture non aveugle et sur bâche dans les communes < 10 000 hab

N
A
UEa
N
Nb
Nb
UE
AUa
AUc
UB
UA
UB
UBa
AU
AUb
UB
HOMBOURG

2 x 0,5 M2
2M2
2M2
2 x 1 M2
2 x 4 M2
UAa
0.5M2
4 x 4 M2
2 x 0,5 M2
0.5M2
2M2
2M2

Dispositifs illégaux par application du RNP (surface, support, localisation, ...) : 9

- Publicité (5)
- Préenseigne (3)
- Publicité - préenseigne (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Grande enseigne scellée au sol (1)

Réglementation nationale applicable (RNP) :

- Dispostifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc
- Dispostifs jusque 12m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc
- Publicité interdite

État des lieux des types de dispositifs :

- Publicité
- Préenseigne
- Publicité + préenseigne
- Panneau d'info électronique
- Panneau d'info communale
- Grande enseigne scellée au sol

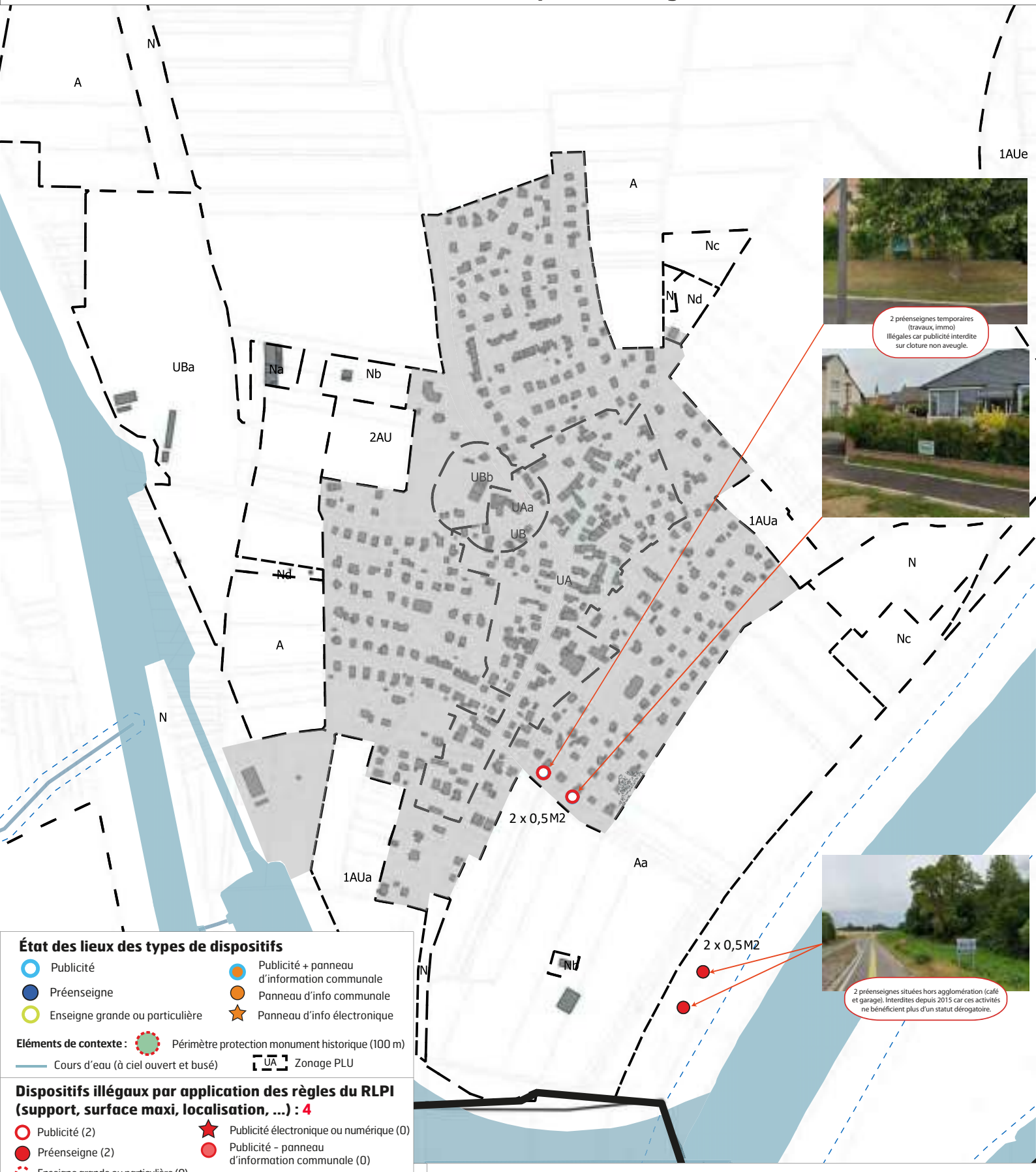
Eléments de contexte :

- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)
- Périmètre de protection du monument historique

aurm

Sources : IGN BD TOPO, BD OCS 2008
Réalisation : AURM, CH, CB, Août 2020

NIFFER – Proposition de zonage pour le RLPI et simulation de la mise en place des règles associées



État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Enseigne grande ou particulière
- Publicité + panneau d'information communale
- Panneau d'info communale
- Panneau d'info électronique

Eléments de contexte : Périmètre protection monument historique (100 m)

Cours d'eau (à ciel ouvert et busé) — UA Zonage PLU

Dispositifs illégaux par application des règles du RLPI (support, surface maxi, localisation, ...) : 4

- Publicité (2)
- Préenseigne (2)
- Enseigne grande ou particulière (0)
- Publicité électronique ou numérique (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)

Zones de publicité restreinte du RLPi

- Zone commerciale : application de la réglementation nationale (numérique autorisé jusque 8m² + densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaire sur rue)
- Axe structurant : densité encadrée par interdistance de 100m minimum entre dispositifs > 2m². Jusque 12m² (commune >10 000 hab ou le long d'une ZA) et jusque 4m² uniquement en mural (commune<10 000 hab)
- Zone mixte : densité par unité foncière privée de 1 dispositif jusque 12m² par tranche de 40m linéaire sur rue, numérique interdit (régles souples pour les enseignes)
- Zone d'activité : jusque 2m² sur mobilier urbain, numérique interdit (régles souples pour les enseignes)
- Zone résidentielle : colonne Morris + jusque 2m² sur autre mobilier urbain (régles encadrées pour les enseignes)
- Zone sensible : publicité interdite
- Entrée d'agglomération : publicité interdite sauf évenements locaux
- Rives des cours d'eau (15, 30 ou 120 m) : publicité interdite (portions à ciel ouvert)

Source : m2A cadastre 2019
Réalisation : AURM, CH et CBA, Août 2020

aurm

Réglementation nationale applicable (RNP) :

m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue.
erdits sauf mobilier urbain.
nérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc

nsité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue.
nérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc

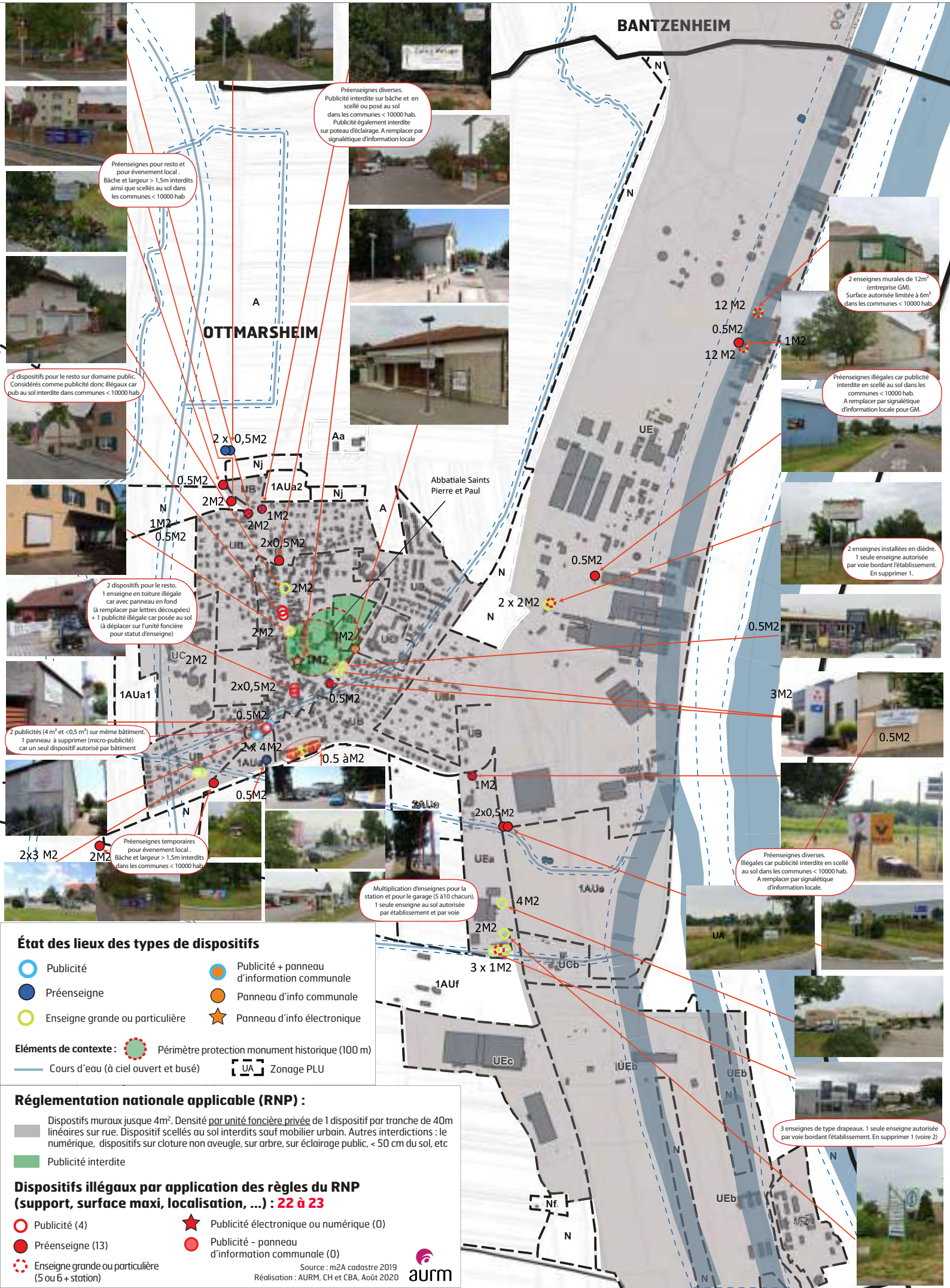
application des règles du RNP , localisation, ...) : 4

- Publicité électronique ou numérique (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Enseigne grande ou particulière (0)

Source : m2A cadastre 2019
Réalisation : AURM, CH et CBA, Août 2020

aurm

OTTMARSHEIM – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)



État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Enseigne grande ou particulière
- Publicité + panneau d'information communale
- Panneau d'info communale
- Panneau d'info électronique

Eléments de contexte : Périmètre protection monument historique (100 m)

Cours d'eau (à ciel ouvert et busé) — UA Zonage PLU

Réglementation nationale applicable (RNP) :

Dispostifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc

Publicité interdite

Dispositifs illégaux par application des règles du RNP (support, surface maxi, localisation, ...) : 22 à 23

- Publicité (4)
- Préenseigne (13)
- Enseigne grande ou particulière (5 ou 6 + station)
- Publicité électronique ou numérique (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)

Source : m2A cadastre 2019
Réalisation : AURM, CH et CBA, Août 2020

aurm

PETIT LANDAU – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)











Pré-enseigne temporaire (immo). Illégale car surface limitée à 1x1,5 m² dans les communes < 10 000 hab

A

UCa
Na
UC
Nb
AUa
AU
UA
N

4M2
5 x 0,5M2
1M2
4M2
2M2
3x0,5M2

PETIT-LANDAU

Préenseignes temporaires (travaux, immobilier) sur grillage. Publicité non autorisée sur cloture non aveugle





Dispositifs illégaux par application du RNP (surface, support, localisation, ...) : 6

- Publicité (5)
- Préenseigne (1)
- Publicité-préenseigne (0)
- Panneau d'info électronique (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Grande enseigne scellée au sol (0)

Réglementation nationale applicable (RNP) :

- Dispostifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc
- Dispostifs jusque 12m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc
- Publicité interdite

État des lieux des types de dispositifs :

- Publicité
- Préenseigne
- Publicité + préenseigne
- Panneau d'info électronique
- Panneau d'info communale
- Grande enseigne scellée au sol

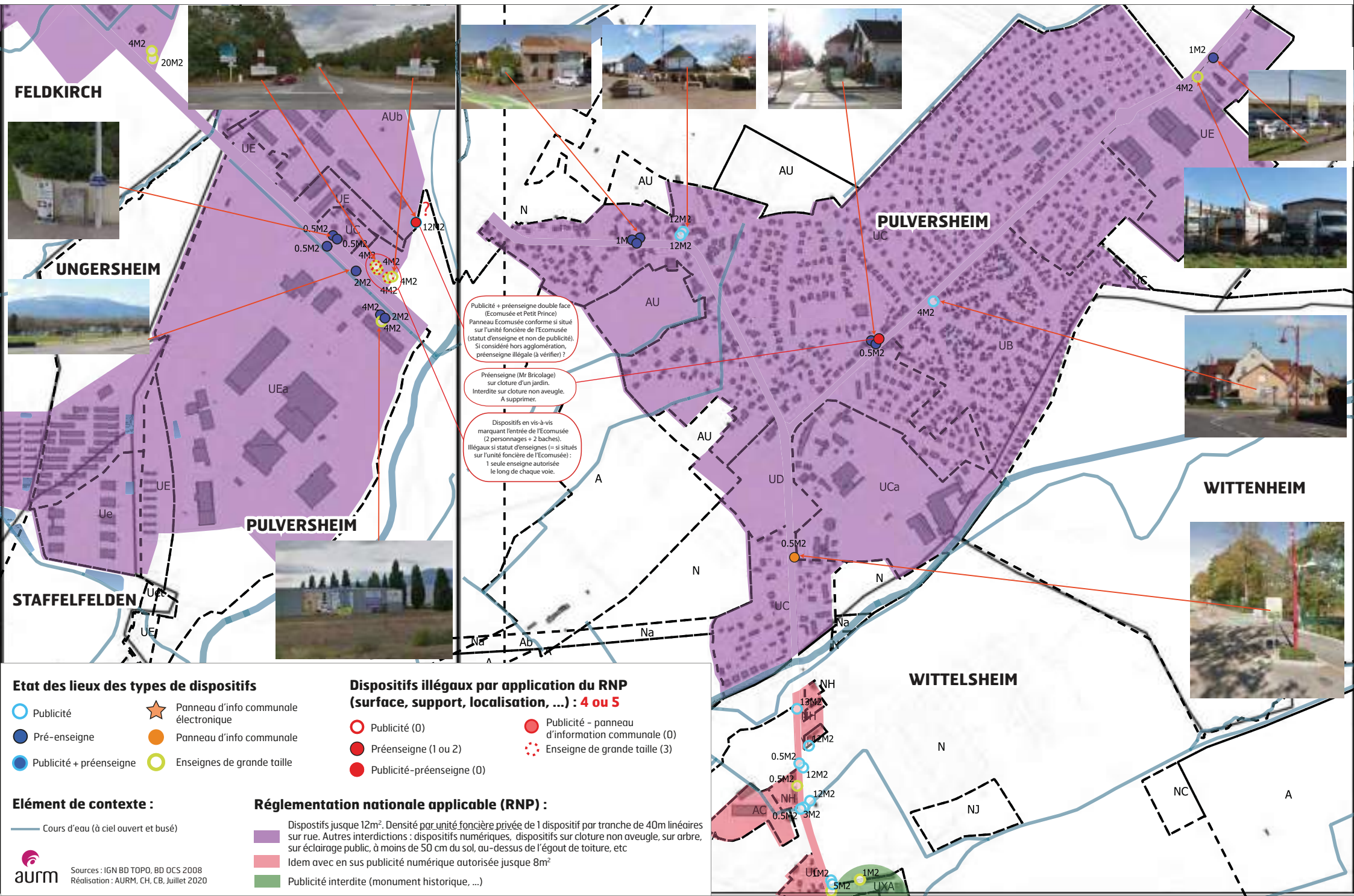
Eléments de contexte :

- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)
- Périmètre de protection de monument historique

aurm

Sources : IGN BD TOPO, BD OCS 2008
Réalisation : AURM, CH, CB, Août 2020

PULVERSHEIM – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)



Etat des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Pré-enseigne
- Publicité + préenseigne
- Panneau d'info communale électronique
- Panneau d'info communale
- Enseignes de grande taille

Dispositifs illégaux par application du RNP (surface, support, localisation, ...) : 4 ou 5

- Publicité (0)
- Préenseigne (1 ou 2)
- Publicité-préenseigne (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Enseigne de grande taille (3)

Elément de contexte :

- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)

Réglementation nationale applicable (RNP) :

- Dispositifs jusque 12m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Autres interdictions : dispositifs numériques, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, à moins de 50 cm du sol, au-dessus de l'égout de toiture, etc
- Idem avec en sus publicité numérique autorisée jusque 8m²
- Publicité interdite (monument historique, ...)

aurm

Sources : IGN BD TOPO, BD OCS 2008
Réalisation : AURM, CH, CB, Juillet 2020

REININGUE – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)



État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Publicité + préenseigne
- Panneau d'information électronique
- Panneau d'information communale
- Enseigne de grande taille scellée au sol

Eléments de contexte :

- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)
- Périmètre de protection de monument historique

Réglementation nationale applicable (RNP) :

Dispostifs jusque 12m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue.
Autres interdictions : dispositifs numériques, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, à moins de 50 cm du sol, au-dessus de l'égout de toiture, etc

Publicité interdite (monument historique, ...)

Dispositifs illégaux par application du RNP (surface, support, localisation, ...) : 13

- Publicité (1)
- Pré-enseigne (12)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Publicité - pré-enseigne (0)
- Enseigne de grande taille (0)

Sources : IGN BD TOPO, BD OCS 2008
Réalisation : AURM, CH, CB, Juillet 2020

aurm

RUELISHEIM – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)





Préenseigne (Vero retouches et Boigeol)
Illégale car trop proche de la limite séparative (scellé au sol à moins de H/2).
A déplacer ou à remplacer par une signalétique d'info locale.



Dispositif pour annonce de manifestations et évenements locaux.
Illégal au titre de la réglementation nationale car implanté hors agglo (juste avant panneau d'entrée) et >1,5 m².
A déplacer après le panneau ou info à reporter sur celui déjà existant juste après.



Publicité murale 4m² sur cloture aveugle.
Illégale car installée à moins de 50 cm du sol.
Non régularisable en hauteur sans dépasser la hauteur du mur





Publicité (AST terrassement)
Illégale car située au-delà du panneau d'agglomération.
A supprimer.



Dispositif pour annonce de manifestations et évenements locaux.
Illégal au titre de la réglementation nationale car implanté hors agglo (juste avant panneau d'entrée) et >1,5 m².
A déplacer après le panneau



Préenseigne (camion pizza) sur grillage semblant permanente.
Illégale car sur cloture non aveugle.
A supprimer ou à reporter sur un supportde type mobilier urbain < 2m² ou sur un dispositif posé au sol uniquement le jour d'activité





ENSISHEIM

RUELISHEIM

WITTENHEIM

3M2
2M2
0.5M2
0.5M2
1M2
2M2
4M2
0.5M2
2M2
3M2
0.5M2
3M2
1M2
2M2
13M2
13M2

État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Publicité + préenseigne
- Panneau d'information électronique
- Panneau d'information communale
- Enseigne de grande taille

Eléments de contexte :
- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)
- Périmètre de protection de monument historique

Réglementation nationale applicable (RNP) :

- Dispositifs jusque 12m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Autres interdictions : dispositifs numériques, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, à moins de 50 cm du sol, au-dessus de l'égout de toiture, etc
- Idem avec en sus publicité numérique autorisée jusque 8m²
- Publicité interdite (monument historique, ...)

Dispositifs illégaux par application du RNP (surface, support, localisation, ...) : 6

- Publicité (4)
- Préenseigne (2)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Publicité - préenseigne (0)
- Enseigne de grande taille (0)

aurm

Sources : IGN BD TOPO, BD OCS 2008

Réalisation : AURM, CH, CB, Août 2020

STAFFELFELDEN – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)





Préenseigne temporaire sur bâche interdite dans commune < 10000 hab.
A reporter sur format papier sur affichage muncipal existant juste derrière.

1M2







6 publicités sur bâches sur grillage des courts de tennis.
Illégales à double titre : pub interdite sur cloture non aveugle et sur bache dans commune < 10000 hab.
A supprimer ou à reporter sur un support unique en dur

12M2
12M2



2 préenseignes temporaires de 10 à 12m² (immobilier Marie Louise) situées hors agglo en limite de ban communal.
Illégales car surface limitée à 1,5m².
A supprimer ou remplacer

2x2M2
4x1.5M2

1M2
1M2
0.5M2

3M2
1.5M2

1.5M2

1.5M2

1.5M2
1M2

0.5M2

STAFFELFELDEN

WITTELSHEIM





État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Pré-enseigne
- Publicité + pré-enseigne
- Panneau numérique (information)
- Panneau d'information communale
- Enseigne de grande taille

Elément de contexte :

- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)

Réglementation nationale applicable (RNP) :

- Dispostifs jusque 12m².
  Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue.
  Autres interdictions : dispositifs numériques, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, à moins de 50 cm du sol, au-dessus de l'égout de toiture, etc
- Publicité interdite (monument historique, ...)

Dispositifs illégaux par application du RNP (surface, support, localisation, ...) : 9

- Publicité (6)
- Pré-enseigne (3)
- Publicité - pré-enseigne (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Enseigne de grande taille (0)

Sources : IGN BD TOPO, BD OCS 2008
Réalisation : AURM, CH, CB, Juillet 2020

aurm

STEINBRUNN-LE-BAS - État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)



1 préenseigne (Carrefour) scellée au sol.
N'est plus légale depuis 2015 car cette activité ne bénéficie plus du statut dérogatoire pour des préenseignes scellées au sol et/ou hors agglo





1 préenseigne (Académie)+ 3 publicités bricolées toutes posées au sol.
Illégales car publicité scellée ou posée au sol interdite
dans les communes < 10 000 hab.



2 préenseignes (boulanger et coiffeur) murales.
Illégales car publicité interdite sur façade comportant des baies < 0,50 m². A remplacer par signalétique d'information locale

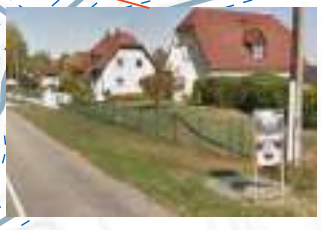




Manoir seigneurial



Préenseigne temporaire (don du sang) sur bâche. Illégales car bâche publicitaire interdite dans les communes < 10 000 hab.
Pose sur cloture non aveugle aussi interdite.
A remplacer par panneau scellé au sol de surface <1,5 m²









2 préenseignes (boulanger et coiffeur).
Illégales car publicité interdite sur poteau d'éclairage.
A remplacer par signalétique d'information locale



État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Enseigne grande ou temporaire
- Publicité + panneau d'information communale
- Panneau d'info communale
- Panneau d'info électronique ou numérique

Eléments de contexte :

- Périmètre protection monument historique (100 m)
- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)
- Zonage PLU

Réglementation nationale applicable (RNP) :

Dispostifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue.
Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain.
Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc

Dispostifs jusque 12m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue.
Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc

Publicité interdite

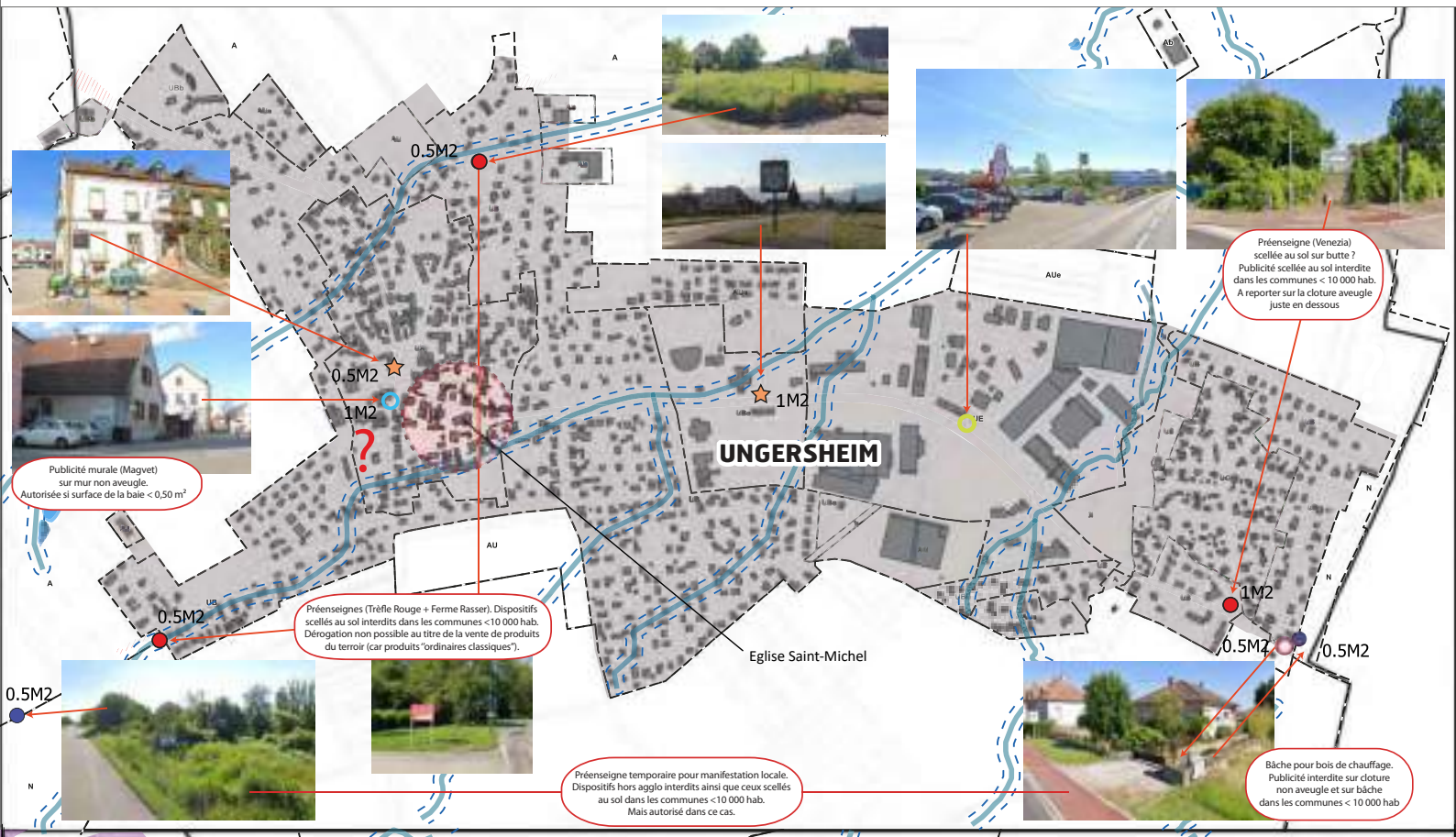
Dispositifs illégaux par application des règles du RNP (support, surface maxi, localisation, ...) : 10

- Publicité (3)
- Préenseigne (7)
- Publicité électronique ou numérique (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Enseigne grande ou temporaire (0)

Source : m2A cadastre 2019
Réalisation : AURM, CH et CBA, Août 2020

aurm

UNGERSHEIM – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)





2 panneaux Parc du Petit Prince et Ecomusee. Publicité interdite hors agglomération.
- Si dispositifs situés sur unité foncière des activités, alors statut d'enseigne : surface maxi admise de 6m² mais 1 seul dispositif sur voie admis.
- Si dispositifs hors unité foncière , alors statut de préenseignes dérogatoires du fait des activités de type culturelles avec surface maxi admise de1,5 m².

État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Enseigne au sol de grande taille
- Publicité + panneau d'information communale
- Panneau d'information communale
- Panneau d'info électronique

Eléments de contexte : Périmètre protection monument historique (100 m)

Cours d'eau (à ciel ouvert et busé) — UA Zonage PLU

Dispositifs illégaux par application des règles du RNP (support, surface maxi, localisation, ...) : 5 à 7

- Publicité (1 ou 2)
- Préenseigne (4 ou 5)
- Enseigne de grande taille (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Publicité info électronique (0)

Réglementation nationale applicable (RNP) :

Dispostifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc

Dispostifs jusque 12m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc

Publicité interdite

Source : m2A cadastre 2019
Réalisation : AURM, CBA, Août 2020

aurm

ZILLISHEIM – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)



Enseigne temporaire (évevement). Publicité non autorisée sur cloture non aveugle et bâche interdite dans communes < 10 000 habitants. A reporter sur dispositif de type panneau scellé au sol







Publicité scellée au sol interdite dans les communes < 10 000 habitants situées hors unité urbaine en dehors des préenseignes temporaires





Publicité sur grille (Orange Bleu) Illégal car publicité interdite sur cloture non aveugle





Publicité scellée au sol interdite dans les communes < 10 000 habitants situées hors unité urbaine en dehors des préenseignes temporaires





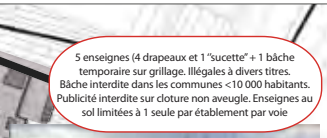
Préenseigne temporaire (évènement). Publicité interdite sur les poteaux d'éclairage. A déplacer.





Pré-enseigne temporaire (immobilier). Format limité à 1,50 m² dans les communes <10 000 habitants.





5 enseignes (4 drapeaux et 1 "sucette" + 1 bâche temporaire sur grillage. Illégales à divers titres. Bâche interdite dans les communes <10 000 habitants. Publicité interdite sur cloture non aveugle. Enseignes au sol limitées à 1 seule par établement par voie



Pré-enseigne temporaire (immobilier). Format limité à 1,50 m² dans les communes <10 000 habitants.





Préenseigne temporaire (évevement). Publicité non autorisée sur cloture non aveugle et bâche interdite dans communes < 10 000 habitants. A reporter sur dispositif de type panneau scellé au sol



Publicité scellée au sol interdite dans les communes < 10 000 habitants situées hors unité urbaine en dehors des préenseignes temporaires



1M2
4M2
4 x 0,5 M2
0.5M2
0.5M2
1M2
0.5M2
0.5M2
4M2
2M2
0.5M2
2M2
1M2
0.5M2
0.5M2
2 x 0,5 M2
1M2
0.5M2

ZILLISHEIM
FLAXLANDEN

NE
N
UE
UEgv
UC
UA
UAa
UAb
AV
2AU1
2AU2
1AUa
NH
A

Réglementation nationale applicable (RNP) :

Dispostifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue. Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain. Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc

Publicité interdite

État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Pré-enseigne
- Publicité - panneau d'information communale
- Panneau d'info électronique
- Panneau d'info communale
- Enseigne grande ou particulière

Dispositifs illégaux par application du RNP (surface, support, localisation, ...) : 14

- Publicité (1)
- Préenseigne (8)
- Enseigne grande ou particulière (5)
- Publicité - panneau d'information communale (0)

Sources : IGN BD TOPO, BD OCS 2008
Réalisation : AURM, CH, CB, Aout 2020

aurm

ZIMMERSHEIM – État des lieux et application de la réglementation nationale (RNP)







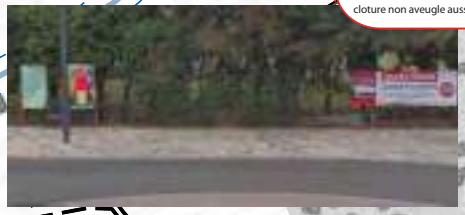


Enseigne temporaire (travaux artisan) sur cloture. Illégal car publicité interdite sur cloture non aveugle











2 préenseignes temporaires (évènement) su bâche. Illégales car bâche publicitaire interdite dans les communes < 10 000 hab. Pose sur cloture non aveugle aussi interdite.

État des lieux des types de dispositifs

- Publicité
- Préenseigne
- Enseigne grande ou temporaire
- Publicité + panneau d'information communale
- Panneau d'info communale
- Panneau d'info électronique ou numérique

Eléments de contexte :

- Périmètre protection monument historique (100 m)
- Cours d'eau (à ciel ouvert et busé)
- Zonage PLU

Réglementation nationale applicable (RNP) :

Dispostifs muraux jusque 4m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue.
Dispositif scellés au sol interdits sauf mobilier urbain.
Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc

Dispostifs jusque 12m². Densité par unité foncière privée de 1 dispositif par tranche de 40m linéaires sur rue.
Autres interdictions : le numérique, dispositifs sur cloture non aveugle, sur arbre, sur éclairage public, < 50 cm du sol, etc

Publicité interdite

Dispositifs illégaux par application des règles du RNP (support, surface maxi, localisation, ...) : 3

- Publicité (0)
- Préenseigne (2)
- Publicité électronique ou numérique (0)
- Publicité - panneau d'information communale (0)
- Enseigne grande ou temporaire (1)

Source : m2A cadastre 2019
Réalisation : AURM, CH et CBA, Août 2020

aurm

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION



Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI)

Rapport de présentation - Partie Orientations

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 26 septembre 2022

Le Vice-Président

Remy NEUMANN

Le 12 mars 2021

Proposition d'orientations pour le Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi)

Les fondements du projet de RLPi

Le 25 mars 2019, le Conseil d'Agglomération de m2A a approuvé la révision du Schéma de Cohérence Territoriale de la Région Mulhousienne (SCOT) et de son Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Par ailleurs, il a décidé le 20 mai 2019 de transférer les compétences liées à la planification urbaine, dont le RLPi fait parti.

Par délibération du 9 décembre 2019, le Conseil d'Agglomération a engagé l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal. Les orientations de ce dernier s'inscrivent en cohérence avec le SCOT précédemment approuvé en s'appuyant notamment sur les orientations de l'axe 2 : « un territoire exemplaire du point de vue environnemental ». La limitation de la consommation d'énergie, la préservation des paysages et des espaces naturels et le renforcement de qualité du cadre de vie constituent les lignes directrices du futur RLPi.

Les orientations développées dans le projet de RLPi s'appuient également sur l'ambition de Mulhouse Alsace Agglomération de renforcer son attractivité économique et d'assurer un développement équilibré et raisonné du commerce.

Conformément à l'esprit du code de l'environnement, les orientations visent à adapter la règlementation nationale aux circonstances et caractéristiques locales. Elles répondent aux objectifs que s'est donné le Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération, lors de la prescription du projet, à savoir :

1. Améliorer la qualité du paysage urbain, résidentiel et d'activités, afin de renforcer l'attractivité résidentielle et économique de l'agglomération mulhousienne.
2. Intégrer les enjeux du développement durable
3. Préserver la trame verte et bleue
4. Protéger les secteurs patrimoniaux
5. Renforcer l'attractivité des pôles commerciaux
6. Harmoniser la règlementation, notamment sur les axes structurants de l'agglomération

Les enjeux du territoire de l'agglomération mulhousienne

L'enjeu majeur du RLPi réside dans la préservation de la qualité paysagère du territoire de m2A, aussi bien au sein des espaces urbains, bâtis et habités que dans les espaces naturels, supports de biodiversité et d'aménités environnementales. Il garantie cependant également la liberté d'expression des acteurs économiques qui doivent pouvoir communiquer sur leur offre de biens et de services pour pouvoir développer leurs activités.

Le diagnostic réalisé a identifié, sur le territoire de l'agglomération mulhousienne, plusieurs types d'enjeux paysagers, notamment au sein des espaces verts, qu'ils soient inscrits dans la trame urbaine ou périphérique ou encore dans des lieux marqués par le patrimoine bâti (abords de monuments historiques, cités ouvrières…). D'une manière plus générale, il a rappelé que la publicité extérieure est une composante importante des paysages de notre territoire. Il fait le constat de la diversité des enjeux et des situations répertoriées, fruits de l'application de 10 règlementations différentes au sein de l'agglomération.

Parallèlement, il relève qu'il existe également des traits communs aux RLP de l'agglomération, comme par exemple la limitation de la densité des dispositifs par l'utilisation d'une règle d'interdistance entre les panneaux publicitaires.

Enfin, en inventoriant les panneaux non conformes vis-à-vis de la règlementation nationale actuelle, il apporte aux communes les informations nécessaires à l'exercice de leur pouvoir de police en matière de publicités et d'enseignes.

Aussi, le RLPi visera la mise en cohérence et l'harmonisation de la règlementation en matière de publicités et d'enseignes, à l'échelle du territoire de l'agglomération mulhousienne.

De plus, il permettra l'adaptation des règles aux mutations en cours : celles d'un territoire en perpétuelle évolution, mais aussi celles liées aux récentes évolutions technologiques : à ce titre, le développement des dispositifs numériques sera limité et encadré.

Enfin, il aura pour objectif de contrôler le développement de la publicité extérieure et de limiter son impact sur l'environnement urbain.

Les orientations du RLPi

Dans la perspective d'une croissance respectueuse de l'environnement et de mise en valeur du cadre de vie, 5 orientations générales ont été identifiées. Elles sont le fruit de la collaboration mise en place avec les communes et du processus de concertation engagé avec les partenaires du projet (acteurs institutionnels, associatifs et professionnels, grand public).

1. Préserver les identités paysagères de l'agglomération mulhousienne, qu'elles soient naturelles ou bâties

1.1. Protéger les espaces verts et patrimoniaux, les entrées de Ville, les voies d'eau et les quartiers d'habitation remarquables.

A travers le PADD du SCOT et sa déclinaison dans le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO), l'Agglomération mulhousienne s'est donnée pour objectif de préserver et de conforter l'environnement naturel et paysager de l'agglomération. C'est pourquoi, une attention toute particulière sera portée à la protection des espaces à forte valeur en la matière et considérés comme sensibles : il s'agit des abords des monuments historiques ou remarquables, des voies d'eau, des espaces verts et naturels et plus largement des quartiers résidentiels considérés comme remarquables.

Par ailleurs, les entrées d'agglomération et les coupures vertes qui les précèdent constituent des « vitrines » du territoire de Mulhouse Alsace Agglomération. Le diagnostic montre plusieurs exemples qui questionnent l'opportunité de maintenir certains dispositifs de grand format en ces lieux. C'est pourquoi, dans l'ensemble de ces espaces dit « sensibles », la publicité sera très fortement limitée, voire interdite, et la taille des enseignes sera encadrée.

1.2. Limiter les dispositifs publicitaires dans les zones résidentielles et les zones d'activités économiques non commerciales

Les espaces spécifiquement résidentiels, tout comme les zones d'activité tertiaires, industrielles et artisanales, n'ont pas vocation à accueillir un nombre important de dispositifs publicitaires. En effet, les flux de circulation y sont limités et la qualité du paysage doit avant tout être protégée au bénéfice de l'attractivité résidentielle et économique des secteurs en question. En effet, un environnement de qualité répond non seulement à la demande de bien être des habitants, mais aussi à celle des entreprises qui ont besoin d'un environnement sobre qui leur permet

d'être lisibles par des enseignes simples et des bâtiments de qualité. C'est pourquoi, la publicité extérieure sera particulièrement limitée dans les espaces résidentiels et les zones d'activités non commerciales.

2. Valoriser les cœurs historiques et les centralités de l'agglomération

Le centre-ville de Mulhouse, cœur historique de l'agglomération, et les centres-bourgs façonnent l'identité de l'agglomération et de ses communes membres. Ces lieux sont également ceux qui sont porteurs de la plus grande diversité fonctionnelle : habitat et commerce s'y jouxtent, rues piétonnes et boulevards s'y côtoient, les enseignes sont nombreuses… Une attention particulière sera par conséquent portée à ces espaces : la publicité y sera en effet sensiblement limitée et les enseignes devront faire l'objet d'un soin particulier. Ainsi, il est envisagé de maintenir la règle des lettres découpées de 30 cm maximum, en vigueur au centre de Mulhouse, et de l'étendre aux centres-bourgs*.

3. Améliorer la qualité paysagère des axes structurants

Les principaux axes de communications de l'agglomération constituent des lieux prisés des publicitaires en raison de l'importance des flux de véhicules. Parallèlement, il s'agit également de lieux vecteurs de l'image du territoire et de son attractivité. Aussi, le RLPi s'attachera à y limiter la densité des dispositifs publicitaires.

Aujourd'hui, les différents RLP de l'agglomération imposent une interdistance de 100 m entre deux dispositifs de grands formats, situés sur le même côté de la rue, à l'exception de ceux de Mulhouse et de Kingersheim, où l'interdistance est de 40 m. Le futur RLPi s'attachera à homogénéiser, mais aussi à renforcer, les règles d'espacement en vigueur à l'échelle de l'agglomération, afin de mieux concilier enjeux de communication et enjeux paysagers. Il est ainsi envisagé d'étendre la règle d'interdistance de 100 mètres à l'ensemble de l'agglomération et de l'appliquer des deux côtés de la rue*.

4. Maintenir et renforcer l'attractivité des zones commerciales périphériques

Les pôles commerciaux périphériques de l'agglomération sont des espaces entièrement dévolus au commerce. A ce titre, ils constituent des lieux privilégiés quant à l'expression de la créativité en matière de publicité. C'est pourquoi, il est prévu que la règlementation locale ne soit pas plus restrictive, en ces lieux, que ce que prescrit le code de l'environnement.

5. Réduire l'empreinte carbone de la publicité en encadrant le développement des nouvelles technologies d'affichage

A travers le SCOT, l'Agglomération mulhousienne s'est donnée pour objectif de rendre son territoire exemplaire d'un point de vue environnemental. Aussi, l'ambition d'une politique cohérente d'économies d'énergie et de préservation des entités paysagères plurielles se traduira par un encadrement rigoureux des nouveaux dispositifs numériques.
Ces derniers constituent sans conteste des supports efficaces, flexibles et efficients. Mais leur capacité à attirer le regard, gage de leur efficacité, a pour conséquence un fort impact visuel et environnemental. C'est pourquoi, les possibilités de développement des dispositifs lumineux et numériques seront restreintes à certains lieux propices dédiés, tels les zones commerciales, les axes structurants et les grands centres-villes. A contrario, dans les lieux d'habitation et les secteurs sensibles, les dispositifs numériques ne sont pas opportuns. Leur implantation n'est envisagée jusqu'à 8 m² qu'en zone commerciale et jusqu'à 2 m² uniquement le long de certains axes structurants de l'agglomération et dans certains centres-villes*.

Par ailleurs, il est envisagé d'étendre la plage horaire d'extinction nocturne obligatoire afin de limiter la consommation d'énergie et la pollution lumineuse, source de perturbations des écosystèmes*.

** Les exemples de propositions mentionnés permettent d'illustrer le propos concernant les futures règles qui pourraient être adoptées. Ils ne sont ni complets, ni définitifs.*

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION



Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI)

Rapport de présentation - Partie justifications des choix

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 26 septembre 2022

Le Vice-Président

Remy NEUMANN

Mulhouse Alsace Agglomération 536

aurm
agence d'urbanisme de la région mulhousienne

Sommaire

Préambule 3

1. Les justifications par type de publicité 4

2. Les justifications au regard des contextes territoriaux 6

2.1. Rappel des enjeux au terme du diagnostic 6
2.2. Des espaces classables en trois catégories au regard des contextes 7
2.3. Les orientations du RLPI et leur déclinaison 8
2.4. La synthèse des règles associées par zone 18

3. Les justification de la délimitation des zones 20

4. Les incidences du RLPI sur l'environnement et le paysage 24

PRÉAMBULE

Le projet de RLPI a été engagé à l'initiative de Mulhouse Alsace Agglomération (m2a) afin de mettre en place à l'échelle de tout le territoire une réglementation de la publicité, qui réponde aux enjeux de ce dernier et tienne compte des spécificités qu'il recouvre.

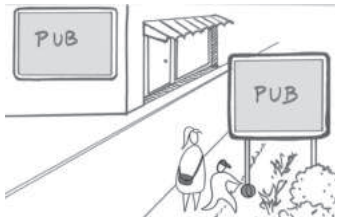
Les règles écrites et graphiques du RLPI sont le résultat :

- du respect des impératifs du code de l'environnement, au regard de son chapitre relatif à la réglementation de la publicité,
- de la prise en compte des enjeux paysagers locaux, et notamment des sensibilités les plus marquées,
- de la considération des enjeux urbains et économiques,
- de la considération des dispositions déjà en vigueur dans les RLP locaux et du bilan de leur application,
- de la prise en compte des attendus et préoccupations formulées par les communes, porteuses de la vision territoriale la plus fine,
- de la prise en compte des différents échanges tenus dans le cadre de la concertation avec les personnes publiques associées, la société civile (associations principalement) et les acteurs économiques, lors de la procédure d'élaboration.

1. LES JUSTIFICATIONS PAR TYPE DE PUBLICITÉ

Les différentes formes de publicités jouent un rôle dans la vie locale, qu'elle soit économique ou publique. Certains dispositifs (publicités et préenseignes permanentes ainsi que les enseignes) font l'objet d'une taxe locale, définie à l'initiative des communes, qui joue un rôle de régulation. m2A a cherché à accorder la juste place à chacune de ces formes au regard de leurs utilités dans la vie locale, telle que décrite ci-après pour chacune des formes de publicité.

La publicité et les préenseignes "permanentes"



Elles contribuent à la **visibilité**, dans le paysage urbain, **des acteurs économiques et des produits et services** vendus et ainsi à la vente de biens et à la production de richesse.

Les préenseignes, notamment, contribuent à **faire vivre les entreprises et commerçants implantés localement**, et ainsi au dynamisme économique du territoire (offre de commerces et services pour ceux qui habitent et travaillent sur m2A, emploi local, impôts liés aux entreprises).

Approprié en : Zones commerciales ou mixtes, axes structurants
Vigilance en : Centres villes, entrées d'agglomération



Publicité scellée au sol pour une zone d'activité locale



Publicité murale pour les soldes dans une entreprise locale

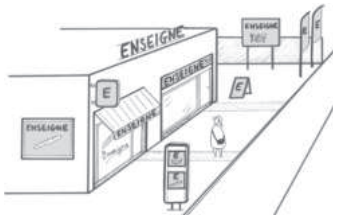


Publicité numérique pour une activité de loisirs en local



Préenseigne au sol (chevalet) pour un artisan de centre ville

Les enseignes



Elles sont nécessaires à la **visibilité, à la compréhension et à la localisation**, **des entreprises et commerces** dans le paysage bâti.

Leur surface, leur format et leur nombre sont à moduler en fonction de la taille des locaux et des parcelles auxquels elles sont rattachées et du contexte paysager.

Approprié en : Toutes les zones
Vigilance en : Centres villes, zones résidentielles et sensibles





Enseignes murales à plat ou perpendiculaires à la façade, pour des artisans de proximité en centres villes et villageois

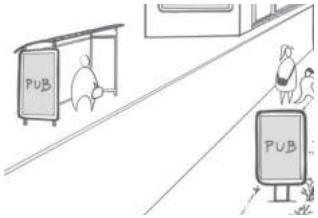


Grande enseigne lettrée en toiture pour les grands commerces



Enseigne totem pour les petits et grands commerces/entreprises

Le mobilier urbain pour l'information (MUPI)



De nombreux mobiliers urbains partagent leur surface d'affichage de l'information municipale avec de la publicité. C'est notamment le cas pour le mobilier lié aux mobilités (abri bus/ram, borne Vélocité) en particulier dans les villes et sur les axes majeurs.

Les conventions signées avec les afficheurs pour ce mobilier permettent aux villes de diffuser gratuitement leur information municipale et à m2A de ne pas financer le mobilier lié au transport.



La publicité sur le mobilier urbain lié aux mobilités (arrêts de bus/tram, stations Vélocité) contribue au financement du mobilier via une convention

Approprié en : Toutes les zones
Vigilance en : Zones sensibles et abords du patrimoine



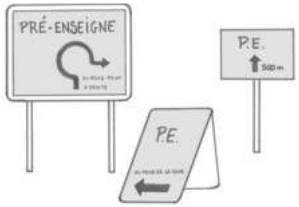


Sucettes 2m² numériques partagées entre publicité et info municipale



Quelques mobiliers urbains 8 m² partageant publicité et information municipale

Les préenseignes et enseignes temporaires



Les dispositifs temporaires de type préenseignes ou enseignes sont destinés à **communiquer sur une courte période sur un événement d'actualité** dans le paysage urbain. Leur impact paysager est donc limité et reçoit plutôt une bonne acceptation (sous réserve du respect strict de la durée légale d'installation).

Les enseignes temporaires sont surtout très utiles pour les acteurs de l'immobilier et du BTP. Les préenseignes le sont principalement pour annoncer les manifestations locales festives.

Approprié en : Toutes les zones
Vigilance : aucune au regard de leur existence temporaire



(Pré)enseigne temporaire pour une opération immobilière



Enseignes pour faire connaître les artisans lors des chantiers

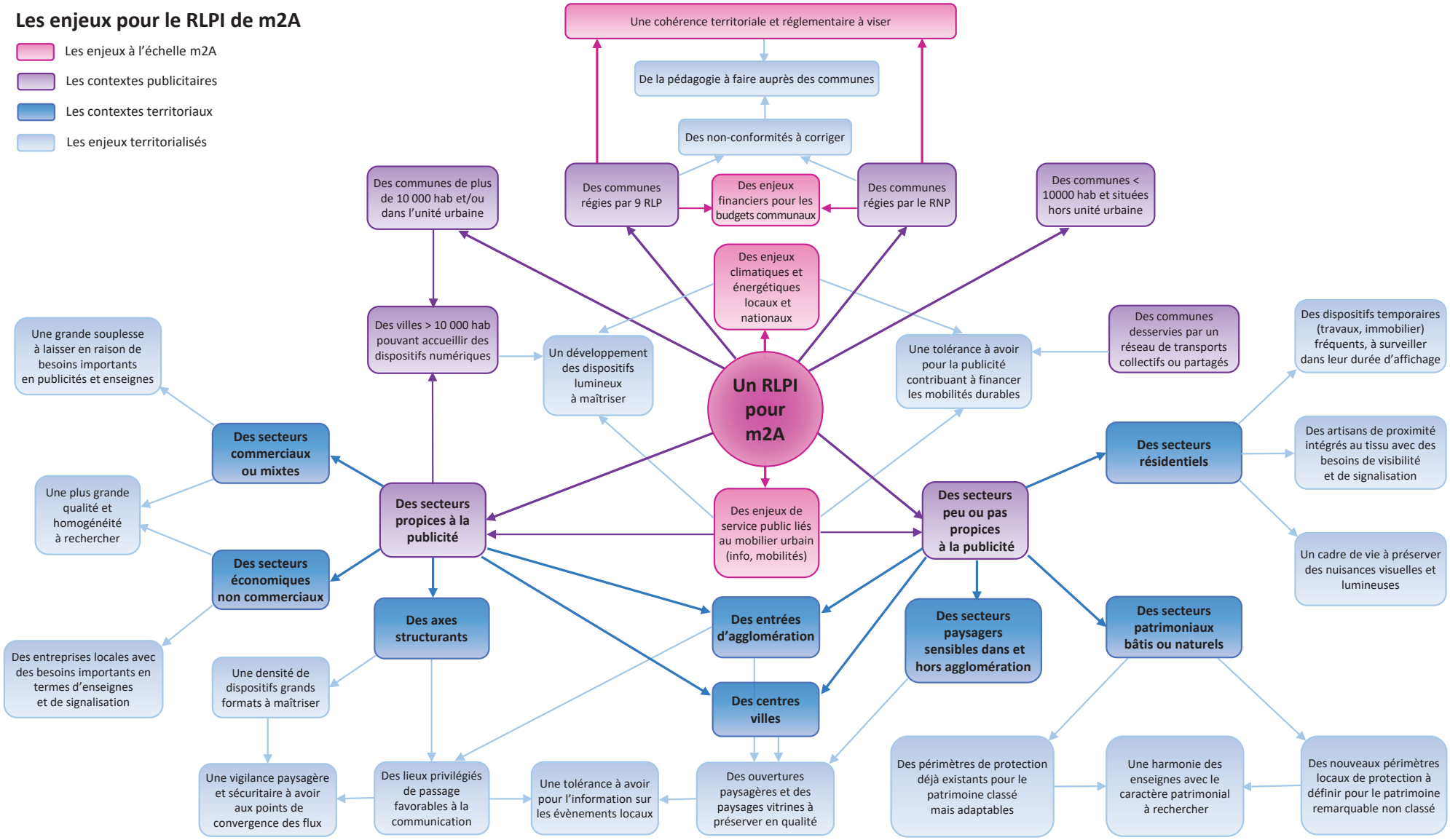




Préenseignes pour la collecte de sang et pour une manifestation locale

2. LES JUSTIFICATIONS AU REGARD DES CONTEXTES TERRITORIAUX

2.1 RAPPEL DES ENJEUX AU TERME DU DIAGNOSTIC



2.2 DES ESPACES CLASSABLES EN 3 CATÉGORIES AU REGARD DES CONTEXTES

Les secteurs propices à la publicité *

Il s'agit des :
- **secteurs commerciaux ou mixtes**
- **secteurs économiques non commerciaux**
- **axes structurants** urbains de circulation automobile.

Ce sont aujourd'hui les secteurs de l'agglomération mulhousienne où se concentrent les entreprises/commerces/services et les flux de circulation automobiles. Autrement dit, ils sont **les lieux où se trouvent aujourd'hui l'essentiel des dispositifs publicitaires existants** (publicités, préenseignes et enseignes).

Dans ces secteurs propices à la publicité, le parti du RLPI de m2A est de :
- rester sur **une réglementation souple pour les enseignes**, afin de répondre aux besoins des activités économiques,
- **distinguer les secteurs économiques non commerciaux** (zones artisanales et industrielles), pour lesquels la publicité orientée vers la vente de biens ne correspond pas à l'activité de production des biens,
- **maintenir la possibilité d'implanter des dispositifs grand format de plus de 4 m²** sur les secteurs les plus commerciaux et les plus passants,
- **améliorer en parallèle la qualité paysagère des axes structurants** en réduisant la densité des dispositifs.

Les secteurs pas ou peu propices à la publicité *

Il s'agit des :
- **secteurs paysagers sensibles**
- **secteurs patrimoniaux**
- **secteurs résidentiels**.

Ce sont aujourd'hui des secteurs de l'agglomération mulhousienne **les plus sensibles et les moins marqués par les dispositifs publicitaires**. Ils sont globalement préservés de la publicité, sauf le long de certains cours d'eau (notamment à Mulhouse) et aux abords de certains monuments. Leurs qualités paysagères et architecturales ou la quiétude résidentielle escomptée en font **des espaces à préserver de l'affichage publicitaire et à encadrer pour une qualité des enseignes**.

Dans ces secteurs pas ou propices à la publicité, le parti du RLPI de m2A est de :
- **interdire par principe la publicité**,
- **autoriser les dispositifs sur mobilier urbain** (en raison des services rendus associés),
- **autoriser les dispositifs temporaires,**
- **mieux protéger les abords des éléments patrimoniaux des dispositifs les plus impactants** (au regard des périmètres issus de la nouvelle législation, via une adaptation au contexte local).

Les secteurs à la fois propices et sensibles

Il s'agit des :
- **entrées d'agglomération** (de ville et de village)
- **centres-villes**.

Les entrées d'agglomération sont à la fois **des lieux propices pour communiquer** (publicités, préenseignes permanentes ou temporaires) car **offrant une belle visibilité** dès l'arrivée de l'automobiliste. **Pour la sécurité routière, il s'agit de ne pas encombrer ces entrées**, de sorte que les panneaux d'agglomération restent bien visibles des automobilistes et leur fassent adapter leur vitesse. Toutefois, elles sont aussi **les vitrines du territoire** en tant que premier aperçu du territoire offert à l'automobiliste, **dont il faut soigner la qualité**.
Quant aux **centres-villes**, ils sont un **lieu de concentration des enseignes, de petites publicités et de flux** de circulation tous modes. Mais ils se caractérisent aussi par **une forte identité architecturale et souvent patrimoniale** et de larges espaces publics.

Dans ces secteurs conjuguant des enjeux contradictoires, le parti du RLPI de m2A est de :
- **interdire par principe la publicité**,
- **autoriser les dispositifs sur mobilier urbain** (en raison des services rendus associés),
- **encadrer et circonscrire les publicités numériques sur mobilier urbain** en centres-villes,
- **autoriser les dispositifs temporaires** liés aux manifestations locales (contribuant à la vie locale)**,**
- **assurer la qualité et l'intégration des enseignes.**

** Publicité : à comprendre au sens large du terme, tel qu'il est entendu par le code de l'environnement (publicités, préenseignes et ensesignes)*

2.3 LES ORIENTATIONS DU R.L.P.I. ET LEUR DÉCLINAISON

ORIENTATIONS DU RLPI	ZONAGES ASSOCIÉS	RÈGLES ASSOCIÉES
1. Préserver les identités paysagères de l'agglomération mulhousienne, qu'elles soient naturelles ou bâties 1.1 Protéger les **espaces verts** et patrimoniaux, les **entrées de ville**, les **voies d'eau** et les **quartiers d'habitation remarquables**	• **Zone 3 dite « zone sensible »** définie pour des espaces paysagers urbains (parcs) et intra-urbains (ex : jardins familiaux) ou pour des quartiers mulhousiens patrimoniaux (ex: cités) ou pour les secteurs collinéaires au sud-est de Mulhouse	> Principe d'interdiction de la publicité et des préenseignes ''permanentes'' > Exception établie pour la publicité jusque 2 m² sur mobilier urbain lié aux mobilités (car publicité contributrice directe à la fourniture, la pose et l'entretien de ces mobiliers ainsi qu'au financement du service Vélocité) > Restrictions sur les enseignes : interdites en toiture et limitées en surface (15% de la façade et au plus 5 m², 5 m² au sol) pour limiter l'impact paysager. En lettres découpées 30 cm maxi sans fond (45 cm pour la 1ère) pour une intégration discrète sur les façades
	• **Sur-zonage (bande en pointillé bleu) le long des cours d'eau** et plans d'eau pour protection du paysage de leurs abords	> Sur-zonage imposant une règle particulière plus restrictive pour les publicités et préenseignes ''permanentes'' mais laissant applicables pour les enseignes les règles en vigueur dans la zone numérotée affectée > Interdiction totale de la publicité (y compris le mobilier urbain) et des préenseignes ''permanentes''. Largeur de 10 m retenue de part et d'autre, à compter du haut de la berge (tracé à l'échelle sur le plan de zonage)
	• **Sur-zonage (quadrillage rouge) pour protection des linéaires de la plupart des entrées de villes et villages** en raison de la qualité paysagère de ces espaces vitrines du territoire	> Sur-zonage imposant une règle particulière plus restrictive pour les publicités et préenseignes ''permanentes'' mais laissant applicables pour les enseignes les règles en vigueur dans la zone numérotée affectée > Principe d'interdiction de la publicité et des préenseignes ''permanentes''. Largeur de 30 m retenue de part et d'autre, à compter de l'axe central de la chaussée ou des chaussées si terre-plein séparatif (tracé à l'échelle sur le plan de zonage) > Exception établie pour la publicité jusque 2 m² sur mobilier urbain lié aux mobilités (car publicité contributrice directe à la fourniture, la pose et l'entretien de ces mobiliers ainsi qu'au financement du service Vélocité)
	• **Tous les zonages**	**Dispositions communes à tous les zonages :** > Distance minimale de 5 m à respecter entre les dispositifs (hors mobilier urbain 2 m²) et les **arbres de haute tige** (arbres > 3 m). Interdiction d'abattage ou d'élagage d'un arbre de haute tige pour assurer la visibilité d'un dispositif existant ou futur > Une seule publicité autorisée en **façade/pignon** pour limiter l'impact sur le paysage > Interdiction de la publicité dans un rayon de 100 m autour des **écoles** (maternelles, élémentaires, collèges, lycées) pour préserver les jeunes de la ''pression publicitaire''. Exception établie pour la publicité jusque 2 m² sur mobilier urbain lié aux mobilités. La distance est comptée à partir de l'entrée principale piétonne de l'établissement sur tous les axes routiers ou non permettant un accès à pied à cette entrée. > Interdiction des **bâches de chantiers et dispositifs de dimensions exceptionnelles** en raison de l'impact paysager fort liés à leurs grandes dimensions. Exception pour les dispositifs annonçant des manifestations temporaires propices à la vie locale

ILLUSTRATIONS DES RÈGLES



Supprimer les publicités grand format au pied des collines (Mulhouse, avenue d'Altkirch)



Interdire la publicité mais autoriser les préenseignes temporaires (Riedisheim, Waldeck)



Interdire la publicité mais autoriser les enseignes sur le grand site touristique d'Ungersheim



Supprimer les publicités grand format le long du canal (Mulhouse, quai de l'Alma)



Supprimer toute publicité, y compris celle sur mobilier urbain (Mulhouse, pont Nouveau Bassin)



Supprimer les publicités grand format le long des sentiers du canal (Brunstatt, écluse)



Supprimer les petites préenseignes (Morschwiller-le-Bas, entrée ouest)





Supprimer des grands formats (Wittelsheim+Mulhouse, entrée Rebberg)



Autoriser les dispositifs temporaires pour les manifestations locales



Interdire les dispositifs trop proches des arbres et l'élagage en vue de la visibilité (Morschwiller-le-Bas)



Limiter la publicité à un seul dispositif par façade (Mulhouse, rue de Soultz)



Supprimer la publicité à proximité immédiate des écoles en tolérant celle sur mobilier urbain lié aux mobilités (Illzach, Quatre Saisons)





Interdire les bâches de chantier publicitaires mais toléré si information sur le projet lié au chantier (ex 1 : Bordeaux /ex 2 : Mulhouse, Diaconat)



Dispositif exceptionnel temporaire autorisé si info manifestation (Mulhouse, musée de l'auto)

2.3 LES ORIENTATIONS DU R.L.P.I. ET LEUR DÉCLINAISON

ORIENTATIONS DU RLPI	ZONAGES ASSOCIÉS	RÈGLES ASSOCIÉES
1. Préserver les identités paysagères de l'agglomération mulhousienne, qu'elles soient naturelles ou bâties 1.1 Protéger les **espaces** verts et **patrimoniaux,** les entrées de Ville, les voies d'eau et les quartiers d'habitation remarquables	• **Sur-zonage Monument historique « Périmètre de Mise en Valeur (PMV) »** • **Sur-zonage Monument historique « Site Patrimonial Remarquable (SPR) »** • **Sur-zonage Monument historique « Site naturel »**	> Principe d'interdiction de la publicité et des préenseignes ''permanentes'' au sein des périmètres tracés au plan annexe n°3 sans notion de covisibilité > **Exception** établie pour la publicité jusque 2 m² sur mobilier urbain lié aux mobilités (car publicité contributrice directe à la fourniture, la pose et l'entretien de ces mobiliers ainsi qu'au financement du service Vélocité). Cette exception est établie dans le cadre de la faculté de ''dérogation'' prévue par l'article L. 581-8 du code de l'environnement, dans le cas de l'élaboration d'un règlement local de publicité
	• **Sur-zonage « Autre patrimoine d'intérêt local »**	> Périmètres de 100 m définis, à l'initiative des communes (hors servitude liée aux monuments historiques) autour de sites/bâtiments qu'elles jugent d'intérêt patrimonial > Principe d'interdiction de la publicité et des préenseignes ''permanentes'' au sein des périmètres tracés au plan annexe n°3 sans notion de covisibilité > **Exception** établie pour la publicité jusque 2 m² sur mobilier urbain lié aux mobilités (car publicité contributrice directe à la fourniture, la pose et l'entretien de ces mobiliers ainsi qu'au financement du service Vélocité).
	• **Sur-zonage Monument historique « Périmètre légal (rayon 500 m) »**	> Coexistence de 2 périmètres autour des monuments : le périmètre légal de 500 m et , en sus, un périmètre restreint de 100 m défini dans le cadre du RLPI > Principe d'interdiction de la publicité et des préenseignes ''permanentes'' au sein des périmètres tracés au plan annexe n°3 sans notion de covisibilité **2 exceptions** établies, comme le permet l'article L. 581-8 du code de l'environnement en cas d'élaboration d'un règlement local de publicité : > Exception au sein des 100 m pour la publicité jusque 2 m² sur mobilier urbain lié aux mobilités (car publicité contributrice directe à la fourniture, la pose et l'entretien de ces mobiliers ainsi qu'au financement du service Vélocité) > Exception à Mulhouse entre 100 et 500 m pour la publicité y compris numérique jusque 2 m² sur mobilier urbain (car petits formats supports d'information municipale) ainsi que pour la publicité implantée sur 8 axes structurants désignés (car règle de réduction de la densité déjà définie pour ces axes classés en zone 1)

ILLUSTRATIONS DES RÈGLES



Supprimer les publicités au sein des Périmètres de Mise en Valeur du patrimoine (Rixheim, abords Commanderie)





Interdire la publicité dans les Secteurs Patrimoniaux remarquables (SPR) sauf mobilier urbain lié aux mobilités (Mulhouse, SPR Franklin, rue Hubner)



Continuer à préserver le site inscrit de l'Île du Rhin des dispositifs publicitaires (Ottmarsheim, centrale EDF et pont sur le Rhin)



Interdire la publicité aux abords du patrimoine local sauf si temporaire ou sur mobilier urbain lié aux mobilités (Riedisheim, abords du couvent)



Autoriser la publicité sur mobilier urbain lié aux mobilités (Riedisheim, abribus en face du Cité Hof)



Interdire la publicité aux abords des monuments historiques selon un périmètre rapproché (100 m) et un périmètre éloigné (500 m) : seul le mobilier urbain lié aux mobilités est autorisé dans les 100 m (Bollwiller, abords du château)





Supprimer des grandes publicités aux abords des monuments (Tour du Diable à Mulhouse : < 100 m en haut et entre 100 et 500 m en bas)

2.3 LES ORIENTATIONS DU R.L.P.I. ET LEUR DÉCLINAISON

ORIENTATIONS DU RLPI	ZONAGES ASSOCIÉS	RÈGLES ASSOCIÉES
1. Préserver les identités paysagères de l'agglomération mulhousienne, qu'elles soient naturelles ou bâties 1.2 Limiter les dispositifs publicitaires dans les **zones résidentielles** et les **zones d'activités économiques** non commerciales	• **Zone 2 dite « résidentielle »**	> Principe d'interdiction de la publicité et des préenseignes "permanentes" > Exception faite pour la publicité sur mobilier urbain jusque 2 m² (+ colonnes Morris) car petit format compatible avec le cadre résidentiel et car mobilier utile à la fois à l'information des habitants et à l'usage des mobilités douces > Restrictions sur les enseignes pour limiter l'impact paysager : interdites en toiture et limitées en surface (15% de la façade et au plus 8 m², 6 m² au sol) > Restrictions sur les enseignes pour une intégration discrète sur les façades en lettres découpées 30 cm maxi sans fond
	• **Zone 4.3 dite « d'activités et d'équipements publics »**	> Principe d'interdiction de la publicité et des préenseignes "permanentes" (car report possible sur la Signalisation d'Information Locale pour les préenseignes) > Exception faite pour la publicité sur mobilier urbain jusque 2 m² (car petit format à faible impact paysager et car mobilier utile à la fois à l'information des habitants et à l'usage des mobilités douces)
	• **Tous les zonages**	**Dispositions communes à tous les zonages, pour une bonne intégration architecturale, urbaine et paysagère des dispositifs :** > Interdiction des publicités sur les toutes les clôtures (aveugles ou non), y compris les dispositifs temporaires, pour limiter l'impact paysager sur l'espace public, sur des surfaces supports plutôt petites. > Interdiction des publicités sur les auvents et marquises, qui constituent des éléments d'embellissement des façades. Exception faite pour les enseignes (en raison de l'utilité de signaler l'établissement occupant le cas échéant) > Interdiction des publicités et enseignes sur les balcons (car ces derniers constituent des éléments d'embellissement des façades) > Respect par les enseignes de l'architecture du bâtiment, harmonie avec les lignes et les éléments de composition de la façade et non altération des perspectives proches ou lointaines > Harmonisation des enseignes lorsque projet d'implantation ou de restructuration d'ensembles commerciaux ou artisanaux > En cas d'établissements multiples sur une même unité foncière, un même immeuble ou un même niveau, regroupement des enseignes en un même dispositif/emplacement (sauf impossibilité technique) > Respect d'un passage minimum d'1,40 m pour la circulation des piétons et PMR

ILLUSTRATIONS DES RÈGLES




Supprimer les grands formats en secteurs inopportuns, notamment les villages (Wittelsheim , rue d'Ensisheim/Pulversheim, rue de Guebwiller)



Autoriser le petit mobilier urbain ainsi que les colonnes Morris (Kingersheim, rue de Hirschau)



Limiter la surface des publicités comme des enseignes et enseignes en lettres découpées pour une bonne intégration (Lutterbach, rue de Gaulle)



Autoriser les grands formats enseignes mais pas publicités (Richwiller)



Supprimer les préenseignes pour préférer la signalétique (Baldersheim, entrée ZA)



Supprimer les préenseignes envahissantes (Mulhouse, Parc Collines)



Chercher le regroupement et l'harmonie des enseignes pour une meilleure intégration architecturale, urbaine et paysagère (Morschwiller-le-Bas, ensemble commercial l'Arche)



Interdire les dispositifs sur balcon. Harmonie des enseignes avec la composition de la façade (Mulhouse, place de la République)



Ne pas entraver la circulation des personnes sur l'espace public (Ottmarsheim, rue du Gal de Gaulle)



Supprimer les nombreux dispositifs sur clôtures, qui impactent beaucoup l'espace public (Morschwiller-le-Bas, rue de Mulhouse). Mais avec une tolérance, sur les espaces non sensibles (zones 1, 2 et 4.1 à 4.3), pour les enseignes afin de ne pas pénaliser la visibilité des entreprises et artisans

2.3 LES ORIENTATIONS DU R.L.P.I. ET LEUR DÉCLINAISON

ORIENTATIONS DU RLPI	ZONAGES ASSOCIÉS	RÈGLES ASSOCIÉES
2. Valoriser les cœurs historiques et les centralités de l'agglomération	• **Zone 5 dite « centres villes »**	> Principe d'interdiction de la publicité et des préenseignes ''permanentes'' > Exception faite pour la publicité sur mobilier urbain jusque 2 m² (+ colonne Morris). Les centres villes sont les lieux privilégiés des déplacements doux (rôle du mobilier urbain lié aux mobilités) et les lieux denses en fréquentation de population et en animation (rôle du mobilier urbain d'info) > Respect pour les dispositifs au sol sur espace public d'un passage minimum d'1,40 m pour la circulation des piétons et personnes à mobilité réduite > Restrictions sur les enseignes pour limiter l'impact dans le paysage urbain : interdites en toiture et très limitées en surface (10% de la façade et au plus 5 m², 4 m² au sol). Limitation à un seul chevalet sur l'espace public par établissement > Restrictions sur les enseignes pour une bonne intégration architecturale : en lettres découpées 30 cm maxi sans fond (45 cm pour la 1ère lettre). Pour le Square de la Bourse à Mulhouse, installation uniquement sous les arcades > Disposition spécifique admise pour les enseignes des bâtiments publics (panneau de fond si petit)
3. Améliorer la qualité paysagère des axes structurants	• **Zone 1 dite « axes structurants »** **Nota-bene** : La règle d'interdistance du RLPI est plus restrictive que la règle de densité de la réglementation nationale (principe de proportionnalité à la longueur de l'unité foncière par tranche de 40 et 80 m, appliqué à la fois sur domaine privé ET domaine public, et sans considération des 2 côtés de la voie).	> Lieux privilégiés de passage des véhicules propices à la publicité et aux enseignes : dispositifs grands format autorisés (car à l'échelle des axes et de la visibilité utile aux automobilistes) selon les surfaces et formats prévus dans la réglementation nationale (dans/hors unité urbaine : 4m²/12m², mural/sol) > Lieux vecteurs de l'image du territoire et de son attractivité. Pour concilier enjeux de communication et enjeux paysagers, **limitation de la densité selon un principe d'interdistance de 100 m** : Distance minimale de 100m entre tous les dispositifs de plus de 2 m² sans distinction du type de dispositif (mural/sol), du lieu d'implantation (public/privé) et du côté de la rue. Pour une réduction plutôt drastique de la densité et un résultat attendu garanti (pas de publicité >2 m² à moins de 100 m les unes des autres quel que soit le contexte). **Pour guider la mise en conformité lorsque des dispositifs existants trop proches, les critères sont définis**. Dans un même périmètre de 100 m est à conserver par ordre de priorité : 1) le dispositif de type mobilier urbain (car rôle important de diffusion d'information municipale) 2) le dispositif de type mural (car impact paysager moindre et n'encombre pas l'espace public) 3) le dispositif au sol sur domaine privé par rapport à un dispositif au sol sur domaine public (car n'encombre pas l'espace public) 4) à défaut des priorités 1 à 3, le dispositif situé sur l'unité foncière ayant le plus long linéaire sur voie (car, visuellement et paysagèrement, effet de densité moindre sur une plus grande parcelle) 5) si plusieurs dispositifs restants, celui le plus éloigné d'un carrefour (pour préserver le dégagement visuel et paysager attendu en situation de carrefour, y compris pour la sécurité) > Enseignes interdites en toiture car impact paysager trop important.

ILLUSTRATIONS DES RÈGLES





Supprimer les grands formats au centre-ville pour n'autoriser que le mobilier urbain 2 m² (Mulhouse, Place Dreyfus et av. de Colmar)



Enseignes en lettres découpées exigées, sans fond et un seul chevalet par établissement (Illzach, rue de Mulhouse)



Enseignes toujours sous les arcades pour préserver l'harmonie architecturale de la place (Mulhouse, Place de la Bourse)



Autoriser les publicités grand format non numériques avec respect d'une interdistance minimale de 100 m (Mulhouse, boulevard Stoessel)





Grandes enseignes autorisées mais pas sur toiture et dans la limite d'une seule au sol par voie (Rixheim, rue de Mulhouse/rue Île Napoléon)

Application de la mise en conformité avec la règle d'interdistance :

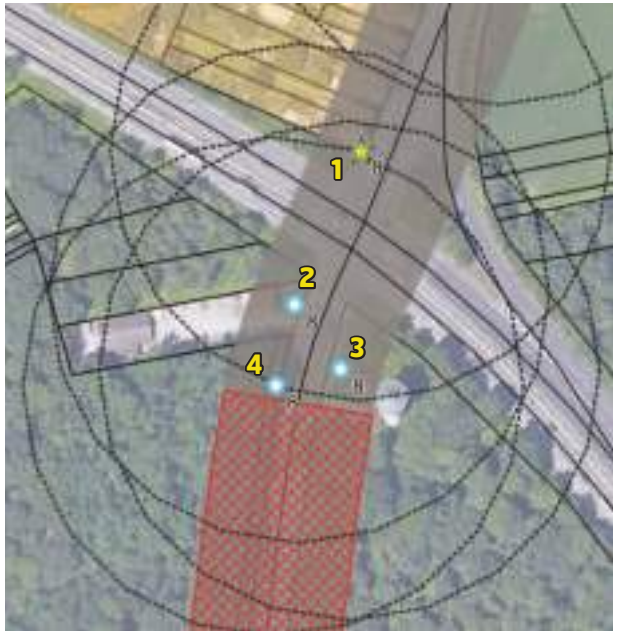
Kingersheim, carrefour du Château d'Eau : 4 publicités 8m² à moins de 100m



Dispositifs non conformes par ordre d'application des règles et des critères :

1. *Panneau numérique (car autorisé uniquement sur mobilier urbain 2m²)*
2. *Panneau devant la maison car les dispositifs n°3 et 4 sont du mobilier urbain donc ils sont privilégiés*
3. *Mobilier urbain plus proche du carrefour par rapport au mobilier n°4*





2.3 LES ORIENTATIONS DU R.L.P.I. ET LEUR DÉCLINAISON

ORIENTATIONS DU RLPI	ZONAGES ASSOCIÉS	RÈGLES ASSOCIÉES
4. Maintenir et renforcer l'attractivité des zones commerciales périphériques	• **Zone 4.1 dite « zones commerciales »**	> Principe d'une latitude maximale pour les publicités comme pour les enseignes car les pôles commerciaux majeurs périphériques sont les lieux privilégiés d'expression de la consommation. Ils sont les lieux où se concentrent les consommateurs. Les commerçants comme les afficheurs y ont un intérêt premier à communiquer et à se faire identifier des consommateurs et le consommateurs un intérêt à identifier les réponses à ses besoins : **application de la réglementation nationale** > Souci de ne pas multiplier les enseignes dans le cas d'ensembles commerciaux et de recherche d'une certaine harmonie : rédaction d'une disposition dans ce cas et dans ce sens (cf. article P dans les dispositions communes, également applicable en zone 4.1) > Enseignes autorisées sur murs de clôture (dans toutes les zones économiques 4.1 à 4.3)
5. Réduire l'empreinte carbone de la publicité en encadrant le développement des nouvelles technologies d'affichage	• **Zone 2 dite « résidentielle »** • **Zone 3 dite « zone sensible »** • **Zone 4.2 dite « zones mixtes »** • **Zone 4.3 dite « d'activités et d'équipements publics »**	> **Interdiction de tous les dispositifs numériques** (publicités et enseignes) dans les zones : • Où le cadre de vie résidentiel doivent être préservé (zone 2) • Où la sensibilité paysagère et environnementale (notamment faune) est forte (zone 3) • Où la vocation commerciale n'est pas omniprésente car vocation également tertiaire et/ou artisanale) voire absente ET/OU dans les zones où la technologie numérique n'est pas encore déployée ou non souhaitée par la commune (zones 4.2 et 4.3)
	• **Zone 5 dite « centres villes »** NB : les zones 5 ne concernent que les centres-villes de **Mulhouse et Illzach**	> **Publicité numérique seulement sur mobilier urbain de 2 m² sur les 10 tronçons d'axes listés** (pour la diffusion d'information municipale en mode numérique instantané, tout en veillant à une non extension à des dispositifs grand format aux impacts trop importants sur le paysage et l'environnement). Sur les axes listés, autorisés sur 20 m de part et d'autre de l'axe pour inclure les dispositifs existants attenants, implantés au xcarrefours avec ces axes. > **Interdiction des enseignes cinétiques**
	• **Zone 1 dite « axes structurants »**	> **Publicité numérique uniquement sur mobilier urbain de 2 m² et dans 4 villes** (pour passage éventuel à la technologie numérique pour le mobilier urbain d'information municipale, dans les villes de plus de 10000 habitants favorables au numérique, tout en veillant à la non implantation de dispositifs grand format aux impacts trop importants sur le paysage et l'environnement) > **Interdiction des enseignes cinétiques**
	• **Tous les zonages** **Nota-bene** : par la réglementation nationale, les publicités lumineuses sont interdites dans les 18 communes hors unité urbaine de Mulhouse	> **Extinction nocturne élargie** de tous les dispositifs lumineux au moins entre 23 h et 7 h (pour 3 h de plus de nuit véritable pour préserver davantage la faune et le sommeil des riverains) voire plus si dispositions communales pour l'éclairage public plus restrictives > **Choix des systèmes d'éclairage pour limiter la consommation et la pollution.** Alimentation électrique par énergie solaire si possible. > **Interdiction du clignotement des enseignes** (car agressif) sauf pharmacie de garde

ILLUSTRATIONS DES RÈGLES



Autoriser les publicités grand format, y compris numériques, sans règle d'interdistance (Illzach, Île Napoléon, route de Rixheim)



Autoriser les enseignes de grande taille ainsi qu'en toiture (Illzach, Île Napoléon)



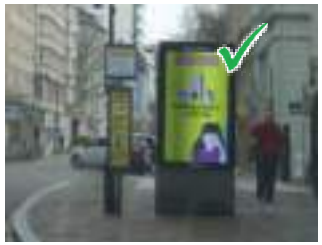


Regrouper les enseignes pour limiter la densité (Kingersheim-Wittenheim)





Supprimer/interdire les grands formats numériques en zone mixte (ex : zone commerciale Morschwiller) et sur les axes structurant (Mulhouse)





En centre ville, limiter le numérique sur mobilier urbain 2 m² seulement à certaines rues (Mulhouse, rue Pasteur / Mulhouse, rue du Couvent)

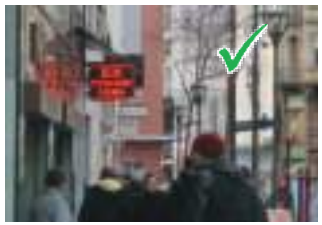








Supprimer/interdire les dispositifs numériques en zone sensible (1. Mulhouse, face à la statue du Schweidissi) et en zone résidentielle (2. Mulhouse, avenue Schumann, Nouveau Bassin)



En centre-ville, enseignes fixes admises (Mulhouse, rue du Sauvage)



Enseignes clignotantes interdites, sauf les pharmacies de garde (Mulhouse, avenue de Colmar)



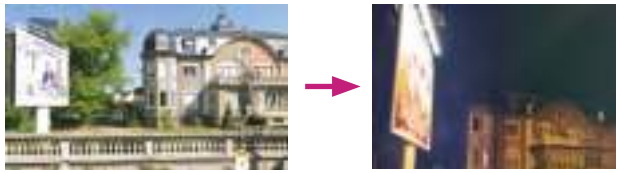
Limiter les dispositifs numériques les plus puissants et agressifs _ publicités 8 m2, enseignes fixes ou cinétiques _ aux strictes zones 4.1 et pas ailleurs (Kingersheim-Wittenheim, Mulhouse Dornach)



Augmenter la période d'extinction nocturne (Illzach, Île Napoléon)



Opter pour des systèmes économe en énergie (LED plutôt que LCD)



Alimenter les dispositifs par du solaire (Mulhouse, rue des Romains)

2.4 LA SYNTHÈSE DES RÈGLES ASSOCIÉES SELON LES ZONES

Les principales règles associées aux publicités

7 TYPES DE ZONES :

		1. Axes structurants	4.3. Zones commerciales	4.2. Zones mixtes	5. Centre ville (Mulhouse et +)	4.1. Zones d'activités et grands équipements	2. zones résidentielles	3. Zones sensibles et entrées d'agglo
Publicité non lumineuse	12m² 8m²	avec interdistance de 100m, **communes dans UU**	avec densité par unité foncière	avec densité par unité foncière	X	X	X	X
	4m²	avec interdistance 100m **mural si commune hors UU**	avec densité par unité foncière	avec densité par unité foncière	X	X	X	X
	2m²	avec densité par unité foncière **mural si commune hors UU**	avec densité par unité foncière	avec densité par unité foncière	sur mobilier urbain	sur mobilier urbain	sur mobilier urbain	X
Publicité lumineuse (non num.)	12 m²	avec interdistance de 100m,	avec densité par unité foncière	avec densité par unité foncière	X	X	X	X
	4 à 8 m²	avec interdistance de 100m,	avec densité par unité foncière	avec densité par unité foncière	X	X	X	X
Communes dans UU *	2m²	avec densité par unité foncière	avec densité par unité foncière	avec densité par unité foncière	sur mobilier urbain	sur mobilier urbain	sur mobilier urbain	sur arrêts bus, tram et Vélocité
Publicité numérique Commune >10 000 hab et favorable	8m²	X	avec densité par unité foncière	X	X	X	X	X
	2m²	sur mobilier urbain	avec densité par unité foncière	X	sur mobilier urbain	X	X	X

Les principales règles associées aux enseignes

7 TYPES DE ZONES :

	1. Axes structurants	4.3. Zones commerciales	4.2. Zones mixtes	4.1. Zones d'activités / grands équipements	5. Centre ville	2. zones résidentielles	3. Zones sensibles et entrées d'agglo
Murales	15% de la surface de la façade commerciale 25% de la surface de la façade si façade commerciale <50 m²				10% / FC et 5 m² max Lettres découpées 30cm maximum	15% de la surface de la façade commerciale 8 m² en cumulé	15% de la surface de la façade commerciale 5 m² en cumulé
Scellées ou posées au sol	12m² (si > 10 000 hab) 6m² (si < 10 000 hab)	12 m²	12 m²	12 m²	1 à 4 m²	1 à 6 m²	1 à 3 m²
Toitures ou terrasses	✗	60 m² Si activité exercée dans plus de la moitié du bâtiment			✗	✗	✗
Lumineuses	Extinction lumineuse entre 23 h et 7 h						
Numériques	Selon mêmes seuils que non numériques Enseignes cinétiques interdites	Selon mêmes seuils que non numériques	✗	✗	✗	✗	✗
Temporaires	8 m²	8 m²	8 m²	8 m²	2 m²	4 m² 8 m² (manifestations culturelles, festives ou touristiques locales)	1,5m²

Les zones 1 dites « axes structurants »

Un certain nombre d'axes routiers de l'agglomération mulhousienne sont déjà à ce jour ponctués de dispositifs publicitaires grand format, en raison de la circulation importante qu'ils drainent, circulation voiture en premier lieu mais aussi flux de transport en commun et de piétons et cyclistes. La plupart de ces axes était de ce fait classée en zones favorables à la publicité dans les RLP en vigueur.
Le RLPI a défini une largeur de 30 m de part et d'autre de l'axe de la chaussée (2 chaussées considérées si terreplein central) comme pertinente pour intégrer la largeur de l'emprise publique ainsi que les espaces privés attenants participant au paysage vu depuis l'espace public).

Le RLPI de m2A a défini en zone 1 :

1. les **principaux axes de traversée et de transit des plus grandes villes** de m2A (>10 000 hab). Quelques tronçons centraux ont été évités dans certaines villes. Ou bien pour pérenniser l'absence de dispositifs grand format (ex : Faubourg de Mulhouse à Kingersheim à hauteur de la mairie, rue de Mulhouse à hauteur de la Place de la République à Illzach, rue de Habsheim à Rixheim) ou encore pour anticiper un projet de requalification urbaine et paysagère (ex à Mulhouse : rue de Bâle depuis la Porte de Bâle, rue Jacques Preiss, voie Sud),
2. les **routes départementales desservant les grandes zones d'activités** : Bande Rhénane (RD 52), ainsi que Riedisheim/Rixheim/Habsheim/Sausheim/Baldersheim (RD 38, 66, 201 et 238) et Espace d'activités Nord du Bassin Potassique (RD 429).
3. l'**axe principal de traversée d'Ottmarsheim**, commune bourg-relais de la Bande Rhénane (RD 468).

Les zones 2 dites « résidentielles »

La majorité du territoire de m2A en superficie est occupé par des zones à dominante résidentielle. Ce sont des espaces peu marqués par les dispositifs publicitaires, dès lors qu'on s'éloigne des axes circulant. La quiétude résidentielle et la qualité du cadre de vie et du cadre architectural y sont à préserver. Lieux de résidence des habitants, elles sont en revanche à considérer comme lieu approprié pour les supports d'information à la population (mobilier urbain).



La publicité sur le mobilier urbain lié aux mobilités (arrêts de bus/tram,

Le RLPI de m2A a défini en zone 2 :

1. toutes **les zones à dominante résidentielle, hors zones définies comme sensibles** : 37 communes concernées,
2. le **centre pénitentiaire** (vocation d'hébergement) à Lutterbach.

Les zones 3 dites « sensibles »

De nombreux espaces situés en milieu urbanisé ou en frange présentent un caractère paysager marqué, avec un enjeu biodiversité ou patrimonial associé. Des secteurs urbanisés se sont également développés au fil des décennies sur des unités paysagères emblématiques du territoire. L'enjeu est de continuer à les préserver des dispositifs publicitaires peu compatibles avec l'ambiance paysagère, voire à y supprimer ceux présents le cas échéant.



Requalifier paysagèrement les rues au pied des collines (ici Mulhouse)

Le RLPI de m2A a défini en zone 3 :

1. des **sites de plein air sports/loisirs** de type golfs, campings, zones sportives, jardins familiaux, Ecomusée/Parc du Petit Prince : 12 communes concernées,
2. des **secteurs d'intérêt patrimonial**, couplés pour la plupart à des périmètres de protection : Oelenberg à Reiningue, maisons alsaciennes de Heimsbrunn, collège-lycée épiscopal de Zillisheim, certaines cités minières/ouvrières (Mulhouse, Feldkirch, Richwiller),
3. des **interstices entre espaces urbanisés** (résidentiels et/ou économiques) de type parcs, abords de cours d'eau, franges paysagères : 14 communes concernées,
4. les **secteurs résidentiels urbanisés sur les collines**: Rixheim (Entremont), Riedisheim (commune), Mulhouse (Rebberg, Coteaux et Dornach), Brunstatt-Didenheim (commune),
5. le secteur de développement pour un **écoquartier** (Rixheim/Riedisheim, Illzach).

Les zones 4.1 dites « commerciales »

Les grands pôles commerciaux périphériques de l'agglomération mulhousienne sont déjà très marqués par les dispositifs de grande taille, que ce soit des publicités scellées au sol ou de grandes enseignes en façade ou au sol, en raison de leur attractivité commerciale et de la concentration d'établissements dans des zones dédiées.



Des zones favorables aux dispositifs grands formats (Kingersheim)

Le RLPI de m2A a défini en zone 4.1 :

1. les **trois pôles commerciaux majeurs** définis comme tels dans le SCoT de la Région Mulhousienne: Wittenheim/Kingersheim (Kaligone et Pôle 430), Mulhouse Dornach et Illzach (Île Napoléon),
2. le **Parc des Expositions de Mulhouse** pour lequel un projet d'extension, rénovation et modernisation a été acté par m2A et devrait intégrer l'installation d'enseignes numériques,
3. le **supermarché Leclerc au centre de Kingersheim**, afin de permettre l'installation de dispositifs numériques le cas échéant.

Les zones 4.2 dites « mixtes »

Un certain nombre de secteurs commerciaux de plus petite taille, concentrent peu de commerces et même parfois seulement un grand commerce (supermarché, hypermarché). Le plus souvent, ils se situent en outre au sein d'espaces urbains plus mixtes (résidentiels, économiques). Et pour certains secteurs commerciaux, quand bien même ils sont périphériques, le développement des dispositifs numériques n'y est pas souhaité.



Des secteurs exposés dans le grand paysage (Morschwiller-le-Bas)

Le RLPI de m2A a défini en zone 4.2 :

1. **6 secteurs de supermarchés et centre commercial en secteurs urbains mixtes** : Super U de Wittelsheim et Wittenheim, Lidl Kingersheim, Intermarché Pfastatt, Leclerc et Porte Jeune à Mulhouse ainsi que le tronçon de la RD 429 reliant le Kaligone au Pôle 430 en traversant un secteur résidentiel,
2. **3 grands secteurs commerciaux périphériques situés en entrées d'agglomération**, en bordure d'axes de voie rapide,pour lesquels la sensibilité paysagère milite pour un non-développement des technologies numériques dans ces secteurs : la Cité de l'Habitat à Lutterbach, le site Auchan à Mulhouse et enfin la partie commerciale du pôle Mulhouse/Morschwiller située en entrée du village (Arche et ZAC Hofer) ainsi que sur les hauteurs des collines (Trident et Ikea),
3. **2 secteurs économiques mixtes** à dominante artisanale/tertiaire avec quelques commerces : Pôle 201/ ZAC Espale à Sausheim et zone artisanale de Lutterbach.

Les zones 4.3 dites « d'activités et d'équipements publics »

Les autres espaces économiques du territoire ont été jugés comme présentant des enjeux en matière d'enseignes mais pas en termes d'affichage publicitaire. Il s'agit des grandes zones tertiaires,artisanales et industrielles ou encore de certains secteurs commerciaux (supermarchés) ou mixtes où l'affichage publicitaire grand format n'est pas présent ou souhaité. Répondent également à ces mêmes enjeux de grands sites d'équipements publics.



Des sites aux enjeux centrés sur les enseignes et l'info locale (Riedisheim)

Le RLPI de m2A a défini en zone 4.3 :

1. les **4 espaces économiques d'intérêt supérieur** définis comme tels par le SCoT ainsi que **40 zones d'activités d'intérêt stratégique ou de proximité** (espaces déjà urbanisés et leurs extensions éventuelles): 27 communes concernées,
2. **7 supermarchés isolés en milieu urbain** : Intermarché à Chalampé, Spar à Ottmasheim, Casino à Habsheim, Super U à Riedisheim, Super U et Norma à Brunstatt-Didienheim et Super U/M. Bricolage à Bollwiller ,
3. **4 sites d'équipements publics** : hôpitaux Émile Muller et Hasenrain à Mulhouse/Brunstatt, campus universitaire et formation à Mulhouse illberg et Coteaux et Brunstatt ainsi que le pôle de loisirs à Ottmarsheim.

Les zones 5 dites « centres-villes »

Les centres villes sont en général les lieux urbains concentrant à la fois les commerces, services et équipements, demandant de la visibilité et de l'information municipale, et le bâti le plus ancien et typique. Ils sont particulièrement fréquentés, notamment par les piétons. Les centres villes se doivent dès lors de conjuguer qualité urbaine, intensité commerciale et information des usagers. Certaines villes de m2A sont sous convention avec un afficheur pour l'installation et la gestion de mobilier urbain. Parmi elles, Mulhouse, qui dispose déjà de mobilier urbain numérique pour l'information municipale, et Illzach, qui veut se laisser la possibilité d'en installer en centre ville. Par ailleurs, certaines villes avaient déjà établi dans leur RLP des dispositions sur le lettrage pour l'harmonie et l'intégration architecturale des enseignes en centre-ville. Une typologie de zone a été définie pour ces centres-villes.



Mobilier urbain 2m² et enseignes lettrées en centre-ville (Mulhouse)

Le RLPI de m2A a défini en zone 5 :

1. le **centre-ville de Mulhouse** ainsi délimité : de la gare (incluse) au sud jusque et l'avenue Kennedy au nord (en limite du secteur patrimonial Franklin classé), de la Fonderie (secteur résidentiel inclus) et du cours de l'Ill à l'ouest jusque la rue des Bonnes Gens, Porte de Bâle et Porte jeune (incluses) à l'est,
2. le **centre-ville d'Illzach** : uniquement aux abords de la Place de la République (lieu de centralité incluant la mairie et les commerces/services de proximité) et sur le court tronçon de la rue de Mulhouse jusqu'au premier carrefour avec la rue des Vosges.

Les linéaires d'« entrées d'agglomération »

Les entrées de villes et de villages sont des espaces devant faire l'objet d'une vigilance paysagère pour leurs rôles particuliers de vitrines des communes et du territoire ainsi que d'espaces de transition paysagère entre l'urbain ou le villageois et le grand paysage rural ou périurbain. Même entre deux communes conurbées ou presque, il peut dans certains cas exister un élément naturel (ex : cours d'eau) ou paysager aménagé qui marque la transition. Les RLP communaux existants sur m2A interdisent la publicité sur un linéaire arbitraire de 100 m à compter du panneau.



Entrée de ville négativement marquée par la publicité (Richwiller)

Le RLPI de m2A a défini comme critères pour les entrées d'agglomération et la délimitation de leur linéaire :

1. le **contexte paysager local** (présence d'éléments naturels et/ou paysagers significatifs, ensembles de constructions et/ou clôtures qualitatifs, espace plus exposé à la vue), que cela soit en situation d'entrée et aussi sur des tronçons de traversée internes (ex : Staffelfelden entre la cité et le village, Riedisheim, tronçon surplombant la voie ferrée, ou encore Didenheim la rocade ouest au sommet des collines),
2. le **positionnement du panneau** d'entrée, comme départ du linéaire, sauf sensibilité paysagère particulière en décalage avec la position du panneau (ex : entrée sud de Brunstatt, démarrage du linéaire à la fin de la contre-allée paysagère du lotissement attenant),
3. une **largeur de 30 m de part et d'autre de l'axe** (cf. justification similaire associée sur les zones 1).

Les périmètres dits « patrimoniaux »

Le patrimoine architectural et naturel contribue fortement à l'identité et la qualité paysagères de m2A et dès lors à son attractivité résidentielle et touristique. Le RLPI s'attache à préserver les secteurs patrimoniaux de la publicité et définir le cadre d'une cohabitation avec certains dispositifs néanmoins utiles (enseignes, mobilier urbain).
Ont été considérés les éléments de patrimoine protégés au titre des codes du patrimoine et de l'environnement mais aussi d'autres éléments patrimoniaux existants en secteurs urbanisés, définis d'intérêt local à l'initiative de l'équipe technique et des communes.



3 ronds-points en l'honneur de Hansi non classés mais protégés (Sausheim)

Le RLPI de m2A a défini en périmètres patrimoniaux :
les **44 monuments historiques classés** répartis sur 16 communes : matérialisation de 2 périmètres pour chaque monument, celui de 500 m prévu au code du patrimoine et un second périmètre adapté de 100 m, défini à l'initiative du RLPI comme le permet l'article L.581-8 du code de l'environnement pour une règle différenciée. La distance de 100 m retenue correspond au périmètre prévu à l'article L581-8 ainsi qu'à celui auparavant considéré dans le cadre des RLP(i) (avant le 1er janvier 2020) et qui figure dans les actuels RLP communaux sur m2A,

1. les **2 Sites Patrimoniaux Remarquables** de Mulhouse ,
2. le **site inscrit de l'Île du Rhin**,
4. **22 éléments patrimoniaux locaux** répartis sur **12** communes : églises, bâti alsacien, collège épiscopal, ...

Liste détaillée des sites et bâtiments patrimoniaux générant un périmètre de protection dans le cadre du RLPI :

Sites déjà classés au titre du Code du Patrimoine :

1. Les **44 monuments historiques classés** (voir liste détaillée en annexe 1 du diagnostic) ,
2. Le **2 Sites Patrimoniaux Remarquables** de Mulhouse : SPR Franklin et SPR Cimetière central ,
3. Le **site inscrit de l'Île du Rhin**, à cheval sur les communes de Bantzenheim, Chalampé, Ottmarsheim, Hombourg, Petit-Landau et Niffer.

NOTA-BENE :

Sur les 44 monuments historiques classés générant un périmètre de protection :

- 11 font l'objet d'un Périmètre Délimité des Abords (PDA) issu de procédures antérieures au RLPI menées de concert par les services de l'UDAP et les communes,
- 4 (sur Ottmarsheim et Steinbrunn-le-Bas) sont en cours de procédure pour un PDA,
- 29 (dont tous les monuments de Mulhouse) sont encore protégés par le périmètre de 500 m prévu par défaut par le code du patrimoine.

Ainsi, le RLPI prend le parti de considérer les PDA approuvés et ceux en cours de procédure (covisibilité effective). Et pour les 29 autres monuments de considérer 2 niveaux de protection au titre de la publicité : un niveau fort applicable sur les 100 premiers mètres et un niveau moyen applicable au-delà (jusqu'aux 500 m du périmètre légal).

Éléments patrimoniaux locaux définis, en sus, d'intérêt patrimonial à l'initiative des élus et sur leur demande :

La plupart de ces 22 éléments listés ci-contre correspondent à des éléments de patrimoine bâti marquants et identitaires situés en zone urbanisée, déjà repérés sur la carte thématique patrimoine du SCoT de la Région Mulhousienne, soit au sein du vocable « centres bourgs ou villageois anciens » (ex : églises, châteaux) , soit parmi le vocable « autre bâti patrimonial » (ex : collège épiscopal).

22 éléments patrimoniaux locaux définis, en sus, d'intérêt patrimonial par les élus lors de la procédure :

Commune	Bâtiment défini d'intérêt local	Adresse
Baldersheim	Église Saint-Pierre et Paul	1 rue de l'Église
	Hôtel-restaurant Au Cheval Blanc	27 Rue Principale
Battenheim	Église Saint-Imier	1A Rue de Ruelisheim
Bollwiller	Église Saint-Charles Borromée	rue de l'Église
	Manoir d'Argenson	4 Rue de la Synagogue
Dietwiller	Église Saint-Nicolas	57 Rue du Général de Gaulle
Morschwiller-le-Bas	Église Saint-Ulrich	3 Rue de l'Église
	Château (anciennement Zu Rhein)	6 rue des Images
Pfastatt	Église Saint-Maurice (centre)	Impasse de l'Église
	Mairie	18 rue de la Mairie
Richwiller	Église Sainte-Catherine (centre)	37 Place de l'Église
Riedisheim	Église Saint-Afre (centre)	45 Rue du Maréchal Foch
	Église Notre-Dame (ancien couvent)	1 rue de Mulhouse
	Le Cité Hof	6 rue du Maréchal Foch
Sausheim	Rond-point Hansi	Carrefour entre la RD38 et la rue de Mulhouse
	Rond point des Oies	Carrefour entre les rues de l'Île Napoléon et de Mulhouse
	Rond-point Porte Médiévale	Carrefour entre la RD38, la rue de Jean de La Fontaine et la rue de Habsheim
Wittelsheim	Église Saint-Michel (centre)	4-6 Rue d'Ensisheim, 68310 Wittelsheim
Wittenheim	Église ND des Mineurs (Cité Jeune Bois)	Place de la Libération
	Église Saint-Christophe (Cité Anna)	Rue de l'Hortensia
	Église Sainte-Marie (centre)	1 Rue du Maréchal de Lattre de Tassigny
Zillisheim	Collège Épiscopal	5 rue du Séminaire

4. LES INCIDENCES POSITIVES DU RLPI SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE PAYSAGE

27 communes sous RNP passant sous RLPI avec une réglementation plus qualitative

40% dispositifs non conformes, à supprimer ou mettre en conformité

dont **60%** des dispositifs de 4 m² et plus

208 dispositifs au moins sur Mulhouse non conformes, à supprimer/mettre en conformité

soit **35%** de l'ensemble des dispositifs

dont **161** dispositifs de 6 m² et plus

soit **72%** des grands dispositifs

16 dispositifs numériques non conformes, à supprimer ou mettre en conformité

15 communes où la totalité des dispositifs de 4 m² et plus seront supprimés

Sur la totalité des dispositifs scellés/posés au sol permanents non conformes :

96% sont des publicités

4% sont des enseignes

NOTA-BENE :
Les statistiques et décomptes indiqués concernant les dispositifs ne peuvent être considérés comme strictement exacts, en raison d'un inventaire et d'un relevé des dispositif non exhaustif. En particulier sur Mulhouse (voire sur les grandes villes), où le mobilier urbain 2m² n'a pas été systématiquement relevé.

Le RLPI élaboré pour Mulhouse Alsace Agglomération va apporter **une importante plus-value paysagère avec une très nette réduction du nombre de publicités** ponctuant les paysages urbains et ruraux du territoire.

La gamme des typologies de zonages définies, les périmètres de protections et leurs dispositions réglementaires écrites impliquent la **non-conformité de 40% des publicités à ce jour implantées sur m2A**. **Les dispositifs les plus impactants dans le paysage (de 4 à 12 m²) sont remis en cause à hauteur de 60%**.
Sur la ville centre la plus investie par les afficheurs et les publicités, **Mulhouse, plus de 200 publicités seront non conformes** dont plus de 160 dispositifs grand format et 15 dispositifs numériques.
Par la restriction des zones d'implantation et des formats possibles, **Le RLPI diminue aussi fortement les potentiels dispositifs supplémentaires à l'avenir**.

En premier lieu, les bénéfices du RLPI seront donc clairement visibles dans le paysage par **une action sur la quantité des dispositifs**, en particulier la **dé-densification** sur les axes structurants et la **revalorisation des secteurs les plus sensibles**.
Avec la réduction du nombre de dispositifs, **le bénéfice sera également environnemental par l'économie des matériaux-supports, des sources d'énergie et des gaz à effets de serre** qui ne seront plus produits à l'avenir par les dispositifs qui auront dû être supprimés.

En second lieu, **diverses dispositions veillent à améliorer la qualité des dispositifs lors de leur conception, de leur implantation et de leur fonctionnement.** Des exigences pour les publicités et les enseignes veillent à plus d'harmonie avec l'architecture, plus de mutualisation, plus d'espace de circulation sur l'espace public, plus de respect de la biodiversité, plus d'économie d'énergie.

Suite à l'approbation du RLPI, **la transition vers un usage plus modéré et raisonné des dispositifs publicitaires ne sera pas immédiate mais progressive**.
Les acteurs économiques et les collectivités auront :
- **un délai de 2 ans** pour la mise en conformité des publicités et préenseignes,
- **un délai de 6 ans** pour la mise en conformité des enseignes,

Selon les cas, les dispositifs non conformes devront être soit déposés ou déplacés (si interdits) soit remplacés (si format inadéquat). A défaut, les communes pourront mettre sous astreinte financière les acteurs économiques concernés pour inciter à une mise en conformité effective.
Les services mutualisés de m2A pourront apporter leur appui aux communes sur les procédures et démarches à mettre en oeuvre pour faciliter cette mise en application du RLPI.
Le processus d'élaboration du RLPI a été l'occasion d'un état des lieux de l'existant et de simulation de la mise en application des futures règles, avec une mise en évidence des dispositifs non conformes. Ce travail cartographique et pédagogique pourra également aider les communes à la mise en application du RLPI.

En résumé, le RLPI vise une nette amélioration du paysage et du cadre de vie de m2A, en répondant de façon ciblée et territorialisée aux différents enjeux.
Le RLPI réduit fortement sur les publicités (en particulier les grandes), qui concernent des biens à large diffusion nationale faisant l'objet par ailleurs de visibilité sur d'autres médias publicitaires (télévision, internet).
Le RLPI agit de façon nuancée et modérée sur les enseignes et les dispositifs temporaires qui contribuent au dynamisme local du territoire (entreprises locales, produits locaux, animations/manifestations).

Simulation et décompte estimatif des dispositifs non conformes au regard du projet de RLPI :

COMMUNE ET TYPOLOGIES DES DISPOSITIFS (* selon relevés réalisés et cartographiés)	NOMBRE DE DISPOSITIFS * EXISTANTS	DISPOSITIFS * NON CONFORMES PAR APPLICATION DU RLPI	PART REDUCTION DISPOSITIFS	NB DE GRANDS DISPOSITIFS * 4, 8 ou 12 M²	DISPOSITIFS * 4, 8 ou 12 M² NON CONFORMES PAR APPLICATION DU RLPI	PART REDUCTION GRANDS DISPOSITIFS
BALDERSHEIM	**15**	**11**	**-73%**	**1**	**1**	**-100%**
PUBLICITE	12	9				
ENSEIGNE AU SOL	3	2		1	1	
BANTZENHEIM	**16**	**15**	**-94%**	**3**	**3**	**-100%**
PUBLICITE	13	13		2	2	
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	2	2		1	1	
ENSEIGNE AU SOL	1					
BATTENHEIM	**20**	**6**	**-30%**	**4**	**4**	**-100%**
PUBLICITE	5	3		1	1	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	1					
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	4	3		3	3	
ENSEIGNE AU SOL	5					
BERRWILLER	**4**	**4**	**-100%**	**2**	**2**	**-100%**
PUBLICITE	4	4		2	2	
BOLLWILLER	**17**	**12**	**-71%**	**2**	**1**	**-50%**
PUBLICITE	8	8				
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	6	1				
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	6	2		1		
ENSEIGNE AU SOL	3	1		1	1	
BRUEBACH	**10**	**3**	**-30%**	**10**	**1**	**-10%**
PUBLICITE	5	3		1	1	
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	0					
ENSEIGNE AU SOL	5					
BRUNSTATT-DIDENHEIM	**102**	**37**	**-36%**	**19**	**19**	**-100%**
PUBLICITE	73	28		19	19	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	3					
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	10	9				
ENSEIGNE AU SOL	6					
CHALAMPE	**5**	**3**	**-60%**	**3**	**2**	**-67%**
PUBLICITE	2	2		1	1	
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	1	1				
ENSEIGNE AU SOL	2			2		
DIETWILLER	**17**	**13**	**-76%**	**2**	**1**	**-50%**
PUBLICITE	10	10		1	1	
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	2	2				
ENSEIGNE AU SOL	5	1		1		
ESCHENTZWILLER	**7**	**4**	**-57%**	**0**	**0**	**0%**
PUBLICITE	2	1				
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	1					
ENSEIGNE AU SOL	1					
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	3	3				
FELDKIRCH	**17**	**10**	**-59%**	**4**	**4**	**-100%**
PUBLICITE	10	7		1	1	
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	0					
ENSEIGNE AU SOL	7	3		3	3	
FLAXLANDEN	**2**	**0**	**0%**	**0**	**0**	**0%**
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	2					
GALFINGUE	**0**	**0**	**0%**	**0**	**0**	**0%**
PUBLICITE	0					

COMMUNE ET TYPOLOGIES DES DISPOSITIFS (* selon relevés réalisés et cartographiés)	NOMBRE DE DISPOSITIFS * EXISTANTS	DISPOSITIFS * NON CONFORMES PAR APPLICATION DU RLPI	PART REDUCTION DISPOSITIFS	NB DE GRANDS DISPOSITIFS * 4, 8 ou 12 M²	DISPOSITIFS * 4, 8 ou 12 M² NON CONFORMES PAR APPLICATION DU RLPI	PART REDUCTION GRANDS DISPOSITIFS
HABSHEIM	**17**	4	**-24%**	**5**	**3**	**-60%**
PUBLICITE	6			4	1	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	9			1		
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	2					
HEIMSBRUNN	**21**	**9**	**-43%**	**1**	**1**	**-100%**
PUBLICITE	4	7		1	1	
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	7	2				
ENSEIGNE AU SOL	10					
HOMBOURG	**11**	**9**	**-82%**	**3**	**3**	**-100%**
PUBLICITE	6	6		2	2	
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	3	2				
ENSEIGNE AU SOL	2	1		1	1	
ILLZACH	**137**	**18**	**-13%**	**65**	**18**	**-28%**
PUBLICITE	136	18		64	18	
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	0					
ENSEIGNE AU SOL	1			1		
KINGERSHEIM	**106**	**19**	**-18%**	**47**	**19**	**-40%**
PUBLICITE	87	19		47	19	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	4					
PRE-ENSEIGNE	10					
ENSEIGNE AU SOL	5					
LUTTERBACH	**16**	**10**	**-63%**	**10**	**10**	**-100%**
PUBLICITE	5	5		5	5	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	5					
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	0					
ENSEIGNE AU SOL	6	5		5	5	
MORSCHWILLER-LE-BAS	**23**	**15**	**-65%**	**6**	**6**	**-100%**
PUBLICITE	19	12		6	6	
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	4	3				
ENSEIGNE AU SOL	26					
MULHOUSE	**597**	**166**	**-28%**	**225**	**161**	**-72%**
PUBLICITE	409	161		225	161	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	168	5				
PRE-ENSEIGNE	16					
ENSEIGNE AU SOL	4					
NIFFER	**4**	**4**	**-100%**	**0**	**0**	**0%**
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	4	4				
OTTMARSHEIM	**58**	**24**	**-41%**	**4**	**4**	**-100%**
PUBLICITE	14	12		**2**	**2**	
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	15	7				
ENSEIGNE AU SOL	35	5		**2**	**2**	
PETIT-LANDAU	**6**	**6**	**-100%**	**0**	**0**	**0%**
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	6	6				
PFASTATT	**32**	**11**	**-34%**	**19**	**9**	**-47%**
PUBLICITE	18	11		19	9	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	1					
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	12					
PULVERSHEIM	**21**	**7**	**-33%**	**3**	**3**	**-100%**
PUBLICITE	15	4		**3**	**3**	
ENSEIGNE AU SOL	6	3				

4. LES INCIDENCES POSITIVES DU RLPI SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE PAYSAGE

Simulation et décompte estimatif des dispositifs non conformes au regard du projet de RLPI (suite) :

COMMUNE ET TYPOLOGIES DES DISPOSITIFS (* selon relevés réalisés et cartographiés)	NOMBRE DE DISPOSITIFS * EXISTANTS	DISPOSITIFS * NON CONFORMES PAR APPLICATION DU RLPI	PART REDUCTION DISPOSITIFS	NB DE GRANDS DISPOSITIFS * 4, 8 ou 12 M²	DISPOSITIFS * 4, 8 ou 12 M² NON CONFORMES PAR APPLICATION DU RLPI	PART REDUCTION GRANDS DISPOSITIFS
REININGUE	**26**	**12**	**-46%**	**0**	**0**	**0%**
PUBLICITE	21	7				
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	5	5				
RICHWILLER	**27**	**22**	**-81%**	**22**	**22**	**-100%**
PUBLICITE	23	22		22	22	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	1					
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	3					
RIEDISHEIM	**47**	**32**	**-68%**	**32**	**21**	**-66%**
PUBLICITE	38	28		32	21	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	5					
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	4	4				
RIXHEIM	**61**	**41**	**-67%**	**57**	**39**	**-68%**
PUBLICITE	55	41		52	39	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	1					
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	0					
ENSEIGNE AU SOL	5			5		
RUELISHEIM	**10**	**8**	**-80%**	**0**	**0**	**0%**
PUBLICITE	4	4				
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	2					
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	4	4				
SAUSHEIM	**17**	**8**	**-47%**	**5**	**1**	**-20%**
PUBLICITE	13	7		5	1	
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	4	1				
STAFFELFELDEN	**12**	**11**	**-92%**	**2**	**2**	**-100%**
PUBLICITE	8	8				
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	4	3		2	2	
STEINBRUNN-LE-BAS	**14**	**10**	**-71%**	**0**	**0**	**0%**
PUBLICITE	8	8				
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	6	2				
UNGERSHEIM	**10**	**7**	**-70%**	**0**	**0**	**0%**
PUBLICITE	7	7				
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	2					
ENSEIGNE AU SOL	1					
WITTELSHEIM	**23**	**11**	**-48%**	**17**	**9**	**-53%**
PUBLICITE	20	9		17	9	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	3	2				
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	0					
WITTENHEIM	**134**	**33**	**-25%**	**71**	**11**	**-15%**
PUBLICITE	114	30		71	11	
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	17					
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	3	3				
ZILLISHEIM	**22**	**14**	**-64%**	**2**	**2**	**-100%**
PUBLICITE	6	5				
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	1					
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	9	5		2	2	
ENSEIGNE AU SOL	6	4				
ZIMMERSHEIM	**9**	**4**	**-44%**	**0**	**0**	**0%**
PUBLICITE	1	1				
MOBILIER URBAIN INFO ET PUBLICITE	3					
DISPOSITIF TEMP OU DEROGATOIRE	4	3				
ENSEIGNE AU SOL	1					
Total général	**1693**	**633**	**-37%**	**646**	**382**	**-59%**
Dont dispositifs temporaires identifiés	119	69	-58%	9	8	-89%
TOTAL DISPOSITFS PUBLICITE "CONSTANTE"	**1574**	**564**	**-36%**	**637**	**374**	**-59%**

AURM
33 avenue de Colmar - 68200 MULHOUSE
Tél. : 03 69 77 60 70 - Fax : 03 69 77 60 71

Document réalisé et imprimé par :
Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) avec l'appui de l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne (AURM)

Rédaction :
Christelle BARLIER
Toute reproduction autorisée avec mention précise de la source et la référence exacte.

www.aurm.org

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION



Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI)

Règlement

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 26 septembre 2022

Le Vice-Président

Remy NEUMANN

SOMMAIRE

Préambule 4

Première partie : Dispositions communes aux publicités, aux pré-enseignes et aux enseignes sur l'ensemble du territoire de m2A 6

Chapitre I : Règles applicables aux publicités et aux pré-enseignes 7

Chapitre II : Règles applicables aux enseignes 11

Deuxième partie : Dispositions propres à chaque zone 14

Chapitre 1 : Règles applicables à la zone 1 (axes structurants) 15

Chapitre 2 : Règles applicables à la zone 2 (zones résidentielles) 18

Chapitre 3 : Règles applicables à la zone 3 (zones sensibles) 20

Chapitre 4 : Règles applicables à la zone 4 (zones économiques) 21

Section 1 : Règles applicables à la zone 4.1 (zone commerciale) 21

Section 2 : Règles applicables à la zone 4.2 (zone d'activités de type mixte) 22

Section 3 : Règles applicables à la zone 4.3 (zone d'activités et d'équipement public) ... 23

Chapitre 5 : Règles applicables à la zone 5 (zone centre-ville) 24

Glossaire 27

Le Règlement Local de Publicité Intercommunal de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) fixe des règles communes à l'ensemble du territoire de Mulhouse Alsace Agglomération et des règles spécifiques à chacune des zones.

En agglomération*, 5 types de zones sont établies. Leurs caractéristiques générales sont :

- **Zone 1 :** correspond à certains axes de circulation majeurs de l'agglomération dits structurants.
- **Zone 2 :** correspond globalement aux quartiers résidentiels au sein desquels la fonction d'habitat est prédominante.
- **Zone 3 :** correspond aux espaces dont la qualité paysagère est particulièrement sensible : espaces verts, quartiers urbains ou villageois remarquables.
- **Zone 4** : zones économiques :
    - **4.1.** correspond aux pôles commerciaux majeurs du Kaligone, du pôle 430, de Mulhouse Dornach et de l'Ile Napoléon.
    - **4.2.** correspond à des secteurs présentant une mixité entre commerces et autres activités économiques, industrielles, logistiques ou artisanales notamment.
    - **4.3.** correspond globalement aux zones d'activités non commerciales et à certains grands équipements publics ou d'intérêt collectif.
- **Zone 5 :** correspond aux centres-villes de Mulhouse et Illzach.

Ce règlement complète le règlement national de publicité (RNP). Les dispositions du code de l'environnement qui n'ont pas été modifiées par le présent règlement demeurent applicables. Après l'approbation du présent règlement, dans le cas où la réglementation nationale serait modifiée, les dispositions qui s'avéreraient plus restrictives que le présent règlement s'appliqueront en lieu et place de celui-ci, à partir de la promulgation de la nouvelle réglementation.

Sont annexés au présent règlement :

- Annexe 1 : La liste des immeubles protégés au titre du code du patrimoine (monuments historiques) et des sites protégés au titre du code de l'environnement.
- Annexe 2 : Le plan du territoire de m2A et le plan de chaque commune matérialisant et définissant les zones, qui ont valeur règlementaire : « plan de zonage » ;
- Annexe 3 : Le plan des périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine;
- Annexe 4 : Les arrêtés municipaux fixant les limites des agglomérations ;

Une définition des termes pourvus d'un astérisque se trouve dans le glossaire en fin de règlement.

Première partie :

Dispositions communes aux publicités, aux pré-enseignes et aux enseignes sur l'ensemble du territoire de Mulhouse Alsace Agglomération

Chapitre I : Règles applicables aux publicités* et aux pré-enseignes*

Article A : Publicités sur murs de clôture et clôtures, aveugles* ou non

Les publicités sont interdites sur les murs de clôtures et les clôtures, aveugles ou non.

Article B : Entrées d'agglomération

Sur le linéaire des entrées d'agglomération repérées (en traits hachurés rouge) sur les plans de zonage selon légende afférente, les dispositifs publicitaires et les pré-enseignes sont interdites sur une largeur de 30 mètres de part et d'autre de l'axe central de la chaussée.

Par exception, les dispositifs publicitaires et pré-enseignes temporaires annonçant des manifestations culturelles, festives ou touristiques locales peuvent être autorisés en entrées d'agglomération. Ils peuvent être installés trois semaines avant le début de la manifestation et doivent être retirés une semaine après sa clôture.

Par exception, la publicité sur le mobilier urbain dédié aux services de mobilité (arrêts de tramway, bus et stations vélo libre-service) est autorisée dans la limite de 2 mètres carrés maximum de surface unitaire utile par dispositif.

Article C : Publicité le long des cours d'eau

Les dispositifs publicitaires et les pré-enseignes sont interdits sur un linéaire de 10 mètres de part et d'autre des cours d'eau définis en pointillés bleus sur le plan de zonage. Cette interdiction s'applique uniquement sur les tronçons à ciel ouvert*.

Article D : Publicité et végétation arborée

Tout dispositif publicitaire doit, par sa localisation, respecter une distance minimale de 5 mètres de tout arbre de plus de 3 mètres de hauteur. Cette distance sera mesurée entre la base du pied du dispositif publicitaire la plus proche de l'arbre et le centre de la base du tronc.

En outre, il est interdit d'abattre ou d'élaguer un arbre dans le seul but d'installer un dispositif publicitaire ou d'améliorer la visibilité d'un dispositif déjà implanté. Cet article ne s'applique pas au mobilier urbain* d'une surface unitaire utile de 2 mètres carrés ou moins.

Article E : Publicités aux abords des établissements scolaires

Toute publicité est interdite le long des cheminements piétons menant à l'entrée principale des établissements scolaires, sur une distance de 100 mètres, mesurée à partir de l'entrée principale des établissements scolaires. Cette règle ne s'applique pas au mobilier urbain lié aux arrêts de transports en commun et Vélocité (ou dispositif de libre-service vélo équivalent), lorsque la publicité n'excède pas 2 m² de surface utile.

Article F : Monuments historiques, sites protégés et espaces patrimoniaux

Les dispositions prévues par l'article L.581-8, paragraphe 1 du code de l'environnement, relatives aux monuments historiques, sont levées.

Lorsque, par arrêté, la commune a défini un Périmètre de Mise en Valeur (PMV) ou un Site Patrimonial Remarquable (SPR) autour des bâtiments et immeubles protégés au titre du code du patrimoine (monuments historiques) et pour les sites naturels protégés au titre du code de l'environnement, tels qu'ils figurent sur le plan en annexe 3, toute publicité est interdite à l'intérieur de ces périmètres, à l'exception de celles installées sur les arrêts de transports en communs et les stations Vélocité (ou dispositif de vélos en libre–service équivalent).

En l'absence de Périmètre de Mise en Valeur :

- Toute publicité est interdite dans un rayon de 100 mètres autour des monuments historiques. Il en est de même pour les autres éléments du patrimoine d'intérêt local identifiés sur le plan en annexe 3. Cette règle ne s'applique pas au mobilier urbain non numérique lié aux arrêts de transports en commun et aux stations Vélocité, lorsque la publicité n'excède pas 2 m² de surface unitaire utile.

- Entre 100 et 500 mètres autour des monuments historiques, la publicité est interdite, à l'exception de celle :

    - sur mobilier urbain de 2 m² maximum de surface unitaire utile,

    - sur dispositif non numérique jusque 12 m² (cadre inclus) dans les rues suivantes de Mulhouse : Rues de Thann, Aristide Briand, François Mitterrand, Boulevard de la Marseillaise, de Colmar, Lefebvre, Alphonse Juin, Boulevard Charles Stoessel, pour leur partie située à moins de 500 m d'un monument et classée en zone 1 (axes structurants), dans le respect par ailleurs des règles applicables à la zone 1 (et notamment la règle de densité).

La liste des monuments historiques est définie en annexe 1 du règlement.

Le plan faisant apparaître les périmètres patrimoniaux figure en annexe 3.

Références : articles L.581-4 et L.581-8

Article G : Bâches publicitaires et dispositifs de dimensions exceptionnelles

Les bâches publicitaires sont interdites, y compris sur chantiers, à l'exception de celles installées lors de manifestations temporaires.

Les *dispositifs de dimensions exceptionnelles** sont interdits, à l'exception de ceux liés à des manifestations temporaires et après autorisation du Maire de la commune d'implantation.

Référence : L.581-9, R.581-55, R.581-56

Article H : Publicités murales

Une façade ou un pignon ne peut accueillir qu'un seul dispositif.

Références : R.581-22, L.581-8, R.581-22, R.581-26 à R.581-28, R.581-88

Article I : Publicités scellées au sol ou installées directement sur le sol

Les dispositifs scellés au sol ou directement posés sur le sol, situés sur le domaine public, doivent être installés de manière à ne pas nuire à la sécurité et à l'usage normal de la voie ouverte à la circulation, de la piste ou bande cyclable et/ou de l'espace du trottoir. Un passage de 1,4 mètre de largeur minimum, libre de tout obstacle, doit être préservé pour la circulation des personnes, notamment celles à mobilité réduite.

Références : R. 581-30 à R.581-33

Article J : Publicités sur auvents et marquises

Les publicités sur auvents et marquises sont interdites.

Article K : Publicités lumineuses*

K.1. Publicité numérique

La publicité numérique est autorisée dans les agglomérations des communes de Illzach, Kingersheim, Mulhouse et Wittenheim, lorsque le zonage et le règlement le permettent. Ailleurs, elle est interdite.

Références : R.581-34, R.581-37, R.581-40 à R.581-42

K.2. Horaires d'extinction des dispositifs publicitaires lumineux

Afin de limiter leur consommation énergétique, les publicités lumineuses* doivent être éteintes entre 23 heures et 7 heures.

Lorsque la commune a défini une plage horaire d'extinction de l'éclairage public nocturne plus longue que celle définie dans le présent article, les publicités doivent être éteintes aux horaires définis par la commune pour son éclairage public.

K.3. Systèmes d'éclairage

Les systèmes d'éclairage des publicités et pré-enseignes doivent être choisis de manière à limiter la consommation d'énergie et la pollution lumineuse. Les publicités numériques doivent s'adapter à la luminosité naturelle, en réduisant la puissance lumineuse durant la nuit. Les publicités lumineuses doivent privilégier une alimentation électrique par panneaux photovoltaïques.

Article L : Les pré-enseignes et dispositifs publicitaires temporaires

Il est fait application de la règlementation nationale.

Les publicités sont autorisées sur les palissades de chantiers*, à l'exception de celles implantées dans les lieux visés aux 1° et 2° du I de l'article L. 581-8 du Code de l'environnement.

Références : articles L.581-20, R.581-68 et R.581-69

Chapitre II : Règles applicables aux enseignes*

Article M : Aspect des enseignes

De par leurs dimensions, leurs formes, leur nombre, leur intensité lumineuse et leurs couleurs, les enseignes doivent respecter l'architecture du bâtiment sur lequel elles viennent se placer, s'harmoniser avec les lignes de composition de la façade et tenir compte de ces différents éléments : emplacement des baies, des portes d'entrée, porches, piliers, arcades, ainsi que tous motifs décoratifs.

Les enseignes ne doivent pas altérer les perspectives, proches ou lointaines.

Article N : Enseignes apposées sur les murs

Lorsque l'activité faisant l'objet d'une pose d'enseigne se situe uniquement au rez-de-chaussée, l'enseigne ne peut être posée qu'au rez-de-chaussée et ne doit pas dépasser le niveau du plancher du premier étage, sauf impossibilité technique et enseignes patrimoniales et remarquables.

Lorsque l'activité se situe uniquement aux étages, l'enseigne ne peut être posée qu'au niveau des étages concernés, sauf impossibilité technique.

Toutefois, dans le cas d'un immeuble accueillant plusieurs établissements, les enseignes apposées en façade, nouvellement implantées ou remplacées, doivent être préférentiellement regroupées, sur un même niveau ou un même côté du bâtiment.

Les implantations nouvelles ou les restructurations d'ensembles à vocation économique faisant l'objet d'un projet d'ensemble veillent à harmoniser les enseignes en façade et/ou toiture (implantation, aspect...).

La distance entre la partie la plus basse de l'enseigne perpendiculaire au mur et le niveau du trottoir à l'aplomb considéré doit être supérieure à 3 mètres.

Références : R.581-27, R.581-28, R.581-29, R.581-61

Article O : Enseignes sur auvents et marquises

Elles sont constituées de lettres indépendantes sans panneau de fond. La hauteur des lettres n'excèdera pas 0,30 mètres.

Article P : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol

Sur l'ensemble du territoire de Mulhouse Alsace Agglomération, les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol ne peuvent être inférieures à 1 mètre carré.

Les deux faces de ces enseignes peuvent être utilisées.

Lorsqu'elles sont simple-face, le dos des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol doit être habillé, afin de ne pas laisser apparaître les structures du dispositif.

Lorsqu'elles sont doubles faces, les enseignes ne doivent pas présenter de séparations visibles.

Par ailleurs, les implantations nouvelles ou les restructurations d'ensembles à vocation économique faisant l'objet d'un projet d'ensemble veillent, sauf impossibilité technique, à regrouper les enseignes scellées au sol des différents établissements au sein d'un dispositif unique (par exemple : totem multi-enseignes en entrée de site).

Références : R.581-64

Article Q : Enseignes lumineuses

Hors agglomération, les enseignes numériques scellées au sol sont interdites.

A l'exception des dispositifs implantés en zone 4.1, lorsque les enseignes numériques sont admises, leurs images doivent être fixes.

Le clignotement des enseignes lumineuses est interdit, y compris celui des croix des pharmacies, à l'exception des périodes de garde.

Les enseignes lumineuses doivent être éteintes entre 23 heures et 7 heures lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsqu'une activité cesse ou débute entre 22 heures et 8 heures du matin, les enseignes doivent être éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Par arrêté municipal ou préfectoral, il peut être fait exception à cette règle lors de manifestations exceptionnelles.

Lorsque la commune a défini une plage horaire d'extinction de l'éclairage public nocturne et lorsque la plage horaire est plus longue que celle indiquée dans le présent article, les enseignes doivent être éteintes aux mêmes horaires si l'activité a cessé.

Article R : Enseignes sur balcons

Les enseignes sur balcons (devant ou au-dessus du garde-corps) sont interdites.

Article S : Enseignes temporaires

Leur surface unitaire utile ne peut dépasser 1 mètre de hauteur et 1,5 mètres de largeur.

Pour les opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente, la location ou la vente de fonds de commerces, celles-ci peuvent bénéficier d'une et une seule enseigne (présentant généralement le projet) par opération. Elles doivent être retirées dans un délai d'une semaine après la fin de la période de commercialisation du bien (signature du compromis de vente pour les ventes immobilières, signature du bail pour les locations).

Leur format sera limité à un maximum de 8 m2 pour les opérations de construction, d'aménagement, de réhabilitation concernant plus de 2 lots.

Pour les ventes ou locations de deux lots ou moins, le format sera limité à 1x1,5 m.

Références : L.581-20, R.581-68, R.581-69

RLPi de m2A

Deuxième partie :

Dispositions propres à chaque zone

Chapitre 1 : Règles applicables à la zone 1 (axes structurants)

Définition de la zone 1

La zone 1 correspond à certains axes ou parties d'axes de circulation majeurs de l'agglomération dites « voies structurantes ». Son périmètre s'étend sur 30 mètres de part et d'autre de l'axe central de la chaussée ouverte à la circulation publique.

Les axes structurants concernés par la zone 1 sont repérés en gris sombre sur le plan de zonage annexé.

Article 1.1. Densité des publicités

Tout dispositif publicitaire de plus de 2 m² de surface utile doit être distant d'au moins 100 mètres de tout autre dispositif de plus de 2 m², quelle que soit la nature du dispositif (mural ou scellé au sol), le lieu d'implantation (propriété privée ou espace public) et le côté de la rue où il est implanté.

Concernant la mise en conformité des dispositifs existants, lorsque plusieurs panneaux deviennent non conformes les uns par rapport aux autres :

- Le mobilier urbain est maintenu en priorité 1 ;
- Les dispositifs muraux sont maintenus en seconde priorité ;
- Hors mobilier urbain, lorsque les dispositifs non conformes sont installés, les uns sur domaine public, les autres sur propriété(s) privée(s), le ou les dispositifs implantés sur domaine public est / sont déposés en priorité ;
- Si et seulement si les règles ci-dessus ne peuvent être appliquées, lorsque les dispositifs sont installés sur plusieurs unités foncières privées différentes, le ou les dispositifs implantés sur l'unité foncière dont la longueur bordant la voie est la plus courte est/sont déposé(s) en priorité ;
- Si plusieurs dispositifs restent non conformes sur la même unité foncière, le plus proche d'un carrefour de rues sera déposé.

Article 1.2. Publicités murales

Exception faite de la règle de densité, il est fait application de la règlementation nationale.

Références : R.581-22, R.581-26, R.581-27, R.581-28, R.581-29, L.581-8,

Article 1.3. Publicités scellées au sol ou installées directement sur le sol

Exception faite de la règle de densité, il est fait application de la règlementation nationale.

Un seul chevalet posé sur le sol peut être autorisé par établissement et par voie. Utilisable au recto et au verso, ses dimensions n'excèdent pas 1,20 mètre en hauteur et 0,50 mètre en largeur. Il ne doit pas nuire à la sécurité et à l'usage normal de la voie ouverte à la circulation publique. Hors chaussée circulée par les automobiles, un passage de 1,4 mètre de largeur minimum, libre de tout obstacle, doit être préservé pour la circulation des personnes à mobilité réduite.

Références : R.581-30 à R.581-33

Article 1.4. Publicités lumineuses* *(y compris publicités numériques)*

Hors unité urbaine de Mulhouse, toutes les publicités lumineuses sont interdites.

Les publicités numériques sont autorisées exclusivement sur mobilier urbain et uniquement dans les agglomérations des communes d'Illzach, Kingersheim, Mulhouse et Wittenheim. Leur surface maximale utile est fixée à 2 m².

Les autres publicités lumineuses, autres que celles éclairées par projection ou transparence, sont interdites.

Références : R.581-26 à R.581-33, R.581-37, R.581-42

Article 1.5. Enseignes apposées sur les murs

Il est fait application de la règlementation nationale.

Article 1.6. Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol.

Il est fait application de la règlementation nationale.

Références : R.581-33, R.581-64, R.581-64

Article 1.7. Enseignes installées sur des toitures ou des terrasses en tenant lieu

Les enseignes sur toitures ou terrasses en donnant lieu sont interdites.

Références : R.581-62, R.581-39, R.581-38, R.581-63

Article 1.8. Enseignes numériques

Les enseignes numériques cinétiques sont interdites : les images doivent être fixes.

Chapitre 2 : Règles applicables à la zone 2 (résidentielle)

Définition de la zone 2

La zone 2 correspond aux espaces urbains à dominante résidentielle. Elle est repérée en orange sur le plan de zonage en annexe.

Article 2.1. Dispositifs publicitaires et pré-enseignes muraux, scellés au sol ou directement installés sur le sol

Tous les dispositifs publicitaires muraux, scellés au sol ou installés directement sur le sol sont interdits, à l'exception des publicités d'une surface unitaire utile de 2 m² maximum supportées par le mobilier urbain et des colonnes porte-affiches du type colonne Morris.

Les publicités lumineuses autres que celles éclairées par projection ou transparence, telles que les publicités numériques, sont interdites.

Un seul chevalet posé sur le sol peut être autorisé par établissement et par voie. Utilisable au recto et au verso, ses dimensions n'excèdent pas 1,20 mètre en hauteur et 0,50 mètre en largeur. Il ne doit pas nuire à la sécurité et à l'usage normal de la voie ouverte à la circulation publique. Un passage de 1,4 mètre de largeur minimum, libre de tout obstacle, doit être préservé pour la circulation des personnes à mobilité réduite.

Article 2.2. Publicités lumineuses

Hors unité urbaine, toute publicité lumineuse est interdite.

Dans l'unité urbaine, seules les publicités lumineuses éclairées par projection ou transparence sont autorisées.

Article 2.3. Enseignes apposées sur les murs

La surface totale des enseignes en façade est limitée à 15% de la surface de la façade commerciale et ne peut en tout état de cause dépasser une surface totale cumulée de 8 mètres carrés par façade commerciale.

Lorsque la façade commerciale est inférieure à 50 m², la surface cumulée des enseignes en façade peut atteindre 20% de la surface de la façade commerciale et ne doit pas dépasser 8 mètres carrés.

Les baies commerciales sont comprises dans le calcul de la surface de référence.

Les enseignes numériques et sur bâches sont interdites.

Article 2.4. Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol

La surface d'une enseigne scellée au sol ou installée directement sur le sol ne peut être inférieure à 1 mètre carré et ne peut excéder 6 mètres carrés.

Les mâts supportant des drapeaux ou oriflammes pour la réalisation d'enseignes permanentes sont interdits.

Les enseignes numériques sont interdites.

Article 2.5. Enseignes installées sur les toitures ou des terrasses en donnant lieu

Les enseignes installées sur des toitures ou des terrasses en donnant lieu sont interdites.

Chapitre 3 : Règles applicables à la zone 3 (zones sensibles)

Définition de la zone 3 :

Elle correspond aux zones sensibles de l'agglomération : espaces résidentiels ou naturels remarquables, parcs et rues alentour.

Elle est repérée en vert sur le plan de zonage en annexe.

Articles 3.1. Dispositions relatives aux dispositifs publicitaires et aux pré-enseignes

En matière de publicités et de pré-enseignes, seuls les dispositifs non numériques sur arrêts de bus, stations de tram et stations vélocité (ou équivalent) sont autorisés, dans la limite d'une surface unitaire utile maximale de 2 m².

Article 3.2. Enseignes apposées sur les murs

La surface totale des enseignes est limitée à 15% de la surface de la façade commerciale et ne peut en tout état de cause dépasser une surface totale cumulée de 5 mètres carrés.

Les enseignes parallèles aux murs doivent être constituées de lettres ou signes découpés, sans panneaux de fond, d'une hauteur maximale de 30 cm.

Les enseignes numériques et sur bâches sont interdites.

Article 3.3. Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol

Leur surface unitaire ne peut être inférieure à 1 mètre carré et ne peut excéder 5 mètres carrés.

Les mâts supportant des drapeaux ou oriflammes sont interdits.

Les enseignes numériques sont interdites.

Article 3.4. Enseignes installées sur des toitures ou sur des terrasses en tenant lieu et sur les balcons

Elles sont interdites.

Article 3.5. Enseignes sur clôtures et sur murs de clôtures

Les enseignes sur murs et clôtures aveugles, comme non aveugles, sont interdites.

Chapitre 4 : Règles applicables aux zones économiques (zones 4)

Section 1 : Règles applicables à la zone 4.1. (zone commerciale)

Définition de la zone 4.1.

Elle correspond aux principaux pôles commerciaux de l'agglomération, hors centre-ville.

Elle est repérée en rose sur le plan de zonage en annexe.

Article 4.1.2. Dispositions relatives aux dispositifs publicitaires et aux pré-enseignes

Il est fait application de la règlementation nationale.

Article 4.1.3. Dispositions relatives aux enseignes

Il est fait application de la réglementation nationale.

Section 2. Règles applicables à la zone 4.2. (zone d'activités de type mixte)

Définition de la zone 4.2.

Elle correspond aux zones économiques qui comprennent à la fois des commerces et d'autres activités : industrielles, tertiaires, artisanales …

Elle est repérée en mauve sur le plan de zonage en annexe.

Article 4.2.1. Dispositions applicables aux dispositifs publicitaires et aux pré-enseignes.

Il est fait application de la réglementation nationale, à l'exception des publicités numériques qui sont interdites.

Article 4.2.2. Dispositions applicables aux enseignes

Il est fait application de la règlementation nationale, à l'exception des enseignes numériques qui sont interdites.

Section 3 : Règles applicables à la zone 4.3. (zone d'activités et d'équipements publics)

Définition de la zone 4.3.

Elle correspond aux zones d'activité tertiaires, artisanales et/ou industrielles ou à certains grands équipements publics : sportifs, universitaires, hospitaliers...

Elle est repérée en bleu sur le plan de zonage en annexe.

Article 4.3.1. Dispositions relatives aux dispositifs publicitaires et aux pré-enseignes

Seuls les dispositifs sur mobilier urbain d'une surface unitaire utile de 2 m² maximum sont autorisés.

Les dispositifs numériques sont interdits.

Article 4.3.2. Dispositions applicables aux enseignes

Hors cas précisé ci-dessous, il est fait application de la réglementation nationale, à l'exception des enseignes numériques qui sont interdites.

La taille des enseignes visibles depuis la D68 et la D8B1 (rocade ouest traversant les collines) est limitée à 4 % par façade et ne peut excéder 12 m².

Chapitre 5. Règles applicables à la zone 5 : centres-villes

Définition de la zone 5

Elle correspond aux centres-villes de Mulhouse et d'Illzach.

A Mulhouse, elle est incluse dans un périmètre comprenant les rues suivantes : rue du 17 novembre, quai d'Isly, la voie ferrée, le quai des pêcheurs, bld Stoessel, rue Gutenberg, av du Président Kennedy, rue de Metz, rue Louis Pasteur, rue des Bonnes Gens, rue Jean-Jacques Henner. Les rues citées ci-dessus sont partie intégrantes du périmètre. Le centre commercial « Porte jeune », situé 1 boulevard de l'Europe à Mulhouse, est classé en zone 4.2.

A Illzach, son périmètre comprend la place de la République et le tronçon de la rue de Mulhouse s'étirant de la place de la République jusqu'à la rue des Vosges.

La zone 5 est repérée en rouge sur le plan de zonage en annexe.

Article 5.1. Dispositions applicables aux publicités et aux pré-enseignes hors micro affichage

Seuls les dispositifs publicitaires sur mobilier urbain d'une surface unitaire utile de 2 m² maximum, les colonnes porte-affiches du type colonne Morris et les chevalets sont autorisés.

Un seul chevalet posé sur le sol peut être autorisé par établissement et par voie. Utilisable au recto et au verso, ses dimensions n'excèdent pas 1,20 mètre en hauteur et 0,50 mètre en largeur. Il ne doit pas nuire à la sécurité et à l'usage normal de la voie ouverte à la circulation publique. Un passage de 1,4 mètre de largeur minimum, libre de tout obstacle, doit être préservé pour la circulation des personnes à mobilité réduite.

Les publicités numériques sont interdites, sauf dans les rues suivantes :

- A Mulhouse : boulevard Stoessel, rue Gutenberg, av. Kennedy, av de Colmar, rue Louis Pasteur, av du Général Leclerc, rue de la Porte du Miroir, rue Jacques Preiss et sur les quais de la gare de Mulhouse.
- A Illzach : rue de Mulhouse et place de la République.

Cette possibilité s'applique sur une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe central de la chaussée ouverte à la circulation publique.

Les dispositifs publicitaires installés sur les quais de la gare de Mulhouse sont limités à 2 m² de surface unitaire utile. Ils peuvent être doubles.

Article 5.2. Dispositifs publicitaires de petits format intégrés à des devantures commerciales et recouvrant partiellement la baie (micro-affichage)

Il est fait application de la règlementation nationale.

Référence : R.581-57

Article 5.3. Enseignes apposées sur les murs

La surface totale des enseignes est limitée à 10% de la surface de la façade commerciale et ne peut en tout état de cause dépasser une surface totale cumulée de 5 mètres carrés.

Les enseignes parallèles aux murs doivent être constituées de lettres ou signes découpés, sans panneaux de fond, d'une hauteur maximale de 30 cm. Cette hauteur maximale est portée à 45 cm concernant la première lettre du premier mot de l'enseigne.

Les enseignes des bâtiments et services publics pourront être constituées de panneaux de fond à la double condition que le panneau soit posé de manière verticale et que sa largeur (plus petite dimension) ne dépasse pas 30 cm.

A Mulhouse, dans les rues adjacentes au square de la Bourse, les enseignes peuvent être uniquement installées sous les arcades. Chaque établissement peut disposer d'une enseigne perpendiculaire à la façade constituée d'un caisson de 0,60 x 0,60 mètres maximum ou d'une enseigne parallèle à la façade, placée en dessous de la moulure séparant le rez-de-chaussée de l'entresol.

Article 5.4. Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol

Leur surface unitaire ne peut être inférieure à 1 mètre carré et n'excède pas 4 mètres carrés.

Elles ne peuvent être autorisées que pour les établissements situés en retrait de la voie ouverte à la circulation publique et se substituent à toute enseigne perpendiculaire.

Elles sont limitées à un dispositif le long de chaque voie bordant l'unité foncière où est installée l'activité. Le dispositif n'excède pas une hauteur de 4 mètres et une largeur de 1 mètre.

Article 5.5. Enseignes installées sur des toitures ou des terrasses en tenant lieu et sur les balcons

Elles sont interdites.

Article 5.6. Enseignes sur clôtures et sur murs de clôtures

Les enseignes sur murs et clôtures aveugles, comme non aveugles, sont interdites.

RLPi de m2A

Glossaire

Définition des termes signalés

dans le règlement par un astérisque *

Agglomération : espace physique aggloméré

Arcade : Ouverture d'un arc portant sur des piédroits, des piliers ou des colonnes

Baie : Ouverture pratiquée dans un mur, arcade, porte, fenêtre, etc., close ou non.

Chevalet : Pré-enseigne ou publicité posée au sol, généralement devant un magasin. Toutefois, il constitue une enseigne lorsqu'il est posé sur le lieu de l'activité extérieure (terrasses de restaurants et de cafés…), qu'il a fait l'objet d'une autorisation d'occupation du domaine public et que ses inscriptions, formes ou images se rapportent à l'activité qui s'y exerce.

Clôture : Ouvrage dont la finalité consiste à fermer l'accès à tout ou partie d'une propriété.

Clôture aveugle : clôture ne comportant pas de partie ajourée

Clôture non aveugle : clôture constituée d'un grillage ou d'une grille ou claire-voie avec ou sans soubassement.

Dispositif de dimension exceptionnelle : dispositif dont la surface dépasse la surface maximale autorisée dans le cadre de la règlementation nationale, généralement 12 mètres carrés.

Disposition publicitaire : dispositif dont le principal objet est de recevoir ou de permettre l'exploitation d'une publicité.

Droit (d'une façade) : Partie de terrain située devant une façade, perpendiculaire à celle-ci.

Egout du toit : Il correspond à la limite ou à la ligne basse d'un pan de couverture, vers laquelle ruissellent les eaux de pluie pour aller ensuite dans une gouttière.

Enseigne : Toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à l'activité qui s'y exerce.

Enseigne lumineuse : Enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement conçue à cet effet : néons, lettres lumineuses, écrans vidéo, journal défilant…).

Etablissement scolaire : établissement d'enseignement public, ou privé sous contrat avec l'Etat, hors établissements d'enseignement supérieur.

Façade aveugle : façade sans baie ou comprenant une baie d'une surface inférieur à 0,5 mètres carrés.

Marquise : Auvent vitré composé d'une structure métallique, au-dessus d'une porte d'entrée ou d'une vitrine.

Mobilier urbain publicitaire :

Le mobilier urbain est une installation implantée sur une dépendance du domaine public à des fins de commodité pour les usagers (poubelles, bancs publics, abris des services de transport en commun, panneaux d'informations, etc.).

Le mobilier susceptible de recevoir de la publicité est mentionné aux articles R.581-42 à R.581-47 du code l'environnement.

Il s'agit :

- Des abris destinés au public, particulièrement les usagers des services de transport de voyageurs : arrêts d'autobus ou de tramway, quais de gare, stations de taxis.
- Des kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial,
- Des colonnes porte-affiches réservées aux annonces de spectacles ou de manifestations à caractère culturel.
- Des mâts porte-affiches réservées aux annonces de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives.
- Des mobiliers destinés à recevoir des œuvres artistiques ou des informations non publicitaires à caractère général ou local. Dans ce cas, la publicité ne peut occuper plus de 50% de la surface d'affichage.

Modénature : Ensemble des éléments de moulures et d'encadrement de la façade.

Palissade de chantier : Clôture provisoire masquant une installation de chantier. Elle est constituée soit d'éléments pleins sur toute sa hauteur, soit d'éléments plein en partie basse surmontée d'un élément grillagé.

Pilier : Montant vertical en maçonnerie qui est situé de part et d'autre d'une ouverture (baie ou porte).

Porche : Espace couvert en avant de l'entrée d'un édifice.

Pré-enseigne : Toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

Publicité : Toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention. Il désigne également les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images.

Publicité lumineuse : Publicité à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse conçue à cet effet. Exemples : néons sur les toits, écrans vidéo. Les dispositifs publicitaires supportant des affiches éclairées par projection ou transparence, bien que considérés comme des publicités lumineuses, répondent au régime de la publicité non lumineuse.

Saillie : distance entre le dispositif débordant et le nu de la façade.

Surface unitaire utile : Surface exploitée du dispositif publicitaire. Elle correspond généralement à la partie visible de l'affichage publicitaire.

Surface de la façade commerciale : surface totale de la façade sur laquelle est/sont installée(s) le(s) enseigne(s).

Conformément à l'article R581-63 du Code de l'environnement, les baies commerciales sont comprises dans le calcul de la surface de référence. Les publicités qui sont apposées sur les baies commerciales ainsi que les auvents et les marquises ne sont pas décomptées dans le calcul de la surface autorisée.

Toiture-terrasse : Toiture dont la pente est inférieure à 15%.

Unité foncière : ensemble de parcelles cadastrales adjacentes appartenant à un même propriétaire ou une même indivision.

Unité urbaine : Selon la définition de l'INSEE, commune ou ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

Unité urbaine de Mulhouse

Les communes membres de m2A qui forment l'unité urbaine de Mulhouse, telle qu'elle est définie par l'INSEE sont : Baldersheim, Bollwiller, Brunstatt-Didenheim, Feldkirch, Habsheim, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse, Pfastatt, Pulversheim, Reiningue, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Sausheim, Staffelfelden, Wittelsheim, Wittenheim.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION



Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI)

Règlement - ANNEXE 1

Liste des immeubles protégés au titre du code du patrimoine et des sites protégés au titre du code de l'environnement

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 26 septembre 2022

Le Vice-Président

Remy NEUMANN

Mulhouse Alsace Agglomération 536

aurm
agence d'urbanisme de la région mulhousienne

Immeubles protégés au titre du code du patrimoine :

- Bollwiller : château de Bollwiller, av du Château
- Bruebach : maison, 8 rue de Landser
- Dietwiller : Eglise Saint Nicolas (tour-clocher de l'ancienne église)
- Eschentzwiller : Eglise Saints-Pierre-et-Paul
- Flaxlanden : maison dite maison Landwerlin
- Habsheim : Rothüs, 90 rue du Général de Gaulle
- Mulhouse :
  - Bains municipaux, 7, rue Pierre-et-Marie-Curie
  - Bâtiment Annulaire, 5-14, rue Auguste-Wicky
  - Tour du Bollwerk, également nommée Tour du cochon, rue de Metz
  - Chapelle Saint-Jean, rue Saint-Jean
  - Cours des chaines, 11-13-15 rue des Franciscains
  - Cour de Lorraine, 21 rue des Franciscains
  - Eglise Sainte Jeanne D'Arc, 77 rue Vauban
  - Eglise Médiévale Sainte-Etienne, 14 rue de la Sinne
  - L'ensemble formé par les immeubles bordant la place de la République et les rues entourant le square de la Bourse :
    - 6-8-10 et 12 rue de la Bourse
    - 46 et 48 av Clemenceau et 27 rue du Président Wilson
    - 1 rue du Havre
    - 5-7-9-11-13-15 et 17 av du Maréchal Foch
    - 6-8-10-14 et 16 av du Maréchal Joffre
    - 6-8 place de la République
  - Hôtel de Ville, 2 place de la Réunion
  - Immeuble, 44 rue des Franciscains
  - Maison Mieg, 11 place de la Réunion
  - Vestige archéologique de l'ancienne église médiévale Saint-Etienne

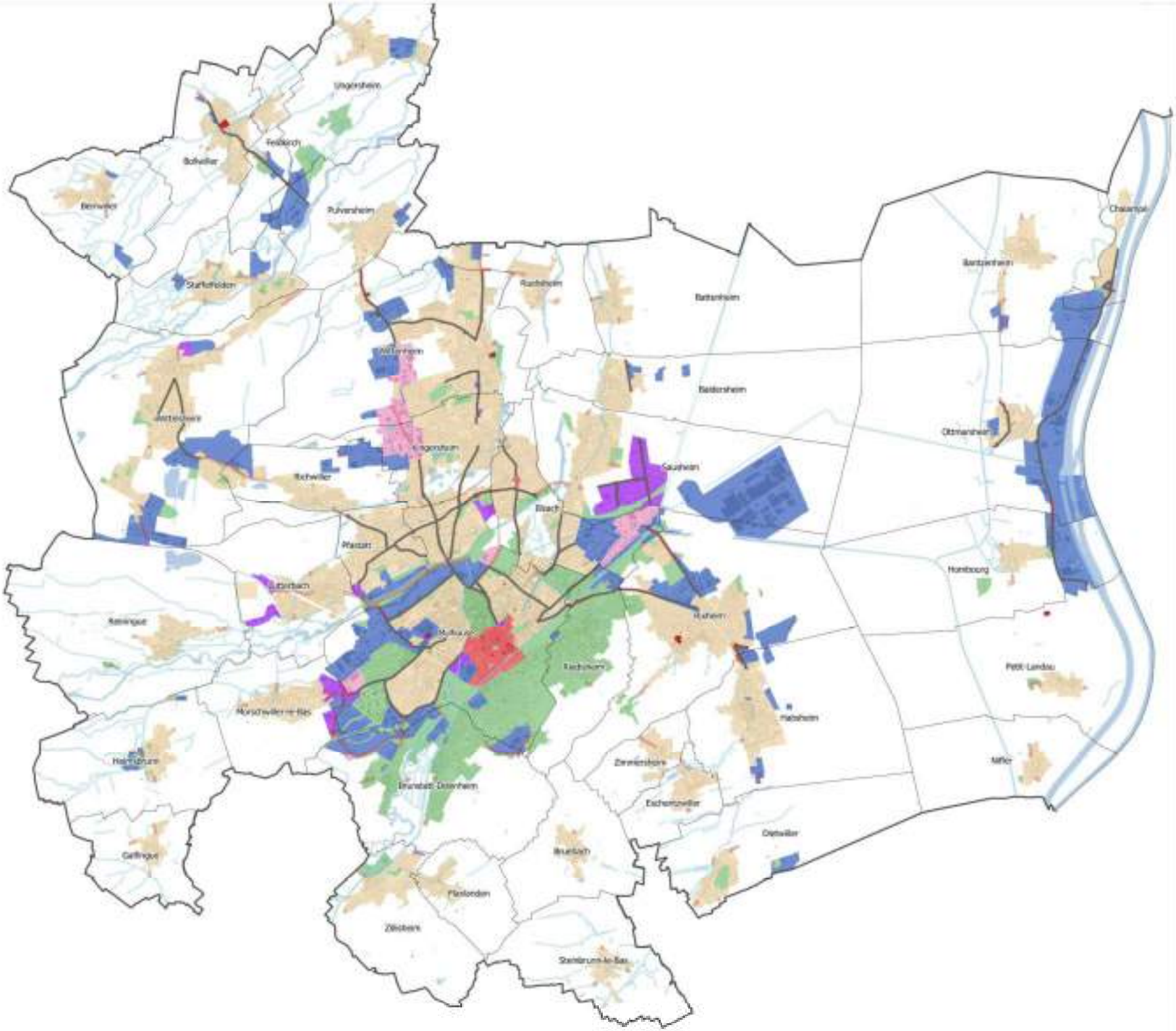
- Schweissdissi, rue de Tivoli
- Synagogue, 19 rue de la Synagogue
- Temple Saint-Etienne, 6 place de la Réunion
- Tour du Diable, rue de la Tour du Diable
- Tribunal de Grande Instance, 21 av Robert Schuman
- Tribunal d'Instance, 44 av Robert Schuman
- Réfectoire de l'usine D.M.C., 13 rue de Pfastatt

- Ottmarsheim :
  - Eglise Saints-Pierre-et-Saint-Paul, rue de l'église
  - Maison, 53 rue du Général de Gaulle
  - Chapelle Sainte-Anne du prieuré Saint-Bernard
- Petit Landau : château de Butenheim, Butenheim
- Reiningue :
  - Abbaye Notre-Dame d'Oelenberg, rue d'Oelenberg
  - Monument funéraire de Catherine Kos, rue Georges-Alter
- Rixheim : manufacture Zuber, 26-28 rue Zuber
- Sausheim : stèle Géodésique, Auf Die Landstrasse, C.D. 201
- Steinbrunn-le-Bas : Manoir
- Ungersheim : Eglise Saint-Michel, rue de l'école – rue de l'Eglise
- Wittelsheim :
  - salle des fêtes Grassegert, 111 rue de Reiningue
  - vestiaire du puit Joseph Else
- Wittenheim :
  - Chevalement du puit de mine Théodore, Mine Prince Eugène et Théodore, 27, rue du Général-de-Gaulle
  - Remise du matériel d'incendie du puit Théodore
  - Motte féodale de Rebberg Grosstueck, rue du Bourg
  - Eglise catholique Sainte-Barbe

    - Couvent cistercien de Schoenensteinbach
- Zillisheim : plate de forme et constructions attenantes de la pièce de 380.

Communes disposant, sur leur territoire, de sites protégés au titre du code de l'environnement :

- Bantzenheim, Chalampé, Hombourg, Niffer, Ottmarsheim, Petit Landau : Ile du Rhin.



Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi)

de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)

ANNEXE 2

PLAN DE ZONAGE

Document approuvé

Échelle : 1 / 30 000

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION



Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI)

Règlement - ANNEXE 2

Plans des zonages

Atlas cartographique par commune

Document approuvé

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 26 septembre 2022

Le Vice-Président

Remy NEUMANN

aurm
agence d'urbanisme de
la région mulhousienne

BALDERSHEIM
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Battenheim

Baldersheim

Sausheim

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1
  Typologie principale : axes structurants
- Zone 2
  Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3
  Typologie principale : zone sensible
- Zone 5
  Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1
  Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2
  Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3
  Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti
  (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

BANTZENHEIM
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Bantzenheim

Chalampé

Bantzenheim

Ottmarsheim

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

BATTENHEIM
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Battenheim

Ruelisheim

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

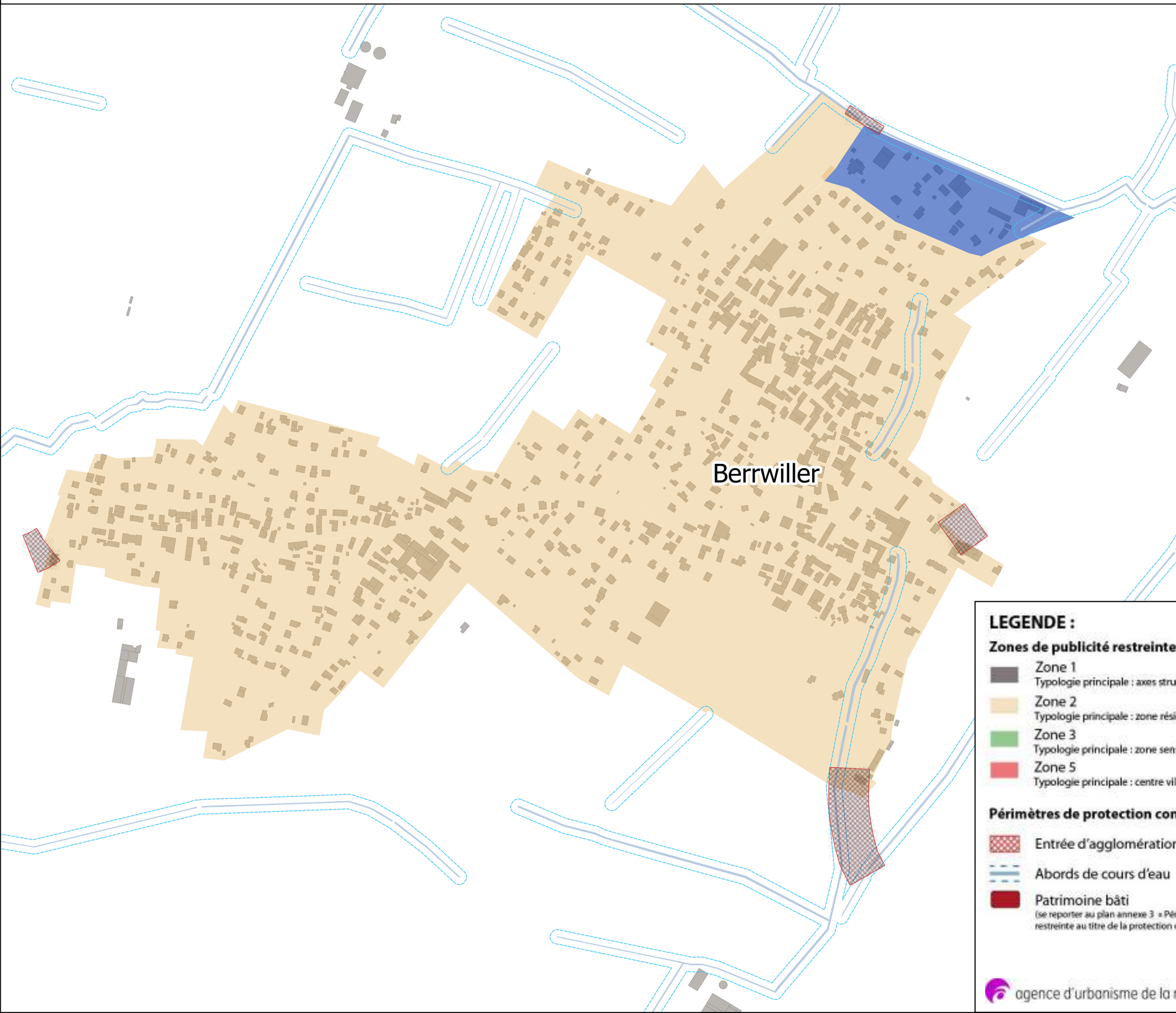
Périmètres de protection complémentaires

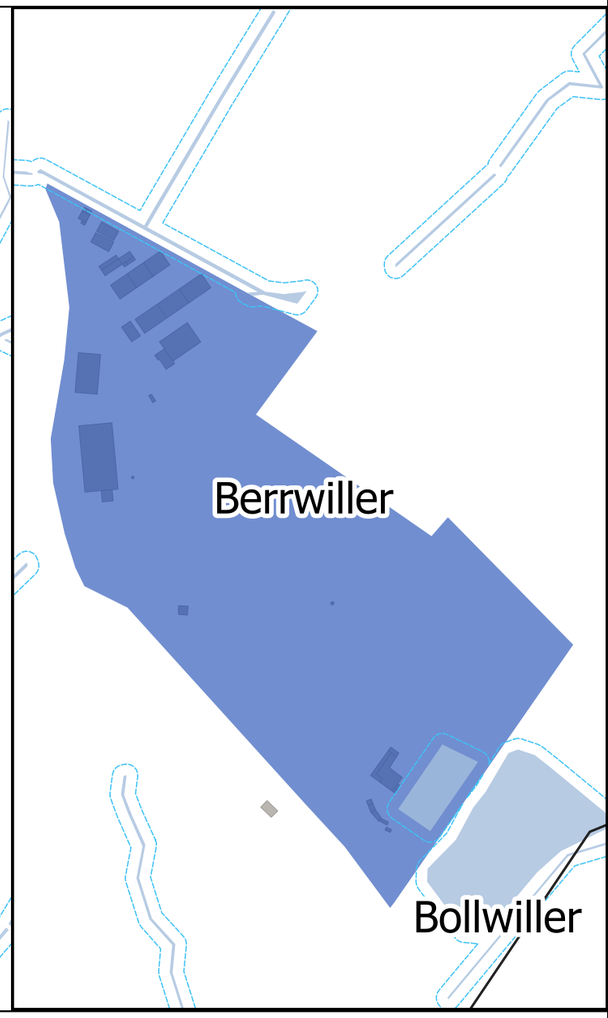
- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

BERRWILLER
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage





LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

BOLLWILLER
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Bollwiller

Feldkirch

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1
  Typologie principale : axes structurants
- Zone 2
  Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3
  Typologie principale : zone sensible
- Zone 5
  Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1
  Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2
  Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3
  Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

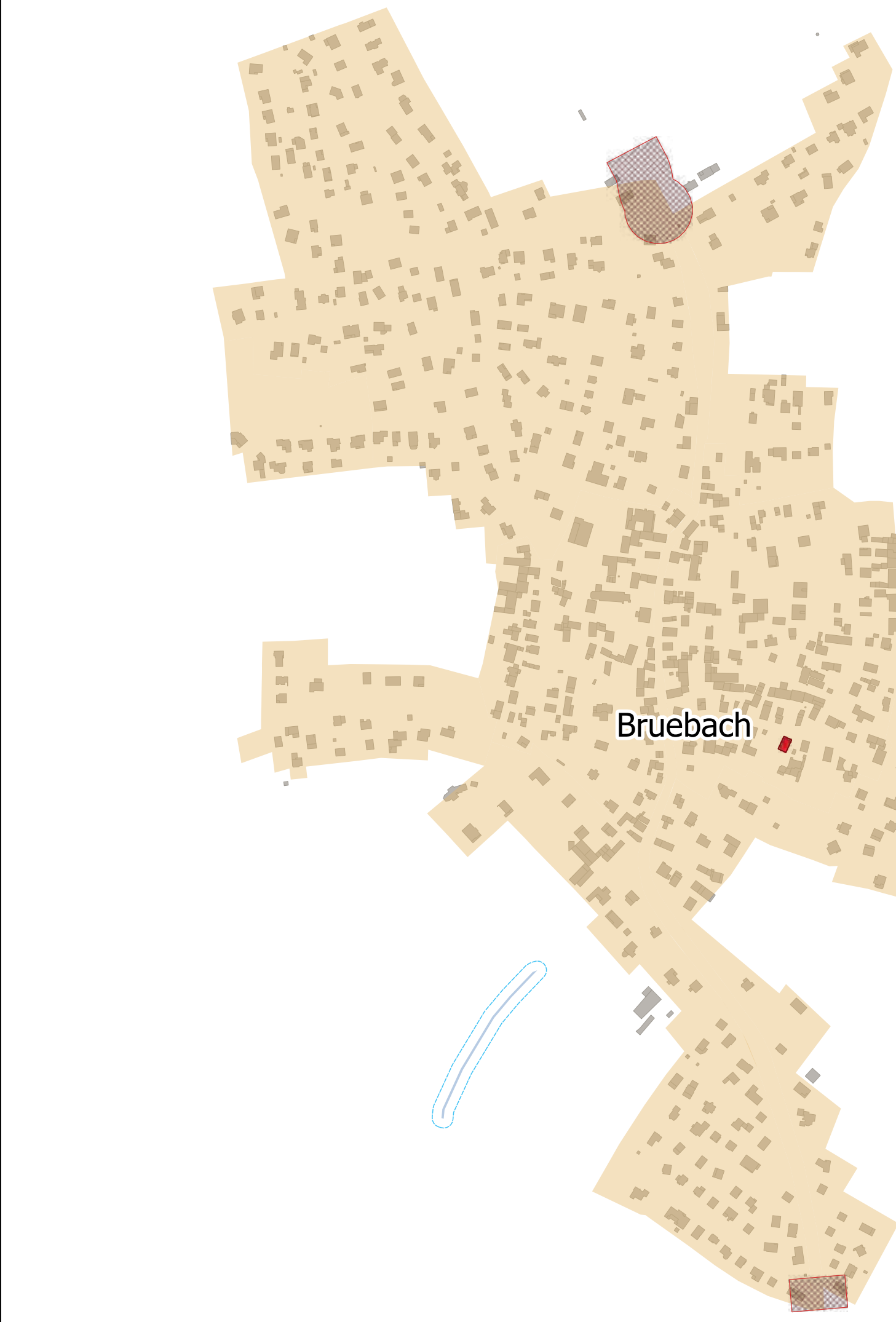
Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti
  (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

BRUEBACH
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage



LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

BRUNSTATT - DIDENHEIM
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Morschwiller-le-Bas

Mulhouse

Riedisheim

Brunstatt-Didenheim

Zillisheim

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

CHALAMPE
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Chalampé

Bantzenheim

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

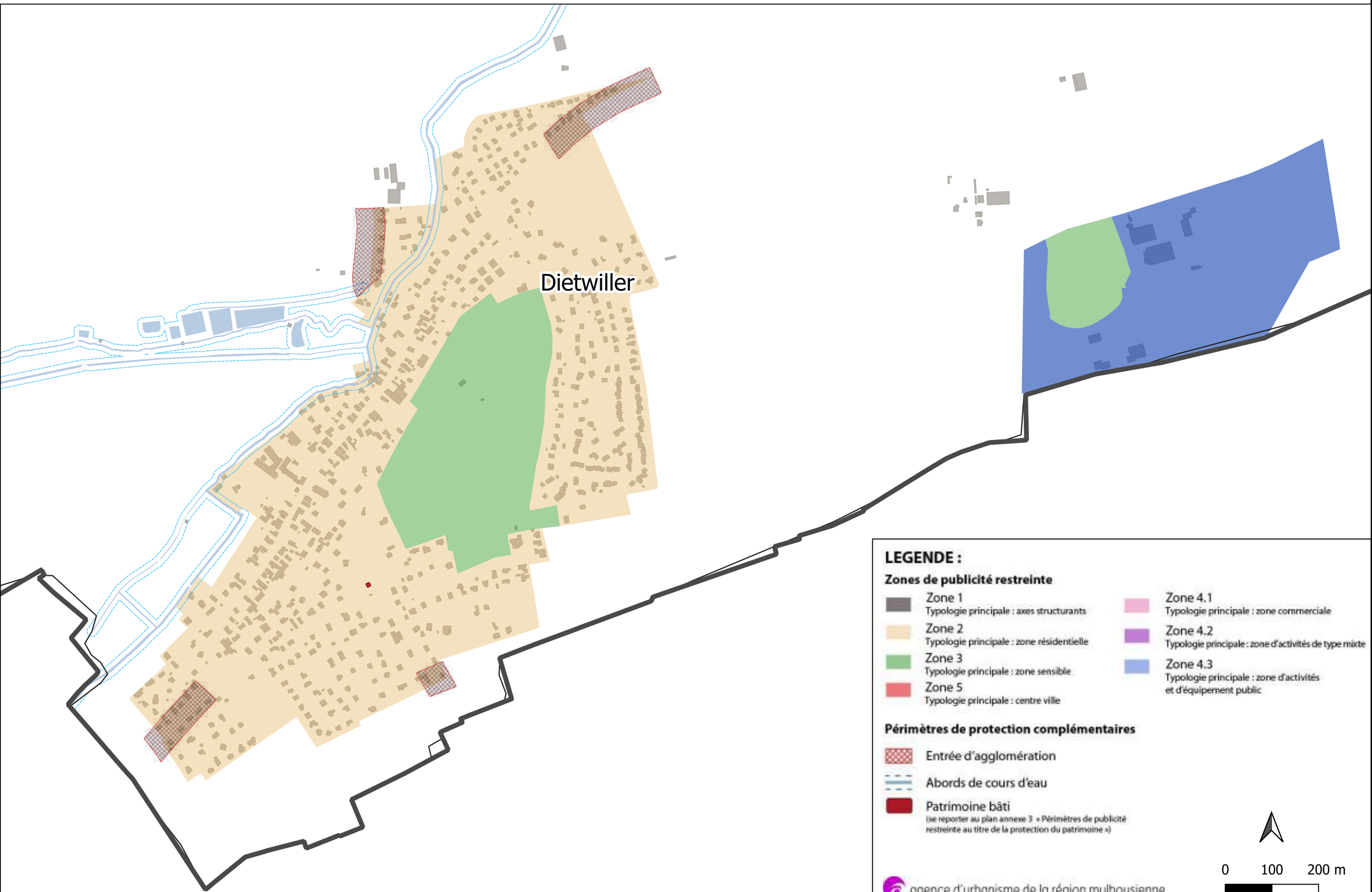
Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

DIETWILLER
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage



LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

ESCHENTZWILLER
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Zimmersheim

Habsheim

Eschentzwiller

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

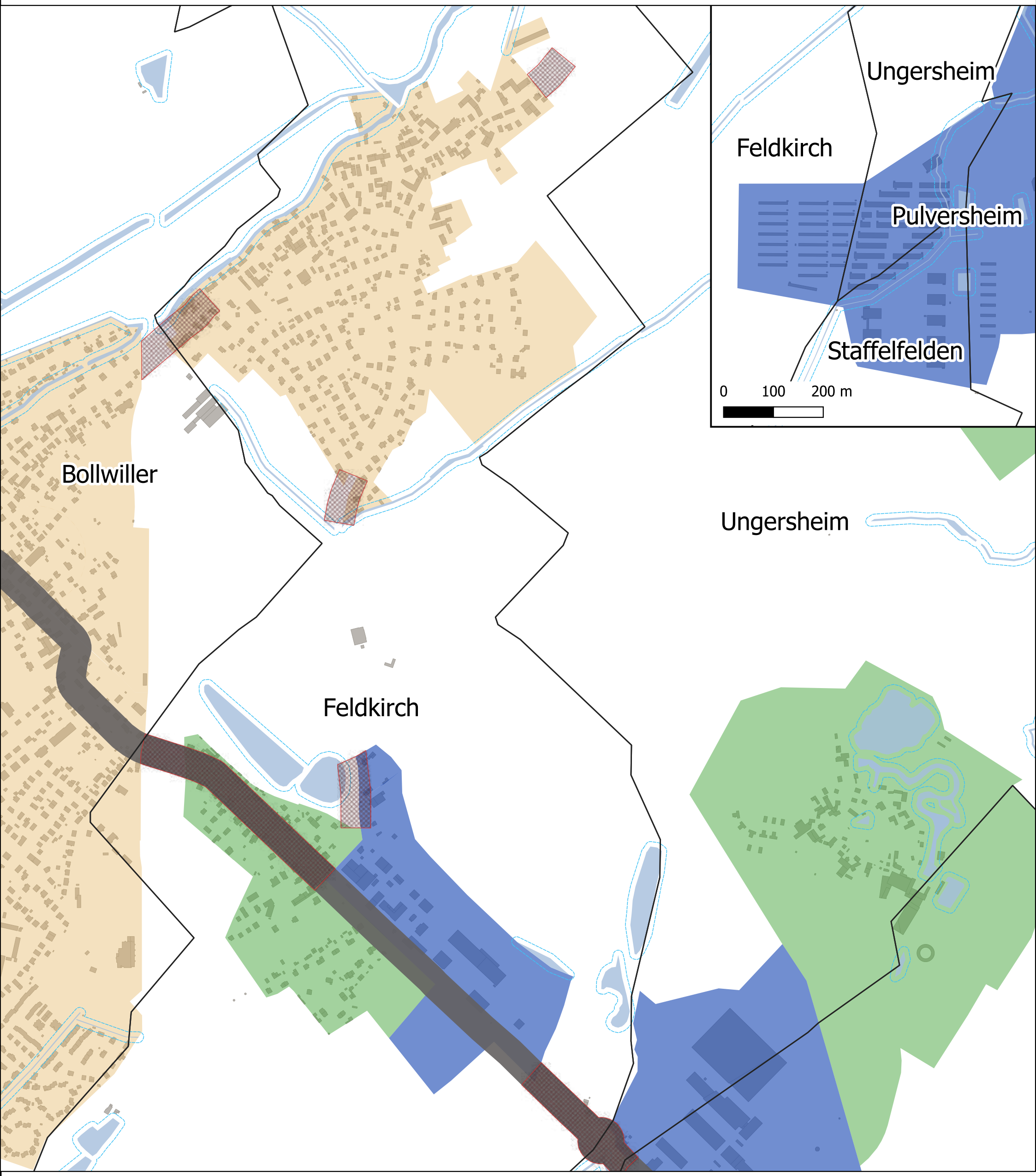
Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

FELDKIRCH
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage



LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

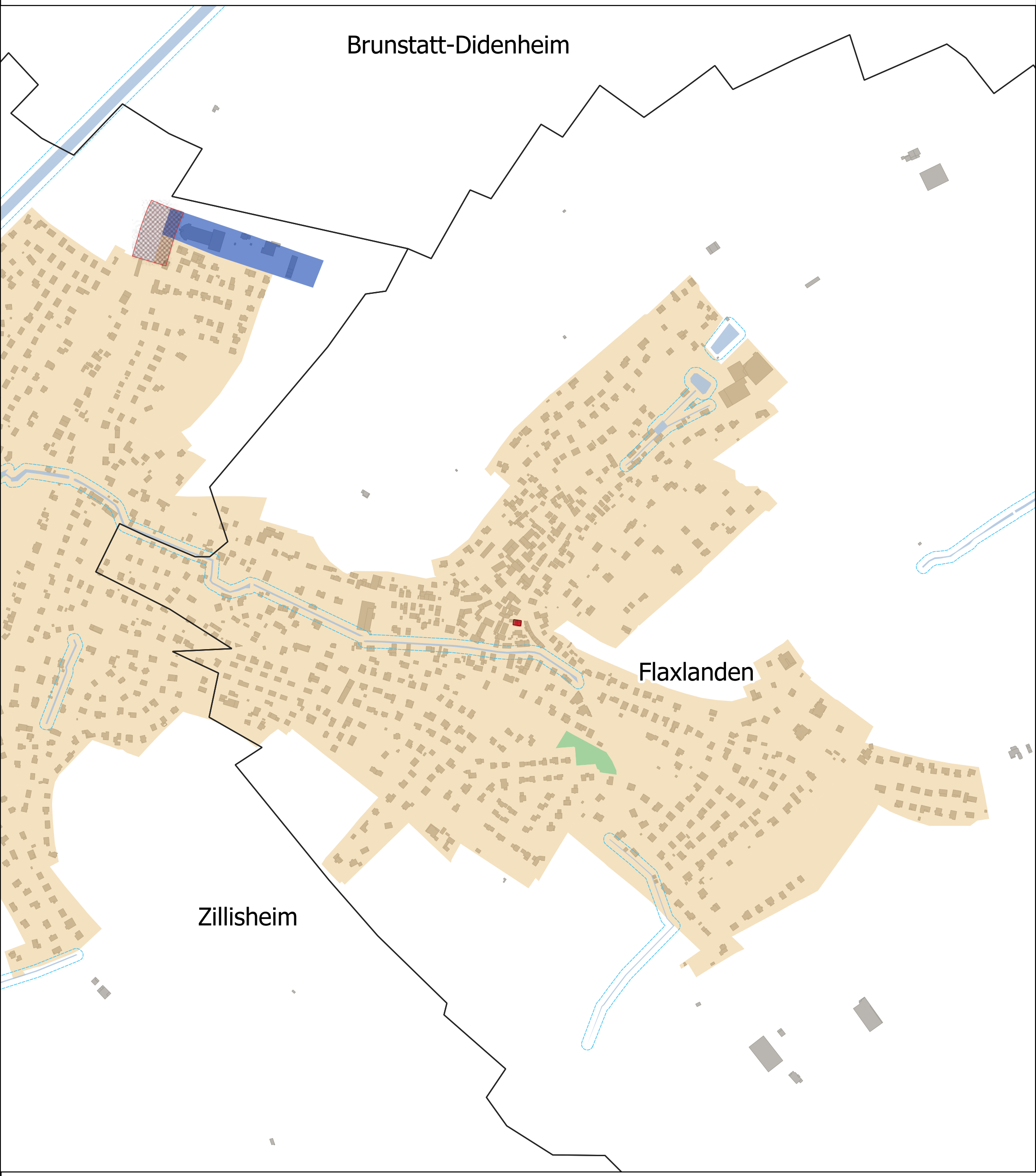
Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

FLAXLANDEN
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage



LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

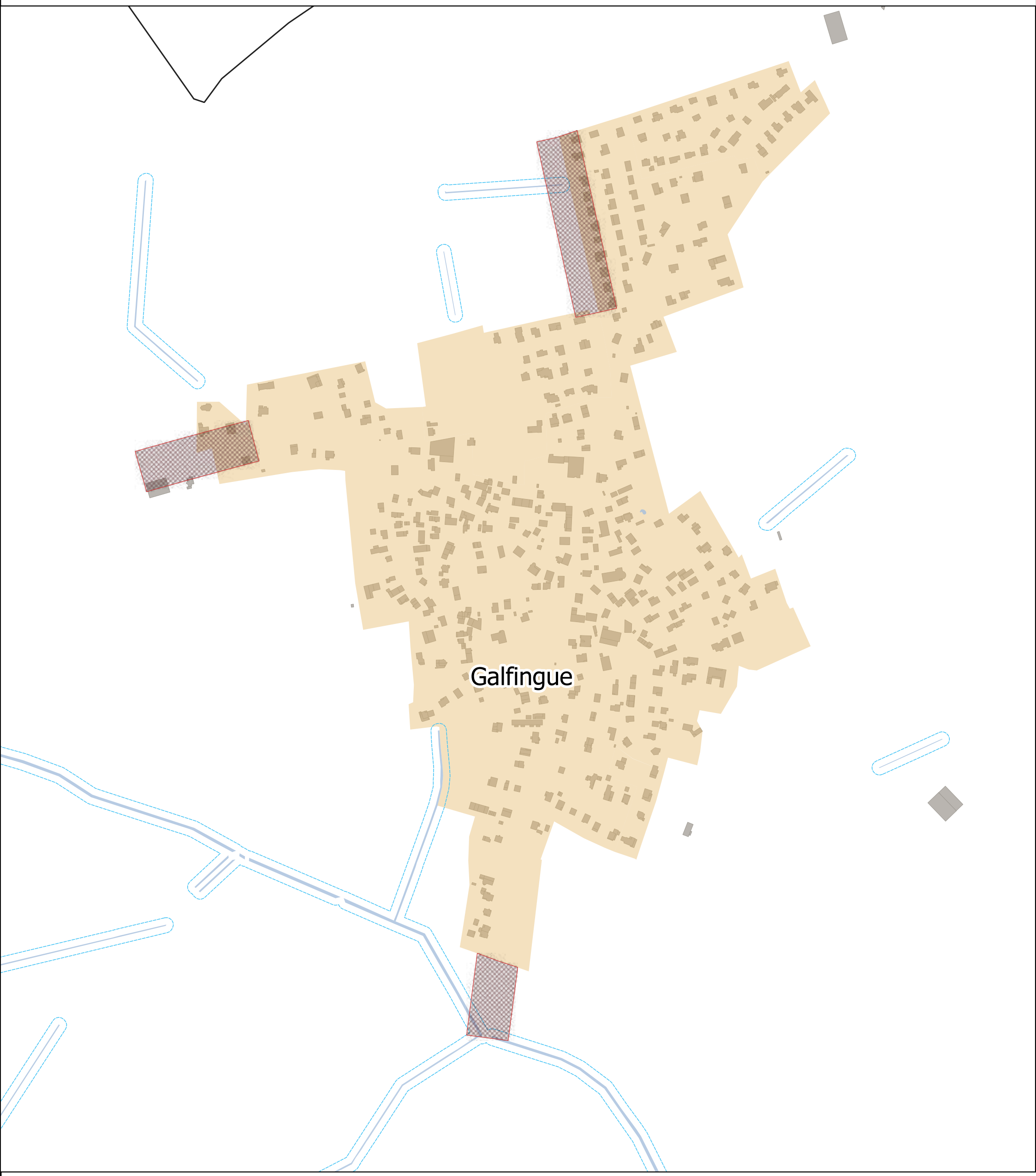
Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

GALFINGUE
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage



LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

HABSHEIM
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Rixheim

Habsheim

0 50 100 m

Rixheim

Habsheim

Zimmersheim

Dietwiller

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

HEIMSBRUNN
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Reiningue

Heimsbrunn

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

HOMBOURG
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1
  Typologie principale : axes structurants
- Zone 2
  Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3
  Typologie principale : zone sensible
- Zone 5
  Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1
  Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2
  Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3
  Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti
  (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

Ottmarsheim

Hombourg

Petit-Landau

ILLZACH Centre
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Kingersheim

Illzach

Illzach

Mulhouse

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

ILLZACH Modenheim
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Sausheim

Illzach

Mulhouse

Riedisheim

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixt
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti
  (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

KINGERSHEIM
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1
  Typologie principale : axes structurants
- Zone 2
  Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3
  Typologie principale : zone sensible
- Zone 5
  Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1
  Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2
  Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3
  Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti
  (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

Wittenheim
Kingersheim
Illzach
Richwiller
Mulhouse
Pfastatt

LUTTERBACH
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Pfastatt

Lutterbach

Reiningue

Mulhouse

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

MORSCHWILLER - LE - BAS
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Morschwiller-le-Bas

Mulhouse

Brunstatt-Didenheim

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

MULHOUSE Nord (Bourtzwiller et Drouot)
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Richwiller
Kingersheim
Illzach
Pfastatt
Mulhouse
Riedisheim

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1
  Typologie principale : axes structurants
- Zone 2
  Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3
  Typologie principale : zone sensible
- Zone 5
  Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1
  Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2
  Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3
  Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti
  (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

MULHOUSE Centre et Sud (Rebberg)
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Mulhouse

Riedisheim

Brunstatt-Didenheim

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1
  Typologie principale : axes structurants
- Zone 2
  Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3
  Typologie principale : zone sensible
- Zone 5
  Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1
  Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2
  Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3
  Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

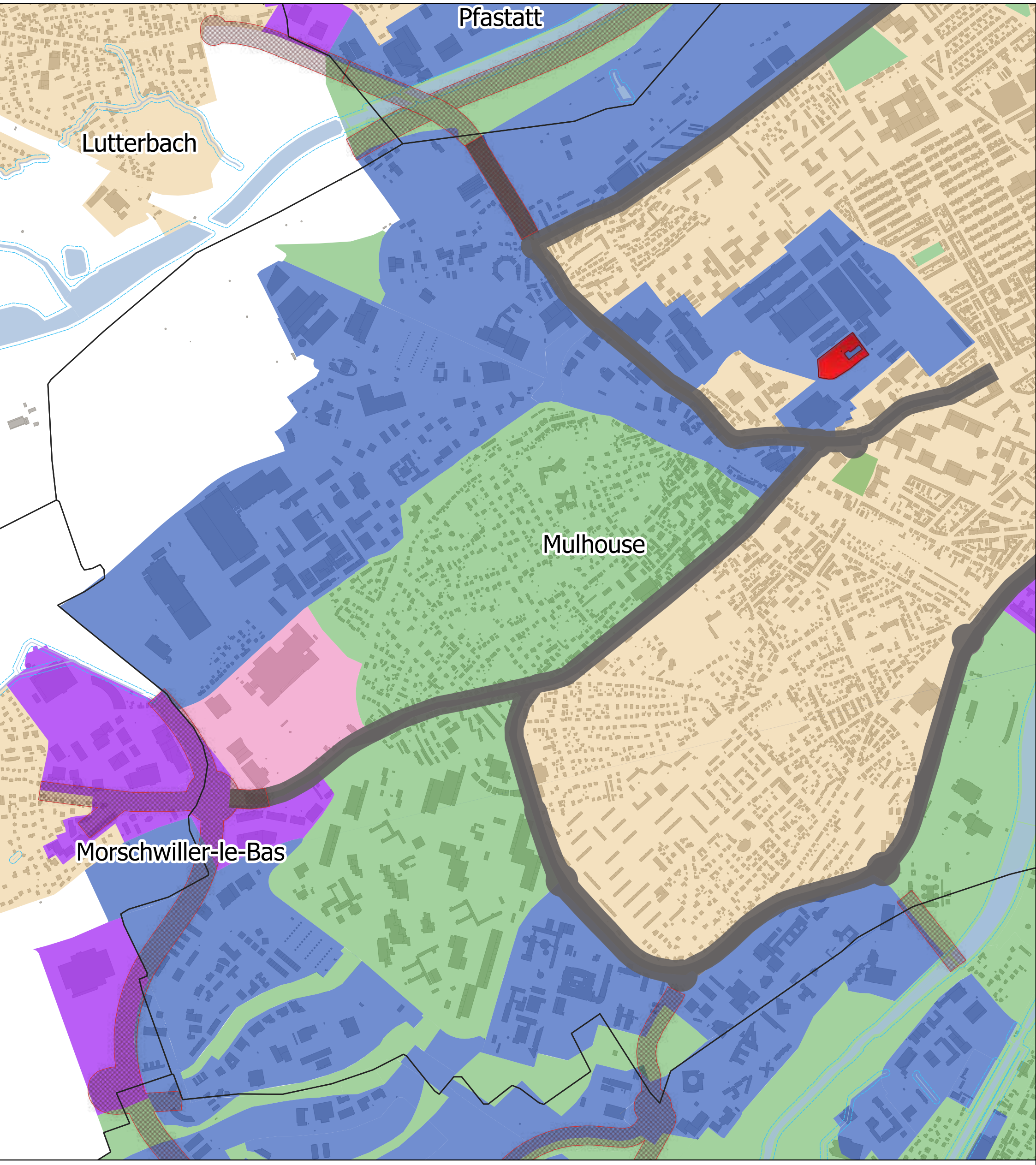
Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti
  (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

MULHOUSE Ouest (Dornach)
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage



LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

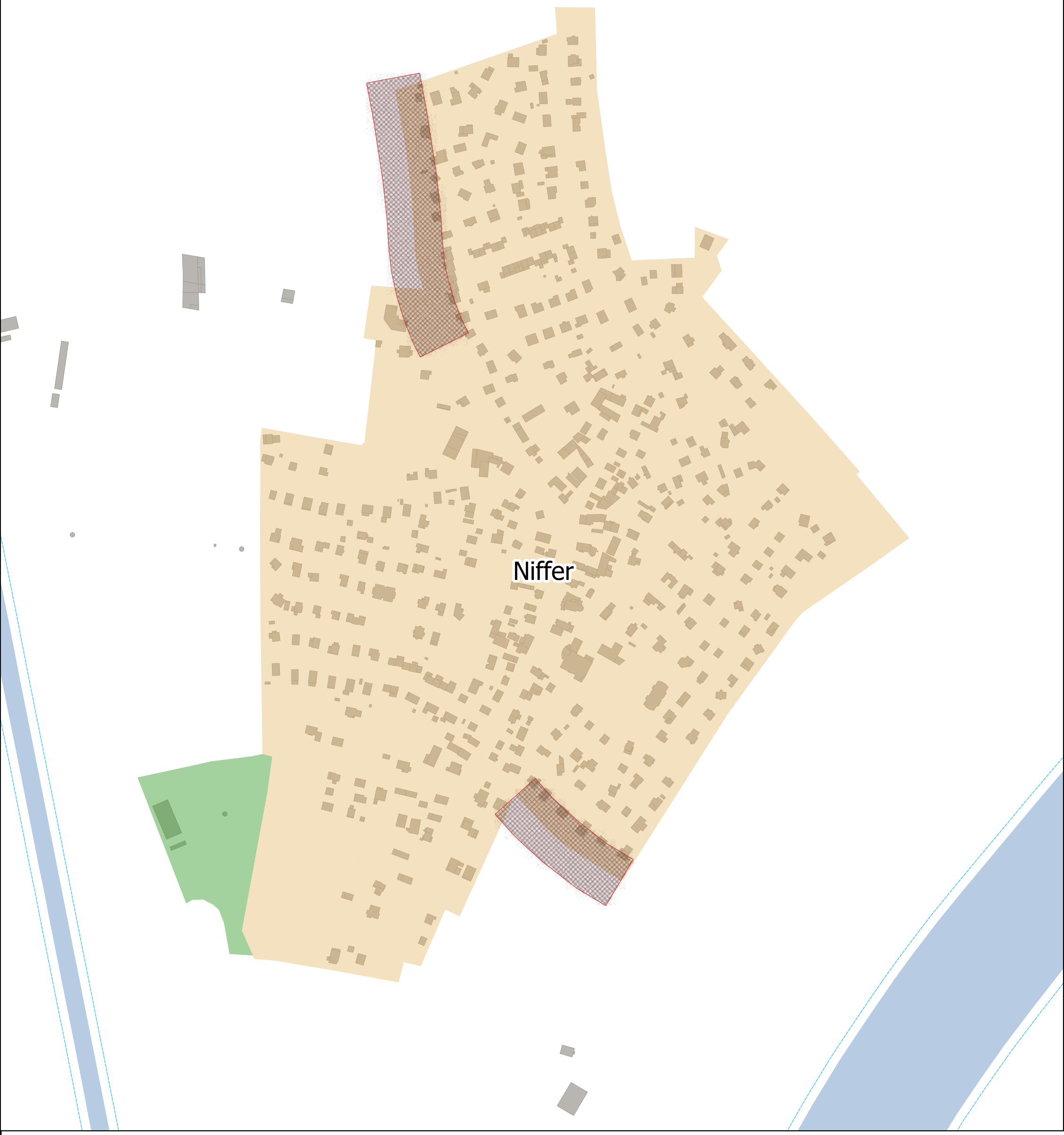
Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

NIFFER
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage



LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

OTTMARSHEIM
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Ottmarsheim

Hombourg

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1
  Typologie principale : axes structurants
- Zone 2
  Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3
  Typologie principale : zone sensible
- Zone 5
  Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1
  Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2
  Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3
  Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

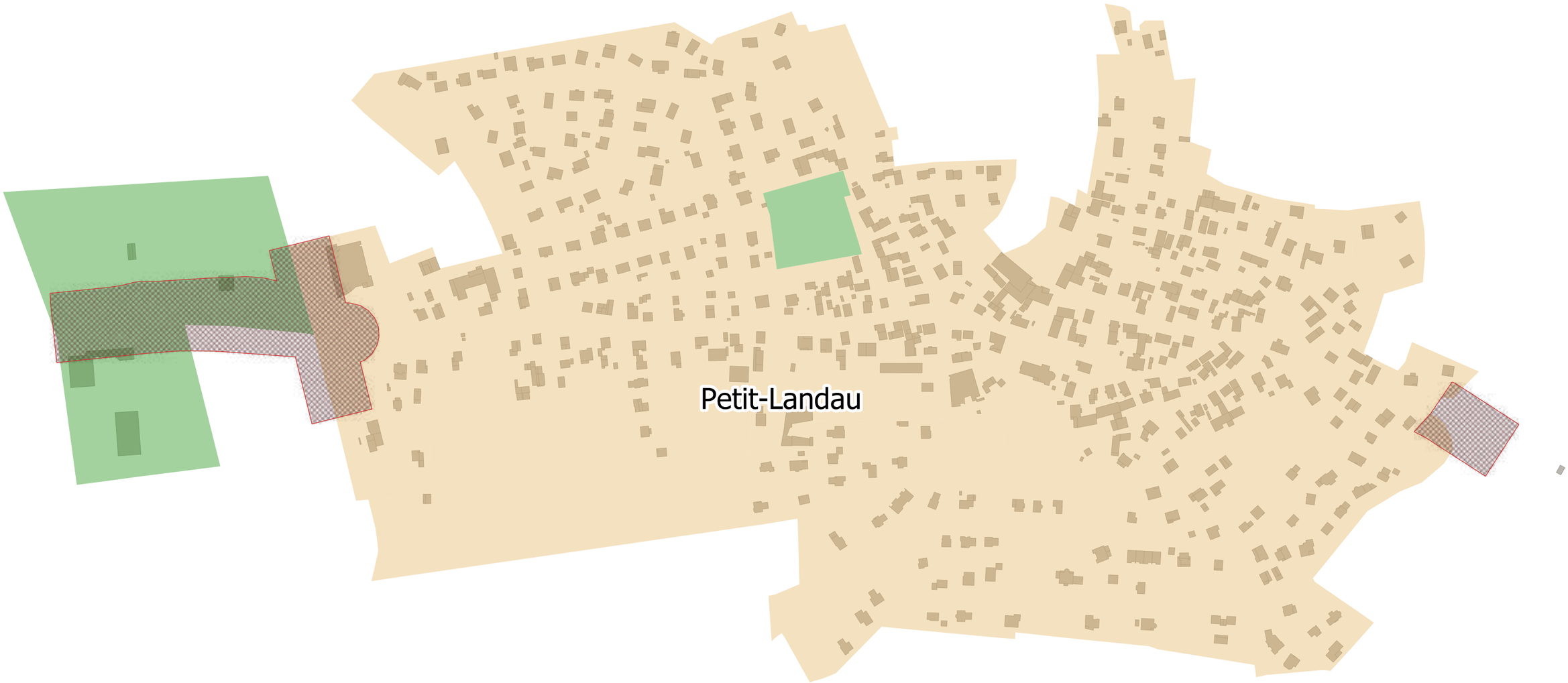
Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti
  (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

PETIT - LANDAU
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage



LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

PFASTATT
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Richwiller

Pfastatt

Lutterbach

Mulhouse

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

PULVERSHEIM
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Feldkirch

Ungersheim

Pulversheim

Staffelfelden

Wittenheim

0 100 200 m

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1
  Typologie principale : axes structurants
- Zone 2
  Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3
  Typologie principale : zone sensible
- Zone 5
  Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1
  Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2
  Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3
  Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

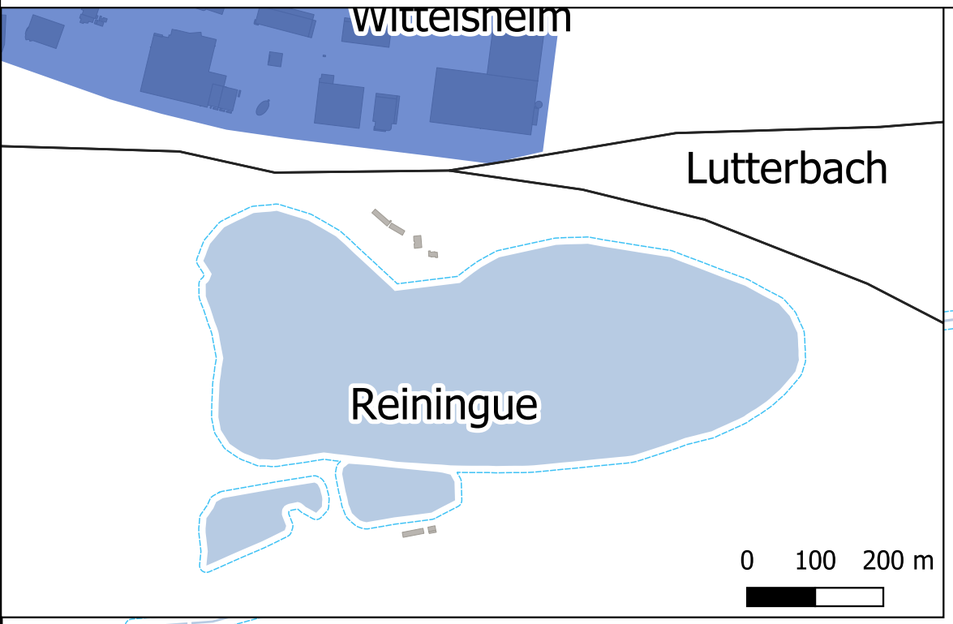
Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti
  (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

REININGUE
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage



RICHWILLER
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Wittenheim

Kingersheim

Wittelsheim

Richwiller

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

RIEDISHEIM
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Illzach

Mulhouse

Riedisheim

Rixheim

Brunstatt-Didenheim

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1
  Typologie principale : axes structurants
- Zone 2
  Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3
  Typologie principale : zone sensible
- Zone 5
  Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1
  Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2
  Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3
  Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Ecoles
- Patrimoine bâti
  (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

0 50 100 m

RIXHEIM
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Sausheim

Illzach

Rixheim

Riedisheim

Zimmersheim

Eschent

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

RUELISHEIM
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Ruelisheim

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1
  Typologie principale : axes structurants
- Zone 2
  Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3
  Typologie principale : zone sensible
- Zone 5
  Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1
  Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2
  Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3
  Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

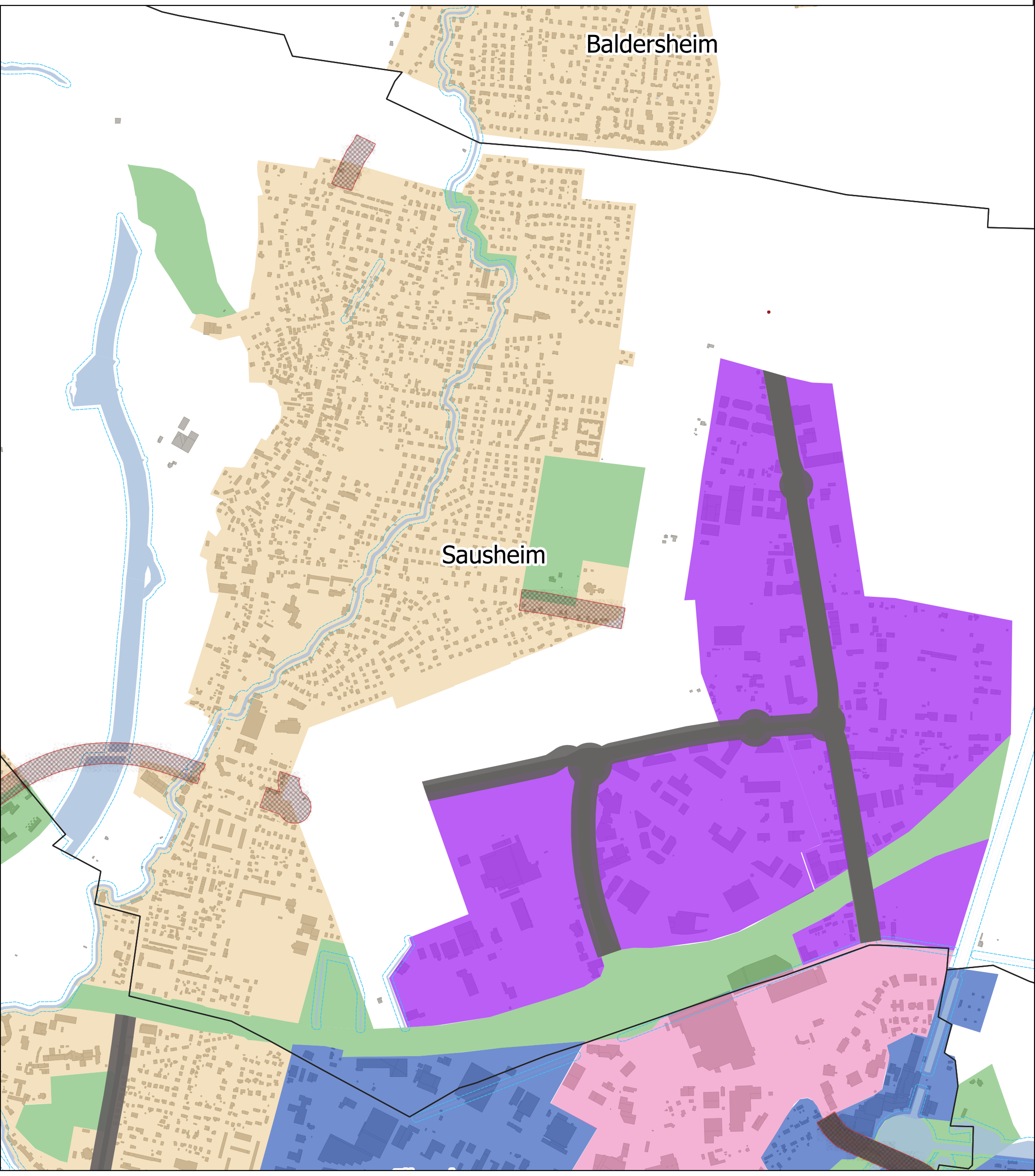
Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti
  (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

SAUSHEIM
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage



LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

STAFFELFELDEN
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Bollwiller

Pulversheim

Staffelfelden

Wittelsheim

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1
  Typologie principale : axes structurants
- Zone 2
  Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3
  Typologie principale : zone sensible
- Zone 5
  Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1
  Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2
  Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3
  Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti
  (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

STEINBRUNN - LE - BAS
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Steinbrunn-le-Bas

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

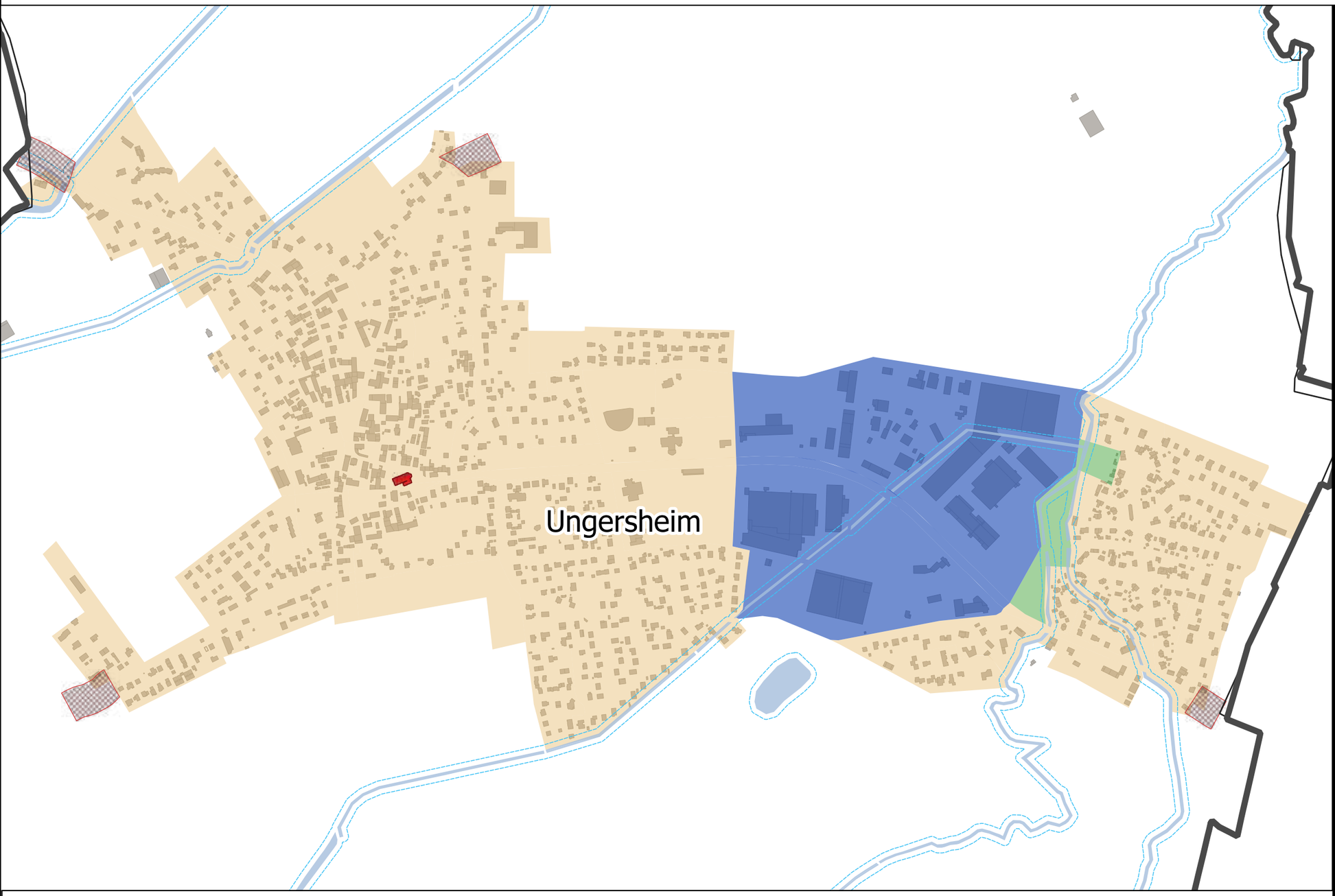
Périmètres de protection complémentaires

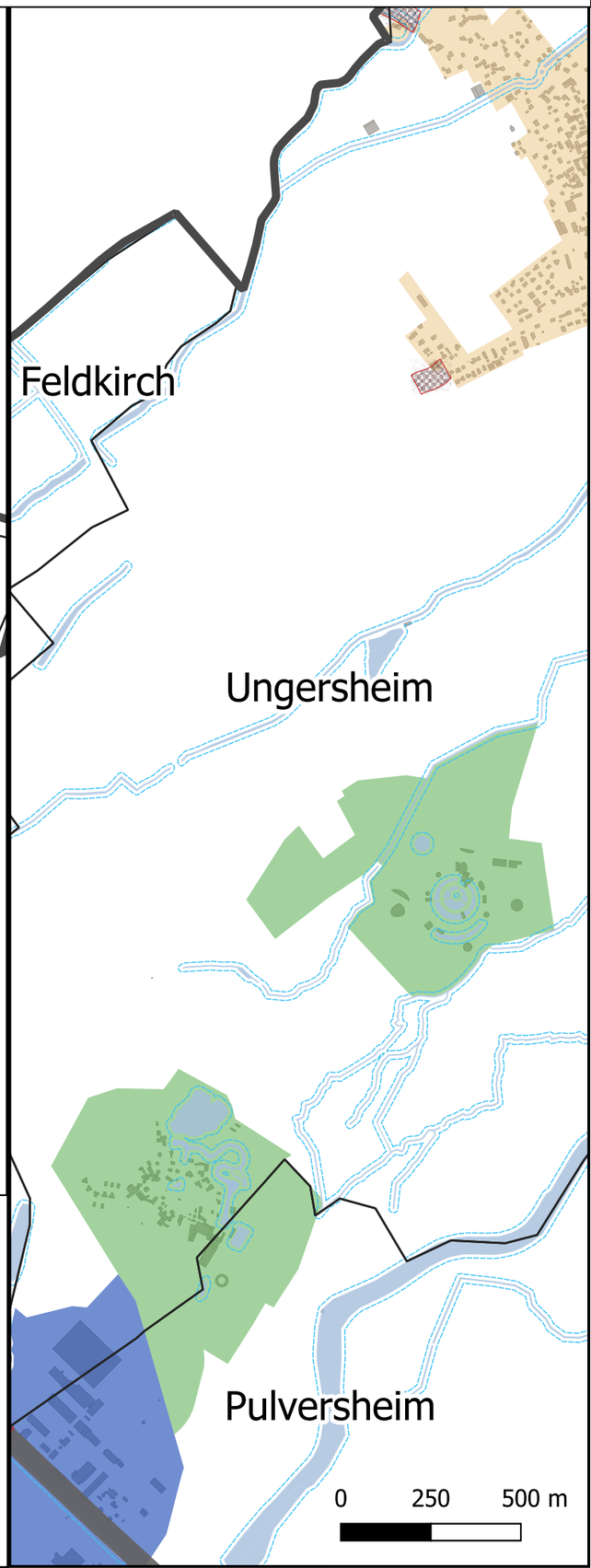
- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

UNGERSHEIM
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage





LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

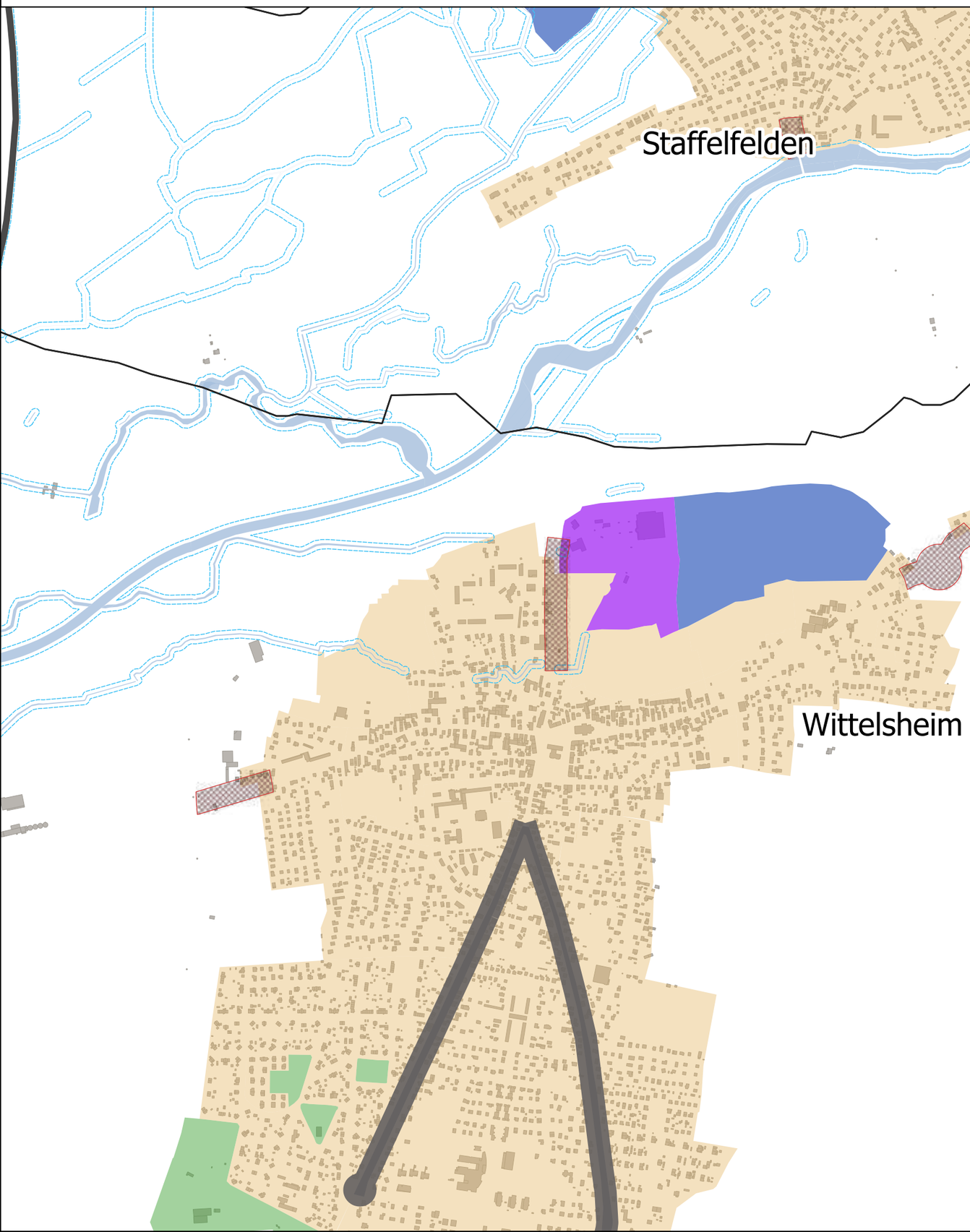
Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

WITTELSHEIM Nord
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage



LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti
  (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

WITTELSHEIM Sud
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Wittenheim

Kingersheim

Wittelsheim

Richwiller

Reiningue

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

WITTENHEIM Nord
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Pulversheim

Ruelisheim

Wittenheim

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1
  Typologie principale : axes structurants
- Zone 2
  Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3
  Typologie principale : zone sensible
- Zone 5
  Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1
  Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2
  Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3
  Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti
  (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

WITTENHEIM Sud
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Wittenheim

Richwiller

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1
  Typologie principale : axes structurants
- Zone 2
  Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3
  Typologie principale : zone sensible
- Zone 5
  Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1
  Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2
  Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3
  Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

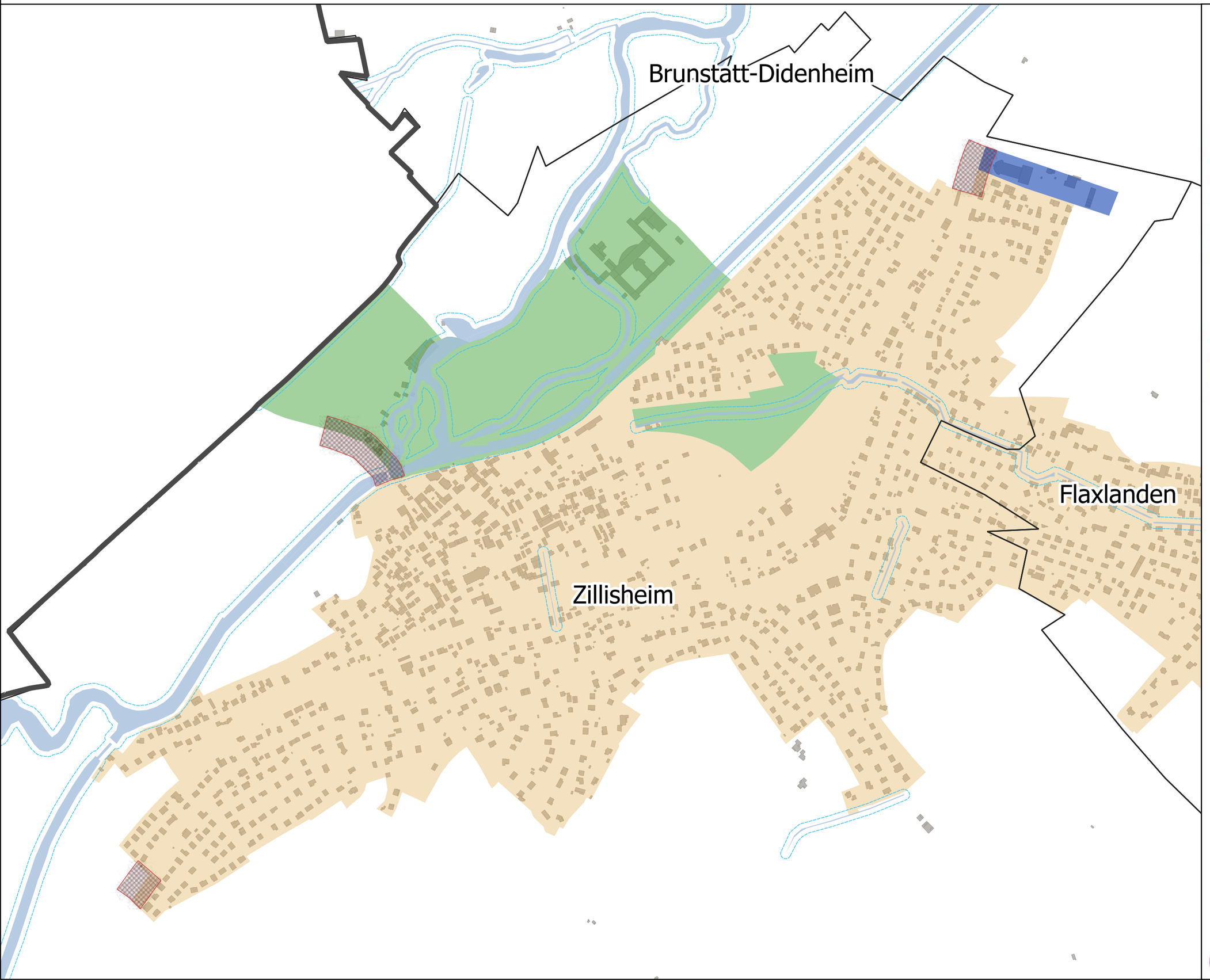
Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti
  (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

ZILLISHEIM
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage



LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

- Zone 1
  Typologie principale : axes structurants
- Zone 2
  Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3
  Typologie principale : zone sensible
- Zone 5
  Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1
  Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2
  Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3
  Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti
  (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

ZIMMERSHEIM
Annexe 2 du RLPI : Plan de zonage

Rixheim

Habsheim

Zimmersheim

Eschentzwiller

LEGENDE :

Zones de publicité restreinte

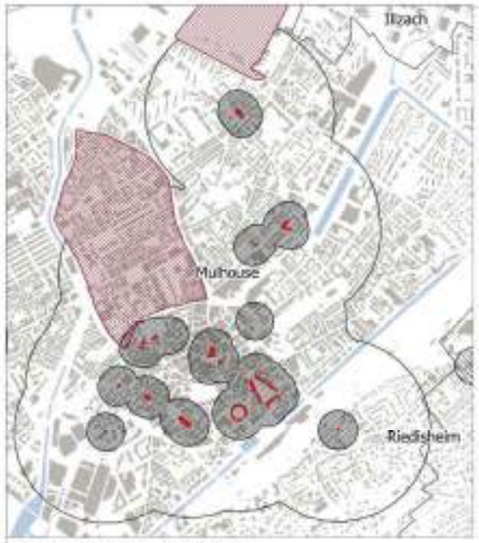
- Zone 1 — Typologie principale : axes structurants
- Zone 2 — Typologie principale : zone résidentielle
- Zone 3 — Typologie principale : zone sensible
- Zone 5 — Typologie principale : centre ville
- Zone 4.1 — Typologie principale : zone commerciale
- Zone 4.2 — Typologie principale : zone d'activités de type mixte
- Zone 4.3 — Typologie principale : zone d'activités et d'équipement public

Périmètres de protection complémentaires

- Entrée d'agglomération
- Abords de cours d'eau
- Patrimoine bâti (se reporter au plan annexe 3 « Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine »)

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne



Zoom sur le centre de Mulhouse

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adoptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection d'initiative du RLPI

Réglement Local de Publicité Intercommunal (RLPI)

de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)

Mulhouse Alsace Agglomération

ANNEXE 3

Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Document approuvé

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération en date du 29 septembre 2022

Le Vice-Président

Rémy NEUMANN

Echelle : 1 / 30 000

Agence d'urbanisme de la région mulhousienne

Ungersheim
Feldkirch
Bollwiller
Berrwiller
Pulversheim
Staffelfelden
Ruelisheim
Battenheim
Bantzenheim
Chalampé
Wittenheim
Baldersheim
Wittelsheim
Kingersheim
Ottmarsheim
Richwiller
Sausheim
Illzach
Pfastatt
Lutterbach
Reiningue
Mulhouse
Rixheim
Riedisheim
Hombourg
Petit-Landau
Morschwiller-le-Bas
Habsheim
Heimsbrunn
Zimmersheim
Niffer
Brunstatt-Didenheim
Eschentzwiller
Dietwiller
Galfingue
Flaxlanden
Zillisheim
Steinbrunn-le-Bas

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION



Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI)

Règlement - ANNEXE 3

Plans des périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Atlas cartographique par commune

Document approuvé

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 26 septembre 2022

Le Vice-Président

Remy NEUMANN

aurm
agence d'urbanisme de
la région mulhousienne

BALDERSHEIM

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Battenheim

Baldersheim

Sausheim

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

BANTZENHEIM

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Bantzenheim

Chalampé

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

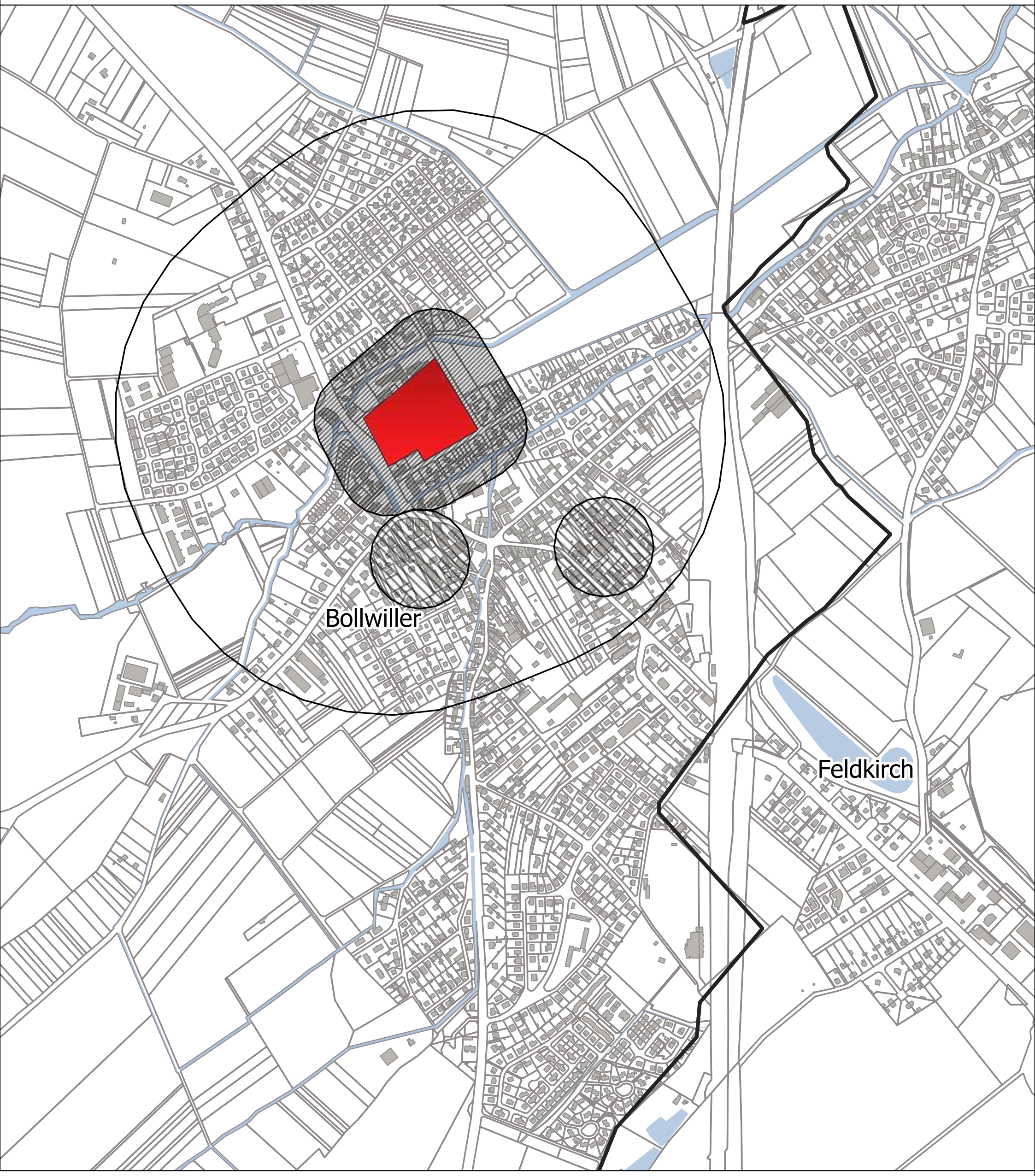
- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

BOLLWILLER

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine



LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

BRUEBACH

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Bruebach

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

CHALAMPE

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Chalampé

Bantzenheim

LEGENDE :

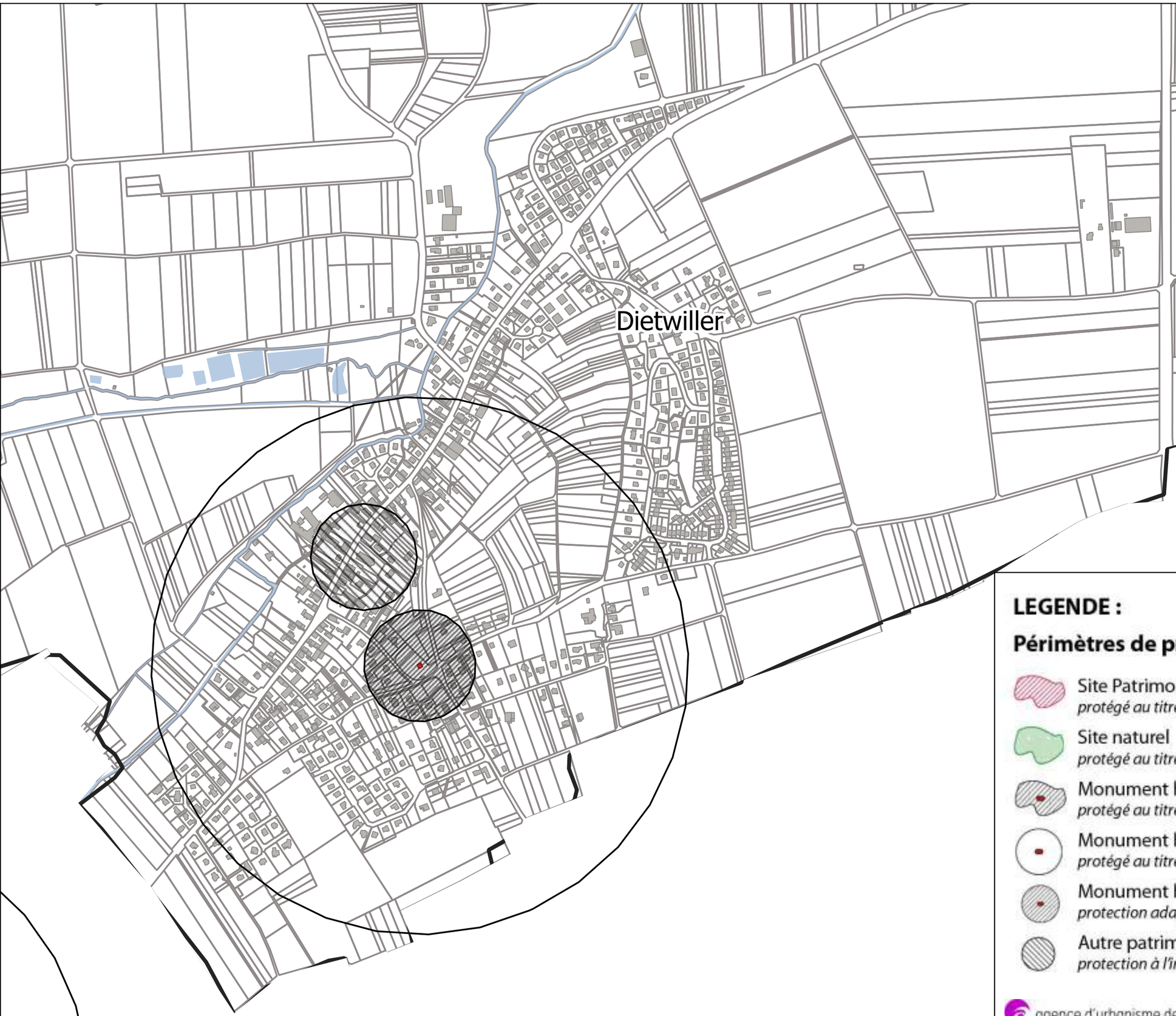
Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

DIETWILLER
Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine



LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

ESCHENTZWILLER
Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Zimmersheim

Habsheim

Eschentzwiller

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

FLAXLANDEN

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Brunstatt-Didenheim

Flaxlanden

Zillisheim

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

HABSHEIM

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Rixheim

Habsheim

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

HOMBOURG
Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

Ottmarsheim

Hombourg

Petit-Landau

MORSCHWILLER - LE - BAS

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Morschwiller-le-Bas

Mulhouse

Brunstatt-Didenheim

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

MULHOUSE Nord (Bourtzwiller et Drouot)
Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Richwiller
Kingersheim
Illzach
Pfastatt
Mulhouse
Riedisheim

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

MULHOUSE Centre et Sud (Rebberg)
Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Mulhouse

Riedisheim

Brunstatt-Didenheim

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

MULHOUSE Ouest (Dornach)
Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Pfastatt

Lutterbach

Mulhouse

Morschwiller-le-Bas

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

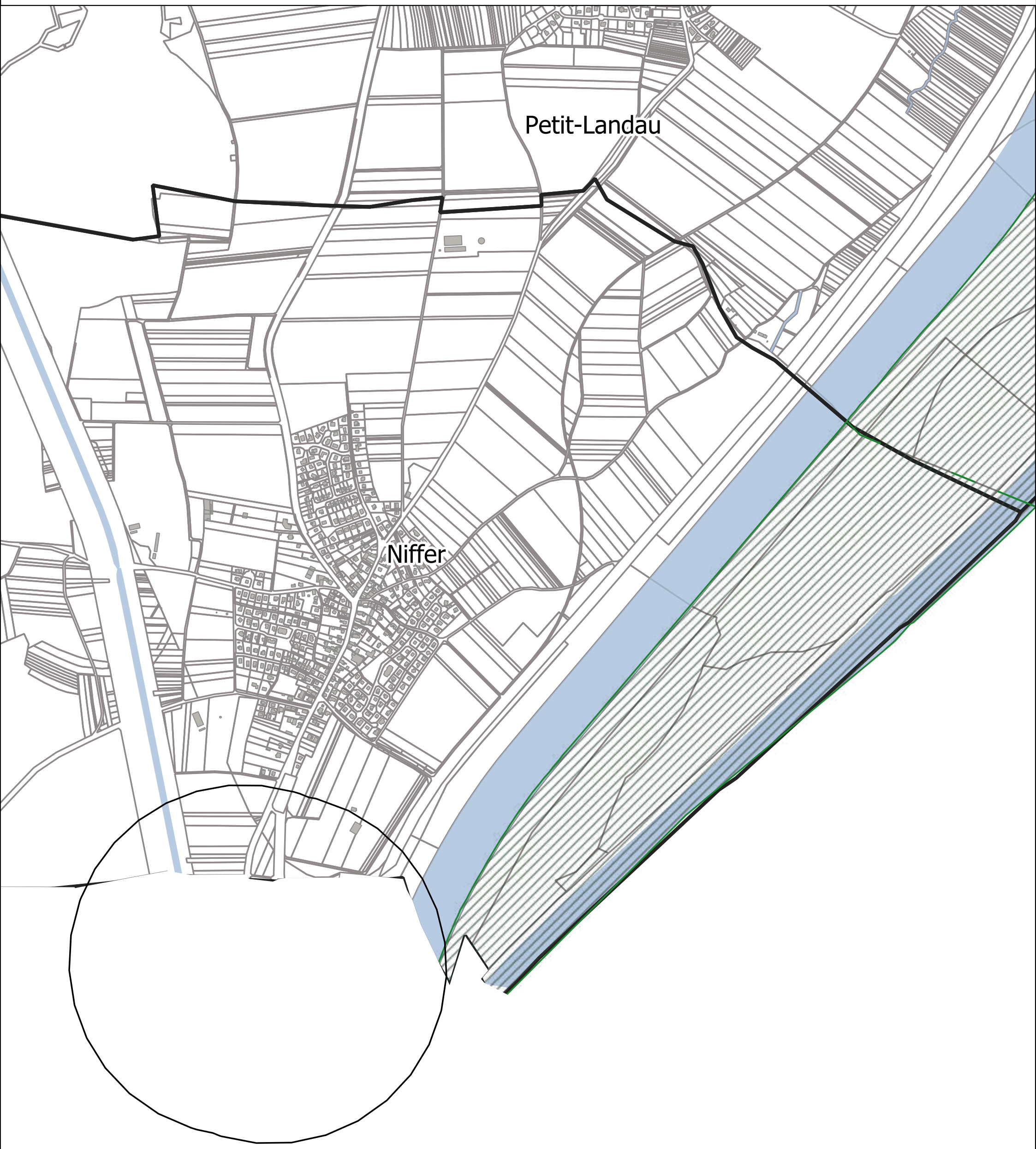
- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

NIFFER

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine



LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

OTTMARSHEIM

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Ottmarsheim

Hombourg

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

PETIT - LANDAU

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Hombourg

Petit-Landau

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 500 1000 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

PFASTATT

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Richwiller

Kingersheim

Pfastatt

Lutterbach

Mulhouse

LEGENDE :

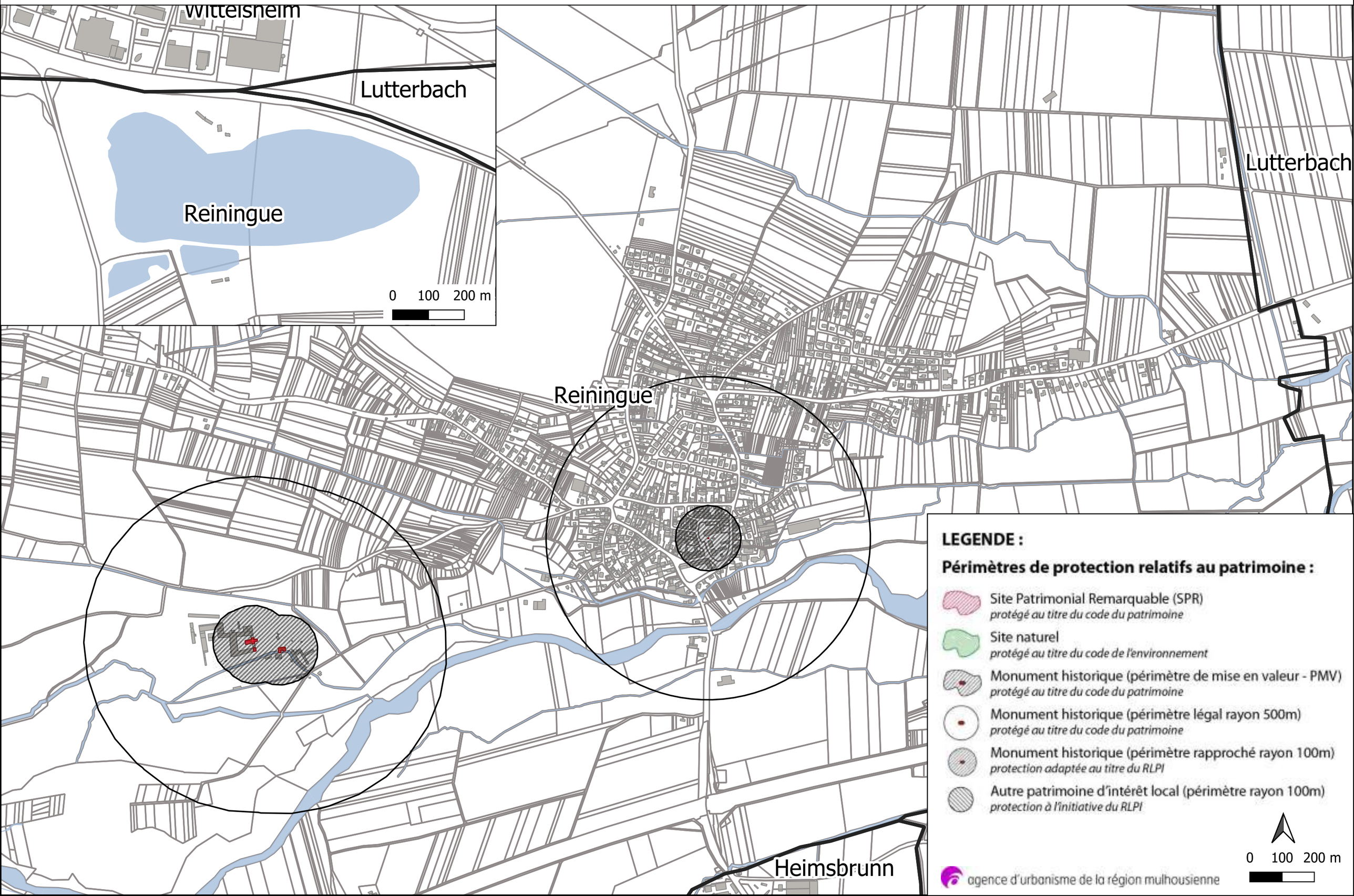
Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

REININGUE
Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine



RICHWILLER

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Wittenheim

Kingersheim

Wittelsheim

Richwiller

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

RIEDISHEIM

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Illzach

Mulhouse

Riedisheim

Rixheim

Brunstatt-Didenheim

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 200 400 m

0 50 100 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

SAUSHEIM

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Baldersheim

Sausheim

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR) *protégé au titre du code du patrimoine*
- Site naturel *protégé au titre du code de l'environnement*
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV) *protégé au titre du code du patrimoine*
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m) *protégé au titre du code du patrimoine*
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m) *protection adaptée au titre du RLPI*
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m) *protection à l'initiative du RLPI*

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

STEINBRUNN - LE - BAS

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Steinbrunn-le-Bas

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

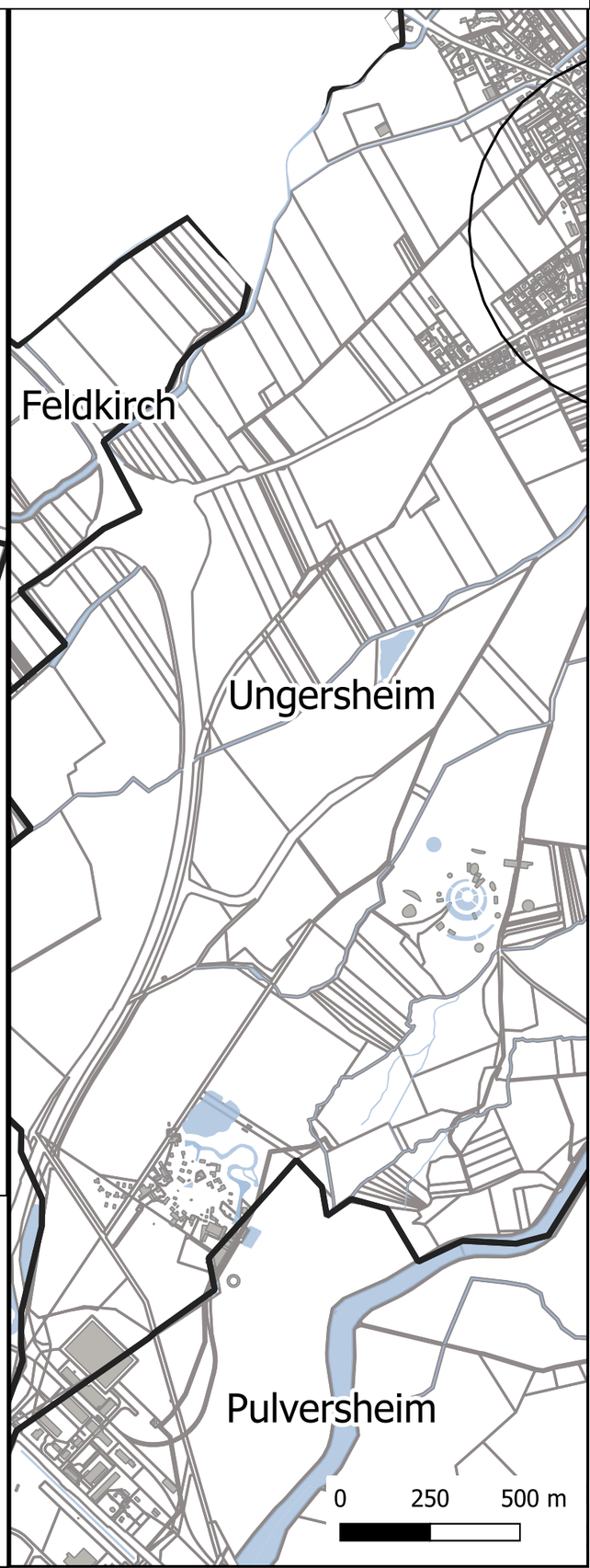
0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

UNGERSHEIM

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine





LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR) — *protégé au titre du code du patrimoine*
- Site naturel — *protégé au titre du code de l'environnement*
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV) — *protégé au titre du code du patrimoine*
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m) — *protégé au titre du code du patrimoine*
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m) — *protection adaptée au titre du RLPI*
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m) — *protection à l'initiative du RLPI*

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

WITTELSHEIM Nord
Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Staffelfelden

Wittelsheim

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

WITTELSHEIM Sud

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Wittenheim

Kingersheim

Wittelsheim

Richwiller

Reiningue

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

WITTENHEIM Nord
Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Pulversheim

Ruelisheim

Wittenheim

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

WITTENHEIM Sud

Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

Wittenheim

Richwiller

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 200 400 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

ZILLISHEIM
Annexe 3 du RLPI : Périmètres de publicité restreinte au titre de la protection du patrimoine

LEGENDE :

Périmètres de protection relatifs au patrimoine :

- Site Patrimonial Remarquable (SPR)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Site naturel
  protégé au titre du code de l'environnement
- Monument historique (périmètre de mise en valeur - PMV)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre légal rayon 500m)
  protégé au titre du code du patrimoine
- Monument historique (périmètre rapproché rayon 100m)
  protection adaptée au titre du RLPI
- Autre patrimoine d'intérêt local (périmètre rayon 100m)
  protection à l'initiative du RLPI

0 100 200 m

agence d'urbanisme de la région mulhousienne

Brunstatt-Didenheim

Flaxlanden

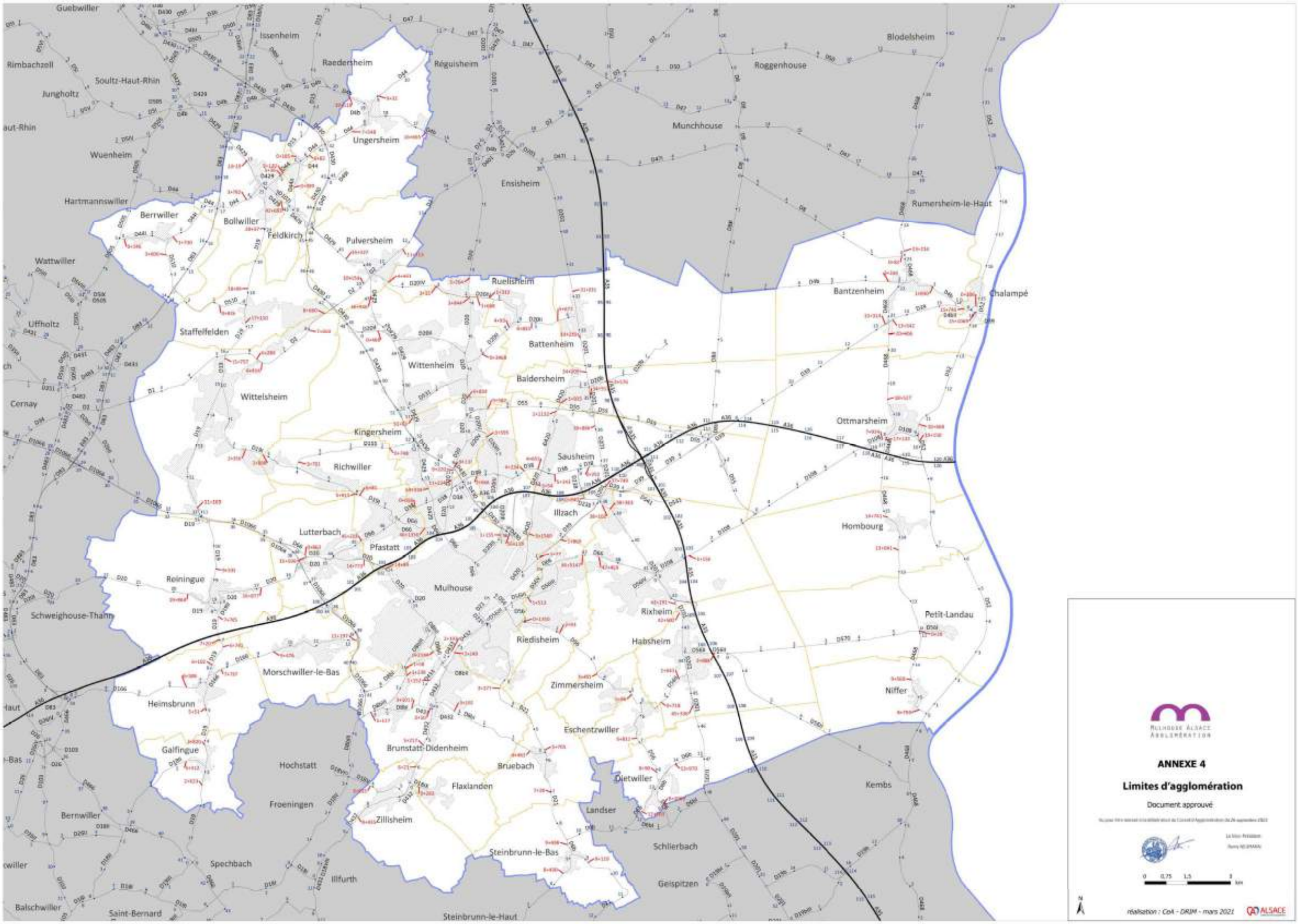
Zillisheim

Flaxlanden

Zillisheim

0 100 200 m

Site patrimonial du "Grand Canon"


Guebwiller
Issenheim
Rimbachzell
Soultz-Haut-Rhin
Jungholtz
Raedersheim
Réguisheim
Blodelsheim
Roggenhouse
Munchhouse
Ungersheim
Wuenheim
Ensisheim
Hartmannswiller
Berrwiller
Ballwiller
Feldkirch
Pulversheim
Rumersheim-le-Haut
Wattwiller
Ruelisheim
Bantzenheim
Chalampé
Uffholtz
Staffelfelden
Battenheim
Wittenheim
Baldersheim
Cernay
Wittelsheim
Ottmarsheim
Kingersheim
Richwiller
Sausheim
Illzach
Lutterbach
Pfastatt
Hombourg
Reiningue
Mulhouse
Schweighouse-Thann
Rixheim
Petit-Landau
Riedisheim
Habsheim
Morschwiller-le-Bas
Zimmersheim
Niffer
Heimsbrunn
Eschentzwiller
Galfingue
Brunstatt-Didenheim
Bruebach
Hochstatt
Flaxlanden
Dietwiller
Kembs
Froeningen
Zillisheim
Landser
Bernwiller
Schlierbach
Steinbrunn-le-Bas
Spechbach
Illfurth
Geispitzen
Balschwiller
Saint-Bernard
Steinbrunn-le-Haut
Mulhouse Alsace Agglomération
ANNEXE 4
Limites d'agglomération
Document approuvé
0 0,75 1,5 3 km
réalisation : CeA - DRJM - mars 2021
ALSACE

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION



Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI)

Règlement - ANNEXE 4

Arrêtés des limites d'agglomération

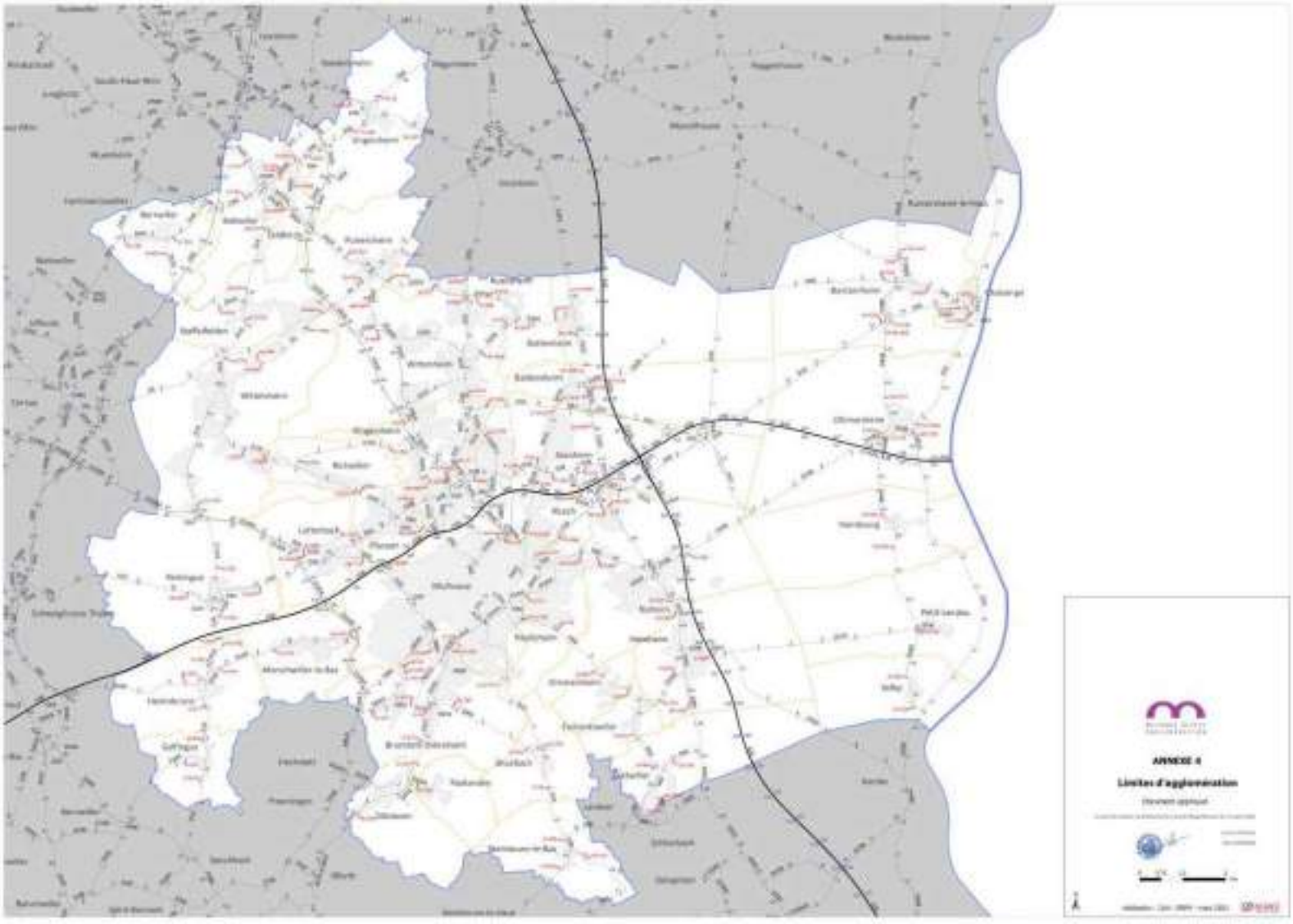
Vu pour être annexé à la délibération du Conseil d'Agglomération du 26 septembre 2022

Le Vice-Président

Remy NEUMANN

Mulhouse Alsace Agglomération 536

aurm
agence d'urbanisme de la région mulhousienne


ANNEXE 4
Limites d'agglomération

27/08/2021

République Française

COMMUNE DE

BALDERSHEIM
(Haut-Rhin)

N°122/2021
ARRETE PORTANT FIXATION DES LIMITES D'AGGLOMERATION

Le Maire de la Commune de BALDERSHEIM,

Vu le Code général des Collectivités locales, notamment les articles L. 2213-1 et L. 2213-4,

Vu le Code de la Route, notamment les articles R. 110-1 et suivants, R. 411-2, R. 411-8 et R. 411-25 ;

Vu l'arrêté interministériel sur la signalisation routière – livre I – 5ème partie – signalisation d'indication ;

Considérant que le code de la route confie au maire le soin de fixer les limites de l'agglomération ;

Considérant que le même code définit l'agglomération comme « l'espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse et qui le borde »

A R R E T E :

Article 1 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs fixant les limites d'agglomération sont abrogées.

Article 2 : Les limites de l'agglomération de Baldersheim sont fixées comme suit :
- Sur la RD 201 en venant de Sausheim : PR 34 + 918
- Sur la RD 201 en venant de Battenheim : PR 34 + 209
- Sur la RD 20bis en venant de la RD 55 par Sausheim : PR 2 + 576
- Sur la RD 420 (ex 422) en venant des gravières : PR 0 + 1174

Article 3 : La signalisation règlementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – livre I – 5ème partie – signalisation d'indication – a été mise en place par la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA).

Article 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la règlementation en vigueur et dans la commune de Baldersheim.

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication

Article 6 : Tout agent de la force publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera notifié à :

- M. le Sous-Préfet de Mulhouse
- M le Chef de la Brigade de la Gendarmerie d'ILZACH ;
- Service de la Collectivité Européenne d'Alsace ;
- Brigade Verte
- M. le Chef des Sapeurs Pompiers de BALDERSHEIM ;
- M. le Responsable du service technique de BALDERSHEIM.

Baldersheim, le 26 août 2021

Le Maire,
Pierre LOGEL







limites d'agglomération
(emplacement des panneaux)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN

Arrêté n° 09/2022
FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMERATION
DE LA COMMUNE DE BANTZENHEIM

Le Maire de la Commune de BANTZENHEIM,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L. 2212-1 et article L. 2212-2,
VU le décret n°2001-251 du 22 mars 2001 relatif à la partie règlementaire du Code de la route,
VU la circulaire ministérielle n°188 du 7 avril 1967 relative aux pouvoirs de police confiés aux Maires en matière de circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et les arrêtés suivants le complétant et le modifiant,
CONSIDERANT la demande de M2A – Mulhouse Alsace Agglomération, il convient de préciser les limites d'agglomération de la commune de Bantzenheim, en vue de l'établissement du RLPI,

ARRETE

Article 1 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sur la commune de Bantzenheim, sont abrogées.

Article 2 : Les limites de l'agglomération de Bantzenheim, sont fixées comme suit, et selon les plans joints au présent arrêté :

	Nom-voie	Coordonnées	
1	RD 39 côté ouest (direction Mulhouse)	X : 2037654,72	Y : 7189288,45
2	RD 39 côté est (direction Allemagne)	X : 2037634,48	Y : 7189098,50
3	RD 468 rue de Bâle (ZA)	X : 2037626,52	Y : 7189020,59
4	RD 4 bis rue de Battenheim (direction Baldersheim)	X : 2037273,25	Y : 7190388,77
5	RD 4 bis rue du Général de Gaulle (direction Chalampé)	X : 2038583,41	Y : 7190232,05
6	RD 8 (direction Munchhouse)	X : 2037720,26	Y : 7191173,85
7	RD 468 rue de Strasbourg (direction Rumersheim-le-Haut)	X : 2037732,86	Y : 7191300,99

Article 3 : L'ensemble de ces dispositions sera matérialisé par une signalisation appropriée dont la mise en place sera assurée en régie.

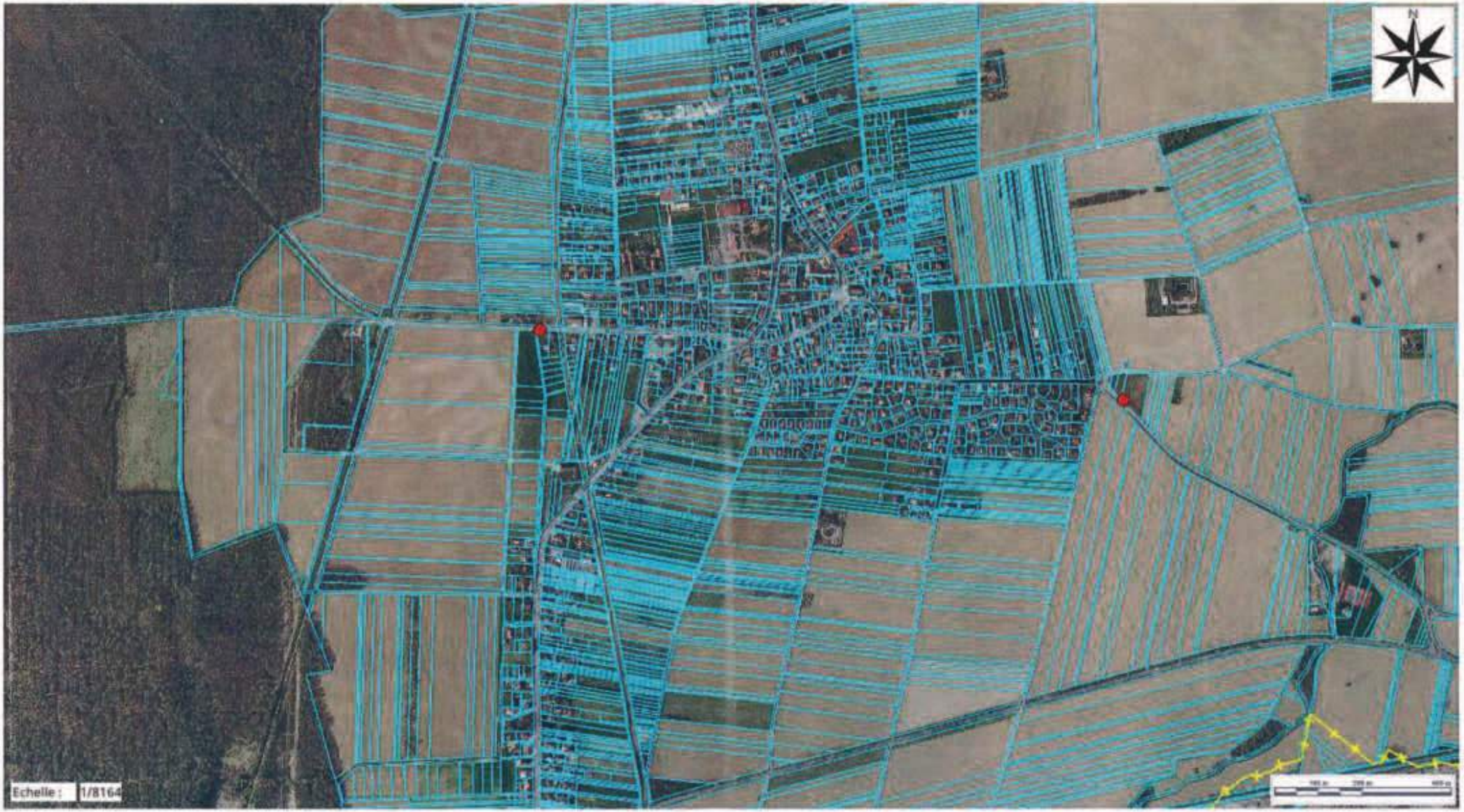
Article 4 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et publication.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :
- Monsieur le Sous-Préfet de Mulhouse ;
- Monsieur le Président de la Collectivité Européenne d'Alsace ;
- Monsieur le Président de la M2A ;
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAUSHEIM ;
- Monsieur le Président de la Brigade Verte de SOULTZ.

Fait à BANTZENHEIM, le 27 janvier 2022
M. Roland ONIMUS
Maire de BANTZENHEIM

68490 BANTZENHEIM - Tél. 03 89 26 04 21 - Fax 03 89 26 28 27
E-mail: mairie-bantzenheim@wanadoo.fr

RD 4 bis rue de Battenheim et rue du Gal DE GAULLE



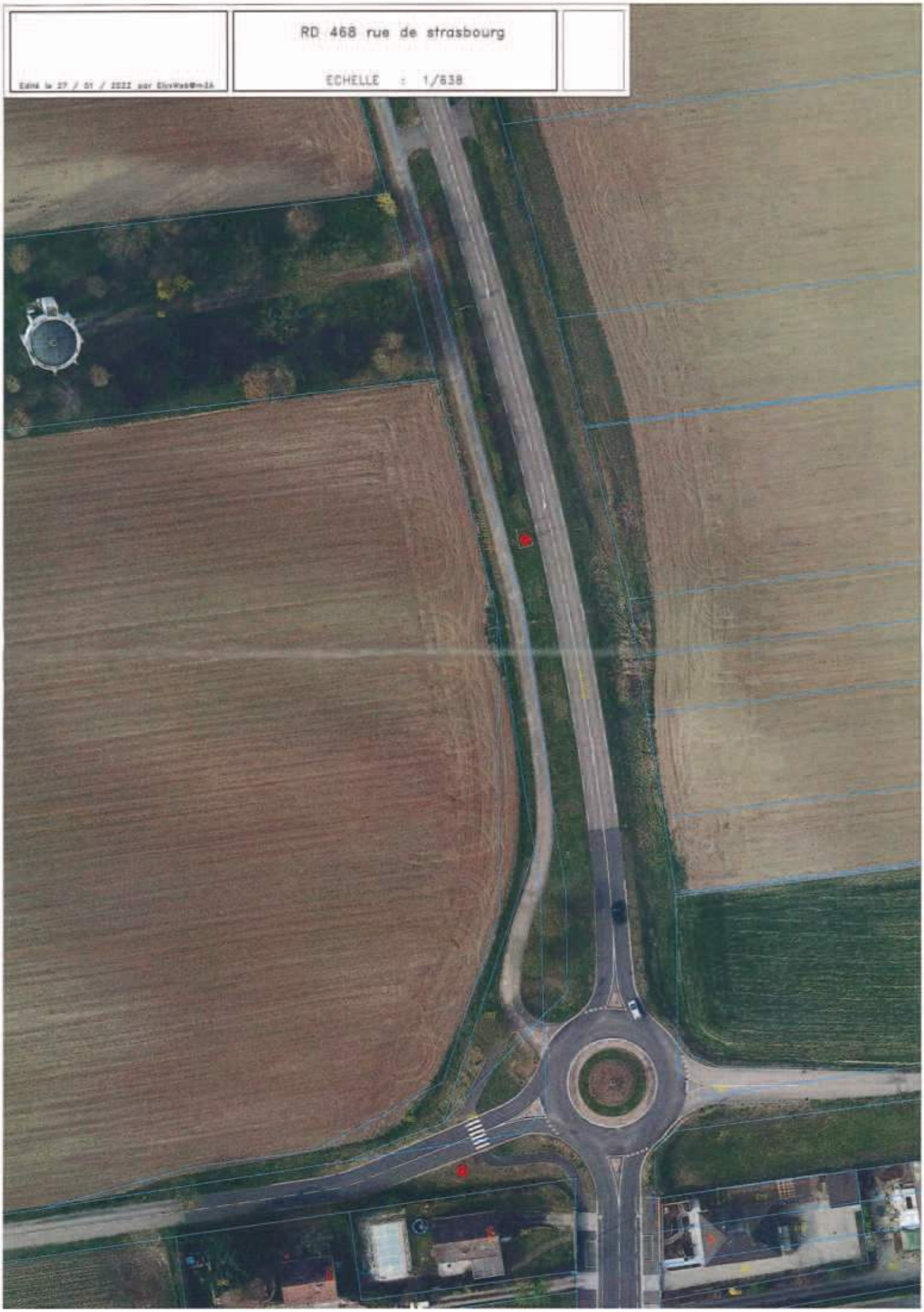
Commentaires

27/01/2022 14:22:27

Edité le 27 / 01 / 2022 par ElecWeb@m3A

RD 468 rue de strasbourg

ECHELLE : 1/638





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Haut-Rhin

MAIRIE DE BATTENHEIM

ARRÊTE
43/2021

Limites d'agglomération

Le Maire de la Commune de BATTENHEIM,

Vu le Code de la route et notamment ses articles R 110-2 et R 411-2,

Vu le Code de la voirie routière et notamment le titre ler -- Dispositions communes aux voies du domaine public routier, le titre 11 — Voirie nationale, le titre III — Voirie départementale, le titre IV — Voirie communale,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et la loi nu 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, et modifiée par les textes subséquents,

Vu le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature ties routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents,

Vu l'article R 581-78 du Code de l'environnement,

Considérant qu'il importe pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics, de fixer précisément les limites de l'agglomération,
Considérant qu'il importe de fixer ces limites sur un arrêté unique,

Arrête

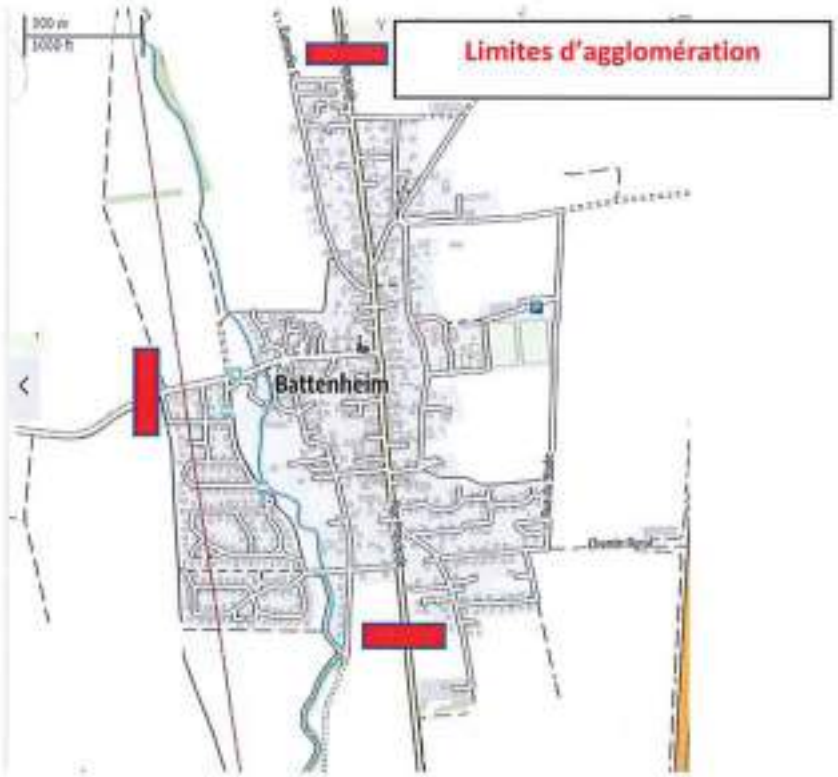
Article 1: le present arrêté abroge et remplace tout arrêté antérieur concernant les limites d'agglomération,

Article 2 : sont considérées comme limite de l'agglomération

N°	Description precise de l'implantation
1	Rue Principale – entrée Nord
2	Rue Principale – entrée Sud
3	Rue de Ruelisheim – entrée Ouest

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Haut-Rhin

MAIRIE DE BATTENHEIM



Article 3 : les limites d'agglomération seront matérialisées par l'implantation de la signalisation réglementaire implantée aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus,

Article 4 : le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication,

Article 5 : ampliation du présent arrêté sera faite à :
Monsieur le Commandant de la gendarmerie de Sausheim
Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des Territoires,
Monsieur le Président dc la Collectivité européenne d'Alsace (CeA)
Monsieur le Préfet de Police du Haut-Rhin,
Monsieur le Président de Mulhouse Alsace Agglomération — m2A

Et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Battenheim le 08 septembre 2021

Le Maire, GUTH Maurice

MAIRIE DE BATTENHEIM 68390

COMMUNE DE BERRWILLER
- HAUT-RHIN -
Arrondissement de Mulhouse

Arrêté permanent N° 38/2021 fixant les limites d'agglomération

LE MAIRE DE BERRWILLER ,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 à 28,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
VU Le Code de la Voirie Routière,
VU Le Code Pénal,
CONSIDERANT qu'il importe, pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics, de fixer précisément les limites d'agglomération,
CONSIDERANT qu'il importe de fixer ces limites sur un arrêté unique,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : le présent arrêté abroge et remplace tout arrêté antérieur concernant les limites d'agglomération,

ARTICLE 2 : Sont considérées comme limites de l'agglomération :

N°	Description précise de l'implantation	Coordonnées
1	Rue de Staffelfelden (RD51) au pont du Wasserfurchgraben	47.843075,7.220450
2	Entrée rue de Bollwiller – 75 mètres en amont du N°1 rue de Bollwiller	47.847924,7.223428
3	D44.1 - Au droit de l'entrée N°153 rue Principale	47.848008,7.204092
4	Face au N°3 rue de Hartmannswiller	47.853201,7.221181
5	Angle rue Croisière et rue Bimberling	47.850544,7.222825

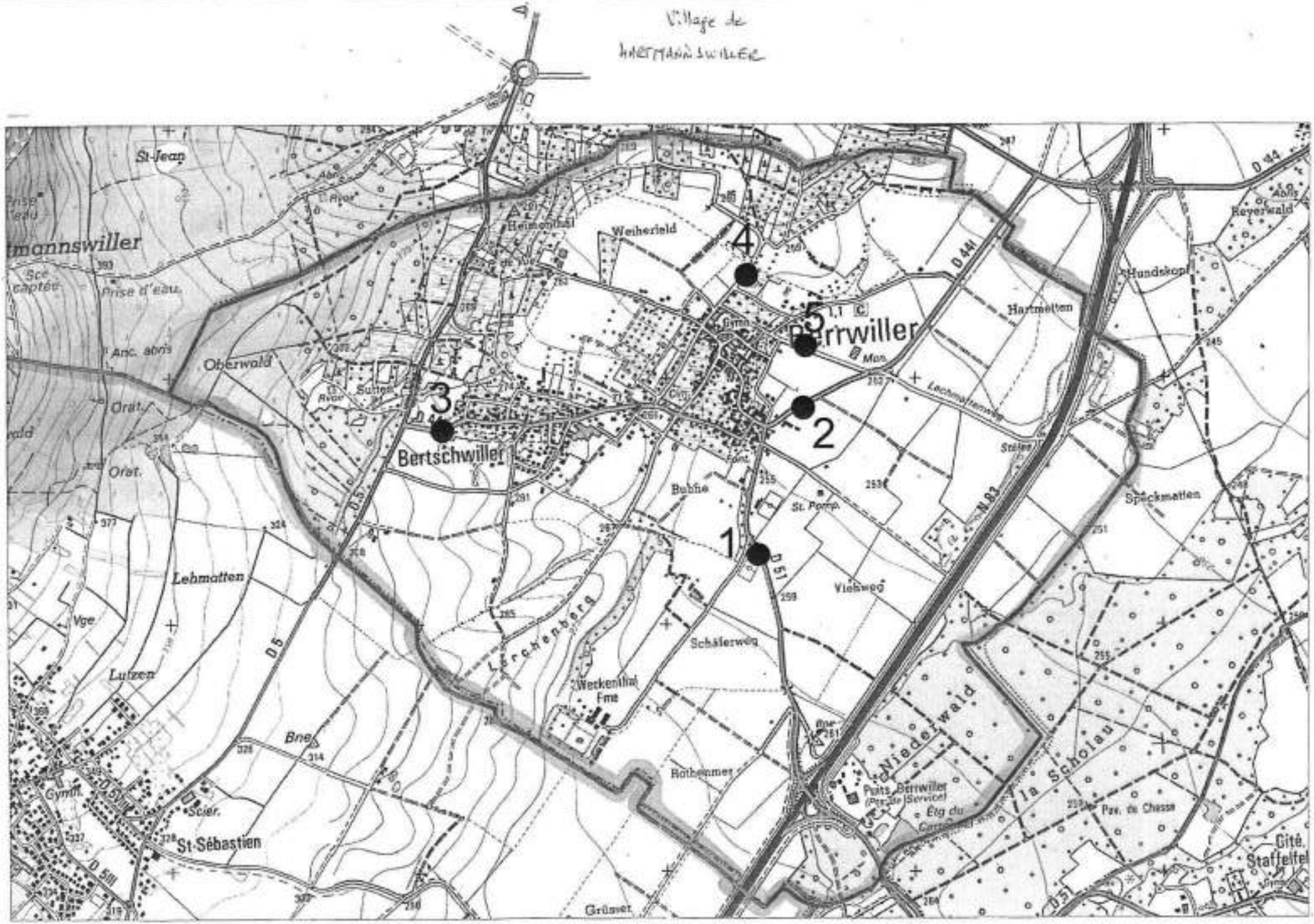
ARTICLE 3 : Les limites de l'agglomération seront matérialisées par l'implantation de la signalisation réglementaire implantée aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus,

ARTICLE 4 : Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication,

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera fait à :
- Monsieur le Commandant de la COB de Gendarmerie de Soultz-Guebwiller
- Monsieur le Directeur de la Direction départementale des Territoires
- Monsieur le Président de la Collectivité européenne d'Alsace - CeA
- Monsieur le Préfet de police du Haut-Rhin
- Monsieur le Président de Mulhouse Alsace Agglomération – M2A

Fait à Berrwiller le 09 septembre 2021
Le Maire, Fabian JORDAN




Village de
HARTMANNSWILLER
St-Jean
Weiherfeld
Heimenthal
Oberwald
Bertschwiller
Herrwiller
Hartmatten
Handskopf
Reyerwald
Spöckmatten
Lehmatten
Lutzen
Lerchenberg
Schäferweg
Viehweg
Bubhe
Rothenmer
Niederwald
la Scholau
St-Sébastien
Cité Staffelfeld
Grüner
1
2
3
4
5

ARRETE
N° 48/2021

fixant les limites de l'agglomération

Le Maire de la Commune de BOLLWILLER,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à 6,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code de la Route,

Considérant qu'il y a lieu de fixer les limites de l'agglomération,

ARRETE :

Article 1er – Les limites de l'agglomération sont matérialisées par l'implantation de signaux réglementaires de localisation EB10 et EB20 aux emplacements suivants et selon le plan joint :

- 1/ rue de Mulhouse avant le pont à la sortie de Bollwiller (EB10 et EB20)
- 2/ rue de Feldkirch avant le pont à la sortie de Bollwiller (EB10 et EB20)
- 3/ rue de Guebwiller après la dernière maison à la sorte de Bollwiller (EB10 et EB20)
- 4/ rue de Staffelfelden après l'intersection avec la rue de l'Etang à la sortie de Bollwiller (EB10 et EB20)
- 5/ rue du Vieil Armand après l'intersection avec le chemin rural à la sortie de Bollwiller (EB10 et EB20)

Article 2 – Les dispositifs du présent arrêté prendront effet à compter de sa date de publication.

Article 3 -
Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :
- Monsieur le Sous-Préfet de MULHOUSE,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SOULTZ,
- Affichage en mairie.

Bollwiller, le 16 juillet 2021

Le Maire :

MAIRIE DE BOLLWILLER 68540

Accusé de réception en préfecture
068-216800433-20210716-48-2021-AR
Date de télétransmission : 20/07/2021
Date de réception préfecture : 20/07/2021


PLAN LOCAL D'URBANISME
Approuvé
Bollwiller
3a. Plan de zonage au 1/2000ème

ARRETE DU MAIRE N° 15/2021

Fixant les limites d'agglomération

Le Maire de la Commune de BRUEBACH,

VU le Code de la route et notamment ses articles R. 110-2 et R. 411-2 ;

VU le Code de la voirie routière et notamment le titre Ier - Dispositions communes aux voies du domaine public routier, le titre II - Voirie nationale, le titre III – Voirie départementale, le titre IV – Voirie communale ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, et modifiée par les textes subséquents ;

VU le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

VU l'article R. 581-78 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il importe pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics, de fixer précisément les limites de l'agglomération,

CONSIDERANT qu'il importe de fixer ces limites sur un arrêté unique.

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté abroge et remplace tout arrêté antérieur concernant les limites d'agglomération.

Article 2 : Sont considérées comme limites de l'agglomération :

N°	Point	Points coordonnées Cadastre	Description de l'implantation
1	Entrée Sortie	2026575.88 – 7176401.18 2026575.54 – 7176416.26	Rue de Brunstatt – RD8bis
2	Entrée Sortie	2027006.62 – 7176381.55 2027018.56 – 7176388.01	Rue de Mulhouse – RD21 - au niveau du rond point
3	Entrée Sortie	2027264.98 – 7176506.07 2027274.78 – 7176501.30	Angle Rue de Zimmersheim / Rue du Cimetière
4	Entrée Sortie	2027192.30 – 7175184.35 2027184.55 – 7175185.81	Rue Principale – RD21 –

Article 3 : M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
- Monsieur le Président de la Collectivité Européenne d'Alsace,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Morschwiller-le-Bas,

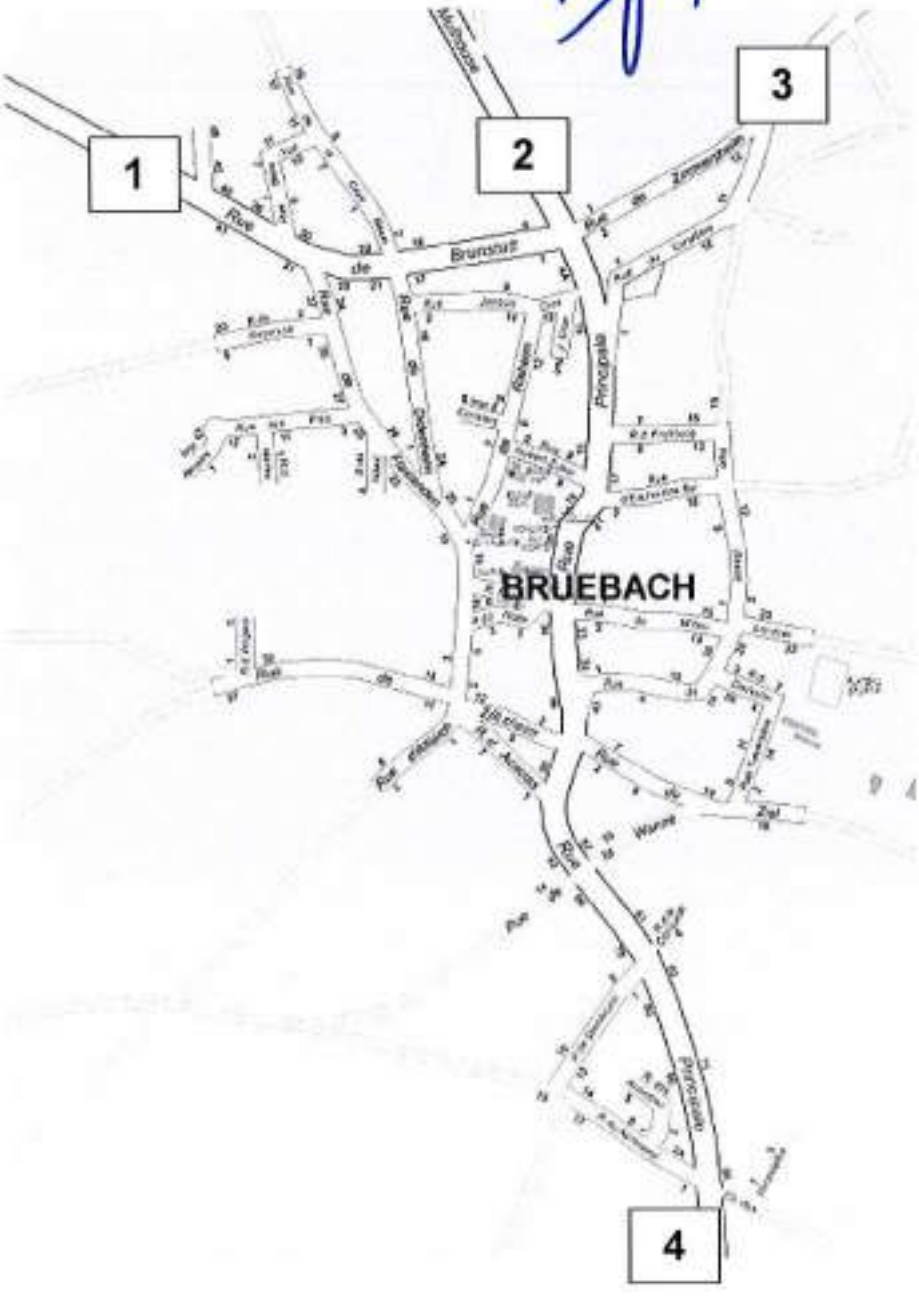
- Monsieur le Directeur, Unité Routière de Mulhouse 68170 Rixheim,
- Monsieur le Préfet de Police du Haut-Rhin,
- Monsieur le Président de Mulhouse Alsace Agglomération – m2A.

Et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruebach, le 10 septembre 2021

Le Maire,
Gilles SCHILLINGER

MAIRIE de BRUEBACH (Haut-Rhin)



Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le 13 SEP. 2021
ID : 068-200057909-20210908-CIR2021_333P-AR

République Française - Département du Haut-Rhin

Commune de Brunstatt - Didenheim

Objet : Arrêté fixant les limites des entrées d'agglomération de Brunstatt-Didenheim

Numéro : CIR 2021/ 333 P

Le Maire de la Commune de BRUNSTATT-DIDENHEIM,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2212-1 et L 2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs conférés au Maire en matière de police de la circulation,

VU Code de la Route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'identifier les entrées d'agglomération de la commune nouvelle Brunstatt-Didenheim suite à la fusion des communes de Brunstatt et Didenheimen date du 1er janvier 2016,

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,

ARRETE :

Article 1 : Les limites d'entrée d'agglomération de Brunstatt-Didenheim au sens de l'article R 110.2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

RD 432 :
Entrée d'agglomération Brunstatt avec Zillisheim : PR 5+230
Entrée d'agglomération Mulhouse Gare vers Brunstatt : PR 2 +249

RD 433
Entrée d'agglomération Brunstatt/Mulhouse :
Chemin des Cordiers (en venant de Mulhouse) : PR 2 +187
Rue Arthur Ashe: PR 1 +147

.../...

MAIRIE - 388 avenue d'Altkirch - 68350 BRUNSTATT - DIDENHEIM
Tél. 03 89 06 05 00 - Télécopie 03 89 06 45 43
www.brunstatt-didenheim.fr

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 068-200057909-20210908-CIR2021_333P-AR

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le 13 SEP. 2021
ID : 068-200057909-20210908-CIR2021_333P-AR

RD 8bis I
Entrée d'agglomération Brunstatt/Bruebach
rue du 19è Dragon: PR 2 +923

RD 8bis II
Entrée d'agglomération Mulhouse / Brunstatt
Rue de Dornach : PR 0 + 2132

RD8bis III
Entrée d'agglomération Didenheim / Mulhouse
Route de Dornach: PR 1 +239

Entrée d'agglomération RD 68 / Didenheim
Route d'Hochstatt/Didenheim : PR3 + 126

Entrée d'agglomération Mulhouse / Brunstatt
Rue Laennec
Rue Mangeney

Sur le plan joint en annexe, ces entrées d'agglomération seront annotées de 1 à 10 selon le tableau ci-dessous :

1	RD 432	Entrée d'agglomération Brunstatt avec Zillisheim	PR 5+230
2	RD 432	Entrée d'agglomération Mulhouse Gare vers Brunstatt	PR 2 +249
3	RD 433	Chemin des Cordiers (en venant de Mulhouse)	PR 2 +187
4	RD 433	Rue Arthur Ashe	PR 1 +147
5	RD8BI	Entrée d'agglomération Brunstatt/Bruebach rue du 19è Dragon	PR 2 +923
6	RD8BII	Entrée d'agglomération Mulhouse / Brunstatt Rue de Dornach	PR 0 + 2132
7	RD8BIII	Entrée d'agglomération Didenheim / Mulhouse Route de Dornach	PR 1 +239
8	RD8BIII	Entrée d'agglomération RD 68 / Didenheim Route d'Hochstatt/Didenheim	PR3 + 126
9		rue du docteur Mangeney à la limite du ban de Mulhouse	
10		rue du docteur Laennec prolongée - carrefour giratoire	

Article 2 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

Article 3 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 1 ci-dessus

Article 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de Brunstatt et de Didenheim sont abrogées.

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le 13 SEP. 2021
ID : 068-200057808-20210908-CR2021_333P-AR

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Brunstatt-Didenheim

Article 6 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg– 31 Avenue de la Paix BP 51038 67070 STRASBOURG dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Article 7 : Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

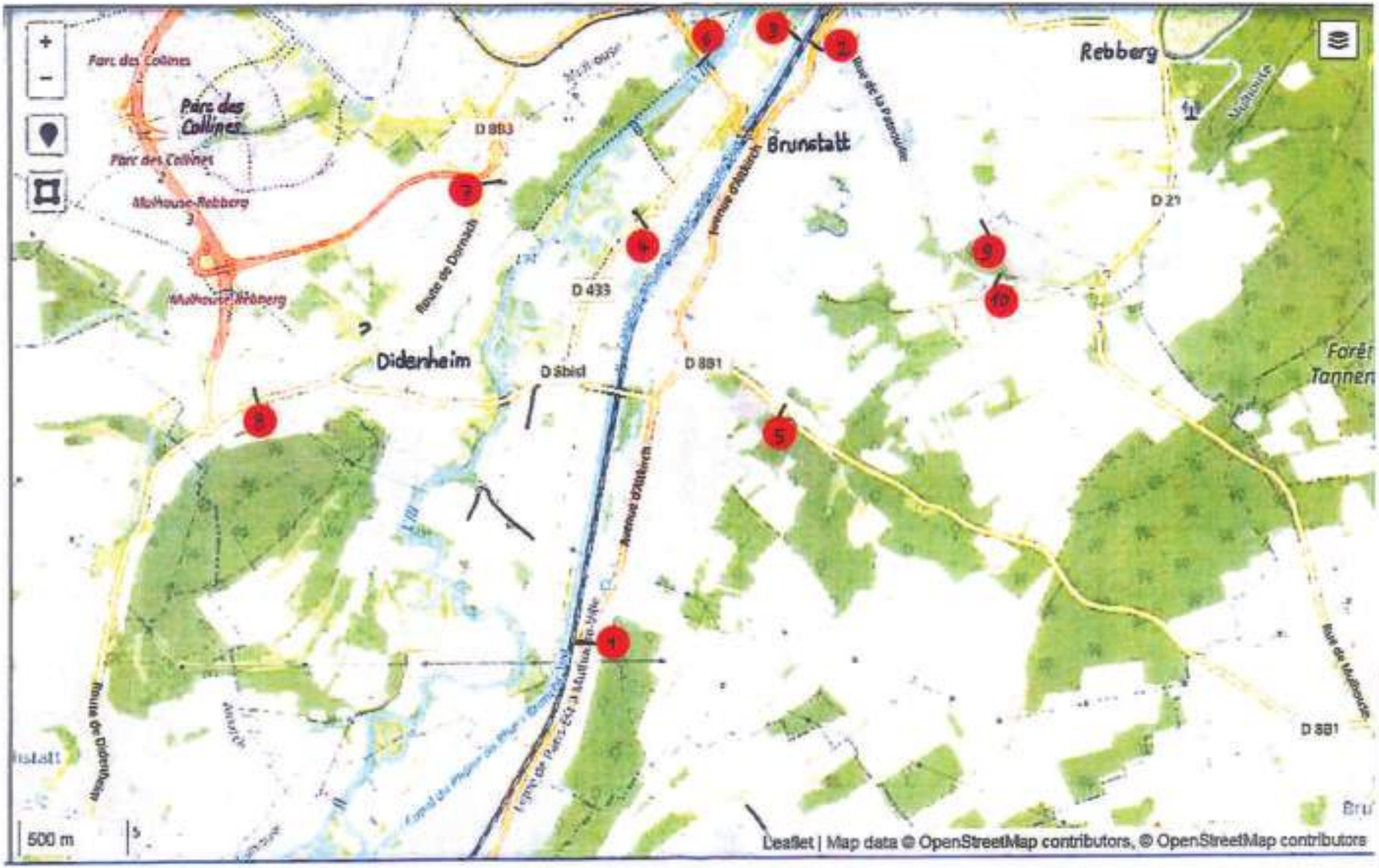
- Monsieur le Commissaire Central de Police de Mulhouse
- Monsieur le Président du Syndicat Mixte des Gardes-Champêtres Intercommunaux
  Poste de Commandement des Brigades Vertes à Soultz
- Service Départemental d'Incendie et de Secours - Centre de Secours Principal de Mulhouse
- Monsieur le Directeur du Service d'Aide Médicale d'Urgence à Mulhouse,
- Monsieur le responsable de la voirie et des espaces verts,
- Monsieur le Chef du CIS local des Sapeurs-Pompiers à Brunstatt-Didenheim
- m2A (Emmanuel.Risser@mulhouse-alsace.fr)
- La communauté européenne d'Alsace (furst@alsace.eu; virginie.bournez@alsace.eu)

Brunstatt-Didenheim, le 8 septembre 2021

MAIRIE DE BRUNSTATT-DIDENHEIM • HAUT-RHIN •

Le Maire,

Antoine VIOLA



Envoyé en préfecture le 16/09/2021
Reçu en préfecture le 16/09/2021
Affiché le 13 SEP. 2021
ID : 068-200057809-20210908-CIR2021_333R-AR

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 068-200057909-20210908-CIR2021_333P-AR

ARRETE du MAIRE

N °40/2021

LIMITES D'AGGLOMERATION

Le Maire de la Commune de CHALAMPE,

Vu le Code de la route et notamment ses articles R 110-2 et R 411-2,

Vu le Code de la voirie routière et notamment le titre Ier – Dispositions communes aux voies du domaine public routier, le titre II – Voirie nationale, le titre III – Voirie départementale, le titre IV -- Voirie communale,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et la loi n°83-8 du 7 janvier 1983,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, et modifiée par les textes subséquents,

Vu le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents,

Vu l'article R 581-78 du Code de l'environnement,

Considérant qu'il importe pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics, de fixer précisément les limites de l'agglomération,

Considérant qu'il importe de fixer ces limites sur un arrêté unique

ARRETE

Article 1 : le présent arrêté abroge et remplace tout arrêté antérieur concernant les limites d'agglomération,

Article 2 : sont considérées comme limites de l'agglomération :

N°	Description précise de l'implantation
1	RD 39 allant de Mulhouse à Chalampé avant l'axe du carrefour avec la rue de la Réunion
2	En venant de l'Allemagne après le pont franchissant la RD 52
3	RD 52 au niveau du giratoire rue de l'Industrie
4	Allant de Bantzenheim à Chalampé PR 1,15
5	Depuis la RD 52 au début de l'avenue Pierre Emile Lucas
6	Depuis la RD 52 au début de la rue du Presbytère
7	Depuis la RD 52 au dénut de la rue du Ruisseau au niveau du nouveau cimetière
8	Depuis la RD 52 au début de l'avenue de la Paix
9	Rue de Rumersheim à la hauteur du chemin Des Chasseurs

Article 3 : les limites d'agglomération seront matérialisées par l'implantation de la signalisation réglementaire implantée aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus.

Article 4 : le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

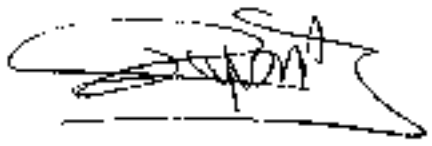
Article 5 : ampliation du présent arrêté sera faite à :

- Monsieur le Commandant de la gendarmerie d'Ottmarsheim
- Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des Territoires
- Monsieur le Président de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA)
- Monsieur le Préfet du Haut-Rhin
- Monsieur le Président de Mulhouse Alsace Agglomération – m2A
- Syndicat Mixte des Brigades Vertes à SOULTZ

Et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHALAMPE, le 13 septembre 2021
Le Maire
Christine DUPONT-DUFEUTRELLE





Commune

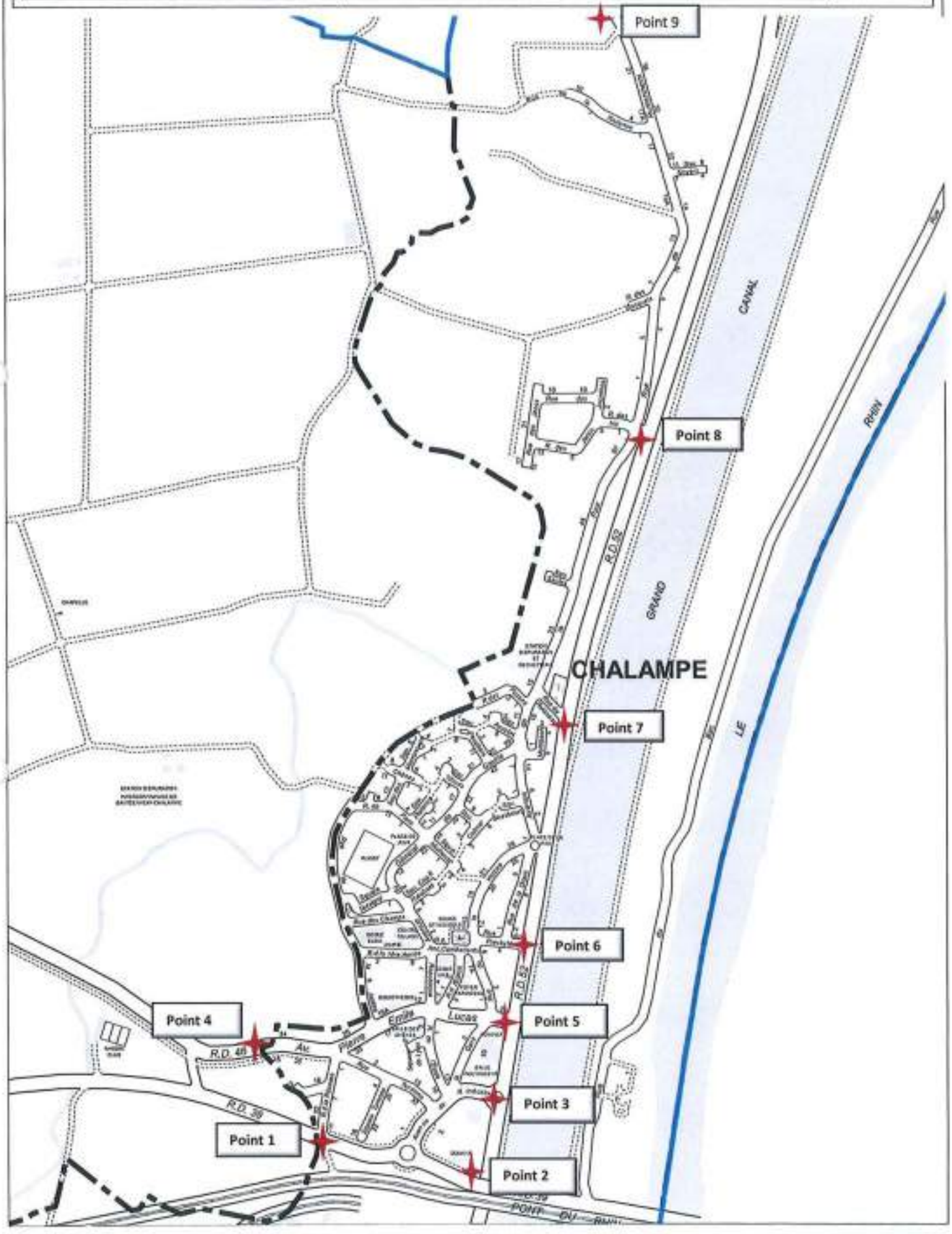
Service

Edité le 13 / 09 / 2021 par ElyxWeb@m2A

PLAN

COMMUNE DE CHALAMPE

ECHELLE : 1/10000



MAIRIE DE DIETWILLER
HAUT – RHIN

ARRETE MUNICIPAL n° 042 / 2021
Portant sur les limites d'agglomération
- Annule et remplace l'arrêté n° 037 /2021 -

Le Maire de la Commune de DIETWILLER.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R 411-25 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I – 8e partie - signalisation d'indication ;

Considérant, que par suite du développement de l'urbanisation dans la commune, il convient de modifier les limites d'agglomération

ARRÊTE

Article 1 : Le présent arrêté abroge et remplace tout arrêté antérieur concernant les limites d'agglomération.

Article 2 : Emplacement des signaux réglementaires (panneaux type EB 10 et EB 20) :

N°	Panneaux	Points repères routiers P.R.R	Description précise de l'implantation
1 Sur la rue du Général de Gaulle (D6B)	EB 10	Pr 13+972	Entrée Est, en venant de la D20, en direction de Landser
	EB 20	Pr 13+972	Sortie Est, en direction de la D201.
2 Sur la rue du Général de Gaulle (D6B)	EB 10	Pr 12+210	Entrée Ouest, en venant de Landser en direction de la D201.
	EB 20	Pr 12+210	Sortie Ouest, en direction de Landser.
3 Sur la route d'Eschentzwiller (D56)	EB 10	Pr 8+092	Entrée Nord, en venant d'Eschentzwiller.
	EB 20	Pr 8+092	Sortie Nord, en direction d'Eschentzwiller.
4 Sur la route de Schlierbach (D56)	EB 10	Pr 8+985	Entrée Sud, en venant de Schlierbach.
	EB 20	Pr 8+985	Sortie Sud, en direction de Schlierbach.

Un plan de la commune est annexé au présent arrêté.

Article 3 : Les signaux d'entrée et de sortie d'agglomération sont mis en place aux endroits appropriés et conformément aux dispositions réglementaires, par les soins de la commune.

Article 4 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet à compter de sa date de publication sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de DIETWILLER.

Article 6 : Le maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

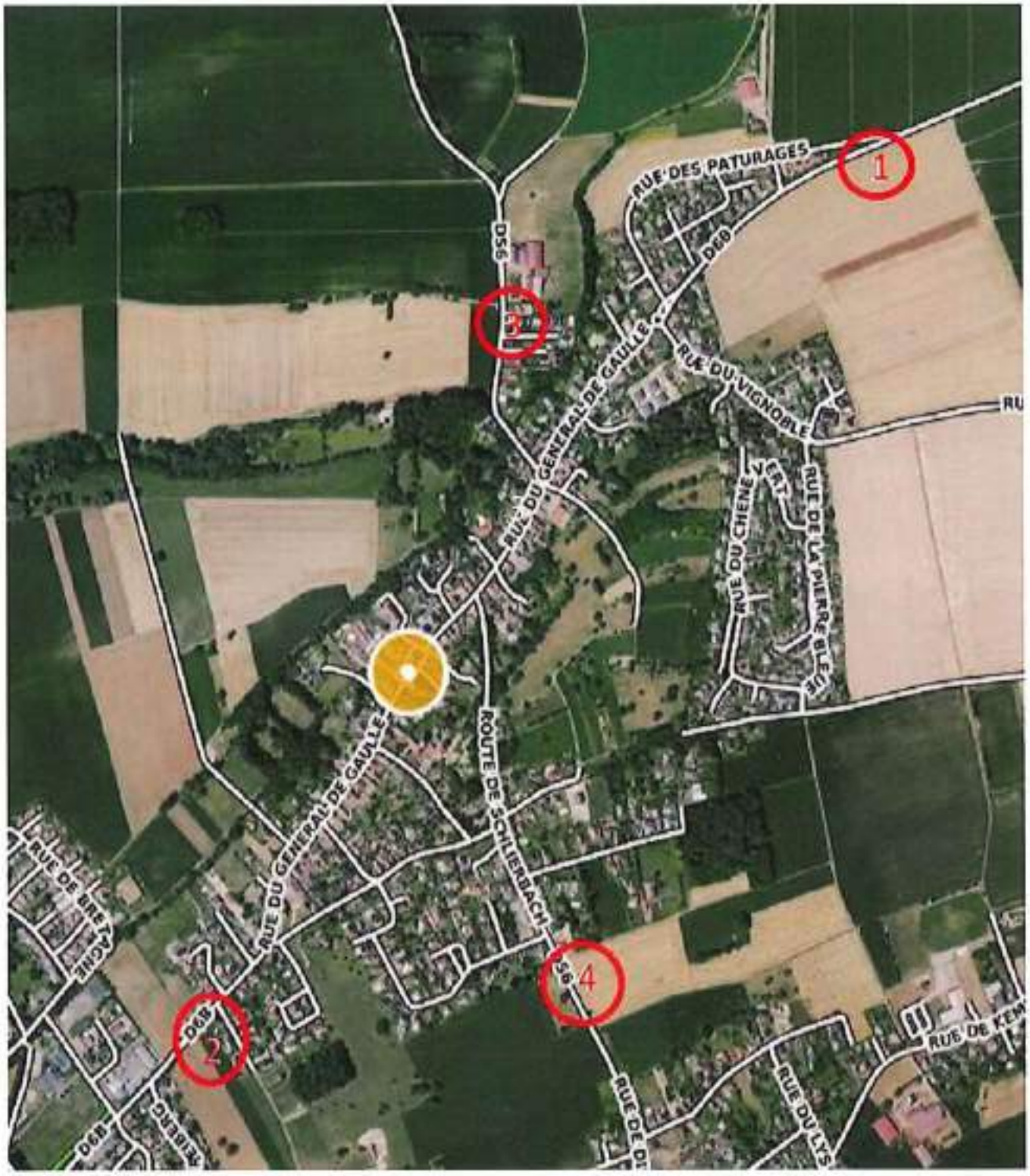
Article 7 : Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Sous-Préfet de Mulhouse
- Monsieur le Procureur de la République
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Sierentz
- Monsieur Alain MORILLON, Chef du Corps de Première Intervention Intercommunal de Landser – Schlierbach – Dietwiller
- SDIS de Saint-Louis
- Syndicat Mixte des Garde Champêtres du Haut-Rhin
- Collectivité Européenne d'Alsace – Agence Routière Centre
- Affichage

Et tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Dietwiller, le 30 juillet 2021
Le Maire,
Christian FRANTZ




1
2
3
4
RUE DES PATURAGES
D68
D68
RUE DU GENERAL DE GAULLE
RUE DU VIGNOBLE
RUE DU CHENE VERT
RUE DE LA PIERRE BLEUE
ROUTE DE SCHLIERBACH
RUE DU GENERAL DE GAULLE
D68
D68
RUE DU LYS

MAIRIE D'ESCHENTZWILLER
2, rue des Tilleuls
68440 ESCHENTZWILLER
03-89-44.38-92
03-89-54-41-64
mairie@eschentzwiller.fr

ARRETE n° 2021/014 du 05 mars 2021

portant fixation des limites de l'agglomération d'Eschentzwiller sur la rue de Dietwiller (RD56), la rue de Habsheim (RD56II vers Habsheim) et la rue de Mulhouse (RD56II vers Zimmersheim).

Le Maire de la Commune d'ESCHENTZWILLER,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 a L 2213-4 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R 411-25 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I – 5e partie - signalisation d'indication :

Considérant qu'il y a lieu de redéfinir de manière précise les limites de l'agglomération d'Eschentzwiller sur la rue de Dietwiller (RD 56), la rue de Mulhouse (RD56II vers Zimmersheim) et la rue de Habsheim (RD56II vers Habsheim);;

ARRETE

Article 1 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de Eschentzwiller sur la rue de Dietwiller (RD 56 vers Dietwiller), la rue de Mulhouse (RD56II vers Zimmersheim) et la rue de Habsheim (RD56II vers Habsheim) sont abrogées.

Article 2 : Les limites de l'agglomération de Eschentzwiller, au sens de l'article R110-2 du code de la route, sont fixées ainsi :

- Sur la rue de Dietwiller (RD 56 vers Dietwiller) PR 6+611
- Sur la rue de Mulhouse (RD56II vers Zimmersheim) PR 5+086
- Sur la rue de Habsheim (RD56II vers Habsheim) : PR 0+718

Article 3 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5e partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la CEA.

Article 4 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Eschentzwiller.

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication

Article 7 : Monsieur le maire de la commune de Eschentzwiller, les services de la Collectivité Européenne d'Alsace, la Gendarmerie de Rixheim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Article 8 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :
- aux service de la Collectivité Européenne d'Alsace,
- à la gendarmerie de Rixheim,
- à la brigade verte d'Eschentzwiller ;

Le Maire,
Gilbert IFFRIG

ESCHENTZWILLER

Limites d'agglomération

ECHELLE : 1/7500

Edité le 12 / 07 / 2021 par ElyxWeb@m2A



Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 068-216800888-20210720-AR182021-AR

COMMUNE DE FELDKIRCH

2021/11

ARRETE N° 18/2021

Fixant les limites de l'agglomération

Le Maire de la Commune de Feldkirch,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Route ;

VU l'instruction ministérielle sur la signalisation routière ;

CONSIDÉRANT la demande de M2A – Mulhouse Alsace Agglomération, il convient de préciser les limites d'agglomération de la commune de Feldkirch, en vue de l'établissement du RLPI,

ARRETE

Article 1 : Les limites de l'agglomération de FELDKIRCH, sont fixées comme suit, et selon le plan joint au présent arrêté :

- Rue de Raedersheim RD 15
- Rue des Bois RD 44 II
- Rue Principale RD 44 (entrée depuis Ungersheim et sortie vers Bollwiller)

Article 2 : L'installation et le remplacement de la signalisation, le cas échéant, seront à la charge de la Collectivité Européenne d'Alsace.

Article 3: Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et publication.

Article 4 : Le Maire est chargé de l'application du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- M. le Président de la Collectivité Européenne d'Alsace
- M. le Président de M2A.
- M. le chef de brigade de la Gendarmerie de Soultz
- M. le chef de la Brigade Verte

MAIRIE DE FELDKIRCH * Haut-Rhin *

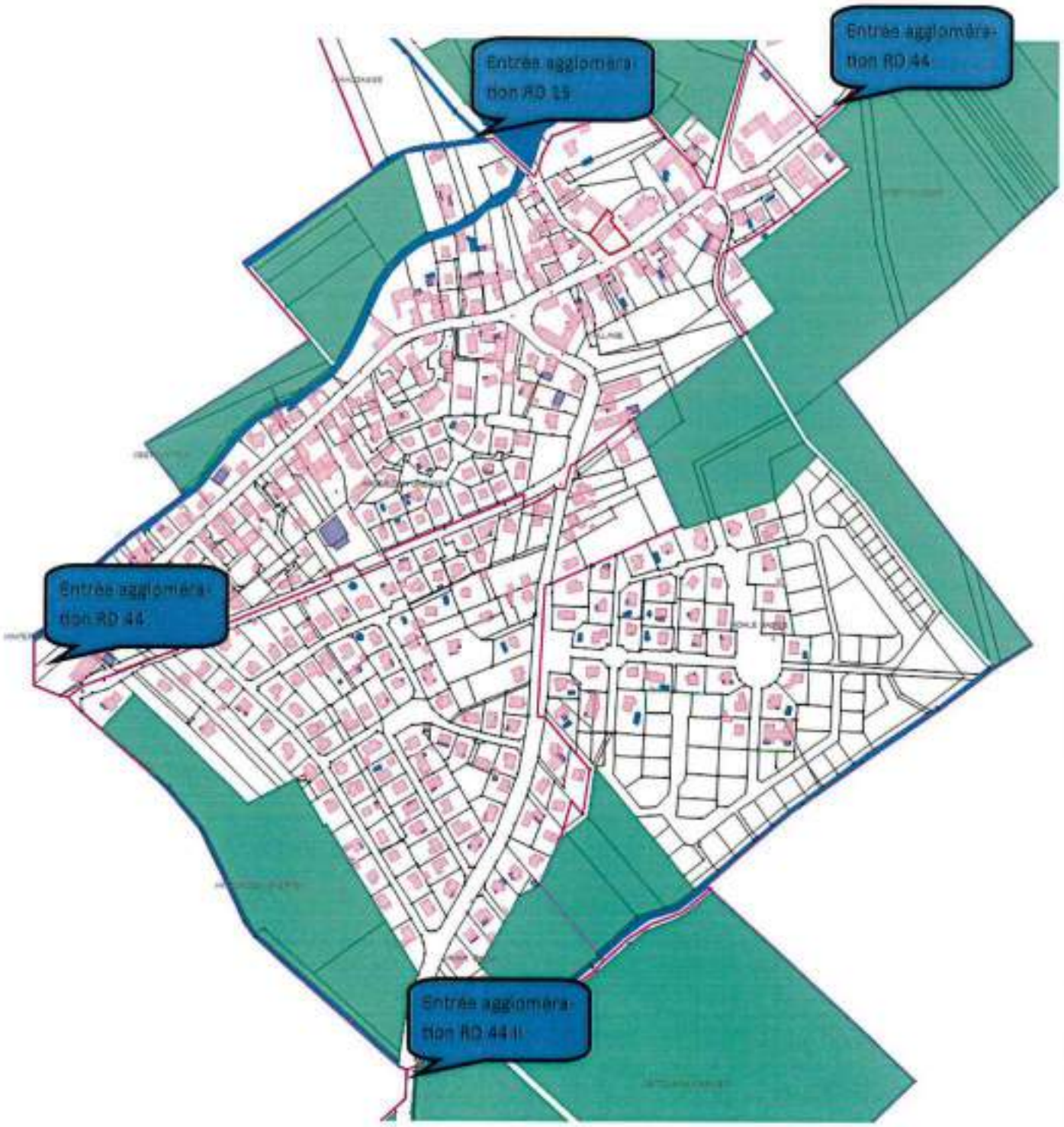
Feldkirch, le 20 juillet 2021
Le Maire

Pierre SALZE

Envoyé en préfecture le 21/07/2021
Reçu en préfecture le 21/07/2021
Affiché le
ID : 068-216800888-20210720-AR182021-AR

ENTREES AGGLOMERATION DE FELDKIRCH

EMPLACEMENTS DES PANNEAUX EB10



2021/20

COMMUNE DE FLAXLANDEN

Arrêté portant sur les limites de l'agglomération

La maire de la commune de Flaxlanden

Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 22122, L 2213-1 à L 2213-3, L 2213-5 et L 2213-6

Vu Le Code de la Route et notamment les articles R 110-2 et R 411-2,

Vu Le Code de la Voirie Routière,

Vu Le Code Pénal,

CONSIDERANT qu'il importe, pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics, de fixer précisément les limites de l'agglomération,

CONSIDERANT qu'il importe de fixer ces limites sur un arrêté unique,

ARRETE

Article 1 – Cet arrêté abroge et remplace toutes les dispositions antérieures concernant les limites d'agglomération.
Article 2 – Sont considérées comme limites d'agglomération, les points ci-dessous énumérés :

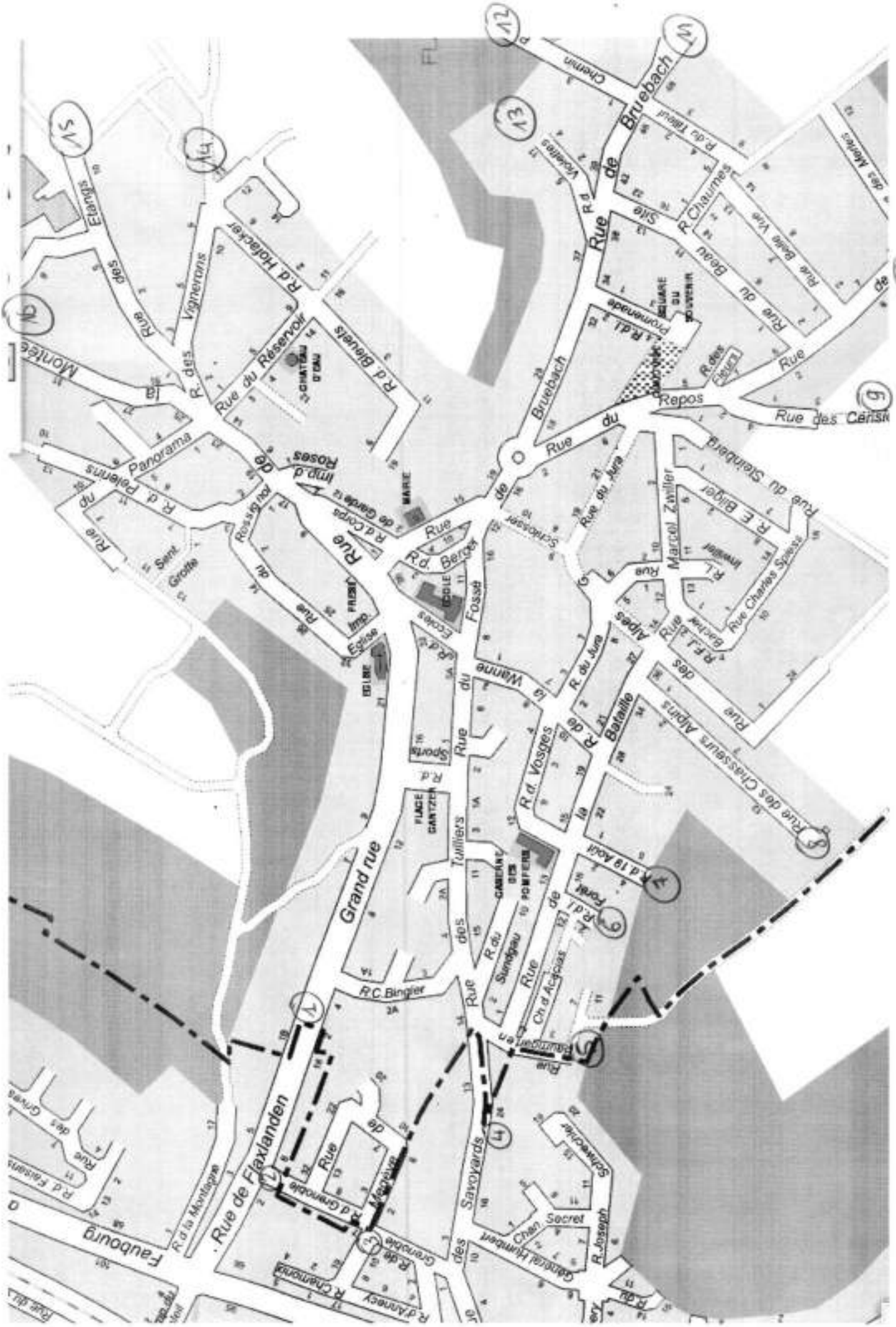
N°	Description précise de l'implantation
1	2 Grand Rue
2	32 rue de Grenoble
3	6 rue de Megève
4	17 rue des Tulliers
5	Rue Baumgarten – sortie sur les champs
6	Rue de la Forêt – sortie sur les champs
7	Rue du 19 août – sortie sur les champs
8	Rue des Chasseurs Alpins – sortie sur les champs
9	Rue des Cerisiers– sortie sur les champs
10	Rue de Steinbrunn– sortie sur les champs
11	Rue de Bruebach– sortie sur les champs
12	Rue du Geigenthal– sortie sur les champs
13	Rue des Violettes– sortie sur les champs
14	Rue des Vignerons– sortie sur les champs
15	Rue des Etangs– sortie sur les champs
16	Rue de la Montée– sortie sur les champs

Article 3 – Tout agent de la force publique est chargé de l'exécution du présent arrêté

Fait à Flaxlanden, le 23 septembre 2021

Le Maire de Flaxlanden
Mme Francien AGUDO-PEREZ

MAIRIE DE FLAXLANDEN • HAUT-RHIN •


Rue de Flaxlanden
Grand rue
Rue du Bruebach
Rue du Repos
Rue du Réservoir
Rue du Panorama
Rue du Vignerons
Rue des Alpes
Rue du Jura
Rue du Vosges
Rue du Sundgau
Rue du Ch d Acacias
Rue du Ch d Amandiers
Rue du Ch d Oliviers
Rue du Ch d Orangers
Rue du Ch d Pêchers
Rue du Ch d Pommiers
Rue du Ch d Poiriers
Rue du Ch d Prunelliers
Rue du Ch d Noyers
Rue du Ch d Cerisiers
Rue du Ch d Abricotiers
Rue du Ch d Framboisiers
Rue du Ch d Groseilliers
Rue du Ch d Mûriers
Rue du Ch d Myrtilles
Rue du Ch d Airelles
Rue du Ch d Canneberges
Rue du Ch d Figuiers
Rue du Ch d Grenadiers
Rue du Ch d Kakis
Rue du Ch d Litchis
Rue du Ch d Papayers
Rue du Ch d Ananas
Rue du Ch d Bananiers
Rue du Ch d Cocotiers
Rue du Ch d Dattiers
Rue du Ch d Mangues
Rue du Ch d Papayes
Rue du Ch d Pastèques
Rue du Ch d Melons
Rue du Ch d Courges
Rue du Ch d Citrouilles
Rue du Ch d Potirons
Rue du Ch d Courgettes
Rue du Ch d Aubergines
Rue du Ch d Poivrons
Rue du Ch d Tomates
Rue du Ch d Concombres
Rue du Ch d Cornichons
Rue du Ch d Haricots
Rue du Ch d Petits Pois
Rue du Ch d Fèves
Rue du Ch d Lentilles
Rue du Ch d Pois Chiches
Rue du Ch d Soja
Rue du Ch d Quinoa
Rue du Ch d Riz
Rue du Ch d Blé
Rue du Ch d Orge
Rue du Ch d Seigle
Rue du Ch d Avoine
Rue du Ch d Maïs
Rue du Ch d Sarrasin
Rue du Ch d Millet
Rue du Ch d Sorgho
Rue du Ch d Teff
Rue du Ch d Fonio
Rue du Ch d Amarante
Rue du Ch d Quinoa
Rue du Ch d Chia
Rue du Ch d Lin
Rue du Ch d Chanvre
Rue du Ch d Coton
Rue du Ch d Bambou
Rue du Ch d Rotin
Rue du Ch d Osier
Rue du Ch d Jonc
Rue du Ch d Roseau
Rue du Ch d Papyrus
Rue du Ch d Lotus
Rue du Ch d Nénuphar
Rue du Ch d Iris
Rue du Ch d Glaïeul
Rue du Ch d Tulipe
Rue du Ch d Jonquille
Rue du Ch d Narcisse
Rue du Ch d Muguet
Rue du Ch d Lys
Rue du Ch d Orchidée
Rue du Ch d Rose
Rue du Ch d Pivoine
Rue du Ch d Dahlia
Rue du Ch d Zinnia
Rue du Ch d Tournesol
Rue du Ch d Marguerite
Rue du Ch d Bleuet
Rue du Ch d Coquelicot
Rue du Ch d Pavot
Rue du Ch d Jacinthe
Rue du Ch d Hyacinthe
Rue du Ch d Giroflée
Rue du Ch d Violette
Rue du Ch d Pensée
Rue du Ch d Myosotis
Rue du Ch d Forget-me-not
Rue du Ch d Nigelle
Rue du Ch d Bleuet
Rue du Ch d Coquelicot
Rue du Ch d Pavot
Rue du Ch d Jacinthe
Rue du Ch d Hyacinthe
Rue du Ch d Giroflée
Rue du Ch d Violette
Rue du Ch d Pensée
Rue du Ch d Myosotis
Rue du Ch d Forget-me-not
Rue du Ch d Nigelle

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE GALFINGUE

Département du Haut-Rhin
Arrondissement de Mulhouse

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT N° 32/2022
FIXANT LES LIMITES DE L'AGGLOMERATION DE GALFINGUE

Le Maire de la Commune de GALFINGUE

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relatives aux droits et libertés des collectivités territoriales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 ;
Vu le Code Général des Collectivités et notamment ses articles L.2213-1 à L.2213-4 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants. R.411-2, R.411-8 et R.411-25 ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I – 5ème partie – signalisation d'indication ;
Vu l'arrêté municipal du 11 mai 1981 fixant les limites de l'agglomération ;

Considérant qu'il importe pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics, de fixer précisément les limites de l'agglomération ;
Considérant qu'il importe de fixer ces limites sur un arrêté unique :

ARRETE

Article 1 : Le présent arrêté abroge et remplace tout arrêté antérieur concernant les limites de l'agglomération ;

Article 2 : Sont considérées comme limites de l'agglomération :

N°	Points de repère du service routier de Mulhouse	Description de l'implantation
1	PR 3+865	Rue du 25 Novembre – RD19 (Direction Heimsbrunn)
2	PR 2+623	Rue du 25 Novembre - RD19 (Direction Spechbach)
3	PR 5+312	Rue du Général de Gaulle – RD18.2

Article 3 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'arrêté interministériel, est en place et maintenue aux points désignés par l'article 2. ,

Article 4 : Les Agents de la Force publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui est publié dans les conditions réglementaires habituelles :

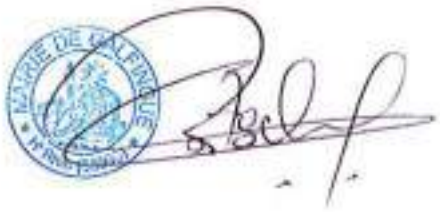
Article 5 : Monsieur le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication ;

Correspondance à adresser à : Maire de GALFINGUE – 9, rue du 25 Novembre – 68230 GALFINGUE
☎ 03 89 83 99 12 – Fax 03 89 81 86 29 – E-mail : mairie@galfingue.fr

Accusé de réception en préfecture
068-216801019-20220707-ARRETE_32-2022-AR
Date de télétransmission : 08/07/2022
Date de réception préfecture : 08/07/2022

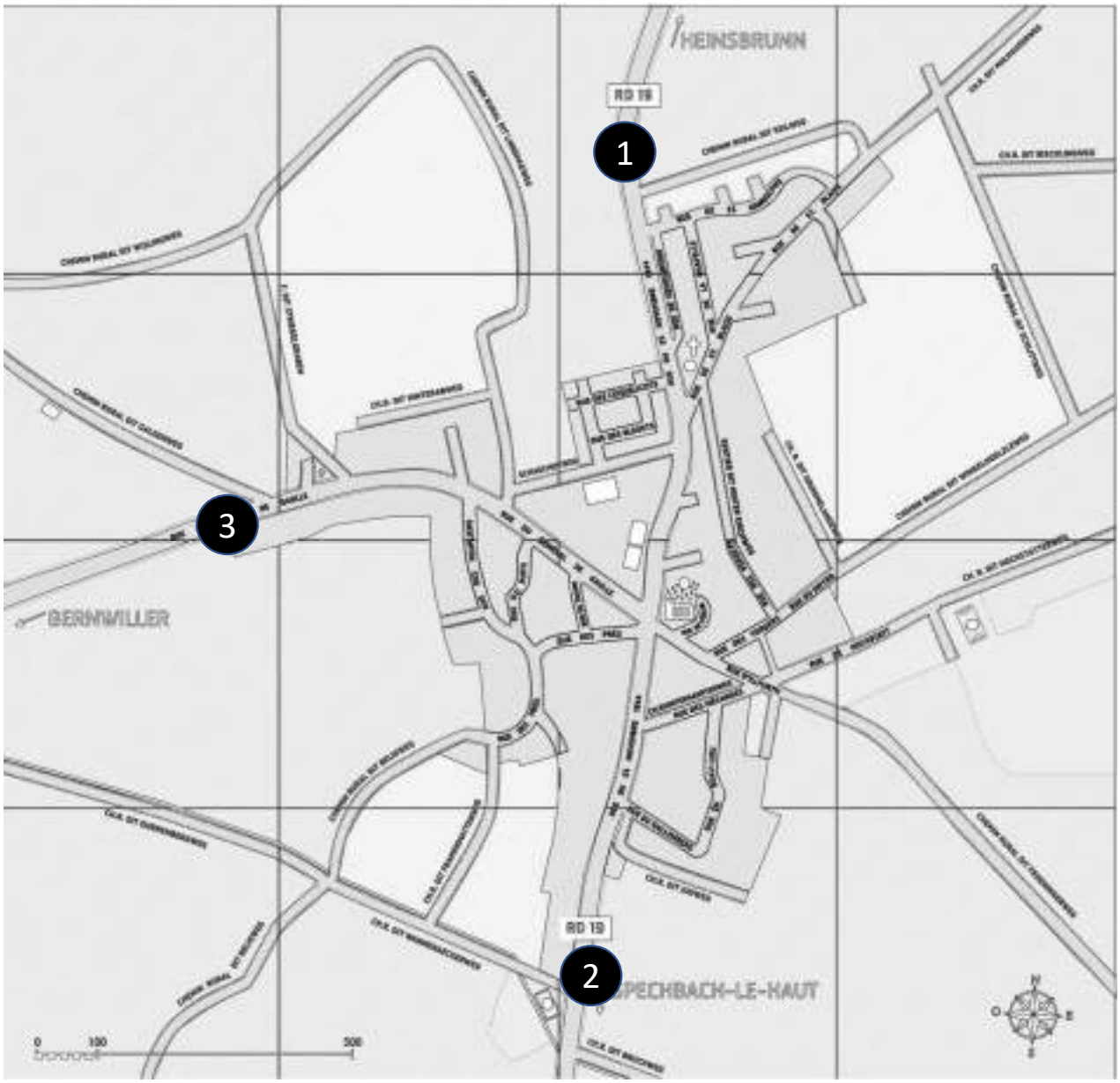
Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :
- Monsieur le Président de la Collectivité Européenne d'Alsace ;
- Monsieur le Préfet de police du Haut-Rhin ;
- Monsieur le Président de Mulhouse Alsace Agglomération – m2A ;
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de LUTTERBACH.

Fait à Galfingue, le 7 juillet 2022
Le Maire, Christophe BITSCHENE



Correspondance à adresser à : Mairie de GALFINGUE – 9, rue du 25 Novembre
☎ 03 89 81 99 12 – Fax 03 89 81 86 29 – E.mail : mairie@galfingue.fr

Accusé de réception en préfecture
068-216801019-20220707-ARRETE_32-2022-AR
Date de télétransmission : 08/07/2022
Date de réception préfecture : 08/07/2022


HEINSBRUNN
RD 19
1
3
BERNWILLER
RD 19
2
SPECHBACH-LE-HAUT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Haut-Rhin

MAIRIE DE HABSHEIM

Chef-lieu du Canton

ARRETE MUNICIPAL N° 41/2010
portant modification des limites d'agglomération sur la RD 201

Le Maire de HABSHEIM,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 ,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ,

VU le Code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R 411-25 ,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 5ème partie – signalisation d'indication ,

VU les travaux d'aménagement de la RD 201 entre le croisement des rues du Chant des Oiseaux et de Zimmersheim et la rue des Mésanges ;

VU les prescriptions particulières du Conseil Général en date du 2 octobre 2009 ,

ARRETE

ARTICLE 1 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de Habsheim sur la RD 201, PR 44-890 (partie Sud- vers Sierentz) sont abrogées.

ARTICLE 2 : Les limites de l'agglomération de Habsheim , au sens de l'article R 110-2 du Code de la Route sont modifiées comme suit : RD 201, partie Sud en direction de Sierentz, P.R 45+351

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – livre I – 5ème partie – signalisation d'indication – est mise en place à la charge de l'entreprise.

ARTICLE 4 : Les dispositions définies par l'article 2 du présent arrêté prendront effet à partir de la date du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Habsheim.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Mulhouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : M. le Maire de la commune de Habsheim M. le Directeur Général des Services du Département, M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Mulhouse et M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Rixheim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Copie du présent arrêté sera transmise à

- M. le Sous-Préfet de MULHOUSE
- M. le Procureur de la République de MULHOUSE
- M. le Président du Conseil Général du Haut-Rhin
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de MULHOUSE
- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de RIXHEIM
- BRIGADES VERTES de SOULTZ
- D.D.T du Haut-Rhin à Mulhouse
- M. le Responsable du Service Technique
- Affichage

HABSHEIM le 6 mars 2010
Gérard LAMY, Maire

94 rue du Général de Gaulle 68440 HABSHEIM ☎ : 03.89.44.03.07 🖷 : 03.89.54.10.58
Courriel . contact@mairie-habsheim.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Haut-Rhin

MAIRIE DE HABSHEIM

Chef-lieu du Canton

ARRETE MUNICIPAL N° 25/2010
portant modification des limites d'agglomération sur la RD56 II, en direction d'Eschentzwiller

SOUS-PREFECTURE
19 FEV. 2010
68052 MULHOUSE CEDEX

Le Maire de la Commune de HABSHEIM,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-4,

VU le code de la route et notamment les articles R110-1 et suivants, R411-2, R411-8 et R411-25 ,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

CONSIDERANT les excès de vitesse et le manque de visibilité au croisement des rues de Landser et d'Eschentzwiller suite à l'implantation d'une nouvelle construction ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de Habsheim sur la RD56 II en direction d'Eschentzwiller sont abrogées.

ARTICLE 2 : Les limites de l'agglomération de Habsheim, au sens de l'article R110-2 du code de la route, sont modifiées comme suit : **RD56 II en direction d'Eschentzwiller, Pr : 1+653**

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 4 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Habsheim.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Mulhouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : M. le Maire de la commune de Habsheim, M. le Directeur Général des Services du Département, M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Mulhouse et M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Rixheim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

ARTICLE 8 : Copie du présent arrêté sera transmise à :

- **M. le Sous Préfet de MULHOUSE**
- **M. le Procureur de la République de MULHOUSE**
- M. le Président du Conseil Général
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de MULHOUSE
- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de RIXHEIM
- BRIGADES VERTES de SOULTZ
- DDT du Haut-Rhin à Mulhouse
- **M. le Responsable du Service Technique**
- Affichage

HABSHEIM, le 17 février 2010
Gérard LAMY, Maire :

94 rue du Général de Gaulle 68440 HABSHEIM ☎ : 03.89.44.03.07 🖷 : 03.89.51.10.58
Courriel : contact@mairie-habsheim.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Haut-Rhin

MAIRIE DE HABSHEIM

Chef-lieu du Canton

ARRETE MUNICIPAL N° 103/2010
portant modification des limites d'agglomération
sur le RD 56 II

Le Maire de HABSHEIM,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1 à L 2213-4 ;

VU le Code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R 411-25 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 5ème partie – signalisation d'indication ;

VU le danger que représente la croisement Rue de la Rampe / Rue de Petit-Landau ;

VU les propositions de la Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de Habsheim sur la RD 56 II, PR 2 + 475 (direction Kembs-Petit-Landau) sont abrogées.

ARTICLE 2 : Les limites de l'agglomération de Habsheim, au sens de l'article R 110-2 du Code de la Route sont modifiées comme suit : RD 56 II, P.R 2 + 900.

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – livre I – 5ème partie – signalisation d'indication – est mise en place

ARTICLE 4 : Les dispositions définies par l'article 2 du présent arrêté prendront effet à partir de la date du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Habsheim.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Mulhouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : M. le Maire de la commune de Habsheim, M. le Directeur Général des Services du Département, M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Mulhouse et M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Rixheim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Copie du présent arrêté sera transmise à :

- M. le Sous-Préfet de MULHOUSE
- M. le Procureur de la République de MULHOUSE
- M. le Président du Conseil Général du Haut-Rhin
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de MULHOUSE
- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de RIXHEIM
- BRIGADES VERTES de SOULTZ
- Unité Routière – Rue de l'Aérodrome RIXHEIM
- M. le Responsable du Service Technique
- Affichage

HABSHEIM le 30 juin 2010
Le Maire

Gérard LAMY

94 rue du Général de Gaulle 68440 HABSHEIM ☎ : 03.89.44.03.07 🖷 : 03.89.54.10.58
Courriel : contact@mairie-habsheim.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN
COMMUNE DE HABSHEIM

ARRETE MUNICIPAL n° 048/2021
portant modification des limites d'agglomération sur la RD 201

CL

Le Maire de la Commune de HABSHEIM,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;
VU le Code de la Route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8, R 411-25
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I 5ème partie – signalisation d'indication ;

ARRETE

Article 1er : Toutes les dispositions définies par l'arrêté municipal n° 83/2000 fixant les anciennes limites de l'agglomération sont abrogés.

Article 2 : Les limites de l'agglomération de Habsheim, au sens de l'article R 110-2 du Code de la Route sont modifiées comme suit : RD 201 – P.R 42 + 502

Article 3 : La signalisation règlementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – livre I – 5ème partie – signalisation d'indication – sera mise en place à la charge de la commune.

Article 4 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Habsheim.

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Mulhouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7 : Tout agent de la force publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Copie du présent arrêté sera transmise à :

- M. le Sous-Préfet de MULHOUSE
- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de RIXHEIM
- M. le Président des Brigades Vertes de SOULTZ
- M. le Lieutenant-Colonel du Groupement des Sapeurs-Pompiers de MULHOUSE-RHIN
- M. le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de HABSHEIM
- M. le Responsable du Service Technique
- M. le Responsable de la Police Municipale
- Affichage

HABSHEIM le 4 mai 2021
Gilbert FUCHS
Maire de HABSHEIM

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

94 rue du Général de Gaulle 68440 HABSHEIM - ☎ 03 89 44 03 07 - 🖷 03 89 54 10 58
contact@mairie-habsheim.fr - www.mairie-habsheim.fr

Impression - Application Cadastre



Points

Override 1

Communes

Parcelles

0 0,7 1,4 km

N

Impression en date du 12/07/2021

Source: DGFiP / DDFiP du Haut-Rhin
Map data © OpenStreetMap contributors, CC-BY-SA

DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN
CANTON DE KINGERSHEIM
COMMUNE DE HEIMSBRUNN

N° 23/2019

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
******
Liberté - Égalité - Fraternité
******

ARRETE DU MAIRE PORTANT CREATION D'UNE ZONE D'AGGLOMERATION AU LIEUDIT « HAULIBOURG »

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE HEIMSBRUNN,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée relative aux droits et liberté des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L.2212-1, et L.2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs conférés au Maire en matière de police de la circulation ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R110.1, R110.2, R411.2, R411.8 et R411.25 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 5° partie – signalisation d'indication ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de créer une zone d'agglomération au lieudit « Haulibourg » du point repère 6+741 au 7+020 sur la Route Départementale 166 ;

ARRETE

Article 1er :

Une zone d'agglomération est créée au lieudit « Haulibourg » du point repère 6+741 au 7+020 sur la Route Départementale 166. La vitesse est limitée à 50 km/heure.

Article 2 :

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – livre I – 5° partie – signalisation d'indication, sera mise en place.

Article 3 :

Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 1 ci-dessus.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Heimsbrunn.

Article 5 :

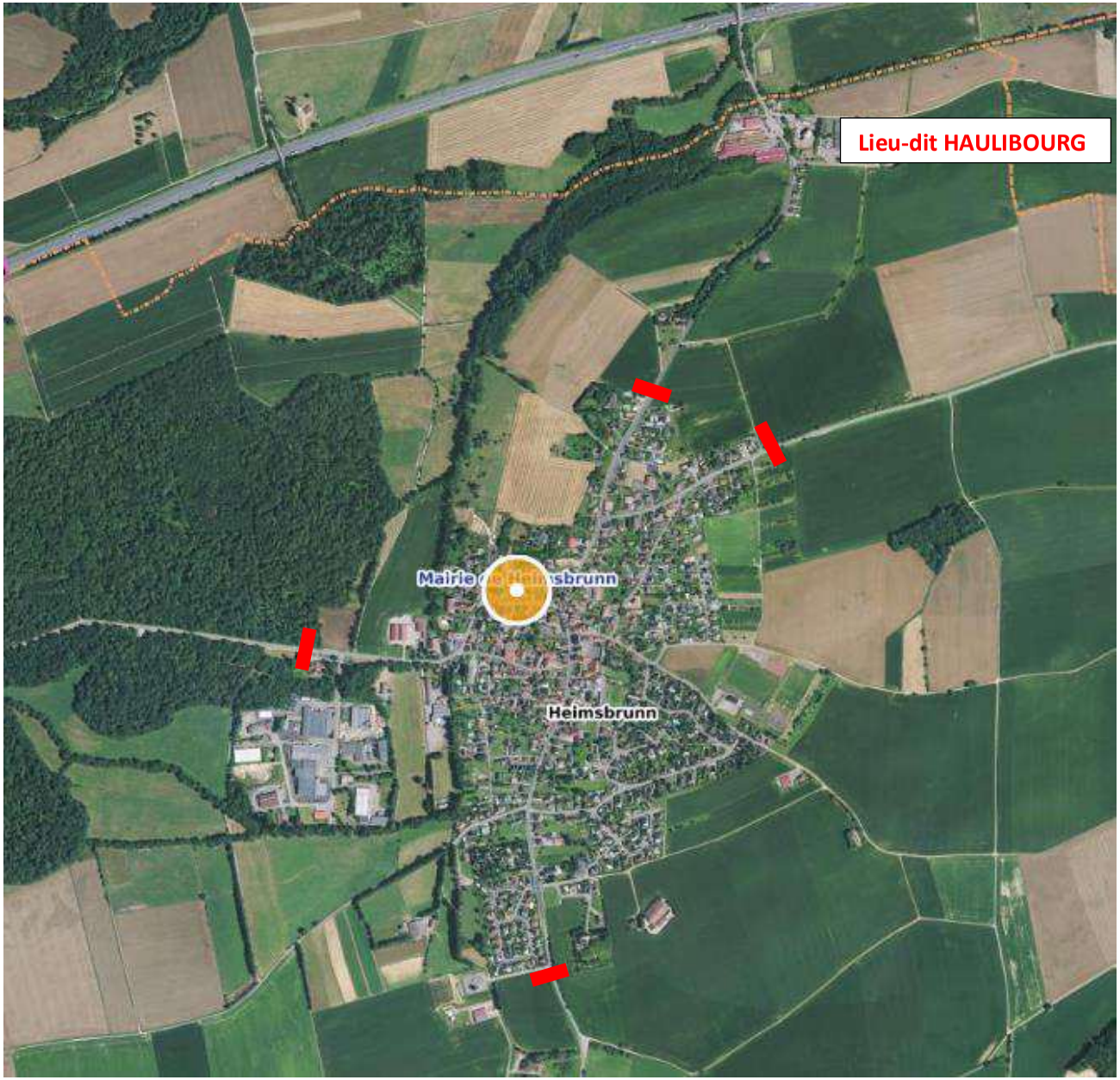
Monsieur le Maire de la commune de Heimsbrunn est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à :
- Monsieur le Président du Conseil Départemental du Haut-Rhin à Colmar
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Lutterbach
- Monsieur le Président du Syndicat Mixte des Gardes-Champêtres Intercommunaux de Soultz
- Monsieur le Directeur du Service d'Aide Médicale d'Urgence à Mulhouse
- Monsieur le Chef de corps des Sapeurs Pompiers à Heimsbrunn.

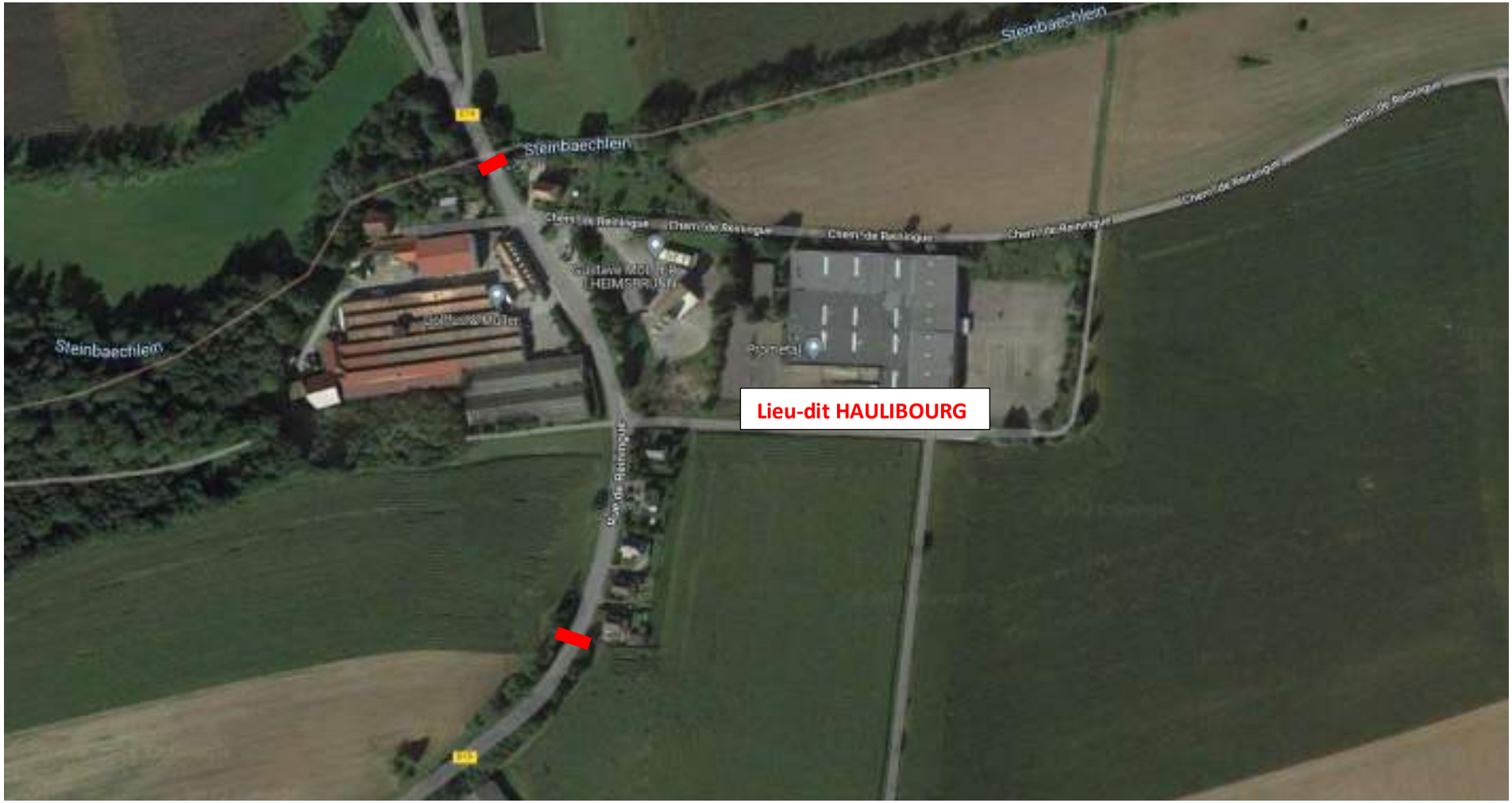
HEIMSBRUNN, le 24 avril 2019
Le Maire-Adjoint :



Claudia **SIEDLACZEK**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.


Lieu-dit HAULIBOURG
Heimsbrunn


Steinbaechlein
Steinbaechlein
Steinbaechlein
Chemin de Reininguë
Chemin de Reininguë
Chemin de Reininguë
Chemin de Reininguë
Chemin de Reininguë
Lieu-dit HAULIBOURG

DEPARTEMENT
HAUT-RHIN
CANTON
ILLZACH
COMMUNE
HOMBOURG

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

N° 7/1997

ARRETE DU MAIRE

portant modification des limites d'agglomération

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE HOMBOURG,

VU le Code des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 131.3, L 131.4 et L 181.38,
VU le Code de la Route et notamment ses articles R 1, R 44 et R 225,
VU l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière,
CONSIDERANT qu'il y a lieu de modifier la limite de l'agglomération de la sortie SUD vers Petit-Landau afin d'assurer la sécurité des riverains du groupe d'habitations du Domaine de Hombourg et plus particulièrement celle des enfants qui se rendent à pieds à l'école primaire.

ARRETE

Article 1er : Les limites de l'agglomération de la commune de HOMBOURG sont fixées ainsi qu'il suit sur la route départementale n° 468,

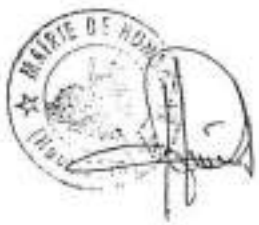
	Entrée d'agglomération	Fin d'agglomération
Sortie NORD vers Ottmarsheim	PR 14 + 770	PR 14 + 770
Sortie SUD vers Petit-Landau	PR 13 + 665	PR 13 + 665

Article 2 : Les limites de l'agglomération sont signalées par des panneaux de type EB 10 (entrée d'agglomération) et EB 20 (fin d'agglomération)

Article 3 : Ampliation du présent arrêté sera notifié à :

* Monsieur le Sous- Le Préfet de Mulhouse (1)
* Monsieur le Préfet du Haut-Rhin (1)
* Monsieur le Président du Conseil Général (1)
* Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement (1)
* Monsieur le Chef d'escadron commandant le Groupement de Gendarmerie du Haut-Rhin (1)

Fait à HOMBOURG, le 11 juin 1997
Le Maire



REPUBLIQUE FRANCAISE - DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN

MW/PW

ARRETE DE POLICE LOCALE

N° 319/2013 - 94/2013/POL du 07 novembre 2013
Portant sur les limites d'agglomération

Le Maire de la Ville d'ILLZACH,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le "Code des Communes",

VU le décret n° 2001-251 du 25 mars 2001 du "Code de la Route", applicable à la Police de la Circulation Routière, modifié et complété notamment par les articles R110-2 et R411-2 concernant les limites d'agglomération,

VU l'Instruction Interministérielle du 22 octobre 1963 sur la signalisation des routes et autoroutes, modifiée et complétée,

VU l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation des routes et autoroutes, modifié et complété,

A R R E T E

Article 1 Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 18/93/POL du 16 juin 1993.

Article 2 Les limites d'agglomération de la commune d'ILLZACH se situent en limite du ban communal sur :

- ⇨ la route départementale RD 20 III (rue de Mulhouse/rue Hoffet)
- ⇨ la route départementale RD 38 (rue des Vosges)
- ⇨ la route départementale RD 39 (avenue de Fribourg Sud)
- ⇨ la route départementale RD 422 (rue de Sausheim)

Article 3 Les limites d'agglomération de la commune d'ILLZACH se situent en limite du ban communal sur :

- ⇨ la rue des Jonquilles
- ⇨ la rue d'Illzach Prolongée
- ⇨ la rue de Kingersheim
- ⇨ la rue du Château d'Eau

Article 4 Les limites d'agglomération de la commune d'ILLZACH se situent en limite du ban communal sur :

- ⇨ la route départementale RD 201, au droit de la rue Zuber Rieder
- ⇨ l'avenue de Lyon, au droit de la rue de Berne.

Article 5 Les limites d'agglomération de la commune d'ILLZACH se situent en limite du ban communal Est sur :

- ⇨ la route départementale RD 201 au PR 37+810
- ⇨ la route départementale RD 39 au PR 3+697

Article 6 Les signaux d'entrée et de sortie d'agglomération seront mis en place aux endroits appropriés et conformément aux dispositions réglementaires, par les soins des services techniques de la Ville d'ILLZACH;

Article 7 Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- ➢ Monsieur le Procureur de la République de MULHOUSE
- ➢ Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de MULHOUSE
- ➢ Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'ILLZACH
- ➢ Monsieur le Président du Conseil Général du Haut-Rhin, Direction des Routes et des Transports, Service Projets Routiers 1, 125b avenue d'Alsace, 68006 COLMAR Cedex
- ➢ Madame le Directeur Général des Services
- ➢ Service Technique
- ➢ Affichage
- ➢ Archives
- ➢ Police Municipale

Illzach, le 07 novembre 2013
Le Maire,
Signé
Daniel ECKENSPIELLER

AMPLIATIONS TRANSMISES A :

- ➢ Monsieur le Procureur de la République de MULHOUSE
- ➢ Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de MULHOUSE
- ➢ Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'ILLZACH
- ➢ Monsieur le Président du Conseil Général du Haut-Rhin, Direction des Routes et des Transports, Service Projets Routiers 1, 125b avenue d'Alsace, 68006 COLMAR Cedex
- ➢ Madame le Directeur Général des Services
- ➢ Service Technique
- ➢ Affichage
- ➢ Archives
- ➢ Police Municipale

Illzach, le 07 novembre 2013
Le Directeur Général des Services,

MAIRIE D'ILLZACH Haut-Rhin

Andrée DIETHER

Certifié exécutoire par le Maire,
compte-tenu de la réception en
Sous-Préfecture le 8 NOV. 2013

MAIRIE D'ILLZACH Haut-Rhin

Le Maire,

Daniel ECKENSPIELLER

Certifié exécutoire par le Maire
compte tenu de la publication
Le 12 novembre 2013
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

MAIRIE D'ILLZACH Haut-Rhin

Michel RIES


Limites
d'Agglomération
ILLZACH - CENTRE
4 SAISONS
MODENHEIM
POLE ECONOMIQUE DE L'ILE
NAPOLEON
ILE NAPOLEON
AUBAN
ZONE
INDUSTRIELLE
NORD
ESPACE
LIBERTE
ARENES
TIG
ESPACE LOISIRS
DE LA DOLLER
ZONE LOISIRS
DES 4 SAISONS
PARC G. URBANN
PARC DE
MODENHEIM
RUE DU RHIN
AVENUE DE BERNE
RD 238
RD 39
AVENUE DE LYON
AVENUE DE SUISSE
AVENUE DE HOLLANDE
AVENUE DE ROTTERDAM
PORT RHENAN
RHONE
AU
CANAL
DU
QUAI
DE
RUE DE L'ILL (NAUDOU)

Ville de Kingersheim

Le Maire

315/2021

Arrêté fixant les limites d'agglomération

Le Maire de la Ville de Kingersheim

Le 22 juillet 2021

Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2, L 2213-1 à L2213-3, L 2213-5 et L 2213-6

Vu Le Code de la Route et notamment les articles R 110-2 et R 411-2,

Vu Le Code de la Voirie Routière,

Vu Le Code Pénal,

CONSIDERANT qu'il importe, pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics, de fixer précisément les limites de l'agglomération,

CONSIDERANT qu'il importe de fixer ces limites sur un arrêté unique,

ARRETE

Article 1 – Cet arrêté abroge et remplace toutes les dispositions antérieures concernant les limites d'agglomération.

Article 2 – Sont considérées comme limites de l'agglomération, les points ci-dessous énumérés

N°	point	Points coordonnées Cadastre	Description de l'implantation
1	Entrée Sortie	2024204.2403-7184462.9837 2024227.8300-7184475.4100	Proche du 2 faubourg de Mulhouse
2	Entrée Sortie	2024006.9078-7184390.0769 2023996.6756-7184387.4530	1 rue du Saule
3	Entrée Sortie	2023877.1667-7184353.2412 2023867.6818-7184350.2869	28 rue du Ban
4	Entrée Sortie	2023699.6089-7184299.0674 2023690.2229-7184296.3534	10 rue du Ban
5	Entrée Sortie	2023528.3865-7184257.4680 2023504.2400-7184266.2351	2B faubourg de Mulhouse

.../...

N°	point	Points coordonnées Cadastre	Description de l'implantation
6	Entrée	2022623.6457-7184535.1105	41 rue du Vieil Armand
	Sortie	2022630.8980-7184542.8861	
7	Entrée	2022364.3880-7185430.6100	1 rue du Bigarreau
	Sortie	2022367.8100-7185444.1900	
8	Entrée	2022313.1600-7186181.7400	Rue du Bigarreau limite Wittenheim
	Sortie	2022327.6900-7186182.6400	
9	Entrée	2023035.3419-7186382.9802	212 faubourg de Guebwiller
	Sortie	2023049.5821-7186387.7270	
10	Entrée	2023206.8456-7186437.6326	6 rue du Réséda
	Sortie	2023212.7900-7186439.4700	
11	Entrée	2023283.2973-7186460.9709	6 rue de la Primevère
	Sortie	2023289.1994-7186463.0868	
12	Entrée	2023418.6105-7186519.6284	2 rue de l'Eglantine
	Sortie	2023424.1785-7186521.4101	
13	Entrée	2023557.4151-7186580.9457	26 rue de Rose
	Sortie	2023564.2082-7186583.9504	
14	Entrée	2023620.9853-7186608.1523	10 rue du Coquelicot
	Sortie	2023626.6647-7186610.3795	
15	Entrée	2024093.8430-7186895.7161	Piste cyclable nord Plaine de foot
	Sortie	2024101.3092-7186897.6284	
16	Entrée	2024683.4700-7186956.7100	168 faubourg de Mulhouse
	Sortie	2024697.3364-7186956.2199	
17	Entrée	2024926.5124-7186964.1852	20 rue de l'Entente
	Sortie	2024938.4750-7186964.6637	
18	Entrée	2025079.2662-7186969.2436	38 rue de l'Entente
	Sortie	2025078.9791-7186973.5301	
19	Entrée	2025280.0208-7186616.1846	RD 55 au niveau du pont direction Sausheim
	Sortie	2025278.5509-7186602.7099	
20	Entrée	2025341.4861-7185910.5911	21 rue de Sausheim
	Sortie	2025345.4338-7185903.3537	

.../...

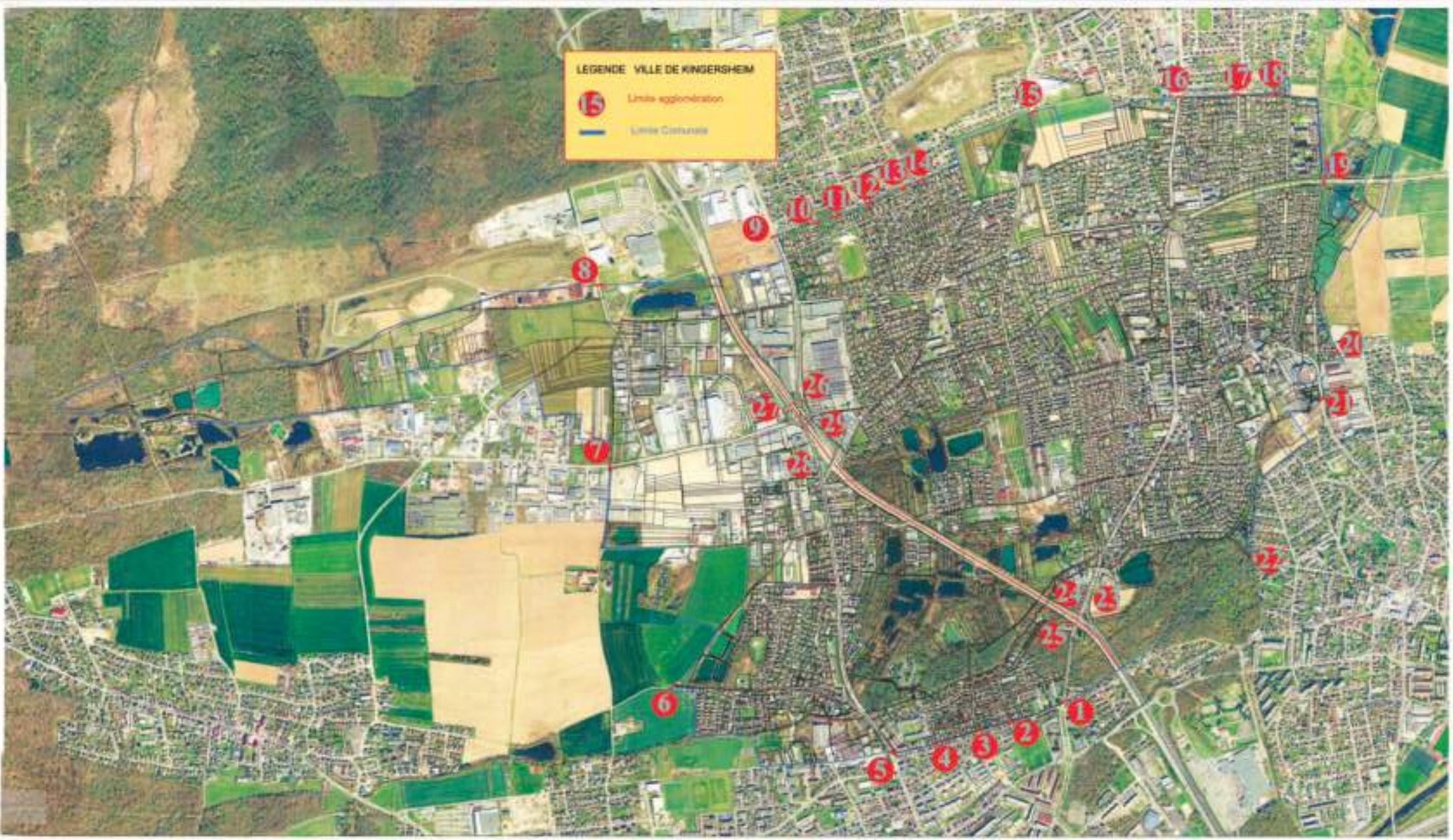
N°	point	Points coordonnées Cadastre	Description de l'implantation
21	Entrée Sortie	2025280.1586-7185720.3768 2025272.6557-7185710.4239	Rue d'Illzach après Leclerc vers Illzach
22	Entrée Sortie	2024989.4784-7185067.1457 2024983.1288-7185061.9623	Roedlen Parcours Vita vers Illzach
23	Entrée	2024316.2695-7184850.8737	Entrée de RD430 Mulhouse
24	Entrée Sortie	2024297.7273-7184829.3119 2024283.5101-7184834.4064	Entrée après traversée RD 430 vers fg de Mulhouse direction Wittenheim Sortie droite direction RD 430 Guebwiller Sortie gauche direction RD 430 Mulhouse Tout droit sortie traversée RD430 vers fg de Mulhouse direction Mulhouse
25	Entrée Sortie	2024264.9567-7184762.6079 2024275.9513-7184779.9072	Entrée après traversée RD 430 sur fg de Mulhouse direction Mulhouse Sortie droite vers RD 430 direction Mulhouse Sortie gauche vers RD 430 direction Guebwiller Sortie traversée RD430 de fg de Mulhouse (Mulhouse) vers fg de Mulhouse (Wittenheim)
26	Sortie	2023124.3896-7185696.8942	Sortie Kaligone vers RD 430 Guebwiller
27	Entrée	2023096.2589-7185662.6272	Entrée RD 430 rue de Guebwiller sur Kaligone
28	Sortie	2023210.1571-7185520.5984	Sortie Kaligone vers RD 430 Mulhouse
29	Entrée	2023177.4897-7185631.3853	Entrée RD430 vers Mulhouse

Article 3 – Tout agent de la force publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire Absent,
La Première Adjointe Suppléante,
signé
Valérie Gerrer

Pour ampliation,
La Première Adjointe,

MAIRIE DE WITTENHEIM
Haut-Rhin


LEGENDE VILLE DE KINGERSHEIM
Limite agglomération
Limite Communale

ARRETE N° 116

fixant limite d'agglomération.

Le Maire de la Commune de Lutterbach,

Vu l'article 16 de la loi municipale locale du 6 juin 1895,

Vu l'article 2 de la loi n° 66-407 du 18 juin 1966 rendant applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle l'article 38 du Code de l'Administration communale,

Vu l'article R 225 du décret n° 58.1217 du 15 décembre 1958 portant règlement général sur la police de la circulation routière,

Considérant que la modification du tracé du CD 20 à l'entrée Est de Lutterbach rend nécessaire la fixation de nouvelles limites d'agglomération,

ARRETE

Article 1. Un panneau indiquant l'entrée de l'agglomération sera placé sur le nouveau CD 20 juste à l'Est de l'intersection avec l'ancien CD 20 et ce du côté droit pour l'automobiliste se rendant à Lutterbach.

Article 2. Un panneau indiquant la fin de l'agglomération sera placé au droit du premier, de l'autre côté du nouveau CD 20.

Article 3. Copie conforme du présent arrêté sera adressée à:

- Monsieur le Sous-Préfet de Mulhouse,
- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Lutterbach,
- Monsieur l'Ingénieur Subdivisionnaire de l'Equipement Mulhouse I.

Fait à Lutterbach, le 20 juin 1979

Le Maire

MAIRIE DE LUTTERBACH * Haut-Rhin *

République Française

Département du Haut-Rhin

SOUS-PREFECTURE
16 DEC. 2008
68052 MULHOUSE CEDEX

ARRETE n° 1140 ST

Le maire de Lutterbach,
Vu les articles L 2212-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et suivants, relatif aux pouvoirs de Police du Maire,
Vu le Code de la Route et notamment ses article R1 à R 44 concernant les agglomérations,
Vu l'article 10 de l'arrêté du 24 novembre 1967 du Ministère de l'Equipement, du Transport et du Logement relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
Vu les articles 94 et 97 de l'instruction interministérielle du 22 octobre 1963 sur la signalisation routière,
En modification de l'arrêté municipal n° 116 du 20 juin 1979
Considérant l'extension de la zone urbaine,

ARRETE

Article 1 :
Le panneau indiquant l'entrée d'agglomération situé rue de la Passerelle est supprimé.

Article 2 :
Le panneau indiquant l'entrée d'agglomération situé rue de Thann à la hauteur de l'intersection de la rue des Pêcheurs est déplacé sur la route départementale à l'entrée du carrefour giratoire rue de la Passerelle.
Un deuxième panneau indiquera l'entrée de l'agglomération depuis la bretelle d'accès à la voie rapide pour information des usagers provenant depuis la cité de l'habitat.

Article 3 :
Les panneaux signifiant la fin de l'agglomération seront déplacés en adéquation des nouvelles entrées.

Article 4 :
Les personnes concernées par les dispositions de cet acte sont informées que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa publication. Elles peuvent également saisir d'un recours Monsieur le Maire ou la personne ayant agi par délégation.

Article 5 :
Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

- Monsieur le Sous-Préfet de Mulhouse
- D.D.E. Mulhouse Nord Cité Administrative 68091 Mulhouse Cedex
- Conseil Général de Haut-Rhin - COLMAR
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de 68460 LUTTERBACH

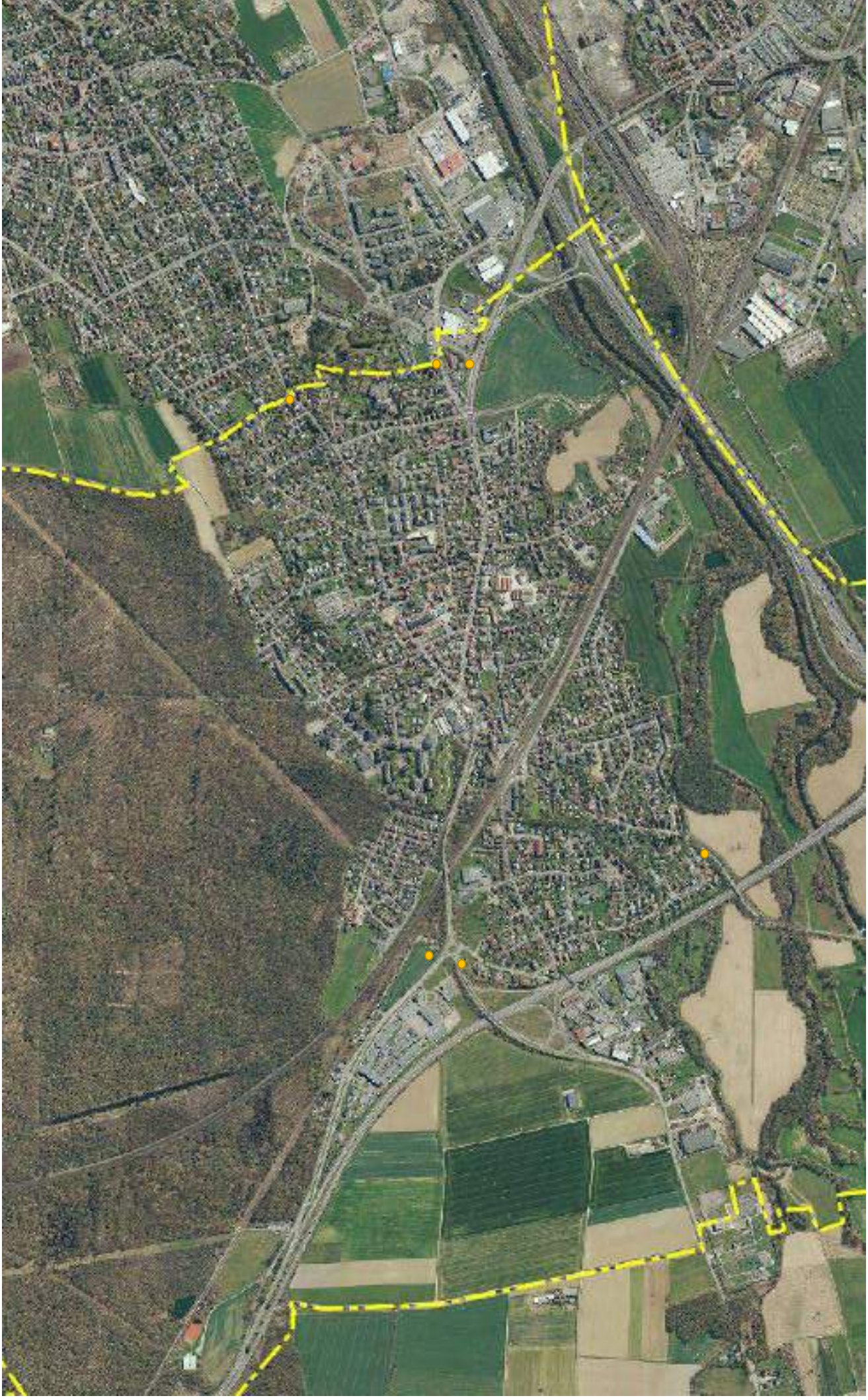
Fait à Lutterbach, le 11 décembre 2008
Le maire,
André CLAD

MAIRIE DE LUTTERBACH (Haut-Rhin)

Le maire certifie que l'arrêté
A été affiché aux portes de
La mairie le 12/12/2008 et transmis
A M. le Sous-préfet de Mulhouse en
Date du 12/12/2008 pour contrôle de
Légalité.

Lutterbach

Mairie de Lutterbach
48 rue Aristide Briand - 68460 LUTTERBACH
Téléphone 03 89 50 71 00
Télécopie 03 89 57 11 26
Site internet : www.mairie-lutterbach.fr
E-mail : lutterbach@mairie-lutterbach.fr



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN
Commune de
MORSCHWILLER LE BAS

Arrêté n° 11/2021
fixant les limites de l'agglomération de Morschwiller-le-Bas

Le Maire de la Commune de Morschwiller-le-Bas,

VU la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,
VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4,
VU le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2 et suivants, R.411-2, R.411-8 et R.411-25,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre I – 5me partie – signalisation d'indication,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de fixer, conformément aux dispositions du Code de la Route, les limites de l'agglomération de Morschwiller-le-Bas,

ARRETE

Article 1 : Les limites de l'agglomération de Morschwiller-le-Bas, au sens de l'article R.110-2 du Code de la Route, sont fixées, conformément au plan annexé au présent arrêté, aux limites territoriales de la Commune pour toutes les voies de circulation.

Article 2 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – Livre I – 5ème partie – signalisation indication – est mise en place par la Commune.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Morschwiller-le-Bas.

Article 4 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

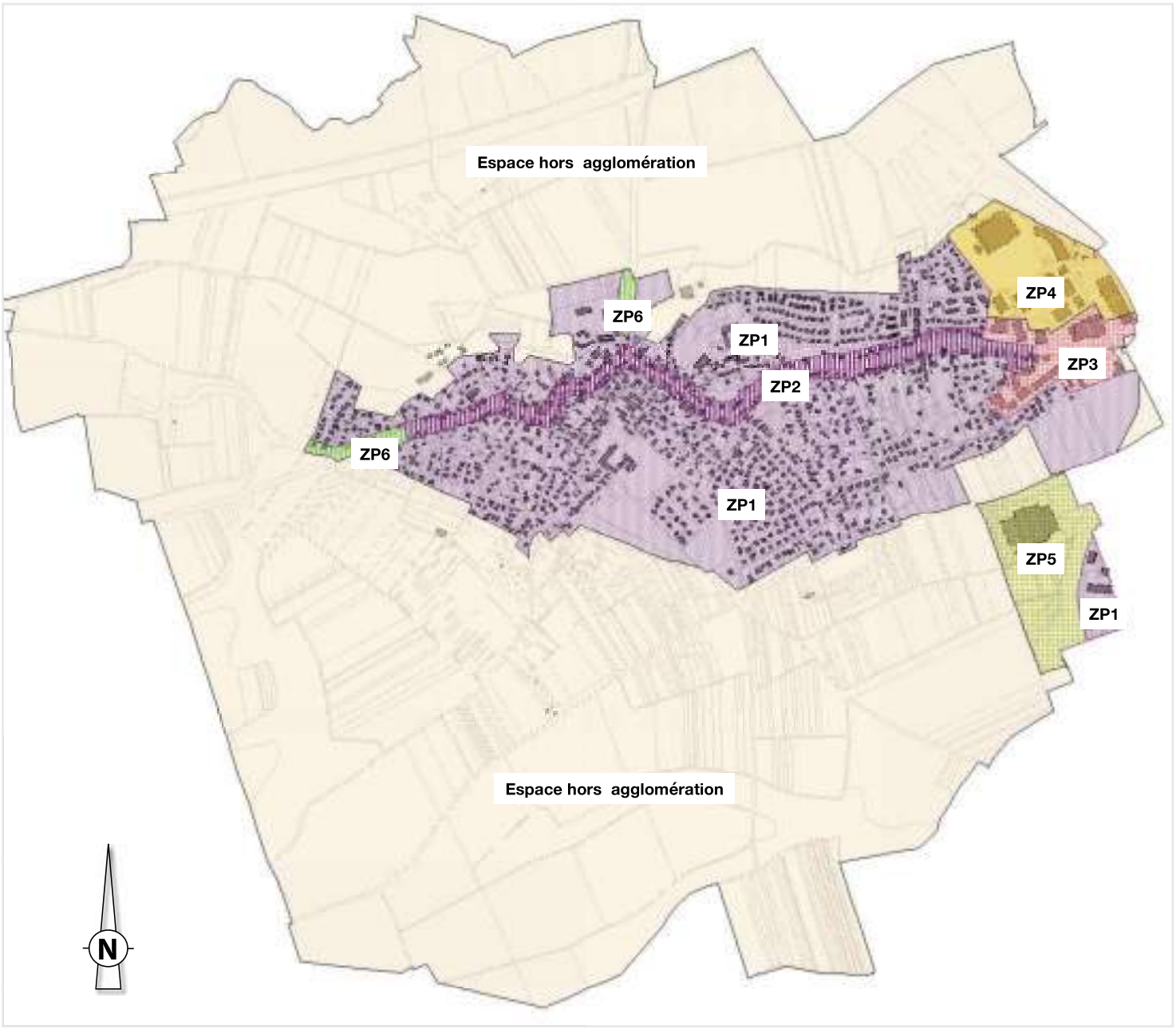
Article 5 : Madame le Maire de la Commune de Morschwiller-le-Bas, Monsieur le Directeur Général des Services, le Lieutenant-Colonel Commandant du Groupement de Gendarmerie de Morschwiller-le-Bas, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Morschwiller-le-Bas, le 1er février 2021.

Le Maire,

Josiane MEHLEN
Vice-Présidente Déléguée de la CEA

LIMITES D'AGGLOMÉRATION



L'agglomération s'étend aux zones ZP1, ZP2, ZP3, ZP4, ZP5, et ZP6 telles que figurées sur la carte ci-dessus.

RA – 21/1694
421 – FDO

Le Maire de Mulhouse

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2213-1, L 2213-2 et L 2542-2,

VU le Code de la Route et plus particulièrement ses articles R 410-2 et R 411-2,

VU le Code de l'Environnement et plus particulièrement son article R 581-78,

VU le Code de la Voirie Routière,

Considérant qu'il importe, pour assurer la tranquillité publique de fixer les limites de l'agglomération,

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique entendu,

ARRETE

Article 1er
Le règlement de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Ville de Mulhouse du 15 septembre 1967 est modifié ou complété conformément aux articles suivants :

Article 2
L'article 25 relatif aux limites de l'agglomération est annulé. Toutes les mesures énumérées ci-après sont introduites dans le nouvel article 25 du règlement de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Ville de Mulhouse du 15 septembre 1967.

Article 3
Les limites de l'agglomération sont répertoriées comme suit

- Rue de Soultz, angle rue de Dunkerque
- Rue de Kingersheim, angle rue du Ban
- Voie Rapide Nord-Sud, bretelle d'accès giratoire centre commercial (entrée de ville)
- Voie Rapide Nord-Sud, bretelle d'accès direction centre-ville (sortie de ville)
- Voie Rapide Nord-Sud, bretelle d'accès rue de Quimper (entrée de ville)
- Voie Rapide Nord-Sud, bretelle d'accès Avenue du Repos (entrée de ville)
- Voie Rapide Nord-Sud, à hauteur du n° 170 rue d'Illzach (entrée de ville)
- Voie Rapide Nord-Sud, au droit du complexe Kinépolis (entrée de ville)
- Voie Rapide Nord-Sud (sortie de ville), angle bretelle d'accès A36
- Allée du Quatelbach, angle bretelle d'accès A36 (sortie de ville)
- Rue des Romains, angle rue des Peupliers (commune d'Illzach)
- Avenue du Repos, angle rue Vauban prolongée (commune d'Illzach)
- Rue Vauban, au droit du n° 176
- Rue Kellermann, angle rue de Toulouse (commune d'Illzach)
- Rue d'Illzach, angle rue de Milan (commune d'Illzach)
- Rue d'Illzach, angle rue Kellermann
- Rue de l'Ill, au droit du Pont SNCF
- Rue des Flandres, au droit du Pont SNCF, angle rue de Riedisheim (commune d'Illzach)
- Rue de l'Ile Napoléon, angle rue de Bretagne
- Voie Sud (Quai d'Alger), à 20m du giratoire r. Bâle (commune de Riedisheim)
- Rue de Bâle, au droit du n° 267
- Avenue de Riedisheim, au droit du n° 64
- Rue de Rixheim, angle rue de la Fauvelle
- Rue du Jardin Zoologique, angle rue de la Forêt (commune de Riedisheim)
- Avenue du Docteur René Laennec, à 40m du giratoire r. Folgensbourg / Av. Dr Laennec (commune de Brunstatt-Didenheim)
- Rue du Docteur Léon Margeney, au droit du n° 68
- Rue de la Patrouille, à hauteur du n° 121 rue des Vallons (commune de Brunstatt-Didenheim)
- Avenue d'Altkirch, au droit du n° 115
- Rue Pierre de Coubertin, à la limite du camping municipal / stade USOM
- Rue Léo Lagrange, à hauteur du Gymnase Universitaire
- Rue de l'Illberg, au droit du n° 121 Route de Dornach (commune de Brunstatt-Didenheim)
- Rue Albert Camus, angle Avenue du Luxembourg (commune de Brunstatt-Didenheim) (Parc des Collines)

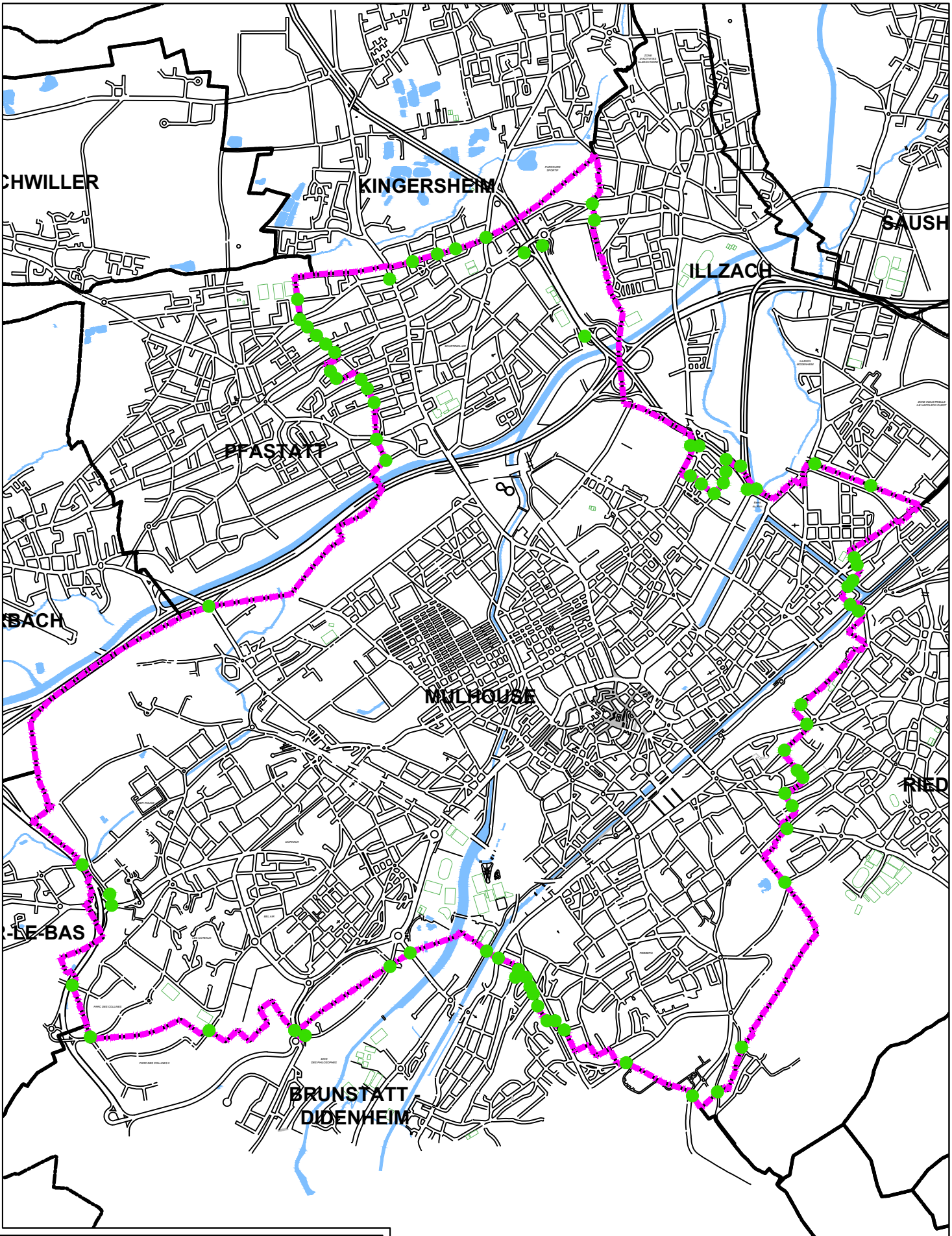
- Rond-Point Léon Waller (Parc des Collines)
- Rue Daniel Schoen, à hauteur de la Voie Rapide Ouest (Parc des Collines)
- Rue du Portugal, entrée giratoire Voie Rapide Ouest/RD166
- Rue de Belfort, entrée giratoire Voie Rapide Ouest/RD166
- Rue de Thann, au droit du n° 61 (Services des Eaux)
- Rue Sébastien Bourlz, angle rue des Mineurs (commune de Pfastatt)
- Rue des Romains, angle rue Robert Meyer
- Rue de Dunkerque, angle rue Robert Meyer
- Rue du Ban, angle rue du Chêne (commune de Kingersheim)
- Rue du Ban, angle rue du Sapin (commune de Kingersheim)
- Rue du Ban, angle rue du Saule (commune de Kingersheim)
- Rue des Bosquets, à 30m en amont de la rue des Tilleuls
- Rue d'Illzach, angle rue de la Banlieue (commune d'Illzach)
- Rue des Lilas, au droit du n° 2D
- Rue de la Navigation, au droit du n° 39 (commune de Riedisheim)
- Rue des Bateliers, au droit du n° 74 (commune de Riedisheim)
- Rue François Donat Blumstein, angle rue du Stade (commune de Riedisheim)
- Rue de la Wanne, angle rue de la Lisière
- Rue de la Lisière, angle rue Jeanne d'Arc (commune de Riedisheim)
- Rue de la Lisière, angle rue de la Chapelle (commune de Riedisheim)
- Rue de la Couronne, angle rue de la Hauvette
- Allée des Noisetiers, angle rue Berthold (commune de Riedisheim)
- Chemin des Bûcherons, au droit du n° 13
- Rue du Mimosa, au droit du n° 25A
  Rue Ambroise Paré, au droit du n° 7
- Rue des Vallons, au droit du n° 62
- Rue des Vallons, angle rue des Meulsards (commune de Brunstatt-Didenheim)
- Rue des Vallons, angle rue Bellevue (commune de Brunstatt-Didenheim)
- Rue des Vallons, angle rue du Vignoble (commune de Brunstatt-Didenheim)
- Rue des Vallons, angle rue de la Laiterie (commune de Brunstatt-Didenheim)
- Rue du Damberg, au droit du n° 14
- Rue des Vallons, angle rue du Sixième Régiment des Tirailleurs Marocains (commune de Brunstatt-Didenheim)
- Rue des Frères Lumière, angle rue Alfred Werner
- Rue Jean Starcky, angle rue des Frères Lumière (commune de Brunstatt-Didenheim)
- Rue Tachard prolongée (commune de Morschwiller-le-Bas) à hauteur de la Voie Rapide Ouest
  Rue de l'Ecluse, angle rue des Mineurs (commune de Pfastatt)
  Rue Robert Meyer, angle rue du Rhin (commune de Pfastatt)
- Rue Robert Meyer, angle rue de l'Ill (commune de Pfastatt)
- Rue Robert Meyer, angle rue des Pierres (commune de Pfastatt)
- Rue Robert Meyer, angle rue des Petits Champs (commune de Pfastatt)
- Rue Robert Meyer, angle rue des Eglantines (commune de Pfastatt)
- Rue Robert Meyer, angle rue des Héros (commune de Pfastatt)
- Rue François Coli, angle rue Charles Lindberg (commune de Pfastatt) (2 croisements)
- Rue de Lorient, angle rue Aegerter (commune de Pfastatt)

Article 4
M. le Directeur Général des Services de la Ville de Mulhouse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Mulhouse, le 15 septembre 2021
Pour le Maire
L'Adjointe déléguée,

Claudine BONI-DA SILVA

Les arrêtés de circulation sont mis à disposition du public à la Mairie sis 2 rue Pierre et Marie Curie à Mulhouse ou sis au Service Voirie 34 rue Lefebvre à Mulhouse.



VILLE DE MULHOUSE

ESPACE PUBLIC ET BATIMENTS

POLE VOIRIE ET CONCEPTION URBAINE

141
Service Déplacements
et Circulation

34, rue LEFEBVRE
68100 MULHOUSE

République Française
Département du Haut-Rhin
COMMUNE DE NIFFER
68680 NIFFER

Arrêté n° 45/2021 portant fixation des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
068216802599-20210819-02021-AI
Date de télétransmission : 19/08/2021
Date de réception préfecture : 19/08/2021

Le Maire de la Commune de Niffer,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi du 22 juillet 1982 et la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles
Vu L 2212-2, L.2213-1 à 3, L 2213-5 et L.2213-6,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-2 et R 411-2,
Vu le Code de voirie routière,
Considérant qu'il importe pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique de fixer précisément les limites de l'agglomération,

ARRETE

Article 1 : Sont considérées comme limites de l'agglomération :

- Sur la RD 468, l'emplacement des panneaux réglementaires EB10 et EB20 au point GPS latitude – longitude 47718289 – 750 6903, à 80 mètres de l'intersection avec la rue du Chêne.
- Sur la RD 468, l'emplacement des panneaux réglementaires EB10 et EB20 au point GPS latitude – longitude 47709547 – 750 9939, à 120 mètres de l'intersection avec la rue des Noisetiers.
- Rue de Schlierbach, l'emplacement des panneaux réglementaires EB10 et EB20 au point GPS latitude – longitude 47711 76 – 754509, à 10 mètres de l'intersection avec la rue du Château d'eau.
- Rue de Petit-Landau, l'emplacement des panneaux réglementaires EB10 et EB20 au point GPS latitude – longitude 47715637 – 751 1558, au débouché du chemin rural du Muhrweg.
- Chemin du Rhin, l'emplacement des panneaux réglementaires EB10 et EB20 au point GPS latitude – longitude 4771223 – 751 272, à l'intersection avec le chemin rural du Munweg.

Article 2 : Les limites d'agglomération sont matérialisées par des signaux de localisation EB10 et EB20.

Article 3 : Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Fait à Niffer, le 16 août 2021

Le Maire

En l'absence du maire
1er adjoint



Véronique MEYER

Accusé de réception en préfecture
068-216802389-20210819-02021-AI
Date de télétransmission : 19/08/2021
Date de réception préfecture : 19/08/2021

Impression - Application Cadastre

ALSACE

Conseil départemental HAUT-RHIN



Accusé de réception en préfecture
068-216802389-20210819-02021-AI
Date de télétransmission : 19/08/2021
Date de réception préfecture : 19/08/2021

Communes

GGE ORTHORVB 2018 68 TIF L93

0 0,2 0,4 km

N

Impression en date du 3/08/2021

Source : DGFiP / DDT du Haut-Rhin
Map data © OpenStreetMap contributors, CC-BY-SA

AT
2413

- LB
- UEv.

COMMUNE D'OTTMARSHEIM
HAUT RHIN

Arrêté n° 3115

DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN
24 MARS 2014
COURRIER

DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN
DRT
26 MARS 2014
N°

REPUBLIQUE FRANCAISE

A R R E T E

Le Maire de la Commune d'Ottmarsheim

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2131-1 L2131-2, L2212-1, L2212-2 et L2213-1,

VU le Code de la Route, notamment les articles R110-2 et R411-2,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

CONSIDERANT qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de Police de la circulation, de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique,

CONSIDERANT que la zone agglomérée le long des routes départementales n° 108 et 468 s'est étendue au PR 7 + 921 pour la RD 108 et au PR 17 + 135 pour la RD 468 et a bien le caractère de rue sur la section considérée

A R R E T E

- Article 1er : Les limites de l'agglomération constituées par la commune d'Ottmarsheim sont ainsi fixées :

1) **Sur la Route Départementale 468**
allant de Hombourg à Ottmarsheim, l'entrée d'agglomération se situe à 64m du carrefour RD 108/RD 468 au PR 17 + 135
2) **Sur la Route Départementale 108**
allant de Ottmarsheim à Rixheim, l'entrée d'agglomération se situe à 96 m du carrefour RD 108/RD 468 au PR 7 + 921.

- Article 2 : Les panneaux de signalisation seront établis conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I-5ème partie – signalisation d'indication

- Article 3 : En conséquence et en application de l'article R413-3, 1er aliéna du Code de la Route, à l'intérieur de l'agglomération ainsi délimitée, la vitesse maximale autorisée des véhicules à moteurs est fixée, sauf dispositions contraires à 50 km/h.

- Article 4 : Conformément à l'article R411-25 du Code de la Route, ces dispositions entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire d'entrée et de sortie d'agglomération prévue à l'article 2 ci-dessus.

- Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune d'Ottmarsheim.

Article 6 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera notifié à :

- M. le SOUS-PREFET de MULHOUSE
- M. le COMMANDANT du groupement de Gendarmerie du Haut-Rhin
- M. le Directeur Général des Services du Département
- M. le Chef de Corps des Sapeurs Pompiers,
- M. le Directeur de la Direction Départementale des Territoires
- M. le Directeur de l'Unité Routière de Mulhouse (M. CHEVRIER)
- Affichage

Fait à Ottmarsheim, le 19 Mars 2014
Le Maire :

MAIRIE D'OTTMARSHEIM
HAUT RHIN

Gérard FOLUSZNY

ARRÊTÉ MUNICIPAL PORTANT DEPLACEMENT DE L'ENTREE D'AGGLOMERATION RD 108 (ENTREE OUEST) AU NIVEAU DU PR 7+780 et RD 468 (ENTREE NORD) AU NIVEAU DU PR 18+547

Le Maire,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièremebt les articles L 2212-1 et L 2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs conférés au Maire en matière de police de la circulation,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R. 100-1, R 110-2, R 411-2, R 411-8 et 411-25,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ; livre I – 5ème partie - signalisation d'indication ;

Considérant qu'il y a lieu de déplacer l'entrée d'agglomération de la RD108 (ENTREE OUEST) au niveau du PR7+780 compte tenu du développement des habitations dans le lotissement l'Orée du bois et de la RD468 (ENTREE NORD) au niveau du PR 18+547 afin de limiter la vitesse sur cette portion d'agglomération.

ARRÊTE

Article 1er : Les limites de l'agglomération de la commune d'Ottmarsheim au sens de l'article R 110-2 du code de la Route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

- **PR7+780 RD108**
-
- **PR 18+547 RD468**

Article 2 : La signalisation règlementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – livre I – 5ème partie – signalisation d'indication – sera mise en place à la charge de la commune.

Article 3 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération d'Ottmarsheim sur la RD108 entrée OUEST et sur la RD468 NORD sont abrogées notamment l'arrêté 2021/10 du 17 mars 2021.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affcihé conformément à la réglementation en vigueur dans la commune d'Ottmarsheim.

Article 6 : Monsieur le Maire, l'Adjoint à la sécurité, la Directrice Générale des Services, le Commandant de la brigade de gendarmerie et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation sera faite à Monsieur le sous-préfet de Mulhouse, à la Collectiivté européenne d'Alsace, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie, à Monsieur le chef de la Police Municipale, à Monsieur le responsable du SDIS de Mulhouse et d'Ottmarsheim et au responsable des services techniques.

Fait à Ottmarsheim, le 19 MARS 2021

Acte exécutoire compte tenu de sa publication le

19 MARS 2021

Le Maire,

MAIRIE D'OTTMARSHEIM HAUT-RHIN

Jean-Marie BEHE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Commune d'Ottrott/Klein - 1 / 1500



REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN
COMMUNE DE PETIT-LANDAU
Arrondissement de Mulhouse – Canton de Rixheim
Mairie - Maison villageoise - 3 rue Séger 68490 PETIT-LANDAU
Tél. 03.89.48.37.15 – Fax 03.89.48.49.99 – courriel : mairie@petit-landau.fr

CT/NN

ARRÊTÉ fixant la limite d'agglomération sur la RD 468 et la RD 570 (entrée Ouest) N°2021.014.G – nomencl. 6.1

Le Maire de la commune de Petit-Landau,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;
Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R 411-25 ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I – 5e partie - signalisation d'indication ;

Considérant que la sécurisation de l'entrée ouest de l'agglomération nécessite que la vitesse des usagers empruntant la RD 468 et la RD 570 soit limitée à 50 km/h de part et d'autre de l'intersection de la RD 468 / RD 570 / Rue Séger, il est en conséquence nécessaire de déplacer les limites de l'agglomération ;

ARRÊTE :

Article 1 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant l'ancienne limites ouest de l'agglomération sont abrogées.

Article 2 : Les limites de l'agglomération de la Commune de Petit-Landau, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sur la RD468 et la RD 570 sont fixées comme suit :

- RD 468 entrée Sud PR 10 + 928 (annexe n°1),
- RD 468 entrée Nord PR 11 + 202 (annexe n°2),
- RD 570 entrée Ouest PR 5 + 735 (annexe n°3).

Article 3 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5e partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la Collectivité Européenne d'Alsace.

Article 4 : Les dispositions définies par l'article 2 du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Article 7 : Mme le Maire de la commune de Petit-Landau, M. le Président de la Collectivité Européenne d'Alsace, M. l'Officier commandant le groupement de Gendarmerie de Sausheim-Ottmarsheim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté sera transmis à M. le Préfet du Haut-Rhin, M. le Président de la Collectivité Européenne d'Alsace et M. l'Officier commandant le groupement de Gendarmerie de Sausheim-Ottmarsheim.

Petit-Landau, le 14 octobre 2021

LE MAIRE

MAIRIE DE PETIT-LANDAU HAUT-RHIN

C. TALLEUX

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN

COMMUNE DE PETIT-LANDAU

Arrondissement de Mulhouse – Canton de Rixheim
Mairie - Maison villageoise - 3 rue Séger 68490 PETIT-LANDAU
Tél. 03.89.48.37.15 – Fax 03.89.48.49.99 – courriel : mairie@petit-landau.fr

CT/NN

ARRÊTÉ fixant la limite d'agglomération sur la rue du Rhin (entrée Est) N°2021.015.G – nomencl. 6.1

Le Maire de la commune de Petit-Landau,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;
Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R 411-25 ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I – 5e partie - signalisation d'indication ;

Considérant que la sécurisation de l'entrée est de l'agglomération nécessite que la vitesse des usagers empruntant la rue du Rhin soit limitée à 50 km/h ;

ARRÊTE :

Article 1 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant l'ancienne limites Est de l'agglomération sont abrogées.

Article 2 : La limite de l'agglomération de la Commune de Petit-Landau, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sur la rue du Rhin (entrée Est de l'agglomération) est fixée au point (coordonnées GPS) 47°43'45.1"N 7°31'35.7"E (voir annexe n°1).

Article 3 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5e partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la Commune de Petit-Landau.

Article 4 : Les dispositions définies par l'article 2 du présent arrêté prendront effet le jour de la transmission du présent arrêté en Préfecture.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Article 7 : Mme le Maire de la commune de Petit-Landau, M. le Président de la Collectivité Européenne d'Alsace, M. l'Officier commandant le groupement de Gendarmerie de Sausheim-Ottmarsheim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté sera transmis à M. le Préfet du Haut-Rhin, M. le Président de la Collectivité Européenne d'Alsace et M. l'Officier commandant le groupement de Gendarmerie de Sausheim-Ottmarsheim.

Petit-Landau, le 18 octobre 2021

LE MAIRE

MAIRIE DE PETIT-LANDAU HAUT-RHIN

C. TALLEUX

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN

COMMUNE DE PETIT-LANDAU

Arrondissement de Mulhouse – Canton de Rixheim
Mairie - Maison villageoise - 3 rue Séger 68490 PETIT-LANDAU
Tél. 03.89.48.37.15 – Fax 03.89.48.49.99 – courriel : mairie@petit-landau.fr

ARRÊTÉ N°2021.015.G

ANNEXE 1



Impression - Application Cadastre

Arrêté 2021.014.G / Annexe 1

ALSACE

HAUT-RHIN



Communes

Parcelles

GGE ORTHORVB 2018 68 TIF L93

0 0,03 0,06 km

N

Impression en date du 14/10/2021

Impression - Application Cadastre

Arrêté 2021.014.G / Annexe 2

ALSACE HAUT-RHIN



Communes

Parcelles

GGE ORTHORVB 2018 68 TIF L93

0 0.03 0.06 km

N

Impression en date du 14/10/2021

RD 570 Limite agglo - Ouest

ALSACE

HAUT-RHIN



Annexe 2021.014.G / Annexe 3

Communes

Parcelles

GGE ORTHORVB 2018 68 TIF L93

0 0.03 0.06 km

N

Impression en date du 14/10/2021

Source: DGFiP / DGFiP du Haut-Rhin
Map data © OpenStreetMap contributors, CC-BY-SA

MAIRIE DE PFASTATT
Direction des Services Techniques
18 rue de la Mairie - BP 30
68120 PFASTATT

SOUS-PREFECTURE
28 SEP. 2021
DE MULHOUSE

ARRETE MUNICIPAL N° 285-2021

Le Maire de la Commune de PFASTATT,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2213-1 à L2213-6 ;
VU le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L 113-3 et les suivants ;
VU le Code de la Route ;

Considérant qu'à la demande de Mulhouse Alsace Agglomération, Rue Pierre et Marie Curie à 68100 Mulhouse, il convient de modifier

ARRETE

Article 1er :
Cet arrêté abroge et remplace toutes les dispositions antérieures concernant les limites d'agglomération.

Article 2
Les limites d'agglomération sont matérialisées par l'implantation de signaux réglementaires de localisation EB 10 et EB 20 aux emplacements suivants et selon le plan joint :

1. Rue de Richwiller (RD19-I) après le n° 143
2. Rue de l'Abattoir après le n° 47
3. Rue Aergerter intersection avec la rue Robert Meyer
4. Rue de Kingersheim intersection avec la rue Robert Meyer
5. Rue des Héros intersection avec la rue Robert Meyer
6. Rue des Eglantines intersection avec la rue Robert Meyer
7. Rue des Petits Champs intersection avec la rue Robert Meyer
8. Rue des Gaulois – RD 38 – intersection avec la rue Robert Meyer
9. Rue Louis Blériot intersection avec la rue Robert Meyer
10. Rue Charles Lindberg intersection avec la rue François Coli
11. Rue Charles Nungesser intersection avec la rue Robert Meyer
12. Rue des Pierres intersection avec la rue Robert Meyer
13. Rue de l'Ill intersection avec la rue Robert Meyer
14. Rue du Rhin intersection avec la rue Robert Meyer
15. Parc Denise Ferrier intersection avec la rue Robert Meyer et République
16. Rue de la République (RD 66) hauteur de la rue des Mineurs
17. Rue de l'Ecluse intersection avec la rue des Mineurs
18. A 36, point kilométrique 103,800, direction Colmar
19. A 35 direction Belfort après le pont du CD 20
20. CD 20 direction Lutterbach, bretelle d'accès A 36
21. CD 20 direction Mulhouse intersection rue de Dornach
22. Rue du Sanatorium prolongement de la rue du Château et Lutterbach
23. Rue de la République jusqu'au n° 202 (RD 66)
24. Rue de la Plaine jusqu'au n° 82
25. Rue de Richwiller direction Lutterbach
26. Rue de Richwiller direction Richwiller

Article 3 :
Les limites d'agglomération seront matérialisées par l'implantation de signaux de localisation verticaux et horizontaux, implantés aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus.

Réf. 201 524 Berger-Levrault (10/19)

Article 4 :
Les dispositifs du présent arrêté prendront effet à compter de sa date de publication sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

Article 5 :
Monsieur le Chef de la Police de Pfastatt est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6
Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 7
Ampliation du présent arrêté sera faite à :

- Monsieur le Chef de la Police Municipale
- Monsieur le Président de la CeA
- Monsieur le Préfet du Haut-Rhin
- Monsieur le Président de M2A

Fait à Pfastatt, le 23 septembre 2021

Le Maire
Député honoraire

MAIRIE DE PFASTATT
Haut-Rhin

Francis HILLMEYER

Plan 1 : 20000. Centre de la vue : x=2021025.22, y=7183240.25



SOUS-PREFECTURE
28 SEP. 2021
DE MULHOUSE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
COMMUNE DE PULVERSHEIM

Arrêté n°113-2021

Portant réglementation des Domaines et Patrimoines

Le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 et L. 3221-4,
Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-3 et suivants,
Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 113-3 et suivants,
Vu l'instruction interministérielle et notamment les articles livre 1, 2ème partie, signalisation de danger, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire,

Considérant qu'à la demande de la collectivité de Mulhouse Alsace Agglomération, il convient de définir avec précision les limites d'agglomération de la commune de Pulversheim, conformément l'article R. 411-2 du code de la route afin de pouvoir l'annexer au règlement local de publicité

ARRÊTE

Article N°1

Cet arrêté abroge et remplace toutes dispositions antérieures concernant les limites d'agglomération

Article N°2

Les limites d'agglomération seront matérialisées par l'implantation de signaux réglementaires de localisation EB10 et EB20 aux emplacements suivants et selon le plan joint :

- RD 2 rue d'Ensisheim implantée au PR 11+724
- RD 2 rue de Cernay implantée au PR 10+154
  RD 201 rue de Ruelisheim implantée au PR 4+461
  RD 429 rue de Guebwiller implantée au PR 451327
  RD 429 rue de Mulhouse implantée au PR 461946

Article N°3

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article N°4

Monsieur le Directeur Général Des Services de la commune de PULVERSHEIM et Monsieur le Commandant du Groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article N°5

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article N°6

Copie du présent arrêté sera adressé à :

Monsieur Le Sous-préfet de Mulhouse
- Monsieur Le Président de l'Agglomération M2a
- Monsieur le Commandant du PSIG d'Ensisheim
- Monsieur e Président du syndicat Mixte des gardes champêtres Intercommunaux des brigades vertes
- Monsieur Le Commandant du peloton de gendarmerie
- Chef de Service Routier Mulhouse de la CEA.

Pour Le Maire et Par Délégation
L'Adjoint Au Maire



Louis KLEINHOFER

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 94-102 du 20/02/1994 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé que dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie à l'accès désignée


ALL DES MERISES
D2
11+713
IMP DU POITOU
R DES MONTMORENCY
R DU JURA
ALL VERT BOIS


R MONTGOLFIER
R JEAN MERMOZ
R JOSEPH JACQUARD
R LOUIS PASTEUR
R BERNARD PALISSY
D429
D2
4+461


10+154
10
46+946


VERSHEIM
40

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN

COMMUNE DE
REININGUE

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT N°2021.35
FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMERATION

Le Maire de la Commune de REININGUE,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22, L2212-2 et suivants, ainsi que L 2542-2 et L 2542-3 ;

VU le Code de la Route, modifié et complété et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2 ;

VU l'arrêté interministériel du 22 octobre 1963 sur la circulation routière, modifié et complété ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation des routes et autoroutes, modifié et complété ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 7 juin 1977, modifiée et complétée ;

Vu l'article R 581-78 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il importe, pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquilité publics, de fixer les limites de l'agglomération,

Considérant qu'il convient de fixer ces limites sur un arrêté unique.

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté abroge et remplace tout arrêté antérieur relatif aux limites d'agglomération.

Article 2 : Sont considérées comme limites de l'Agglomération selon le plan ci-après :

N°	Point	Coordonnées cadastre	Description de l'implantation
1.	Entrée Sortie	47°75'19" N, 7°22'15.6" E 47°75'19,86" N, 7°22'14,99" E	D20 – rue de Schwerghouse
2.	Entrée Sortie	47°75'82.12" N, 7°23'29 82" E 47°75'82.04" N, 7°23'30.6" E	D19 – rue de Wittelsheim
3.	Entrée Sortie	47°75'26.446" N, 7°25'08.172" E 47°75'24.595" E, 7°25'08.481" E	D20 – rue de Mulhouse
4.	Entrée Sortie	47°44'43.4" N, 7°13'59.4" E 47°44'43.3"N, 7°13'58.6" E	D19 – rue de Heimsbrunn

✉ 2, rue Georges Alter - 68650 REININGUE ✆03 89 81 92 04 Fax 03 89 81 86 18 E-mail : mairie@mairie-reiningue.fr
Site Internet: www.mairie-reiningue.fr

Article 3 : les limites de l'agglomération sont matérialisées par l'implantation de la signalisation réglementaire sise aux emplacements indiqués à l'article 2.

Article 5 : Monsieur le Maire, la Directrice générale des services et tout agent de la force publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
- Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Mulhouse
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Lutterbach
- Monsieur le directeur de la Direction Départementale des Territoires
- Monsieur le Président de la Communauté européenne d'Alsace (CeA)
- Monsieur le Président de Mulhouse Alsace Agglomération(m2A)

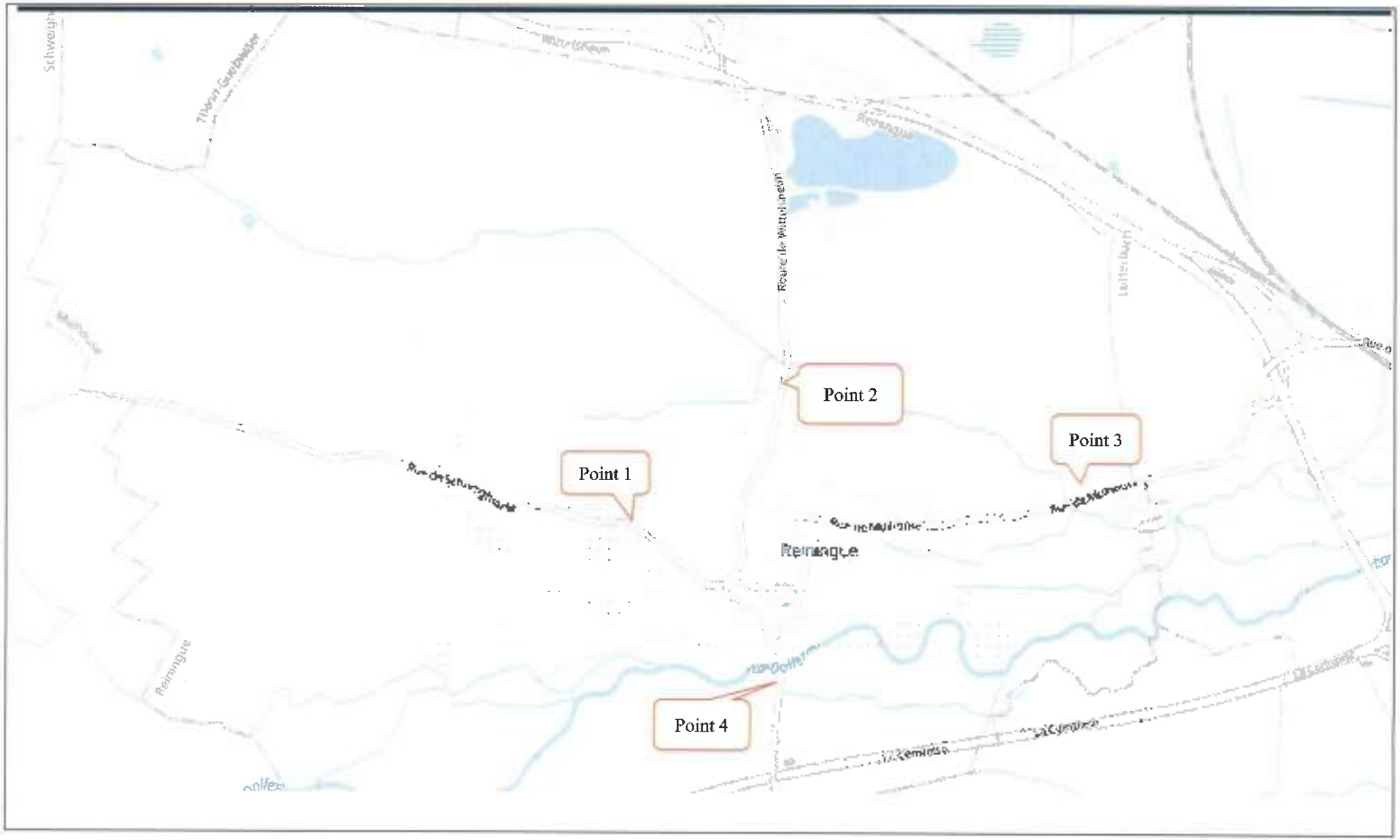
Fait à Reiningue, le 23 septembre 2021

Le Maire,
Alain LECONTE

MAIRIE DE REININGUE (Haut-Rhin)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat, sa publication/son affichage. La demande peut être adressée au tribunal de manière dématérialisée via l'application « télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr

Plan de REININGUE



Légende : - . - limite du ban communal / limites d'agglomération

Département du Haut-Rhin
COMMUNE DE RICHWILLER

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE DU MAIRE N° 65/2021
PORTANT DEFINITION DES LIMITES DE L'AGGLOMERATION

Le Maire de la Commune de Richwiller,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R110-2 et R411-2 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-1 à 6 ;

Considérant qu'à la demande de la communauté d'agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération, il convient de communiquer les limites de la commune de RICHWILLER pour l'application du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) ;

ARRETE

Article 1 :
Le présent arrêté abroge et remplace tout arrêté antérieur concernant les limites d'agglomération.

Article 2 :
Emplacement des signaux réglementaires (panneaux type EB10 et EB20) :

N°	Panneaux	Coordonnées GPS (à titre indicatif)	Description
1	EB10 (entrée) EB20 (sortie)	N47°46'33,851 E7°17'26,032	Rue Principale, à 48M de l'intersection avec la rue de PFASTATT
2	EB10	N47°46'38,006 E7°16'54,757	Rue de Lutterbach, à 45M de l'intersection avec la rue de BERGERET
3	EB10 (entrée WITTELSHEIM) EB10 (entrée RICHWILLER)	N47°47'11,379 E7°15'9,238	Rue de Masevaux, à 77M et 46M de l'intersection avec la rue de Lucelle
4	EB10 EB20	N47°47'17,346 E7°15'16,302	RD19.1, à 315M du rond point de la gantte
5	EB10 EB20	N47°46'53,bbb E7°17'25,24[illegible]	Rue de la Paix, à 79M de l'intersection avec la rue Victor Hugo.
6	EB10 EB20	N47°47'6,834 E7°16'4,99	RD155, à 95M de l'intersection avec la rue Principale (RD19.1)

Article 3 :
Les limites de l'agglomération sont matérialisées par l'implantation des signaux de localisation EB10 et EB20 implantés aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus et selon le plan joint en annexe

Article 4 :
Les dispositifs du présent arrêté prendront effet à compter de sa date de publication sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

Article 5 :

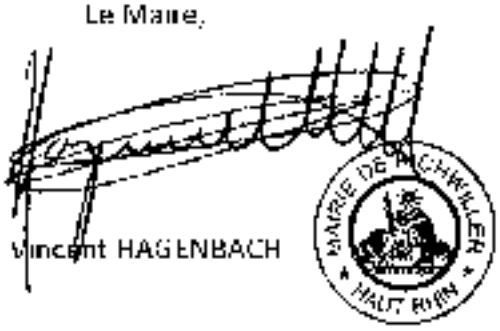
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et à la brigade de gendarmerie de LUTTERBACH.

Fait à Richwiller, le 06 août 2021,

Le Maire,



Vincent HAGENBACH


Limites de l'agglomération
Vorwald
Étang du Seeboden
Cour Meyer
Hinterwald
D155
Bois de Kingersheim
Cité Village
Richwiller
Cité Richwiller
Cité Max RICHWILLER
le Pré d'Argent
Unten am Kreuzweg
Winkel
Grossackerhof
Judenwald
Lehmgrubenzug
D19I
Mairie de Richwiller
la Pinède
Au Château
Gemeinde Wald
Muehlenmatten
Commune de Richwiller
Arrêté n°65/2021
St. Pomp.
1
2
3
4
5
6

riedisheim
www.riedisheim.fr

ARRETE MUNICIPAL N° 0738/2021

du 09/09/2021

portant les limites d'agglomération

70157

Le Maire de la ville de Riedisheim,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2, L 2213-1 à L 2213-3, L 2213-5 et L 2213-6 ;
VU le Code de la Route et notamment les articles R 110-2, R 411-2 ;
VU le Code de la Voirie routière ;
CONSIDERANT qu'il importe d'assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics, de fixer précisément les limites de l'agglomération,
CONSIDERANT qu'il importe de fixer ces limites sur un arrêté unique :

ARRETE

Article 1er :
Le présent arrêté abroge et remplace tout arrêté antérieur concernant les limites d'agglomération.

Article 2 :
Les limites d'agglomération sont matérialisées par l'implantation de signaux réglementaires de localisation EB10 et EB20 aux emplacements suivants et selon le plan joint et la numérotation :

1. Rue de Zimmersheim au droit de la rue des Bosquets (EB20),
   RD 56 PR2 + 081 (EB10),
2. Rue de Zimmersheim, au droit du n°6
   RD 56 PR0 + 1344 (EB10)
3. Rue Castelnau au droit de la rue de Rixheim à Mulhouse (EB10),
4. Avenue Gustave Dollfus, au droit du parking du Couvent (EB20),
   RD 56 III PR1 + 525 (EB10),
5. Voie sud D66, au droit du giratoire (EB20),
6. Rue de Bâle, au droit du 182 rue de Bâle à Mulhouse (EB10),
7. Rue de l'Ile Napoléon, à l'intersection de la rue de Bretagne à Mulhouse,
   RD 39 PR1 + 077 (EB10),
8. Rue de l'Ile Napoléon, à l'intersection de l'impasse du Rail à Illzach,
   RD 39 PR1 + 702 (EB10),
9. Grand chemin de Sausheim à Rixheim, au droit du n°3 (EB10)
10. Rue de Bâle, au niveau du giratoire Bâle / Industrie (EB20),
    RD 66 PR46 + 5147 (EB10),
11. Rue Gounod, au droit de la rue des Jonquilles (EB 10 et EB20),

MAIRIE DE RIEDISHEIM * HAUT-RHIN *

Article 3 :
Le service Voirie de la Commune de Riedisheim est chargé de mettre en place la signalisation réglementaire, de veiller à son maintien et à son bon entretien.

Article 4 :
Les dispositifs du présent arrêté prendront effet à compter de sa publication sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

Article 5 :
Une ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- M. le Sous- Préfet de l'Arrondissement de Mulhouse,
- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Haut-Rhin,
- M. le Président de Mulhouse Alsace Agglomération
- M. le Chef de la Police Municipale de Riedisheim,
- CTM,
- Registre des actes administratifs.

Le Maire

MAIRIE DE RIEDISHEIM * HAUT-RHIN *

Loïc RICHARD

Le Maire :
Certifie sous sa responsabilité du caractère exécutoire de cet acte

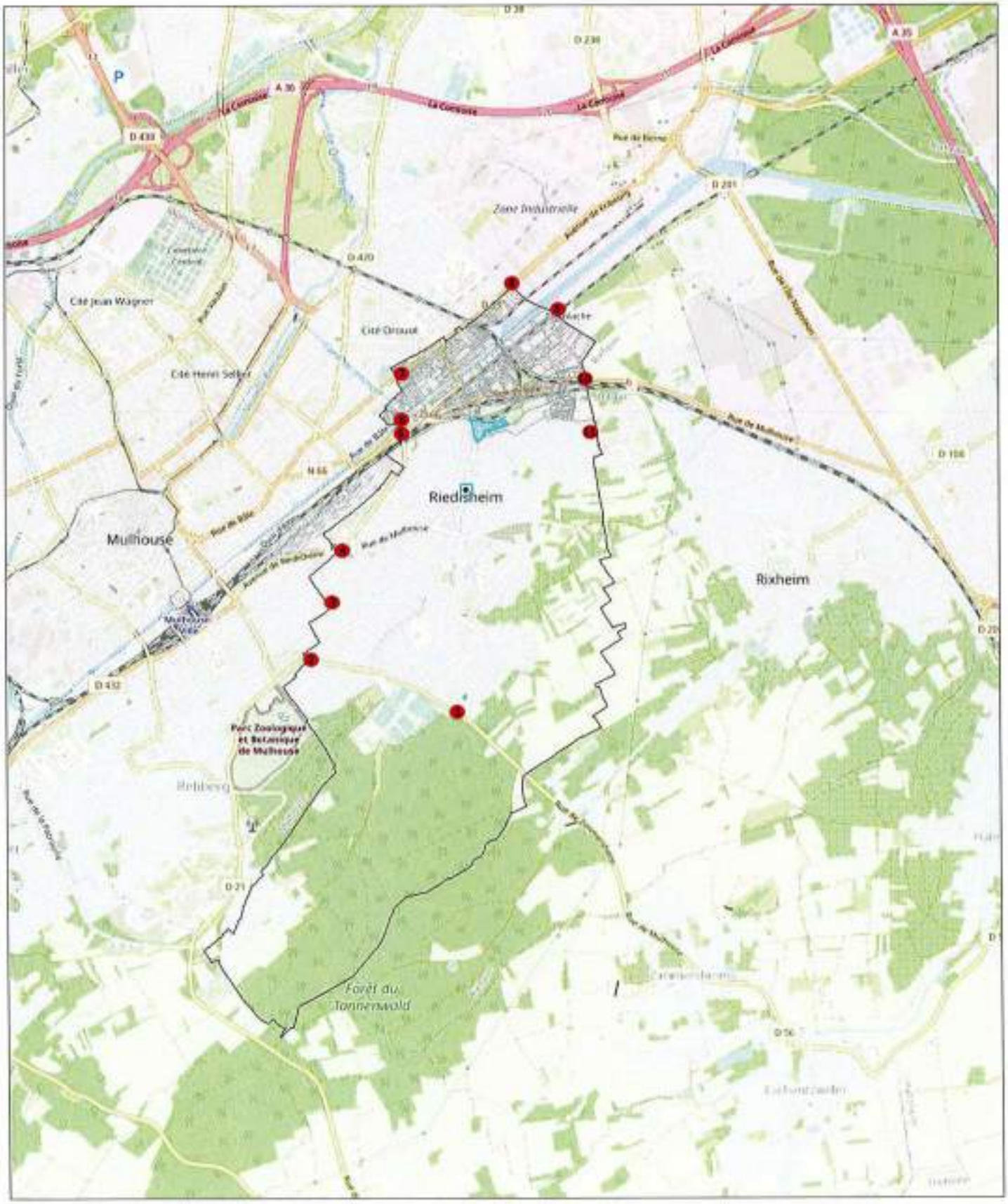
Affaire suivie par le service Juridique

Délais et voies de recours : Tout acte administratif peut être contesté devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois de sa notification ou de sa publication. Un recours gracieux contre l'auteur de la décision peut également être engagé . Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible sur le site internet www.telerecours.fr

Impression - Application Cadastre

ALSACE

Conseil départemental HAUT-RHIN



Communes

Parcelles

Override 1

Parcelles

0 1 2 km

Impression en date du 3/08/2021

Source: DDFIP / DDFIP du Haut-Rhin
Map data © OpenStreetMap contributors, CC-BY-SA

République Française
Ville de
Rixheim
28, rue Zuber - B.P.7
68171 RIXHEIM CEDEX
Tél. : 03 89 64 59 59
Fax : 03 89 44 47 07
www.rixheim.fr

SERVICE TRAVAUX
st.travaux@rixheim.fr

195 / POL / 2021

68171 RIXHEIM CEDEX, le 29 juillet 2021

ARRÊTE

Limites d'agglomération

Le Maire de la Ville de RIXHEIM,

Vu le Code de la route et notamment ses articles R 110-2 et R 411-2,

Vu le Code de la voirie routière et notamment le titre Ier – Dispositions communes aux voies du domaine public routier, le titre II – Voirie nationale, le titre III – Voirie départementale, le titre IV – Voirie communale,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, et modifiée par les textes subséquents,

Vu le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents,

Vu l'article R 581-78 du Code de l'environnement,

Considérant qu'il importe pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics, de fixer précisément les limites de l'agglomération,

Considérant qu'il importe de fixer ces limites sur un arrêté unique,

a r r ê t e

Article 1 : le présent arrêté abroge et remplace tout arrêté antérieur concernant les limites d'agglomération,

Article 2 : sont considérées comme limites de l'agglomération :

N°	Description précise de l'implantation
1	Rue de l'Ile-Napoléon : au niveau du pont du canal du Rhône au Rhin
2	Rue d'Ottmarsheim : au niveau du pont surplombant l'A35
3	Rue de l'Etang : à l'intersection avec la route de Zimmersheim
4	Rue des Pierres : au début de la rue des Noyers à Habsheim
5	Rue de Habsheim : au début de la rue des Noyers à Habsheim
6	Sortie A 35
7	Rue de la Hardt : au niveau de la centrale du chauffage urbain
8	Rue de Mulhouse : à la hauteur du Petit Chemin de Sausheim
9	Rue du Docteur Albert Schweitzer : à la limite avec le ban de Riedisheim

Article 3 : les limites d'agglomération seront matérialisées par l'implantation de la signalisation réglementaire implantée aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus,

Article 4 : le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication,

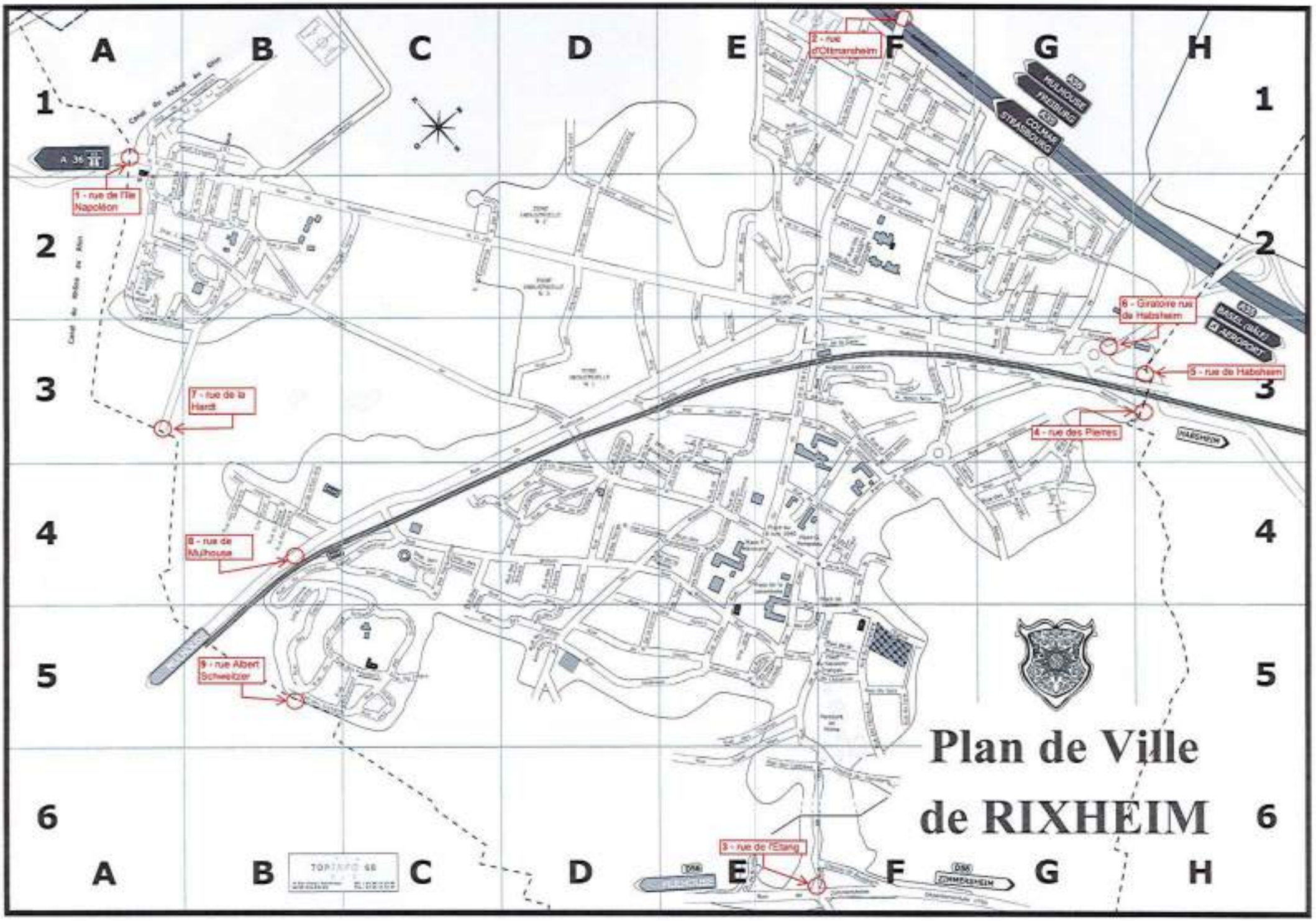
Article 5 : ampliation du présent arrêté sera faite à :

- Monsieur le Commandant de la gendarmerie de Rixheim,
- Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des Territoires,
- Monsieur le Président de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA)
- Monsieur le Préfet de Police du Haut-Rhin,
- Monsieur le Président de Mulhouse Alsace Agglomération – m2A

Et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à RIXHEIM, le 29 juillet 2021
Le Maire :

Rachel BAECHTEL


A
B
C
D
E
F
G
H
1
2
3
4
5
6
1 - rue de l'Ile Napoléon
2 - rue d'Ottmarsheim
3 - rue de l'Etang
4 - rue des Pierres
5 - rue de Habsheim
6 - Giratoire rue de Habsheim
7 - rue de la Hardt
8 - rue de Mulhouse
9 - rue Albert Schweitzer
MULHOUSE FRIEBURG
COLMAR STRASBOURG
BASEL (Suisse) EL AEROPORT
HABSHEIM
COMMERSHEIM
Plan de Ville
de RIXHEIM

Ruelisheim

DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN
D.I.R.
20 AVR. 2004
N°

ARRETE PORTANT DEPLACEMENT DES LIMITES D'AGGLOMERATION N° 23/2004

Le Maire de la Commune de Ruelisheim,
Vu le Code général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles R110-2 et R 411-2 du Code de la Route,
Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel du 15 juillet 1974,

Considérant le développement de l'urbanisation de la Commune, pour des raisons de sécurité et de circulation routière dans la Commune de Ruelisheim.

ARRETE

Article 1 : La limite d'agglomération est fixée au P.R 4850 sur le RD 20 à l'entrée et Sortie Nord "Accès ZI". (au lieu du P.R 5010).

Article 2 : La limite d'agglomération est fixée au P.R. 4724 sur le RD 20II à l'entrée et Sortie EST (au lieu du P.R 4794).

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera notifié à :

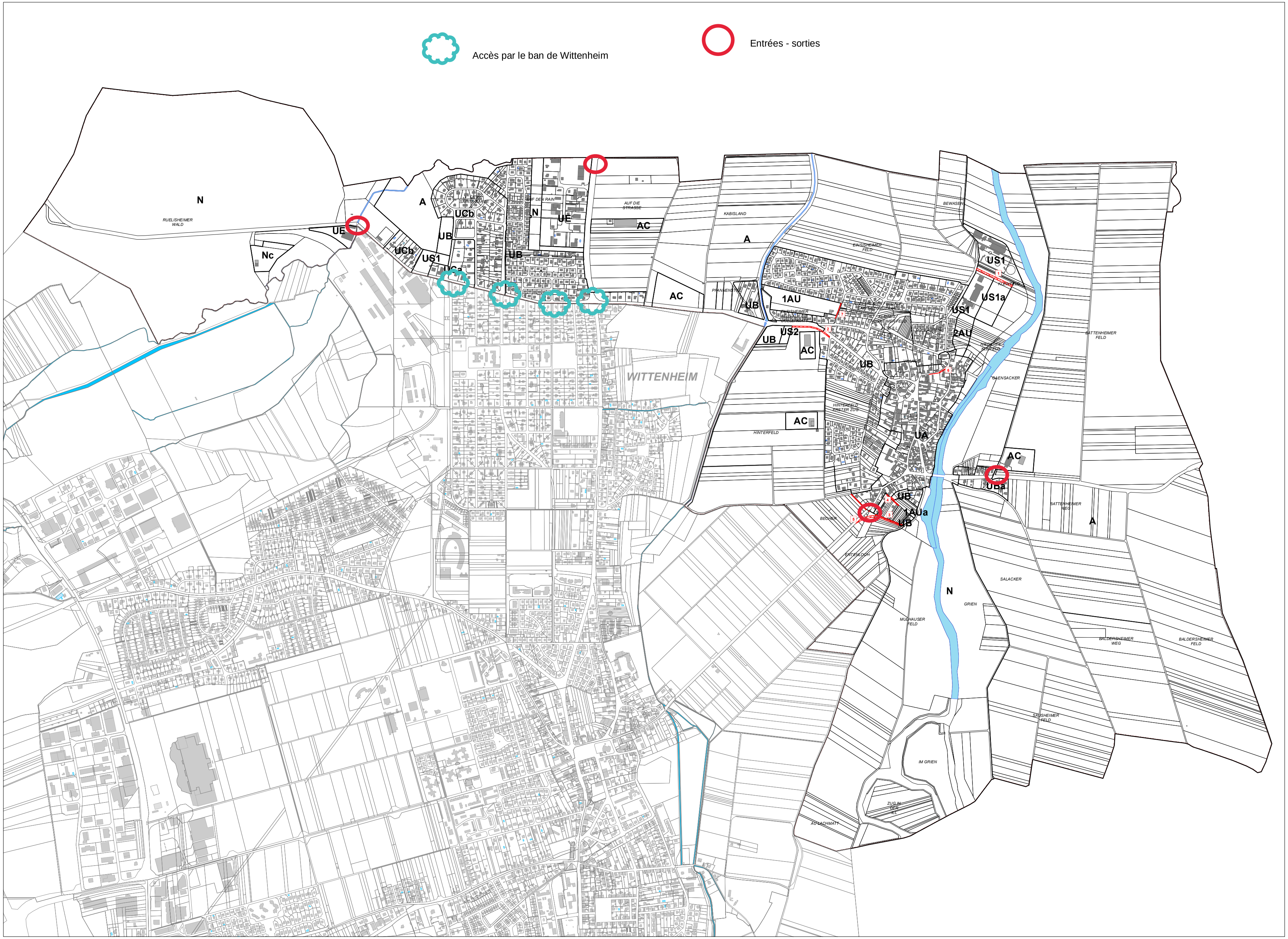
- M. le Sous-Préfet de Mulhouse,
- M. le Président du Conseil Général du Haut-Rhin,
- M. l'Ingénieur de la DDE Mulhouse Nord,
- M. le Procureur du Tribunal d'Instance de Mulhouse,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Colmar,
- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Illzach,
- M. le Directeur de la Brigade Verte de Soultz.

Ruelisheim, le 13 Avril 2004

MAIRIE DE RUELISHEIM 68270 (Haut-Rhin)

Le Maire,
Philippe HARTMEYER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN
COMMUNE DE RUELISHEIM 68270 - TÉL. 03 89 57 63 63 - FAX 03 89 57 68 25
e-mail : mairieruelisheim@wanadoo.fr



emplacement réservé

LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES

N°	Désignation	Bénéficiaire	Superficie (en ares)
1	Desserte de la plaine sportive depuis la Rue de l'Ill	Commune	13,86
2	Création d'un cheminement doux le long de la Rue de la Chapelle vers le village	Commune	8,84
3	Connection cyclable entre l'itinéraire existant et la Rue d'Illzach	Commune	6,75
4	Desserte de la zone UB en prolongement des aménagements de la zone 1AUa vers la Rue d'Illzach	Commune	2,55
5	Création d'une voie de liaison vers la Rue d'Illzach depuis Wittenheim	Commune	12,82
6	Elargissements ponctuels de la Rue des Pierres	Commune	1,50
7	Elargissement de la Rue des Jonquilles	Commune	1,25

maître d'ouvrage :

Commune de Ruelisheim

Plan Local d'Urbanisme

PLAN DE ZONAGE

PLU approuvé par délibération du Conseil Municipal du 28 juin 2018

Le Maire, M. Francis DUSSOURD

conduite d'études :

OTE Ingénierie

JUIN 2018

1:5 000

Département
HAUT-RHIN
Canton
RIXHEIM
Commune
SAUSHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

ARRETE DU MAIRE n° 360/2021
LIMITES D'AGGLOMERATION

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAUSHEIM

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales

VU Le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1, R110-2, L411-1 et R411-2

VU Le Code de la Voirie Routière et notamment le titre 1er – Dispositions communes aux voies du domaine public routier, le Titre II – Voirie Nationale, le Titre III – Voirie départementale, le Titre IV – Voirie Communale

VU La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la Loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et la Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ensemble des textes qui l'ont modifié et complété

VU l'article R 581-78 du Code de l'Environnement

Considérant qu'il importe pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique, de fixer précisément les limites de l'agglomération

Considérant qu'il importe de fixer ces limites par un arrêté unique.

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Le présent arrêté abroge et remplace tout arrêté antérieur concernant les limites d'agglomération.

ARTICLE 2

Sont considérées comme limites d'agglomération :

N°	Description précise de l'implantation
1	Entrée et sortie d'agglomération : rue de Mulhouse. Au Nord du pont de l'autoroute A36 au PR 0+ 4080ml
2	Sortie d'agglomération : rue des Incorporés de Force (RD 38) au PR 4 + 651 à droite en circulant vers ILLZACH
3	Entrée d'agglomération : rue des Incorporés de Force (RD 38) au PR 4+651 à gauche en circulant vers SAUSHEIM

N°	Description précise de l'implantation
4	Sortie d'agglomération : après le rond-point de la « Porte de l'Est » sur la RD 38 au PR 5 + 143
5	Entrée d'agglomération : sur la RD 38 avant le rond-point de la « Porte de l'Est » au droit du panneau de sortie d'agglomération au PR 5 + 143
6	Entrée d'agglomération : sur la RD 38 au PR 6 + 252
7	Sortie d'agglomération : sur la RD 38 au droit du panneau d'entrée d'agglomération (n°6) au PR 6 + 252
8	Entrée d'agglomération : sur la RD 201 au PR 37 + 749 (au Sud du pont de l'autoroute A36 avant la RD 39)
9	Sortie d'agglomération : Sur la RD 201 au Nord de la stèle géodésique au droit du panneau d'entrée d'agglomération au PR 35+860
10	Entrée d'agglomération : Sur la RD 201 au Nord de la stèle géodésique à droite entrant dans SAUSHEIM au PR 35 + 860
11	Sortie d'agglomération rue de Baldersheim au droit du panneau d'entrée d'agglomération (n°12) au PR 0+1485 ml
12	Entrée d'agglomération rue de Baldersheim au Nord de la rue Verte au PR 0+ 1485 ml.

ARTICLE 3 .

Les limites d'agglomération sont matérialisées par l'implantation des panneaux réglementaires de signalisation de types

- EB 10 pour les panneaux d'entrée d'agglomération
- EB 20 pour les panneaux de sortie d'agglomération

Ces panneaux sont implantés aux emplacements indiqués à l'article 2.

ARTICLE 4 :

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
[illegible]
Date de réception préfecture : 21/05/2021

ARTICLE 5 :

Ampliation du présent arrêté sera notifié à :

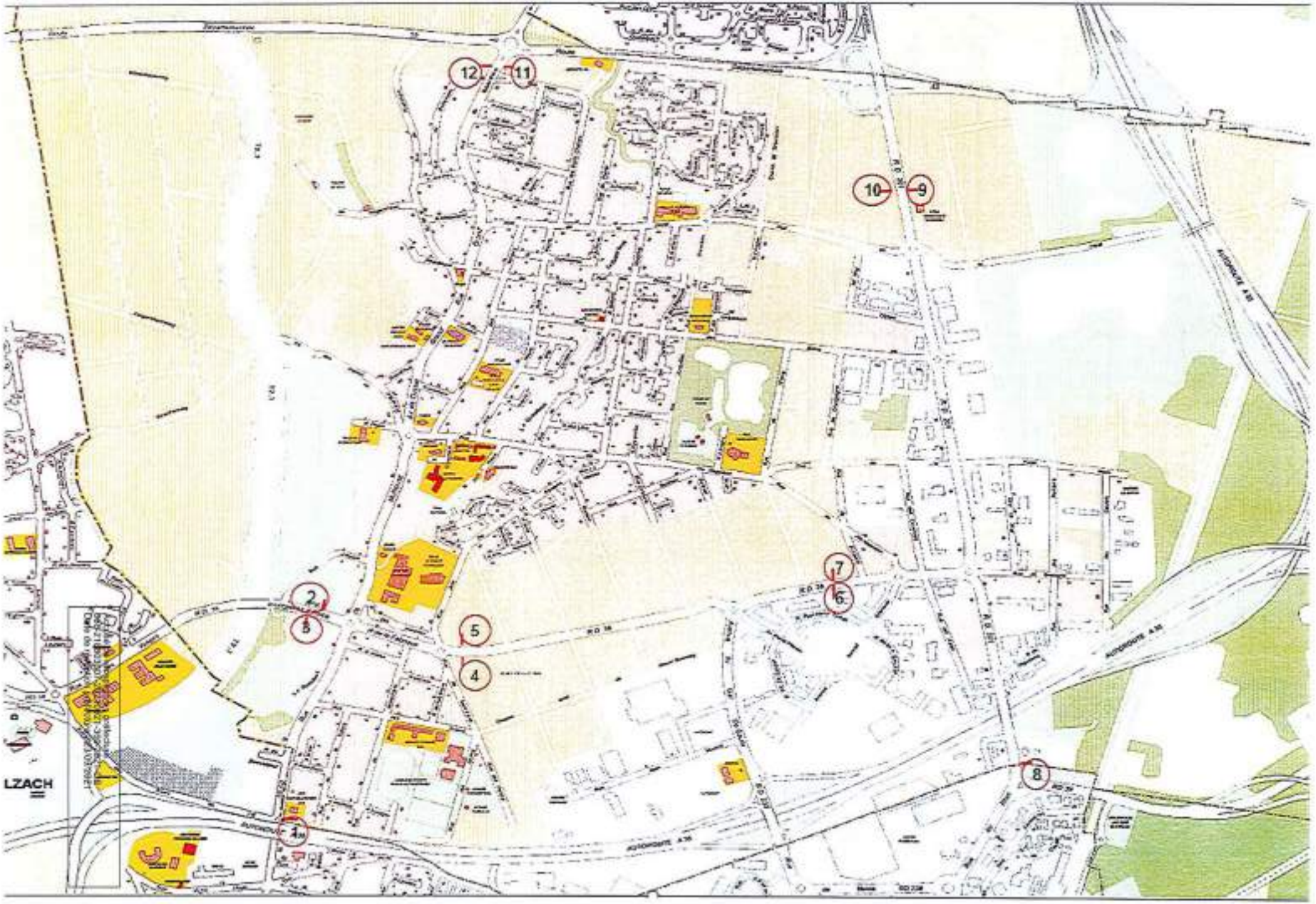
- Monsieur le Sous-Préfet de Mulhouse
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie SAUSHEIM
- Monsieur le Président de la Collectivité Européenne d'Alsace
- Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des Territoires
- Monsieur le Président de Mulhouse alsace Agglomération
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- Monsieur le responsable de la Police Municipale
- Registre des arrêtés

Fait à SAUSHEIM, le 21 septembre 2021

Le Maire,

Guy OMEYER




12
11
10
9
2
3
5
4
7
6
8
1
LZACH

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT
Haut-Rhin
CANTON
Cernay
COMMUNE
Staffelfelden

N° 200/2010

ARRETE DU MAIRE

MODIFIANT LA LIMITE D'AGGLOMERATION DE L'ENTREE DE VILLE OUEST (RUE DE BERRWILLER) A STAFFELFELDEN

LE MAIRE DE LA COMMUNE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2131-1, L 2131-2 2°, L 2212-1 L 2212-2 ET L 2213-1,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 110-2 et R 411-2,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière,

CONSIDERANT qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de Police de la circulation, de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique,

CONSIDERANT que la fixation des limites de l'agglomération, en fixant dans cet espace la vitesse maximale des véhicules à moteur à 45 km/h, a pour objet d'assurer une meilleure protection des piétons, notamment des riverains,

ARRETE

Article 1 : En raison des travaux de voirie réalisés, l'emplacement des panneaux de signalisation de la limite d'agglomération de l'entrée de ville ouest (RD 51 / Rue de Berrwiller) à STAFFELFELDEN est modifié comme suit :

Ancien emplacement : 0 +620 **Nouvel emplacement : 0 + 820**

Article 2 : Cette signalisation est matérialisée sur place par l'installation de panneaux de type EB10 (entrée d'agglomération) et de type EB 20 (sortie d'agglomération).

Article 3 : En conséquence et en application de l'article R413-3, 1° alinéa du Code de la Route, à l'intérieur de l'agglomération ainsi délimitée, la vitesse maximale autorisée des véhicules à moteur est fixée, sauf disposition contraire à 45 km/h.

Article 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles seront constatées pat des procès-verbaux qui seront transmis aux tribunaux compétents.

Article 5 : Les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est transmise à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Wittelsheim
- Les Brigades Vertes
- L'Unité Routière de Thann – 24 Avenue Gérard 68290 MASEVAUX
- Dossier.

Fait à Staffelfelden, le 11 octobre 2010

Le Maire,
Stanislas. PILARZ

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT
Haut-Rhin
CANTON
Cernay
COMMUNE
Staffelfelden

N° 32/2007

ARRETE DU MAIRE

FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMERATION A STAFFELFELDEN

LE MAIRE DE LA COMMUNE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2131-1, L 2131-2 2°, L 2212-1 L 2212-2 ET L 2213-1,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 110-2 et R 411-2,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière,

CONSIDERANT qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de Police de la circulation, de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique,

CONSIDERANT que la fixation des limites de l'agglomération, en fixant dans cet espace la vitesse maximale des véhicules à moteur à 45 km/h, a pour objet d'assurer une meilleure protection des piétons, notamment des riverains,

ARRETE

Article 1 : Les limites de l'agglomération constituées par la Commune de STAFFELFELDEN sont ainsi fixées :

1) Sur la Route Départementale 19 (Rue de la République) :

AU SUD
- Sens WITTELSHEIM - STAFFELFELDEN, l'entrée d'agglomération se fait à 30 m à partir du pont de la Thur
- Sens STAFFELFELDEN – WITTELSHEIM, la sortie d'agglomération se fait à 40 m à partir du Carrefour Rue de la République/Rue des Prés.

AU NORD (direction BOLLWILLER)
- l'entrée et la sortie d'agglomération sont indiquées à 20 m du Carrefour Rue République / Rue du Château.

2) Sur la Route Départementale 51 (Rue de Berrwiller)
- l'entrée et la sortie d'agglomération se font au droit de l'intersection avec la Rue de la Potasse.

3) Rue des Fées
- l'entrée d'agglomération se fait au droit du n° 24, sens WITTELSHEIM-STAFFELFELDEN.

4) Rue Mélusine
- l'entrée d'agglomération se fait à l'angle de la Rue Mélusine et de la Rue du Roi d'Ys, sens WITTELSHEIM-STAFFELFELDEN.

Article 2 : Ces limites sont matérialisées sur place par l'installation de panneaux de signalisation de type EB10 (entrée d'agglomération) et de type EB 20 (sortie d'agglomération).

Article 3 : En conséquence et en application de l'article R413-3, 1° alinéa du Code de la Route, à l'intérieur de l'agglomération ainsi délimitée, la vitesse maximale autorisée des véhicules à moteur est fixée, sauf disposition contraire à 45 km/h.

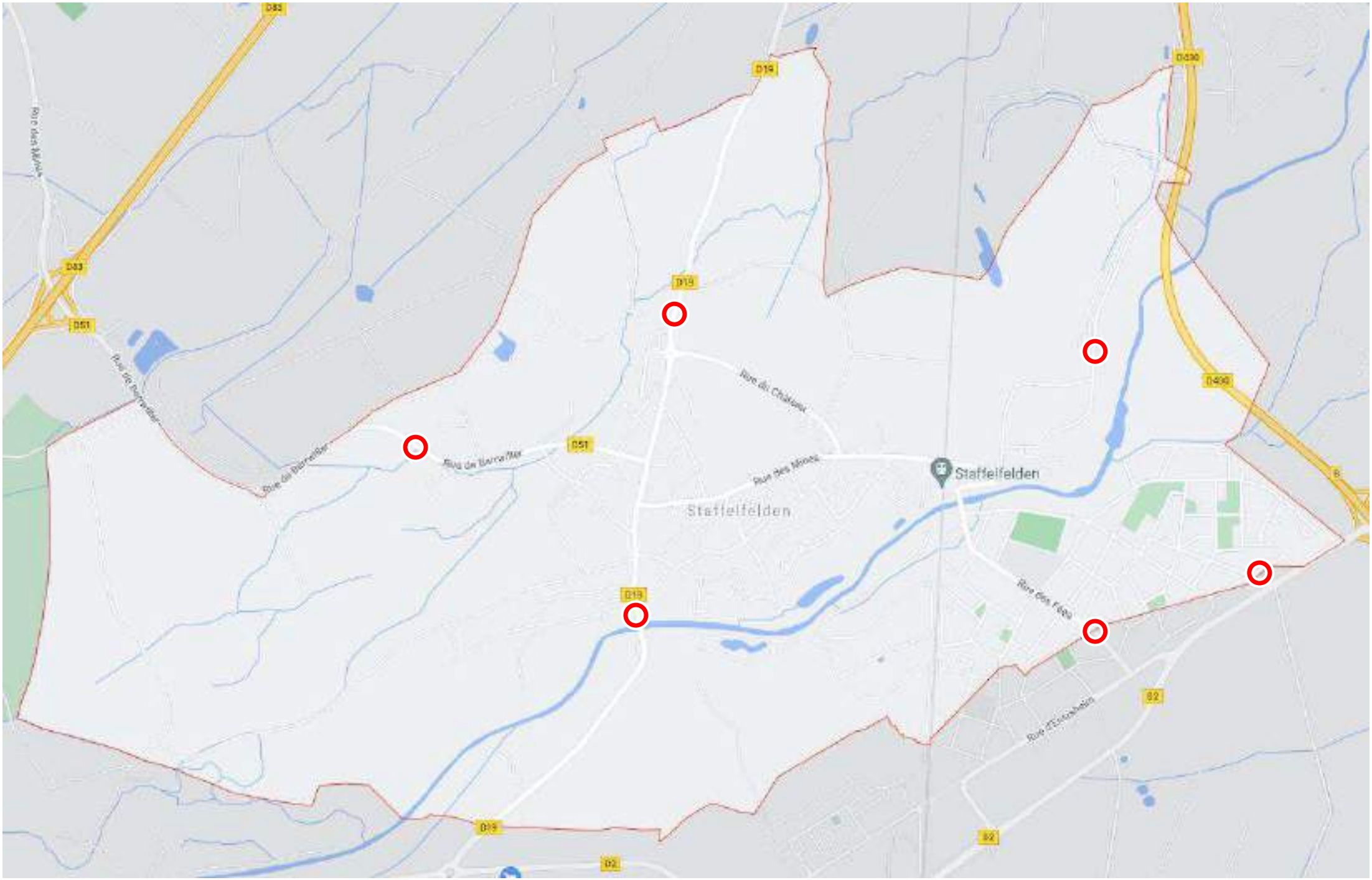
Article 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles seront constatées pat des procès-verbaux qui seront transmis aux tribunaux compétents.

Article 5 : Les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est transmise à :
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Wittelsheim
- Les Brigades Vertes
- Dossier.

Fait à Staffelfelden, le 26 mars 2007

Le Maire,
S. PILARZ

Limites d'agglomération



Accusé de réception en préfecture
068-216803239-20211104-ARR242021-AR
Date de télétransmission : 05/11/2021
Date de réception préfecture : 05/11/2021

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN

COMMUNE DE STEINBRUNN-LE-BAS
68440

ARRETE n°24/2021
Fixant les limites de l'agglomération

Le Maire de la commune de STEINBRUNN-LE-BAS

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R 110-2 et R 411-2,
VU le Code de la voirie routière et notamment le titre Ier – Dispositions communes aux voies du domaine public routier, le titre II – Voirie nationale, le titre III – Voirie départementale, le titre IV – voirie communale,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et la loi n°83-8 du 7 janvier 1983,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, et modifiée par les textes subséquents,
VU le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subsequents,
VU l'article R581-78 du Code de l'environnement,

CONSIDERANT qu'il importe pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité public, de fixer précisément les limites de l'agglomération,

ARRETE

Article 1er :
Le présent arrêté abroge et remplace tout arrêté antérieur concernant les limites de l'agglomération.

Article 2 :
Sont considérées comme limites de l'agglomération :

N°	Coordonnées géographiques	Description précise de l'implantation
1	47.679214N – 7.366688E	Au niveau du 1 rue de Mulhouse
2	47.671565N – 7.364429E	Au niveau du 44 rue Principale
3	47.674065N – 7.374378E	Au niveau du 29 rue du Château

Article 3 : Les limites d'agglomération seront matérialisées par l'implantation de la signalisation réglementaire implantée aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus.

Article 4 Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication.

Accusé de réception en préfecture
068-216803239-20211104-ARR242021-AR
Date de télétransmission : 05/11/2021
Date de réception préfecture : 05/11/2021

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Commandant de la gendarmerie de Sierentz,
- Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des territoires,
- Monsieur le Président de la Collectivité européenne d'Alsace
- Monsieur le Sous-Préfet,
- Monsieur le Président de Mulhouse Alsace Agglomération

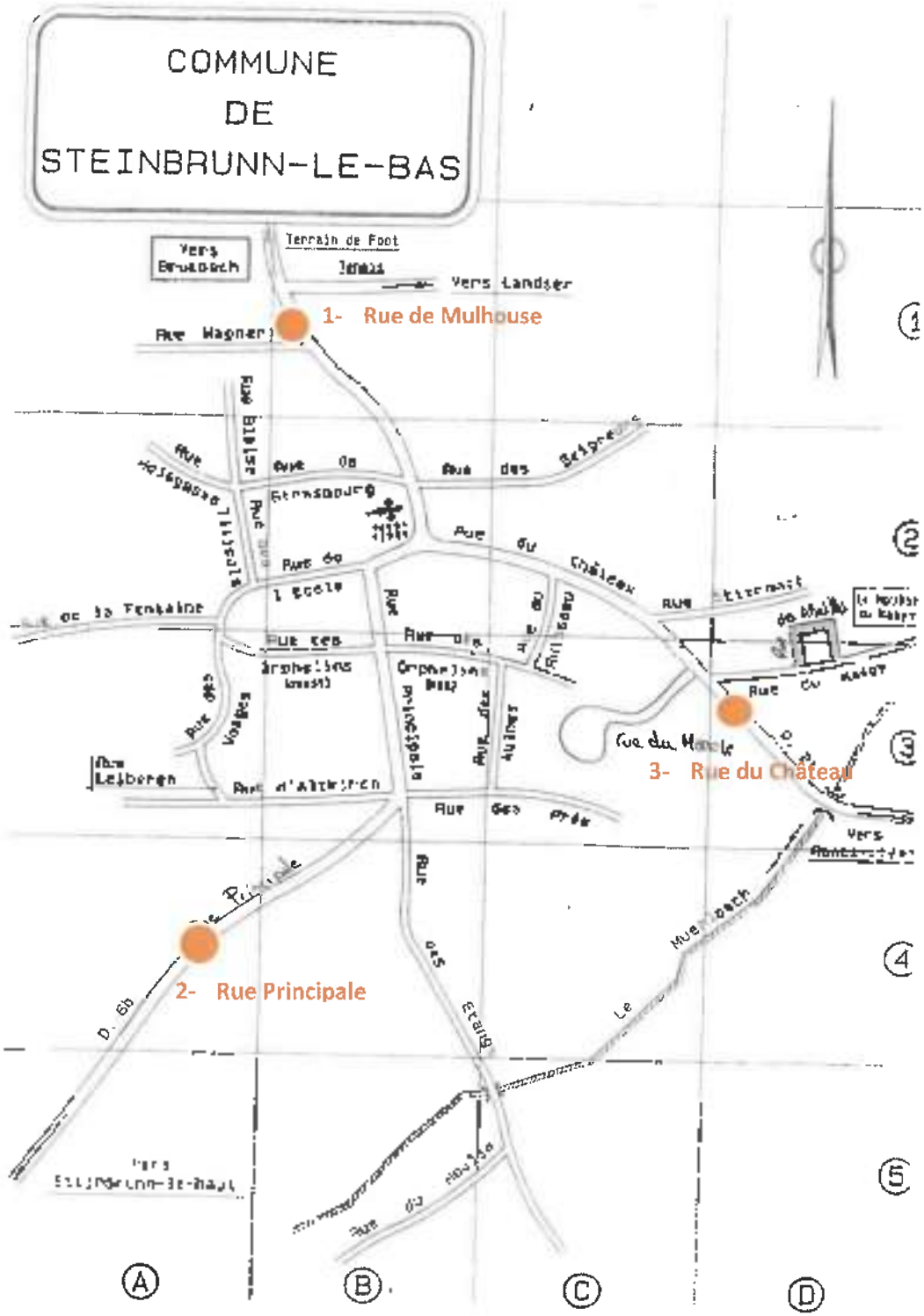
Tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

STEINBRUNN-LE-BAS, le 04 novembre 2021

Le Maire,
Dr Daniel HASSLER



Accusé de réception en préfecture
068-216803239-20211104-ARR242021-AR
Date de télétransmission : 05/11/2021
Date de réception préfecture : 05/11/2021



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN

Commune d'Ungersheim

Arrêté n°63/2021 du 20 juillet 2021

Arrêté portant fixation des limites de l'agglomération d'Ungersheim sur les RD 4B, RD 44 et RD 49

Le Maire de la Commune d'Ungersheim,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-1 à 6 ;
VU le Code de Voie Routière et notamment l'article L113-3 et suivants ;
VU le Code de Route ;
VU le Code de l'Environnement ;
VU le Code Pénal

Considérant qu'il importe pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics, de fixer précisément les limites de l'agglomération ;

Considérant qu'il importe de fixer ces limites sur un arrêté unique ;

Considérant que dans le cadre de l'élaboration du Règlement de Publicité Intercommunal, Mulhouse Alsace Agglomération demande que conformément à l'article R.581-78 du code de l'environnement énonçant que « les limites de l'agglomération fixées par le maire en application de l'article R. 411-2 du code de la route sont également représentées sur un document graphique annexé, avec les arrêtés municipaux fixant lesdites limites, au règlement local de publicité ».

Arrête

Article 1er :
Cet arrêté abroge et remplace toutes les dispositions antérieures concernant les limites de l'agglomération d'Ungersheim.

Article 2 :
Les limites d'agglomération seront matérialisées par l'implantation de signaux réglementaires de localisation EB10 et EB20 aux emplacements suivants et selon les plans joints :

Annexe 1 :

1 : RD4B, après le n°43 rue de Raedersheim	EB10 et EB20
2 : RD44, après l'angle rue de Réguisheim/rue de Paris	EB10 et EB20
3 : RD4B, après les n°14 et 7 rue de la Cité du Moulin	EB10 et EB20
4 : RD44 ; après le 85 rue de Feldkirch	EB10 et EB20

Annexe 2 :

1° RD49, Lieu-dit « Grosswald », Accès Ecomusée et Parc du Petit Prince	EB10 et EB20

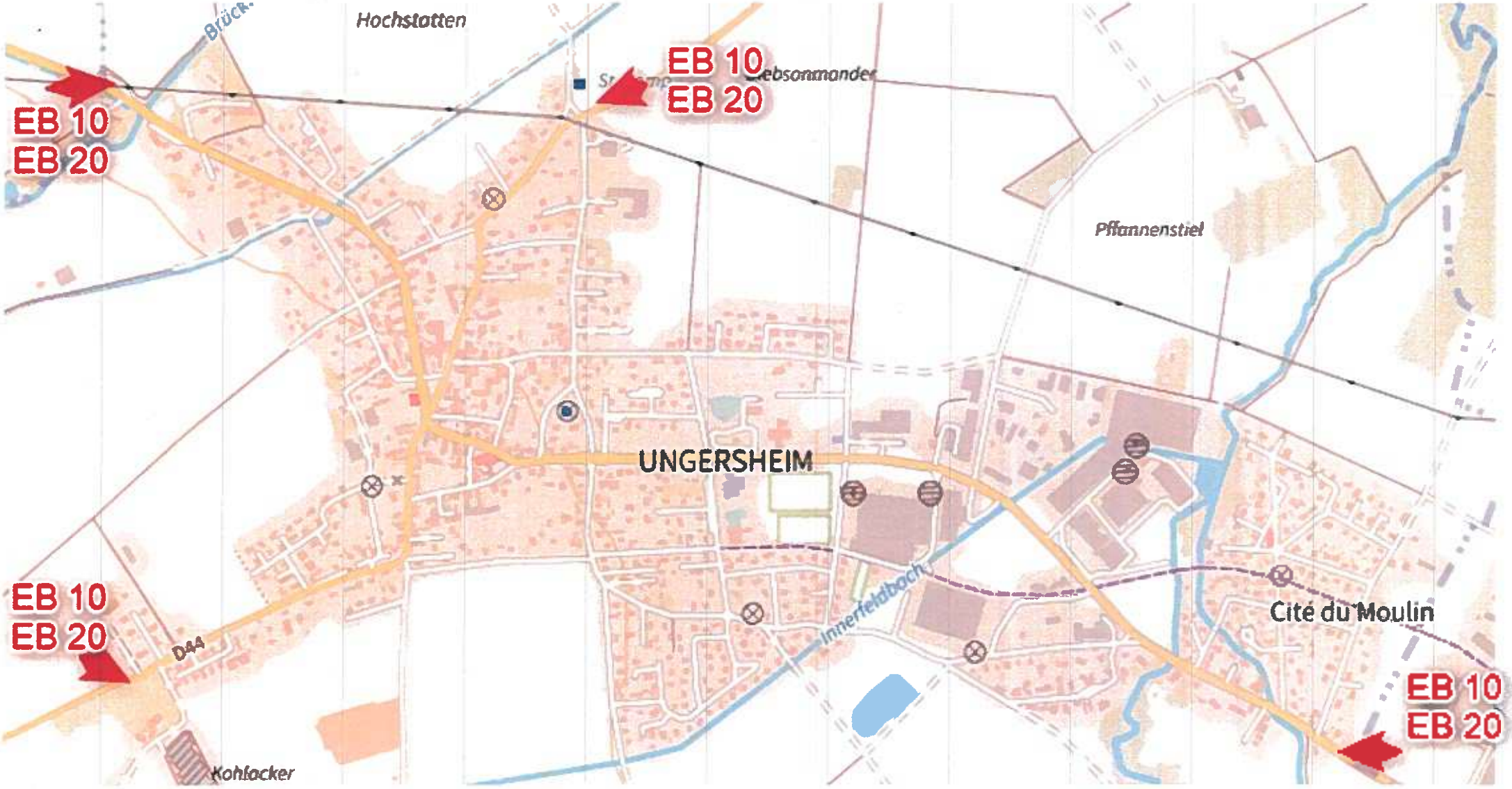
Article 3 :
Le service technique de la Commune sera chargé de mettre en place la signalisation réglementaire, de veiller à son maintien et à son bon entretien.

Article 4 :
Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
M. le Sous-Préfet de Mulhouse,
M. le Président de M2A,
M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Soultz,
Aux archives de la Commune,
Pour affichage à l'endroit habituel de la Commune

Fait à Ungersheim, le 20 juillet 2021
Le Maire,
Jean-Claude MENSCH

MAIRIE 68190 UNGERSHEIM

ANNEXE 1


EB 10
EB 20
EB 10
EB 20
Hochstatten
Pflannenstiel
UNGERSHEIM
EB 10
EB 20
Cité du Moulin
EB 10
EB 20
D44
Kohlacker

ANNEXE 2


Innerfeldbach
Rue de l'Espoir
D430
Le Parc du Petit Prince
L'aérobar du buveur
Le serpent
Mittlerfeldbach
Ausserfeldbach
D430
Kunheim
Rixheim
Écomusée d'Alsace
La Thur
1
D430
D49
D49
Diagonal HSE
Association Groupe Rodolphe
Déchetterie de Pulversheim
Thurmelec
La Thur
Google
Etang du Coucou
Données cartograp

Ville de Wittelsheim
PM/ES

ARRETE PERMANENT N° 481 PORTANT SUR LES LIMITES D'AGGLOMERATION DE WITTELSHEIM

Le Maire de la ville de Wittelsheim,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1° à L.2213-6,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le code la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R 411-25,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière (livre 1- 5ème partie-signalisation d'indication), approuvé par arrêté interministériel du 7 juin 1977, et modifié par les textes subséquents,

Vu le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents,

Vu l'article R581-78 du Code de l'environnement,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire toutes les mesures pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics, de fixer précisément les limites de l'agglomération,

CONSIDERANT qu'il importe de fixer ces limites sur un arrêté unique,

ARRETE

ARTICLE 1er : Le présent arrêté abroge et remplace tout arrêté antérieur concernant les limites d'agglomération,

ARTICLE 2 : Sont considérés comme les limites d'agglomération :

- **RD2 giratoire du P.R : 6+284 à 6+414 et du P.R :7+950 à 8+660,**
- **Cité Rossalmend, section 21 parcelle 323,**
- **RD19 du P.R : 11+169 à 15+757,**
- **Rue de Cernay, section 9 parcelle 202,**
- **RD19.1 du P.R 0.000 à 2+356**

Mairie de Wittelsheim - rue d'Ensisheim - BP 50005 - 68310 Wittelsheim
Téléphone : 03 89 57 77 47 - Fax : 03 89 57 79 18
E-mail : wittelsheim@mairie-wittelsheim.fr

ARTICLE 3 : Les limites d'agglomération sont matérialisées par l'implantation de la signalisation réglementaire positionnée aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus,

ARTICLE 4 : Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication,

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Commandant de la gendarmerie de Wittelsheim,
- Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des Territoires,
- Monsieur le Président de la Collectivité européenne d'Alsace (CEA),
- Monsieur le Préfet du Haut-Rhin,
- Monsieur le Président de Mulhouse Alsace Agglomération – M2A

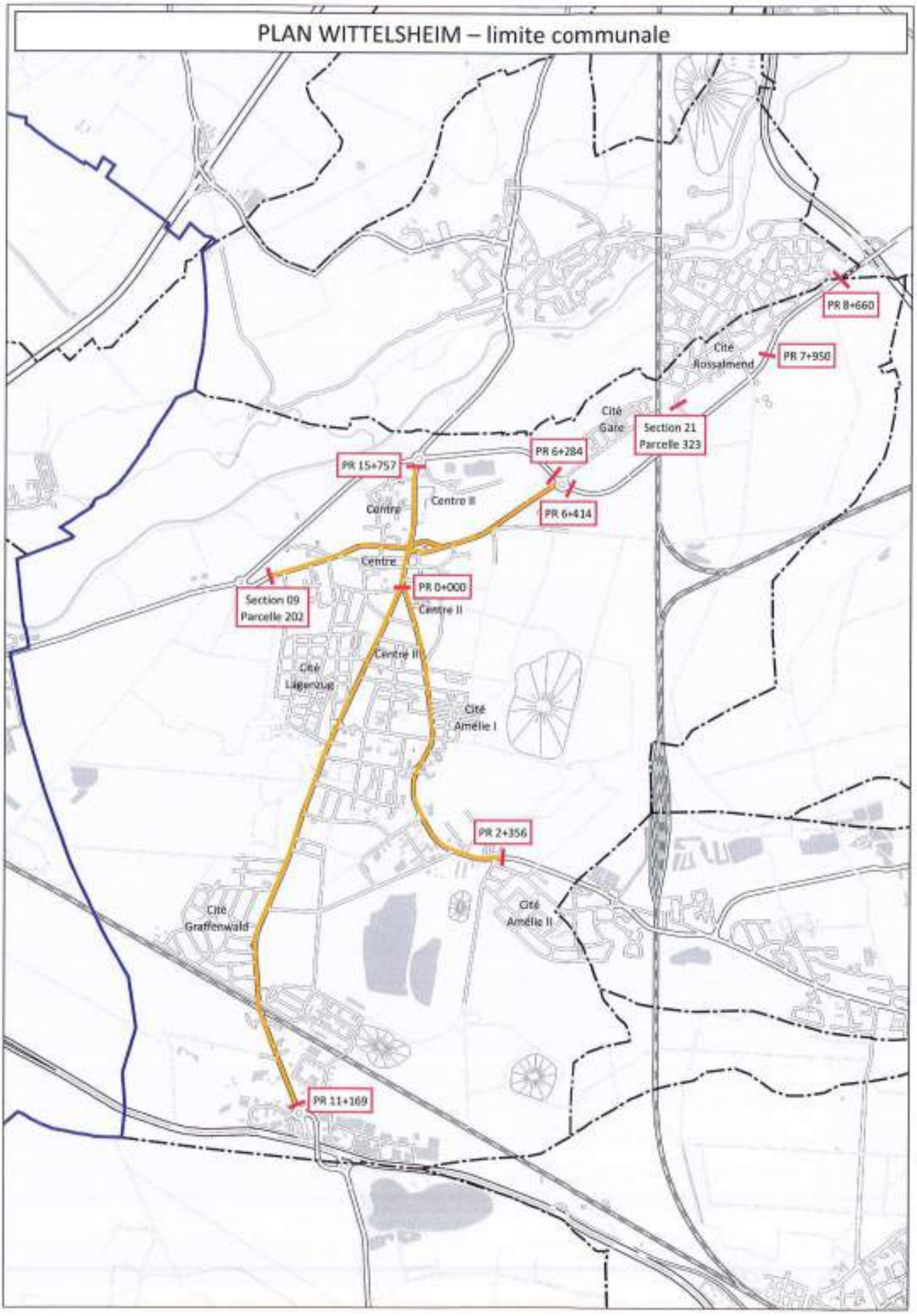
Et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Wittelsheim, le 14 septembre 2021

Le Maire

MAIRIE DE WITTELSHEIM
HAUT-RHIN

Yves GOEPFERT


PLAN WITTELSHEIM – limite communale
PR 8+660
Cité Rossalmend
PR 7+950
Cité Gare
Section 21 Parcelle 323
PR 6+284
PR 15+757
Centre
Centre II
PR 6+414
Centre
PR 0+000
Centre II
Section 09 Parcelle 202
Centre II
Cité Lagenzug
Cité Amélie I
PR 2+356
Cité Graffenwald
Cité Amélie II
PR 11+169

Envoyé en préfecture le 20/12/2021
Reçu en préfecture le 20/12/2021
Affiché le
ID : 068-216803767-20211210-DCM_32_20211210-DE

ANNEXE 2 : ARRETE DELIMITANT LES LIMITES D'AGGLOMERATION AVEC PLAN

Wittenheim

DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Au cœur du Bassin Potassique

213
SOUS-PRÉFECTURE
19 JUIL. 2011
68067 MULHOUSE CEDEX

MAIRIE DE WITTENHEIM
N°225/2011
20 JUIL. 2011

LE MAIRE DE LA VILLE DE WITTENHEIM,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 2 et L 2542-2,

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation des routes et autoroutes, modifié et complété,

VU la délibération communale en date du 1er juillet 2011 concernant les panneaux d'entrées et de sorties de Ville,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale, dans le cadre de ses pouvoirs de Police de la circulation, de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique,

CONSIDERANT que la fixation des limites de l'agglomération en fixant dans cet espace la vitesse maximale des véhicules à moteur à 50km/h, a pour objet, d'assurer une meilleure protection des piétons, notamment des riverains,

CONSIDERANT la demande d'uniformisation des panneaux d'entrées et de sorties de Ville sur Wittenheim et la mise en cohérence avec le domaine public communal.

ARRETE

ARTICLE 1 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de WITTENHEIM, sont abrogées.

ARTICLE 2 : Les limites de l'agglomération de WITTENHEIM, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

Désignation de la zone traversée	Voie	Repères kilométriques et géographiques
Route de Soultz en direction de PULVERSHEIM	D429	PR 46+944 : Panneaux Entrée et Sortie de Ville
Route de Soultz en direction de Kingersheim	D429	PR 51+108 : Panneau Sortie de Ville
Route de Soultz en direction de Wittenheim	D429	PR 50+973 : Panneau Entrée de Ville
Rue du général de Gaulle en direction d'ENSISHEIM	D20 IV	PR 5+190 : Panneaux Entrée et Sortie de Ville

Envoyé en préfecture le 20/12/2021
Reçu en préfecture le 20/12/2021
Affiché le
ID : 068-216803767-20211210-DCM_32_20211210-DE

Rue du Général de Gaulle en direction de PULVERSHEIM	D20 IV	PR 3+00 : Panneaux Entrée et Sortie de Ville
Rue du Général de Gaulle en Direction de RUELISHEIM	D20 IV	PR 1+792 : Panneaux Entrée et Sortie de Ville
Rue de Ruelisheim en direction de RUELISHEIM	D20 II	PR 2+936 : Panneaux Entrée et Sortie de Ville
Rue de Kingersheim en direction de KINGERSHEIM	D20	PR 8+542 : Panneau Sortie de Ville
Rue de Kingersheim en direction de WITTENHEIM	D20	PR8+472 Panneau Entrée de Ville
Voie Rapide, bretelle d'accès rue du Nonnenbruch	D430	PR48+1106 : Panneaux Entrée et Sortie de Ville
Voie rapide, bretelle d'accès ZA Jeune Bois	D430	GPS : Panneaux Entrée et Sortie de Ville
Voie rapide, bretelle d'accès rue des Mines Anna	D430	GPS : Panneaux Entrée et Sortie de Ville

Un plan joint permet de visualiser les Points Routiers d'Entrées et de Sorties de Ville.

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication du 24 novembre 1967 - sera mise en place à la charge de la commune. Ces limites sont matérialisées sur place par l'installation de panneaux de signalisation de type EB10 (entrée d'agglomération)et EB20 (sortie d'agglomération).

ARTICLE 4 : En conséquence et en application de l'article R.413-3, 1 alinéa du code de la route, à l'intérieur de l'agglomération ainsi délimités, la vitesse maximale autorisée des véhicules à moteur est fixée, sauf dispositions contraires à 50 km/h.

ARTICLE 5 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de WITTENHEIM.

ARTICLE 7 : Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de 68 MULHOUSE
- M. le Procureur de la République à 68 MULHOUSE
- M. l'Ingénieur Subdivisionnaire, Equipement Subd. de Mulhouse I- C. A. MULHOUSE
- M. le Commandant de Police - BP 95 - 68273 WITTENHEIM CEDEX

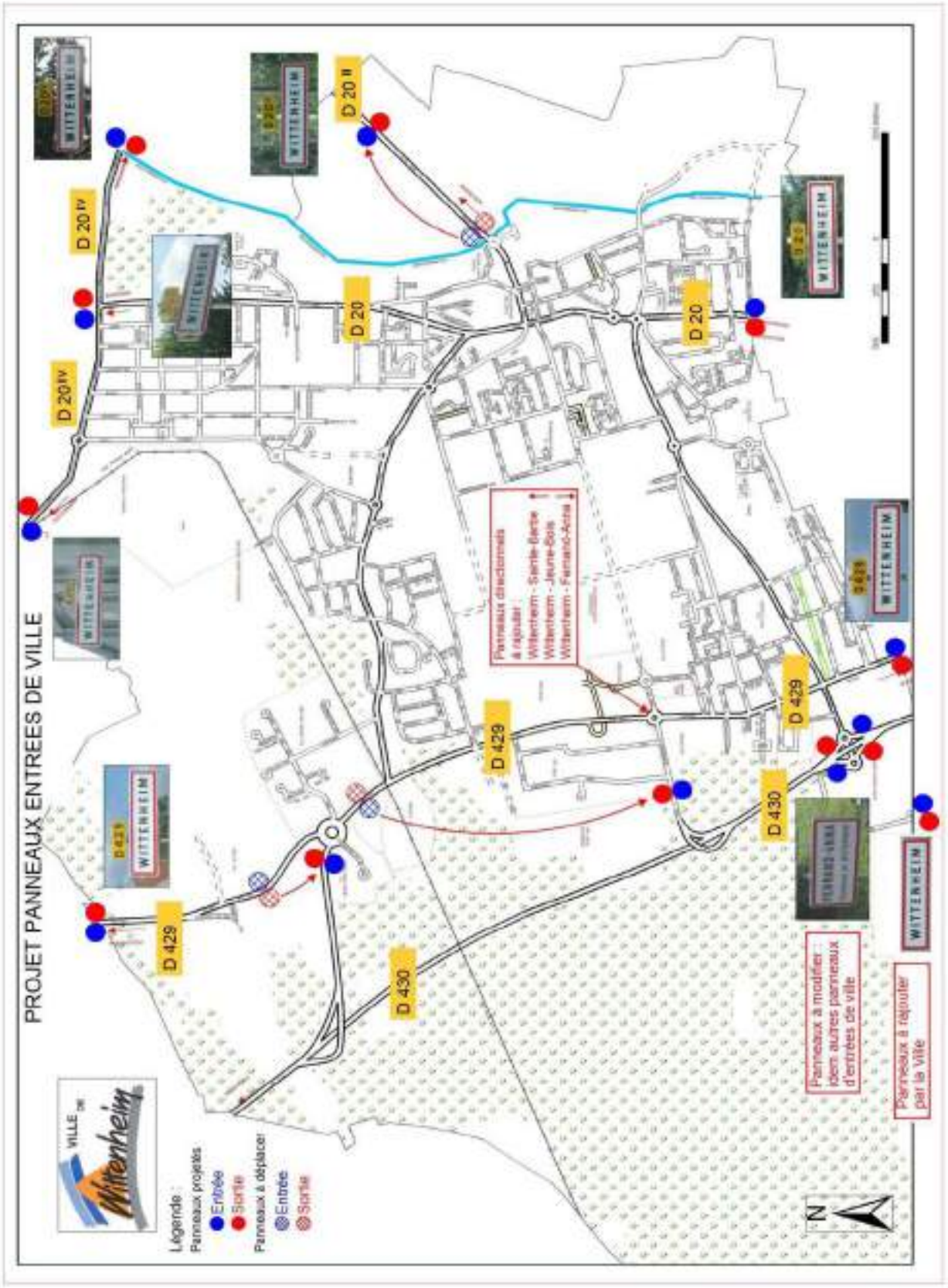
WITTENHEIM, le 4 juillet 2011

POUR AMPLIATION
LE MAIRE
Antoine HOMÉ

LE MAIRE
Antoine HOMÉ

SOUS-PREFECTURE
19 JUIL. 2011
68952 MULHOUSE CEDEX

Envoyé en préfecture le 20/12/2021
Reçu en préfecture le 20/12/2021
Affiché le
ID : 068-216803767-20211210-DCM_32_20211210-DE



DEPARTEMENT
Haut-Rhin
CANTON
Brunstatt
COMMUNE
ZILLISHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

90/21

ARRETE DU MAIRE

Le Maire de la Commune de Zillisheim,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,
VU le Code de la Route et notamment les articles R.110-2 et R.411-2,
VU le Code de la Voirie Routière et notamment le titre Ier – Dispositions communes aux voies du domaine public routier, le titre III – voirie départementale, le titre IV – voirie communale,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, et modifiée par les textes subséquents,

Considérant qu'il importe pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics, de fixer précisément les limites de l'agglomération,
Considérant qu'il importe de fixer ces limites sur un arrêté unique,

ARRETE

Article 1er : Sont considérées comme limites de l'agglomération :

- Rue de Hochstatt (entrée EB10 – sortie EB20)
- Rue de Didenheim (campement des gens du voyage)
- Faubourg de Mulhouse à ses deux extrémités (entrée EB10 – sortie EB20)
- Rue de Flaxlanden (sortie EB20)
- Rue des Savoyards (sortie EB20)
- Rue de la Vallée (n°36)
- Rue du Château (n°25)
- Rue du Vignoble (n°12)
- Rue du 19 Août (maison éclusière n°34)

Article 3 : Le service technique de la Commune de Zillisheim sera chargé de mettre en place la signalisation réglementaire, de veiller à son maintien et à son bon entretien.

Article 4 : Les dispositifs du présent arrêté prendront effet à compter de sa date de publication sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

Article 5 : Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

-Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigade de Gendarmerie de LUTTERBACH – MORSCHWILLER LE BAS,
-Les Brigades Vertes du HAUT-RHIN.

Et tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté.

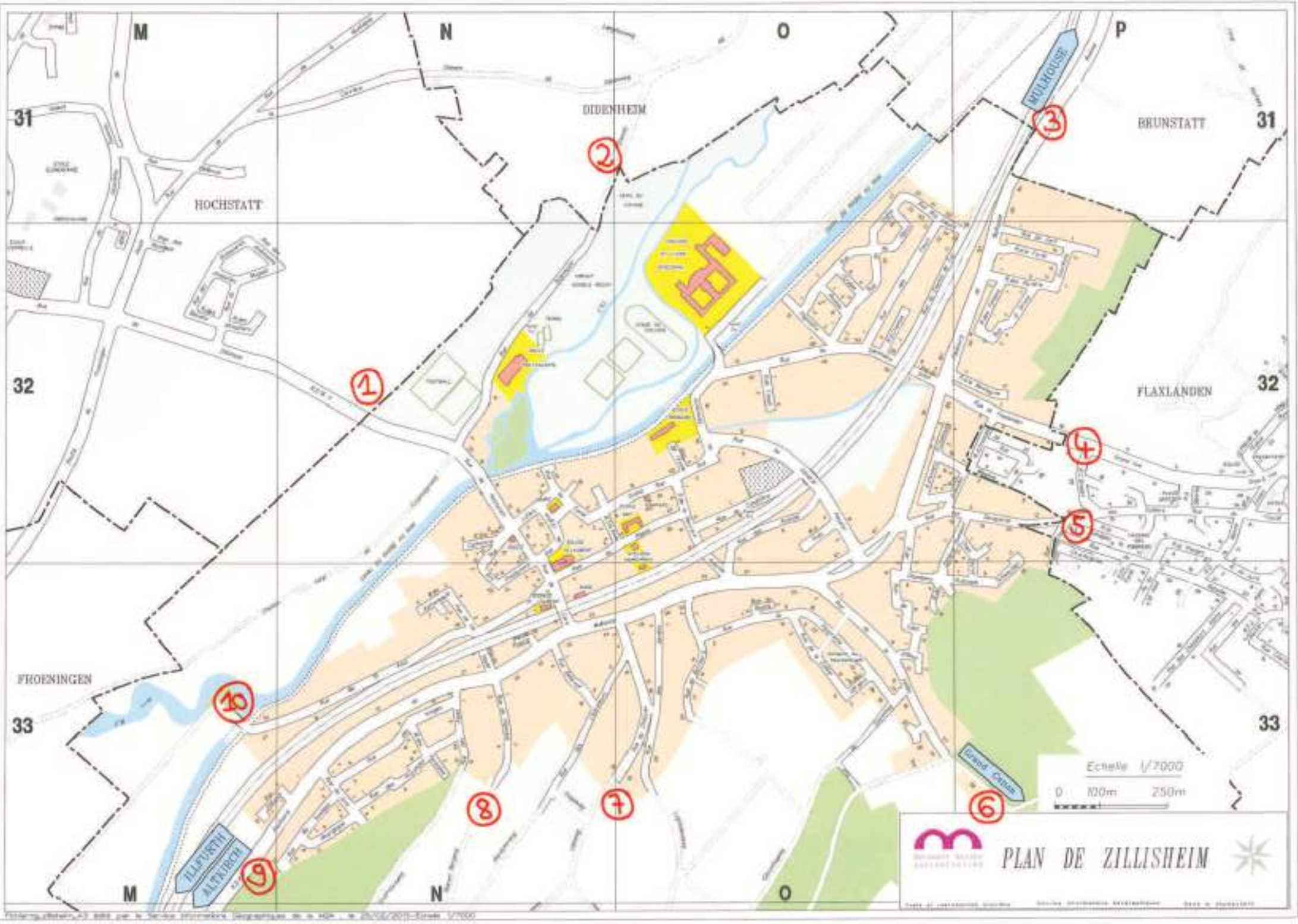
Fait à ZILLISHEIM, le 22 septembre 2021

Le Maire,



Michel LAUGEL




M
N
O
P
31
32
33
HOCHSTATT
DIDENHEIM
BRUNSTATT
FLAXLANDEN
FROENINGEN
MULHOUSE
ILLFURTH
ALTKIRCH
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
Echelle 1/7000
0 100m 250m
PLAN DE ZILLISHEIM

LISTE DES RUES DE ZILLISHEIM

ACACIAS, Rue des	D-32-33
ALPES, Rue des	M-N-O
ANNECY, Rue d'	D-P-32
ARC, Rue de l'	M-33
ARDENNES, Rue des	N-33
BARRIERE, Rue de la	O-33
BELLEVUE, Rue	M-33
BORRIERS, Rue du	O-N-O
BOURG, Rue du	O-N-O
BOURGOGNE, Rue de	N-33
CANAL, Rue du	N-32
CERF, Rue du	P-33
CHAMBERY, Rue de	O-32-33
CHAMONIX, Rue de	O-32
CHAMPS, Rue des	O-32
CHATEAU, Rue du	N-O-33
CHEMIN DE FER, Rue du	O-P-31-32
CHENE, Rue du	O-P-31-32
CIMETIERE, Rue du	O-32
COLLINE, Rue de la	O-33
DE GAULLE, Place du Général	N-32
DIDERMATH, Ruelle	N-33
DU MONT AOUT, Rue du	M-N-33
ECOLE, Impasse de l'	O-32
EGLISE, Rue de l'	P-32

EGLISE, Place de l'	N-32
ETANG, Rue de l'	O-32
FAISANS, Rue des	P-32
FLAMANTEN, Rue de	O-P-32
FLEURS, Rue des	O-P-31-32
FORET, Rue de la	P-33
FOSSE, Rue de	O-32
GERT, Rue de la	M-N-33
GLUCKSBRUNN, Rue du	O-32-33
GRANDCHAMP	N-O-32
GRENOBLE, Rue de	O-P-32
GRIVES, Rue des	P-32
HEIBEL, Ruelle	O-P-32
HOCHSTADT, Rue de	O-32
HUBERT, Rue du GARAY	O-P-32-33
ILL, Rue de l'	N-33
ILLFURTH, Rue d'	O-N-32
JARDINS, Rue des	O-33
JEANNE D'ARC, Rue	N-32-33
JURA, Rue du	N-32
KATTENBERG, Rue du	N-33
LIBERATEURS, Rue des	N-O-33
MEGEVE, Rue de	P-32
MONTAGNE, Rue de la	O-P-32
MULHOUSE, Route de	M-N-O-P-31-32-33-34

MUTER, Impasse du	N-33
PANORAMA, Rue du	O-33
PEPINIERE, Rue de la	O-32
PERRIN, Rue des	P-32
PILLEUX, Rue du Colonel	O-32
PLESSIER, Rue du Général	O-32
PRAIRIE, Impasse de la	N-33
PRES, Rue des	O-32
PRESBYTERE, Rue du	N-32-33
PYRENEES, Rue des	N-O
REPOS, Rue du	N-O-32-33
ROSEAU, Rue du	O-32
SAINTE ANNE, Rue	N-O-32
SAINTE CATHERINE, Rue	N-O
SAVOYARDE, Ruelle	O-P-32
SCHWEIGLER, Rue Joseph	O-P-32-33
SECRET, Rue du Chanoine	P-31-32
SEMINAIRE, Rue du	O-32
SOLEIL, Impasse du	O-32
SUNDGAU, Rue du	N-33
VALLEE, Rue de la	O-P-31-32
VERGERS, Rue des	O-33
VIGNOBLE, Rue du	N-33
VOSGES, Rue des	N-33

COLLECTE SELECTIVE

- PointTRI : Rue du Séminaire
- PointTri Plus : Parking rue du Cimetière, Parking Salle Polyvalente

Verre - Papier carton - Briques alimentaires - Journaux, magazines, prospectus cartonnettes

Verre - Papier carton - Briques alimentaires - Journaux, magazines, prospectus cartonnettes – Bouteilles et flaconnages en plastique

Février 2013

AIRIE DE ZIMMERSHEIM
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
68440

2021/028

Publié le 20 juillet 2021
Le Maire,
Philippe STURCHLER

Arrondissement de Mulhouse

ARRETE MUNICIPAL PORTANT SUR LA FIXATION DES LIMITES DE L'AGGLOMERATION SUR LA RD56

Le Maire de la Commune de ZIMMERSHEIM,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;
VU le Code de la Route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8, R 411-25
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I 5ème partie – signalisation d'indication ;

ARRETE

Article 1er : Toutes les dispositions définies par le précédent arrêté municipal fixant les anciennes limites de l'agglomération sont abrogées.

Article 2 : Les limites de l'agglomération de Zimmersheim, au sens de l'article R110-2 du Code de la Route sur la RD56 sont fixées comme suit :

- En provenance de Mulhouse : P.R 3 + 451
- n provenance d'Eschentzwiller : P.R : 5 + 86

Article 3 : La signalisation règlementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – livre I – 5ème partie – signalisation d'indication – a été mise en place à la charge de la commune.

Article 4 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté ont pris effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Zimmersheim.

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Mulhouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7 : Tout agent de la force publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté sera affiché et publié dans les conditions habituelles et ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Sous-préfet de Mulhouse,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Rixheim,
- Monsieur le Commandant des Brigades Vertes de Soultz,
- M. le Lieutenant-Colonel du Groupement des Sapeurs-Pompiers de MULHOUSE

Zimmersheim, le 19 juillet 2021

Le Maire
Philippe STURCHLER

Mairie de Zimmersheim - 8 rue de l'Ecole - 68440 - Zimmersheim
Tél. : 03 89 44 22 61 / e-mail : mairie@zimmersheim.fr

AIRIE DE ZIMMERSHEIM
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
68440

2021/029

Publié le 20 juillet 2021
Le Maire,
Philippe STURCHLER

Arrondissement de Mulhouse

ARRETE MUNICIPAL PORTANT SUR LA FIXATION DE LA LIMITE DE LA VOIE COMMUNALE EN PROVENANCE DE BRUEBACH

Le Maire de la Commune de ZIMMERSHEIM,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;
VU le Code de la Route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8, R 411-25
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I 5ème partie – signalisation d'indication ;

ARRETE

Article 1er : Toutes les dispositions définies par le précédent arrêté municipal fixant l'ancienne limite de la voie communale en provenance de Bruebach est abrogée.

Article 2 : La limite de la voie communale en provenance de Bruebach pour se rendre à Zimmersheim, au sens de l'article R110-2 du Code de la Route est fixée comme suit :

- En provenance Bruebach par la voie communale : P R. avant le dos d'âne qui mène au sens giratoire de l'intersection des rues de Bruebach et des Champs

Article 3 : La signalisation règlementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – livre I – 5ème partie – signalisation d'indication – a été mise en place à la charge de la commune.

Article 4 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté ont pris effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Zimmersheim.

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Mulhouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7 : Tout agent de la force publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

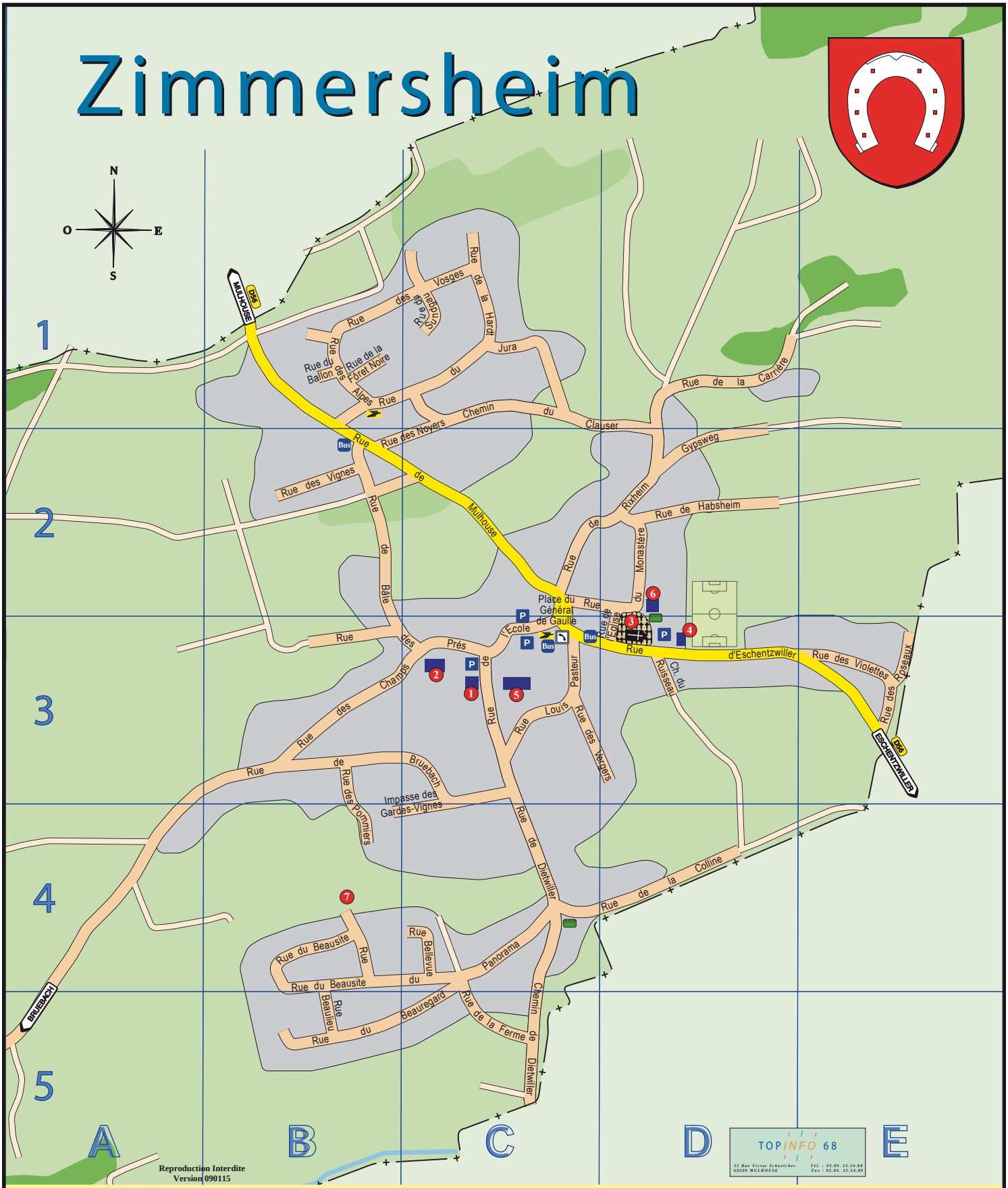
Article 8 : Le présent arrêté sera affiché et publié dans les conditions habituelles et ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Sous-préfet de Mulhouse,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Rixheim,
- Monsieur le Commandant des Brigades Vertes de Soultz,
- M. le Lieutenant-Colonel du Groupement des Sapeurs-Pompiers de MULHOUSE

Zimmersheim, le 19 juillet 2021

Le Maire
Philippe STURCHLER

Zimmersheim



Reproduction Interdite
Version 090115

TOPINFO 68
35 Rue Victor Schoelcher 68200 MULHOUSE
Tél. : 03.89.33.54.88
Fax : 03.89.33.54.89

NOMENCLATURE DES RUES

Alpes (rue des)	B1	Ecole (rue de l')	C3	Noyers (rue des)	B2-C2
		Eglise (rue de l')	D2-D3		
Bâle (rue de)	B2-B3-C3	Eschentzwiller (rue d')	C3-D3-E3	Panorama (rue du)	B4-C4
Ballon (rue du)	B1			Pasteur (rue Louis)	C3
Beaulieu (rue)	B5	Ferme (rue de la)	C5	Pommiers (rue des)	B3-B4
Beauregard (rue du)	B5-C5	Forêt Noire (rue de la)	B1	Prés (rue des)	B3-C3
Beausite (rue du)	B4				
Bellevue (rue)	C4	Gaulle (place du Général de)	C2-C3	Rixheim (rue de)	C2-D2
Bruebach (rue de)	B3-C3	Gardes Vignes (impasse des)	B4-C4	Roseaux (rue des)	E3
		Gypsweg	D2	Ruisseau (ch. du)	D3
Carrière (rue de la)	D1				
Champs (rue des)	B3-C3	Habsheim (rue d')	D2	Sundgau (rue du)	C1
Clauser (chemin du)	C1-D1	Hardt (rue de la)	C1		
Colline (rue de la)	C4-D4			Vergers (rue des)	C3-D3
		Jura (rue du)	B1-C1	Vignes (rue des)	B2
Dietwiller (chemin de)	C4-C5			Violettes (rue des)	E3
Dietwiller (rue de)	C4	Monastère (rue du)	C2-D2	Vosges (rue des)	B1-C1
		Mulhouse (rue de)	B1-B2-C2		

LEGENDE

- Bus — Arrêt de Bus
- Boîte à Lettres
- Cabine Téléphonique
- P — Parking
- Point collecte tri sélectif

NOMENCLATURE DES BATIMENTS ET LIEUX REMARQUABLES

1. Mairie - Ecole Elémentaire
2. Ecole Maternelle
3. Eglise - Cimetière
4. Terrain de Football - Club House
5. Salle Polyvalente - ACL
6. Ateliers Municipaux
7. Arboretum

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Plan Local d'Urbanisme de

Illzach
ma ville rayonne !

Maîtrise d'Ouvrage de

MULHOUSE ALSACE

Annexe relative à

I'ALIMENTATION EN EAU POTABLE :

DOCUMENT ÉCRIT

Maîtrise d'Ouvrage et Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage :

Maîtrise d'œuvre :

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Origine de l'eau :

L'eau distribuée sur la ville d'ILLZACH provient de la Ville de Mulhouse.

La régie de Mulhouse est alimentée en eau par 8 forages. Ces ressources en eau ont été déclarées d'utilité publique le 17/04/1978 et disposent de périmètres de protection.

Cette régie alimente les communes de Brunstatt, Didenheim, Illzach, Morschwiller le Bas, Mulhouse, Pfastatt, Riedisheim, Sausheim, Lutterbach, une partie de Reiningue (zone de 3 lotissements) et les communes du SI de Habsheim (Eschentzwiller, Habsheim, Rixheim, Zimmersheim).

L'eau est distribuée sans traitement. Des dispositifs de désinfection (au chlore gazeux en 2012, au dioxyde de chlore à partir de 2013) sont susceptibles d'être mis en service sur une courte période en cas de besoin. Des prélèvements d'eau sont réalisés aux captages, aux réservoirs et sur le réseau de distribution.

Missions du service des eaux:

Le service de l'eau est un service public à caractère industriel et commercial qui assure la distribution de l'eau potable auprès de la population et ceci 365 jours par an.

Ce service est assuré en régie par le service des Eaux de la Ville de Mulhouse. Il assure :

- le transport et la distribution de l'eau potable aux divers consommateurs, à savoir les particuliers, les industriels, les agriculteurs ainsi que les services d'incendie et de secours
- le comptage et la facturation de la consommation de chaque abonné.
- la gestion et l'entretien des réseaux ainsi que les réparations et dépannages d'urgence.

Pour atteindre et maintenir ses objectifs de qualité, le service des Eaux :

- fait contrôler la qualité de l'eau deux fois par semaine ;
- a mis en œuvre une technique de puisage qui permet de capter l'eau à 20 mètres de profondeur, ce qui permet une filtration naturelle.
- a mis en place un périmètre de protection maximum de la nappe phréatique, de part et d'autre du cours de la Doller. 90 hectares de terrains ont été acquis par la Ville, principalement situés autour du puits de captage, et remis en herbe. Ils constituent une très bonne protection de la surface en évitant l'infiltration de pesticides ou autres produits chimiques souvent associés aux cultures. Cette surface représente également une réserve foncière pour la construction éventuelle de nouveaux puits.

Le réseau communal fait régulièrement l'objet de travaux de réfection des canalisations.

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Plan Local d'Urbanisme de

Illzach
ma ville rayonne !

Maîtrise d'Ouvrage de

MULHOUSE ALSACE

Annexe relative à

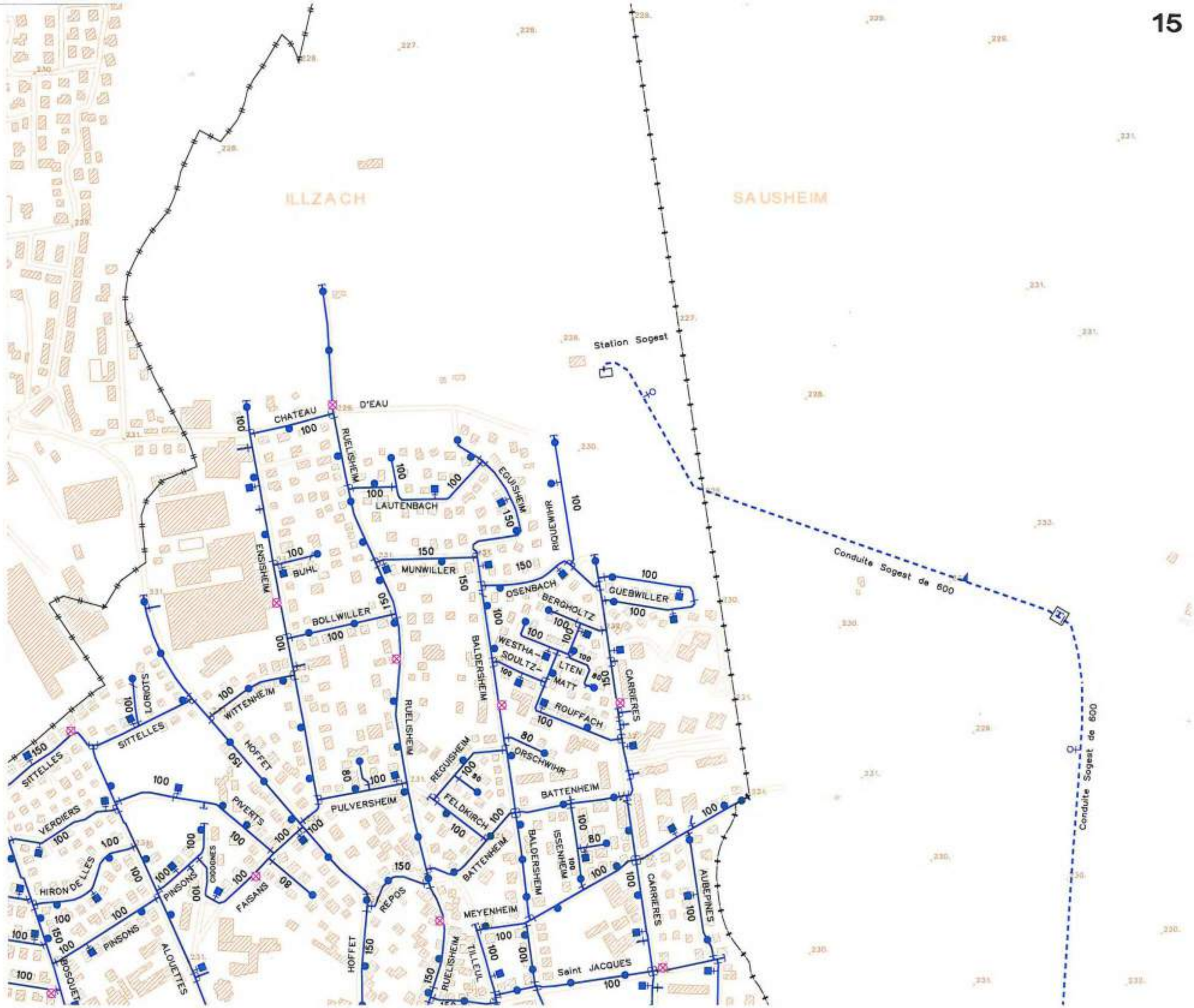
I'ALIMENTATION EN EAU POTABLE :

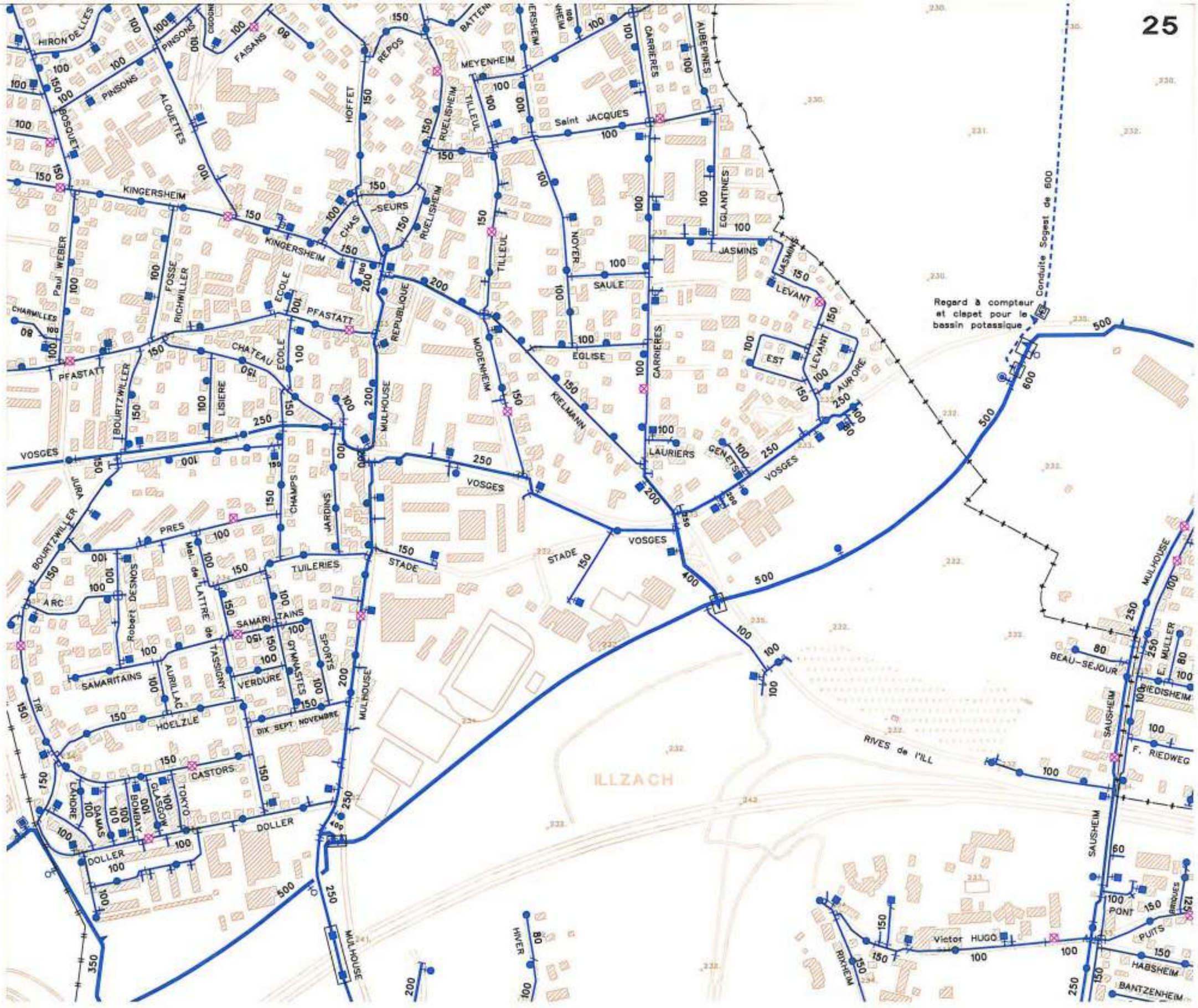
DOCUMENT GRAPHIQUE

Maîtrise d'Ouvrage et Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage :

Maîtrise d'œuvre :

Atelier inSitu


ILLZACH
SAUSHEIM
Station Sogest
Conduite Sogest de 600
Conduite Sogest de 600
CHATEAU D'EAU
RUELISHEIM
LAUTENBACH
EGUISHEIM
ROUEWHR
ENSISHEIM
BUHL
MUNWILLER
BOLLWILLER
OSENBACH
BERGHOLTZ
GUEBWILLER
WESTHA-
SOULTZ-
LTEN
MATT
ROUFFACH
CARRIERES
BALDERSHEIM
REGUISHEIM
ORSCHWIHR
BATTENHEIM
FELDKIRCH
ISSENHEIM
AUBEPINES
LORETS
SITTELLES
WITTENHEIM
HOFFET
PULVERSHEIM
PIVERTS
VERDIERS
HIRON DE LLES
PINSONS
COQUINES
FAISANS
REPOS
MEYENHEIM
TILLEUL
Saint JACQUES
BOSQUET
ALOUETTES


HIRONDELLES
PINSONS
FAISANS
REPOS
HOFFET
MEYENHEIM
CARRIERES
AUBEPINES
Saint JACQUES
BOSQUET
ALOUETTES
KINGERSHEIM
RUELISHEIM
TILLEUL
NOYER
EGLANTINES
JASMINS
SAULE
LEVANT
EST
AURORE
CHAS
SEURS
Paul WEBER
FOSSE
RICHWILLER
ECOLE
PFASTATT
REPUBLIQUE
MODENHEIM
KIELMANN
EGLISE
CHARMILLES
CHATEAU
MULHOUSE
LISIERE
BOURTZWILLER
VOSGES
JURA
PRES
CHAMPS
JARDINS
TUILERIES
STADE
ARC
Robert DESNOS
Mal. de LATTRE de TASSIGNY
SAMARITAINS
AURILLAC
VERDURE
GYMNASTES
SPORTS
TIR
HOELZLE
DIX SEPT NOVEMBRE
CASTORS
LAHORE
DAMAS
BOMBAY
GLASGOW
TOKYO
DOLLER
LAURIERS
GENETS
Conduite Sogest de 600
Regard à compteur et clapet pour le bassin potassique
ILLZACH
RIVES de l'ILL
BEAU-SEJOUR
E. MULLER
F. RIEDWEG
RIEDISHEIM
SAUSHEIM
PONT
PUITS
Victor HUGO
RIXHEIM
HABSHEIM
BANTZENHEIM
HIVER
WALHOUSE

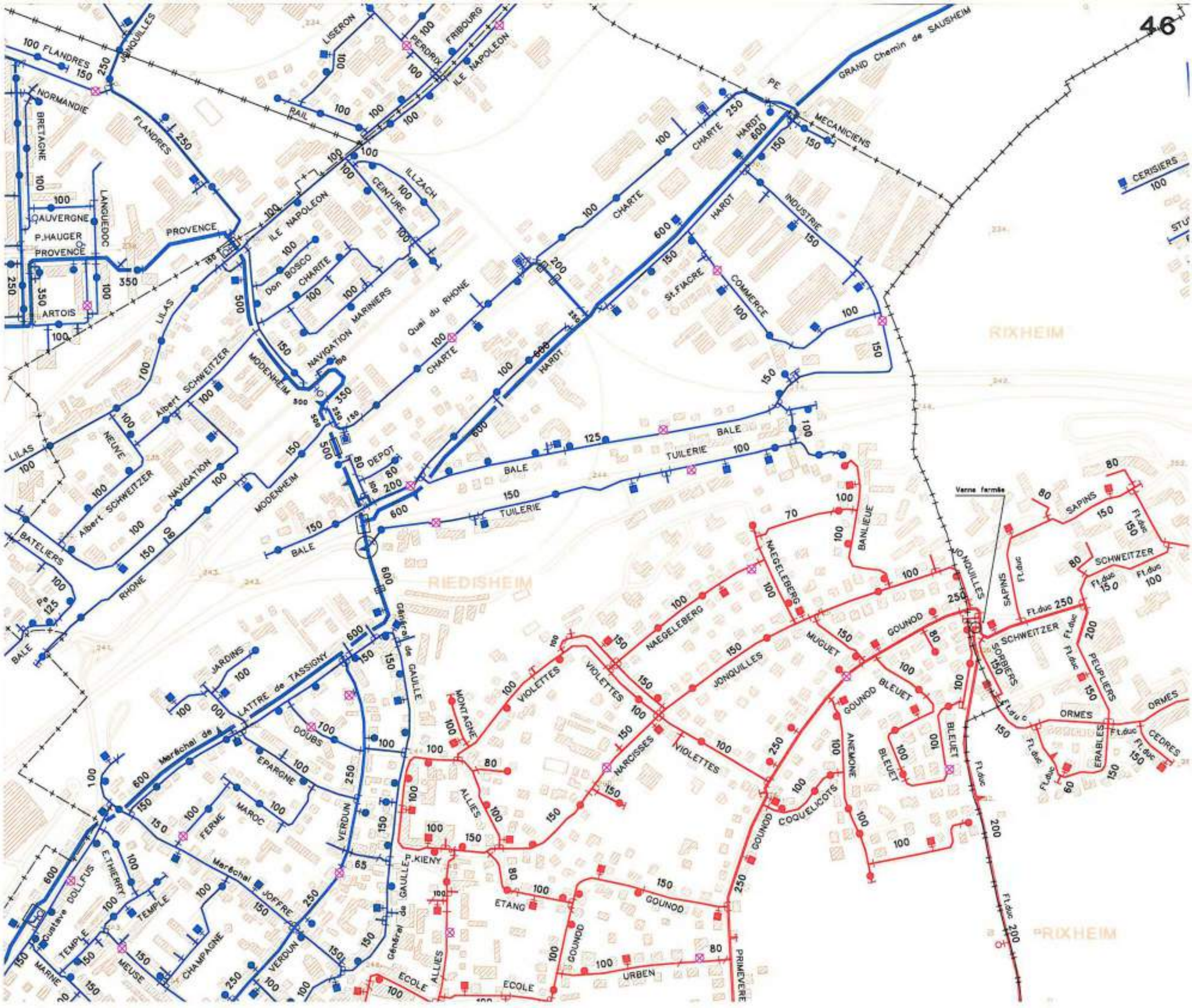

FORET NOIRE
JURA
ROMAINS
GAULOIS
R.D. 201
BRETAGNE
ALPES
AQUITAINE
R SCHUMANN
PYRENEES
RHIN
C.D. 39
FRONTIERES
TROIS
ARMATEURS
CROUSAZ
ILOT
BERNE
SAUSHEIM
RIXHEIM
ILLZACH

SAUSHEIM

C.D.38
MULHOUSE
ILLZACH
NAVETTES
FABRIQUE
Georges DOLLFUS
Mal. JUIN
Jean de la FONTAINE
M.PAGNOL
Marcel PAGNOL
A.DAUDET
Victor HUGO
FONTAINE
F. MAURIAC
J.J. HENNER
RIKHEIM
LEFEBVRE
BERTHIER
KLEBER
BRUAT
VOSGES
ETANG
ILE NAPOLEON
FRANCHE-COMTE
CEVENNES
Jean BAUDE
RIMBAUD
LAIRE
HANSI
PAIX
PETIT PRINCE
QUATELBACH
HABSHEIM
Saint LOUIS
GRAINS
JARDINS
PERDRIX
TUILERIE
MODENHEIM
RIEDWEG
SUNDGAU
G.RISLER
CANAL
PUITS
NIFFER
PETIT-LANDAU
CHALAMPE
VILLAGE-NEUF
SUISSE
LUXEMBOURG
Général De GAULLE
Pierre PFLIMLIN
Paul Henri SPAAK
Alcide de GASPERI
Konrad ADENAUER
Robert SCHUMAN
Jean MONNET
ANNECY
BERNE
LYON


ILLZACH
DOLLER
MULHOUSE
HIVER
BRUME
PRINTEMPS
ETE
SOLEIL
AUTOMNE
ETOILES
GRANDE OURSE
MERTZAU
LEFEBVRE
VESOUL
VALMY
REPOS
HUG-WALD
BRUAT
PEPINIERE
VAUBAN
NEUF-BRISACH
LOUVOIS
COLBERT
KELLERMANN
TURGOT
MILAN
BANLIEUE
TOULOUSE
ILLZACH
WALDNER
QUATELBACH
THUR
Victor HUGO
PONT
PUITS
HABSHEIM
BANTZENHEIM
RIXHEIM
SAUSHEIM
Pierre CURIE
CANAL
MOULIN
DIGUE
RUISSEAU
HARDT
LIEGE
BELGIQUE
BRUGES
ANVERS
RIEDISHEIM
FERME
CEINTURE
CHEMIN de FER
FLANDRES
57e REG. de TRANSMISSION
DROUOT
NOR-MANDIE


ILLZACH
G.RISLER
PUITS
CANAL
NIFFER
PETIT-LANDAU
CHALAMPE
VILLAGE-NEUF
OTTMARSHEIM
KEMBS
HACHE
COURTE
NAMUR
GAND
HARDT
Pierre CURIE
LIEGE
BELGIQUE
PERVENCHES
ARLON
FERME
BLEUETS
ROSES
PAQUERETTES
NARCISSES
TULIPES
IENA
AUSTERLITZ
DAHLIAS
PRIMEVERES
JONQUILLES
FLEURS
VIOLETTES
OEILLETS
RIEDISHEIM
LYS
MUGUET
PISCINE
IRIS
ITALIE
LUXEMBOURG
SUISSE
ANNECY
LYON
BERNE
Privé
HOLLANDE
FRIBOURG
HAMBOURG
LONDRES
LISBONNE
Quai de ROTTERDAM
TURIN
LISERON
PERDRIX
ILE NAPOLEON
RAIL
FLANDRES
NORMANDIE
BRETAGN
PE
GRAND Chemin de SAUSHEIM
CHARTE
HARDT
MECANICIENS


FLANDRES
JONQUILLES
NORMANDIE
BRETAGNE
LANGUEDOC
AUVERGNE
P.HAUGER
PROVENCE
ARTOIS
LISERON
PERDRIX
FRIBOURG
ILE NAPOLEON
RAIL
ILLZACH
CEINTURE
Don BOSCO
CHARITE
MARINIERS
NAVIGATION
MODENHEIM
LILAS
Albert SCHWEITZER
NEUVE
BATELIERS
RHONE
Quai du RHONE
CHARTE
HARDT
MECANICIENS
GRAND Chemin de SAUSHEIM
INDUSTRIE
St.FIACRE
COMMERCE
CERISIERS
BALE
TUILERIE
DEPOT
BANLIEUE
MAEGELEBERG
SAPINS
SCHWEITZER
SORBIERS
PEUPLIERS
ORMES
CEDRES
ERABLES
GOUNOD
MUGUET
BLEUET
ANEMONE
COQUELICOTS
VIOLETTES
MONTAGNE
NARCISSES
ALLIES
P.KIENY
ETANG
ECOLE
URBEN
PRIMEVERE
JARDINS
LATTRE de TASSIGNY
Maréchal de
DOUBS
EPARGNE
MAROC
FERME
VERDUN
Général de GAULLE
Maréchal JOFFRE
ETHERRY
Gustave DOLLFUS
TEMPLE
CHAMPAGNE
MEUSE
MARNE
RIEDISHEIM
RIXHEIM
Vanne fermée

Assistance Conseil
Traitement des Eaux
Assainissement

Sivom
RÉGION MULHOUSIENNE

SIVOM DE LA REGION MULHOUSIENNE

COMMUNE D'ILLZACH

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

NOTICE EXPLICATIVE POUR MISE A ENQUETE PUBLIQUE

****

Bordereau des pièces

- Mémoire justificatif

- Annexes
  1. Les filières de traitement de l'assainissement non collectif
  2. Règlement du service public de l'assainissement non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne
  3. Règlement du service public de l'assainissement collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne
  4. Coûts des solutions proposées par secteur non desservi
  5. Plan de zonage assainissement collectif / non collectif
  6. Plan de zonage pluvial et de pollution
  7. Tarifs de l'assainissement 2013

SAS au capital de 100 000 € - 27 rue Roger Salengro - BP 104 - 59590 RAISMES
Tél: 03 27 45 83 00 - Fax: 03 27 45 83 01 - Mail: actea@free.fr
SIRET 411 568 322 00035 - APE 742C - T.V.A. intracommunautaire FR29 411 568 322 00035

OPQIBI
L'INGÉNIERIE QUALIFIÉE
N 04 06 1660

SIVOM de la Région Mulhousienne

COMMUNE D'ILLZACH

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

NOTICE EXPLICATIVE POUR MISE A ENQUETE PUBLIQUE

Bordereau des pièces

- Mémoire justificatif
- Annexes
  1. Les filières de traitement de l'assainissement non collectif
  2. Règlement de l'assainissement non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne
  3. Règlement de l'assainissement collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne
  4. Coûts des solutions proposées par secteurs non desservis
  5. Plan de zonage d'assainissement collectif / non collectif
  6. Plan de zonage pluvial
  7. Tarifs assainissement 2013

SOMMAIRE

I - PREAMBULE 3

II - PRESENTATION GENERALE 3

1 - OBJET DU DOSSIER 3

2 - CONSTITUTION DU DOSSIER 3

III - DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT 4

1 – NOTICE JUSTIFIANT L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF 4

1.1 - DEFINITION 4

1.2 - RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE ET DES PARTICULIERS 4

1.3 - LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT D'ILLZACH 5

1.4 - LE TRAITEMENT DES EAUX USEES 7

1.5 - PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF D'ILLZACH 8

1.6 - ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF 8

1.7 - INCIDENCES FINANCIERES DU PROJET D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF 9

2 – NOTICE JUSTIFIANT L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 10

2.1 - DEFINITION 10

2.2 - RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE ET DES PARTICULIERS 10

2.3 - PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF D'ILLZACH 13

2.4 - ORGANISATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 14

2.5 - INCIDENCES FINANCIERES DU PROJET D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 15

3 – NOTICE RELATIVE A LA GESTION DES EAUX PLUVIALES 15

3.1 - DEFINITION 15

3.2 - DROITS ET DEVOIRS DE LA COLLECTIVITE ET DES USAGERS 15

3.3 - PRESENTATION DU PROJET D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL 16

3.4 - ZONAGE RUISSELLEMENT 17

3.4.1 – Principes généraux 17

3.4.2 – Mise en œuvre en zones agricoles et naturelles A et N 18

3.4.3 – Mise en œuvre en zones urbaines U 18

3.4.4 – Mise en œuvre en zones à urbaniser AU 20

3.5 – ZONAGE POLLUTION 20

I - PREAMBULE

Le zonage d'assainissement répond au souci de préservation de l'environnement. Il doit permettre également de s'assurer de la mise en place des modes d'assainissement les mieux adaptés à la configuration locale et au milieu naturel. Ce zonage va permettre à la commune de disposer d'un schéma global de gestion des eaux usées et pluviales sur son territoire. Il constituera aussi un outil pour la gestion de l'urbanisme. D'autre part, le zonage va permettre d'orienter le particulier pour la mise en place d'assainissement conforme à la réglementation, tant dans le cas de constructions nouvelles que dans le cas de restaurations.

II - PRESENTATION GENERALE

1 - OBJET DU DOSSIER

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, modifié par Loi du 30 décembre 2006, a attribué de nouvelles obligations aux communes et à leur groupement. Conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et ruissellement ;
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

L'article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales fait référence aux articles R123-1 à R123-27 du Code de l'Environnement pour la conduite de l'enquête publique.

Les objectifs du présent dossier d'enquête publique consistent en l'information du public et au recueil des observations de celui-ci sur les règles techniques et financières qu'il est proposé d'appliquer en matière d'assainissement sur le territoire de la commune.

2 - CONSTITUTION DU DOSSIER

Le dossier soumis à enquête publique est constitué des documents suivants :

- la présente notice explicative
- le plan de zonage d'assainissement collectif / non collectif
- le plan de zonage d'assainissement pluvial/ points de pollution.

III - DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT

ILLZACH fait partie de l'agglomération d'assainissement ayant comme exutoire de traitement la station d'épuration de SAUSHEIM et comprenant les réseaux d'assainissement de 24 communes. Seize d'entre elles adhèrent en totalité *(collecte/transport/traitement des eaux usées et pluviales/assainissement non collectif)* à la compétence "assainissement" du SIVOM de la Région Mulhousienne : BRUNSTATT, DIDENHEIM, ESCHENTZWILLER, FLAXLANDEN, HABSHEIM, ILLZACH, LUTTERBACH, MORSCHWILLER-LE-BAS, MULHOUSE, PFASTATT, REININGUE, RIEDISHEIM, RIXHEIM, SAUSHEIM, ZILLISHEIM, ZIMMERSHEIM. Par contre, les 8 autres sont regroupées au sein du Syndicat Mixte d'Assainissement de la Basse Vallée de la Doller *(SMABVD)*, qui n'adhère au SIVOM que pour la compétence "traitement des eaux usées" : ASPACH-LE-HAUT, ASPACH-LE-BAS, BURNHAUPT-LE-HAUT, BURNHAUPT-LE-BAS, GALFINGUE, HEIMSBRUNN, MICHELBACH, SHWEIGHOUSE-THANN.

1 – NOTICE JUSTIFIANT L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

1.1 - DEFINITION

L'assainissement collectif a pour objet la collecte, le transport et le traitement des eaux usées vers une station d'épuration.
Le réseau de collecte peut être de deux types :

- réseau séparatif : les eaux pluviales (toitures, chaussées...) et usées (domestiques, industrielles...) sont collectées séparément et acheminées par un double réseau au milieu naturel pour les eaux pluviales et à la station d'épuration pour les eaux usées ;

- réseau unitaire : les eaux pluviales et usées sont collectées par un réseau unique et dirigées vers la station d'épuration ; pendant les périodes pluvieuses le trop plein peut être rejeté dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de bassins d'orage.

Le niveau de traitement de la station d'épuration dépend des contraintes environnementales du site, et doit permettre de respecter les objectifs de qualité assignés au milieu naturel récepteur des eaux épurées. L'assainissement collectif convient particulièrement bien pour des zones d'habitats regroupés, de densité moyenne ou forte.

1.2 - RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE ET DES PARTICULIERS

Le présent chapitre a pour but de préciser les principales attributions de chacune des parties (collectivités et particuliers) en matière d'assainissement collectif. L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment les stations d'épuration des eaux usées et l'élimination des boues qu'elles produisent. En contrepartie, la présence d'un réseau réalisé en domaine public contraint l'usager à s'y raccorder et à payer la redevance correspondante aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

L'article L1331-1 du Code de la Santé Publique précise :

- qu'à partir du moment où un système d'assainissement collectif est réalisé, les particuliers disposent de 2 ans pour s'y raccorder (un délai jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé par dérogation pour un immeuble antérieur au réseau collectif et équipé d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme) ;

- qu'en attendant la réalisation de l'assainissement collectif, les habitations doivent être dotées d'un assainissement non collectif conforme et en état de fonctionnement.

Peuvent être exonérés de l'obligation de raccordement, par arrêté approuvé par le représentant de l'Etat dans le département :

- les immeubles abandonnés ou les immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés ;

- les immeubles difficilement raccordables, dès lors qu'ils sont équipés d'une installation d'assainissement autonome conforme (arrêté du 19 juillet 1960 modifié relatif au raccordement des immeubles aux égouts).

L'usager est également soumis au contrôle par le SIVOM de la partie en domaine privé de son branchement selon les dispositions de la délibération du comité d'administration du SIVOM. Le tarif de la prestation est actualisé au 1er janvier de chaque année. La délibération portant sur le tarif applicable au 1er janvier 2013 est annexée à la présente.

Le zonage collectif n'engage pas la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement collectif, ni ne dispense le pétitionnaire de disposer d'une installation non collective conforme si le réseau collectif est livré postérieurement aux constructions. Un règlement intercommunal d'assainissement collectif définit les droits et obligations de la collectivité et de l'usager (joint en annexe).

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement du branchement jusque et y compris le regard de branchement sont à la charge du SIVOM ou de son exploitant. Dans le cas où il est reconnu que les dommages, y compris ceux causés aux tiers sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du SIVOM ou de son exploitant pour entretien ou réparation sont à la charge du responsable de ces dégâts. Le SIVOM ou son exploitant est en droit d'exécuter d'office, après information de l'usager, sauf cas d'urgence, et aux frais de l'usager s'il y a lieu, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou d'atteinte à la sécurité, sans préjudice des sanctions prévues par le règlement d'assainissement collectif.

1.3 - LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT D'ILLZACH

Le réseau d'assainissement est exclusivement unitaire, à l'exception de quelques antennes privées séparatives d'eaux usées raccordées sur les réseaux unitaires. On compte environ 60 320 m de collecteurs.

Le plan des réseaux d'ILLZACH indique la présence de 4 déversoirs d'orage (DO) sur les réseaux unitaires sur le territoire de la commune :

- DO ILL2, rue Turgot, avec rejet dans l'ancienne Ill, et reprise des eaux usées par le poste de relèvement PR Turgot vers les réseaux unitaires d'ILLZACH et de SAUSHEIM vers la rigole des Egouts.
  Ce DO est installé sur le collecteur unitaire 3.4 x 2.0 m reprenant une infime partie des effluents d'ILLZACH *(extrême sud près du cimetière de MULHOUSE)* mais surtout ceux de 3 branches principales des réseaux de l'agglomération d'assainissement de la station d'épuration de SAUSHEIN :
  . SMABVD (8 communes) + MORSCHWILLER-LE-BAS + partie de MULHOUSE à l'est de la Doller et à l'ouest de l'Ill + partie de MULHOUSE à l'est de l'Ill et à l'ouest du canal du Rhône au Rhin, transitant au préalable par le déversoir ci-après DO ILL3 rue de Vauban prolongée ;
  . ZILLISHEIM + FLAXLANDEN + DIDENHEIM + partie de BRUNSTATT à l'ouest du canal du Rhône au Rhin et de l'Ill + partie de MULHOUSE à l'est de l'Ill et à l'ouest du canal du Rhône au Rhin et du Quatelbach, transitant au préalable par le DO ILL1 implanté à MULHOUSE en limite avec ILLZACH *(aval siphon sous le Quatelbach, allée William Wyler à MULHOUSE)*
  . partie de BRUNSTATT à l'est du canal du Rhône au Rhin + partie de MULHOUSE à l'est du canal du Rhône au Rhin et du Quatelbach, transitant au préalable par le DO MUL0 implanté à Mulhouse *(rue des Bateliers/allée Nathan Katz à MULHOUSE, amont siphon sous le Quatelbach)*.
- DO ILL2B, rue Turgot, servant de trop-plein du poste de relevage PR Turgot sur la reprise des eaux usées du DO ILL2 précédent, avec rejet dans l'ancienne Ill commun avec celui du DO ILL2 ;
- DO ILL3, rue de Vauban prolongée, au carrefour avec la rue de Milan, avec rejet dans l'ancienne Ill via un collecteur pluvial 2.4 x 2.0 m, et reprise des eaux usées vers le DO ILL2 et le PR Turgot précédents
- DO ILL4, dit "4 Saisons", rue de l'Automne, avec rejet dans l'ancienne Ill via un collecteur 1.5 x 2.0 m, et reprise des eaux usées reprise des eaux usées par le poste de relèvement PR 4 Saisons vers les réseaux unitaires d'ILLZACH et de SAUSHEIM vers la rigole des Egouts.
  Ce DO est installé sur le collecteur unitaire 1.5 x 2.0 m reprenant une infime partie des effluents d'ILLZACH *(cité des "4 Saisons" au S-O)* mais surtout ceux de la branche principale des réseaux de l'agglomération d'assainissement de la station d'épuration de SAUSHEIM qui reprend REININGUE + LUTTERBACH + PFASTATT + la partie de MULHOUSE au sud de l'Ill.

Il est à noter également que l'ensemble des effluents de la partie d'ILLZACH située au nord de l'Ill ainsi que ceux de l'extrême N-E de MULHOUSE transitent par le DO SAU4 situé en bordure de la RD55 à SAUSHEIM et dont le rejet s'effectue rejet dans l'Ill *(ancien bras)*.
On recense également à ILLZACH:

- 3 postes de relevage unitaires principaux, au sud de l'Ill :
  . PR Turgot, rue Turgot, reprenant les effluents en aval du DO ILL2 précédent *(extrême sud d'ILLZACH + 8 communes du SMABVD + MORSCHWILLER-LE-BAS + MULHOUSE + ZILLISHEIM + FLAXLANDEN + DIDENHEIM + BRUNSTATT)* vers les réseaux unitaires d'ILLZACH et de SAUSHEIM vers la rigole des Egouts ;
  . PR 4 Saisons, au carrefour des rues de l'Automne et de l'Hiver, reprenant les effluents en aval du DO ILL4 précédent *(cité des "4 Saisons" d'ILLZACH + REININGUE + LUTTERBACH + PFASTATT + partie de MULHOUSE au sud de l'Ill)* vers les réseaux unitaires d'ILLZACH et de SAUSHEIM vers la rigole des Egouts ;

. PR ZI, avenue de Suisse, reprenant les effluents de RIEDISHEIM et de la zone industrielle située dans la partie S-E d'ILLZACH vers les réseaux unitaires de SAUSHEIM vers la rigole des Egouts.

- 2 postes de relevage unitaires secondaires :

  . PR Jasmins, rue des Jasmins, au nord de l'Ill, reprenant les effluents de quelques rues de l'ouest d'ILLZACH *(rues des Genêts, des Vosges, de l'Aurore, de l'Est, des Jasmins)* vers les réseaux unitaires d'ILLZACH et de SAUSHEIM, via le DO SAU4 *(RD 55)* implanté sur la commune de SAUSHEIM en bordure de la RD55 et via le PR SAIS implanté à SAUSHEIM en bordure de la RD55 et de l'Ill en rive droite vers la Rigole des Égouts ;

  . PR EU rue de Riquewihr (angle rue des Carrières et rue d'Osenbach) reprenant les eaux usées des résidences et villas Molière ;

- 5 postes de relevage en domaine privé :

  . PR Tulipes, au carrefour des rues des Tulipes et des Dahlias, au sud de l'Ill et à l'est du Quatelbach; reprenant les effluents de quelques rues d'ILLZACH *(rues des Jonquilles et des Tulipes en partie, rues des Œillets et des Dahlias)* vers les réseaux unitaires d'ILLZACH et de SAUSHEIM via le DO SAU4 et le PR SAIS implantés à SAUSHEIM puis vers la Rigole des Egouts ;

  . PR EU rue des Vosges, reprenant les eaux usées de la salle des fêtes *(vers PR Jasmins)* ;

  . PR UN rue de Berne, à l'est dans la zone industrielle, reprenant les effluents unitaires des n°17/19/21/23/26 *(vers réseaux unitaire puis PR ZI)* ;

  . 2 PR EU rue de l'Ill, entre le Quatelbach, l'ancienne Ill et la voie ferrée, reprenant les eaux usées du n°2 enclavé.

- 1 bassin de tamponnement de 2 200 m^3 des effluents unitaires dans le secteur de la rue des Sittelles et environs, situé au N-O entre les rues des Sittelles, Hoffet et des Piverts.

Dans la structure générale de l'agglomération de la station d'épuration de SAUSHEIM, les réseaux d'ILLZACH reçoivent en amont les effluents des 8 communes du SMABVD, de MORSCHWILLER-LE-BAS, MULHOUSE, ZILLISHEIM, FLAXLANDEN, DIDENHEIM, BRUNSTATT ZIMMERSHEIM, REININGUE, LUTTERBACH, PFASTATT et RIEDISHEIM.
L'ensemble de ces effluents est repris par 4 postes principaux postes de relevage : PR Turgot, PR 4 Saisons et PR Z1 à ILLZACH et PR SAIS à SAUSHEIM vers la rigole des Egouts jusqu'à la station d'épuration.

1.4 - LE TRAITEMENT DES EAUX USEES

ILLZACH appartient à l'agglomération d'assainissement de la station d'épuration intercommunale située à SAUSHEIM. Opérationnelle depuis janvier 1987, cette station a fait l'objet de travaux d'extension et de mise aux normes entre juin 2003 et février 2005. Elle fonctionne dans sa configuration actuelle depuis le 28 février 2005. La station a une capacité nominale de 20 630 kg DBO_5/j par temps sec et 29 630 kg/j par temps de pluie, soit 490 000 Equivalents-Habitants. Ses débits nominaux sont de 91 200 m^3/j, 3 800 m^3/h en moyenne et 5 300 m^3/h en pointe par temps sec, et de 136 200 m^3/j et 9 000 m^3/h en pointe par temps de pluie lors de la vidange des bassins d'orage présents sur l'agglomération. Les charges maximales admissibles par temps de pluie et correspondant à

un fonctionnement dégradé sont de 41 830 kg DBO_5/j, 203 400 m^3/j et 20 200 m^3/h en pointe.
Ses normes de rejet *(concentrations, rendements)* sont :

- à hauteur des charges nominales de temps sec : 25 mg/l et 90 % en DBO_5 *(Demande biologique en Oxygène à 5 jours)*, 100 mg/l et 75 % en DCO *(Demande Chimique en Oxygène)*, 30 mg/l et 90 % en MES *(Matières En Suspension)*, 10 mg/l et 70 % en NGL *(azote global)*, 10 mg/l et 75 % en NH_4^+ *(azote ammoniacal)*, 1 mg/l et 80 % en P_{total} *(Phosphore total)* ;
- à hauteur des charges nominales de temps de pluie : idem ci-dessus, mais en concentration OU rendement ;
- en fonctionnement dégradé à hauteur des charges maximales de temps de pluie : 50 mg/l en DBO_5, 250 mg/l en DCO, 85 mg/l en MES, 20 mg/l en NGL.

Elle traite, outre ceux d'ILLZACH, les effluents des 23 autres communes déjà citées précédemment, dont les 8 du Syndicat Mixte de la Basse Vallée de la Doller.
Elle traite également les effluents de 5 (cinq) importants producteurs d'eaux usées conventionnés avec le SIVOM : Peugeot, Papeteries du Rhin, DMC, SERVAL, Hôpitaux de Mulhouse. De type biologique, elle fonctionne sur le principe des boues activées en aération prolongée en faible charge. Elle traite l'azote par nitrification/dénitrification et le phosphore par voie physico-chimique, ainsi qu'une partie des effluents de temps de pluie *(à hauteur d'une pluie de 11 mm en 4 heures)*. Les boues issues de l'épuration subissent un traitement de déshydratation avant d'être incinérées avec les ordures ménagères à l'usine voisine de SAUSHEIM. En 2012, la charge biologique admise en entrée de la station était de 4 197 t DBO_5/an, soit une pollution représentative d'environ 192 000 EH. Le milieu récepteur du rejet des eaux épurées est la Rigole des Egouts de la Ville de Mulhouse, qui rejoint le Grand Canal d'Alsace à OTTMARSHEIM *(bief de KEMBS à NEUF-BRISACH, dont les objectifs de qualité sont un bon potentiel écologique et un bon état chimique à l'horizon 2021)*.

1.5 - PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF D'ILLZACH

Les immeubles raccordés à un système d'assainissement collectif sont ipso facto classés en zone d'assainissement collectif. Les immeubles situés dans une zone d'assainissement collectif sont tenus de se raccorder au réseau collectif dès lors qu'il existe, et au plus tard dans les 2 ans suivant sa mise en service. Certains immeubles peuvent être exonérés de cette obligation de raccordement par le SIVOM de la Région Mulhousienne au vu des contraintes techniques et financières et à condition que les immeubles non raccordés soient dotés d'une installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement. En l'absence de réseau collectif, l'assainissement doit provisoirement être assuré par un système d'assainissement non collectif aux normes conçu pour être raccordé ultérieurement au réseau public. Dans ce cas, un délai dérogatoire jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé pour le raccordement au réseau posé postérieurement à la construction de l'immeuble. Le plan comprenant la délimitation des zones d'assainissement collectif est joint en annexe.

1.6 - ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Les réseaux d'ILLZACH sont exploités par délégation par la Lyonnaise des Eaux, pour le compte du SIVOM de la Région Mulhousienne. La station d'épuration de SAUSHEIM est exploitée par Véolia Environnement.

1.7 - INCIDENCES FINANCIERES DU PROJET D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ILLZACH est concernée par les projets d'assainissement collectif mis en œuvre par le SIVOM de la Région mulhousienne. Les usagers de la commune participent aux coûts d'investissement et d'exploitation par le versement de :

- la redevance d'assainissement collectif : le montant de la redevance d'assainissement tient compte d'une part fixe et d'une part variable dont le montant est voté chaque année par le comité syndical du SIVOM ;

- la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées domestiques : conformément à l'article L.1331-7 du Code de la santé public les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées sont astreints à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif. Celle-ci s'élève au maximum à 80% du coût de fourniture et de pose d'un assainissement non collectif. Les modalités techniques et financières de cette participation ont été déterminées par délibération du SIVOM lors de sa séance du 26 juin 2012. Elle concerne les producteurs d'eaux usées domestiques. Cette participation se substitue à la participation pour le raccordement à l'égout depuis du 1er juillet 2012. La participation est exigible à compter de la date de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires.

- la participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées assimilées domestiques : la participation pour le financement de l'assainissement collectif par les usagers assimilés à des usagers domestiques a été instituée par le SIVOM lors de la séance de son comité d'administration du 26 juin 2012 avec effet au 1er juillet 2012. Son montant est limité au coût économisé par la non-réalisation d'un système d'assainissement non collectif. Les usagers concernés sont ceux définis par l'article R213-48-1 du Code de l'Environnement et de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte. Ils ne sont pas soumis à un arrêté d'autorisation de rejet. Les établissements industriels sont assujettis à la même participation financière si une partie de leurs locaux produit des eaux usées assimilables à une utilisation domestique (bureaux, salle de restauration, WC, etc.). Cette participation financière est exigible à la délivrance de l'autorisation de déversement ordinaire.

La délibération fixant les tarifs applicables au 1er janvier 2013 est ci-jointe.

2 – NOTICE JUSTIFIANT L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

2.1 - DEFINITION

Conformément à l'article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation, ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelque cause que ce soit *(absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement)*.

L'utilisation d'un dispositif de prétraitement *(fosse toutes eaux ou fosse septique)* n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit. Le présent article s'applique même en l'absence de zonage d'assainissement.

Le non-respect du présent article par le propriétaire d'un immeuble, peut donner lieu aux mesures administratives et/ou aux sanctions pénales mentionnées au chapitre V du règlement d'assainissement non collectif.

Les présentes dispositions ne s'appliquent ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire.

2.2 - RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE ET DES PARTICULIERS

L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes doivent obligatoirement prendre en charge le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif, afin de protéger la salubrité publique. L'entretien des systèmes d'assainissement non collectif n'est pas pris en charge par le service d'assainissement non collectif *(SPANC)* du SIVOM. Le service est financé par une redevance d'assainissement non collectif payée par les usagers qui se compose comme suit :

- la redevance pour le diagnostic initial des installations existantes ;

- la redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes (un contrôle tous les 6 ans) ;

- la redevance pour le contrôle de fonctionnement à l'occasion de la cession d'un immeuble. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble. Dans le cas de la cession, il s'agit du propriétaire vendeur comme l'indique l'article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation ou de son mandataire ;

- la redevance pour le contrôle de la conception et la réalisation des installations neuves. Pour toutes les installations neuves, le service d'assainissement non collectif instruit les dossiers de demandes d'installation et suit l'exécution des travaux par des interventions sur le terrain. Le redevable est le maître d'ouvrage de l'installation

d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui présente au SPANC le projet. Elle est exigible après l'exécution des prestations ;

- la redevance de contre-visite : il s'agit de l'examen préalable de la conception suivi de la vérification de l'exécution des travaux obligatoires prescrits par le SPANC à la suite d'un contrôle périodique. Le redevable de la redevance de contre-visite est le propriétaire de l'immeuble, ou le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif.

Outre les redevances mentionnées ci-dessus, le SPANC peut aussi percevoir :

- le remboursement du coût des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation d'ANC, déterminé selon les modalités fixées par une convention conclue entre le propriétaire et le SPANC, en tenant compte des subventions éventuellement perçues par le SPANC pour ces travaux ;

- la part destinée à couvrir un déplacement inutile du fait de l'absence du propriétaire ou de son mandataire alors même qu'un rendez-vous avait été formalisé selon les dispositions réglementaires. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble ;

- le remboursement des frais de prélèvement et d'analyses sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la réglementation. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble.

La redevance est due après service fait. La délibération fixant le tarif applicable au 1er janvier 2013 est ci-jointe.

Le règlement du service public de l'assainissement non collectif fixant les responsabilités et les obligations du SPANC et des usagers est également ci-joint.

La conformité des installations est appréciée selon le tableau ci-après qui synthétise les dispositions mises en œuvre par les arrêtés du 07 mars 2012 relatif aux prescriptions techniques et du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations.

Problèmes constatés sur l'installation	Zone à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	NON	OUI	
		Enjeux sanitaires	Enjeux environnementaux
Absence d'installation	Non-respect de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ➢ Mise en demeure de réaliser une installation conforme ➢ Travaux à réaliser dans les meilleurs délais		
• Défaut de sécurité sanitaire (contact direct possible avec les eaux usées prétraitées, prolifération d'insectes, nuisances olfactives récurrentes, ..) **• Défaut de structure ou de fermeture** (des ouvrages constituant l'installation) **• Implantation à moins de 35 m en amont hydraulique d'un puits privé** déclaré et utilisé pour l'AEP d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution	**Installation non conforme** ➢ Danger pour la santé des personnes ➢ Travaux obligatoires sous 4 ans ➢ Travaux dans un délai d'un an si vente **Supprimer le contact possible sur ou en dehors de la parcelle avec les eaux usées prétraitées et interdiction de vidanger soi-même les ouvrages.**	**Installation non conforme** ➢ Danger pour la santé des personnes ➢ Travaux obligatoires sous 4 ans ➢ Travaux dans un délai d'un an si vente	**Installation non conforme** ➢ Danger pour la santé des personnes ➢ Travaux obligatoires sous 4 ans ➢ Travaux dans un délai d'un an si vente
Installation incomplète **Installation significativement sous-dimensionnée** **Installation présentant des dysfonctionnements majeurs**	Installation non conforme ➢ **si vente,** travaux dans un délai d'un an : **réhabilitation de la filière, se traduisant par la mise en place d'un système de prétraitement et de traitement dont la nature est à déterminer par le biais d'une étude de sol réalisée par un bureau d'études. L'installation d'un nouveau système d'assainissement non collectif est soumise à l'autorisation du SIVOM.**	Installation non conforme ➢ Danger pour la santé des personnes ➢ Travaux obligatoires sous 4 ans ➢ Travaux dans un délai d'un an si vente	Installation non conforme ➢ Risque environnemental avéré ➢ Travaux obligatoires sous 4 ans ➢ Travaux dans un délai d'un an si vente
Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	➢ Liste de recommandations pour **améliorer le** fonctionnement de l'installation : **-Surveillance et entretien des ouvrages,** **-Nettoyer et changer le matériau filtrant du préfiltre si besoin,** **-ajout d'une ventilation secondaire,** **-ajout d'un traitement.**	➢ Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation :	➢ Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation :

2.3 - PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF D'ILLZACH

En dehors de la zone d'assainissement collectif, de même que dans la zone d'assainissement collectif en l'absence de collecteur public au droit de propriété, s'appliquent les dispositions en matière d'assainissement non collectif. Une enquête a permis de recenser les secteurs qui sont actuellement et qui resteront en assainissement non collectif, identifiés par les mentions S1 à S4 sur le plan de zonage d'assainissement ci-joint.
Les habitations non desservies par un réseau de collecte ont font l'objet d'une étude prenant en compte les critères suivants :

1 – la structure de l'habitat, à savoir :

- l'isolement ou le regroupement des bâtiments,
- la distance au réseau existant,
- la taille de la parcelle, son aménagement et son accessibilité,
- la situation de chaque immeuble sur la parcelle et le dénivelé entre l'immeuble et les limites de la parcelle, et entre l'immeuble et les voies d'accès,
- les projets de développement de l'habitat.

La structure de l'habitat définit la localisation du traitement, à la parcelle privée ou sur le domaine public dans le cas de système de traitement autonome regroupé.

2 - les contraintes du milieu naturel, à savoir :

- la nature et la perméabilité,
- la profondeur de la nappe,
- la géologie,
- la pente du terrain,
- l'existence de contraintes spécifiques *(périmètre de protection de captage d'eau potable, zone naturelle à protéger),*
- la disponibilité foncière.

Les contraintes du milieu imposent des techniques de traitement.

3 - les possibilités de raccordement à un réseau collectif

La plus ou moins grande proximité des réseaux existants et les contraintes technico-économiques de raccordement orientant le choix vers l'assainissement collectif ou non collectif.

Quatre (4) secteurs sont recensés restant en zone d'assainissement non collectif.
Le tableau ci-après les situe et précise les filières préconisées à mettre en place *(à confirmer selon études à la parcelle)*.
La zone d'assainissement non collectif inclut également implicitement toutes les autres parties du territoire communal non zonées en collectif ou non clairement identifiées dans les secteurs du tableau précédent. Toute construction autorisée dans le cadre du règlement du PLU et produisant des eaux usées devra être équipée d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme. Cependant, si un réseau collectif dessert au droit de propriété et sous réserve que la construction ne soit pas considérée comme difficilement raccordable, le raccordement est obligatoire.

Secteur (Zone PLU)	Repère plan	Filière préconisée	Justification
Avenue des Rives de l'Ill : - cimetière au lieu-dit Schwarzacker (US) - bloc sanitaire et déchetterie au lieu-dit Schwarzacker (N) - habitation en bordure du Quatelbach (UA)	S1	tertre d'infiltration	- sanitaires du cimetière à l'écart non desservi par le réseau - sanitaires à l'écart non desservis par le réseau - habitation éloignée non desservie par le réseau
Rue de Ruelisheim (A)	S2	lit filtrant drainé vertical	habitations à l'écart non desservies par le réseau
Rue de la Gare (UE)	S3	tertre d'infiltration	habitations/bâtiments d'activités enclavés entre canal du Rhône au Rhin et voie ferrée, non desservis par le réseau
Rue des Mécaniciens, Grand Chemin de Sausheim (UN et UE)	S4	lit filtrant drainé vertical	habitations/bâtiments d'activités non desservis par le réseau

Les installations doivent être complètes et en bon état de fonctionnement.

2.4 - ORGANISATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

ILLZACH adhère au Service Public de l'Assainissement Non Collectif du SIVOM *(SPANC)*. Il s'agit d'un service à caractère industriel et commercial organisé en régie dont les usagers sont soumis à une redevance d'assainissement. Celle-ci est un montant forfaitaire dû après service rendu. Cette redevance finance en totalité le service.
Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des personnes agréées par le préfet, de manière à maintenir :

- leur bon fonctionnement et leur bon état,
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux
- l'accumulation normale des boues.

Notamment, la périodicité de vidange d'une fosse septique doit être adaptée à la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange.

Le propriétaire, ou le cas échéant le locataire, qui ne connaît pas la réglementation applicable à l'entretien et à la vidange de son installation d'ANC, ou qui ne possède plus la notice du fabricant ou le guide d'utilisation obligatoire dans le cas d'une installation agréée par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, doit contacter le SPANC pour bénéficier du maximum d'informations disponibles et commercialement fiables.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

2.5 - INCIDENCES FINANCIERES DU PROJET D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Pour l'année 2013, le montant de la redevance d'assainissement non collectif s'élevait à 94.88 € par contrôle. La mise aux normes des installations d'assainissement non collectif est à la charge exclusive du propriétaire. Un prix indicatif par filière pour un équipement standard est indiqué ci-après :

- tranchées d'épandage à faible profondeur : entre 5 000 et 8 000 €HT,
- lit filtrant à flux vertical : entre 6 000 et 9 000 €HT,
- tertre d'infiltration : entre 13 000 et 15 000 €HT,
- filière compacte (zéolite) : entre 9 000 et 11 000 €HT,
- microstation : entre 6 000 et 10 000 €HT.

3 – NOTICE RELATIVE A LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

3.1 - DEFINITION

Le zonage pluvial consiste :

- à délimiter des zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ; que l'on appellera ZONAGE RUISSELLEMENT ;
- à délimiter des zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et en tant que de besoin le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ; que l'on appellera ZONAGE POLLUTION.

3.2 - DROITS ET DEVOIRS DE LA COLLECTIVITE ET DES USAGERS

Les eaux pluviales appartiennent en pleine propriété au propriétaire du terrain qui les reçoit *(article 641 du Code Civil)*. Il n'y a donc pas d'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif dans les secteurs qui en sont équipés *(réseau unitaire collectant à la fois les eaux usées et pluviales, ou réseau séparatif pluvial collectant les seules eaux pluviales, selon les cas)*. Les terrains sont assujettis à recevoir les eaux qui s'écoulent

naturellement. Cependant, le propriétaire du terrain supérieur ne peut rien faire qui aggrave cette servitude *(article 640 du Code Civil)*. La commune, ou le cas échéant la collectivité à laquelle elle adhère pour la compétence en matière de gestion des eaux pluviales, a la possibilité de réglementer les rejets sur la voie publique dans le cadre de ses pouvoirs de police en matière de lutte contre les accidents, les inondations et les pollutions *(article L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales)*. Elle peut éventuellement interdire ou limiter les rejets sur la voie publique. S'il existe un réseau pluvial ou unitaire, les conditions de son utilisation peuvent être fixées par un arrêté municipal ou figurer dans le règlement du service d'assainissement.

3.3 - PRESENTATION DU PROJET D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL

Les réseaux d'assainissement par temps de pluie sont souvent à l'origine de 2 types majeurs de dysfonctionnement :

- pour des pluies d'occurrence fréquente, rejet d'eaux usées de temps de pluie du fait de l'insuffisance des ouvrages à transiter la totalité des flux vers les ouvrages de traitement *(une tolérance de déclassement de la qualité des milieux récepteurs pendant la période critique a été retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement) ;*
- pour des pluies d'occurrence plus rare *(10 ans...)*, débordements et inondations du fait de l'insuffisance hydraulique des ouvrages, avec remontée de l'eau chez les riverains par les branchements sur les réseaux en charge et/ou inondation des voiries lorsque que la ligne d'eau atteint le terrain naturel *(l'occurrence de pluie décennale a été retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement)*.

ILLZACH est assainie en unitaire, avec un seul réseau collectant à la fois les eaux usées et les eaux pluviales.
Les surverses unitaires s'effectuent directement dans l'ancienne Ill *(DO ILL2, ILL2B, ILL3* et *ILL4)*.
La confluence de l'ancienne Ill à l'Ill correspond à la limite entre les biefs Ill3 (amont) et Ill4 (aval) du SDAGE Rhin-Meuse, dont les objectifs de qualité sont un bon état écologique en 2015 et un bon état chimique respectivement en 2027 et 2015.
La stratégie d'assainissement par temps de pluie retenue par le SIVOM est basée sur les principes suivants:

- diminution de l'impact des rejets dans le milieu naturel, sur la base de 9 classes de pluie représentatives de la pluviométrie annuelle :
- tolérance de déclassement d'un rang *(qualité moyenne)* de la qualité du milieu récepteur par rapport à son objectif pendant 10 % de la période critique, soit pendant 18 jours ;
- tolérance de déclassement de plus d'un rang *(qualité médiocre à mauvaise)* de la qualité pendant 5 % de la période critique, soit pendant 9 jours.
- Les coefficients de Montana à utiliser pour le dimensionnement des ouvrages pluviaux sont :
    - pour une durée de 15 min à 1 heure : a = 8.676 et b = 0.731 (période de retour 10 ans),
    - pour une durée de 1 à 6 heures : a=11.314 et b = 0.794 (période de retour 10 ans).

  La pluie décennale retenue pour les simulations informatiques de l'ensemble du réseau a une durée totale de 240 min pour une hauteur totale de 35mm.

- protection des habitants face aux risques de ruissellement à l'échelle des bassins versants ruraux, sur la base d'une pluie de projet centennale de durée 24 heures générant 73 mm de pluie.

3.4 - ZONAGE RUISSELLEMENT

3.4.1 – Principes généraux

Le règlement d'assainissement collectif précise les dispositions en matière d'eaux pluviales :

« Le document d'urbanisme de la commune et particulièrement son plan de zonage d'assainissement fixe les dispositions à mettre en œuvre en matière de gestion des eaux pluviales.

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé d'un projet d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public. »

Ces dispositions s'appliquent aux zones urbaines ou à urbaniser. Dans le cas où ces dispositions ne peuvent être réalisées, le demandeur est autorisé à rejeter ses eaux pluviales selon les trois (3) niveaux de contraintes ci-après :

1 – en zone de non-aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel ;

2 – en zone de contrôle du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM ;

3 – en zone de compensation du ruissellement : le réseau existant n'est pas en capacité d'accueillir de nouveaux rejets. Le demandeur doit envisager une gestion à la parcelle de ses eaux pluviales. En cas d'insuffisance d'une gestion à la parcelle le demandeur peut être autorisé à rejeter dans le réseau. Cette autorisation est conditionnée par des travaux pouvant porter sur la collecte, le transport, l'épuration.

En parallèle au zonage, certaines opérations d'aménagement, selon leur importance, sont soumises à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement et notamment de la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du même code :

- rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface de la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (déclaration) ou supérieure ou égale à 20 ha (autorisation).

C'est dans le cadre du dossier réglementaire d'incidence à établir que les aménagements spécifiques à prévoir devront être établis. Pour les opérations plus modestes n'entrant pas dans le cadre de ces procédures, c'est à l'aménageur qu'il revient de prendre les mesures nécessaires permettant de satisfaire le règlement du PLU et le présent zonage.

Dans les secteurs ruraux, trois niveaux de contraintes sont également définis :

1 - zone sans prescription particulière : il s'agit des secteurs où le ruissellement et l'évacuation des eaux pluviales ne présentent pas de problème particulier, compte tenu de la nature du sol, de la topographie ou de la présence d'un milieu récepteur à proximité ;

2 - zone de non-aggravation du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont d'ouvrages hydrauliques, existants ou projetés *(bassins de rétention, collecteurs)*, dont le dimensionnement est suffisant pour permettre la gestion des eaux pluviales sans débordement ni problème d'évacuation, sous réserve de ne pas accroître les flux ;

3 – zone de réduction du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont de zones urbaines équipées de collecteurs déjà saturés, où toute disposition visant à réduire le ruissellement contribue à l'amélioration de la situation et à la réduction des risques.

3.4.2 – Mise en œuvre en zones agricoles et naturelles A et N

ILLZACH, située en fond de vallée de l'Ill, présente une topographie plate assez uniforme et n'est pas exposée aux ruissellements provenant de bassins versants ruraux situés en amont des zones urbanisées.

En conséquence, les zones agricoles A et naturelles N ne font l'objet d'aucun zonage pluvial, sauf les quelques parcelles des zones agricole A *(rue de Ruelisheim au nord)* et naturelle N *(rue de Mulhouse au S-O)* incluses dans la zone d'assainissement collectif qui sont intégrées en zone de non-aggravation du ruissellement en zone urbaine.

Sur toutes les zones A et N sans zonage pluvial, les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, en particulier par les fossés et cours d'eau existants. Les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables.

3.4.3 – Mise en œuvre en zones urbaines U

Les zones agglomérées sont souvent les plus sensibles au ruissellement et aux inondations. En effet, la concentration des eaux de ruissellement par la pose de collecteurs, l'extension de l'urbanisation et l'accroissement de l'imperméabilisation au fil du temps conduisent les réseaux pluviaux et unitaires, souvent anciens, à la limite de leur capacité, voire les rendent insuffisants. Il s'agit de zones de non-aggravation du ruissellement.

Généralement, pour les constructions et infrastructures existantes, les aménagements possibles pour limiter les débits et le ruissellement et ne pas aggraver les inondations sont :

- la réduction des apports amont par écrêtement *(bassins tampons)* ;
- la déconnexion de bassins versants des zones de collecte *(mise en séparatif, séparation de réseaux d'eaux pluviales et unitaires...)* ;
- la modification de la répartition des flux d'amont en aval et la dispersion des rejets *(maillage de réseaux, recherche de nouveaux exutoires...)* ;
- la suppression d'insuffisances locales par remplacement/renforcement d'ouvrages incriminés ;
- à l'occasion d'opportunités de travaux ou d'aménagements *(aménagement des sous-sols, réfection de voirie, secteurs de requalification...)*, toute possibilité de techniques

alternatives, faisant appel soit à l'infiltration, soit au stockage et à l'épandage superficiel :

. assainissement à la parcelle : puisards, fossés, noues, tranchées drainantes, citernes, toitures terrasses, lits d'épandage ;

. assainissement par groupe de parcelles : fossés, noues, tranchées pour recueillir et infiltrer les eaux de ruissellement des espaces collectifs, tranchées filtrantes ou drainantes, chaussées poreuses ou sur fondation drainante ;

. assainissement par opération : bassins de retenue, chaussées réservoirs.

- l'installation de clapets anti-retour pour éviter les remontées dans les branchements.

A ILLZACH, malgré un programme de travaux visant à supprimer les risques de débordement à hauteur d'une pluie décennale pour l'urbanisation actuelle, la saturation et les mises en charge des collecteurs communaux par temps de pluie, ainsi que les capacités limitées des collecteurs de transfert jusqu'à la station d'épuration de SAUSHEIM, restent des éléments limitant à l'admission de nouveaux apports pluviaux dans les réseaux.
En effet, de tels apports peuvent provoquer une aggravation des mises en charge avec nouveaux risques de débordement pour les pluies rares, notamment la pluie décennale, mais aussi de nouveaux déversements d'eaux usées au droit des déversoirs d'orage pour les pluies plus fréquentes.
Par conséquent, les nouveaux aménagements, extensions ou requalifications dans les zones urbaines devront privilégier l'assainissement séparatif *(collecte séparée des eaux usées et pluviales)*, et, chaque fois que possible, le rejet des eaux pluviales dans un milieu superficiel proche *(après tamponnement éventuel en fonction de la capacité d'acceptation du milieu)* ou en infiltration *(après tamponnement éventuel en fonction des capacités d'absorption du sol)*.
En l'absence de milieu récepteur ou en cas d'impossibilité d'infiltration, les eaux pluviales pourront être rejetées dans les réseaux unitaires ou pluviaux existants, à débit limité de 2 litres/seconde/hectare aménagé à hauteur de la pluie décennale. Il pourra le cas échéant être dérogé à cette valeur en fonction des caractéristiques du projet et des capacités résiduelles des réseaux, charge à l'aménageur de démontrer l'absence d'aggravation des risques et sous réserve de l'approbation du gestionnaire des réseaux pour le raccordement.

A ILLZACH, la zone de non-aggravation du ruissellement comprend :

- l'ensemble des zones urbaines UA, UA1, UA2, UB, UB1, UB1a, UB2, UC, UC1, UEc, UG1, UG2, US et US1, <u>sauf</u> :

  . le secteur de la zone US situé à l'extrême nord de la commune actuellement non urbanisé *(rangé en zone de compensation du ruissellement - voir au §3.4.4 : Mise en œuvre en zones à urbaniser)* ;

  . la parcelle de la zone UA située en zone d'assainissement non collectif *(secteur d'assainissement non collectif S2 avenue des rives de l'Ill)*.

- la zone UE, <u>sauf</u> les parcelles en assainissement non collectif au S-E d'ILLZACH *(secteurs d'assainissement non collectif S3 rue de la Gare et S4 rue des Mécaniciens et Grand Chemin de Sausheim)* qui ne font l'objet d'aucun zonage pluvial ;

- les quelques parcelles des zones agricole A *(rue de Ruelisheim au nord)* et naturelle N *(rue de Mulhouse au S-O)* incluses dans la zone d'assainissement collectif.

La zone UN au S-E d'ILLZACH, en assainissement non collectif *(secteur S4 rue des Mécaniciens)*, ne fait l'objet d'aucun zonage pluvial.

Sur les zones urbaines sans zonage pluvial, les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales. Les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables.

3.4.4 – Mise en œuvre en zones à urbaniser AU

A ILLZACH, la zone 2AU du PLU restant à urbaniser à long terme *("Steinlache", à l'extrême S-E)* est située entre les zones urbanisées équipées de réseaux d'ILLZACH au nord et de RIXHEIM au sud.
Le secteur non urbanisé US situé à l'extrême nord d'ILLZACH est quant à lui situé à proximité du collecteur reprenant les effluents de la partie d'ILLZACH au nord de l'Ill vers le PR SAIS à SAUSHEIM.

Pour les mêmes raisons que dans les zones urbaines *(éléments limitants)*, afin d'éviter de nouveaux rejets d'eaux usées vers le milieu naturel pour les pluies fréquentes et des mises en charge des réseaux avec nouveaux risques de débordement pour la pluie décennale, l'assainissement séparatif sera privilégié *(collecte séparée des eaux usées et pluviales, avec, notamment pour les activités, rejet après prétraitement éventuel et selon convention de rejet à définir au cas par cas)*.

Selon les résultats de la modélisation hydraulique des réseaux pour la pluie de référence décennale, les réseaux unitaires structurants d'ILLZACH présentent des mises en charge généralisées, à des taux variables selon les tronçons de 100 à 200 % ou supérieures à 200 %, notamment la branche de l'avenue de Hollande sur laquelle la zone 2AU serait susceptible de venir se raccorder, et celle vers le PR SAIS sur laquelle le secteur US au nord serait susceptible de venir se raccorder.
De même pour la branche N-O avenue Bartholdi des réseaux de RIXHEIM, sur laquelle la zone 2AU serait également susceptible de venir se raccorder.
Ces réseaux d'ILLZACH ou de RIXHEIM déjà saturés ne peuvent donc pas admettre d'augmentation des débits collectés sans risque d'aggravation de la situation existante et les risques déjà évoqués.

En conséquence, la zone urbanisable 2AU ainsi que le secteur de la zone US à l'extrême nord d'ILLZACH sont rangés en zone de compensation du ruissellement : le rejet au réseau n'est toléré qu'en cas d'impossibilité technique d'un rejet en milieu superficiel ou en infiltration, après tamponnement *(et prétraitements si nécessaire)*, à hauteur par défaut de 2 l/s/ha.

3.5 – ZONAGE POLLUTION

Dans l'arrêté préfectoral 2003-177-4 du 26/06/03 autorisant le système d'assainissement de la station d'épuration de SAUSHEIM, notamment au titre de la rubrique 2.1.2.0. relative aux déversoirs d'orage figurant dans le tableau annexe de l'article R214.1 du Code de l'Environnement (nomenclature des installations soumises à autorisation ou déclaration), la charge organique polluante collectée par temps sec en amont des déversoirs ILL2 / ILL2B rue Turgot, ILL3 rue de Vauban prolongée et ILL4 rue de l'Automne à ILLZACH est évaluée respectivement à 7 393.3, 3 868.9 et 1 640.8 kg DBO5/j, soit la pollution représentative de 123 222, 64 482 et 27 347 Equivalents-Habitants.

Les rejets des DO ILL2+ILL2B (exutoire commun), ILL3 et ILL4 sont soumis à autorisation.

Ils font partie des 18 déversoirs de l'agglomération d'assainissement de la station d'épuration de SAUSHEIM qui représentent plus de 70 % de la pollution rejetée par temps de pluie.
Ils entrent dans le cadre de l'article 18 relatif à l'autosurveillance des réseaux de l'arrêté du 22 juin 2007, et sont équipés pour la mesure en continu des débits rejetés et l'estimation des charges polluantes.

En conclusion, trois points sensibles quant aux rejets polluants sont identifiés sur le territoire d'ILLZACH :

- exutoire des surverses des DO ILL2 / ILL2B rue Turgot
- surverse du DO ILL3 rue de Vauban prolongée
- surverse du DO ILL4 rue de l'Automne.

A noter, par ailleurs, que les 2 déversoirs ILL1 allée William Wyler et MUL0 rue des Batellers à MULHOUSE, avec un émissaire pluvial commun 3.6 m x 2.0 m dont le rejet s'effectue dans l'ancienne Ill à MULHOUSE en limite d'ILLZACH à l'extrême S-O, sont identifiés comme points sensibles de MULHOUSE.
Ils sont soumis à autorisation (respectivement 45 740 EH estimés soit 2 744.4 kg DBO5/j et 22 680 EH soit 1 360.8 kg DBO5/j), font partie des 18 déversoirs de l'agglomération d'assainissement de la station d'épuration de SAUSHEIM qui représentent plus de 70 % de la pollution rejetée par temps de pluie, entrent dans le cadre de l'autosurveillance des réseaux et sont équipés pour la mesure en continu des débits rejetés et l'estimation des charges polluantes.

A noter, par contre, que le DO SAU4 situé à SAUSHEIM en bordure de la RD55, par lequel transitent les effluents de toute la partie d'ILLZACH située au nord de l'Ill (ainsi que ceux de l'extrême N-E de MULHOUSE), et dont le rejet s'effectue dans l'Ill (ancien bras), n'est pas identifié comme point sensible de SAUSHEIM.
Il est soumis à déclaration (8 450 EH estimés soit 507.0 kg DBO5/j), mais ne fait pas partie des 18 déversoirs de l'agglomération d'assainissement de la station d'épuration de SAUSHEIM qui représentent plus de 70 % de la pollution rejetée par temps de pluie, et n'entre pas dans le cadre de l'autosurveillance des réseaux ni ne requiert d'équipements de mesure.

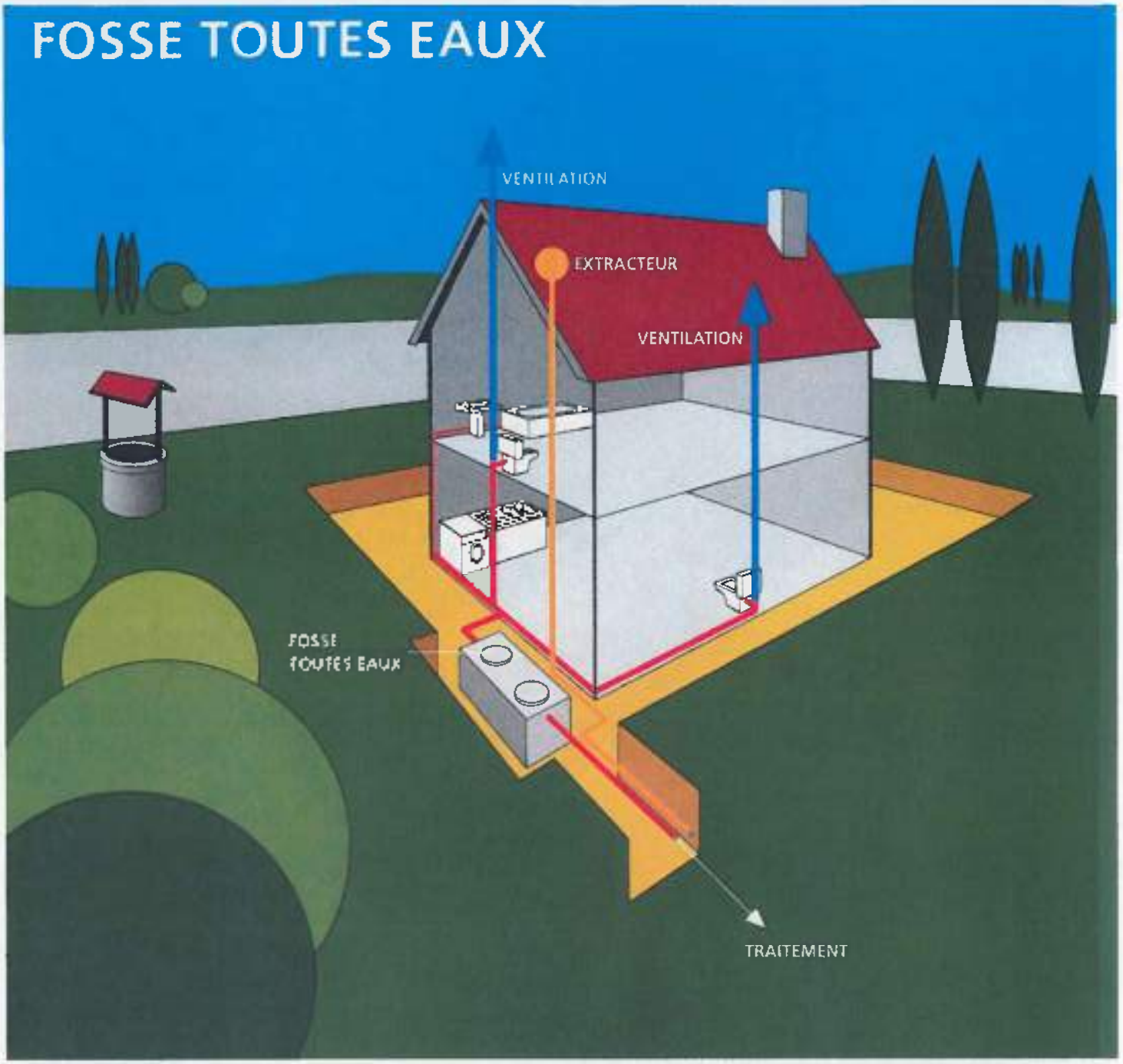
ANNEXES

1. Les filières de traitement de l'assainissement non collectif
2. Règlement du service public de l'assainissement non collectif du SIVOM de la région mulhouslenne
3. Règlement du service public de l'assainissement collectif du SIVOM de la région mulhousienne
4. Coûts des solutions proposées par secteurs non desservis
5. Plans de zonage assainissement collectif et non collectif
6. Plan de zonage pluvial et de pollution
7. Tarifs assainissement 2013

LES FILIERES DE TRAITEMENT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

(Liste non exhaustive)

FOSSE TOUTES EAUX



Une fosse toutes eaux est un appareil destiné à la collecte, à la liquéfaction partielle des matières polluantes contenues dans les eaux usées et à la rétention des matières solides et des déchets flottants.

Elle reçoit l'ensemble des eaux usées domestiques.

La fosse toutes eaux doit débarrasser les effluents bruts de leurs matières solides afin de protéger l'épandage contre un risque de colmatage.

Elle doit également liquéfier ces matières retenues par décantation et flottation.

La hauteur d'eau ne doit pas être inférieure à 1 m.

La fosse toutes eaux génère des gaz qui doivent être évacués par une ventilation efficace.

L'évacuation de ces gaz est assurée par un extracteur placé au-dessus des locaux habités.

La diamètre de la canalisation d'extraction sera d'au moins 10 cm.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

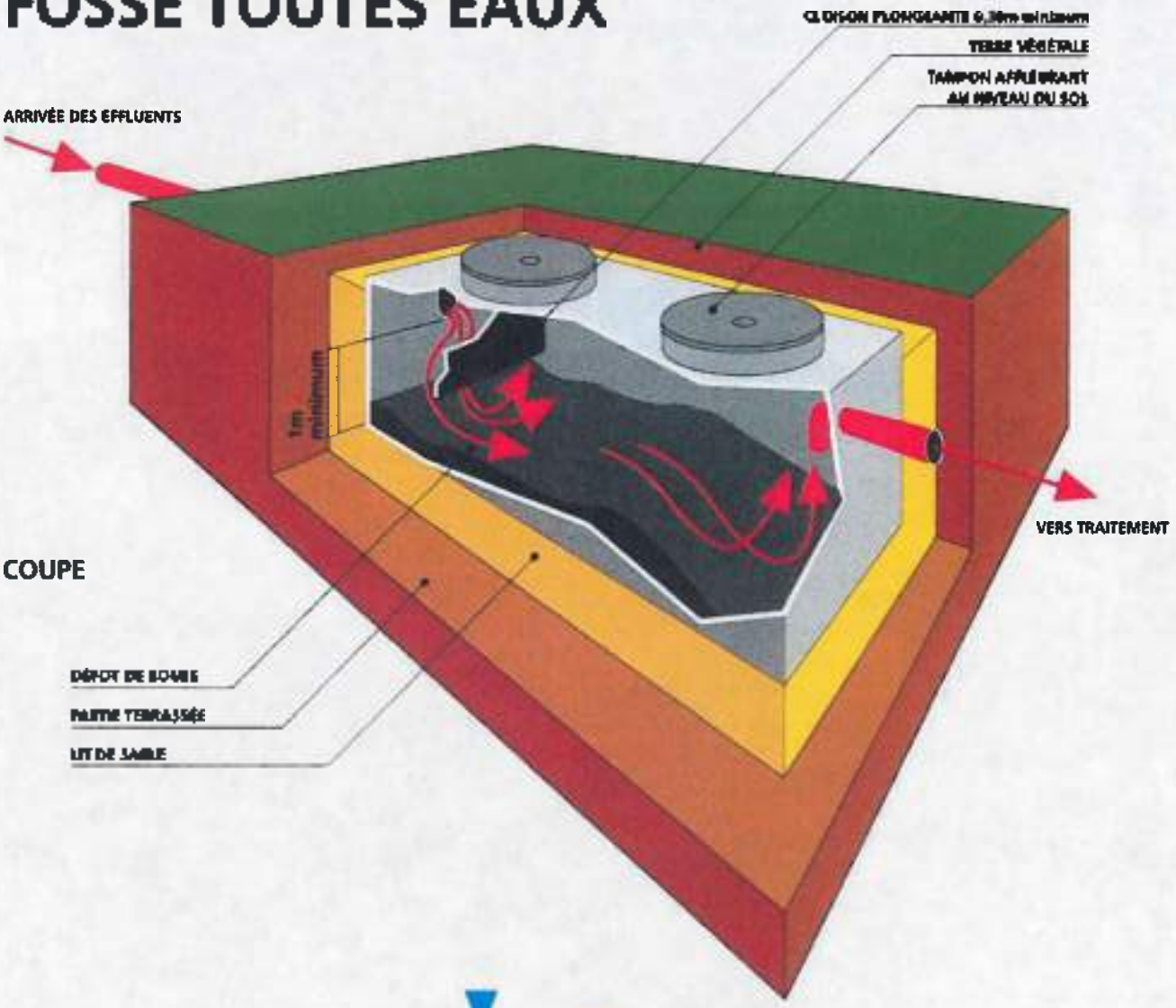
A défaut de justifications fournies par le constructeur de la fosse toutes eaux, la vidange des boues et des matières flottantes doit être assurée au moins tous les 4 ans.

DIMENSIONNEMENT :

Le volume minimun de la fosse toutes eaux sera de 3 000 l pour les logements comprenant jusqu'à 5 pièces principales.

Il sera augmenté de 1 000 l par pièce supplémentaire.

FOSSE TOUTES EAUX



COUPE

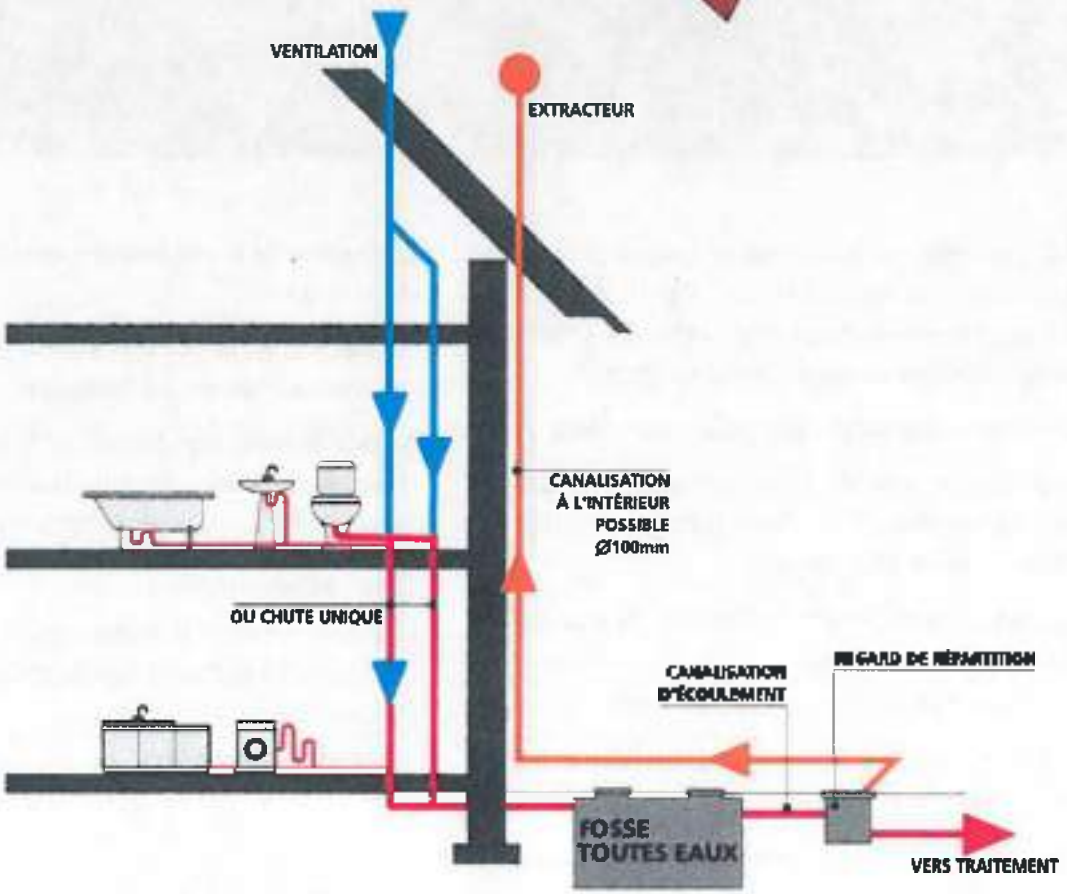
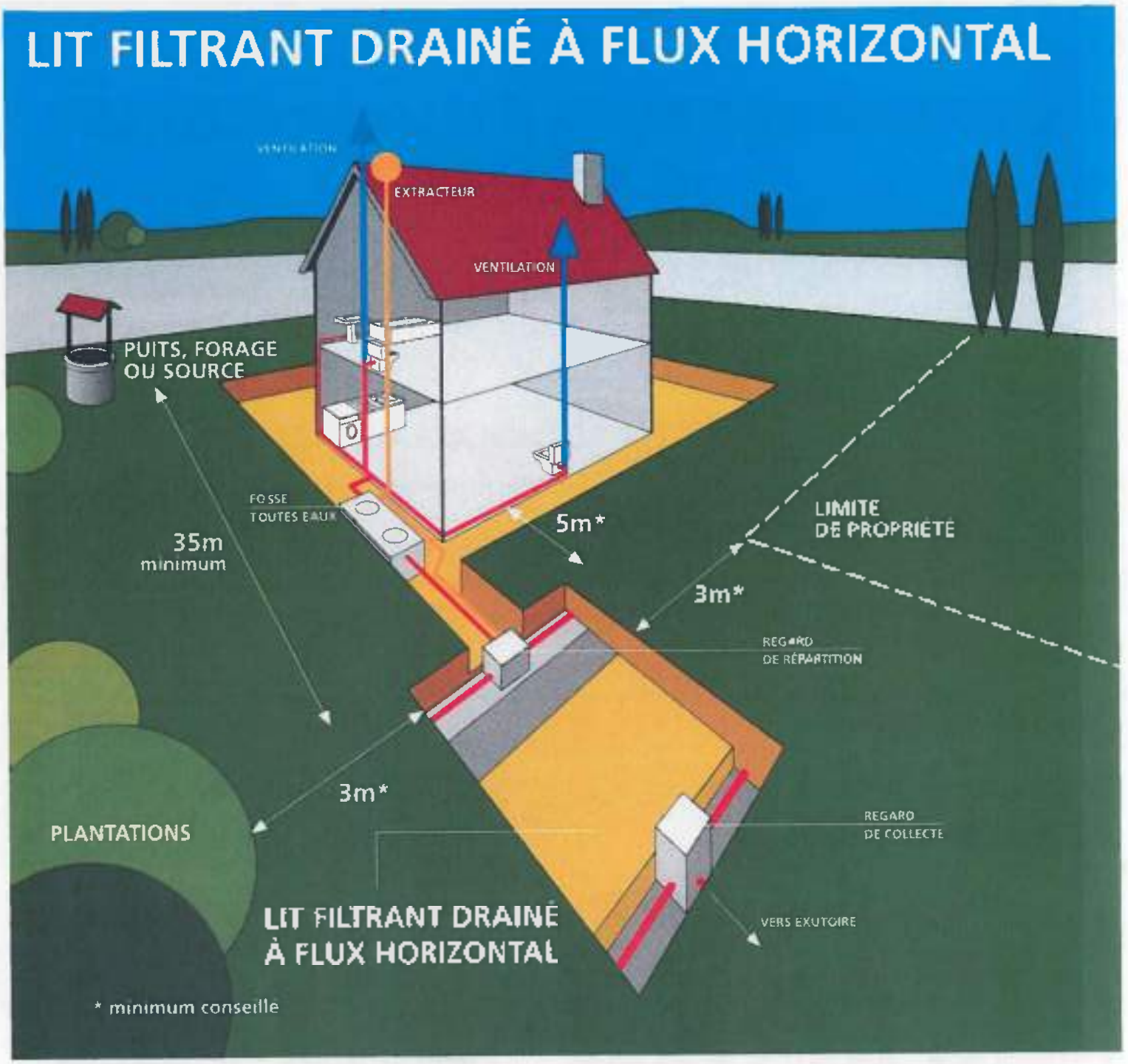


SCHÉMA DE PRINCIPE DE VENTILATION

LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX HORIZONTAL



Ce dispositif ne doit être mis en place que dans des cas exceptionnels : sol inapte à l'épandage naturel et impossibilité d'installer un lit filtrant drainé à flux vertical.

Conditions de mise en œuvre :

Le lit filtrant drainé à flux horizontal est établi dans une fouille à fond horizontal, creusée d'au moins 0,50 m sous le niveau d'arrivée des effluents.

La répartition des effluents sur toute la largeur de la fouille est assurée, en tête par une canalisation enrobée de graviers dont le fil d'eau est situé à au moins 0,35 m du fond de la fouille. Le dispositif comporte successivement dans le sens d'écoulement des effluents des bandes de matériaux disposées perpendiculairement à ce sens sur une hauteur de 0,35 m au moins et sur une longueur de 5,50 m :

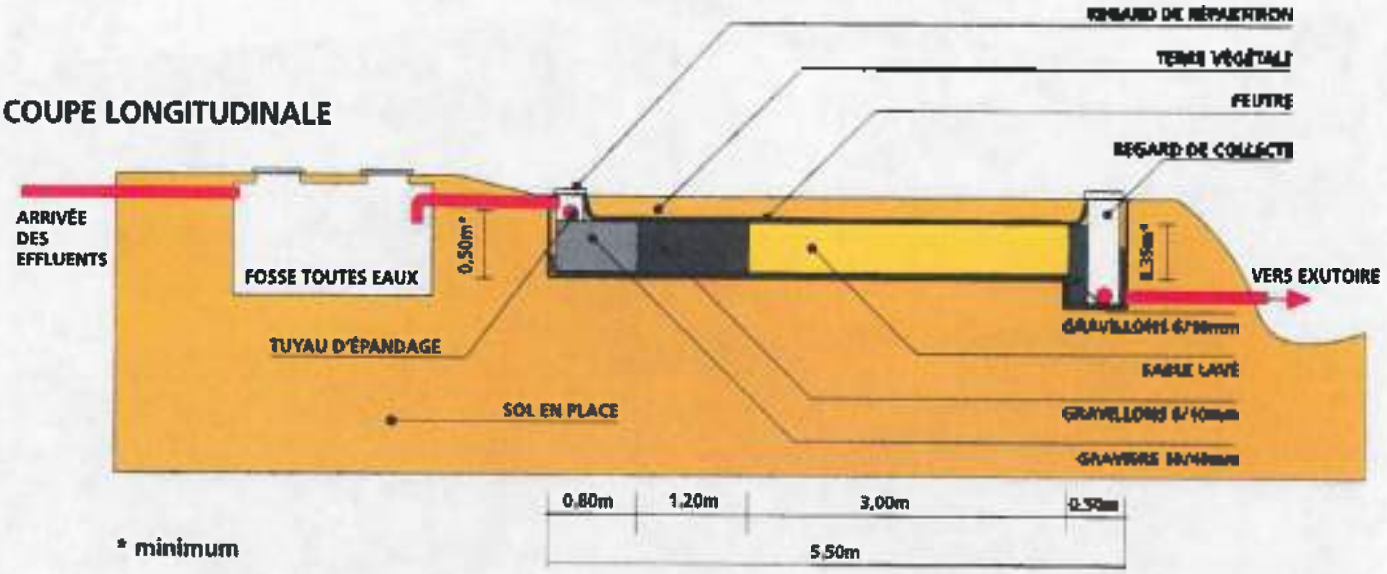
- une bande de 1,20 m de gravillons fins,
- une bande de 3 m de sable propre,
- une bande de 0,50 m de gravillons fins à la base desquels est noyée une canalisation de reprise des effluents.
- l'ensemble est recouvert d'un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air recouvert d'une couche de terre végétale.

Dimensionnement :

La largeur du front de répartition est de 6 m jusqu'à 4 pièces principales et de 8 m pour 5 pièces. Il est ajouté 1 m par pièce principale supplémentaire.

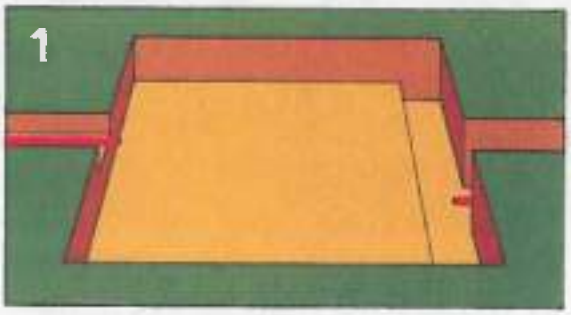
LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX HORIZONTAL

COUPE LONGITUDINALE

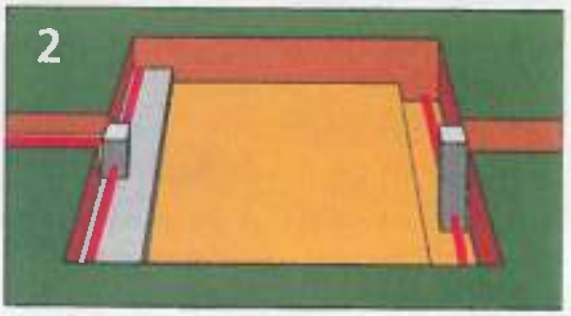


* minimum

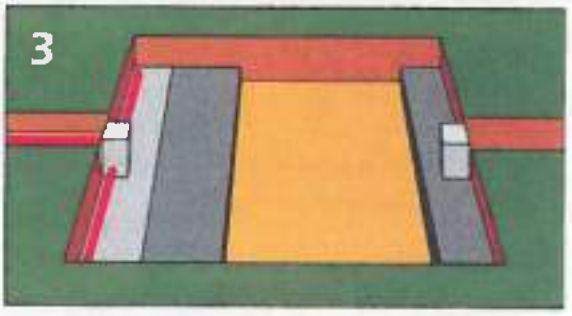
FICHE TECHNIQUE



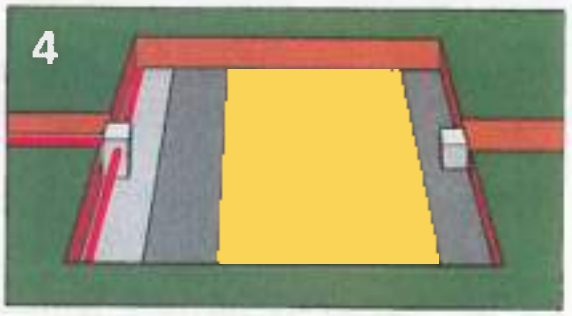
- Réaliser une excavation à fond plat de 0,35m au moins sous le niveau de la canalisation d'amenée. Elle doit être au-dessus de la nappe et ne doit pas collecter les eaux de ruissellement et de drainage naturel.
Creuser une rigole de 0.50m de large en fin de lit filtrant.



- Placer le gravier (10/40mm) sur une hauteur de 0,35m, puis poser le regard et la canalisation de distribution.
- Placer le regard de sortie et la canalisation de reprise de l'effluent traité sur le fond du lit filtrant.

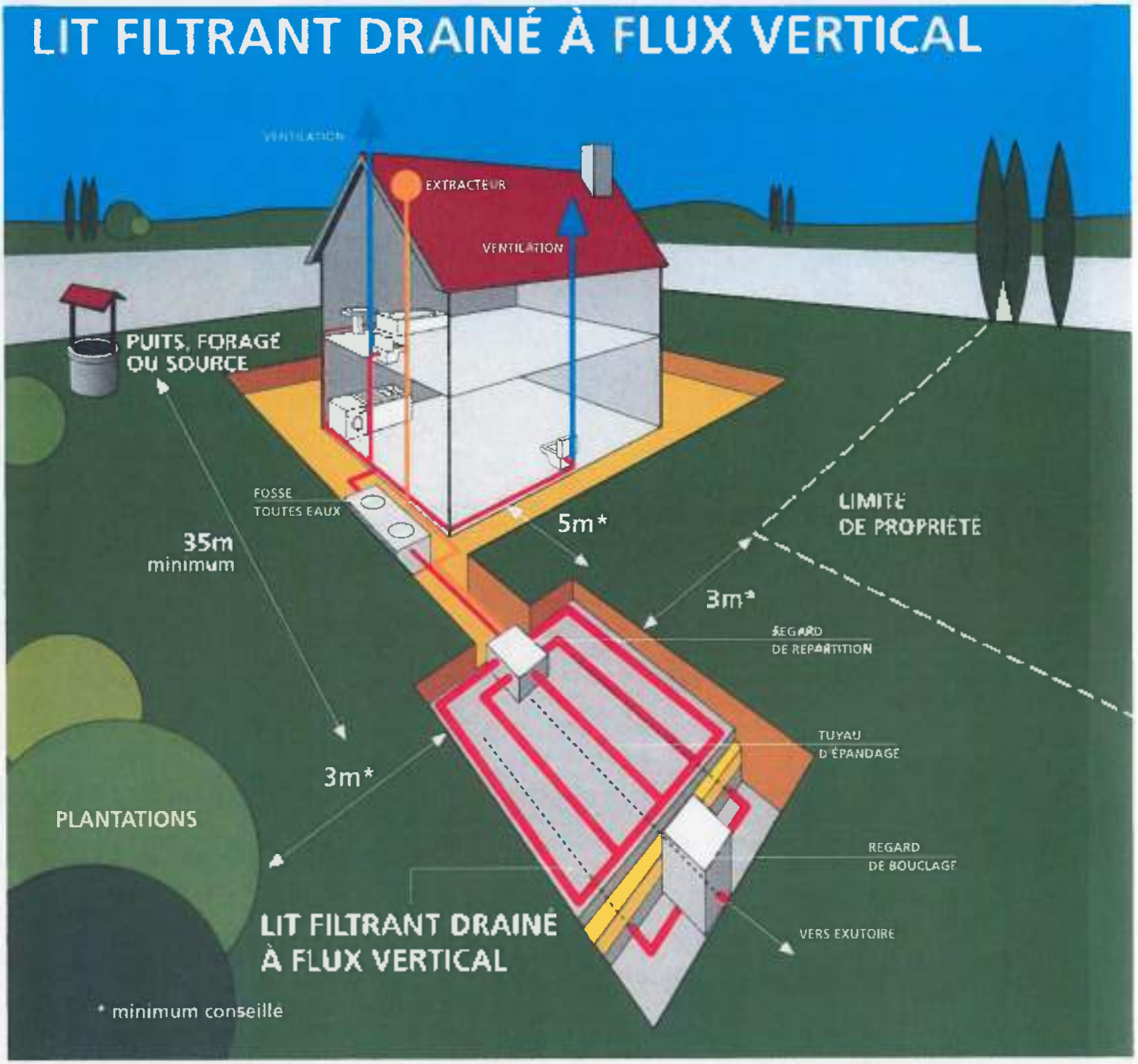


- Mettre en place le gravillon (6/10mm) pour obtenir au total avec le gravier une longueur de 2m.
- Mettre en place le gravillon aval.
- Placer le sable (taillé 0,25 à 0,60mm) dans les 3m situés entre le gravillon amont et aval en veillant à ce qu'il n'y ait pas de gravillon sous le sable.



- Il ne reste plus qu'à recouvrir l'ensemble d'un feutre de protection imputrescible (feutre de jardin) perméable, puis d'une couche de terre non argileuse
(la terre des fouilles ne doit pas être utilisée en recouvrement).

LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL



Ce dispositif est à prévoir lorsque le sol est inapte à un épandage naturel et lorsqu'il existe un exutoire pouvant recevoir l'effluent traité.

Conditions de mise en œuvre :

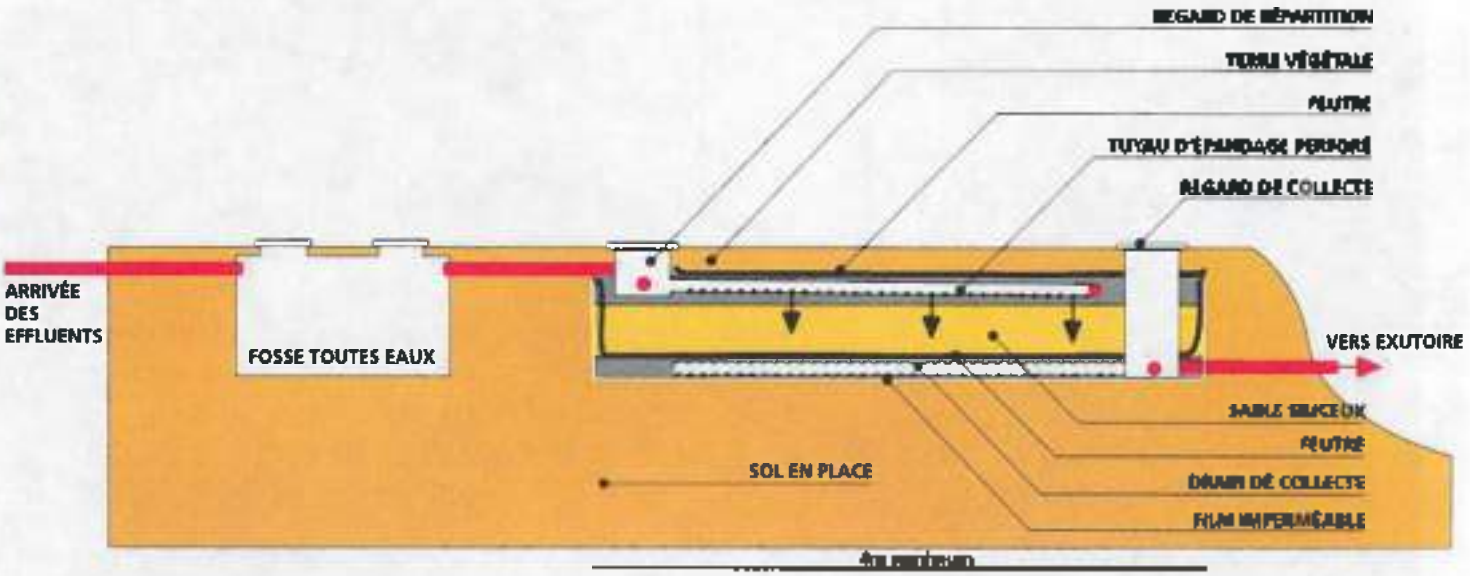
Le lit filtrant drainé à flux vertical se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1,00 m sous le niveau de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

- un film imperméable,
- une couche de graviers d'environ 0,10 m d'épaisseur au sein de laquelle des canalisations drainent les effluents traités vers l'exutoire,
- un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- une couche de sable siliceux lavé de 0,70 m d'épaisseur,
- une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit filtrant,
- un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- une couche de terre végétale.

Dimensionnement :

La surface du lit filtrant drainé à flux vertical doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL

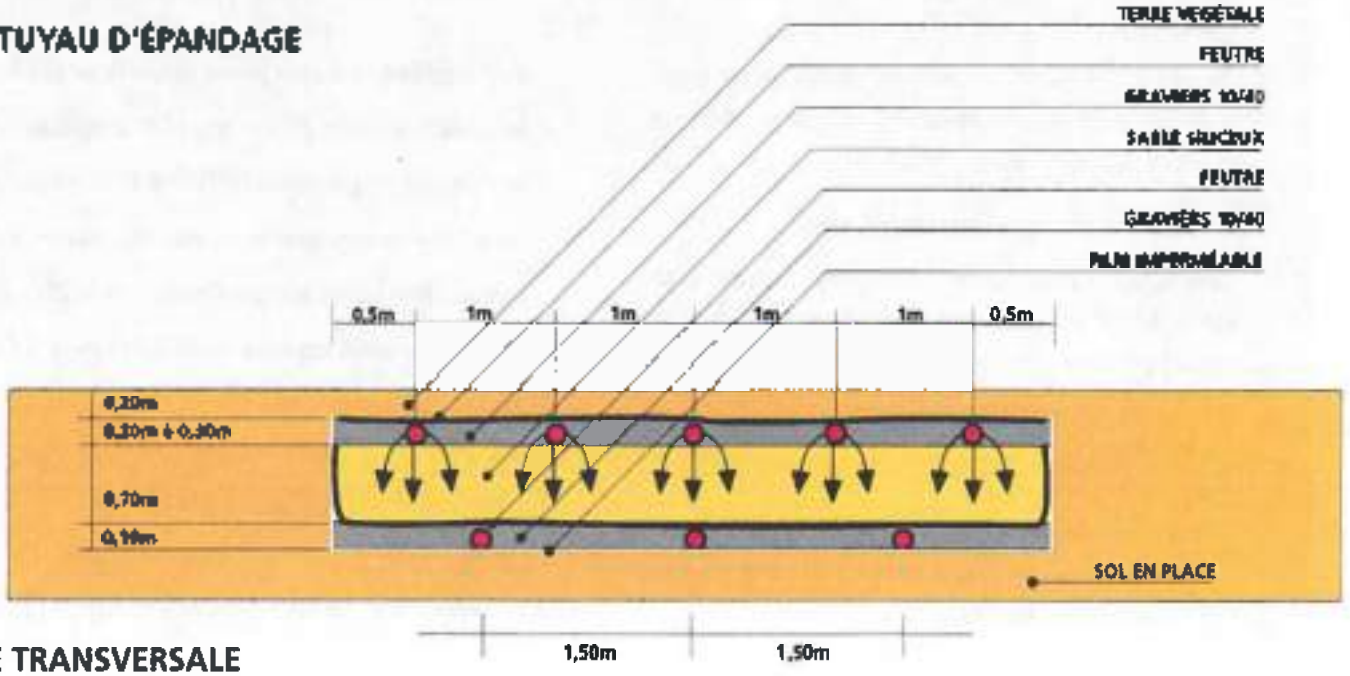


COUPE LONGITUDINALE



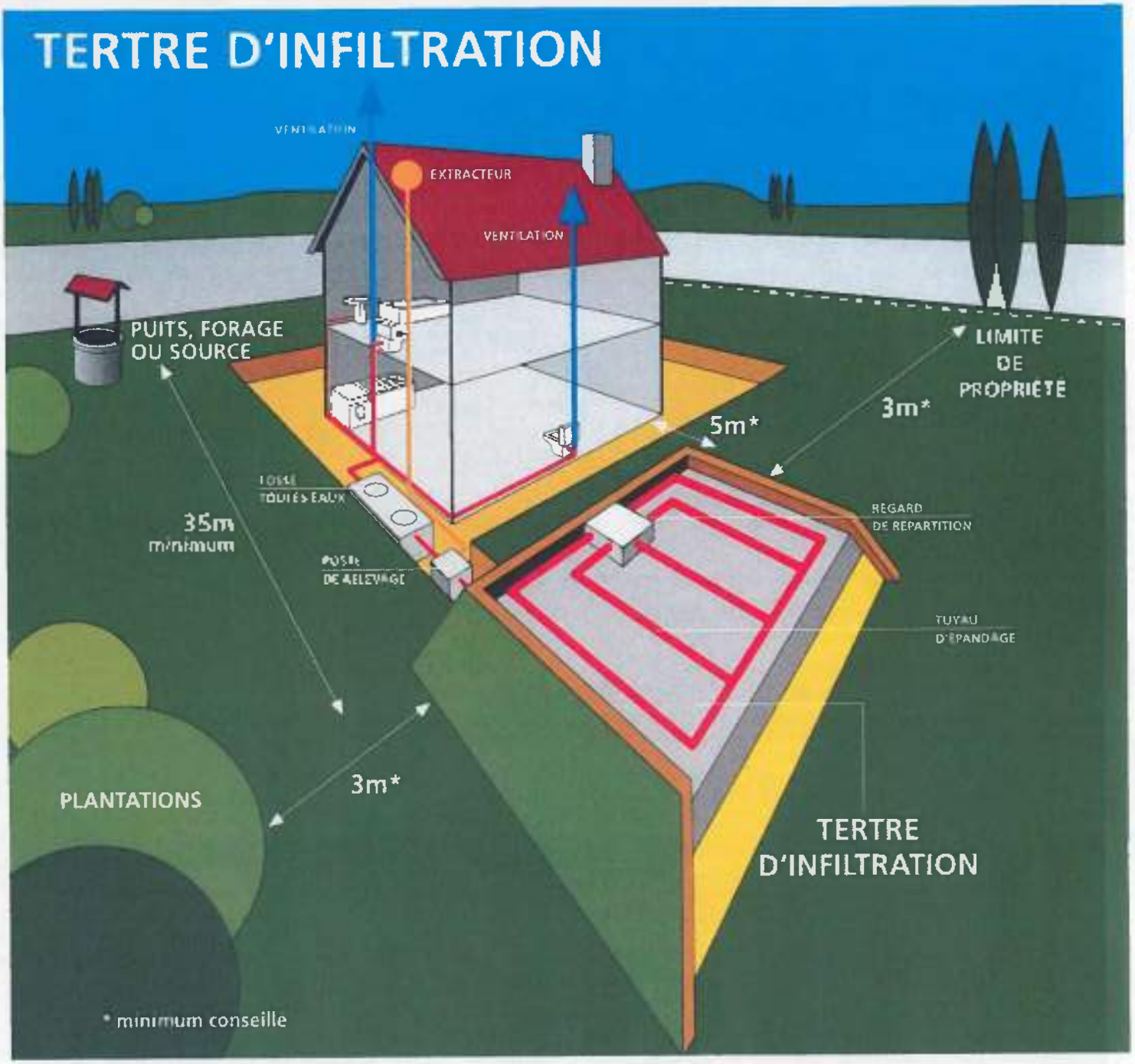
CANALISATIONS RIGIDES Ø 100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU PENTES DE 5mm MINIMUM
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



COUPE TRANSVERSALE

TERTRE D'INFILTRATION



Ce dispositif exceptionnel est à prévoir lorsque le sol est inapte à un épandage naturel, qu'il n'existe pas d'exutoire pouvant recevoir l'effluent traité et/ou que la présence d'une nappe phréatique proche a été constatée.

Le tertre d'infiltration reçoit les effluents issus de la fosse toutes eaux.
Il utilise un matériau d'apport granulaire comme système épurateur et le sol en place comme moyen dispersant.
Il peut être en partie enterré ou totalement hors sol et nécessite, le cas échéant, un poste de relevage.

Dans les cas de topographie favorable ou de construction à rez de chaussée surélevé, permettant l'écoulement gravitaire des effluents, la mise en place du poste de relevage pourra être évitée.

Conditions de mise en œuvre :

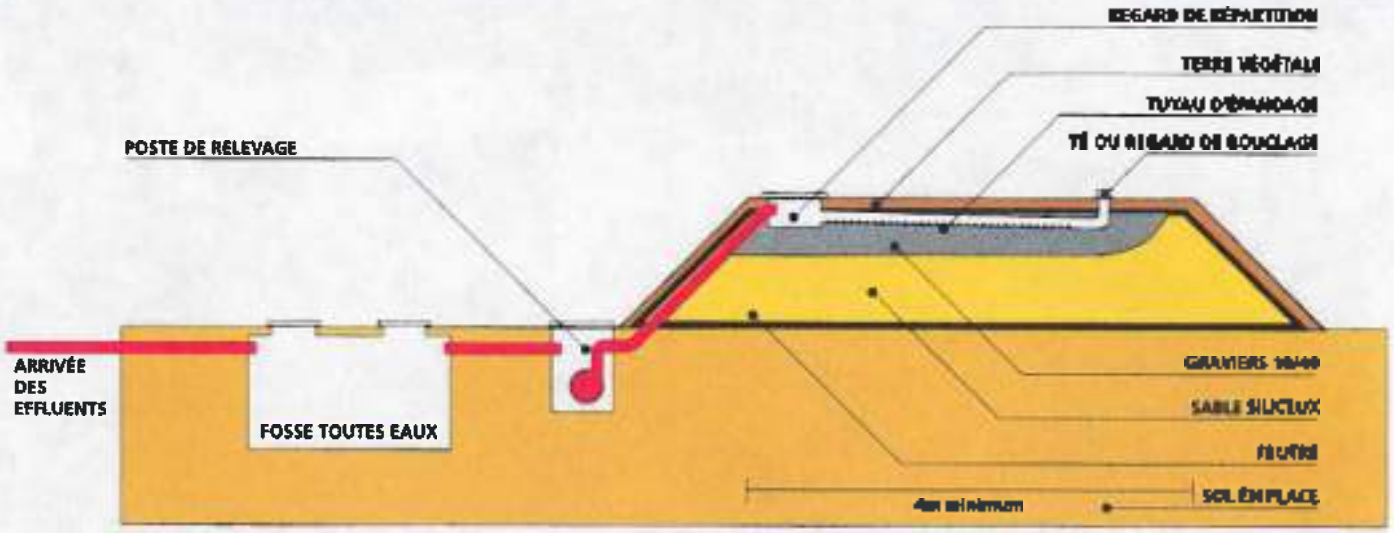
Le tertre d'infiltration se réalise sous la forme d'un massif sableux sous le niveau de la canalisation d'amenée.
Le tertre est constitué de bas en haut :

- d'une couche de sable siliceux lavé de 0,70 m d'épaisseur,
- d'une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le tertre,
- d'un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air qui recouvre l'ensemble,
- d'une couche de terre végétale,
- d'un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air.

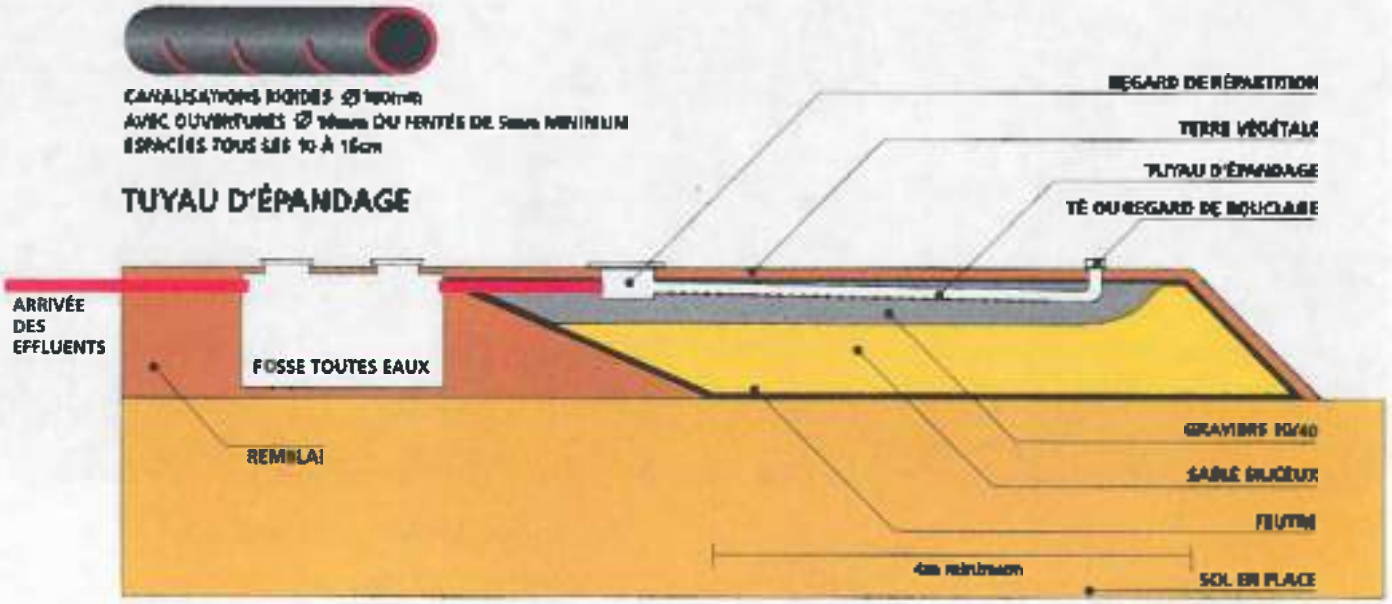
Dimensionnement :

La surface du tertre d'infiltration doit être au moins égale, à son sommet, à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

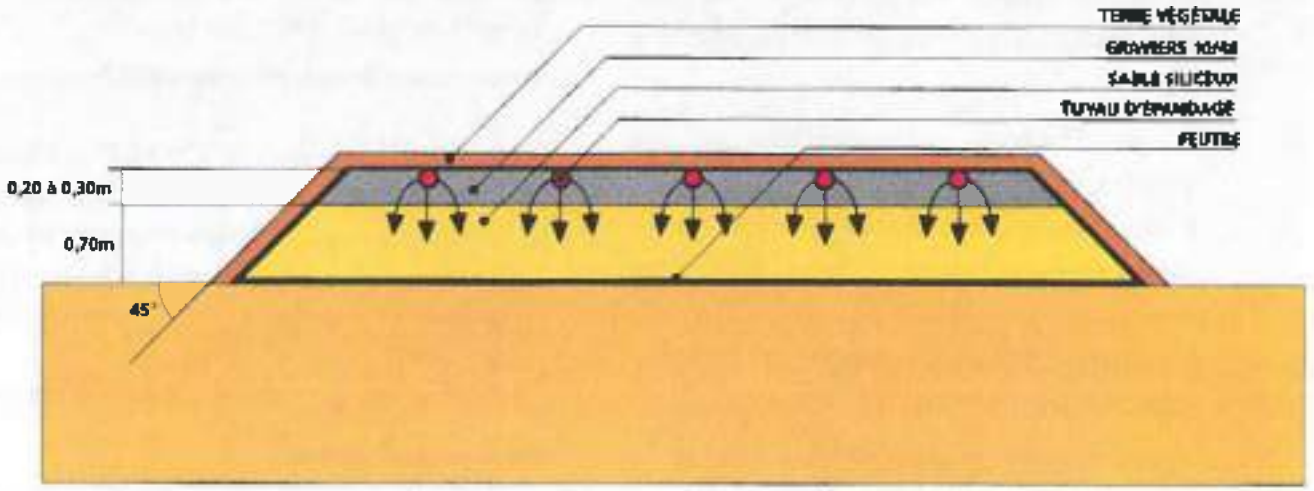
TERTRE D'INFILTRATION



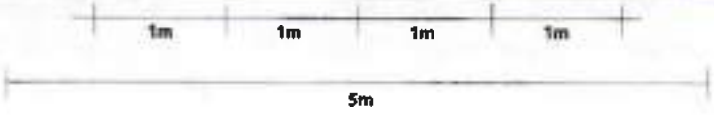
COUPE LONGITUDINALE : VERSION AVEC POSTE DE RELEVAGE



COUPE LONGITUDINALE : VERSION SANS POSTE DE RELEVAGE

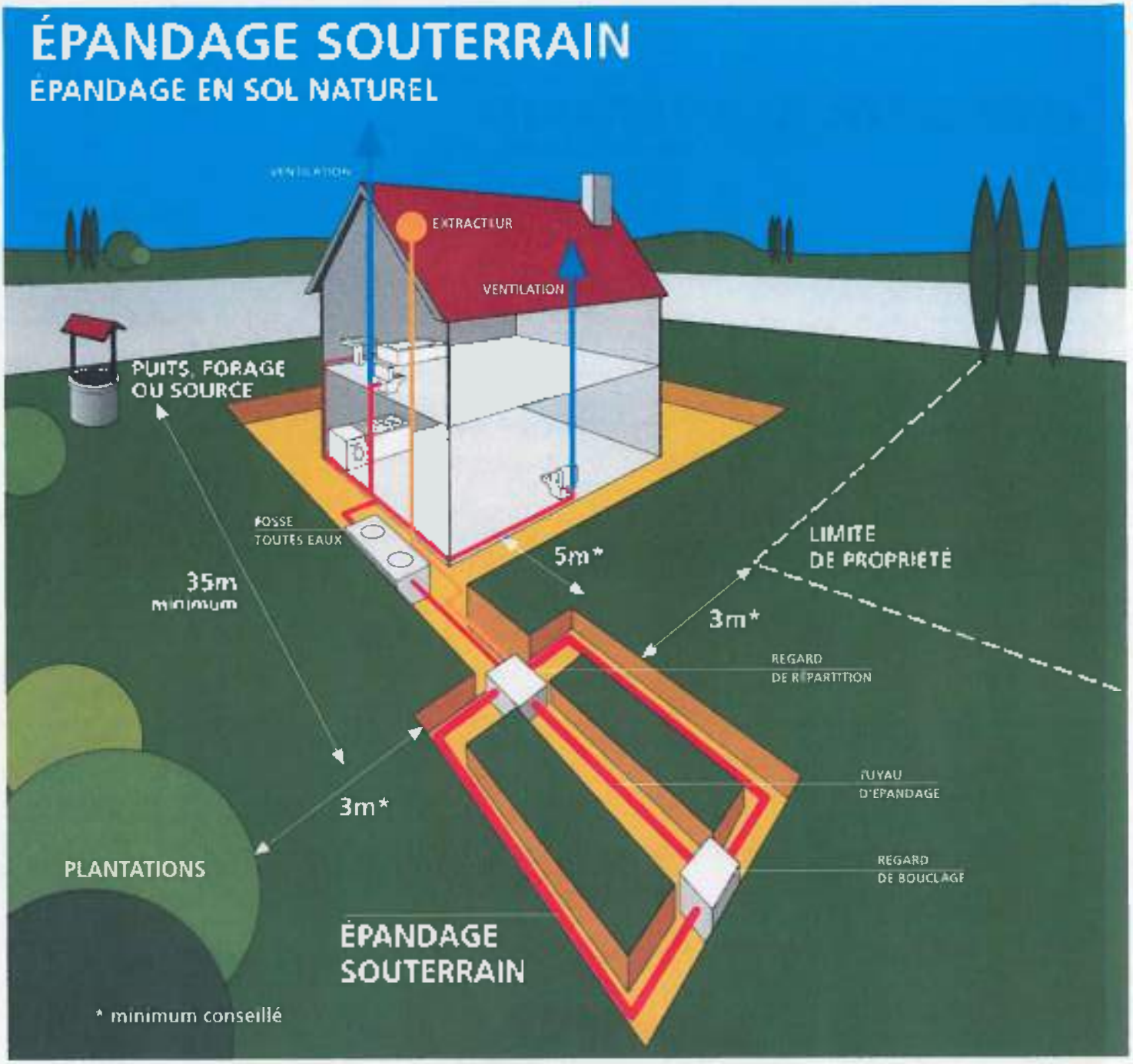


COUPE TRANSVERSALE



ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL



Les tranchées d'épandage reçoivent les effluents de la fosse toutes eaux.
Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant.

Conditions de mise en œuvre :

L'épandage souterrain doit être réalisé par l'intermédiaire de tuyaux placés horizontalement dans un ensemble de tranchées.

Il doit être placé aussi près de la surface du sol que le permet sa protection.

- *Les tuyaux d'épandage doivent avoir un diamètre au moins égal à 100 mm. Ils doivent être constitués d'éléments rigides en matériaux résistants munis d'orifices dont la plus petite dimension doit être au moins égale à 5 mm.*
- *La longueur d'une ligne de tuyaux d'épandage ne doit pas excéder 30 m.*
- *La largeur des tranchées d'épandage dans lesquelles sont établis les tuyaux est de 0,50 m minimum.*
- *Le fond des tranchées est garni d'une couche de graviers lavés.*
- *La distance d'axe en axe des tranchées doit être au moins égale à 1,50 m.*
- *Un feutre imputrescible doit être disposé au-dessus de la couche de graviers.*
- *Une couche de terre végétale.*

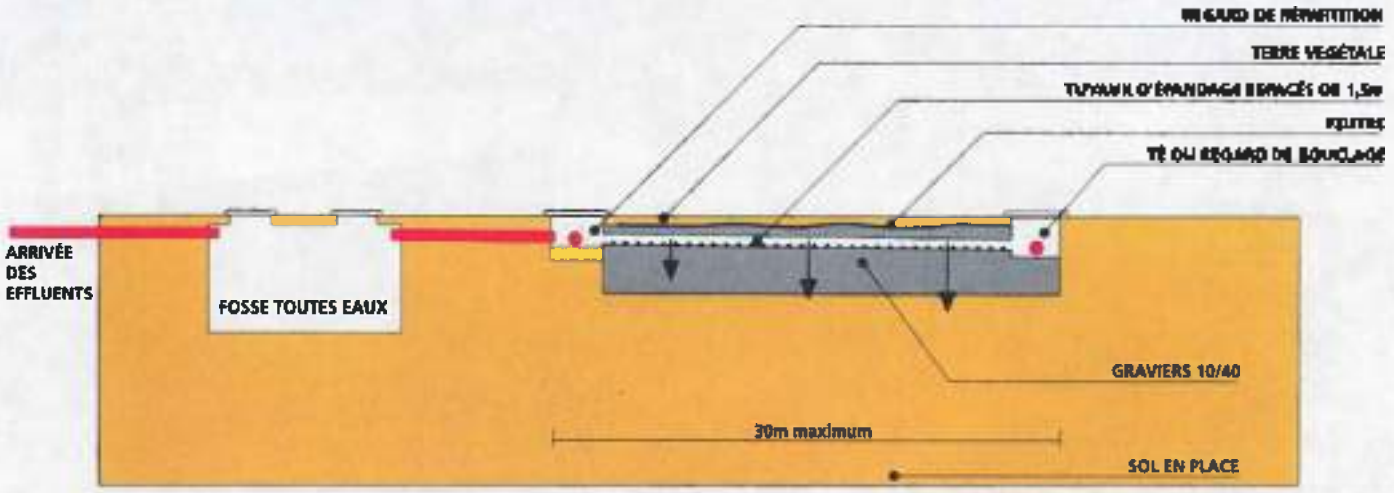
L'épandage souterrain doit être maillé chaque fois que la topographie le permet.

Il doit être alimenté par un dispositif assurant une égale répartition des effluents dans le réseau de distribution.

Dimensionnement :

La surface d'épandage (fond des tranchées) est fonction de la taille de l'habitation et de la perméabilité du sol. Elle est définie par l'étude pédologique à la parcelle.

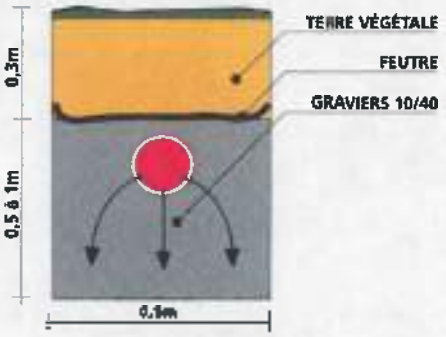
ÉPANDAGE SOUTERRAIN
ÉPANDAGE EN SOL NATUREL



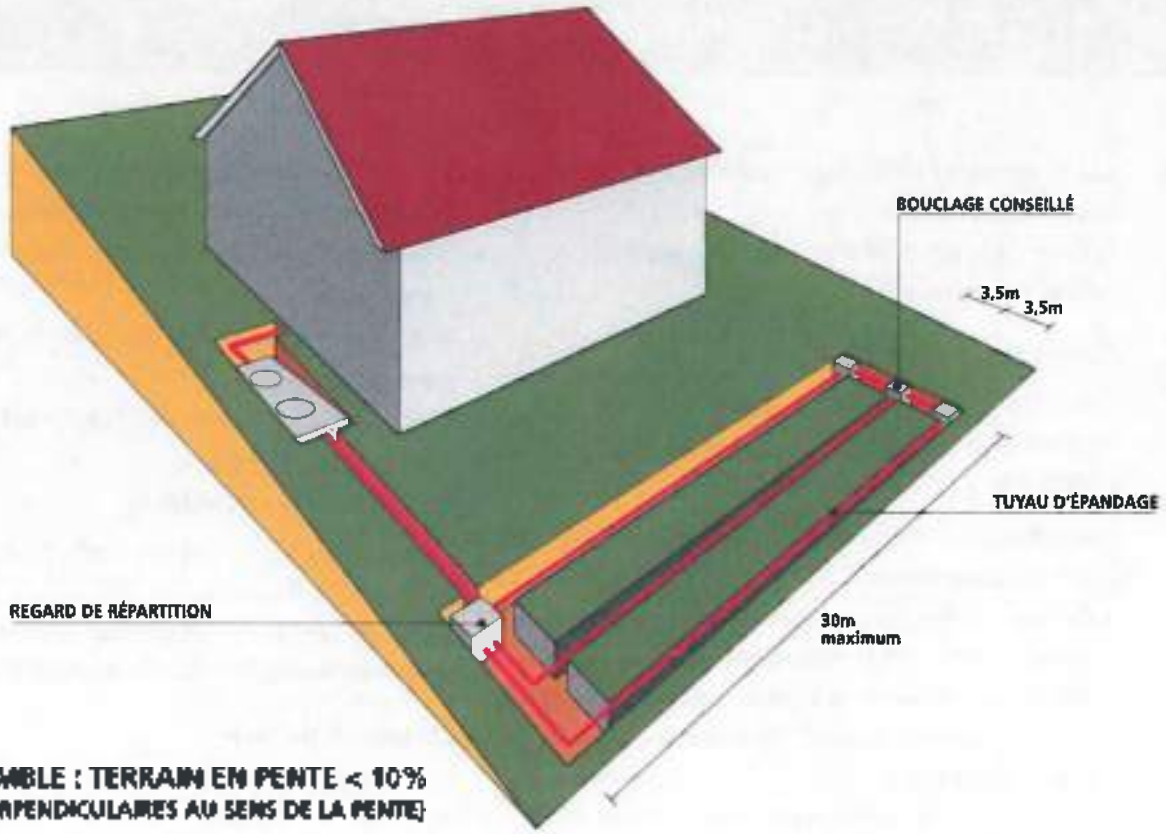
COUPE LONGITUDINALE EN TERRAIN PLAT



TUYAU D'ÉPANDAGE



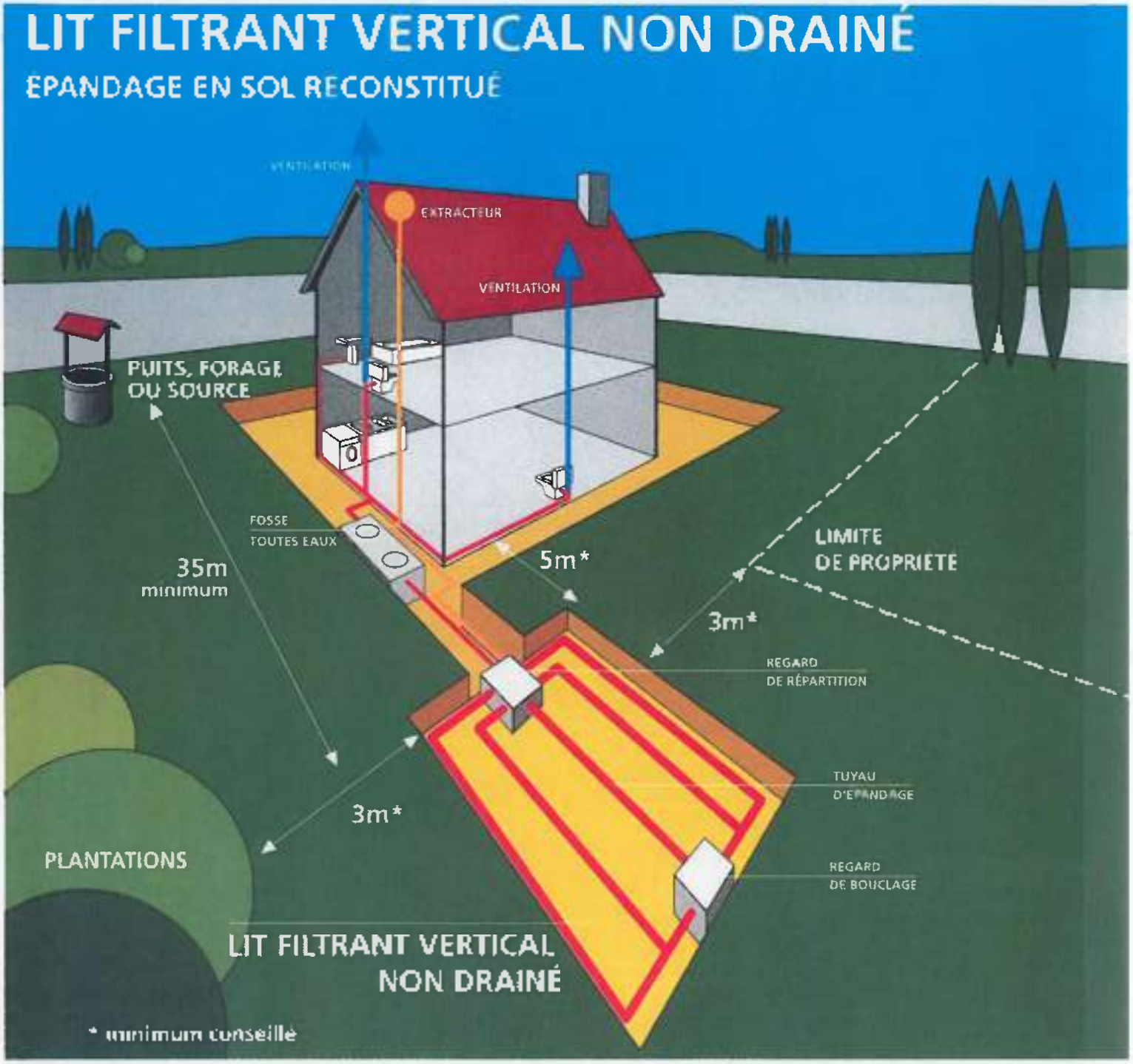
COUPE D'UNE TRANCHÉE



VUE D'ENSEMBLE : TERRAIN EN PENTE < 10%
(TRANCHÉES PERPENDICULAIRES AU SENS DE LA PENTE)

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ



Dans le cas où le sol présente une perméabilité insuffisante ou à l'inverse, si le sol est trop perméable (craie), un matériau plus adapté (sable siliceux lavé) doit être substitué au sol en place sur une épaisseur minimale de 0,70 m.

La répartition de l'effluent est assurée par des tuyaux munis d'orifices, établis en tranchées dans une couche de graviers.

Conditions de mise en œuvre :

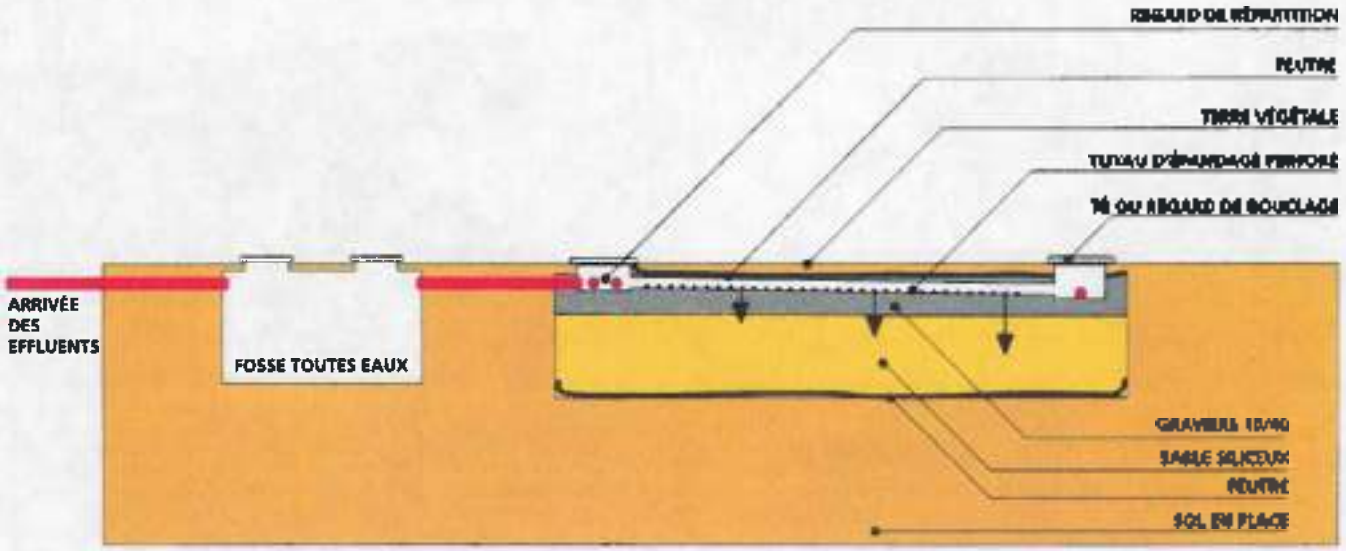
Le lit filtrant vertical non drainé se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1 m minimum sous le niveau de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

- un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- une couche de sable lavé de 0,70 m minimum d'épaisseur,
- une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit,
- un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air qui recouvre l'ensemble,
- une couche de terre végétale d'une épaisseur de 0,20 m.

Dimensionnement :

La surface du lit filtrant vertical non drainé doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ
ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ

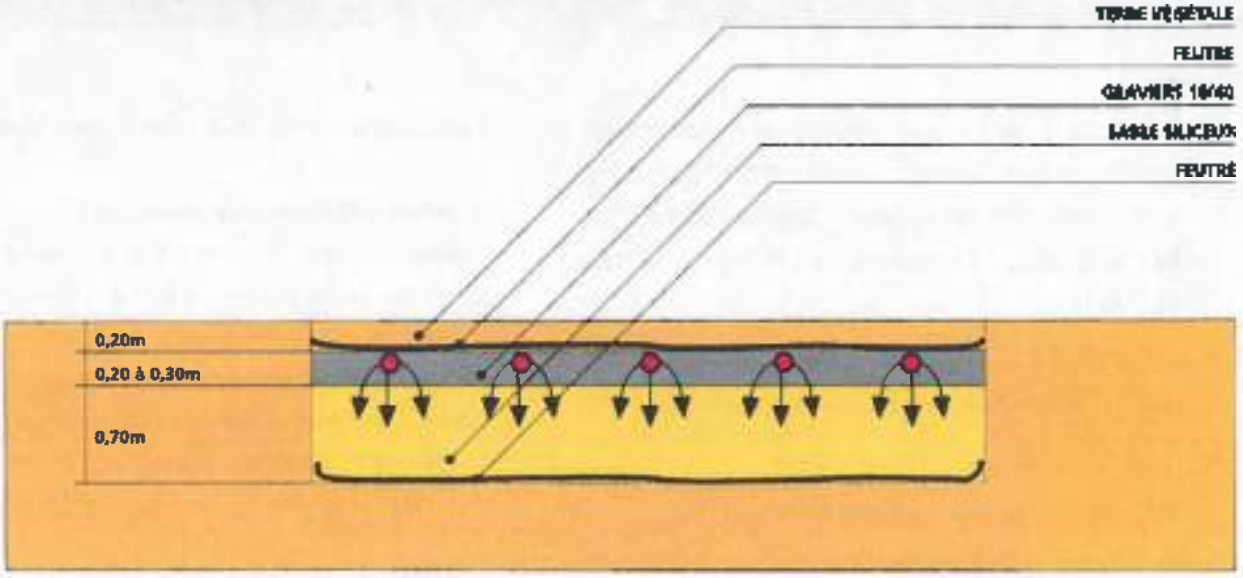


COUPE LONGITUDINALE

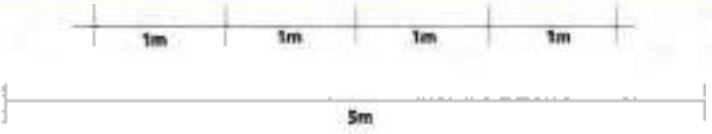


CANALISATIONS RIGIDES Ø 100mm
AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm minimum
ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE

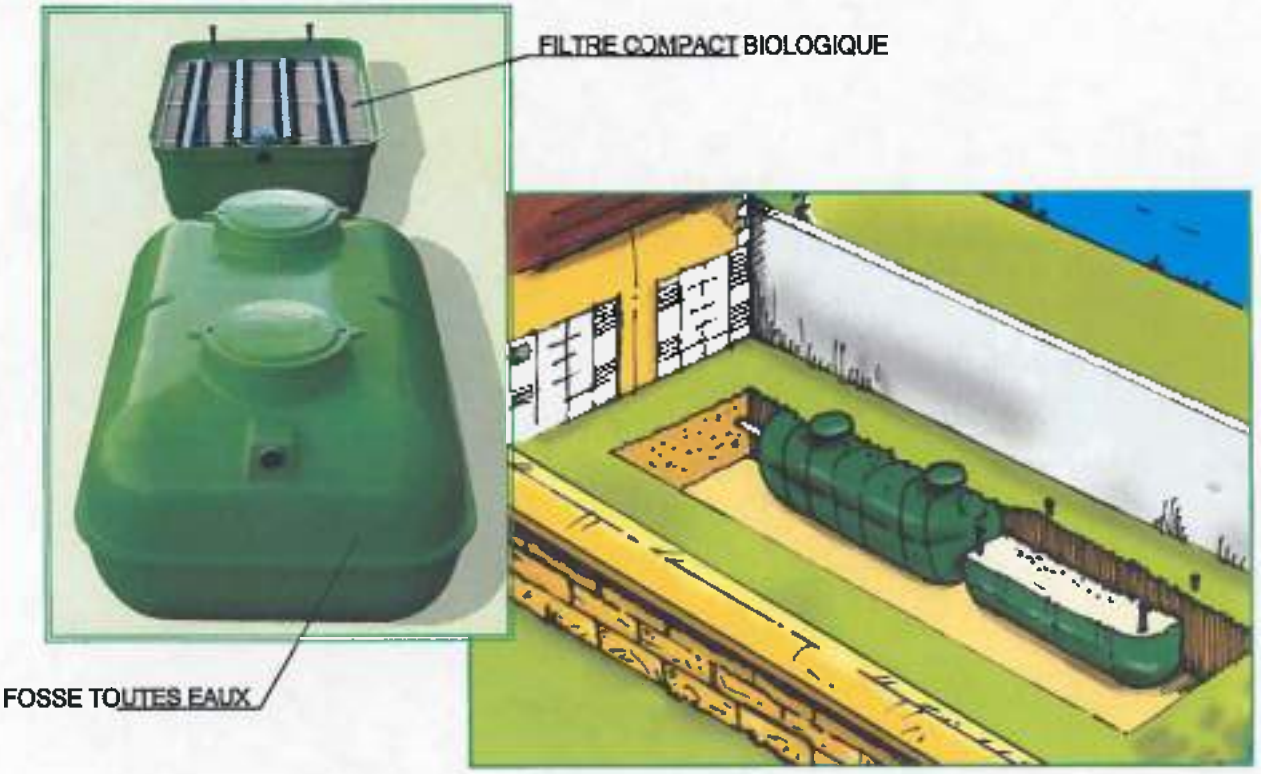


COUPE TRANSVERSALE



FILTRE A ZEOLITHE (Filtre compact)

La solution aux problèmes de place pour l'assainissement des eaux usées de votre maison



* Ce système convient aux petits terrains dont le sol est inapte à un épandage naturel.
* Cette filière d'assainissement compact se compose d'une fosse septique Toutes Eaux et d'un filtre compact biologique. L'emprise au sol ne dépasse pas 15 m²

CARACTERISTIQUES: *Fosse toutes eaux : H = 1.47 m, L = 2.98 m, l = 2 m*
Filtre Compact : H = 0.86 m, L = 2.98 m, l = 1.87 m

* Peu d'entretien, les intervalles de vidange pouvant dépasser 10 ans.Pas de bac dégraisseur ou de filtre décolloïdeur à nettoyer. Pas d'électricité ni d'électromécanique à entretenir.
* Système facile à installer : entièrement préfabriqués, les matériels ne demandent plus sur le site qu'un assemblage, limitant ainsi fortement les travaux dans le jardin de l'habitation et le temps d'installation.
* *En option* et si la configuration du terrain le permet, cette filière peut être équipée d'un système d'infiltration dans le sol pour l'irrigation d'une pelouse ou de végétaux.

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DU SIVOM DE LA REGION MULHOUSIENNE

Sivom
RÉGION MULHOUSIENNE

Règlement du Service public de l'assainissement non collectif



Édition mai 2013

sommaire

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES 5

Article 1 Objet du règlement 5
Article 2 Territoire d'application du règlement 5
Article 3 Explications et définitions des termes employés dans le règlement 5
Article 4 Obligation d'assainissement des eaux usées domestiques : respect de l'hygiène publique et de la protection de l'environnement 6
Article 5 Immeubles concernés par l'article 4 6
Article 6 Nature des effluents à ne pas rejeter dans les installations d'ANC 6
Article 7 Renseignements préalables à la conception, réalisation, modification ou remise en état d'une installation 7
Article 8 Droit d'accès des agents du SPANC et avis préalable à la visite 7
Article 9 Règles de conception et d'implantation des dispositifs 8
Article 10 Les objectifs environnementaux à atteindre par les installations 9
Article 11 Le choix du système d'assainissement 9

CHAPITRE II : RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DU SPANC 10

Article 12 Pour les installations neuves ou à réhabiliter 10
Article 13 Pour les installations d'ANC existantes 12
Article 14 Contrôle par le SPANC au moment des ventes 14
Article 15 Contrôle de l'entretien par le SPANC 15

CHAPITRE III : RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE 16

Article 16 Pour les installations neuves ou à réhabiliter 16
Article 17 Pour les installations existantes 17
Article 18 Entretien et vidange des installations d'ANC 18

CHAPITRE IV : REDEVANCES ET PAIEMENTS 19

Article 19 Principes applicables aux redevances d'ANC 19
Article 20 Types de redevances, et personnes redevables 19
Article 21 Institution et montant des redevances d'ANC 20
Article 22 Information des usagers sur le montant des redevances 20
Article 23 Recouvrement des redevances d'assainissement non collectif - Mentions obligatoires sur les factures 20

CHAPITRE V : SANCTIONS, VOIES DE RECOURS ET DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DU RÈGLEMENT 21

Article 24 Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, ou de dysfonctionnement grave de l'installation existante 21
Article 25 Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle 21
Article 26 Modalités de règlement des litiges 21
Article 27 Modalités de communication du règlement 22
Article 28 Modification du règlement 22
Article 29 Date d'entrée en vigueur du règlement 22
Article 30 Exécution du règlement 22

ANNEXE 1 : DÉFINITIONS ET VOCABULAIRES 23

ANNEXE 2 : RÉFÉRENCES DES TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES 27

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Préambule

Le SIVOM de la Région Mulhousienne en application de la loi sur l'eau du 03 janvier 1992 ainsi que des dispositions du Code des collectivités territoriales s'est doté, par délibération en date du 23 juin 2000, d'un service public de l'assainissement non collectif.

Article 1er : Objet du règlement

Conformément à l'article L2224-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le présent règlement de service précise les prestations assurées par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) ainsi que les obligations respectives du SPANC, d'une part, et de ses usagers, d'autre part. Les usagers du SPANC sont définis à l'article 3. Ils sont soumis à l'ensemble de la réglementation en vigueur en matière d'assainissement non collectif, notamment les textes législatifs et réglementaires adoptés au niveau national ainsi que le règlement sanitaire départemental. Le présent règlement n'ajoute pas de contrainte technique supplémentaire par rapport à ces textes, mais il en précise les modalités de mise en œuvre sur son territoire d'application indiqué à l'article 2.

Article 2 : Territoire d'application du règlement

Le présent règlement s'applique aux communes suivantes membres de la compétence assainissement non collectif du SIVOM : BERRWILLER, BOLLWILLER, BRUNSTATT, DIDENHEIM, ESCHENTZWILLER, FELDKIRCH, FLAXLANDEN, HABSHEIM, ILLZACH, KINGERSHEIM, LUTTERBACH, MORSCHWILLER le BAS, MULHOUSE, PFASTATT, PULVERSHEIM, REININGUE, RICHWILLER, RIEDISHEIM, RIXHEIM, RUELISHEIM, SAUSHEIM, STAFFELFELDEN, WITTENHEIM, ZILLISHEIM, ZIMMERSHEIM.

Le SIVOM sera désigné, dans les articles suivants, par le terme générique de "Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)".

Article 3 : Explications et définitions des termes employés dans le règlement

Certains termes spécifiques à l'assainissement non collectif sont expliqués et définis en annexe 1. Les dispositions de cette annexe font partie du présent règlement.

Article 4 : Obligation d'assainissement des eaux usées domestiques : respect de l'hygiène publique et de la protection de l'environnement

Conformément à l'article L1331-1-1 du code de la santé publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation

ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelque cause que ce soit (absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement).
L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit.
Le présent article s'applique même en l'absence de zonage d'assainissement.
Le non respect du présent article par le propriétaire d'un immeuble, peut donner lieu aux mesures administratives et/ou aux sanctions pénales mentionnées au chapitre V.
L'article 4 ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire.

■ Article 5 : Immeubles concernés par l'article 4

Les immeubles équipés d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme (et dont le permis de construire date de moins de 10 ans) peuvent bénéficier d'une dérogation au non raccordement au réseau public de collecte des eaux usées pendant un délai de **10 ans maximum afin d'amortir les frais engagés pour la mise en place d'un dispositif d'ANC**, à compter de la date de contrôle de l'installation par le SPANC.

Les immeubles difficilement raccordables au réseau public de collecte des eaux usées au titre du code de la santé publique, peuvent également obtenir une dérogation de non raccordement, délivrée par la collectivité compétente en matière d'assainissement collectif.

■ Article 6 : Nature des effluents à ne pas rejeter dans les installations d'ANC

Il est interdit de déverser ou d'introduire dans une installation d'assainissement non collectif tout fluide ou solide susceptible d'entraîner des détériorations ou des dysfonctionnements de cette installation. Les fluides et solides interdits, à ce titre sont notamment :

- les eaux pluviales,
- les eaux de piscine,
- les ordures ménagères même après broyage,
- les effluents d'origine agricole,
- les matières de vidange provenant d'une autre installation d'assainissement non collectif ou d'une fosse étanche,
- les huiles usagées même alimentaires,
- les hydrocarbures,
- les liquides corrosifs, des acides, des produits radioactifs,
- les peintures ou solvants,
- les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.

Article 7 : Renseignements préalables à la conception, réalisation, modification ou remise en état d'une installation

Tout propriétaire d'immeuble existant ou à construire, non raccordable à un réseau public destiné à recevoir les eaux usées, doit contacter le SPANC avant d'entreprendre tous travaux de réalisation, de modification ou de remise en état d'une installation d'ANC. Sur sa demande, le SPANC doit lui communiquer les références de la réglementation applicable et la liste des formalités administratives et techniques qui lui incombent avant tout commencement d'exécution des travaux. Les mêmes dispositions sont applicables à tout propriétaire, ou toute personne mandatée par le propriétaire, qui projette de déposer un permis de construire situé sur un terrain non desservi par un réseau public de collecte des eaux usées.

Article 8 : Droit d'accès des agents du SPANC et avis préalable à la visite

Conformément à l'article L1331-11 du code de la santé publique, les agents du SPANC ont accès aux propriétés privées :

- pour procéder au contrôle des installations d'assainissement non collectif dans les conditions prévues par le présent règlement ;
- pour effectuer des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation, dans le cas où une convention relative à de tels travaux a été conclue entre le propriétaire et le SPANC ;
- pour procéder à des travaux d'office en application de l'article L 1331-6 du code de la santé publique.

Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages ou, en cas d'impossibilité de localiser le propriétaire, à l'occupant des lieux, dans un délai d'au moins sept jours ouvrés avant la date de la visite. Toutefois l'avis préalable n'est pas nécessaire lorsque la visite est effectuée à la demande du propriétaire ou son mandataire et après avoir fixé un rendez-vous avec le SPANC.

Dans le cas où la date de visite proposée par le SPANC ne convient pas au propriétaire ou à l'occupant, cette date peut être modifiée à leur demande, sans pouvoir être reportée de plus de 60 jours.

Le destinataire de l'avis préalable de visite est informé de cette possibilité de déplacer le rendez-vous dans la convocation adressée par le SPANC. Le propriétaire devra informer le SPANC en temps utile, au moins un jour ouvré (hors samedis, dimanches et jours fériés) avant le rendez-vous pour que le SPANC puisse en prendre connaissance et annuler la date et l'horaire proposés.

Le propriétaire doit être présent ou représenté lors de toute intervention du SPANC.

Lorsqu'il n'est pas lui-même l'occupant de l'immeuble, il appartient au propriétaire de s'assurer auprès de cet occupant qu'il ne fera pas obstacle au droit d'accès des agents du SPANC. Il incombe aussi au propriétaire de faciliter aux agents du SPANC l'accès aux différents ouvrages de l'installation d'assainissement non collectif, en particulier, en dégageant tous les regards de visite de ces ouvrages.

Tout refus explicite ou implicite d'accepter un rendez-vous à la suite d'un avis préalable de visite adressé par le SPANC, lorsque celui-ci intervient dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, ainsi que l'absence répétée aux rendez-vous fixés, constitue un obstacle mis à l'accomplissement de la mission du SPANC selon les modalités fixées par l'article 26. Dans ce cas, les agents du SPANC constatent l'impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis d'effectuer l'intervention prévue. Ce constat est notifié au propriétaire. En cas de danger avéré pour la santé publique ou de risque avéré de pollution de l'environnement, une copie du constat est également adressée à l'autorité détentrice du pouvoir de police spéciale en matière d'assainissement.

Sans préjudice des mesures qui peuvent être prises par cette autorité, le propriétaire dont l'installation d'assainissement non collectif n'est pas accessible pour les agents du SPANC, est redevable de la pénalité financière mentionnée à l'article 25 du présent règlement.

En même temps que la notification du constat de refus d'accès, le SPANC notifie également au propriétaire un nouvel avis préalable de visite qui initie la même procédure.

Article 9 : Règles de conception et d'implantation des dispositifs

Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées ou réhabilitées de manière à ne pas présenter de risques de pollution des eaux et de risques pour la santé publique ou la sécurité des personnes.

Les installations d'assainissement non collectif réglementaires qui ne sont pas soumises à agrément ministériel doivent être mises en œuvre de préférence selon les règles de l'art de la norme AFNOR NF DTU 64.1 de mars 2007 *(annexe n°1)*.
Tout projet d'installation d'assainissement non collectif doit être adapté au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi (capacité,).
Le SPANC demande la réalisation d'une étude particulière qui devra déterminer le système d'assainissement non collectif le plus adapté aux besoins du demandeur.

9.1- Dispositions pour les maisons jusqu'à 20 équivalent habitant

9.1-1 Pour les maisons individuelles

Conformément à l'arrêté du 07 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 07 mars 2012, les eaux usées domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement permettant de satisfaire la réglementation en vigueur. Un dispositif doit en règle générale comporter les ouvrages suivants :

- un dispositif de pré traitement ;
- un dispositif de traitement (épuration) ;
- un dispositif d'évacuation (par le sol ou par un rejet au milieu hydraulique superficiel).

Une dérogation à ces obligations nécessite un arrêté préfectoral. Un arrêté

ministériel modifie ou complète les conditions et les caractéristiques techniques applicables en cas d'innovation technique.

9.1-2 Pour les autres immeubles (immeubles, ensembles immobiliers, installations diverses)

L'assainissement de ces immeubles peut relever soit des techniques admises pour les maisons d'habitation individuelles soit des techniques mises en œuvre en matière d'assainissement collectif (dispositions applicables à l'article 9-2 ci-après)

9.2- Dispositions pour les maisons et les autres immeubles au-delà de 20 équivalents habitant (charge brute de DBO5 supérieure à 1,2kg/j)

L'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement précisent : les dispositifs d'assainissement non collectif doivent être dimensionnés, conçus réalisés, réhabilités, exploités comme des ensembles techniques cohérents. Ils sont conçus et implantés de façon à ce que leur fonctionnement minimise l'émission d'odeurs, de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage et de constituer une gêne pour sa tranquillité. Les caractéristiques techniques et le dimensionnement de ces ensembles doivent être adaptés aux caractéristiques des eaux collectées et au milieu récepteur des eaux rejetées après traitement (pédologie, hydrogéologie et hydrologie) et permettre d'atteindre les objectifs de qualité de la masse d'eau réceptrice des rejets.

■ Article 10 - Les objectifs environnementaux à atteindre par les installations

Les installations d'assainissement doivent :

- assurer la permanence de l'infiltration des effluents par des dispositifs d'épuration et d'évacuation par le sol,
- assurer la protection des nappes d'eau souterraine,
- répondre aux obligations de résultats en termes de rendement épuratoire et de concentration en sortie avant rejet selon les dispositions réglementaires.

Sont interdits les rejets d'effluents même traités, dans les puisards, puits perdus, puits d'infiltration, puits désaffectés, cavités naturelles ou artificielles sauf dérogation pour le puits d'infiltration

Le choix du système le plus adapté dépend :

- de la nature du sol (capacité du sol à épurer, perméabilité ...),
- de la configuration du terrain (pente, présence ou non d'eau - superficielle ou souterraine à proximité,...),

■ Article 11 – Le choix du système d'assainissement

Afin de mettre en œuvre le système d'assainissement non collectif le plus adapté au projet immobilier, le demandeur fait réaliser une étude particulière par un bureau d'études.

Le coût de cette étude est à la charge du demandeur.
L'étude portera pour le moins sur les aspects suivants :

Pour les maisons individuelles jusqu'à 20 EH : la description et l'analyse des caractéristiques du sol, sous-sol, de l'hydrogéologie, de la topographie, et de l'ensemble des paramètres permettant de déterminer la filière la plus adaptée au terrain, le plan d'exécution des ouvrages et les conditions de réalisation, le profil en long de l'installation avec cotes et niveaux.

Pour les autres immeubles jusqu'à 20 EH : idem que ci-dessus complété par les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs et le choix du mode et du lieu de rejet.

Pour les maisons individuelles et autres immeubles au-delà de 20 EH : l'étude répondra aux exigences de l'article 9-2 ci-dessus. Selon le système d'assainissement non collectif proposé un agrément ministériel peut être exigé.

CHAPITRE II - RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DU SPANC

Article 12 : Pour les installations neuves ou à réhabiliter :

12.1- Vérification préalable du projet

12.1-1 Dossier remis au propriétaire
Pour permettre la présentation des projets d'assainissement non collectif et faciliter leur examen, le SPANC établit un dossier-type destiné aux auteurs de projets constitués des documents suivants :

- un formulaire "assainissement non collectif de demande d'autorisation d'installation d'un système de collecte, de traitement et d'évacuation des eaux usées",
- le présent règlement du service public de l'assainissement non collectif,
- les liens vers les sites internet qui renseignent sur les filières autorisées par la réglementation,
- un guide d'accompagnement des usagers dans le choix de la filière,
- le coût de l'examen du projet par le SPANC.

Ce dossier-type est tenu à la disposition des personnes qui en font la demande dans les bureaux du SPANC. Il peut être adressé par courrier sur demande et être téléchargé sur le site internet du SIVOM.

12.1-2 Examen du projet par le SPANC
Le SPANC examine le projet d'assainissement dès la réception du dossier complet transmis par le propriétaire contenant toutes les pièces mentionnées à l'article 16-1.

En cas de dossier incomplet, le SPANC notifie au propriétaire ou à son mandataire la liste des pièces ou informations manquantes. L'examen du projet est différé jusqu'à leur réception par le SPANC.

L'examen du projet porte sur sa conformité aux dispositions réglementaires et son adaptation aux documents décrivant le contexte local (zonage d'assainissement, carte pédologique locale, ...) mais aussi sur la cohérence de l'étude de filière jointe au dossier.

Si des contraintes particulières le justifient (puits déclaré utilisé pour la consommation humaine, périmètre de protection de captage, caractéristiques spécifiques de l'immeuble...), une étude complémentaire justifiée pourra être demandée aux frais du propriétaire par le SPANC, nécessaire à la validation du projet, ou à sa réorientation vers d'autres solutions techniques.

12.1-3 Mise en œuvre de l'avis du SPANC

A l'issue du contrôle du projet du propriétaire, le SPANC formule un avis sur la conformité du projet au regard des prescriptions techniques réglementaires dans un rapport d'examen. Le rapport d'examen est adressé au propriétaire dans un délai qui ne peut pas excéder 15 jours à compter de la remise au SPANC du dossier complet.

En cas d'avis sur le projet "conforme" du SPANC, le propriétaire peut commencer immédiatement les travaux.

Un avis sur le projet "conforme" du SPANC peut éventuellement être assorti d'observations ou de réserves qui doivent être prises en compte au stade de l'exécution des ouvrages.

Lorsque le projet est lié à une demande d'autorisation de construire ou d'aménager, le SPANC atteste de la conformité du projet afin que le propriétaire l'intègre au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager à transmettre au service de l'urbanisme.

Si l'avis du SPANC sur le projet est non conforme, le propriétaire devra proposer un nouveau projet jusqu'à l'obtention d'un avis conforme du SPANC, et obtenir l'autorisation de réaliser ses travaux et le cas échéant, l'attestation de conformité de son projet.

La transmission du rapport d'examen rend exigible le montant de la redevance de vérification préalable du projet mentionnée à l'article 20. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 23.

12.2- Vérification de l'exécution

12.2-1 Vérification de bonne exécution des ouvrages

Le SPANC est informé par le propriétaire ou son mandataire de l'état d'avancement des travaux. Il fixe un rendez vous avec le propriétaire pour effectuer le contrôle de vérification de bonne exécution des travaux.

Le contrôle de bonne exécution a pour objet de vérifier la conformité des travaux réalisés par rapport au projet d'assainissement non collectif préalablement validé par le SPANC, ainsi que la prise en compte des éventuelles observations ou réserves formulées par le SPANC dans l'avis qu'il a remis au propriétaire (ou à son mandataire) à l'issue de l'examen de ce projet.

La vérification est effectuée au cours d'une visite du SPANC sur place, organisée selon les modalités prévues à l'article 8.
Les modifications apportées par le propriétaire ou ses prestataires, au projet d'assainissement non collectif initial devront être conformes aux prescriptions réglementaires en vigueur et ne pas engendrer de risques sanitaires et environnementaux pour être acceptées par le SPANC.

Si la visite sur place ne permet pas d'évaluer les conséquences des modifications apportées par rapport au projet initial d'ANC validé par le SPANC, celui-ci peut prescrire une étude de définition de la filière d'ANC à la charge du propriétaire selon les conditions fixées à l'article 12.1-2. Dans ce cas, le rapport de visite établi par le SPANC à l'issue de la vérification de la bonne exécution énonce notamment les justifications qui rendent nécessaire l'étude de filière.

Si les ouvrages d'assainissement non collectif ne sont pas suffisamment accessibles, le SPANC pourra demander le découvert des dispositifs afin de pouvoir exécuter un contrôle efficace.

12.2-2 Mise en œuvre et délivrance d'un rapport de visite
A l'issue de la vérification de bonne exécution, le SPANC notifie au propriétaire un rapport de visite qui comporte les conclusions de la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires. Le rapport de visite comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle.

Quelque soit la conclusion du rapport, la notification du rapport de visite rend exigible le montant de la redevance de vérification de l'exécution des travaux mentionnée à l'article 20. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 23.

En cas d'aménagements ou modifications inscrits par le SPANC dans le rapport de visite, le SPANC réalise une contre-visite à la charge du propriétaire pour vérifier la bonne exécution de ces travaux. La contre-visite est effectuée lorsque le SPANC est prévenu par le propriétaire de l'achèvement des travaux selon les modalités prévues à l'article 16.2.

La contre-visite fera l'objet d'un rapport de visite spécifique transmis par le SPANC au propriétaire dont la notification à ce dernier rend exigible le paiement de la redevance dues au titre de cette contre-visite. Le rapport de visite comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle.

■ Article 13 : Pour les installations d'ANC existantes

13.1- Le contrôle périodique par le SPANC :
Le contrôle des installations existantes est effectué périodiquement lors d'une visite sur place organisée dans les conditions prévues à l'article 8. Le SPANC précise dans l'avis préalable de visite les documents relatifs à l'installation d'assainissement non collectif que le propriétaire ou son représentant doit communiquer lors de la visite, s'ils sont en sa possession.
Les opérations réalisées par le SPANC dans le cadre du contrôle périodique sont celles qui sont définies par la réglementation. Si le propriétaire ou son représentant en formule la

demande au cours du contrôle, le SPANC lui communique immédiatement le texte réglementaire applicable.
Dans le cas des installations d'assainissement non collectif qui ne fonctionnent pas de manière entièrement gravitaire ou qui comportent des dispositifs d'épuration autres que le traitement par le sol, la vérification de l'état de fonctionnement effectuée lors du contrôle périodique consiste à examiner visuellement l'état général des ouvrages et des équipements et à s'assurer qu'ils sont en état de marche apparent. Cette vérification ne comprend pas les diagnostics des organes mécaniques, électriques, électroniques et pneumatiques. Les diagnostics correspondants, qui doivent être réalisés aux fréquences prescrites par l'installateur ou le constructeur pour éviter l'arrêt des installations d'assainissement non collectif en cas de panne, font partie des opérations d'entretien.
Si les ouvrages d'assainissement non collectif ne sont pas suffisamment accessibles, le SPANC pourra demander le découvert des dispositifs afin d'exécuter un contrôle périodique efficace qui donnera lieu à une nouvelle visite du SPANC après découvert.

Dans le cas des installations d'assainissement non collectif avec rejet en milieu hydraulique superficiel, l'agent du SPANC procède à un examen visuel et olfactif de ce rejet. Si le résultat de cet examen paraît anormal par rapport au rejet d'une installation en bon état de fonctionnement et si l'installation se situe dans une zone sensible, le SPANC alerte le maire de la commune ou des services de protection des cours d'eau, de la situation et du risque de pollution.

A l'issue du contrôle périodique, le SPANC notifie au propriétaire un rapport de visite dans lequel il consigne les points contrôlés au cours de la visite et qui évalue les dangers pour la santé, les risques de pollution de l'environnement et la conformité réglementaire de l'installation.
Ce même rapport de visite contient le cas échéant, la liste des travaux obligatoires par ordre de priorité pour supprimer les dangers et risques identifiés, ainsi que les délais impartis à la réalisation de ces travaux. Il peut également recommander d'autres travaux, relatifs notamment à l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications. Le rapport de visite comprend obligatoirement le prénom, le nom et la qualité de la personne habilitée pour approuver le document ainsi que sa signature et la date de réalisation du contrôle.

La fréquence de contrôle qui sera appliquée à l'installation est précisée dans le rapport de visite
La notification du rapport de visite établi par le SPANC rend exigible le montant de la redevance de vérification du fonctionnement et de l'entretien mentionnée à l'article 21. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 23.

Lorsque le rapport de visite prescrit des travaux obligatoires à la charge du propriétaire, le SPANC réalise sur demande du propriétaire, avant le délai imparti, un examen

préalable à la conception, conformément à l'article 12.1, puis une contre-visite pour vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis conformément à l'article 12.2-1, après avoir été prévenu selon les modalités prévues à l'article 16.2. La contre-visite fera l'objet d'un rapport de visite spécifique notifié par le SPANC au propriétaire qui comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle. Cette notification rend exigible le montant de la redevance de contre-visite mentionnée à l'article 20. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 23.

Dans le cas d'un premier contrôle périodique concernant un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif dont le projet et la bonne exécution des travaux n'ont pas été antérieurement soumis au contrôle du SPANC, celui-ci effectue à postériori les vérifications définies à l'article 12.2-1 du présent règlement qui font partie, dans ce cas particulier, du premier contrôle périodique.

La contre-visite fera l'objet d'un rapport de visite spécifique transmis par le SPANC au propriétaire qui comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle et dont la notification à ce dernier rend exigible le paiement de la redevance due au titre de cette contre-visite.

13.2- Périodicité du contrôle

Le contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif est réalisé tous **les 6 ans.**

L'intervalle entre deux contrôles est décompté à partir de la date du dernier contrôle effectué par le SPANC, qu'il s'agisse d'une vérification de l'exécution des travaux (dans le cas d'une installation neuve ou réhabilitée), du précédent contrôle périodique, d'une contre-visite d'un contrôle exceptionnel, ou d'un contrôle réalisé pour les besoins d'une vente de l'immeuble à usage d'habitation.

Un contrôle exceptionnel peut être réalisé par le SPANC, avant la date normale du prochain contrôle périodique, dans les deux cas suivants :

- lorsque le SPANC reçoit des plaintes écrites pour nuisances causées par une installation ;
- sur demande du maire au titre de son pouvoir de police.

Si ce contrôle ne révèle ni défaut, ni risque pour l'environnement et la santé de personnes, il ne sera pas facturé au propriétaire.

■ Article 14 : Contrôle par le SPANC au moment des ventes

Au moment de la vente d'un immeuble, le SPANC peut être contacté par le vendeur pour effectuer un contrôle de l'installation existante. Le SPANC adresse au demandeur l'une des réponses suivantes :

Cas 1 - Lorsque le SPANC possède un rapport de visite de l'installation concernée dont la durée de validité n'est pas expirée (moins de 3 ans à compter de la date de la visite), il transmet, sauf exception mentionnée ci-dessous, une copie de ce rapport au demandeur, et seuls les frais d'envoi et/ou de reproduction du rapport de visite seront à la charge de celui-ci conformément à la réglementation applicable à la communication de documents administratifs.

Cas 2 – Lorsqu'il n'existe pas de rapport de visite en cours de validité ou à la demande expresse du vendeur ou de son mandataire, le SPANC contacte le demandeur pour organiser le contrôle.

Hors vente d'un immeuble, le SPANC peut réaliser un contrôle de l'installation à la demande et aux frais du propriétaire ou de son mandataire. Dans tous les cas, le SPANC propose une date de visite pouvant avoir lieu dans un délai inférieur à 30 jours qui suivent la date de la demande enregistrée au SIVOM.
Les opérations de contrôle réalisées par le SPANC lors de cette visite sont celles qui sont prévues dans le cadre du contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif, définies par l'article 13 du présent règlement. Le coût du contrôle est à la charge du propriétaire vendeur.

Le SPANC peut réaliser un contrôle d'installation d'assainissement non collectif, préalablement à la vente d'un immeuble, pour le compte de propriétaires ou mandataires résidant à l'étranger si ces derniers présentent la demande au SPANC par un notaire ou une agence immobilière établie en France.

Article 15 : Contrôle de l'entretien par le SPANC

Le SPANC vérifie la bonne réalisation des opérations d'entretien et de vidange par le propriétaire ou usager concerné sur la base :

- des bordereaux de suivi des matières de vidange délivrés par les vidangeurs au moment de la prestation d'entretien,
- de documents attestant le bon entretien régulier de l'installation.

Le SPANC vérifie ces documents :

- au moment du contrôle sur site,
- entre deux visites sur site après transmission par le propriétaire des copies des documents.

CHAPITRE III - RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE

Article 16 : Pour les installations neuves ou à réhabiliter

16.1- Vérification préalable du projet

Tout propriétaire immobilier qui équipe, modifie ou réhabilite une installation d'assainissement non collectif est responsable de sa conception et de son implantation. Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eaux usées collectées et traitées par une installation d'assainissement non collectif existante.

Le propriétaire soumet au SPANC son projet d'assainissement non collectif conformément à l'article 9. Ce projet doit être en cohérence avec :

- les prescriptions techniques réglementaires en vigueur ;
- les règles d'urbanisme nationales et locales ;
- les réglementations spécifiques telles que les arrêtés préfectoraux définissant les mesures de protection des captages d'eau potable ;
- les zonages d'assainissement approuvés ;
- le présent règlement de service.

Pour permettre l'examen de son projet, le propriétaire retire auprès du SPANC le dossier mentionné à l'article 12-1 1. Puis il remet au SPANC, en 2 exemplaires, son dossier de demande d'autorisation d'installation d'un système de collecte, de traitement et d'évacuation des eaux usées dont l'étude particulière réalisée par un bureau d'études. Il appartient au propriétaire de compléter les documents demandés, en faisant appel à un ou plusieurs prestataire(s) s'il le juge utile. Le propriétaire peut également consulter en mairie ou dans les bureaux du SPANC les documents administratifs dont il aurait besoin (zonage d'assainissement, documents d'urbanisme, guides techniques, règlement de service du SPANC...).

Le propriétaire doit fournir au SPANC les compléments d'information et études demandés en application de l'article 12 1-2.

Le propriétaire ne doit pas commencer l'exécution des travaux avant d'avoir reçu un avis conforme du SPANC sur son projet d'ANC, dans les conditions prévues à l'article 12-1-3.

16.2- Vérification de l'exécution des travaux

Le propriétaire, qui a obtenu un avis conforme du SPANC sur un projet d'assainissement non collectif reste responsable de la réalisation des travaux correspondants. S'il ne réalise pas lui-même ces travaux, il choisit librement l'organisme ou l'entreprise qui l'chargé de les exécuter.

Le propriétaire doit informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux par tout moyen qu'il jugera utile (téléphone, courrier, courriel...), afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution avant remblai, par une visite sur place effectuée dans les conditions prévues à l'article 8.

Si les travaux ne sont pas achevés à la date de la visite du SPANC, le propriétaire doit en informer le SPANC pour éviter tout déplacement inutile.

Le propriétaire ne peut pas faire remblayer les dispositifs tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation exceptionnelle du SPANC. Si les installations ne sont pas visibles au moment de la visite du SPANC, le propriétaire doit les faire découvrir à ses frais.

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC, tout document nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles (factures, plans...).

Article 17 : Pour les installations existantes

17.1- Responsabilités et obligations du propriétaire et/ou de l'occupant de l'immeuble

Il est interdit de déverser dans une installation d'assainissement non collectif tout corps solide, liquide ou gazeux, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement des dispositifs de prétraitement, traitement et infiltration. Seules les eaux usées domestiques ou assimilées, définies à l'article 3, sont admises dans ce type d'installation, à l'exclusion des fluides ou déchets mentionnés à l'article 6.

Les propriétaires et, le cas échéant, les locataires, en fonction des obligations mises à leur charge par le contrat de location, doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le bon fonctionnement, l'entretien, la vidange, l'accessibilité et la pérennité de l'installation d'assainissement non collectif conformément aux dispositions de l'article 18.

Toute modification des dispositifs existants est soumise à un contrôle réalisé par le SPANC, qui comprend la vérification du projet dans les conditions de l'article 12.1-2 et la vérification de l'exécution des travaux dans les conditions de l'article 12.2-1. Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC tout document concernant directement ou indirectement le système d'assainissement non collectif (plan, factures, rapport de visite...) nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles.

17.2- Responsabilités et obligations du vendeur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation

Si l'installation d'assainissement non collectif n'a jamais été contrôlée par le SPANC ou si le propriétaire ne possède pas de rapport de visite du SPANC encore en cours de validité, ce propriétaire ou son mandataire devra prendre contact avec le SPANC afin de l'informer de la vente du bien et de la demande du rapport de visite qui doit être joint au dossier de diagnostic technique rendu obligatoire par le code de la construction et de l'habitation.

Les installations d'assainissement non collectif des immeubles à usage autre que l'habitation ne sont pas soumises au contrôle mentionné au présent article lorsque ces immeubles sont mis en vente.

17.3- Responsabilités et obligations de l'acquéreur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation

Lorsque les travaux obligatoires mentionnés dans le rapport de visite sont à la charge de l'acquéreur celui-ci les réalise dans le délai maximum d'un an après l'acte de vente. Avant le fin de ce délai il en informe le SPANC selon les modalités prévues à l'article 16.2. Les travaux ne peuvent avoir lieu qu'après un avis conforme du SPANC sur le projet d'assainissement non collectif présenté par l'acquéreur.

La visite de contrôle fera l'objet d'un rapport de visite spécifique mentionnant obligatoirement la date de la visite, notifié par le SPANC à l'acquéreur dont la notification rend exigible le montant de la redevance de contre-visite mentionnée à l'article 20. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 23.

Article 18 : Entretien et vidange des installations d'ANC

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des personnes agréées par le préfet, de manière à maintenir :

- leur bon fonctionnement et leur bon état,
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux,
- l'accumulation normale des boues.

Notamment, la périodicité de vidange d'une fosse septique doit être adaptée à la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange.

Le propriétaire, ou le cas échéant le locataire, qui ne connaît pas la réglementation applicable à l'entretien et à la vidange de son installation d'ANC, ou qui ne possède plus la notice du fabricant ou le guide d'utilisation obligatoire dans le cas d'une installation agréée par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, doit contacter le SPANC pour bénéficier du maximum d'informations disponibles, et commercialement fiables.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

CHAPITRE IV - REDEVANCES ET PAIEMENTS

Article 19 : Principes applicables aux redevances d'ANC

En dehors d'éventuelles subventions qui peuvent lui être attribuées par l'Etat, l'agence de l'eau ou certaines collectivités, le SPANC est financé uniquement par des redevances versées par tous usagers en contrepartie des prestations fournies (service public à caractère industriel et commercial). Les contrôles réalisés par le SPANC constituent des prestations qui permettent aux usagers mentionnés à l'article 3 d'être en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires applicables en matière d'assainissement non collectif.

Les redevances d'assainissement non collectif doivent assurer l'équilibre du budget du SPANC. Elles sont exclusivement destinées à financer les charges de ce service.

Article 20 : Types de redevances, et personnes redevables

Le SPANC perçoit les redevances suivantes :

- Redevance pour le diagnostic initial des installations existantes,
- Redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes,
- Redevance pour le contrôle de fonctionnement à l'occasion de la cession d'un immeuble. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble. Dans le cas de la cession, il s'agit du propriétaire vendeur comme l'indique l'article L271-4 du code de la construction et de l'habitation ou de son mandataire,
- Redevance pour le contrôle de la conception et la réalisation des installations neuves. Pour toutes les installations neuves le service d'assainissement non collectif instruit les dossiers de demandes d'installation et suit l'exécution des travaux par des interventions sur le terrain. Le redevable est le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui présente au SPANC le projet. Elle est exigible après l'exécution des prestations.
- Redevance de contre visite : Il s'agit de l'examen préalable de la conception suivi de la vérification de l'exécution des travaux obligatoires prescrits par le SPANC à la suite d'un contrôle périodique. Le redevable de la redevance de contre-visite est le propriétaire de l'immeuble, ou le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif.

Outre les redevances mentionnées ci-dessus, le SPANC peut aussi percevoir :

- le remboursement du coût des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation d'ANC, déterminé selon les modalités fixées par une convention conclue entre le propriétaire et le SPANC, en tenant compte des subventions éventuellement perçues par le SPANC pour ces travaux ;
- la part destinée à couvrir un déplacement inutile du fait de l'absence du propriétaire ou de son mandataire alors même qu'un rendez vous avait été formalisé selon les dispositions réglementaires. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble ;
- le remboursement des frais de prélèvement et d'analyses sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la réglementation. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble.

Article 21 : Institution et montant des redevances d'ANC

Conformément à l'article L2224-12-2 du code général des collectivités territoriales, le tarif des redevances mentionnées à l'article 25 du présent règlement est fixé par des délibérations du conseil syndical du SIVOM de la région Mulhousienne.

Article 22 : Information des usagers sur le montant des redevances

Les tarifs des redevances mentionnés à l'article 25 du présent règlement sont communiqués à tout usager du SPANC qui en fait la demande. En outre, tout avis préalable de visite envoyé avant un contrôle mentionne le montant qui sera facturé par le SPANC au titre de ce contrôle.

Article 23 : Recouvrement des redevances d'assainissement non collectif - Mentions obligatoires sur les factures

Toute facture (ou titre de recettes) relative aux redevances d'assainissement non collectif indique obligatoirement :

- l'objet de la redevance (ou des redevances) dont le paiement est demandé ;
- le montant de chacune des redevances, correspondant au tarif en vigueur au moment de l'intervention du SPANC (prix unique et forfaitaire hors taxe) ;
- le montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant TTC ;
- la date limite de paiement de la facture (ou du titre de recettes), ainsi que les conditions de son règlement ;
- l'identification du SPANC, ses coordonnées (adresse, téléphone, télécopie) et ses jours et heures d'ouverture ;
- nom, prénom et qualité du redevable ;
- coordonnées comptable du service de recouvrement.

CHAPITRE V - SANCTIONS, VOIES DE RECOURS ET DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DU RÈGLEMENT

Article 24 : Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, ou de dysfonctionnement grave de l'installation existante

Conformément à l'article 4 du présent règlement, tout immeuble doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation et maintenue en bon état de fonctionnement. L'absence d'installation d'assainissement non collectif ou le mauvais état de fonctionnement de cette dernière, expose le propriétaire de l'immeuble au paiement de la pénalité dont le montant est équivalent à la redevance de contrôle (article L1331-8 du code de la santé publique). Le SPANC prescrit des travaux obligatoires à réaliser dans un délai imparti. Lorsque ces travaux ne sont pas réalisés dans ce délai, le propriétaire est soumis chaque année au versement de ladite pénalité jusqu'à la réalisation desdits travaux.

Article 25 : Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle

L'usager est prévenu par l'envoi d'un avis préalable d'intervention dans un délai raisonnable. En cas d'absence du propriétaire ou de son représentant ou en cas d'interdiction d'accéder aux installations le SIVOM propose par un avis en recommandé une nouvelle date et heure de visite. En cas d'une 2ème absence du propriétaire ou de son représentant ou en cas d'une 2ème interdiction d'accéder aux installations, le propriétaire reste astreint au versement de la redevance d'assainissement non collectif majorée dans la limite de 100%.

En cas de report abusif des rendez vous fixés par le service à compter du 4ème report, le propriétaire reste astreint au versement de la redevance d'assainissement non collectif majorée dans la limite de 100%.

La visite des installations reste due pour l'année considérée facturée au tarif applicable.

Article 26 : Modalités de règlement des litiges

26.1- Modalités de règlement amiable interne

Toute réclamation concernant le montant d'une facture, ainsi que toute demande de remboursement d'une somme qu'un usager estime avoir indûment versée, doit être envoyée par écrit au SPANC à l'adresse indiquée sur la facture, accompagnée de toutes les justifications utiles. La réclamation ne suspend pas l'obligation de paiement. Le SPANC est tenu de produire une réponse écrite et motivée à toute réclamation ou demande de remboursement présentée dans ces conditions, dans un délai maximal d'un mois.

L'usager peut effectuer par simple courrier une réclamation sur tout autre sujet.

Le SPANC est tenu d'effectuer une réponse écrite et motivée dans un délai de 1 mois.
En cas de désaccord avec la réponse effectuée par le SPANC dans le cadre d'une contestation, ou avec une sanction ou une pénalité appliquée par le SPANC, le propriétaire ou usager concerné peut adresser un recours auprès du Président du SIVOM par simple courrier adressé en recommandé avec AR dans les 2 mois suivant la notification de la décision contestée. Cette demande de réexamen du dossier doit être justifiée par des arguments factuels et juridiques, et accompagnée de la décision contestée.

Le Président du SIVOM dispose d'un délai d'1 mois à réception du courrier pour :

- répondre favorablement au réexamen du dossier. Dans ce cas la décision sera transmise au demandeur dans un délai de 2 mois.

Ou

- rejeter la demande de réexamen du dossier sur la base d'arguments juridiques ou factuels.

26.2- Voies de recours externe

Les modes de règlement amiables des litiges susmentionnés sont facultatifs. L'usager peut donc à tout moment saisir les tribunaux compétents. Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibérations, règlement de service, etc.) relève de la compétence exclusive du tribunal administratif. Les litiges individuels entre propriétaires ou usagers concernés, et SPANC relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

■ Article 27 : Modalités de communication du règlement

Le présent règlement est communiqué aux propriétaires concernés en même temps que l'avis préalable de visite prévu par l'article 6, ainsi que dans le dossier retiré par le pétitionnaire ou son mandataire en application de l'article 12.1-1 en cas d'examen par le SPANC d'un projet d'installation d'ANC.
En outre le présent règlement est également tenu à la disposition des propriétaires et occupants des immeubles localisés sur le territoire indiqué à l'article 2, qui peuvent à tout moment le demander au SPANC.

■ Article 28 : Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par l'assemblée délibérante compétente. Le règlement transmis aux propriétaires comme indiqué à l'article précédent est mis à jour après chaque modification.

■ Article 29 : Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entre en vigueur à compter du 1er avril 2013.

Tout règlement de service antérieur, concernant l'assainissement non collectif, est abrogé à compter de la même date

■ Article 30 : Exécution du règlement

Le Maire de la commune concernée, le Président de l'établissement public compétent, les agents du service public d'assainissement non collectif et le trésorier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Approuvé par le comité syndical du SIVOM de la région Mulhousienne lors de sa séance du 27 mars 2013.

ANNEXE 1 – DÉFINITIONS ET VOCABULAIRES

Assainissement non collectif ou assainissement individuel ou assainissement autonome ou encore ANC : le présent règlement entend par "assainissement non collectif", c'est-à-dire l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles, non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées. Une installation d'ANC pourra, le cas échéant, recevoir les eaux usées domestiques de plusieurs immeubles.

Immeuble : Dans le présent règlement, le mot immeuble est un terme générique qui désigne indifféremment toute construction utilisée pour l'habitation, qu'elle soit temporaire (mobil home, caravanes,...) ou permanente (maisons, immeuble collectif,...), y compris les bureaux et les locaux attachés à d'autres usages que l'habitat (industriel, commercial et artisanal) non soumis au régime des installations classés pour la protection de l'environnement (ICPE), produisant des eaux usées domestiques ou assimilées.

Logement individuel : Logement destiné à l'habitat d'une seule famille (il peut s'agir d'un immeuble individuel ou d'un logement à l'intérieur d'un immeuble collectif).

Eaux usées domestiques ou assimilées : Elles comprennent l'ensemble des eaux usées domestiques ou assimilées, définies par l'article R.214-5 du Code de l'Environnement, produites dans un immeuble, dont notamment les eaux ménagères ou eaux grises (provenant des cuisines, salles d'eau, ...) et les eaux vannes ou eaux noires (provenant des WC).

Usager du SPANC : Toute personne, physique ou morale, qui bénéficie d'une intervention du SPANC, est un usager du SPANC. Dans le cas général, les usagers du SPANC sont les propriétaires des immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif, car l'obligation de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des installations incombe à ces propriétaires en application des dispositions du code de la santé publique relatives à l'assainissement non collectif (article L1331-1-1 notamment). Les occupants des immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif sont aussi des usagers du SPANC lorsqu'ils demandent à celui-ci de réaliser des opérations d'entretien de l'installation ou de traitement des matières de vidange. Par ailleurs, le SPANC peut fournir des renseignements de nature technique, administrative ou juridique sur l'assainissement non collectif à des personnes qui ne font pas partie des propriétaires ou occupants mentionnés ci-dessus.

Immeuble abandonné : Est considéré comme « abandonné » tout immeuble d'habitation qui ne répond pas aux règles d'habitabilité fixées par le règlement sanitaire départemental, donc non entretenu, et qui est sans occupant à titre habituel.

Etude particulière « Etude de filière : Etude réalisée à l'échelle de la parcelle afin de justifier le choix de la filière d'assainissement non collectif à mettre en œuvre à partir des caractéristiques pédologiques du terrain d'implantation, d'une évaluation de la production d'eaux usées de l'immeuble, et du contexte environnemental.

Etude de sol : Analyse pédologique qui permet d'apprécier le sol et son aptitude à épurer ou à infiltrer. Cette étude permet de déterminer les caractéristiques texturales du sol, de détecter les traces hydromorphiques, de connaître le niveau et la nature du substratum rocheux, lorsque ce dernier se situe à moins de 2 m de profondeur.

Service public d'assainissement non collectif (SPANC) : Service public organisé par une collectivité (commune ou groupement de communes) dotée de la compétence d'assainissement non collectif et qui assure les missions définies par la loi : contrôles des installations d'assainissement non collectif et, le cas échéant, entretien, réalisation et /ou réhabilitation d'installations, et traitement des matières de vidange. Le SPANC a également pour rôle d'informer les usagers sur la réglementation en vigueur, sur les différentes filières d'assainissement non collectif réglementaires, ainsi que sur le fonctionnement et l'entretien des installations. Toutefois le SPANC ne réalise ni étude particulière (étude de filière), ni étude de sol, il n'assure pas de mission de maîtrise d'œuvre et il ne peut pas être chargé du choix de la filière (sauf dans le cadre d'une convention avec le propriétaire confiant au SPANC l'organisation et le suivi des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif)
La mission d'information assurée par le SPANC consiste uniquement en des explications sur l'application de la réglementation et sur les risques et dangers que peuvent présenter les installations d'assainissement non collectif pour la santé publique et pour l'environnement, ainsi qu'en la fourniture de renseignements simples et de documents aux usagers.

Rapport de visite : Document établi par le SPANC à la suite d'une intervention de contrôle sur site permettant d'examiner une installation d'assainissement non collectif et/ou son environnement. Le contenu minimal du rapport de visite est défini par la réglementation.
Dans le cas des installations existantes, il énumère les observations réalisées par le SPANC au cours de la visite ainsi que les conclusions résultant de ces observations, notamment en ce qui concerne l'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement. Il peut également contenir une liste de travaux obligatoires classés le cas échéant par ordre de priorité et des recommandations à l'adresse du propriétaire sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de modifier certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

Dans le cas des installations neuves ou réhabilitées, il énumère les observations formulées par le SPANC sur le choix de la filière, sur le respect des prescriptions techniques règlementaires, sur d'éventuelles anomalies de réalisation par rapport au

projet approuvé par le SPANC et sur d'éventuels dysfonctionnements susceptibles d'engendrer des risques environnementaux, des dangers sanitaires ou des nuisances pour le voisinage.

Dans tous les cas, le rapport de visite indique obligatoirement :

a) la date de la visite correspondante, le nom, prénom et fonction de la personne ayant réalisé le contrôle ;
b) la date prévisionnelle de la prochaine visite effectuée par le SPANC dans le cadre du contrôle périodique de l'installation : en fonction de la périodicité de contrôle votée par la collectivité, les conclusions du contrôle sur la conformité de l'installation. Préciser le délai de validité du document ;
c) les observations réalisées par le SPANC lors de la visite du système d'assainissement et l'évaluation de l'installation au vu des dangers pour la santé des personnes et risques avérés de pollution environnementaux ;
d) le projet d'arrêté précise qu'il est obligatoire d'indiquer : les recommandations sur l'accessibilité, l'entretien et les modifications à apporter sur l'installation ;
e) la liste des points contrôlés ;
f) la liste des travaux, le cas échéant.

Zonage d'assainissement : Elaboré par la collectivité compétente en matière d'assainissement ou d'urbanisme, le zonage définit les zones qui relèvent de l'assainissement collectif, dans lesquelles les habitations sont ou seront raccordées à terme au réseau public de collecte des eaux usées, et les zones qui relèvent de l'assainissement non collectif, où le propriétaire d'un immeuble a l'obligation de traiter les eaux usées de son habitation. Ce document est consultable en mairie ou dans les locaux du SPANC.

Norme AFNOR NF DTU 64.1 de mars 2007 :
Une norme est un document de référence. La norme diffère d'une réglementation nationale. Elle n'est pas imposée par les pouvoirs publics, mais elle permet d'atteindre un niveau de qualité et de sécurité reconnu et approuvé dans le cadre de l'organisme de normalisation.
En l'occurrence, il s'agit d'une norme élaborée dans le cadre de l'AFNOR qui assure la coordination de l'ensemble de la normalisation en France. Il s'agit aussi d'un document technique unifié (DTU), c'est-à-dire un recueil de dispositions techniques recommandées pour la construction d'ouvrages. Cependant, le DTU ne suffit pas à décrire l'ensemble des caractéristiques d'un projet à réaliser par un fournisseur et/ou une entreprise. Il appartient au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre d'inclure dans chaque projet les compléments et/ou dérogations nécessaires par rapport à ce qui est spécifié dans le DTU.
La norme a pour objet de préciser les règles de l'art relatives à certains ouvrages de traitement des eaux usées domestiques de maisons d'habitation individuelle jusqu'à

10 pièces principales tels que définis par la réglementation en vigueur. Elle concerne les caractéristiques et la mise en œuvre des équipements de prétraitement préfabriqués d'une part, des dispositifs assurant le traitement par le sol en place ou reconstitué, avec infiltration ou évacuation des eaux usées domestiques traitées d'autre part.
La norme AFNOR NF DTU 64.1 de mars 2007 n'est pas un document public. Elle peut être acquise auprès de l'AFNOR. En fait, elle n'est utile qu'en cas de construction ou de réhabilitation d'ouvrages d'ANC avec traitement traditionnel par le sol en place ou reconstitué.

Équivalent habitant : en terme simple, il s'agit d'une unité de mesure permettant d'évaluer la capacité d'un système d'épuration, basée sur la quantité de pollution émise par personne et par jour.
Selon l'article 2 de la Directive "eaux résiduaires urbaines" du 21/05/1991, l'équivalent habitant est "la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en 5 jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour".

ANNEXE 2 – RÉFÉRENCES DES TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES

Textes réglementaires applicables aux dispositifs d'assainissement non collectif
Arrêtés interministériels du 07 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg/j de DBO5, et du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.
Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 décembre 2010 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.
Arrêté du 22 juin 2007 relative aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5.
Décret du 28 février 2012 relatif aux corrections à apporter à la réforme des autorisations d'urbanisme.

Code de la Santé Publique

Article L.1311-2 : fondement légal des arrêtés préfectoraux ou municipaux pouvant être pris en matière de protection de la santé publique,

Article L.1312-1 : constatation des infractions pénales aux dispositions des arrêtés pris en application de l'article L.1311-2,

Article L.1312-2 : délit d'obstacle au constat des infractions pénales par les agents du ministère de la santé ou des collectivités territoriales.

Article L.1331-1 : obligation pour les immeubles d'être équipés d'un ANC quand non raccordés à un réseau de collecte public des eaux usées,

Article L.1331-1-1 : immeubles tenus d'être équipés d'une installation d'assainissement non collectif,

Article L1331-5 : mise hors services des fosses des raccordement au réseau public de collecte,

Article L.1331-8 : pénalité financière applicable aux propriétaires d'immeubles non équipés d'une installation autonome, alors que l'immeuble n'est pas raccordé au réseau public, ou dont l'installation n'est pas régulièrement entretenue ou en bon état de fonctionnement ou encore pour refus d'accès des agents du SPANC aux propriétés privées,

Article L.1331-11 : accès des agents du SPANC aux propriétés privées,

Article L1331-11-1 : ventes des immeubles à usage d'habitation et contrôle de l'ANC.

Code Général des Collectivités Territoriales

Article L.2224-8 : mission de contrôle obligatoire en matière d'assainissement non collectif.

Article L.2212-2 : pouvoir de police général du maire pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique.

Article L.2212-4 : pouvoir de police général du maire en cas d'urgence.

Article L.2215-1 : pouvoir de police générale du Préfet.

Article L.2224-12 : règlement de service.

Article R.2224-19 : concernant les redevances d'assainissement.

Code de la Construction et de l'Habitation

Article L.152-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions réglementaires applicables aux installations d'assainissement non collectif des bâtiments d'habitation.

Article L.152-2 à L.152-10 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement autonome d'un bâtiment d'habitation, lorsque celui-ci n'est pas raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, ou de travaux concernant cette installation, réalisés en violation des prescriptions techniques prévues par la réglementation en vigueur.

Article L.271-4 : dossier de diagnostic technique au moment des ventes d'immeubles.

Code de l'Urbanisme

Articles L.160-4 et L.480-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions pris en application du Code de l'urbanisme, qui concerne les installations d'assainissement non collectif.

Articles L.160-1, L.480-1 à L.480-9 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif en violation des règles d'urbanisme ou de travaux réalisés en méconnaissance des règles de ce code.

Code de l'Environnement

Article L.432-2 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau portant atteinte à la faune piscicole.

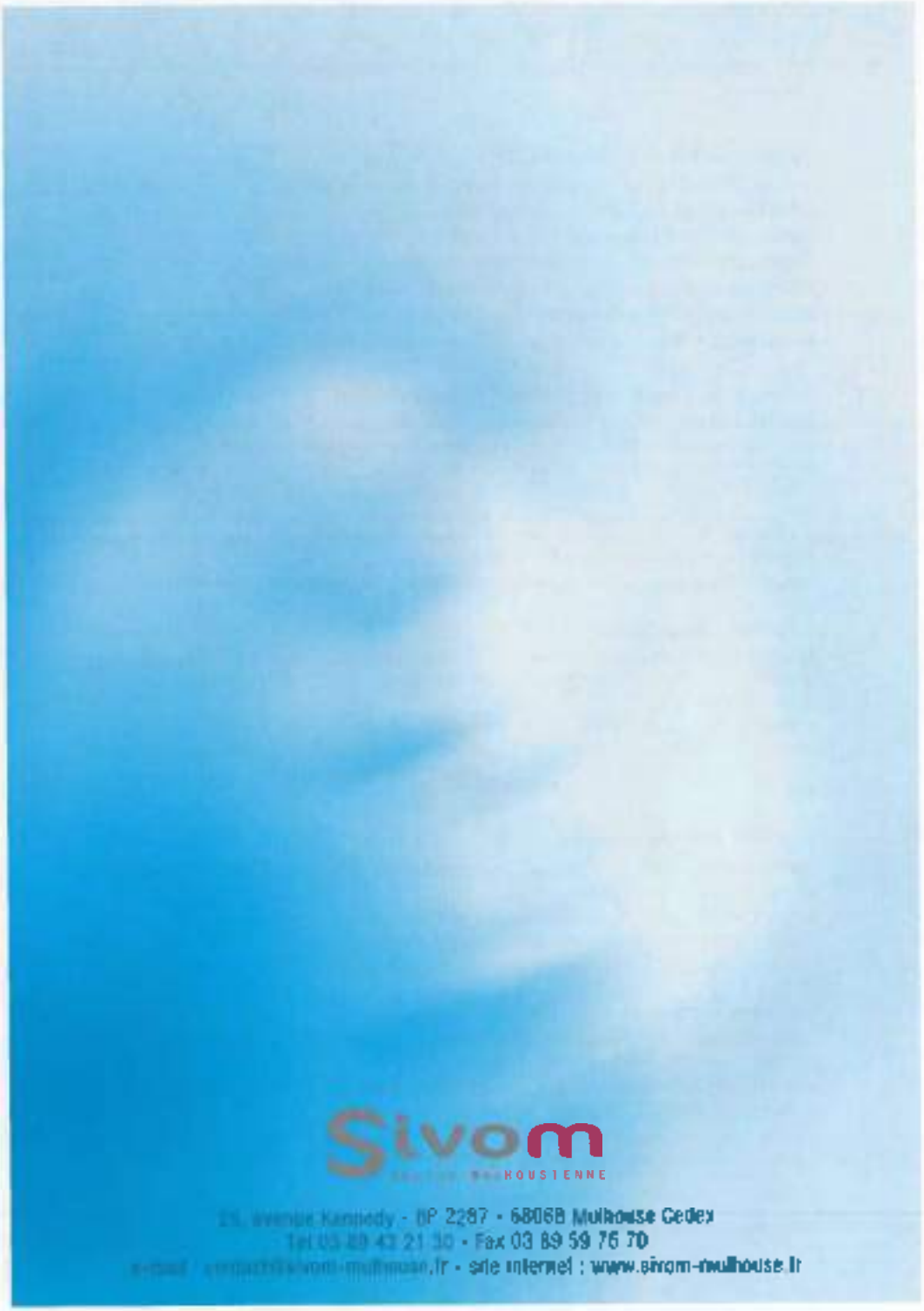
Article L.437-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions de l'article L.432-2.

Article L.216-6 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau n'entraînant pas de dommages prévus par les deux articles précédents.

Textes non codifiés

Arrêté ministériel du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées.

Arrêté du 19 juillet 1960 modifié le 14 mars 1986 relatif au raccordement des immeubles au réseau de collecte public des eaux usées.



Sivom
SOUSTENNE

25, avenue Kennedy - BP 2287 - 68068 Mulhouse Cedex
Tel 03 89 43 21 30 - Fax 03 89 59 75 70
e-mail : contact@sivom-mulhouse.fr - site internet : www.sivom-mulhouse.fr

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DU SIVOM DE LA REGION MULHOUSIENNE

Sivom
RÉGION

Règlement du Service public de l'assainissement collectif



sommaire

sommaire

SOMMAIRE p. 2-3

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES p. 4-6

Article 1 - Objet du règlement
Article 2 - Autres prescriptions
Article 3 - Catégories des eaux admises au déversement
Article 4 - Définition du branchement
Article 5 - Modalités générales d'établissement du branchement
Article 6 - Déversements interdits
Article 7 - Contrôle de la bonne exécution des travaux de réalisation de la partie privée des branchements

CHAPITRE II : DISPOSITIONS FINANCIERES p. 6-9

Article 8 - Tarif assainissement
Article 9 - Travaux de branchement
Article 10 - Redevance d'assainissement collectif
Article 11 - Participation pour raccordement à l'égout
Article 12 - Participation pour enquête de conformité de la bonne exécution des travaux de réalisation de la partie privée des branchements

CHAPITRE III : LES EAUX USEES DOMESTIQUES p. 9-12

Article 13 - Définition
Article 14 - Obligation de raccordement
Article 15 - Demande de branchement - Autorisation de déversement ordinaire
Article 16 - Modalités particulières de réalisation des branchements
Article 17 - Caractéristiques techniques des branchements "eaux usées domestiques"
Article 18 - Surveillance, entretien, réparations, renouvellement de la partie des branchements situés sous le domaine public
Article 19 - Conditions de suppression ou de modification des branchements



CHAPITRE IV : LES EAUX USEES NON DOMESTIQUES p. 12-15
Article 20 - Définition des eaux usées non domestiques
Article 21 - Conditions de raccordement pour le déversement des eaux usées non domestiques
Article 22 - Demande d'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques
Article 23 - Caractéristiques des branchements eaux usées non domestiques
Article 24 - Prélèvements et contrôle des eaux usées non domestiques
Article 25 - Installations de prétraitement

CHAPITRE V : LES EAUX PLUVIALES p. 15-17
Article 26 - Définition des eaux pluviales et de ruissellement superficielles
Article 27 - Prescriptions communes eaux usées domestiques - Eaux de surface
Article 28 - Caractéristiques de raccordement des eaux pluviales
28.1 - Principe
28.2 – Dispositions de gestion à la parcelle
28.3 – Demande de branchement
28.4 - Conditions d'admissibilités des eaux pluviales

CHAPITRE VI : LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES p. 17-21
Article 29 - Dispositions générales
Article 30 - Raccordement entre domaine public et domaine privé
Article 31 - Suppression des anciennes installations, anciennes fosses, anciens cabinets d'aisance
Article 32 - Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eaux usées
Article 33 - Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux
Article 34 - Pose de siphons
Article 35 - Toilettes
Article 36 - Colonnes de chutes d'eaux usées
Article 37 - Broyeurs d'évier
Article 38 - Descente des gouttières
Article 39 - Cas particulier d'un système unitaire ou pseudo séparatif
Article 40 - Réparations et renouvellement des installations intérieures
Article 41 - Mise en conformité des installations intérieures

CHAPITRE VII : CONTRÔLE DES RESEAUX PRIVES p. 21
Article 42 - Dispositions générales pour les réseaux privés

CHAPITRE VIII : INFRACTIONS ET SANCTIONS p. 21
Article 43 - Infractions et poursuites
Article 44 - Voies de recours des usagers
Article 45 - Mesures de sauvegarde

CHAPITRE IX : DISPOSITIONS D'APPLICATION p. 22
Article 46 - Date d'application
Article 47 - Modifications du règlement
Article 48 - Clauses d'exécution

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 - Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux dans les réseaux d'assainissement des communes ayant transféré au SIVOM leur compétence en matière de collecte et de transport des eaux usées.

L'exploitant de ces réseaux est soit le SIVOM soit un prestataire de service ou un délégataire agissant au nom et pour le compte de celui-ci.

Article 2 - Autres prescriptions

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des autres réglementations en vigueur.

Article 3 - Catégories d'eaux admises au déversement

1) Système unitaire

Sont admises dans le même réseau :

Les eaux usées domestiques définies à l'article 13 ci-après
- les eaux pluviales définies à l'article 26 ci-après
- les eaux usées non domestiques définies à l'article 20 ci-après

2) Système séparatif

Sont susceptibles d'être déversées dans le réseau eaux usées :
- les eaux usées domestiques
- les eaux usées non domestiques

Sont susceptibles d'être déversées dans le réseau eaux pluviales :

Les eaux pluviales

Article 4 - Définition du branchement

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique:

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement, située tant sous le domaine public que privé,
- un ouvrage dit "regard de branchement" placé dans le domaine privé à une distance maximale de 2 m de la limite du domaine public : ce regard doit être visible et accessible pour permettre le contrôle et l'entretien du branchement. En cas d'impossibilité de pose d'un tel regard, ce dispositif sera remplacé par une pièce de visite,
- un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble.

La partie du branchement comprise entre la limite de propriété à raccorder et le réseau public fait partie intégrante du réseau d'assainissement.

Article 5 - Modalités générales d'établissement du branchement

Chaque immeuble doit avoir son ou ses propres raccordements. Un raccordement commun à plusieurs immeubles ne peut être autorisé qu'exceptionnellement, lorsque toute autre disposition est impossible.

Le SIVOM ou son exploitant fixe le tracé, le diamètre, la pente de la canalisation ainsi que l'emplacement du regard de branchement ou d'autres dispositifs, notamment de prétraitement, au vu de la demande de branchement.

Si pour des raisons de convenance personnelle, le propriétaire de la construction à raccorder demande des modifications aux dispositions arrêtées par le SIVOM ou son exploitant, celui-ci peut lui donner satisfaction sous réserve que ces modifications soient compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

Toute modification des installations ou toute modification de la qualité du rejet fait l'objet d'une demande à la charge du propriétaire adressée au SIVOM.

La partie du branchement en domaine public y compris le regard de branchement est réalisée par le SIVOM ou son exploitant aux frais du propriétaire de l'immeuble à raccorder.

La partie du branchement en domaine privé depuis le regard de branchement est réalisée par le propriétaire à ses frais et par l'entreprise de son choix.

Pour des branchements réalisés sans l'aval du SIVOM ou de son exploitant celui-ci se réserve la possibilité de modifier aux frais des propriétaires de l'immeuble, l'implantation du raccordement et de son regard de branchement pour le mettre en conformité avec les dispositions du présent règlement.

Article 6 - Déversements interdits

Il est formellement interdit de rejeter dans le réseau d'assainissement, directement ou par l'intermédiaire des branchements d'immeubles :

- des matières provenant de la vidange ou de l'entretien de fosses fixes, de fosses septiques ou de bacs à graisses,
- des ordures ménagères, même après broyage,
- des corps solides, tels que débris de vaisselle, cendres, décombres, cadavres d'animaux, de lingettes, tampons hygiéniques et d'une façon générale des matières pouvant obstruer les conduites,
- des huiles usagées
- des substances gazeuses ou liquides inflammables ou toxiques susceptibles de nuire au bon fonctionnement du réseau d'assainissement ou de la station d'épuration, de détériorer les ouvrages ou de mettre en danger le personnel chargé de leur entretien,
- des produits radioactifs,
- des eaux de piscine non neutralisées.

- des substances pouvant dégager par elles-mêmes ou après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques ou inflammables,
- des effluents d'origine industrielle ne répondant pas aux conditions générales d'admissibilités fixées à l'article 18.

Le raccordement à l'égout de cuves de rétention de stockage de produits interdits au déversement est également interdit.

Le SIVOM ou son exploitant peut effectuer, à tout moment, les prélèvements de contrôle qu'il estime utiles. Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans le présent règlement, les frais de contrôle et d'analyse occasionnés seront à la charge de l'usager.

Article 7 - Contrôle obligatoire de la bonne exécution des travaux de réalisation de la partie privée des branchements

Conformément à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique le SIVOM ou son exploitant organise le contrôle obligatoire de la bonne exécution des travaux de réalisation de la partie en domaine privée des branchements du SIVOM avec délivrance d'une attestation de conformité sans réserve ou une attestation de conformité avec réserves ou une attestation de non-conformité.

CHAPITRE II - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 8 – Tarifs assainissement

Le SIVOM fixe les conditions de la redevance d'assainissement collectif, de la participation pour raccordement à l'égout et de tous tarifs ou participations en assainissement. Il en fixe chaque année le montant.

Article 9 - Travaux de branchement

Le SIVOM ou son exploitant réalise les travaux de la partie du branchement en domaine public jusque et y compris le regard de branchement. Ces travaux donnent lieu au paiement par le demandeur du coût du branchement au vu du devis établi par le SIVOM ou par son exploitant.

Devis : Le SIVOM ou son exploitant établi un devis estimatif du coût des travaux à réaliser soumis à l'approbation et à la signature du demandeur. Sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires, les travaux doivent être terminés dans un délai de 1 mois suivant le règlement d'un acompte égal à

50 % du montant du devis. Le solde est exigible dans les quinze jours suivant l'exécution des travaux.
Facturation : Le décompte définitif des travaux est établi sur la base des travaux réellement exécutés majorés de frais dont la nature et le montant sont définis sous l'autorité du SIVOM. Le règlement des sommes dues intervient dans les deux mois qui suivent la réception des ouvrages.

Article 10 -Redevance d'assainissement collectif

Définition : Tout service public d'assainissement donne lieu à la perception de redevances d'assainissement, établies dans les conditions fixées par les articles R2333-121 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.
La redevance d'assainissement collectif comprend une partie variable et une partie fixe.
La partie variable est déterminée en fonction du volume d'eau prélevé par l'usager sur le réseau de distribution. Elle est déterminée aussi en fonction du volume d'eau prélevé sur toute autre source dont l'usage génère le rejet d'une eau usée collectée par le SIVOM.
La partie fixe est calculée pour couvrir une partie des charges fixes du service d'assainissement du SIVOM.

Volume d'eau pris en compte : Les volumes prélevés sur le réseau de distribution d'eau potable sont soumis à une redevance d'assainissement.
Les volumes prélevés à une source qui ne relève pas d'un service public (puits, eaux pluviales, autres) et générant le rejet d'eaux usées collectées traitées par le SIVOM sont soumis à une redevance d'assainissement.

Volume d'eau exonérable : Les volumes d'eau utilisés pour l'irrigation et l'arrosage des jardins ou pour tout autre usage ne générant pas une eau usée pouvant être rejetée dans le système d'assainissement, dès lors qu'ils proviennent de branchements spécifiques, n'entrent pas en compte dans le calcul de la redevance d'assainissement.

Alimentation à une source autre que le service public : Toute personne tenue de se raccorder au réseau d'assainissement et qui s'alimente en eau, totalement ou partiellement, à une source qui ne relève pas d'un service public doit en faire la déclaration à la mairie (puits, eaux pluviales, autre).

Calcul de la redevance d'assainissement pour les volumes d'eaux prélevés sur le réseau de distribution d'eau potable

Partie fixe : La partie fixe est déterminée selon la taille du compteur
Partie variable : La partie variable est déterminée en fonction du volume d'eau prélevé par l'usager sur le réseau de distribution. Ce volume est multiplié par le tarif au m³ de la redevance d'assainissement.

Calcul de la redevance d'assainissement pour les volumes d'eaux prélevés à une source qui ne relève pas d'un service public (puits, eaux pluviales,

autres) dans le cas où l'usage de cette eau génère le rejet d'eaux usées collectées par le SIVOM.

Partie fixe : La partie fixe est déterminée selon la taille du compteur
Partie variable :
Présence d'un compteur : la redevance d'assainissement collectif est calculée par une mesure directe au moyen de dispositifs de comptage posés et entretenus aux frais de l'usager.
Absence de compteur : A défaut de dispositifs de comptage conformes ou de justification de la conformité des dispositifs de comptage par rapport à la réglementation ou en l'absence de transmission des relevés de consommation le comptage des volumes se fait sur la base de critères permettant d'évaluer le volume d'eau prélevé, prenant en compte notamment la surface de l'habitation, le nombre d'habitants, la durée du séjour. Le SIVOM définit les critères et calcule la redevance. Il en informe le service de l'eau qui complète la facture eau de la redevance ainsi définie.

Eaux usées non domestiques -
Les eaux usées non domestiques sont soumises à une redevance d'assainissement. Elles font l'objet d'un arrêté d'autorisation de rejet complété éventuellement par une convention. L'arrêté fixe le tarif de la redevance d'assainissement. Le SIVOM transmet une copie de l'arrêté et informe le service de l'eau du volume soumis à redevance et du tarif applicable.

Eaux usées non domestiques - Participations financières spéciales :
Si le rejet d'eaux industrielles entraine pour le réseau et la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement et d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement, en application de l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique. Celles-ci seront définies par la convention spéciale de déversement si elles ne l'ont pas été par une convention antérieure.

■ Article 11 - Participation pour raccordement à l'égout

Conformément à l'article L. 1331-7 du Code de la Santé Publique et suite à la délibération du SIVOM, les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service de l'égout auquel ces immeubles doivent être raccordés, sont astreints, pour tenir compte de l'économie réalisée par eux en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, à verser une participation s'élevant au maximum à 80% du coût de fourniture et de pose d'une telle installation.

Les modalités techniques et financières de cette participation pour raccordement à l'égout sont déterminées par délibération du SIVOM.

■ Article 12 - Participation pour enquête de conformité de la bonne exécution des travaux de branchement en domaine privé

Le coût de l'enquête de conformité de la bonne exécution des travaux de branchement en domaine privé est à la charge du propriétaire. Le tarif est fixé par le SIVOM.

CHAPITRE III - LES EAUX USEES DOMESTIQUES

■ Article 13 – Définition

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, salle de bain...) et les eaux vannes (urines et matières fécales)

■ Article 14 - Obligations de raccordement

Conformément à l'article L 1331-1 du Code de la Santé Publique, le raccordement des immeubles aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service de l'égout. Le principe de raccordement étant sauf dérogation un branchement par construction.

Tant que le raccordement n'est pas effectif l'immeuble doit être équipé d'un assainissement non collectif conforme et maintenu en bon état de fonctionnement.

■ Article 15 - Demande de branchement – Autorisation de déversement ordinaire

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande adressée au SIVOM :

- construction neuve : 30 jours avant le commencement des travaux de terrassement.
- réhabilitation ou mutation : 30 jours avant les travaux

Cette demande formulée, selon le modèle de demande d'autorisation de déversement ordinaire ci-annexé, doit être signée par le propriétaire ou son mandataire ; elle entraîne l'acceptation des dispositions du présent règlement.
La demande est établie en 3 exemplaires dont l'un est retourné à l'usager : l'acceptation par le SIVOM crée l'autorisation de déversement entre les parties.
En l'absence de réalisation du branchement dans un délai de 2 ans, une nouvelle demande doit être présentée.

Article 16 - Modalités particulières de réalisation des branchements

Conformément à l'article 1331-2 du Code de la Santé Publique, lors de la construction d'un nouveau réseau d'assainissement ou de l'incorporation d'un réseau pluvial à un réseau déposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, le SIVOM exécutera ou fera exécuter d'office les parties des branchements situées sous le domaine public de tous les immeubles riverains, jusque et y compris le "regard de branchement".

Le SIVOM se fait rembourser les sommes correspondant aux travaux d'établissement de la partie publique du branchement soit auprès du propriétaire après avis de la commune d'implantation, soit auprès de cette dernière.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service de l'égout la partie du branchement située sous le domaine public jusque et y compris le « regard de branchement » est réalisée par le SIVOM ou son exploitant par une entreprise agréée par l'un ou l'autre. Le coût des travaux de branchement est à la charge du propriétaire.

Dans tous les cas, la partie des branchements située dans le domaine public est incorporée au réseau d'assainissement géré par le SIVOM. Le SIVOM ou son exploitant en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité. La partie située en domaine public s'arrête là ou commence le domaine privé

Article 17 - Caractéristiques techniques des branchements eaux usées domestiques

La partie des branchements située sous le domaine privé, comme celle située sous le domaine public doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- Afin d'être à l'abri du gel, toutes les conduites posées à l'extérieur du bâtiment doivent avoir une couverture de terre d'au moins 1 mètre.
- Sauf impossibilité technique, les conduites d'évacuation doivent être constituées d'éléments courts et rectilignes, posées parallèlement aux murs qu'elles sont appelées à longer. Si elles longent les murs à l'extérieur de bâtiments, elles doivent en rester éloignées d'au moins 1 m.
- Les changements de direction des conduites d'évacuation sont obtenus par des coudes de 45° au maximum ou par l'intermédiaire de regard d'angle inférieur à 90, un angle de 90° est obtenu par 2 coudes à 45 Les boîtes des tuyaux doivent être dirigés vers l'amont, c'est-à-dire en sens contraire de l'écoulement des eaux.
- La jonction de 2 conduites est réalisés par un raccord dit "embranchement" ou

"culotte" sous un angle de 70° au maximum dans la direction de l'écoulement.

L'emploi de pièce d'embranchement double n'est toléré qu'exceptionnellement.

- Aucun tuyau ne doit, dans le sens de l'écoulement, être suivi d'un autre de dimension moindre ou être divisé en plusieurs branches.
- Les raccordements de tuyaux de diamètres différents, s'obtiennent par des pièces spéciales dites "cônes".
- La pente des conduites ne doit en aucun cas diminuer dans le sens de l'écoulement ; elle est au minimum égale à 2/ 100.
- Aucune conduite d'évacuation ne doit avoir un diamètre inférieur à 100 mm, sauf dérogation le diamètre intérieur du raccordement à l'égout public est de 150 mm
- L'écoulement dans les conduits d'évacuation doit être continu et n'être interrompu ni par des bouches d'égouts sophoïdes, ni par des siphons, ni par des vannes d'arrêt.
- Les regards de visites doivent être étanches, avoir une dimension intérieure de 80 cm au moins, et être munis d'un couvercle approprié à la charge roulante.
- Le radier doit comporter une cunette d'un rayon égal à celui de la conduite d'évacuation : cette cunette doit épouser la pente de la conduite, sans provoquer une retenue ou une stagnation des eaux et matières à évacuer.

• Article 18 - Surveillance, entretien, réparations, renouvellement de la partie des branchements située sous le domaine public

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement des parties des branchements situées sous le domaine public sont à la charge du SIVOM ou de son exploitant.

Dans le cas où il est reconnu que les dommages, y compris ceux causés aux tiers sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du SIVOM ou de son exploitant pour entretien ou réparation sont à la charge du responsable de ces dégâts.

Le SIVOM ou son exploitant est en droit d'exécuter d'office, après information de l'usager, sauf cas d'urgence, et aux frais de l'usager s'il y a lieu, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou d'atteinte à la sécurité, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 44 ci-après.

• Article 19 - Conditions de suppression ou de modification des branchements

Lorsque la démolition ou la transformation d'un immeuble entraînera la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants

seront mis à la charge de la personne ou des personnes ayant déposé le permis de démolition ou de construire.

La suppression totale ou la transformation du branchement résultant de la démolition ou de la transformation de l'immeuble sera exécutée par le SIVOM ou son exploitant.

CHAPITRE IV - LES EAUX USEES NON DOMESTIQUES

Article 20 - Définition des eaux usées non domestiques

Les eaux usées autres que domestiques sont considérées comme des eaux usées non domestiques.

Le rejet des eaux usées non domestiques, produites par une entreprise industrielle, commerciale ou autres, dans un réseau public d'assainissement doit faire l'objet, au préalable, d'une autorisation de déversement à l'égout, accompagnée, si nécessaire, d'une convention spéciale de déversement.

Cette autorisation précise les conditions techniques et financières du raccordement. L'autorisation de déversement et la convention spéciale de déversement sont délivrées par le SIVOM.

Article 21 - Conditions de raccordement pour le déversement des eaux usées non domestiques

Le raccordement des établissements déversant des eaux usées non domestiques au réseau public n'est pas obligatoire, conformément à l'article L 1331-10 du Code de la Santé Publique.

Toutefois ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs eaux au réseau public dans la mesure où ces déversements sont compatibles avec les prescriptions réglementaires en vigueur et entre autres les conditions générales d'admissibilité suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température inférieure ou égale à 30°C,
- absence de composés cycliques hydroxylés et de leurs dérivés halogénés,
- rapport DCO/DBO5 inférieur ou égal à 2,5
- concentration en matières en suspension inférieure ou égale à 2000 mg/l,
- concentration en matières organiques telle que la teneur en azote total du liquide n'excède pas 150 mg/l si on l'exprime en azote élémentaire, ou

200 mg/l si on l'exprime en ion ammonium,
- absence de matières flottantes décantables ou précipitables susceptibles, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de mettre en danger le personnel chargé de leur exploitation,
- absence de substances susceptibles de perturber le traitement biologique de la station d'épuration,
- conformité des rejets liquides radioactifs :

  • au décret n° 66-450 du 20 juin 1966 relatif aux principes généraux de protection contre les rayonnements ionisants,
  • au décret n°67-228 du 15 mars 1967 portant règlement d'administration publique relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants,
  • à l'avis du Ministre de la Santé du 06 juin 1970 relatif à l'élimination des déchets radioactifs
  les déchets liquides,
- absence de rejets d'isotopes de période supérieure à 100 jours, ceux-ci doivent être pris en charge par le Service Central de Protection contre les rayonnements ionisants.

Avant rejet les eaux usées non domestiques peuvent être soumises à une obligation de prétraitement. Le coût et l'entretien des installations de prétraitement sont à la charge du propriétaire.

■ Article 22 - Demande d'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques

Les demandes d'autorisation de déversement d'eaux usées non domestiques peuvent être pour des déversements permanents ou pour des déversements temporaires.

L'arrêté d'autorisation de déversement fixe les conditions dans lesquelles s'exécute l'autorisation.

Toute modification de l'activité industrielle, commerciale ou autre sera signalée au service et pourra faire l'objet d'une nouvelle demande de raccordement.

Le SIVOM ou son exploitant se fait rembourser les sommes correspondant aux travaux d'établissement de la partie publique du branchement y compris le regard de branchement auprès du propriétaire.

■ Article 23 - Caractéristiques des branchements eaux usées non domestiques

Sauf impossibilité technique, les eaux usées non domestiques et les eaux domestiques doivent faire l'objet de branchements distincts ou rejoindre séparément le "regard de branchement".

Les rejets d'eaux usées domestiques des établissements industriels, commerciales ou autres sont soumis aux règles fixées au chapitre III.

Les raccordements d'effluents d'origine non domestiques doivent être pourvus d'un regard agréé par le SIVOM ou son exploitant pour y effectuer des prélèvements et mesures ; ce regard sera placé en limite de propriété, de préférence dans le domaine public pour être facilement accessible à toute heure aux agents du service d'assainissement ou du SIVOM.

Un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de l'établissement industriel, peut à l'initiative du service d'assainissement ou du SIVOM être placé sur le branchement des eaux usées non domestiques.

■ Article 24 - Prélèvements et contrôle des eaux usées non domestiques

Indépendamment des contrôles mis à la charge du producteur d'eaux usées non domestiques aux termes de l'autorisation de déversement, des prélèvements et des contrôles pourront être effectués à tout moment par le SIVOM ou son exploitant dans les regards de visite. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité des eaux usées non domestiques aux prescriptions et aux dispositions de l'autorisation de déversement.

Les analyses seront faites par tout laboratoire agréé par le SIVOM ou son exploitant.

Les frais d'analyses seront supportés par le propriétaire de l'établissement concerné si le résultat démontre que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 44 du présent règlement.

■ Article 25 - Installations de prétraitement

La mise en place d'installations de prétraitement est soumise à l'accord du SIVOM, de son exploitant. Les autorisations de déversement précisent leurs caractéristiques.

Les installations de prétraitement suivantes doivent être prévues :
- fosse de dessablage débourbage. Lorsque les effluents sont susceptibles d'être chargés de boue ou de sable.
- séparateur d'hydrocarbures si les eaux sont chargées, en quelque quantité que ce soit d'essence, pétrole, huile minérale et tous hydrocarbures,

- bacs à graisses, si les eaux contiennent des huiles ou graisses animales ou végétales.
- séparateur de fécules, si l'établissement industriel est équipé d'une épluchaeuse de légumes.

Ces installations devront être vidangées chaque fois que nécessaire l'usager, en tout état de cause, en demeure seul responsable.

CHAPITRE V - LES EAUX PLUVIALES

Article 26 - Définition des eaux pluviales et de ruissellement superficielles

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings...

Ne sont pas considérés comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents autres que pluvieux ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.

Article 27 - Prescriptions communes eaux usées domestiques - eaux pluviales

Les articles 14 à 19 inclus relatifs aux branchements des eaux usées domestiques sont applicables aux branchements des eaux pluviales.

Article 28 – Conditions de raccordement des eaux pluviales

28-1 Principe

Le document d'urbanisme de la commune et particulièrement son plan de zonage d'assainissement fixe les dispositions à mettre en œuvre en matière de gestion des eaux pluviales.

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tous porteurs public(s) ou privé(s) de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

28-2 Dispositions de gestion à la parcelle

Les dispositions de gestion à la parcelle peuvent être notamment :

- l'évacuation vers un émissaire naturel comme un fossé ou un cours d'eau avec autorisation de son gestionnaire
- la limitation de l'imperméabilisation
- l'infiltration dans le sol :
  - EP des toitures en zone d'habitation sans traitement avant rejet
  - EP autres avec traitement appropriés avant rejet
  - EP exposées à des produits polluants = interdiction d'infiltration

- le stockage et tamponnage :
  - dans des citernes
  - dans des ouvrages enterrés
  - sur des surfaces et aménagements extérieurs spécialement conçus et adaptés à cet effet

28-3 Demande de branchement.

La demande adressée au SIVOM ou son exploitant doit indiquer en outre le diamètre du branchement nécessaire pour l'évacuation du débit théorique correspondant à une période de retour fixée par le SIVOM ou son exploitant, compte tenu des particularités de la parcelle à desservir.

28-4 Caractéristiques techniques.

Le SIVOM ou son exploitant peut imposer à l'usager la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que decanteurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager, sous le contrôle du SIVOM ou de son exploitant.

Les eaux pluviales provenant des cours, entrées charretières ou autres voies d'accès doivent être recueillies dans des bouches d'égout siphoïdes munies de seaux à boues en vue de leur déversement dans la conduite d'évacuation.

Ces bouches doivent être couvertes par des grilles dont les barreaux sont espacés de 15 mm au maximum, les grilles sont dimensionnées et posées de manière à ce que les charges qu'elles sont appelées à subir ne détériorent pas les bouches d'égout.

Le SIVOM ou son exploitant se fait rembourser les sommes correspondant aux travaux d'établissement de la partie publique du branchement y compris le regard de branchement auprès du propriétaire.

26-5 Conditions d'admissibilités des eaux pluviales

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

CHAPITRE VI - LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES

Article 29 - Dispositions générales

Les installations sanitaires intérieures sont toutes les installations desservant une propriété et situées en amont de la limite de cette propriété.

L'installation intérieure doit être équipée de boîtes de nettoyage en nombre suffisant et facilement accessibles pour permettre l'entretien de toutes les conduites d'eaux usées et pluviales.

Des boîtes de nettoyage à fermeture hermétique doivent être prévues sur chaque conduite d'évacuation. Si la conduite est souterraine, un regard étanche d'au moins 0.40 m de côté ou de diamètre muni d'un couvercle doit donner accès à la boîte de nettoyage.

A l'intérieur des bâtiments, les conduites de chute et d'évacuation sont en fonte en PVC, en PE, en PP ou en PRV. A l'extérieur, les conduites sont en grès de première qualité, en PVC renforcé, en fonte en PE renforcé et PP renforcé.

Tout autre matériau ne peut être utilisé qu'avec l'accord du SIVOM ou de son exploitant.

Article 30 - Raccordement entre domaine public et domaine privé

Les raccordements effectués entre les canalisations posées sous le domaine public et celles posées à l'intérieur des propriétés y compris les jonctions de tuyaux de descente des eaux pluviales, lorsque celles-ci sont acceptées dans le réseau sont à la charge exclusive des propriétaires. Les canalisations et les ouvrages de raccordement doivent assurer une parfaite étanchéité et être à une profondeur suffisante à l'abri du gel.

Article 31 - Suppression des anciennes installations, anciennes fosses, anciens cabinets d'aisance

Conformément à l'article L. 1331-5 du Code de la Santé Publique, dès

l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. Faute par le propriétaire de respecter les obligations édictées aux articles L.1331-4 et L.1331-5, le SIVOM ou son exploitant peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit sont vidangés et curés. Ils sont soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

■ Article 32 - Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eaux usées

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit ; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

■ Article 33 - Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux

Conformément aux dispositions du règlement sanitaire départemental pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales d'égout public dans les caves, sous-sols et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau fixé ci-dessus.

De même, tous les orifices sur ces canalisations, ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation doivent être normalement obturées par un tampon étanche résistant à ladite pression. Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve l'égout public doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales.
Les frais d'installations, l'entretien et les réparations sont à la charge totale du propriétaire.

■ Article 34 - Pose de siphons

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la

normalisation en vigueur. Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit. Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

Article 35 – Toilettes

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincées moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

Article 36 - Colonnes de chutes d'eaux usées

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement, et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction.

Le sommet du tuyau d'évent doit se trouver simultanément:

- à 0,50 m au-dessus de la toiture
- à 1,00 m au-dessus de toute ouverture en liaison avec l'intérieur de l'immeuble
- à 2,00 m horizontalement de toute ouverture précitée.

Les colonnes de chutes doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.
Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions du règlement sanitaire départemental relatives à la ventilation des égouts lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air.
La jonction des appareils sanitaires aux colonnes de chutes doit se faire suivant un angle de 70° au maximum dans la direction de l'écoulement.

Les diamètres suivants doivent être adoptés pour les colonnes de chute:
- descente des cuisines ou salles de bains:
- jusqu'à 5 unités : 75 mm
- de 5 à 10 unités : 100mm
- descente de WC ordinaires :
- jusqu'à 3 unités : 100 mm
- au-dessus de 3 unités : 125 mm
- descente de WC à action siphonique :
- quel que soit le nombre : 100 mm.

Les colonnes de chute concernant plus de 10 unités seront traitées cas par cas.
Chaque colonne de chute doit être munie, avant son raccordement avec la conduite d'évacuation, d'un orifice de visite à fermeture hermétique.

Article 37 - Broyeurs d'éviers

L'évacuation par les égouts des ordures ménagères même après broyage préalable est interdite.

Article 38 - Descente des gouttières

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.
Elles comportent en partie basse un dauphin en fonte d'une hauteur minimum de 1 m et un tabouret de gouttière avec panier amovible.
Au cas où elles se trouvent à l' intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment et être pourvues de boîtes de nettoyage à leur base et de crapaudines à leur sommet.
Des descentes de gouttières communes à plusieurs immeubles sont interdites.
Si une descente d'eau pluviale débouche à une distance horizontale inférieure à 2 m d'une fenêtre, lucarne ou ouverture en liaison avec l'intérieur de l'immeuble, ou si elle reçoit les eaux de balcons ou terrasses accessibles, elle doit être munie à sa partie basse d'une occlusion siphoïde visitable et résistant au gel.

Article 39 - Cas particulier d'un système unitaire ou pseudo séparatif

Dans le cas d'un réseau public, dont le système est unitaire ou pseudo séparatif, la réunion des eaux usées et de tout ou partie des eaux pluviales est réalisée sur la parcelle privée en dehors de la construction à desservir et de préférence dans le regard dit "regard de branchement", pour permettre tout contrôle au service d'assainissement.

Article 40 - Réparations et renouvellement des installations intérieures

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures jusqu'en limite de propriété y compris la descente de gouttière avec son tabouret de gouttière sont à la charge totale du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public d'évacuation.

Article 41 - Mise en conformité des installations intérieures

Le SIVOM ou son exploitant a le droit de vérifier, avant tout raccordement au réseau public, que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts sont constatés, le propriétaire doit y remédier à ses frais.
De la même façon le Service d'Assainissement ou le SIVOM peut vérifier les installations intérieures déjà raccordées; dans le cas ou des désordres sont constatés, le propriétaire doit y remédier à ses frais.

CHAPITRE VII - CONTRÔLE DES RESEAUX PRIVES

Article 42 - Conditions d'intégration au domaine public

Lorsque des réalisations susceptibles d'être intégrées au domaine public sont réalisées à l'initiative d'aménageurs privés, elles font l'objet d'un contrôle technique par le SIVOM ou son exploitant. L'aménageur remet un dossier des ouvrages exécutés au SIVOM et à son exploitant comprenant :

- le plan de récolement, établi par un géomètre, des collecteurs, des branchements et des regards de branchement avec un repérage en x, y et z de l'ensemble des ouvrages (format papier et numérique),
- les essais d'étanchéité des collecteurs et regards, et de pénétrométrie des tranchées d'assainissement, exécutés par des organismes qualifiés indépendants,
- les certificats de conformité des installations électromécaniques établis par un organisme qualifié indépendant,
- le rapport de l'inspection télévisée de l'ensemble des collecteurs et des branchements (format papier et numérique),
- les plans de détail au 1/50 ou au 1/25 des ouvrages spéciaux (format papier et numérique) ainsi que l'ensemble des documents y afférents (dimensionnement, calage, programmation, schéma, paramétrage...),
- le Dossier d'Intervention Ultérieur sur l'Ouvrage (DIUO).

Les réalisations non conformes au présent règlement aux prescriptions techniques du SIVOM sont mises en conformité par le demandeur à ses frais.

CHAPITRE VIII - INFRACTIONS ET SANCTIONS

Article 43 - Infractions et poursuites

Les infractions au présent règlement sont constatées par les agents du SIVOM ou de son exploitant. Ils peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

Article 44 - Voies de recours des usagers

En cas de faute du SIVOM ou de son exploitant l'usager qui s'estime lésé peut saisir les tribunaux judiciaires, compétents pour connaître des différends entre les usagers d'un service public industriel et commercial et ce service, ou les tribunaux administratifs si le litige porte sur l'assujettissement à la redevance d'assainissement ou le montant de celle-ci.
Préalablement à la saisine des tribunaux l'usager peut adresser un recours gracieux au Président du SIVOM. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de quatre mois vaut décision de rejet.

Article 45 - Mesures de sauvegarde

En cas de non-respect des conditions définies dans les conventions de déversement passées entre le SIVOM et des établissements producteurs d'eaux usées non domestiques, troublant gravement, soit l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement de la station d'épuration, ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi par le service est mise à la charge du signataire de la convention. Le SIVOM pourra mettre en demeure l'usager par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé sur le champ et aux constat du SIVOM ou de son exploitant.

CHAPITRE IX - DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 46 - Date d'application

Le présent règlement s'applique à compter du 01 janvier 2011.

Article 47 - Modifications du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le SIVOM et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications doivent être portées à la connaissance des usagers du service trois mois avant leur mise en application.

Article 48 - Clauses d'exécution

Le Président du SIVOM de la Région Mulhousienne, les Maires des communes concernées, les agents du Service d'Assainissement habilités à cet effet, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent règlement.

Modifié par le comité d'administration du SIVOM de la Région Mulhousienne lors de sa séance du 09 décembre 2010

Notes

Édition de janvier 2011

25, avenue Kennedy - BP 2267 - 68068 Mulhouse Cedex
Tel 03 89 43 21 30 - Fax 03 89 59 75 70
e-mail : contact@sivom-mulhouse.fr - site internet : www.sivom-mulhouse.fr

COÛTS DES SOLUTIONS PROPOSEES PAR SECTEURS NON DESSERVIS

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Illzach

Secteur	Nombre d'habitations	Zone du PLU	Type de sol	Solutions
S1	4	N et UA		N° 1 : Assainissement Non Collectif
				N° 2 : Raccordement du n°3 avenue des Rives de L'Ill sur le réseau rue de Sausheim, via un poste de refoulement et le reste en ANC

Solution N° 1

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif	60 000,00	400,00
Collectif		
TOTAL	60 000,00	400,00
Total / logement	15 000,00	100,00

Solution N° 2

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif	45 000,00	
Collectif	21 820,00	1 312,00
TOTAL	66 820,00	1 312,00
Total / logement	16 705,00	328,00

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Illzach

Solution N° 1

INVESTISSEMENT

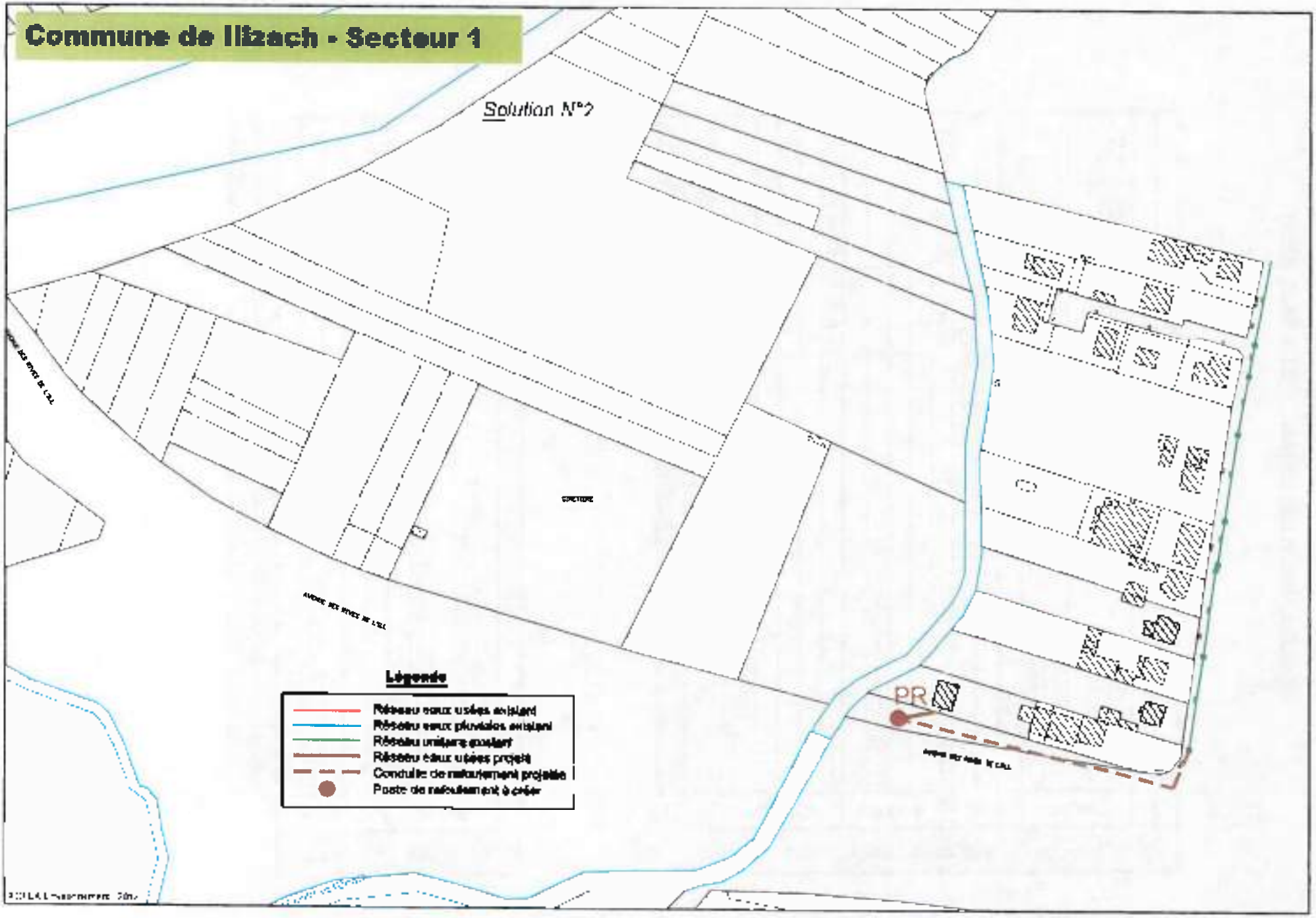
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF			
Secteur S1 - Avenue des Rives de l'Ill			
PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	Tertres d'infiltration	4	60 000,00
	TOTAL Assainissement Non Collectif		60 000,00
	Total par logement		15 000,00

ASSAINISSEMENT COLLECTIF			
Secteur S1 - Avenue des Rives de l'Ill			
PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	Montant en € HT
	TOTAL Assainissement Collectif		
	Total par logement		
PUBLIC	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	TOTAL Assainissement Collectif		
	Total par logement		
	TOTAL INVESTISSEMENT		60 000,00
	par logement		15 000 00

FONCTIONNEMENT

Secteur S1 - Avenue des Rives de l'Ill			
PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT
	Entretien Assainissement Autonome	4	400,00
	TOTAL Assainissement Non Collectif		400,00
	Total par logement		100,00
PUBLIC	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	TOTAL Assainissement Collectif		
	Total par logement		
	TOTAL FONCTIONNEMENT		400,00
	par logement		100,00

Commune de Ilzach - Secteur 1



ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Illzach

Solution N° 2

INVESTISSEMENT

	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF		
	Secteur S1 - Avenue des Rives de l'Ill		
PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	Tertres d'infiltration	3	45 000,00
	TOTAL Assainissement Non Collectif		45 000,00
	Total par logement		15 000,00

	ASSAINISSEMENT COLLECTIF		
	Secteur S1 - Avenue des Rives de l'Ill		
PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	TOTAL Assainissement Collectif		
	Total par logement		
PUBLIC	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	PR < 7 logements	1	8 000,00
	Réseau EU gravitaire diam. 200 mm	15	3 000,00
	Conduite de refoulement	136	9 520,00
	Branchement en domaine public	1	1 300,00
	TOTAL Assainissement Collectif		21 820,00
	Total par logement		21 820,00
	TOTAL INVESTISSEMENT		66 820,00
	par logement		16 705,00

FONCTIONNEMENT

	Secteur S1 - Avenue des Rives de l'Ill		
PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	Entretien Assainissement autonome	3	300,00
	TOTAL Assainissement Non Collectif		300,00
	Total par logement		100,00
PUBLIC	Désignation	**Quantité**	**Montant en € HT**
	Entretien du PR	1	1 000,00
	Entretien réseau gravitaire	15	12,00
	TOTAL Assainissement Collectif		1 012,00
	Total par logement		1 012,00
	TOTAL FONCTIONNEMENT		1 312,00
	par logement		328,00

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Illzach

Secteur	Nombre d'habitations	Zone du PLU	Type de sol	Solutions
S2	2	A		N° 1 : Assainissement Non Collectif
				N° 2 : Raccordement aux réseaux des rues de Rue Isheim et d'Equisheim

Solution N° 1

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif	18 000,00	200,00
Collectif		
TOTAL	**18 000,00**	200,00
Total / logement	9 000,00	100,00

Solution N° 2

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif		
Collectif	94 300,00	361,60
TOTAL	94 300,00	361,60
Total / logement	47 150,00	180,80

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Illzach

Solution N° 1

INVESTISSEMENT

	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF		
	Secteur S2 - Rue de Ruelisheim		
PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	Lit filtrant drainé vertical	2	18 000,00
	TOTAL Assainissement Non Collectif		18 000,00
	Total par logement		9 000,00

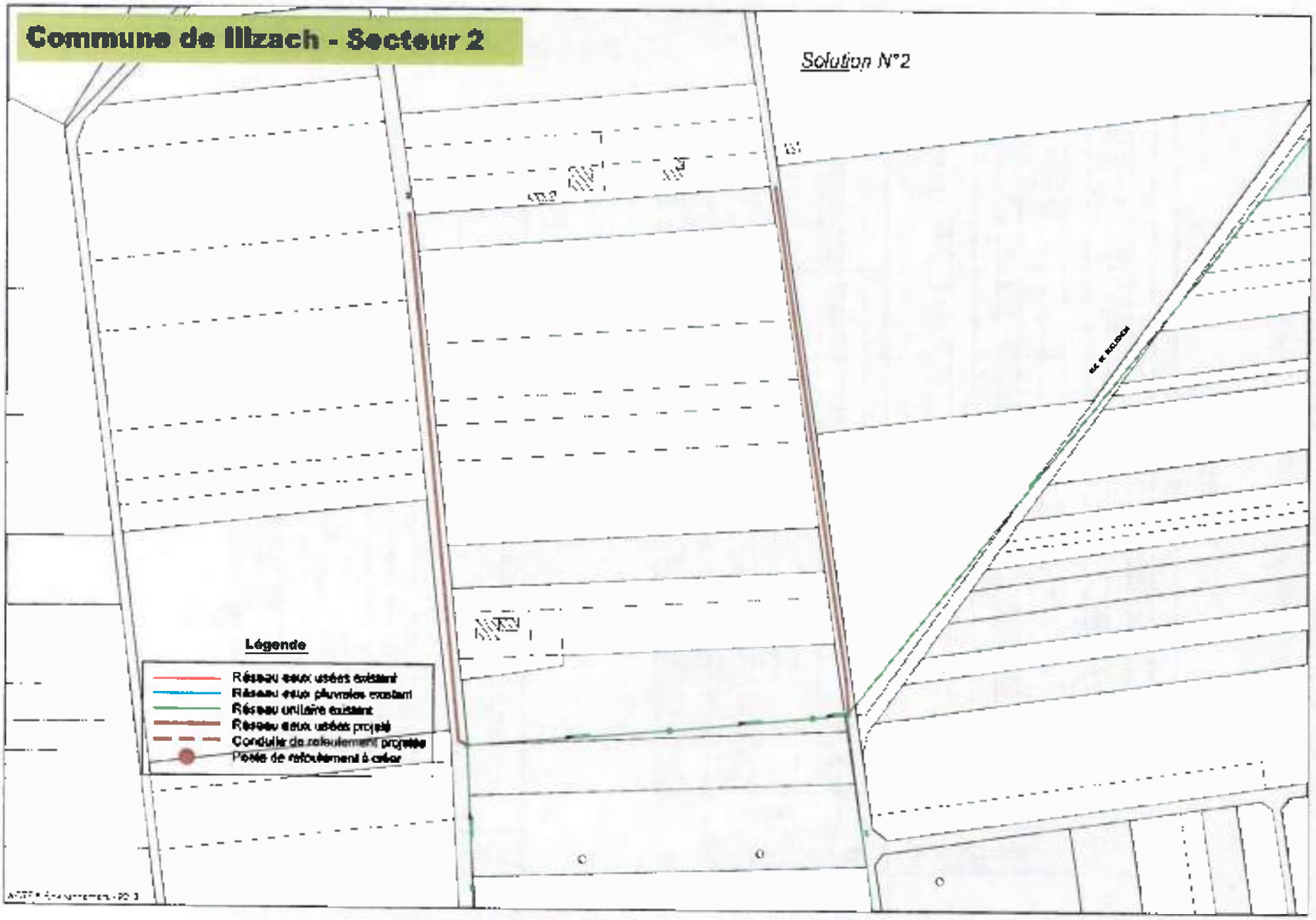
	ASSAINISSEMENT COLLECTIF		
	Secteur S2 - Rue de Ruelisheim		
PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	TOTAL Assainissement Collectif		
	Total par logement		
PUBLIC	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	TOTAL Assainissement Collectif		
	Total par logement		
	TOTAL INVESTISSEMENT		**18 000,00**
	par logement		9 000,00

FONCTIONNEMENT

	Secteur S2 - Rue de Ruelisheim		
PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	Montant en € HT
	Entretien Assainissement Autonome	2	200,00
	TOTAL Assainissement Non Collectif		200 00
	Total par logement		100,00
PUBLIC	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	TOTAL Assainissement Collectif		
	Total par logement		
	TOTAL FONCTIONNEMENT		200,00
	par logement		100,00

Commune de Ilbach - Secteur 2

Solution N°2



ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Illzach

Solution N° 2

INVESTISSEMENT		ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF		
		Secteur S2 - Rue de Ruelisheim		
	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT
		TOTAL Assainissement Non Collectif		
		Total par logement		
		ASSAINISSEMENT COLLECTIF		
		Secteur S2 - Rue de Ruelisheim		
	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT
		TOTAL Assainissement Collectif		
		Total par logement		
	PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT
		Réseau EU gravitaire diam. 200 mm	452	90 400,00
		Branchement en domaine public	3	3 900,00
		TOTAL Assainissement Collectif		94 300,00
		Total par logement		31 433,33
		TOTAL INVESTISSEMENT		94 300,00
		par logement		31 433 33

FONCTIONNEMENT		Secteur S2 - Rue de Ruelisheim		
	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT
		TOTAL Assainissement Non Collectif		
		Total par logement		
	PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT
		Entretien du réseau gravitaire	452	361,60
		TOTAL Assainissement Collectif		361,60
		Total par logement		120,53
		TOTAL FONCTIONNEMENT		361,60
		par logement		180,80

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Ilizach

Secteur	Nombre d'habitations	Zone du PLU	Type de sol	Solutions
S3	4	UE		**N° 1 : Assainissement Non Collectif**
				N° 2 : Raccordement au réseau de la rue de l'Empereur Napoléon à Rixheim
				N°3 : Refoulement jusqu'au réseau de la RD21 (passage suspendu sous le pont)

Solution N° 1

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif	60 000,00	400,00
Collectif		
TOTAL	**60 000,00**	**400,00**
Total / logement	15 000,00	100,00

Solution N° 2

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif		
Collectif	116 090,00	1 224,00
TOTAL	**116 090,00**	**1 224,00**
Total / logement	29 022,50	306,00

Solution N° 3

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif		
Collectif	161 190,00	**1 062,40**
TOTAL	**161 190,00**	**1 062,40**
Total / logement	40 297,50	265,60

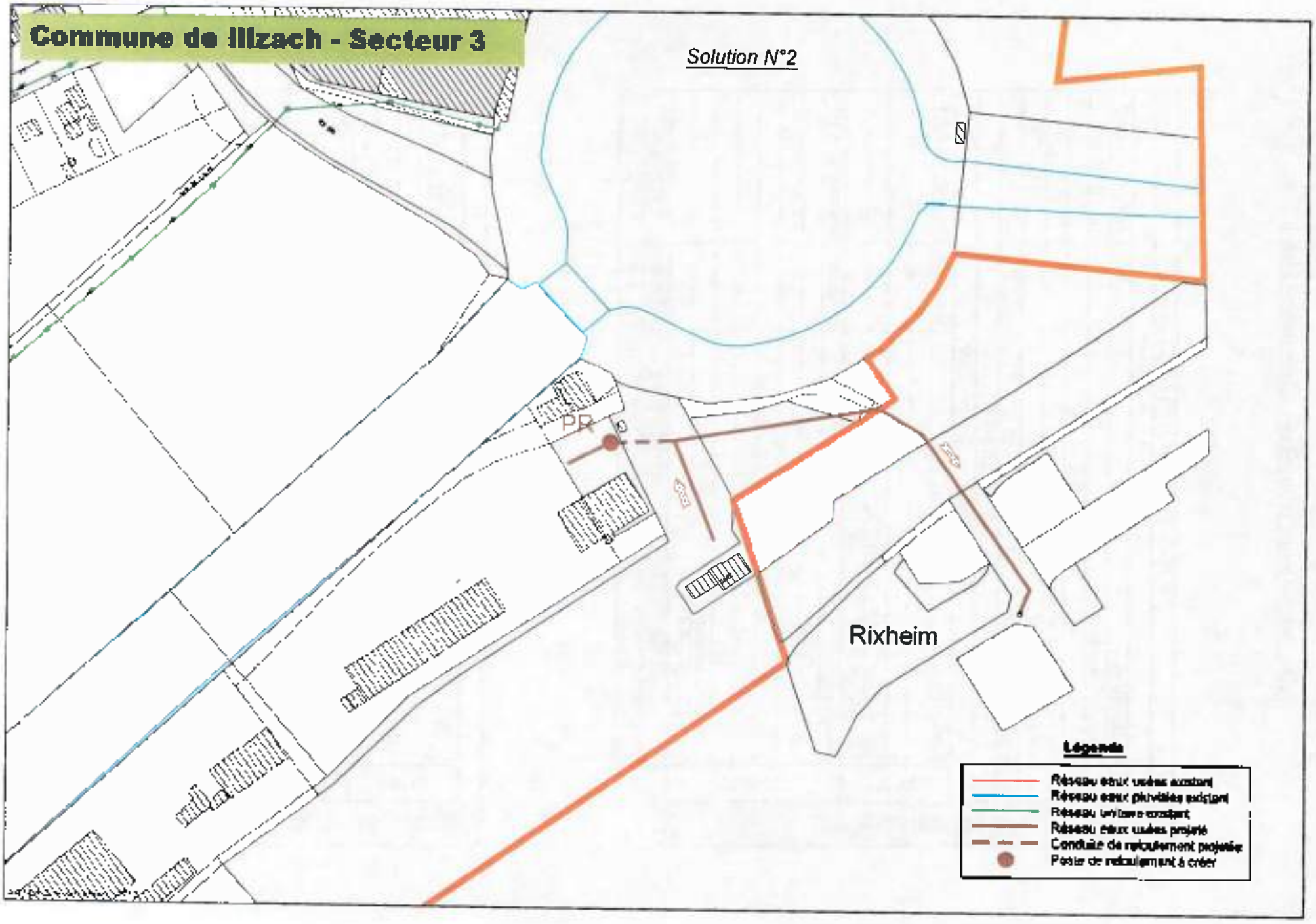
ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Ilizach

Solution N° 1

		ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF		
		Secteur S3 - Rue de la Gare		
INVESTISSEMENT	PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
		Terre d'infiltration	4	60 000,00
		TOTAL Assainissement Non Collectif		60 000,00
		Total par logement		15 000,00
		ASSAINISSEMENT COLLECTIF		
		Secteur S3 - Rue de la Gare		
	PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
		TOTAL Assainissement Collectif		
		Total par logement		
	PUBLIC	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
		TOTAL Assainissement Collectif		
		Total par logement		
		TOTAL INVESTISSEMENT		60 000,00
		par logement		15 000,00

		Secteur S3 - Rue de la Gare		
FONCTIONNEMENT	PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	Montant en € HT
		Entretien Assainissement Autonome	4	400,00
		TOTAL Assainissement Non Collectif		400,00
		Total par logement		100,00
	PUBLIC	**Désignation**	Quantité	**Montant en € HT**
		TOTAL Assainissement Collectif		
		Total par logement		
		TOTAL FONCTIONNEMENT		400,00
		par logement		100,00


Commune de Illzach - Secteur 3
Solution N°2
PR
Rixheim
Légende

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Ilzach

Solution N° 2

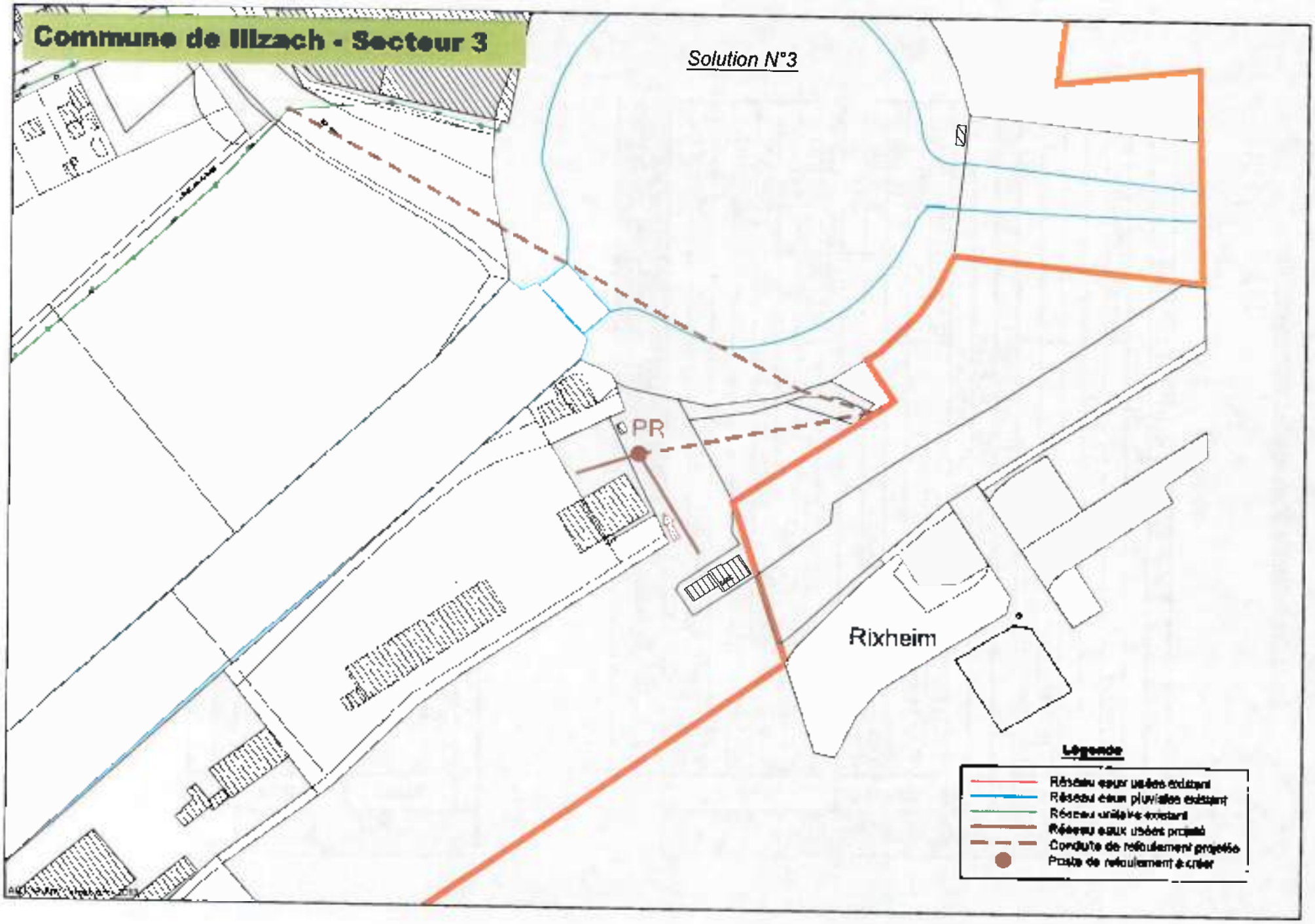
INVESTISSEMENT

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF			
Secteur S3 - Rue de la Gare			
PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT
	TOTAL Assainissement Non Collectif		
	Total par logement		

ASSAINISSEMENT COLLECTIF			
Secteur S3 - Rue de la Gare			
PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT
	PR < 7 logements	1	8 000,00
	Conduite de refoulement	27	1 890,00
	TOTAL Assainissement Collectif		9 890,00
	Total par logement		2 472,50
PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT
	Réseau EU gravitaire diam. 200 mm	280	66 000,00
	Branchement en domaine public	4	5 200,00
	Plus value passage pont SNCF	1	20 000,00
	Plus value grande profondeur		25 000,00
	TOTAL Assainissement Collectif		106 200,00
	Total par logement		26 550,00
	TOTAL INVESTISSEMENT		116 090,00
	par logement		29 022,50

FONCTIONNEMENT

Secteur S3 - Rue de la Gare			
PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT
	Entretien du PR	1	1 000,00
	TOTAL Assainissement Non Collectif		1 000,00
	Total par logement		250,00
PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT
	Entretien du PR		
	Entretien réseau gravitaire	280	224,00
	TOTAL Assainissement Collectif		224,00
	Total par logement		56,00
	TOTAL FONCTIONNEMENT		1 224,00
	par logement		306,00


Commune de Illzach - Secteur 3
Solution N°3
PR
Rixheim
Légende
Réseau eaux usées existant
Réseau eaux pluviales existant
Réseau unitaire existant
Réseau eaux usées projeté
Conduite de refoulement projetée
Poste de refoulement à créer

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Ilzach

Solution N° 3

INVESTISSEMENT		ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF		
		Secteur S3 - Rue de la Gare		
	PRIVE	**Désignation**	Quantité	**Montant en € HT**
		TOTAL Assainissement Non Collectif		
		Total par logement		
		ASSAINISSEMENT COLLECTIF		
		Secteur S3 - Rue de la Gare		
	PRIVE	**Désignation**	Quantité	**Montant en € HT**
		TOTAL Assainissement Collectif		
		Total par logement		
	PUBLIC	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
		Réseau EU gravitaire diam. 200 mm	78	15 600,00
		Branchement en domaine public	4	5 200,00
		PR < 7 logements	1	8 000,00
		Conduite de refoulement	177	12 390,00
		Passage refoulement suspendu sous le pont	200	120 000,00
		TOTAL Assainissement Collectif		161 190,00
		Total par logement		40 297,50
		TOTAL INVESTISSEMENT		161 190,00
		par logement		40 297,50

FONCTIONNEMENT		Secteur S3 - Rue de la Gare		
	PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	Montant en € HT
		TOTAL Assainissement Non Collectif		
		Total par logement		
	PUBLIC	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
		Entretien du PR	1	1 000,00
		Entretien réseau gravitaire	78	62,40
		TOTAL Assainissement Collectif		1 062,40
		Total par logement		265,60
		TOTAL FONCTIONNEMENT		1 062,40
		par logement		265,60

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Illzach

Secteur	Nombre d'habitations	Zone du PLU	Type de sol	Solutions
S4	8	UE et UN		N° 1 : Assainissement Non Collectif
				N° 2 : refoulement sur le réseau rue de la Hardt à Riedisheim

Solution N° 1

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif	72 000,00	800,00
Collectif		
TOTAL	72 000,00	**800,00**
Total / logement	9 000,00	100,00

Solution N° 2

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif		
Collectif	107 800,00	1 016,00
TOTAL	**107 800,00**	**1 016,00**
Total / logement	13 475,00	127,00

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Ilzach

Solution N° 1

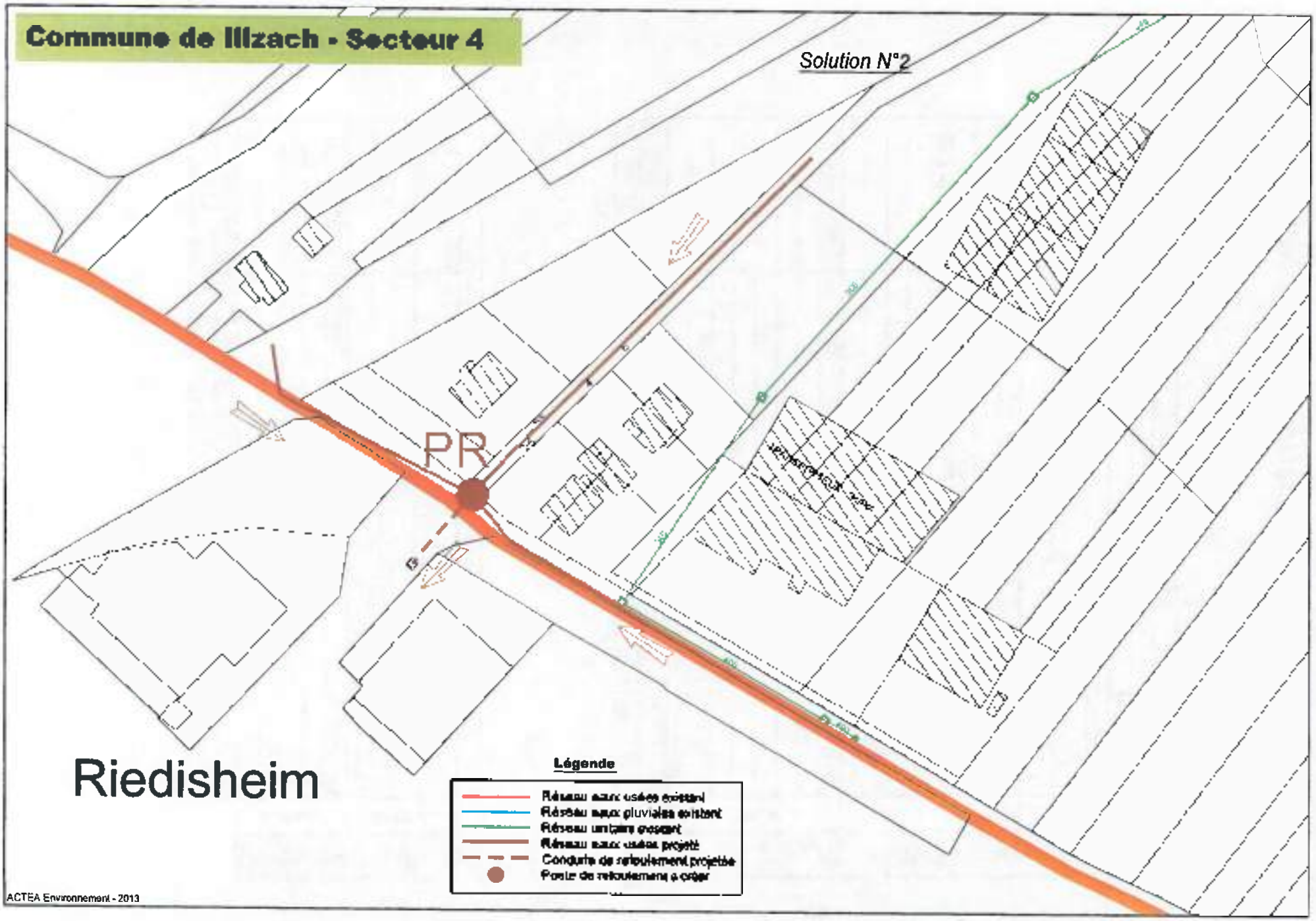
INVESTISSEMENT

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF			
Secteur S4 - Chemin de Sausheim et rue du Mécanicien			
PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	Lit filtrant vertical drainé	8	72 000,00
	TOTAL Assainissement Non Collectif		72 000,00
	Total par logement		9 000,00

ASSAINISSEMENT COLLECTIF			
Secteur S4 - Chemin de Sausheim et rue du Mécanicien			
PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	TOTAL Assainissement Collectif		
	Total par logement		
PUBLIC	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	TOTAL Assainissement Collectif		
	Total par logement		
	TOTAL INVESTISSEMENT		72 000,00
	par logement		9 000 00

FONCTIONNEMENT

Secteur S4 - Chemin de Sausheim et rue du Mécanicien			
PRIVE	**Désignation**	Quantité	**Montant en € HT**
	Entretien Asseinissement Autonome	8	800,00
	TOTAL Asseinissement Non Collectif		800,00
	Total par logement		100,00
PUBLIC	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	TOTAL Assainissement Collectif		
	Total par logement		
	TOTAL FONCTIONNEMENT		800,00
	par logement		100,00


Commune de Illzach - Secteur 4
Solution N°2
PR
Riedisheim
Légende
Réseau eaux usées existant
Réseau eaux pluviales existant
Réseau unitaire existant
Réseau eaux usées projeté
Conduite de refoulement projetée
Poste de refoulement à créer
ACTEA Environnement - 2013

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Illzach

Solution N° 2

INVESTISSEMENT

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF			
Secteur S4 - Chemin de Sausheim et rue du Mécanicien			
PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	TOTAL Assainissement Non Collectif		
	Total par logement		

ASSAINISSEMENT COLLECTIF			
Secteur S4 - Chemin de Sausheim et rue du Mécanicien			
PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
			0,00
			0,00
	TOTAL Assainissement Collectif		0,00
	Total par logement		
PUBLIC	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	Réseau EU gravitaire diam. 200 mm	280	56 000,00
	Branchement en domaine public	8	10 400,00
	PR < 7 logements	1	30 000,00
	Conduite de refoulement	20	1 400,00
	Plus value passages voies ferrées		10 000,00
	TOTAL Assainissement Collectif		107 800,00
	Total par logement		13 475,00
	TOTAL INVESTISSEMENT		107 800,00
	par logement		13 475,00

FONCTIONNEMENT

Secteur S4 - Chemin de Sausheim et rue du Mécanicien			
PRIVE	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	TOTAL Assainissement Non Collectif		
	Total par logement		
PUBLIC	**Désignation**	**Quantité**	**Montant en € HT**
	Entretien du PR	1	1 000,00
	Entretien réseau gravitaire	20	16,00
	TOTAL Assainissement Collectif		1 016,00
	Total par logement		127,00
	TOTAL FONCTIONNEMENT		1 016,00
	par logement		127,00

PLAN DE ZONAGE
ASSAINISSEMENT
COLLECTIF et NON COLLECTIF

PLAN DE ZONAGE
PLUVIAL et DE POLLUTION

TARIFS
ASSAINISSEMENT 2013

Département
du Haut-Rhin
Arrondissement
de Mulhouse

SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DE LA REGION MULHOUSIENNE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU COMITE D'ADMINISTRATION
sous la présidence de M. Daniel ECKENSPIELLER
Maire de la Ville d'Illzach
Séance du 12 décembre 2012

ENTRÉ le
19 DEC. 2012
Sous-Préfecture de Mulhouse

Pour :	70
Contre :	0
Abstention :	0
Nombre de présents :	62
Nombre de droits de votes :	70

Date de convocation et d'expédition :
05 décembre 2012

Présents (62) : MM. BARTH, BAUER, BOURGUET, BROMBACHER, Mmes BRUN, BUCHERT, MM. BUX, CHAPRIER, CIARLETTA, CLAD, ECKENSPIELLER, Mme ECKERT, MM. FEIGEL, FLURY, FREY, Mme GASSER, MM. GERARDIN, GLOTZ, GOESTER, Mmes GRISEY, GROFF, MM. HARTMEYER, HATTENBERGER, HAUSS, ISSELE, Mme KARR, MM. KIMMICH, KNECHT-WALKER, LAMY, LASEK, LEGGERI, Mme LETERMANN, MM. MAHZOUL, MAITREAU, MARCUZ, MANDRY, MARTIN, MENY, METZGER, Mme MOTTE, MM. NICOLAS, NIEDERGANG, B.NOTTER, NYCS, PAPIRER, POCHON, REIBEL, ROTTNER, SCHEIWE, SCHIROK, SCHNEIDER, STOCKER, STOESSEL, STRIFFLER, TOME, TURLOT, UNTEREINER, Mme VALLAT, MM. VOGT, WALTER, Mmes WINNLEN et ZELLER

Excusés (14) : MM. BAILEN, BECHT, BITSCHENE, BLANGENWITSCH, BOCKEL, DANNER, DREYFUS, ENGASSER, FURTWENGLER, Mme MILLION, M. P.NOTTER, Mme STRIFFLER, MM. SUCHET et WILLEMANN

Absents (8) : MM. BUTTAZZONI, HILLMEYER, HIRTH, KLEIN, NEMETT, SALZE, SOTHER et TRIMAILLE

Ont donné procuration (8) : MM. BITSCHENE, BLANGENWITSCH, BOCKEL, DANNER, ENGASSER, FURTWENGLER, MM. SUCHET et WILLEMANN

Assistent en outre à la séance : Mme TROGNON-MEYER, MM. VILLAUME, WILLGALLIS, ARLOTTI, Mmes CRAINICH et JAMMES du Syndicat

M. OCHSENBEIN est désigné secrétaire de séance par l'assemblée.

Point n° 8
TARIFS ASSAINISSEMENT 2013

1. Redevance assainissement collectif 2013 :

Depuis le 1er janvier 2010, la compétence assainissement est exercée de plein droit par le SIVOM et à ce titre il fixe le tarif de la redevance d'assainissement collectif des communes membres que sont : Bernwiller, Bollwiller, Brunstatt, Didenheim, Eschentzwiller, Feldkirch, Flaxlanden, Habsheim, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse, Pfastatt, Pulversheim, Reiningue, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Ruelisheim, Sausheim, Staffelfelden, Wittenheim, Zillisheim, Zimmersheim. Le tarif de la redevance assainissement collectif s'applique aux usagers domestiques ainsi qu'aux usagers non domestiques.

Dans la continuité des décisions prises antérieurement, le Comité syndical du SIVOM a décidé à l'occasion du comité d'administration du 09 décembre 2010 de poursuivre la politique d'harmonisation tarifaire et de l'étendre à l'ensemble des communes concernées par la compétence assainissement du SIVOM.

Pour 2013 il est proposé de maintenir au niveau 2012 la part de la redevance assainissement perçue par le Sivom et de limiter la hausse du tarif à l'évolution de la rémunération perçue par le fermier en application des dispositions contractuelles. Ainsi pour 2013 la tarification de la redevance d'assainissement se décompose :

- d'une part fixe qui permet de nous prémunir en partie de l'évolution de la consommation d'un montant de 39,30 € annuel par ménage, inchangée par rapport à 2012,
- d'une part variable harmonisée sur l'ensemble du territoire du SIVOM d'un montant de 1,3262 € du m³ (part SIVOM + part des fermiers),

Au global l'évolution de la redevance d'assainissement en 2013 sera de 1,2 %.

Les communes de Bernwiller, Bollwiller et Feldkirch disposaient d'une mesure d'harmonisation progressive sur 5 ans de 2008 à 2013. A compter de 2013, le tarif applicable sera le même sur l'ensemble du périmètre syndical.

Les grilles tarifaires annexées à la présente délibération détaillent de façon précise les tarifs applicables pour 2013 (annexes 1, 2 et 3).

Les eaux usées des communes de Baldersheim et de Battenheim sont traitées à la station d'épuration située à Ruelisheim et ainsi soumis à la redevance d'assainissement collectif pour la part épuration des eaux usées. Le tarif de redevance d'assainissement collectif au 1er janvier 2013 s'élève à 1,1101 € / m³ (idem 2012).

Pour que ces tarifs puissent valablement être appliqués à compter du 1er janvier 2013 par les différents facturiers de l'eau et de l'assainissement, il est indispensable que leur fixation intervienne avant le 31 décembre 2011.

Le tarif applicable au syndicat « Basse Vallée de la Doller », uniquement membre de la compétence « épuration des eaux usées », est fixé à 0,5867 €/m³ (idem 2012).

2. Participation pour le financement de l'assainissement collectif par les usagers assimilés à des usagers domestiques

La participation pour le financement de l'assainissement collectif par les usagers assimilés à des usagers domestiques a été instituée par le SIVOM lors de la séance de son comité d'administration du 26 juin 2012 avec effet au 1er juillet 2012. Son montant est limité au coût économisé par la non réalisation d'un système d'assainissement non collectif.

Les usagers concernés sont ceux définis par l'article R213-48-1 du Code de l'environnement et de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte. Ils ne sont pas soumis à un arrêté d'autorisation de rejet.

Les établissements industriels sont assujettis à la même participation financière si une partie de leurs locaux produit des eaux usées assimilables à une utilisation domestique (bureaux, salle de restauration, WC, etc.).

Cette participation financière est exigible à la délivrance de l'autorisation de déversement ordinaire.

Pour 2013, il est proposé de maintenir le tarif 2012 selon le tableau ci-joint (annexe 4).

Les activités relevant du présent article ne sont pas soumises à la participation pour le financement de l'assainissement collectif.

3. Participation pour le financement de l'assainissement collectif

Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la santé public les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées sont astreints à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif. Celle-ci s'élève au maximum à 80% du coût de fourniture et de pose d'un assainissement non collectif. Les modalités techniques et financières de cette participation ont été déterminées par délibération du SIVOM lors de sa séance du 26 juin 2012. Elle concerne les producteurs d'eaux usées domestiques. Cette participation se substitue à la participation pour le raccordement à l'égout depuis du 1er juillet 2012.

La participation est exigible à compter de la date de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires.

Pour l'année 2013 il est proposé de maintenir le tarif appliqué en 2012 selon le tableau ci-joint (annexe 5).

4. Facturation de la redevance d'assainissement collectif des puits, forage, des eaux pluviales

Les usagers tenus de se raccorder au réseau d'assainissement et qui s'alimentent en eau totalement ou partiellement à une source qui ne relève pas d'un service public doivent en faire la déclaration à la mairie.

Cette information transmise au SIVOM par la mairie permet d'organiser le comptage et la facturation de la redevance d'assainissement. Les modalités de mise en œuvre sont prévues par le règlement du service public de l'assainissement collectif.

On identifie trois catégories d'usagers :

- les puits des industriels ou assimilés (12 usagers),
- les rejets ponctuels (environ 10 usagers par an),
- les usagers domestiques (26 usagers identifiés à ce jour dont 2 équipés d'un compteur particulier).

Les volumes à facturer au titre de l'année 2011 sont de 2 097 532 m^3 dont l'essentiel relève des puits industriels. A ce jour la facturation des puits industriels est prise en compte par les services de l'eau.

Les rejets ponctuels et les usagers domestiques ne sont pas suivis par les services de l'eau.

Il est proposé que le SIVOM assure la facturation des volumes issus de puits, forage, des eaux pluviales et autres soumis à la redevance d'assainissement collectif pour les rejets ponctuels et les usagers domestiques selon les conditions définies au point 1 de la présente délibération.

Les membres du Comité d'administration :

- adoptent les tarifs de la part fixe de la redevance d'assainissement 2013 conformément à la grille tarifaire détaillée dans le tableau en annexe 1,

- adoptent les taux de la part variable de la redevance d'assainissement 2013 figurant dans le tableau en annexe 2,
- adoptent le montant de la redevance d'assainissement 2013 pour les usagers de Baldersheim et de Battenheim,
- adoptent le tarif applicable à la « Basse Vallée de la Doller »,
- approuvent le tarif 2013 de la participation financière due par les usagers assimilés à des usagers domestiques dans les conditions de la présente délibération et de son annexe 4,
- approuvent le tarif 2013 de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) dans les conditions de la présente délibération (annexe 5),
- approuvent la facturation par le SIVOM de la redevance d'assainissement collectif des puits, forage, des eaux pluviales dans les conditions de la présente délibération
- chargent le Président de la signature de l'ensemble des documents relatifs à la mise en œuvre de ces décisions.

Déposé à la Sous-Préfecture
de Mulhouse, le 19 DEC. 2012
et exécutoire à compter de cette date
Pour le Président
et par délégation
Le Directeur

SYNDICAT INTERCOMMUNAL à vocation multiple de la région Mulhousienne

Pour extrait conforme
Pour le Président
et par délégation
Le Directeur,

SYNDICAT INTERCOMMUNAL à vocation multiple de la région Mulhousienne

Annexe 1
Part fixe de la redevance d'assainissement - tarifs 2013

type de compteur d'eau	tarif annuel 2011	tarif annuel 2012	tarif annuel 2013	tarif semestriel 2011	tarif semestriel 2012	tarif semestriel 2013	tarif trimestriel 2011	tarif trimestriel 2012	tarif trimestriel 2013
Ø 15	38.56	39.33	39.33	19.28	19.66	19.66	9.64	9.83	9.83
Ø 20	38.56	39.33	39.33	19.28	19.66	19.66	9.64	9.83	9.83
Ø 25	73.90	75.38	75.38	36.95	37.69	37.69	18.47	18.84	18.84
Ø 30	109.24	111.43	111.43	54.62	55.71	55.71	27.31	27.86	27.86
Ø 32	109.24	111.43	111.43	54.62	55.71	55.71	27.31	27.86	27.86
Ø 40	163.86	167.14	167.14	81.93	83.57	83.57	40.97	41.79	41.79
Ø 50	245.26	250.16	250.16	122.63	125.08	125.08	61.31	62.54	62.54
Ø 60	245.26	250.16	250.16	122.63	125.08	125.08	61.31	62.54	62.54
Ø 65	245.26	250.16	250.16	122.63	125.08	125.08	61.31	62.54	62.54
Ø 80	368.42	375.79	375.79	184.21	187.90	187.90	92.11	93.95	93.95
Ø 100	478.74	488.31	488.31	239.37	244.16	244.16	119.68	122.08	122.08
Ø 150	478.74	488.31	488.31	239.37	244.16	244.16	119.68	122.08	122.08
Ø 200	478.74	488.31	488.31	239.37	244.16	244.16	119.69	122.08	122.08
Ø 40 - 15	202.42	206.47	206.47	101.21	103.23	103.23	50.60	51.62	51.62
Ø 50 - 15	283.82	289.49	289.49	141.91	144.75	144.75	70.95	72.37	72.37
Ø 50 - 20	283.82	289.49	289.49	141.91	144.75	144.75	70.95	72.37	72.37
Ø 50 - 25	319.16	325.54	325.54	159.58	162.77	162.77	79.79	81.39	81.39
Ø 80 - 15	406.98	415.12	415.12	203.49	207.56	207.56	101.75	103.78	103.78
Ø 80 - 20	406.98	415.12	415.12	203.49	207.56	207.56	101.75	103.78	103.78
Ø 100 - 20	517.29	527.64	527.64	258.65	263.82	263.82	129.32	131.91	131.91
Ø 100 - 25	552.64	563.69	563.69	276.32	281.84	281.84	138.16	140.92	140.92
Ø 100 - 30	587.98	599.74	599.74	293.99	299.87	299.87	146.99	149.93	149.93
Ø 150 - 40	642.60	655.45	655.45	321.30	327.73	327.73	160.65	163.86	163.86

Annexe 2
Part variable de la redevance assainissement - tarifs 2013

	Redevance assainissement part var. SIVOM 2012	Redevance assainissement part fixe SIVOM 2012 (pr fact 120 m3)	Redevance fermier 2012	Redevance globale assainissement 2012 (pr 120 m3)	Redevance assainissement part var. SIVOM 2013	Redevance assainissement part fixe SIVOM 2013 (pr fact 120 m3)	Redevance fermier 2013	Redevance globale assainissement 2013 (pr 120 m3)
Bamwiller	1.1874	0.3277		1.5151	1.3262	0.3277		1.6539
Bolwiller	1.1874	0.3277		1.5151	1.3262	0.3277		1.6539
Brunstatt	0.5124	0.3277	0.7940	1.6341	0.5124	0.3277	0.8138	1.6539
Didenheim	0.5124	0.3277	0.7940	1.6341	0.5124	0.3277	0.8138	1.6539
Eschentzwiller	0.5124	0.3277	0.7940	1.6341	0.5124	0.3277	0.8138	1.6539
Feldkirch	1.1822	0.3277		1.5099	1.3262	0.3277		1.6539
Flaxlanden	0.5124	0.3277	0.7940	1.6341	0.5124	0.3277	0.8138	1.6539
Habsheim	0.5124	0.3277	0.7940	1.6341	0.5124	0.3277	0.8138	1.6539
Ilzach	0.5124	0.3277	0.7940	1.6341	0.5124	0.3277	0.8138	1.6539
Kingersheim	1.3038	0.3277		1.6315	1.3262	0.3277		1.6539
Lutterbach	0.5124	0.3277	0.7940	1.6341	0.5124	0.3277	0.8138	1.6539
Morschwiller-Le-Bas	0.5124	0.3277	0.7940	1.6341	0.5124	0.3277	0.8138	1.6539
Mulhouse	0.5124	0.3277	0.7940	1.6341	0.5124	0.3277	0.8138	1.6539
Pfastatt	0.5124	0.3277	0.7940	1.6341	0.5124	0.3277	0.8138	1.6539
Pulversheim	1.3038	0.3277		1.6315	1.3262	0.3277		1.6539
Reiningue	0.5124	0.3277	0.7940	1.6341	0.5124	0.3277	0.8138	1.6539
Richwiller	1.3038	0.3277		1.6315	1.3262	0.3277		1.6539
Riedisheim	0.5124	0.3277	0.7940	1.6341	0.5124	0.3277	0.8138	1.6539
Rixheim	0.5124	0.3277	0.7940	1.6341	0.5124	0.3277	0.8138	1.6539
Ruelisheim	1.3038	0.3277		1.6315	1.3262	0.3277		1.6539
Sausheim	0.5124	0.3277	0.7940	1.6341	0.5124	0.3277	0.8138	1.6539
Staffelfelden	1.3038	0.3277		1.6315	1.3262	0.3277		1.6539
Wittenheim	1.3038	0.3277		1.6315	1.3262	0.3277		1.6539
Zillisheim	0.5124	0.3277	0.7940	1.6341	0.5124	0.3277	0.8138	1.6539
Zimmersheim	0.5124	0.3277	0.7940	1.6341	0.5124	0.3277	0.8138	1.6539

Annexe 3

Evolution 2012 - 2013 de la redevance eau + assainissement (sur la base d'une consommation de 120 m3/an)

	2012				2013				Evol en %
	Redevance assainissement par m3	Redevance eau par m3	Redevance agence de l'eau par m3	Total redevance eau + assainissement par m3	Redevance assainissement par m3	Redevance eau par m3 (prévision)	Redevance agence de l'eau par m3	Total redevance eau + assainissement par m3 (prévision)	
Bennwihr	1.5151 €	1.2960 €	0.7060 €	3.5171 €	1.6539 €	1.2960 €	0.6940 €	3.6439 €	3.6%
Bellemagny	1.5151 €	1.3038 €	0.7060 €	3.5649 €	1.6539 €	1.3773 €	0.6940 €	3.7252 €	4.5%
Brunstatt	1.6316 €	2.0298 €	0.7060 €	4.3674 €	1.6539 €	2.0401 €	0.6940 €	4.3880 €	0.5%
Ottmarsheim	1.6316 €	1.8835 €	0.7060 €	4.2211 €	1.6539 €	1.9938 €	0.6940 €	4.2417 €	0.5%
Eschentzwiller	1.6316 €	2.2235 €	0.7060 €	4.5611 €	1.6539 €	2.2338 €	0.6940 €	4.5817 €	0.5%
Feldkirch	1.5099 €	1.3059 €	0.7060 €	3.5218 €	1.6539 €	1.3384 €	0.6940 €	3.6863 €	4.7%
Flaxlanden	1.6316 €	1.4861 €	0.7060 €	3.8237 €	1.6539 €	1.4861 €	0.6940 €	3.8340 €	0.3%
Habsheim	1.6316 €	2.2235 €	0.7060 €	4.5611 €	1.6539 €	2.2538 €	0.6940 €	4.5817 €	0.5%
Illzach	1.6316 €	1.8475 €	0.7060 €	4.1851 €	1.6539 €	1.8578 €	0.6940 €	4.2057 €	0.5%
Kingersheim	1.6316 €	1.3520 €	0.7060 €	3.6896 €	1.6539 €	1.3857 €	0.6940 €	3.7336 €	1.2%
Lutterbach	1.6316 €	2.1636 €	0.5440 €	4.3391 €	1.6539 €	2.1738 €	0.5640 €	4.3917 €	1.2%
Pfastatt	1.6316 €	2.1535 €	0.5440 €	4.3291 €	1.6539 €	2.1638 €	0.5640 €	4.3817 €	1.2%
Mulhouse	1.6316 €	1.5625 €	0.7060 €	3.9001 €	1.6539 €	1.5728 €	0.6940 €	3.9207 €	0.5%
Pfastatt	1.6316 €	2.0435 €	0.5440 €	4.2191 €	1.6539 €	2.0539 €	0.5640 €	4.2717 €	1.2%
Pulversheim	1.6316 €	1.7760 €	0.7060 €	4.1136 €	1.6539 €	1.8202 €	0.6940 €	4.1681 €	1.3%
Rainwiller	1.6316 €	2.2199 €	0.5440 €	4.3955 €	1.6539 €	2.2302 €	0.5640 €	4.4481 €	1.2%
Richwiller	1.6316 €	1.5323 €	0.5440 €	3.7079 €	1.6539 €	1.5705 €	0.5640 €	3.7884 €	2.2%
Richtolsheim	1.6316 €	1.9635 €	0.7060 €	4.3011 €	1.6539 €	1.9738 €	0.6940 €	4.3217 €	0.5%
Richwiller	1.6316 €	2.2235 €	0.7060 €	4.5611 €	1.6539 €	2.2338 €	0.6940 €	4.5817 €	0.5%
Rustenhart	1.6316 €	1.3245 €	0.7060 €	3.6621 €	1.6539 €	1.3575 €	0.6940 €	3.7054 €	1.2%
Steinsheim	1.6316 €	1.8435 €	0.7060 €	4.2011 €	1.6539 €	1.8738 €	0.6940 €	4.2217 €	0.5%
Staffelfelden	1.6316 €	1.3043 €	0.7060 €	3.6419 €	1.6539 €	1.3368 €	0.6940 €	3.6847 €	1.2%
Wittenheim	1.6316 €	1.3206 €	0.7060 €	3.6582 €	1.6539 €	1.3535 €	0.6940 €	3.7014 €	1.2%
Zillisheim	1.6316 €	1.5698 €	0.7060 €	3.9074 €	1.6539 €	1.5698 €	0.6940 €	3.9177 €	0.3%
Zimmersheim	1.6316 €	2.2235 €	0.7060 €	4.5611 €	1.6539 €	2.2338 €	0.6940 €	4.5817 €	0.5%

Annexe 4

Participation pour le financement de l'assainissement collectif due par les usagers assimilable à des usagers domestiques

Selon articles L1331-7-1 du Code de la santé publique, L213-10-2 et R213-48-1 du Code l'environnement, de l'annexe I de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte

Participation pour le financement de l'assainissement collectif par les usagers assimilés à des usagers domestiques	Tarif au 1er janvier 2023		
	Pour une surface de plancher ou une emprise au sol		
	du 0 à 200 m²	à partir du 201 m² jusqu'au 2000 m²	à partir du 2001 m²
Berrwiller	1680	2,63 € le m²	0,50 € le m²
Bollwiller			
Brunstatt			
Didenheim			
Eschentzwiller			
Feldkirch			
Flaxlanden			
Habsheim			
Illzach			
Kingersheim			
Lutterbach			
Merschwiller-Le-Bas			
Mulhouse			
Pfastatt			
Pulversheim			
Reiningue			
Richwiller			
Riedisheim			
Richstein			
Ruelisheim			
Soultzeln			
Staffelfelden			
Wittenheim			
Zillisheim			
Zimmersheim			

L'établissement industriel est assujetti à la présente participation financière si une partie de ses locaux produit des eaux usées assimilables à une utilisation domestique (bureaux, salle de restauration, WC, etc.)

Annexe 5
Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)

Tout travaux donnant lieu à la création de constructions à usage d'habitation ou à un autre usage et tout travaux donnant lieu à de la surface de plancher supplémentaire et comportant un ou des éléments constitutifs supplémentaires, relevant du service d'assainissement collectif sont soumis à la participation pour le financement de l'assainissement collectif prévue à l'article L.1331-7 du Code de la santé publique dans les conditions ci-après :

Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) applicable aux usagers domestiques	Tarif au 1er janvier 2013						
	Constructions à usage d'habitation				Constructions à usage autre qu'habitation		
	Jusqu'à 300 m3		de 301 m3 à 3000 m3	à partir de 3001 m3	Travaux donnant lieu à de la surface de plancher supplémentaire et comportant un ou des éléments constitutifs supplémentaires		
	maison ou 1er appartement	à partir du 2ème appartement			de 0 à 200 m2	à partir de 201 m2 jusqu'au 2 000 m2	à partir de 2 001 m3
Berrwiller							
Bettwiller							
Brunstatt							
Dietwiller							
Eschentzwiller							
Feldkirch							
Flaxlanden							
Hatzlenheim							
Illzach							
Klingenthal							
Lutterbach							
Morschwiller-Le-Bas							
Mulhouse	1000	521	2,63 € le m3	4,00 € le m2	1050	2,63 € le m²	4,00 € le m²
Pfastatt							
Pulversheim							
Rebberg							
Richwiller							
Rixheim							
Riedisheim							
Sausheim							
Staffelfelden							
Wittenheim							
Zillisheim							
Zimmersheim							

Les tarifs sont fixés dans la limite du seuil plafond déterminé par l'article L.1331-7 du code de la Santé Publique soit dans la limite de 80 % du coût de la pose et de la fourniture d'une installation individuelle.

Le PAC est exigible à compter de la date de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires

ENTRÉE le
19 DEC. 2012
Service Prévention des Nuisances

Département
du Haut-Rhin
Arrondissement
de Mulhouse

SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE
DE LA REGION MULHOUSIENNE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU COMITE D'ADMINISTRATION
sous la présidence de M. Daniel ECKENSPIELLER
Maire de la Ville d'Illzach
Séance du 12 décembre 2012

ENTRÉ le 19 DEC. 2012
Sous-Préfecture de Mulhouse

Pour :	70
Contre :	0
Abstention :	0
Nombre de présents :	62
Nombre de droits de votes :	70

Date de convocation et d'expédition :
05 décembre 2012

Présents (62) : MM. BARTH, BAUER, BOURGUET, BROMBACHER, Mmes BRUN, BUCHERT, MM. BUX, CHAPRIER, CIARLETTA, CLAD, ECKENSPIELLER, Mme ECKERT, MM. FEIGEL, FLURY, FREY, Mme GASSER, MM. GERARDIN, GLOTZ, GOESTER, Mmes GRISEY, GROFF, MM. HARTMEYER, HATTENBERGER, HAUSS, ISSELE, Mme KARR, MM. KIMMICH, KNECHT-WALKER, LAMY, LASEK, LEGGERI, Mme LETERMANN, MM. MAHZOUL, MAITREAU, MARCUZ, MANDRY, MARTIN, MENY, METZGER, Mme MOTTE, MM. NICOLAS, NIEDERGANG, B.NOTTER, NYCS, PAPIRER, POCHON, REIBEL, ROTTNER, SCHEIWE, SCHIRCK, SCHNEIDER, STOCKER, STOESSEL, STRIFFLER, TOME, TURLOT, UNTEREINER, Mme VALLAT, MM. VOGT, WALTER, Mmes WINNLEN et ZELLER

Excusés (14) : MM. BAILEN, BECHT, BITSCHENE, BLANGENWITSCH, BOCKEL, DANNER, DREYFUS, ENGASSER, FURTWENGLER, Mme MILLION, M. P.NOTTER, Mme STRIFFLER, MM. SUCHET et WILLEMANN

Absents (8) : MM. BUTTAZZONI, HILLMEYER, HIRTH, KLEIN, NEMETT, SALZE, SOTHER et TRIMAILLE

Ont donné procuration (8) : MM. BITSCHENE, BLANGENWITSCH, BOCKEL, DANNER, ENGASSER, FURTWENGLER, MM. SUCHET et WILLEMANN

Assistent en outre à la séance : Mme TROGNON-MEYER, MM. VILLAUME, WILLGALLIS, ARLOTTI, Mmes CRAINICH et JAMMES du Syndicat

M. OCHSENBEIN est désigné secrétaire de séance par l'assemblée.

Point n° 20
Service d'assainissement non collectif – redevance 2013

Monsieur le Président expose,

Au-delà de ses missions de conseil et d'informations, le service d'assainissement non collectif porte sur les missions suivantes : le contrôle de la conception et la réalisation des installations neuves ou réhabilitées, le diagnostic initial des installations existantes et le contrôle périodique de bon fonctionnement de ces installations, le contrôle de fonctionnement à l'occasion de la cession d'un immeuble.

La prestation relève essentiellement du coût de la main d'œuvre basé sur le coût horaire brut d'un technicien principal 2ème classe de 23,72 € applicable au 1er janvier 2013 par m2A.

1 - Part de la redevance d'assainissement non collectif destinée à couvrir les charges pour :

- le diagnostic initial des installations existantes,
- le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes,
- le contrôle de fonctionnement à l'occasion de la cession d'un immeuble.

L'exécution de chacune des trois missions ci-dessus nécessite 4 heures de travail (3 heures de travail de terrain et de bureau et 1 heure au titre des frais de gestion). Le tarif applicable au 1er janvier 2013 est fixé à 94,88 € pour un montant de 81,65 € en 2012. La différence s'explique par l'augmentation du cout horaire mais surtout par l'augmentation d'une demi-heure du temps consacré à l'exécution de la mission. Cette augmentation de temps se justifie par les investigations complémentaires à mener (dispositions sanitaires et environnementales) suite aux dernières dispositions règlementaires. Il est précisé qu'une proposition de modification de la périodicité de contrôle sera soumise au prochain comité syndical pour un délai plus espacé entre deux visites que le délai actuel.

2 - Part de la redevance d'assainissement non collectif destinée à couvrir les charges pour :

- le contrôle de la conception et la réalisation des installations neuves

Pour toutes les installations, neuves comme existantes à réhabiliter, le service d'assainissement non collectif instruit les dossiers de demandes d'installation et suit l'exécution des travaux par des interventions sur le terrain. Le service rendu représente environ 8 heures de travail (6 heures de terrain et de bureau et 2 heures au titre des frais de gestion). Le tarif au 1er janvier 2013 est fixé à 189,76 €.

3 - Part de la redevance d'assainissement non collectif destinée à couvrir les charges pour :

- la part destinée à couvrir un déplacement inutile du fait de l'absence du propriétaire ou de son mandataire alors même qu'un rendez vous avait été formalisé selon les dispositions règlementaires.

Il s'agit d'une nouvelle disposition. Le tarif applicable au 1er janvier 2013 est fixé à 50% du tarif pour un contrôle prévu sous la rubrique 1 ci-dessus soit 47,44 €. L'usager reste soumis au contrôle des ses installations pour l'année considérée et au versement de la part de la redevance d'assainissement non collectif destinée à couvrir les charges correspondantes.

4 - La SPANC peut également facturer :

- le remboursement des frais de prélèvement et d'analyses sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel lorsque ces frais sont à la charge du propriétaire ou maitre d'ouvrage de l'installation c'est-à-dire lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la règlementation.

Après en avoir délibéré, le Comité d'Administration décide :

- de fixer la redevance d'assainissement non collectif à compter du 1er janvier 2013 à 94,88 € dans les conditions précisées par la présente délibération,

- de fixer la redevance pour instruction et suivi des dossiers d'installations d'assainissement non collectif pour les constructions nouvelles ou à réhabiliter à compter du 1er janvier 2013 à 189,76 € dans les conditions précisées dans la présente délibération,

- de fixer la redevance pour couvrir un déplacement inutile du fait de l'absence du propriétaire ou de son mandataire alors même qu'un rendez vous avait été formalisé selon les dispositions à compter du 1er janvier 2013 à 47,44 €,

- de facturer le remboursement des frais de prélèvement et d'analyses sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel lorsque ces frais sont à la charge du propriétaire ou maître d'ouvrage de l'installation c'est-à-dire lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la règlementation,

- d'autoriser le Président ou son délégué à signer tous les documents nécessaires à la mise en oeuvre des décisions de la présente délibération.

Déposé à la Sous-Préfecture
de Mulhouse, le 19 DEC. 2012
et exécutoire à compter de cette date
Pour le Président
et par délégation
Le Directeur

SYNDICAT INTERCOMMUNAL à vocation multiple de la région Mulhousienne

Pour extrait conforme
Pour le Président
et par délégation
Le Directeur

SYNDICAT INTERCOMMUNAL à vocation multiple de la région Mulhousienne

ENTRÉ le
19 DEC. 2012
Sous-Préfecture de Mulhouse

Département
du Haut-Rhin
Arrondissement
de Mulhouse

SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DE LA REGION MULHOUSIENNE

ENTRÉ le 19 DEC. 2012 Sous-Préfecture de Mulhouse

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU COMITE D'ADMINISTRATION
sous la présidence de M. Daniel ECKENSPIELLER
Maire de la Ville d'Illzach
Séance du 12 décembre 2012

Pour :	70
Contre :	0
Abstention :	0
Nombre de présents :	62
Nombre de droits de votes :	70

Date de convocation et d'expédition :
05 décembre 2012

Présents (62) : MM. BARTH, BAUER, BOURGUET, BROMBACHER, Mmes BRUN, BUCHERT, MM. BUX, CHAPRIER, CIARLETTA, CLAD, ECKENSPIELLER, Mme ECKERT, MM. FEIGEL, FLURY, FREY, Mme GASSER, MM. GERARDIN, GLOTZ, GOESTER, Mmes GRISEY, GROFF, MM. HARTMEYER, HATTENBERGER, HAUSS, ISSELE, Mme KARR, MM. KIMMICH, KNECHT-WALKER, LAMY, LASEK, LEGGERI, Mme LETERMANN, MM. MAHZOUL, MAITREAU, MARCUZ, MANDRY, MARTIN, MENY, METZGER, Mme MOTTE, MM. NICOLAS, NIEDERGANG, B.NOTTER, NYCS, PAPIRER, POCHON, REIBEL, ROTTNER, SCHEIWE, SCHIRCK, SCHNEIDER, STOCKER, STOESSEL, STRIFFLER, TOME, TURLOT, UNTEREINER, Mme VALLAT, MM. VOGT, WALTER, Mmes WINNLEN et ZELLER

Excusés (14) : MM. BAILEN, BECHT, BITSCHENE, BLANGENWITSCH, BOCKEL, DANNER, DREYFUS, ENGASSER, FURTWENGLER, Mme MILLION, M. P.NOTTER, Mme STRIFFLER, MM. SUCHET et WILLEMANN

Absents (8) : MM. BUTTAZZONI, HILLMEYER, HIRTH, KLEIN, NEMETT, SALZE, SOTHER et TRIMAILLE

Ont donné procuration (8) : MM. BITSCHENE, BLANGENWITSCH, BOCKEL, DANNER, ENGASSER, FURTWENGLER, MM. SUCHET et WILLEMANN

Assistent en outre à la séance : Mme TROGNON-MEYER, MM. VILLAUME, WILLGALLIS, ARLOTTI, Mmes CRAINICH et JAMMES du Syndicat

M. OCHSENBEIN est désigné secrétaire de séance par l'assemblée.

Point n° 11
Assainissement – Tarif 2013 pour la vérification de la situation des immeubles en matière « assainissement »

Monsieur le Président expose,

Lors de la mutation de biens immobiliers entre tiers, le SIVOM est saisi par les notaires pour connaître leur situation au regard du raccordement au réseau d'eaux usées. Ces avis sont émis au même titre que les réglementations concernant l'amiante et le plomb.

Environ 800 demandes seront traitées en 2012 par le SIVOM avec le concours des exploitants des réseaux en exécution des contrats ou en régie pour les autres secteurs.

Il s'agit de sollicitations dans le cadre de transactions immobilières nécessitant une prestation particulière. Cette prestation est soumise à une tarification avec un coût à la charge du demandeur.

La prestation relève essentiellement du coût de la main d'oeuvre basé sur le coût horaire brut d'un technicien principal 2ème classe de 23,72 € applicable au 1er janvier 2013 par m2A. L'exécution de la mission nécessite 3 heures 30 de travail (2½ heures de travail de terrain et de bureau et 1 heure au titre des frais de gestion). Le tarif applicable au 1er janvier 2013 est fixé à 83,02 € (81,65 € en 2012).

Après en avoir délibéré, le Comité d'administration décide :

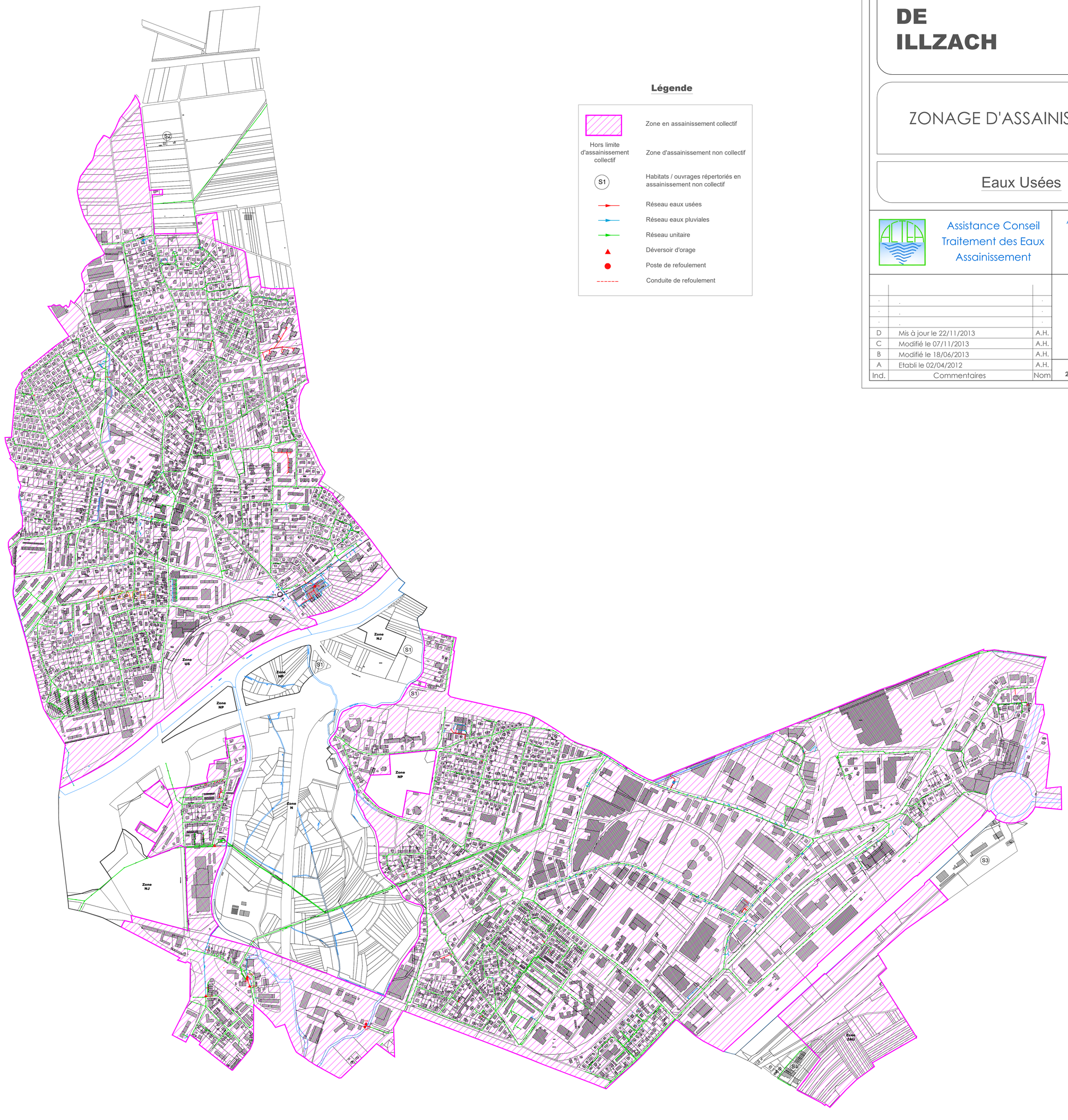
- de porter le tarif à compter du 1er janvier 2013 pour la vérification de la situation des immeubles en matière « assainissement » à 83,02 €,
- d'autoriser le Président ou son délégué à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Déposé à la Sous-Préfecture de Mulhouse, le 19 déc. 2012
et exécutoire à compter de cette date
Pour le Président
et par délégation
Le Directeur

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE LA BANLIEUE MULHOUSIENNE

Pour extrait conforme
Pour le Président
et par délégation
Le Directeur,

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE LA BANLIEUE MULHOUSIENNE



Légende

	Zone en assainissement collectif
Hors limite d'assainissement collectif	Zone d'assainissement non collectif
S1	Habitats / ouvrages répertoriés en assainissement non collectif
	Réseau eaux usées
	Réseau eaux pluviales
	Réseau unitaire
	Déversoir d'orage
	Poste de refoulement
	Conduite de refoulement

COMMUNE DE ILLZACH

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Eaux Usées

Assistance Conseil
Traitement des Eaux
Assainissement

ACTEA environnement
27 rue Roger Salengro
59590 RAISMES
Tel: 03.27.45.83.00
Fax: 03.27.45.83.01
Mail: actea@free.fr

Ind.	Commentaires	Nom
.	.	.
.	.	.
.	.	.
D	Mis à jour le 22/11/2013	A.H.
C	Modifié le 07/11/2013	A.H.
B	Modifié le 18/06/2013	A.H.
A	Etabli le 02/04/2012	A.H.

Sivom
RÉGION MULHOUSIENNE
25, avenue Kennedy
68 MULHOUSE
Tel: 03.89.43.21.30

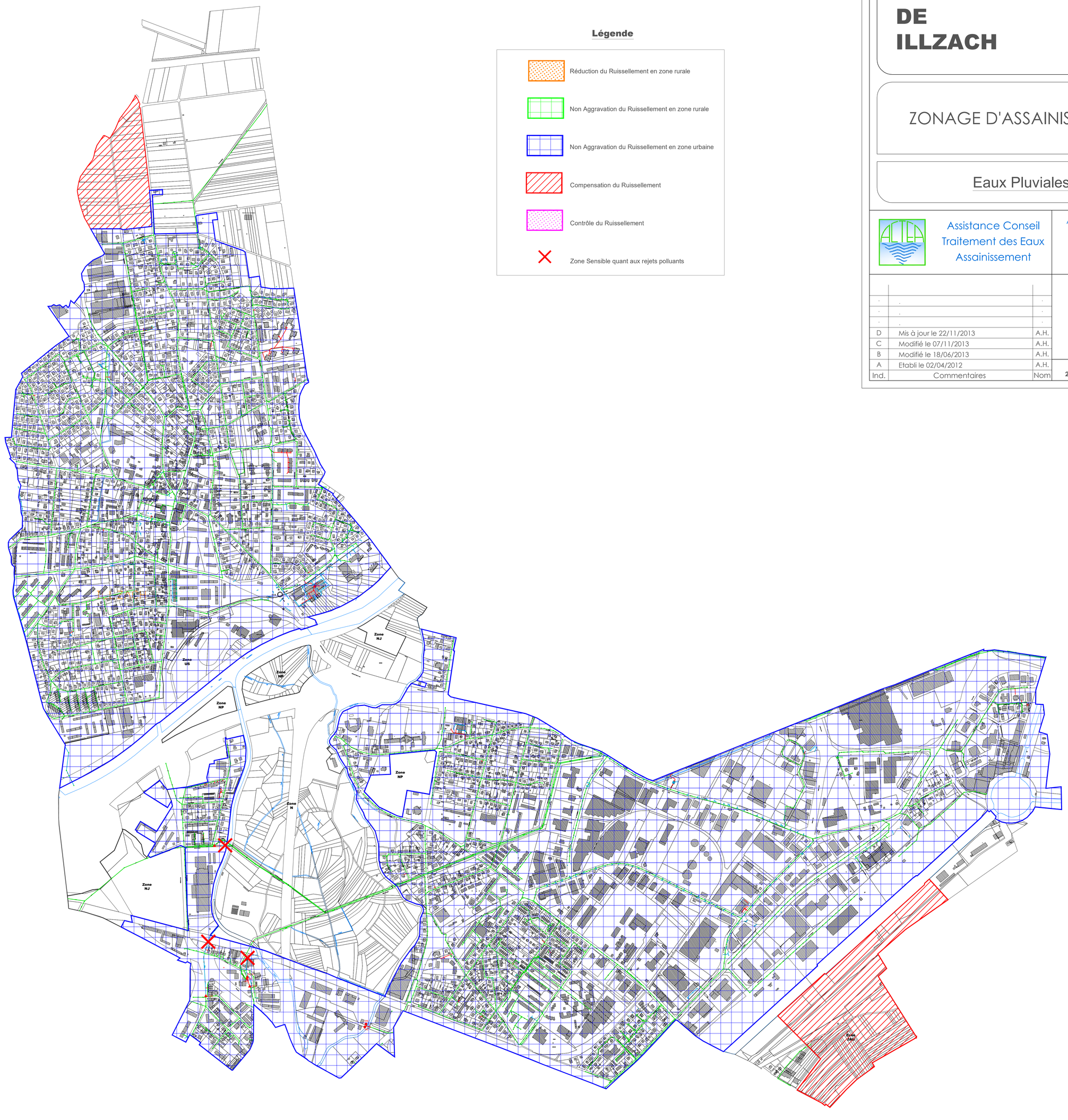
Sortie: 25/11/2013

A0 -
1:6000

COMMUNE DE ILLZACH

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Eaux Pluviales



Légende

- Réduction du Ruissellement en zone rurale
- Non Aggravation du Ruissellement en zone rurale
- Non Aggravation du Ruissellement en zone urbaine
- Compensation du Ruissellement
- Contrôle du Ruissellement
- Zone Sensible quant aux rejets polluants

Assistance Conseil
Traitement des Eaux
Assainissement

ACTEA environnement
27 rue Roger Salengro
59590 RAISMES
Tel: 03.27.45.83.00
Fax: 03.27.45.83.01
Mail: actea@free.fr

Ind.	Commentaires	Nom
.	.	.
.	.	.
.	.	.
D	Mis à jour le 22/11/2013	A.H.
C	Modifié le 07/11/2013	A.H.
B	Modifié le 18/06/2013	A.H.
A	Etabli le 02/04/2012	A.H.

Sivom
RÉGION MULHOUSIENNE
25, avenue Kennedy
68 MULHOUSE
Tel: 03.89.43.21.30

Sortie:	A0 -
25/11/2013	1:6000

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Plan Local d'Urbanisme de

Illzach
ma ville rayonne !

Maîtrise d'Ouvrage de

MULHOUSE ALSACE

Annexe relative au

TRAITEMENT ET À L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

Maîtrise d'Ouvrage et Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage :

Maîtrise d'œuvre :

TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

m2A assure la valorisation des déchets (recyclage) ou leur élimination (incinération). Cette mission est confiée au Syndicat intercommunal à vocation multiple (Sivom) de l'agglomération mulhousienne.

Collecte des déchets ménagers :

Dans le cadre d'un marché de la m2A avec une entreprise spécialisée, les ordures ménagères sont collectées hebdomadairement en porte à porte, selon un système de collecte conteneurisé. Ce système permet la séparation des déchets ménagers selon les deux catégories suivantes :

- déchets recyclables (papiers-cartons-journaux-magazines-bouteilles en plastique-boîtes en acier-canettes en aluminium et briques alimentaires),
- déchets incinérables.

Les encombrants et autres déchets volumineux ou toxiques sont à déposer par les usagers dans une des treize déchèteries à leur disposition sur le périmètre du SIVOM.

Aussi, des conteneurs à verre sont répartis sur l'ensemble de la commune.

Le porte-à-porte dans le secteur de l'Ile Napoléon :

Les maisons individuelles sont équipées de sacs jaunes translucides dans lesquels les habitants peuvent jeter les produits recyclables (bouteilles plastiques, papiers, cartons et emballages métalliques).

Le ramassage des bacs OM se fait deux fois par semaine ; celui des sacs jaunes une fois par semaine.

Le secteur de l'Ile Napoléon est collecté par la société VEOLIA.

Le porte-à-porte dans le secteur de Mulhouse-Illzach :

La collecte des déchets se fait depuis 2013 à Mulhouse et à Illzach en porte à-porte.

Traitement des déchets ménagers :

Les déchets sont triés en différentes catégories au centre de tri à Illzach. Ils sont ensuite compactés et transformés en balles avant de rejoindre les filières de recyclage.

Implanté sur la commune d'Illzach, il est opérationnel depuis mars 1999. Après une gestion de 8 ans en régie (collaboration avec m2A), à partir du 1er janvier 2011, l'exploitation du centre de tri a été confiée à l'exploitant de l'usine d'incinération de Sausheim dans le cadre d'un contrat globalisé. La société Novergie prend en charge la réception, le tri et la valorisation des déchets issus des collectivités à savoir :

- les déchets de certains particuliers qui ne peuvent se rendre en déchetterie en raison de la hauteur limitée d'accès
- les encombrants issus des déchetteries intercommunales.
- les déchets encombrants collectés par les communes membres principalement en porte à porte
- les déchets provenant de l'activité communale ainsi que ceux d'associations pris en compte par les communes
- les déchets provenant des collectivités clientes du secteur 3.

Les déchets des entreprises relèvent de la responsabilité exclusive de l'exploitant qui a la faculté d'accueillir pour son propre compte les déchets artisanaux et commerciaux.

Outre le tri des déchets permettant d'augmenter le tonnage des déchets recyclés, le centre de tri permet d'assurer une préparation par broyage des déchets qui ne peuvent être valorisés. Ils sont ensuite envoyés à l'incinération afin d'être transformés en valorisation énergétique.

Les métaux ferreux et non ferreux contenus dans les ordures ménagères, sont envoyés à l'usine d'incinération et triés avant incinération (en retirant le plus gros). Après incinération, les métaux restant sont retirés des cendres, grâce à un crible et un équipement (basé sur le principe de l'aimant) qui permet de trier les particules non ferreuses telles que le cuivre, l'aluminium ou le laiton. Les métaux récupérés sont ensuite expédiés vers les filières de recyclage.

Usine d'incinération

Située à Sausheim, l'usine d'incinération bénéficie d'une technologie et d'équipements de pointe, notamment en matière de protection de l'environnement. L'énergie libérée par l'incinération des déchets permet de valoriser les ordures ménagères sous forme d'électricité.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DU HAUT-RHIN

Département du Haut-Rhin – Communes d'ILLZACH et SAUSHEIM

Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

Entrepôt Pétrolier de Mulhouse (EPM) à ILLZACH

Modification n°1



Notice de présentation
Plan de zonage réglementaire
Règlement
Cahier de recommandations

Dossier de la modification n°1 du PPRT
approuvé par arrêté préfectoral n° 0086 - PR du 16 octobre 2018

Table des matières

1. PREAMBULE....4

2. RAPPEL REGLEMENTAIRE ET HISTORIQUE....5

2.1. Rappel réglementaire....5

2.1.1. Objet d'un PPRT....5
2.1.2. Mesures d'un PPRT....5
2.1.3. La procédure de modification d'un PPRT....6

2.2. Le PPRT Entrepôt Pétrolier de Mulhouse (EPM)....6

2.2.1. L'élaboration du PPRT EPM....6
2.2.2. La modification du PPRT EPM....6

3. LA JUSTIFICATION DE LA MODIFICATION – SON DIMENSIONNEMENT – LES MESURES CONSERVATOIRES....7

3.1. Les raisons de la prescription de la modification du PPRT....7

3.2. Les mesures de réduction du risque présentées par EPM postérieurement à l'approbation du PPRT et la motivation de la modification du PPRT....7

3.2.1. La motivation de la modification du PPRT....7
3.2.2. Les mesures de réduction du risque présentées par EPM....7

3.3. Les phénomènes dangereux....8

3.4. L'évaluation environnementale....8

3.4.1. La non soumission à évaluation environnementale....8
3.4.2. Les caractéristiques de l' impact potentiel du projet sur l' environnement et la santé humaine....8

3.5. Les mesures conservatoires....8

4. LA PARTICIPATION A LA MODIFICATION DU PPRT....11

4.1. Les modalités prévues dans l'arrêté de prescription de la modification....11

4.2. L'information des ex-POA....11

4.3. La consultation du public....11

4.3.1. Le déroulement de la consultation....11
4.3.2. Observations émises par le public....12
4.3.3. Analyse et suite données aux observations....12

5. INFORMATIONS SUR LES RISQUES – CARTOGRAPHIE DES EFFETS ET DES ALEAS APRES MODIFICATION.....12

5.1. Informations sur les risques.....12

5.1.1. Genèse d' un accident industriel.....13
5.1.2. Caractérisation d' un phénomène dangereux.....13
5.1.3. Etude de dangers.....13

5.2. Les cartes d'intensité des effets.....14

6. PIECES DU DOSSIER ET MODIFICATIONS APPORTEES AU PPRT.....14

6.1. Zonage réglementaire.....14

6.2. Règlement.....17

6.2.1. Modification au titre I du règlement.....17
6.2.2. Modification au titre II du règlement.....17
Le préambule est modifié par les nouvelles destinations de construction en matière d' urbanisme.....17
6.2.3. Modification au titre III du règlement.....17
6.2.4. Modification au titre IV du règlement.....18
6.2.5. Modification des annexes au règlement.....18

7. RESUME.....19

ANNEXES.....20

1. PREAMBULE

Le décret n°2017-780 du 5 mai 2017 relatif aux plans de prévention des risques technologiques a modifié la constitution du dossier de PPRT en supprimant la note de présentation, afin de renforcer les mesures de sécurité contre les actes de malveillance des sites SEVESO couverts par un PPRT.

Cette notice de présentation de la modification vise à résumer et à expliquer la motivation de la modification du PPRT, son contenu et la démarche mise en œuvre pour son élaboration. La note de présentation du PPRT initial ne sera désormais plus jointe au dossier de modification.

Cette notice de présentation de la modification ne reprend pas les informations relatives aux établissements à l'origine des risques technologiques ainsi que les éléments techniques définissant le périmètre d'exposition aux risques du PPRT, ni le contexte socio-économique, ni les enjeux humains, matériels ou environnementaux identifiés à l'intérieur de ce périmètre en connaissance desquels avait été élaboré le PPRT. Elle n'expose pas non plus les études réalisées dans le cadre de l'élaboration du PPRT ainsi que les mesures retenues par ce plan dans chaque zone ou secteur et les raisons qui avaient conduit au choix de ces mesures :

- pour réduire la situation de vulnérabilité des enjeux humains identifiés,
- pour maîtriser le développement de l'urbanisation future.

Le dossier du PPRT annexé à l'arrêté préfectoral du 11 avril 2014 est disponible sur le site internet http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr.

Ne sont reprises dans la présente notice que les informations utiles à la compréhension de la modification du PPRT et à son élaboration.

2. RAPPEL REGLEMENTAIRE ET HISTORIQUE

2.1. Rappel réglementaire

2.1.1. Objet d'un PPRT

Suite à la catastrophe d'AZF à Toulouse en 2001, maîtriser l'urbanisation autour de telles installations classées est devenu l'un des objectifs majeurs des services de l'État impliqués dans la prévention des risques.

A ce titre, la loi du 30 juillet 2003 et son décret d'application du 7 septembre 2005, à présent codifiés, ont imposé la mise en place d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de toutes les installations soumises à Autorisation avec Servitudes (« AS »).
Il permet d'intervenir sur l'urbanisation cernant les sites afin de protéger les populations de l'exposition au risque technologique et de limiter les conséquences des accidents susceptibles de se produire. Il agit à deux niveaux : en résorbant les situations difficiles héritées du passé, d'une part, et en évitant qu'elles se renouvellent à l'avenir, d'autre part.

2.1.2. Mesures d'un PPRT

Ces plans, approuvés par arrêté préfectoral après enquête publique, permettront principalement

- de délimiter des secteurs à l'intérieur desquels des mesures d'expropriation pourront être mises en œuvre par l'État en cas de danger très grave menaçant la vie humaine, des secteurs à l'intérieur desquels les propriétaires auront la possibilité de mettre en demeure la commune ou l'établissement public compétent en matière d'urbanisme de procéder à l'acquisition de leur bien (droit de délaissement) pour cause de danger grave menaçant la vie humaine,
- de réglementer l'urbanisation future en interdisant la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages, ainsi que les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes, ou en les subordonnant au respect de prescriptions relatives à leur construction, leur utilisation ou leur exploitation,
- de prescrire des mesures de protection aux propriétaires de logements existants en vue de renforcer la protection de leurs occupants,
- de formuler des recommandations tendant à renforcer la protection des populations.

2.1.3. La procédure de modification d'un PPRT

L'ordonnance n° 2015-1324 du 22 octobre 2015 relative aux plans de prévention des risques technologiques a introduit une procédure de modification du PPRT.

L'article L. 515-22-1.-II du code de l'environnement stipule que le plan de prévention des risques technologiques peut être modifié suivant une procédure simplifiée si la portée des mesures qu'il prévoit est revue à la baisse, ce qui est le cas pour ce dossier.

2.2. Le PPRT Entrepôt Pétrolier de Mulhouse (EPM)

2.2.1. L'élaboration du PPRT EPM

Le PPRT EPM Entrepôt Pétrolier de Mulhouse a été prescrit par arrêté préfectoral du 20 juillet 2009, modifié par les arrêtés préfectoraux des 13 janvier 2011, 9 décembre 2011, 19 octobre 2012 et 10 décembre 2013, approuvé par arrêté préfectoral du 11 avril 2014 (annexe 1) après une enquête publique qui s'est déroulée du 12 novembre 2013 au 13 décembre 2013 inclus.

Le dossier du PPRT approuvé le 11 avril 2014 reprend les informations relatives aux établissements à l'origine des risques technologiques ainsi que les éléments techniques qui avaient conduit à la définition du périmètre d'exposition aux risques du PPRT. Il rappelle le contexte socio-économique, les enjeux humains, matériels ou environnementaux identifiés à l'intérieur de ce périmètre en connaissance desquels avait été élaboré le PPRT. Il expose également les mesures retenues par ce plan dans chaque zone ou secteur et les raisons qui avaient conduit au choix de ces mesures

2.2.2. La modification du PPRT EPM

Par arrêté n°0024 BPR du 6 avril 2018 (annexe 2), le préfet a prescrit la modification du PPRT autour de ces entreprises.
L'arrêté précise notamment le périmètre d'étude, la nature des risques pris en compte les modalités de concertation et la décision de l'autorité environnementale quant à l'évaluation environnementale.

La modification porte sur l'intégration de la réduction des risques générés par des effets de surpression et thermiques en cas d'accidents susceptibles de survenir sur les installations de la société EPM.

3. LA JUSTIFICATION DE LA MODIFICATION – SON DIMENSIONNEMENT – LES MESURES CONSERVATOIRES

3.1. Les raisons de la prescription de la modification du PPRT

Le PPRT EPM approuvé comporte, en particulier, 6 zones de délaissement.

Afin de réduire le nombre de secteurs de délaissement, la société EPM a proposé des mesures complémentaires de réduction du risque.

3.2. Les mesures de réduction du risque présentées par EPM postérieurement à l'approbation du PPRT et la motivation de la modification du PPRT

3.2.1. La motivation de la modification du PPRT

La modification du PPRT est la conséquence des mesures compensatoires prises par EPM.

La quantité de liquides inflammables stockés range cet établissement dans la catégorie « SEVESO seuil haut» en référence à la directive européenne du même nom.

Plus précisément, les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur le site d'EPM sur les communes d'ILLZACH et de SAUSHEIM peuvent engendrer deux types d'effets (effets thermique et de suppression). Le dépôt pétrolier ne génère pas de risque toxique.

Afin de réduire les risques et les zones de délaissement du PPRT, la société EPM a effectué la mise à jour de l'étude de dangers en tenant compte des mesures complémentaires de réduction du risque imposées par l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2012, des modifications relatives à la défense contre l'incendie imposées par l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010, des modifications concernant la refonte des réseaux d'eaux pluviales ainsi que celles du système d'arrêt d'urgence du site.

3.2.2. Les mesures de réduction du risque présentées par EPM

Dans cet objectif, la société EPM a proposé le capotage au niveau de la pompe G, la mise en place d'une rétention avec installation d'un bardage (afin de retenir tout le liquide dans la rétention) sous la tuyauterie aérienne alimentant le poste de chargement camion.

3.3. Les phénomènes dangereux

Les mesures de protection de la société EPM entraînent une réduction des aléas et du périmètre d'exposition aux risques, ce qui motive ainsi la modification du PPRT approuvé par arrêté du 11 avril 2014.

3.4. L'évaluation environnementale.

3.4.1. La non soumission à évaluation environnementale

Une modification de PPRT est susceptible de faire l'objet d'une évaluation environnementale, après examen au cas par cas, tel que le prévoit l'article R.122-17 du code de l'environnement

Une demande d'examen au cas par cas a été déposée le 11 décembre 2017 auprès de l'autorité environnementale.

Par décision du président de **l'Autorité environnementale en date du 23/01/2018, le projet de modification plan de prévention n'est pas soumis à évaluation environnementale.** Cette décision est annexée à l'arrêté préfectoral prescrivant la modification (annexe 3).

3.4.2. Les caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine.

Le formulaire joint à la demande d'examen au cas par cas, présente, outre les caractéristiques générales du projet, la sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée et les caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine.
Les conséquences humaines d'un accident sont développées au chapitre 5 (informations sur les risques - cartographie des effets et des aléas après modification).

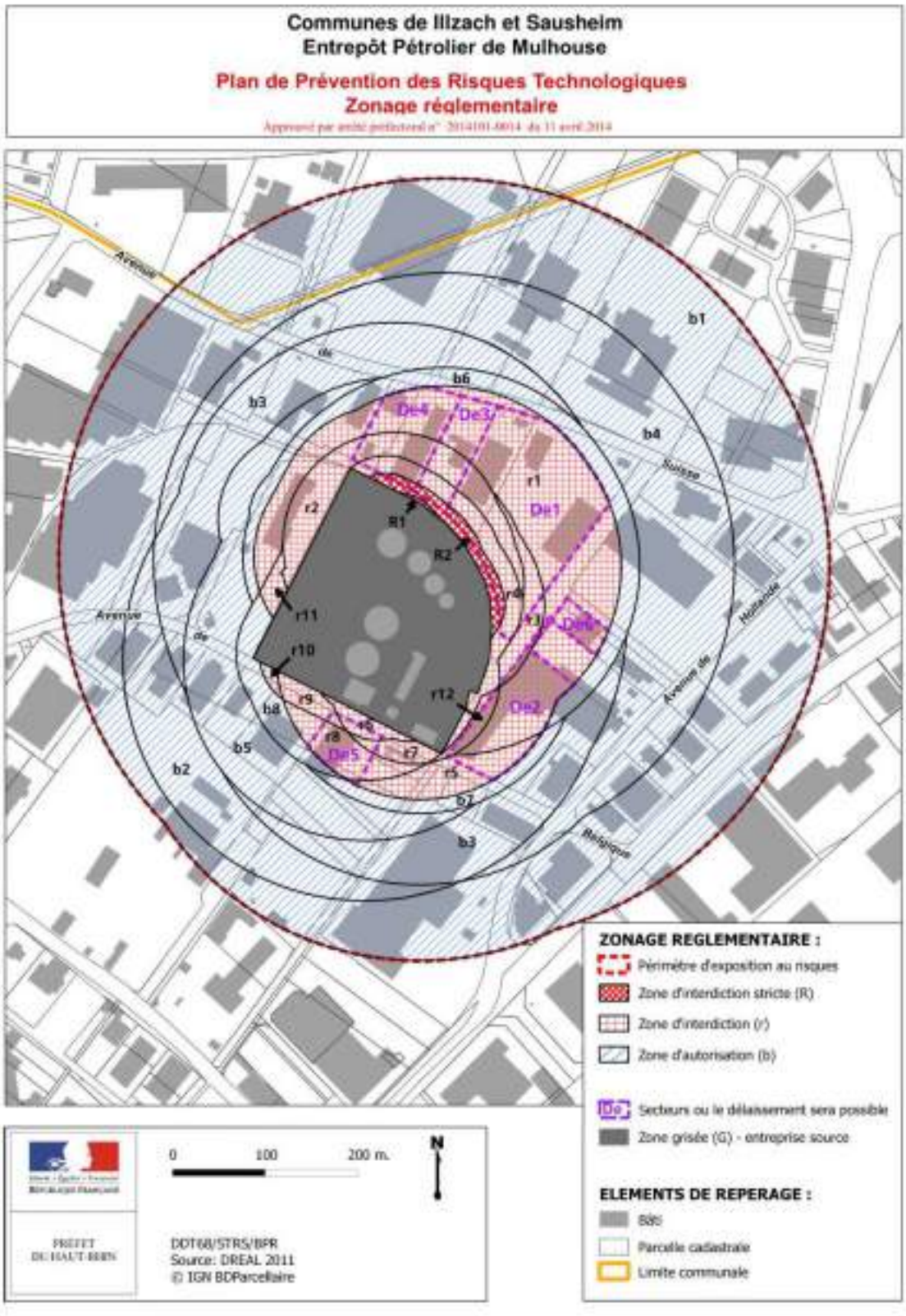
3.5. Les mesures conservatoires

Conformément à l'art. L. 515-22-1.-IV du code de l'environnement introduit par ordonnance n° 2015-1324 du 22 octobre 2015, l'autorité administrative compétente peut suspendre, pendant la procédure de modification d'un PPRT, totalement ou partiellement l'application des mesures prévues par le plan.

Par arrêté préfectoral n° 0023 BPR du 06 avril 2018 (annexe 4), l'application de plusieurs mesures du plan a été suspendue pendant la modification du plan de prévention des risques :

- mesures suspendues prévues par le titre III du règlement du plan : mesures d'inscription en zone de délaissement potentiel des biens dénommés De5 prévues à l'article III.1.2,
- mesures suspendues prévues par le titre IV du règlement du plan : mesures de protection relatives à l'aménagement prescrites à l'article IV.1.3.

Plan de zonage des mesures suspendues par arrêté préfectoral n°0023 -BPR du 06/04/2018



4. LA PARTICIPATION A LA MODIFICATION DU PPRT

4.1. Les modalités prévues dans l'arrêté de prescription de la modification

Les dispositions correspondantes figurent dans l'arrêté préfectoral n°0024 BPR du 06 avril 2018 (cf. annexe 2) et notamment l'article 5.

> *« La consultation du public sera organisée selon les modalités prévues au II de l'article L123-19-1 du code de l'environnement »*
> *Les documents d'élaboration du projet de modification du PPRT seront consultables sur le site internet de la DREAL: www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr*
> *et sur le site Internet des services de l'État dans le Haut-Rhin : www.haut-rhin.gouv.fr.*

4.2. L'information des ex-POA

Une réunion s'est tenue le 23 mai 2018 en sous-préfecture de Mulhouse avec les anciennes personnes et organismes associés à l'élaboration qu'ils soient concernés par la modification ou non.
A cette réunion, ont été présentées les nouvelles cartes d'aléas ainsi que le projet de modification du PPRT.
Le compte-rendu de la réunion figure en annexe 6.

4.3. La consultation du public

4.3.1. Le déroulement de la consultation

Dès le démarrage de la consultation, les documents suivants d'élaboration du projet de modification du PPRT ont été mis en ligne sur le site Internet de la DREAL:www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr et sur celui des services de l'État dans le Haut-Rhin: www.haut-rhin.gouv.fr

- Arrêté préfectoral de prescription,
- Dossier de PPRT modifié composé:
  - de la notice de présentation de la modification,
  - du plan de zonage réglementaire
  - du règlement
  - du cahier de recommandations

Les observations du public ont été recueillies, pendant toute la durée de la consultation, à partir d'une adresse électronique disponible sur le site Internet http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr.

La consultation du public visée à l'article 5 de l'arrêté susvisé a fait l'objet d'un avis qui a été affiché, pendant un mois en mairies d'ILLZACH et de SAUSHEIM ainsi qu'au siège de la communauté d'agglomération M2A . Mention de cet affichage a été insérée dans la presse locale et mise en ligne sur le site internet de la Préfecture du Haut-Rhin http://www.haut-rhin.gouv.fr/ (Rubrique Actualités / Consultations publiques).

4.3.2. Observations émises par le public

Seule Mulhouse Alsace Agglomération (M2A) a formulé une observation. Plus précisément , afin de permettre le maintien raisonnable d'activité en zone bleue, M2A sollicite un élargissement des ERP autorisés dans cette zone par les ERP de type « W » (administration, banque, bureau) de 5ème catégorie, indépendamment du seuil de 50 personnes comme le prévoit l'actuel règlement pour les ERP de type « M » (magasin de vente et centre commercial).

4.3.3. Analyse et suite données aux observations

Sur proposition des services de l'État, le Sous-Préfet de Mulhouse a répondu favorablement à la requête de M2A. En effet, un ERP de type W est soumis au même seuil d'effectifs autorisés que celui d'un ERP de type M à savoir un accueil maximum de 200 personnes, à raison de 100 personnes respectivement en sous-sol et à l'étage. Le nombre de personnes susceptibles d'être exposées au risque n'est donc pas augmenté, seule la surface totale du bâtiment est plus importante. Ainsi, cette autorisation supplémentaire ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan de prévention des risques.

Le nouveau règlement du PPRT prendra en compte cette demande. Cette évolution n'entraînera pas de formalités particulières s'agissant d'une procédure de modification.

5. INFORMATIONS SUR LES RISQUES – CARTOGRAPHIE DES EFFETS ET DES ALEAS APRES MODIFICATION

5.1. Informations sur les risques

Les sites ci-dessous permettent à chacun de se familiariser avec les notions de risque technologique :

- Inspections des Installations Classées : www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement : www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/risques-accidents
- Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire : www.ecologique-solidaire.gouv.fr/politiques-publiques/risques-technologiques

5.1.1. Genèse d'un accident industriel

Un accident industriel résulte d'une succession ou combinaisons d'événements qui, isolés, ne conduiraient pas à une situation accidentelle, mais qui, accumulés les uns aux autres, conduisent à un phénomène dangereux. Chaque combinaison d'événements conduisant à un phénomène dangereux est appelée « scénario ».

Les principales causes potentielles de ces événements pouvant conduire à un accident industriel sont :

- une défaillance du système,
- une erreur humaine,
- un emballement réactionnel,
- des causes externes tels que séisme ou inondation, chute d'avion…,
- un incident sur une installation voisine,
- la malveillance.

5.1.2. Caractérisation d'un phénomène dangereux

À chaque phénomène dangereux sont associés une probabilité, une cinétique et un ou plusieurs effets ainsi que des niveaux d'intensité variant géographiquement

5.1.3. Etude de dangers

L'étude de dangers est le premier maillon d'une chaîne de mesures destinée à protéger les riverains. Réalisée par l'exploitant selon les règles fixées par l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, l'étude de dangers permet une évaluation du risque précise, fiable et homogène d'un site à l'autre.

Les informations concernant la nature des effets, la probabilité des phénomènes dangereux, la cinétique, l'intensité des effets et les conséquences humaines potentielles ne sont plus détaillées dans la présente notice.

5.2. Les cartes d'intensité des effets

Les cartes représentant les différents effets de surpression, thermiques ont été retirées de la présente notice, en application du décret n°2017-780 du 05 mai 2017 relatif aux PPRT.

6. PIECES DU DOSSIER ET MODIFICATIONS APPORTEES AU PPRT

Le dossier de PPRT modifié comprend :

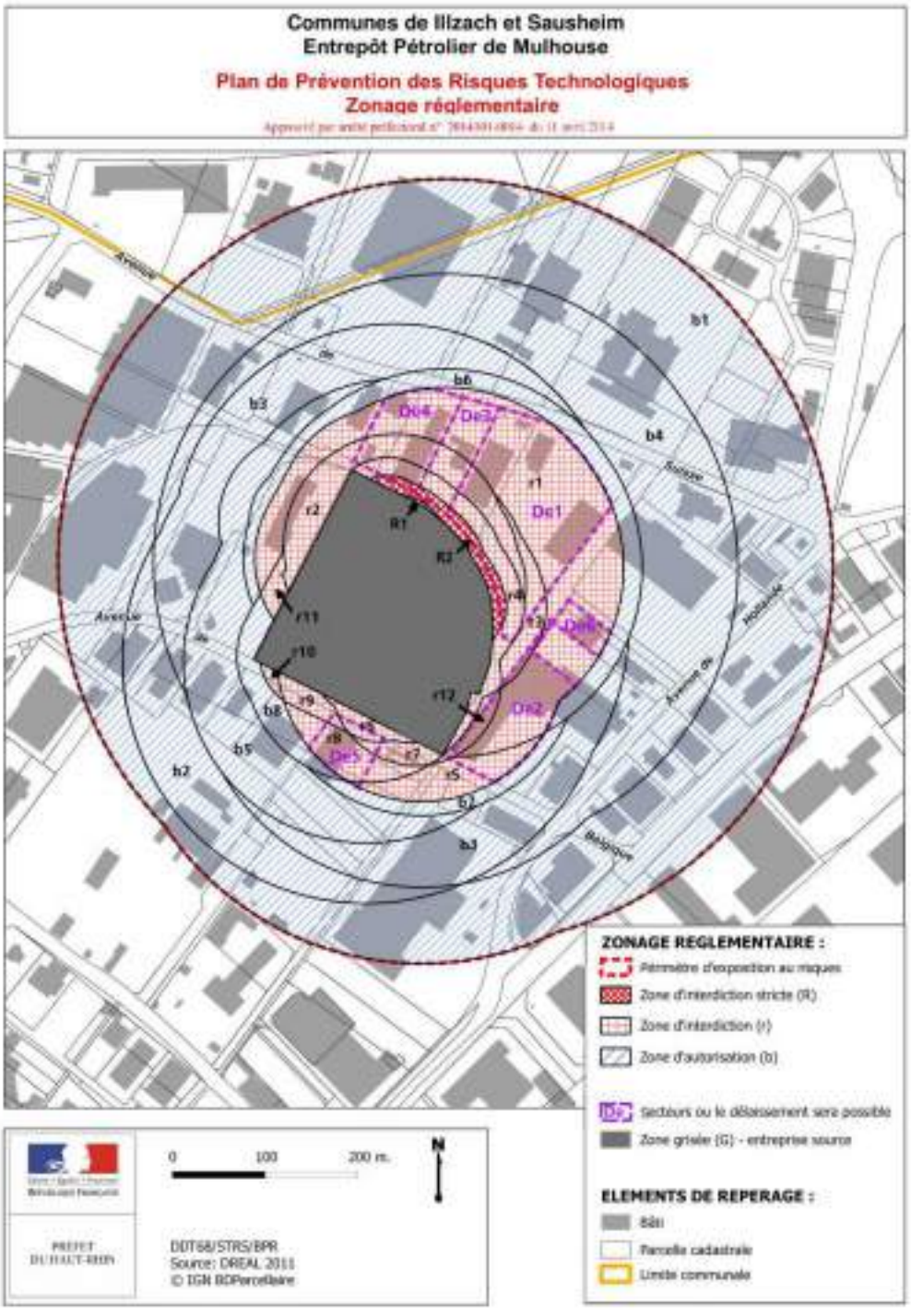
- la présente notice de présentation, qui explicite la procédure, la motivation et l'objet des modifications apportées, (sans la note de présentation du PPRT initial),
- le nouveau document graphique qui remplace celui du PPRT initial,
- le règlement modifié qui remplace celui du PPRT initial,
- le cahier de recommandations

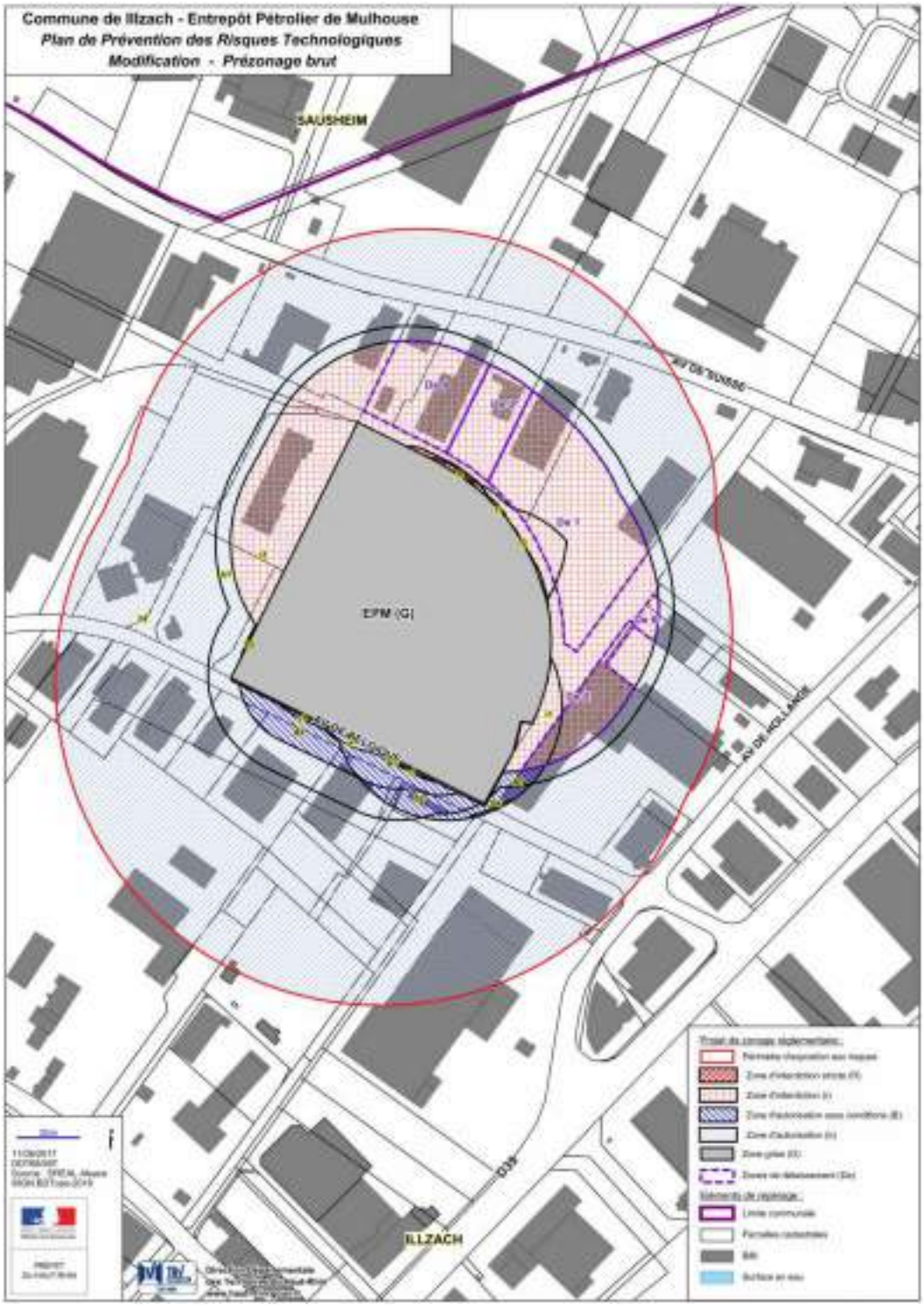
6.1. Zonage réglementaire

La méthodologie d'élaboration du zonage réglementaire est inchangée.
La modification du zonage réglementaire est la stricte traduction de la réduction des aléas.

Sont constatables la réduction des secteurs de mesures foncières et la diminution des zones de maîtrise de l'urbanisation et de prescription. Cf ci-après :

- les plans des zonages réglementaires avant et après la modification,

PPRT initial	

PPRT après modification	

6.2. Règlement

Les modifications du règlement résultent de la modification des cartes d'effets, des cartes d'aléas. Elles traduisent l'adaptation aux nouveaux phénomènes dangereux.

Les modifications du règlement portent sur :

- titre I (portée du PPRT, dispositions générales) : article I.1.3, article I.2.2, article I.3
- titre II (réglementation des projets) : préambule, chapitre II.2, II.3, II.4, II 5.
- titre III (mesures foncières) : III.1.1 et chapitre III.2
- titre IV (mesures de protection des populations) : articles IV.1.1, IV.1.2, IV.1.3, IV 1.4 et IV.1.5

6.2.1. Modification au titre I du règlement

L'article I.1.3 (Plan de zonage et son articulation avec le règlement) a été modifié pour la création d'une nouvelle zone réglementaire B (bleu foncé) et pour mettre à jour le nombre de délaissements passant de six à cinq.
L'article I.2.2 (Conditions de mise en œuvre des mesures foncières) a été modifié pour indiquer la date de signature de la convention de financement des mesures foncières et la date limite jusqu'à laquelle les propriétaires peuvent demander le délaissement.
L'article I.3 (Modification du PPRT) décrit les procédures de modification du PPRT en lieu et place des procédures de révision.

6.2.2. Modification au titre II du règlement

Le préambule est modifié par les nouvelles destinations de construction en matière d'urbanisme.
Les chapitres II.2, II.3, II.4 et II.5 (Dispositions applicables aux projets en zones R, r, B, b) ont été modifiés pour adapter les dispositions constructives aux risques après la réduction à la source qui a justifié la modification du PPRT et la modification du zonage réglementaire qui en découle.

6.2.3. Modification au titre III du règlement

L'article III.1.1 (Mesures définies dans les secteurs De) et le chapitre III.2 (Echéancier de mise en œuvre des mesures foncières) ont été revus pour faire sortir des mesures foncières un bien qui, suite à la réduction des risques, n'a plus lieu de l'être.

6.2.4. Modification au titre IV du règlement

- L'article IV.1.1 (Généralités sur les mesures relatives à l'aménagement dans le cadre de la protection des populations) a été réécrit pour une raison de clarté de lecture. Il intègre des modifications législatives qui s'imposent aux PPRT approuvés (article L. 515-16-2 nouveau du code de l'environnement et article 6 de l'Ordonnance n° 2015-1324 du 22 octobre 2015 relative aux plans de prévention des risques technologiques), à savoir :

  - les prescriptions de travaux sur les biens existants sont limitées aux seuls logements, afin de permettre aux activités de mettre en sécurité les personnes par d'autres moyens le cas échéant ;
  - la modification des plafonds de prescription de travaux de renforcement: un pourcentage de la valeur vénale du bien fixé par décret en Conseil d'État ou 20 000 €.

  La nouvelle rédaction intègre la modification législative d'un délai de 8 ans pour la réalisation des travaux prescrits sur le bâti existant.

- Les articles IV.1.2 à IV.1.5 (Prescriptions sur le bâti et les infrastructures en zones R, r, B, b) ont été modifiés pour adapter les dispositions constructives aux risques après la réduction à la source qui a justifié la modification du PPRT et la modification du zonage réglementaire qui en découle.

  En effet, ces articles concernaient des travaux sur le bâti existant pour les ERP et les activités. Depuis la parution de l'ordonnance du 22 octobre 2015, les PPRT ne fixent désormais de prescriptions de travaux que pour les logements.

  Les mesures d'un PPRT approuvé avant la parution de l'ordonnance concernant des travaux sur le bâti existant pour les biens autres que les logements sont réputés non écrites.

  C'est donc uniquement pour plus de lisibilité que la rédaction de ces articles a été reprise.

6.2.5. Modification des annexes au règlement

Les annexes du règlement à savoir les cartes avec effets et caractéristiques des phénomènes dangereux ont été supprimés par mesures de sécurité, en application du décret n°2017-780 du 05 mai 2017 **.**

7. RESUME

Afin de réduire les mesures foncières, l'entreprise EPM a mis en oeuvre des modifications postérieurement à l'approbation du PPRT. Dans le cadre de la mise à jour quinquennale de l'étude de dangers, la société EPM a proposé le capotage au niveau de la pompe G, la mise en place d'une rétention sous la tuyauterie aérienne alimentant le poste de chargement camion, des modifications relatives à la défense contre l'incendie, des modifications concernant la refonte des réseaux d'eaux pluviales du site ainsi que celle du système d'arrêt d'urgence du site.

La modification n°1 du PPRT a été prescrite par arrêté préfectoral n°0024 BPR du 06 avril 2018.

Le dossier de PPRT modifié comprend :

- la présente notice de présentation,
- le nouveau document graphique
- le règlement modifié
- le cahier de recommandations

Un bien précédemment en secteur de délaissement a été sorti des mesures foncières : De 5.

Les mesures constructives prescrites au titre II (Réglementation des projets) et les prescriptions sur le bâti existant du titre IV (Mesures de protection des populations) du règlement ont été adaptées aux effets des phénomènes dangereux résiduels. Cette partie a également intégré les modifications législatives introduites par l'ordonnance du 22 octobre 2015.

ANNEXES

annexe-1	arrêté du 11 avril 2014 portant approbation du PPRT EPM à Illzach
annexe-2	arrêté préfectoral n°0024 BPR du 06 avril 2018 portant prescription de la modification du PPRT EPM à Illzach
annexe-3	Décision de l'Autorité environnementale après examen au cas par cas
annexe-4	arrêté préfectoral n°0023 BPR du 06 avril 2018 portant suspension partielle de l'application des mesures prévues par le PPRT
annexe-5	Carte des aléas agrégés
annexe-6	compte-rendu de la réunion d'information des POA du 23 mai 2018
annexe-7	arrêté préfectoral n° 0038 PR du 6 juin 2018 prescrivant la consultation du public:

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET
DU HAUT-RHIN

Département du HAUT-RHIN - Communes de Illzach et Sausheim

Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

Entrepôt Pétrolier de Mulhouse (EPM) à Illzach

Modification n°1



- Note de présentation
- Plan de zonage réglementaire
- **Règlement**
- Cahier de recommandations

Dossier de modification n°1 du PPRT
approuvé par arrêté préfectoral n° 0086 – PR du 16 octobre 2018.

Table des matières

TITRE I - PORTÉE DU PPRT, DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....6

Chapitre I.1 - Champ d'application.....6

Article I.1.1. Champ d'application.....6

Article I.1.2. Portée des dispositions.....6

Article I.1.3. Plan de zonage et son articulation avec le règlement.....7

Article I.1.4. Articulation avec le cahier de recommandations.....8

Chapitre I.2 - Application et mise en œuvre du PPRT.....8

Article I.2.1. Effets du PPRT.....8

Article I.2.2. Conditions de mise en œuvre des mesures foncières.....8

Article I.2.3. Infractions au PPRT – Recours.....9

Responsabilités.....9

Infractions.....9

Recours.....9

Chapitre I.3 - Modification du PPRT.....9

TITRE II - RÉGLEMENTATION DES PROJETS.....10

PRÉAMBULE -LES PRINCIPES GENERAUX.....10

« activités »:.....10

« activités connexes ou nécessaires dans la zone »:.....10

« activité ou établissement sensible »:.....10

« activités présentant un lien direct avec l'établissement à l'origine du risque » :.....11

« activité sans fréquentation permanente » :.....11

« activité tertiaire » :.....11

« augmentation notable du nombre de personnes exposées » :.....11

« destination des constructions » :.....11

« effets combinés » :.....12

« établissement recevant du Public (ERP) » :.....12

« étude préalable » :.....12

« extensions limitées » :.....12

« ICPE » :.....12

« IOP » :.....13

« projet» :.....13

« projet nouveau » :.....13

« projet sur les biens et activités existants » :.....13

« règles particulières de construction » :.....13

« surface de plancher » :.....13

« vulnérabilité (plus faible, plus forte, diminution de ..., augmentation de...) » :.....14

Chapitre II.1 – Dispositions applicables en zone grisée (G).....15
Article II.1.1. Les projets nouveaux et les projets sur les biens et activités existants.....15
II.1.1.1. Conditions de réalisation.....15
II.1.1.1.1. Règles d'urbanisme.....15
II.1.1.1.1.1. Interdictions.....15
II.1.1.1.1.2. Prescriptions.....15
II.1.1.1.2. Règles particulières de construction.....15
II.1.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation.....15

Chapitre II.2 – Dispositions applicables en zone R.....16
Article II.2.1. Les projets nouveaux et les projets sur les biens et activités existants.....16
II.2.1.1. Conditions de réalisation.....16
II.2.1.1.1. Règles d'urbanisme.....16
II.2.1.1.1.1. Interdictions.....16
II.2.1.1.1.2. Prescriptions.....16
II.2.1.1.2. Règles particulières de construction.....17
II.2.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation.....18

Chapitre II.3 – Dispositions applicables en zones r1, r2 et r3.....19
Article II.3.1 Les projets nouveaux et les projets sur les biens et activités existants.....19
II.3.1.1. Conditions de réalisation.....19
II.3.1.1.1. Règles d'urbanisme.....19
II.3.1.1.1.1. Interdictions.....19
II.3.1.1.1.2. Prescriptions.....19
II.3.1.1.2. Règles particulières de construction.....20
II.3.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation.....21

Chapitre II.4 – Dispositions applicables en zones B1,B2,B3,B4.....23
Article II.4.1 Les projets nouveaux.....23
II.4.1.1. Conditions de réalisation.....23
II.4.1.1.1. Règles d'urbanisme.....23
II.4.1.1.1.1. Interdictions.....23
II.4.1.1.1.2. Prescriptions.....23
II.4.1.1.2. Règles particulières de construction.....24
II.4.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation.....25
Article II.4.2. Les projets sur les biens et activités existants.....26
II.4.2.1. Conditions de réalisation.....26
II.4.2.1.1. Règles d'urbanisme.....26
II.4.2.1.1.1. Interdictions.....26
II.4.2.1.1.2 Prescriptions.....26
II.4.2.1.2. Règles particulières de construction.....27
II.4.2.2 Conditions d'utilisation et d'exploitation.....28

Chapitre II.5 – Dispositions applicables en zones b1, b2.....28
Article II.5.1 Les projets nouveaux.....29
II.5.1.1. Conditions de réalisation.....29
II.5.1.1.1. Règles d'urbanisme.....29
II.5.1.1.1.1. Interdictions.....29
II.5.1.1.1.2. Prescriptions.....29
II.5.1.1.2. Règles particulières de construction.....29
II.5.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation.....30

Article II.5.2. Les projets sur les biens et activités existants....30
II.5.2.1. Conditions de réalisation....30
II.5.2.1.1. Règles d'urbanisme....30
II.5.2.1.1.1. Interdictions....30
II.5.2.1.1.2 Prescriptions....30
II.5.2.1.2 Règles particulières de construction....31
II.5.2.2 Conditions d'utilisation et d'exploitation....31

TITRE III - MESURES FONCIÈRES....33

Chapitre III.1 - Secteurs et mesures foncières envisagés....33

Article III.1.1. Mesures définies dans les secteurs De....33

Article III.1.2 Droit de préemption....33

Article III.1.3 Expropriation pour cause d'utilité publique....34

Chapitre III.2 - Échéancier de mise en œuvre des mesures foncières....34

TITRE IV - MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS....35

PRÉAMBULE – PRINCIPES GENERAUX....35

Chapitre IV.1 - Mesures sur les biens et activités existants....35

Article IV.1.1 Généralités....35

Article IV.1.2. Prescriptions applicables en zone rouge foncé R....36
IV.1.2.1. Prescriptions sur les infrastructures....36

Article IV.1.3. Prescriptions applicables en zone rouge clair r....36
IV.1.3.1. Prescriptions sur le bâti et les infrastructures....36
IV.1.3.1.1. Prescriptions sur le bâti....36
IV.1.3.2 Prescriptions sur les infrastructures....38
IV.1.3.3 Prescriptions sur l'utilisation et l'exploitation des activités économiques....38

Article IV.1.4 Prescriptions applicables en zones bleu foncé B....38
IV.1.4.1. Prescriptions sur le bâti et les infrastructures....38
IV.1.4.1.1. Prescriptions sur le bâti....38
IV.1.4.2 Prescriptions sur les infrastructures....39
IV.1.4.3 Prescriptions sur l'utilisation et l'exploitation des activités économiques....40

Article IV.1.5 Prescriptions applicables en zones bleu clair b....40
IV.1.5.1 Champ d'application des prescriptions....40
IV.1.5.2 Mesures de protection....40

Chapitre IV.2 - Prescriptions sur les usages....41

Article IV.2.1 Transport de matières dangereuses....41

Article IV.2.2 Etablissements recevant du public et installations ouvertes au public....41

Article IV.2.3 Cheminements piétonniers existants et espaces publics ouverts....41

Article IV.2.4 Camping et caravaning.....41

TITRE V - SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE.....41

TITRE I - PORTÉE DU PPRT, DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Chapitre I.1 - Champ d'application

Article I.1.1. Champ d'application

Établi en application de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques naturels et technologiques et à la réparation des dommages qui a créé les articles L 515-8 et L. 515-15 à L. 515-26 du code de l'environnement, le présent plan de prévention des risques technologiques (PPRT) concernant les installations des sociétés entrepôt pétrolier de Mulhouse (EPM), s'applique aux parties du territoire des communes de Illzach et Sausheim, situées à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques (PER).

Le plan de zonage réglementaire délimite le périmètre d'exposition aux risques (PER) en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et des mesures de prévention mises en œuvre. Ce périmètre d'exposition aux risques correspond à l'ensemble du territoire impacté par les aléas du PPRT.

A l'intérieur de ce périmètre, le présent règlement fixe les dispositions ayant pour but de limiter les conséquences d'un accident susceptible de survenir sur les installations de EPM et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publiques.

Article I.1.2. Portée des dispositions

En application des articles L. 515-15 à L. 515-26 et R. 515-39 à R. 515-50 du code de l'environnement, le présent règlement fixe les dispositions relatives :

- aux biens,
- à l'exercice de toutes activités,
- à tous travaux,
- à toutes constructions et installations,

destinées à limiter les conséquences d'accidents susceptibles de survenir au sein d'EPM.

Le PPRT définit :

- des règles d'urbanisme ;
- des règles de construction dont la mise en œuvre est placée sous la responsabilité des pétitionnaires ;
- des règles d'exploitation et de gestion ;
- des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde, pouvant aller jusqu'à la réalisation de travaux, ainsi que des mesures à réaliser sur les biens existants ;
- et, le cas échéant, des zones de mesures foncières.

Le règlement du PPRT s'applique sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui s'appliqueraient par ailleurs.

Article I.1.3. Plan de zonage et son articulation avec le règlement

Le présent règlement s'applique aux zones des communes d'Illzach et de Sausheim délimitées par le plan de zonage réglementaire du PPRT. Ces zones sont soumises aux risques technologiques engendrés par la société entrepôt pétrolier de Mulhouse (EPM) .
La délimitation des zones réglementaires résulte de l'application des principes de réglementation décrits dans le guide méthodologique PPRT, mais aussi des choix effectués lors de la phase de stratégie par les acteurs du PPRT. Elle tient donc compte du type de risque, de la cinétique, de la gravité potentielle des phénomènes dangereux et de la probabilité d'occurrence des accidents technologiques décrits dans les études de dangers, ainsi que des mesures de réduction du risque à la source, mises en œuvre et de la vulnérabilité des enjeux du territoire exposé aux risques.

Le plan de zonage réglementaire du PPRT permet de repérer toute parcelle cadastrale située à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques et, en utilisant un code couleur pour chaque zone de risque (zones rouges, bleues et zone grisée), de se référer au règlement pour connaître les contraintes auxquelles elle est soumise. Les zones sont identifiées par un code de type "lettre". Lorsque les zones de base sont touchées par des combinaisons d'aléa différentes, elles sont divisées en zones réglementaires, identifiées par un code de type « lettre, chiffre ». Les secteurs de mesures foncières sont identifiés par une mention "De + chiffre" correspondant aux secteurs de délaissement .

En application de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, 5 types de zones de base décomposées en zones réglementaires ont été identifiées à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques :

- une zone grisée (G) délimitée par l'enveloppe extérieure de l'emprise spatiale des établissements à l'origine des risques ;
- une zone rouge foncé (R) d'interdiction stricte, soumise à un aléa de niveau "très fort" (TF+ ou TF) à cinétique rapide, présentant un risque très grave pour la vie humaine ;
- une zone rouge clair (r) d'interdiction stricte avec quelques aménagements, soumise à un aléa de niveau "fort"(F+ ou F) à cinétique rapide, présentant un risque grave à très grave pour la vie humaine ;
- une zone bleue foncée (B) d'autorisation sous conditions soumise à un aléa de niveau "moyen plus" (M+), à cinétique rapide, présentant un risque significatif à grave pour la vie humaine ;
- une zone bleu clair (b) d'autorisation avec prescriptions soumise à un aléa thermique de niveau « moyen » (M) à cinétique rapide présentant un risque significatif pour la vie humaine et/ou un aléa de surpression faible (Fai) correspondant à des effets indirects par bris de vitres sur l'homme .

Pour chacune de ces zones, une réglementation spécifique est définie par les titres II à IV du présent règlement. Cette réglementation est graduée selon les types de zones de base définies ci-dessus et adaptée pour tenir compte de la superposition des aléas impactant chacune des zones réglementaires.

Cinq (5) secteurs de délaissement subsisteront après la modification n°1 du PPRT, le PPRT initial en comptait six (6). Ces secteurs de délaissement avaient été définis à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, en raison de l'existence d'au moins un aléa présentant un danger grave pour la vie humaine.

Article I.1.4. Articulation avec le cahier de recommandations

Les mesures prescrites par le présent règlement sont d'application obligatoire.

Le présent règlement du PPRT est complété par des recommandations explicitées dans le cahier de recommandations, tendant à renforcer la protection des populations face aux risques encourus. Les dispositions figurant dans le cahier de recommandations n'ont pas de caractère obligatoire. Il convient de s'y reporter pour connaître les dispositions préconisées :

- dans les zones réglementées, où certaines recommandations peuvent venir compléter les mesures de protection des populations prescrites au titre IV notamment lorsque ces dernières dépassent 10% de la valeur vénale des biens ;
- dans les zones réglementées lorsque pour un effet, le niveau d'aléa n'engendre pas de prescription.

Chapitre I.2 - Application et mise en œuvre du PPRT

Article I.2.1. Effets du PPRT

Le plan de prévention des risques technologiques approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est porté à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents situés dans le périmètre du plan en application de l'article L 132-2 du code de l'urbanisme.
Conformément à l'article L 151-43 du même code, il est annexé aux plans locaux d'urbanisme par le maire ou le président de l'établissement public compétent dans le délai de trois mois suite à la mise en demeure du représentant de l'État.
Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

En cas de discordance avec le POS, le PLU ou toute autre réglementation, les dispositions les plus contraignantes s'imposent pour la délivrance des autorisations d'occupation et utilisation du sol.

Article I.2.2. Conditions de mise en œuvre des mesures foncières

Les mesures foncières de délaissement identifiées dans les secteurs du périmètre d'exposition aux risques sont définies dans la convention de financement décrite au II de l'article L515-19-1 du code de l'environnement, signée le 16 février 2016.

Les propriétaires des biens concernés peuvent mettre en demeure la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme de procéder à l'acquisition de leur bien, pendant une durée de six ans à compter de la date de signature de la convention soit jusqu'au 16 février 2022.

Les conditions de mise en place du droit de délaissement sont définis par les codes de l'expropriation, de l'environnement et de l'urbanisme et notamment les articles L515-16 du code de l'environnement et les articles L230-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Article I.2.3. Infractions au PPRT – Recours

Responsabilités

Le PPRT est opposable à toute personne publique ou privée :

- propriétaire, exploitant, autorité organisatrice de transport ou utilisateur des constructions, ouvrages, installations, infrastructures et voies de communication, sous réserve de l'application de la circulaire IOCE1205262C du 30 mars 2012 portant sur les infrastructures ferroviaires,
- porteur de projet relevant de l'autorisation, de la déclaration ou dispensé de formalité au titre du code de l'urbanisme, et notamment :
  - des constructions, infrastructures ou équipements nouveaux,
  - des extensions ou aménagements (avec ou sans changement de destination) sur les constructions, équipements existants.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Les maîtres d'ouvrage, gestionnaire et exploitant ont également obligation de respecter les règles d'utilisation et d'entretien. Les projets non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalables sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

Infractions

Les infractions aux règles édictées par le présent PPRT sont punies des peines prévues à l'article L. 515-24 du code de l'environnement.

Recours

L'arrêté préfectoral d'approbation du PPRT peut faire l'objet d'une saisine du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le requérant peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre chargé de l'environnement d'un recours hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'arrêté préfectoral d'approbation du PPRT. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la date de réponse de l'autorité saisie ou en l'absence de réponse valant rejet implicite du recours ou à la date d'expiration du délai de recours gracieux ou hiérarchique.

Chapitre I.3 - Modification du PPRT

Les procédures de modification du PPRT sont prévues au II de l'article L515-22-1 du code de l'environnement créé par Ordonnance n°2015-1324 du 22 octobre 2015 – art.3, relative aux plans de prévention et rédigé comme suit:

Le plan de prévention des risques technologiques peut être modifié suivant une procédure simplifiée si la modification envisagée ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan ou si la portée des mesures qu'il prévoit est revue à la baisse. Il n'y a pas lieu dans ce cas d'organiser une enquête publique. Une consultation du public est organisée selon les modalités au II de l'article L123-19-1 du code de l'environnement.

TITRE II - RÉGLEMENTATION DES PROJETS

PRÉAMBULE -LES PRINCIPES GENERAUX

Les définitions et précisions qui suivent sont essentielles pour la bonne compréhension du règlement du PPRT :

« activités »:

Les activités sont définies dans la NAF (nomenclature des activités françaises) établie par l'INSEE et approuvée par le décret n° 2007-1888 du 26 décembre 2007 (agriculture, chasse, sylviculture, pêche, aquaculture, services annexes, industries extractives, industrie manufacturière, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, construction, commerce, réparations automobile et d'articles domestiques, hôtels et restaurants, transports et communications, activités financières, immobilier, location et services aux entreprises, administration publique, éducation, santé et action sociale, services collectifs, sociaux et personnels, activités des ménages et activités extra-territoriales).

« activités connexes ou nécessaires dans la zone »:

Activités dont l'absence peut soit engendrer des conséquences sur le fonctionnement technique ou économique de la zone voire remettre en question la viabilité des entreprises à l'origine du risque présentes, soit ne pas paraître efficace en termes de protection des personnes dans la mesure où les personnes sont susceptibles de revenir dans la zone via des moyens moins protecteurs. Appartiennent à cette catégorie les activités présentant un lien direct avec l'établissement à l'origine du risque, les activités prestataires pour l'établissement à l'origine du risque ou les activités participant au service portuaire.

« activité ou établissement sensible »:

- activité ou établissement sensible: un centre opérationnel, un bâtiment ou un équipement concourant à l'organisation des secours et à la gestion de crise.
- établissement sensible : un ERP (Établissement Recevant du Public) ou une IOP (Installation Ouverte au Public) difficilement évacuable.

Un bâtiment ou une installation facilement évacuable est un bâtiment ou une installation dont les occupants ont, compte tenu de la durée de développement des phénomènes dangereux considérés, à la fois le temps suffisant pour évacuer le bâtiment et pour quitter la zone des effets considérés.
Un bâtiment difficilement évacuable est un bâtiment qui ne répond pas à ces deux conditions.
Deux catégories de bâtiments difficilement évacuables sont identifiées :

- liée à la vulnérabilité des personnes en raison de leur difficulté de mobilité : établissements scolaires, établissements de soins, structures d'accueil pour personnes âgées ou personnes handicapées, autres : prisons…
- liée au nombre important de personnes présentes dans l'établissement recevant du public (ERP) ou l'installation ouverte au public (IOP) (installations sportives ou de loisirs de plein-air, etc.).

« **activités présentant un lien direct avec l'établissement à l'origine du risque** » :

Activités définies comme étant directement liées à l'établissement à l'origine du risque. Ce lien direct consiste en tout ou partie des cas suivants :

- flux de matières (matières premières, sous-produits, produits finis, etc.) ou d'énergie dont les origines et destinations ne peuvent pas être implantées ailleurs, déplacées ou éloignées pour des raisons de sécurité ou de viabilité des process de l'établissement à l'origine du risque,
- utilisation commune d'utilités implantées sur le site de l'activité,
- lien économique ou technique d'importance vitale pour l'établissement à l'origine du risque, c'est-à-dire entraînant la fermeture de l'établissement en cas de délocalisation de l'activité.

« activité sans fréquentation permanente » :

Activité ne nécessitant pas l'affectation permanente de personnel en poste de travail dans les constructions, installations, ouvrages ou équipements. La présence de personnel dans ces activités est liée uniquement à leur intervention pour des opérations ponctuelles, telles que les opérations de maintenance.

A titre d'exemple, les activités suivantes entrent dans cette catégorie :

- les stations d'épuration automatisées,
- les fermes photovoltaïques,
- les éoliennes,
- les installations liées aux services publics ou d'intérêt collectif, telles que réseaux d'eau, d'électricité, transformateurs, pylônes, antennes de téléphonie mobile, canalisations ...
- les hangars agricoles.

« **activité tertiaire** » :

Activité appartenant au secteur tertiaire, défini par l'INSEE, par complémentarité avec les activités dont la finalité consiste en une exploitation des ressources naturelles (secteur primaire) et les activités industrielles (secteur secondaire). Par exception, les entrepôts sont considérés comme des activités industrielles.

« augmentation notable du nombre de personnes exposées » :

Augmentation dépassant 10 personnes par hectare rapporté à la surface au sol construit ou dépassant une limite de 10 % du nombre de personnes présentes dans l'entreprise ou l'ERP à la date d'approbation du PPRT. Cette notion s'applique à la totalité des extensions et non pas à chaque extension demandée. En cas de séparation d'une entreprise en plusieurs entités, celles-ci peuvent prétendre à une augmentation du nombre de personnes présentes dans les mêmes limites, déduction faite des augmentations déjà effectuées sur l'entreprise avant sa séparation.

« destination des constructions » :

1.- En matière d'urbanisme, les différentes destinations sont précisées à l'article R. 151-27 de ce code (habitation, commerce et activités de service, exploitation agricole et forestière, équipements d'intérêt collectif et services publics, autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire).

2.- En matière de protection des personnes, on distingue les constructions :

- à destination d'habitation. Il peut s'agir de logements individuels, situés dans des constructions ne comportant qu'un logement (maison), de logements collectifs, situés dans des constructions comportant au moins deux logements (immeuble). Les gîtes et chambres d'hôtes sont considérés comme des habitations.
- à destination d'activités économiques ou non (n'accueillant pas de public). Certaines activités sont considérées comme « activités sensibles » (voir définition ci-après).
- à destination d'établissement recevant du public (ERP) ou d'installations ouvertes au public (IOP). Certains ERP sont considérés comme « ERP sensibles » (voir les définitions).

« effets combinés » :

Lorsqu'un phénomène dangereux est à l'origine de plusieurs effets (par exemple thermique et de surpression), les effets sont dits « combinés ».

« établissement recevant du Public (ERP) » :

Le terme établissement recevant du public (ERP), défini à l'article R123-2 du Code de la construction et de l'habitation, désigne les lieux publics ou privés accueillant des clients ou des utilisateurs autres que les employés (salariés ou fonctionnaires) qui sont, eux, protégés par les règles relatives à la santé et sécurité au travail. Un ERP est caractérisé par :

- l'activité, ou « type », est désignée par une lettre définie par l'article GN 1 du règlement de sécurité incendie dans les ERP ;
- la capacité, ou « catégorie », est désignée par un chiffre défini par l'article R123-19 du Code de la construction et de l'habitation.

« étude préalable » :

Lorsqu'une étude préalable est prescrite, tout projet ne peut être réalisé, qu'il soit soumis à autorisation d'urbanisme ou dispensé de formalité d'urbanisme, qu'au regard des conclusions de cette étude. Elle demeure à la charge du pétitionnaire, précisant les conditions d'utilisation et d'exploitation, expliquant comment le projet remplit les conditions d'autorisation et vérifiant que les objectifs de performance prescrits au paragraphe « Règles particulières de construction » soient respectés.

Dans le cas où le projet est soumis à autorisation d'urbanisme, et conformément à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, « une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception », doit être jointe à toute demande d'autorisation d'urbanisme.

« extensions limitées » :

Pour l'application de la limitation des extensions, la situation projetée est comparée à celle existante à l'approbation du PPRT.

« ICPE » :

Installation classée pour la protection de l'environnement, au sens de l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

« IOP » :

Installations ouvertes au public (IOP) : la définition figure dans la Circulaire interministérielle n° 2007-53 DGUHC du 30 novembre 2007 relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation

« projet» :

Un projet se définit comme étant, à compter de la date d'approbation du PPRT, la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que de constructions nouvelles et d'extension, le changement de destination ou la reconstruction des constructions existantes. On distingue projet nouveau et projet sur les biens et activités existants (voir définitions ci-après).

« projet nouveau » :

Réalisation de constructions, d'ouvrages, d'installations ou de voies de communication nouveaux.

« projet sur les biens et activités existants » :

Aménagement et/ou extension de construction, d'ouvrage, d'installation ou voie de communication existant à la date d'approbation du PPRT, changement de destination ou reconstruction d'une construction existante.

« règles particulières de construction » :

La réalisation d'un projet peut être conditionnée au respect de règles particulières de construction. Ces règles permettent d'assurer une protection aux occupants contre des effets toxiques, thermique ou de surpression.
Ces effets sont variables en nature et en intensité selon la localisation du projet.
Les protections à mettre en œuvre peuvent nécessiter la réalisation d'études spécifiques menées à partir des données issues de celles décrites dans la note de présentation, pour déterminer les intensités réelles au droit du projet. Ces études incluent la localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte pour la protection des occupants.

- pour un effet thermique, l'intensité à prendre en compte est calculée en [kW/m²] en cas d'effet thermique continu ou en [(kW/m²)4/3.s] en cas d'effet thermique transitoire ;

- pour un effet de surpression, l'intensité à prendre en compte est calculée en millibars [mbar], caractérisée par une déflagration ou une onde de choc avec un temps d'application à déterminer et exprimé en millisecondes [ms].

« surface de plancher » :

Conformément aux objectifs fixés à l'article 25 de la loi « Grenelle » II, la « surface de plancher » se substitue à la fois à la surface de plancher hors œuvre brute (SHOB) et à la surface de plancher hors œuvre nette (SHON).

Cette réforme de la surface de plancher de référence en urbanisme est entrée en vigueur le 1er mars 2012, soit en même temps que la réforme de la fiscalité de l'aménagement.

La « surface de plancher » s'entend comme la somme des surfaces de plancher closes et couvertes sous une hauteur sous plafond supérieure à 1 mètre 80, calculée à partir du nu intérieur des murs.

Le décret n°2011-2054 du 29 décembre 2011, publié au JO du 31 décembre 2011, fixe les conditions dans lesquelles peuvent être déduites les surfaces des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques, ainsi que 10 % des surfaces de plancher des immeubles collectifs.

« vulnérabilité (plus faible, plus forte, diminution de ..., augmentation de...) » :

Une vulnérabilité plus faible correspond à une diminution de vulnérabilité. Une vulnérabilité plus forte correspond à une augmentation de vulnérabilité.

Augmentation de vulnérabilité :

- dans le cas d'une construction à destination d'habitation, d'ERP ou d'activité, la vulnérabilité est augmentée lorsque des aménagements, travaux ou extensions aboutissent à une augmentation de sa capacité, de son effectif ou de l'exposition aux risques des personnes à l'intérieur du bâtiment.

- dans le cas d'un changement de destination d'une construction, la vulnérabilité est augmentée dès lors qu'au nombre de personnes exposées aux risques constants, une construction passe d'une destination de plus faible vulnérabilité, à une destination de plus forte vulnérabilité.

Les destinations des constructions suivantes sont classées par ordre croissant de vulnérabilité :
1) ICPE/activité industrielle ou artisanale non sensible.
2) activité non sensible sans accueil de public.
3) petit ERP de proximité
4) habitation
5) ERP sans locaux de sommeil
6) ERP avec locaux de sommeil
7) établissement ou activité sensible.

- dans le cas d'une infrastructure, la vulnérabilité est augmentée lorsque la capacité de l'infrastructure est significativement augmentée (passage d'une à deux voies de circulation, travaux rendant carrossable une voie qui ne l'était pas précédemment, aménagements et signalisation directionnelle visant à augmenter le trafic dans le périmètre d'exposition aux risques par exemple).

Chapitre II.1 – Dispositions applicables en zone grisée (G)

La zone grisée correspond à l'emprise spatiale des installations à l'origine du risque.
C'est une zone spécifique d'interdiction stricte aux activités ou usages non liés aux activités des exploitants à l'origine du risque technologique.

Article II.1.1. Les projets nouveaux et les projets sur les biens et activités existants

II.1.1.1. Conditions de réalisation

II.1.1.1.1. Règles d'urbanisme

II.1.1.1.1.1. Interdictions

Tout projet nouveau et tout projet sur les biens et activités existants est interdit à l'exception de ceux autorisés à l'article II.1.1.1.1.2.

II.1.1.1.1.2. Prescriptions

Peuvent être autorisés les projets d'aménagement, d'ouvrage ou de construction, nouveaux ou sur des biens et activités existants, en lien direct avec les activités existantes dans la zone à la date d'approbation du PPRT et pouvant être exploitées ou exercées :

- en sous-traitance,
- par une filiale,
- par une société sœur,
- par une activité prestataire pour les établissements à l'origine du risque dans la mesure où il n'y a ni accueil de public, ni unité de sommeil.

II.1.1.1.2. Règles particulières de construction

Aucune disposition constructive n'est prescrite.

II.1.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation

Elles sont déterminées par les textes applicables en matière de risque technologique ou de protection des travailleurs, notamment la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et les arrêtés préfectoraux réglementant les installations présentes dans la zone grise au titre de cette même loi.

Chapitre II.2 – Dispositions applicables en zone R

Les zones « rouge foncé » **R** correspondent dans le présent PPRT à des zones réglementaires pour lesquelles l'un au moins des trois types d'aléa (thermique, toxique ou surpression) est de niveau très fort plus (TF+) ou très fort (TF). Ces zones peuvent être soumises à un, deux ou trois types d'aléa. Les caractéristiques de chaque zone sont précisées dans la note de présentation.
Dans ces zones, le principe est de ne pas ajouter de présence humaine permanente sauf si elle est nécessaire à la survie des activités à l'origine du risque.
Ces zones sont régies par des règles d'urbanisme communes, mais font l'objet de dispositions de construction différentes.

Article II.2.1. Les projets nouveaux et les projets sur les biens et activités existants

II.2.1.1. Conditions de réalisation

ZONE R

II.2.1.1.1. Règles d'urbanisme

II.2.1.1.1.1. Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.2.1.1.1.2, tout nouveau projet est interdit.

II.2.1.1.1.2. Prescriptions

Peuvent être autorisés sous réserve des règles particulières de construction définies à l'article II.2.1.1.2 :

- les constructions ou installations, les travaux et aménagements du bâti et de ses accès de nature à réduire les effets du risque technologique, même pour un niveau d'aléa plus faible;
- la réalisation d'ouvrages techniques indispensables aux industries à l'origine du risque, dans la mesure où la densité de personnel est faible et où ceux-ci ne sont pas de nature à aggraver les risques;
- la création d'infrastructures destinées à la desserte des activités en lien direct avec les industries à l'origine du risque sous réserve qu'elle permette de réduire les effets du risque technologique, même pour un niveau d'aléa plus faible;
- la mise en place de clôtures ne pénalisant pas l'intervention des secours ou l'évacuation de la zone ;
- la reconstruction à l'identique de bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans sauf si cette destruction ou cette démolition a pour origine un événement lié aux risques technologiques pris en compte dans ce PPRT ;
- les annexes et extensions de constructions, ouvrages, équipements existants, sans création de logement ni d'Établissement Recevant du Public supplémentaires, sous réserve qu'elles ne dépassent pas 20 m² de surface de plancher calculée depuis l'approbation du PPRT et qu'elles ne conduisent pas à augmenter le nombre de personnes exposées ou significativement, la valeur vénale des biens ;
- les travaux de modernisation, d'entretien et de gestion courants, notamment le traitement

des façades, la réfection des toitures, les travaux destinés à la diminution de la vulnérabilité des personnes exposées, les aménagements internes lorsqu'ils n'ont pas pour objet la création de locaux de sommeil ou d'Établissement Recevant du Public supplémentaire ;
- les travaux de démolition, exhaussements et affouillements ;
- les constructions, installations ou infrastructures strictement nécessaires au fonctionnement des services publics ou collectifs, sans fréquentation humaine permanente, qui ne sauraient être implantées en d'autres lieux, sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages.

Une étude préalable est prescrite pour tout projet, hormis ceux pour des activités sans fréquentation permanente.
Conformément à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception est jointe à toute demande de permis de construire.

II.2.1.1.2. Règles particulières de construction

ZONE R

Les projets pouvant être autorisés conformément à l'article II.2.1.1.1.2 permettent d'assurer la protection des personnes :

- pour un effet thermique transitoire dont l'intensité est précisée pour la zone concernée dans le tableau ci-dessous :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique transitoire
R	>1800 [(kW/m²) $^{4}/_{3}$].s

Lorsque l'intensité de l'effet thermique transitoire est indiquée comme supérieure à 1800 [(kW/m²) $^{4}/_{3}$].s, la valeur de l'objectif de protection en fonction de la localisation doit être déterminée de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger du présent PPRT ;

- pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour la zone concernée dans le tableau ci-dessous :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type du signal et temps d'application)	
R	50 à 140 mbar	onde de choc	20-100 ms

. pour un effet thermique continu dont l'intensité est précisée pour la zone dans le tableau ci-dessous :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
R	> 8 kW/m²

Lorsque l'intensité de l'effet thermique continu est indiquée comme supérieure à 8 kW/m², la valeur de l'objectif de protection en fonction de la localisation doit être déterminée de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger du présent PPRT.

ZONE R

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une (ou des) intensité(s) moindre (s) et donc que l'(ses)objectif(s) à respecter est(sont) moindre(s) que celui (ceux) prescrit(s) au présent article, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet (ces) objectif(s).

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ainsi qu'à ceux à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

II.2.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation

Tout projet concernant des activités sans fréquentation permanente doit contenir un plan de secours précisant les dispositions minimales permettant aux personnes amenées à intervenir ponctuellement dans cette zone de se protéger (comportement à tenir, mise à disposition d'équipements de protection individuelle, information de l'établissement AS pour la prise en compte des mesures appropriées, signalisation, etc ...).

Les usages, constructions, ouvrages, infrastructures et réseaux de transport sont maintenus, utilisés ou exploités de manière à satisfaire en permanence aux objectifs de performances fixés au II.2.1.1.2. et aux conditions d'utilisation et d'exploitation définis par l'étude préalable.

En particulier, sont maintenues les restrictions d'usage ayant justifié l'autorisation du projet et notamment, celles imposant de n'accueillir ni poste de travail permanent supplémentaire, ni activité tertiaire et de n'y recevoir aucun public.

Les activités autorisées sont exploitées de manière à réduire autant que faire se peut la vulnérabilité des personnels (formation, équipements de protection individuels adaptés aux risques, signalisation...).

Chapitre II.3 – Dispositions applicables en zones r1, r2 et r3

Les zones « rouge clair » **r** correspondent dans le présent PPRT à des zones réglementaires pour lesquelles l'un au moins des trois types d'aléa (thermique, toxique ou surpression) est de niveau fort plus (F+) ou fort (F). Ces zones peuvent être soumises à un, deux ou trois type d'aléa. Les caractéristiques de chaque zone sont précisées dans la note de présentation.
Dans ces zones, le principe est de ne pas ajouter de présence humaine permanente sauf si elle est nécessaire à la survie des activités à l'origine du risque.
Ces zones sont régies par des règles d'urbanisme communes, mais font l'objet de dispositions de construction différentes.

Article II.3.1 Les projets nouveaux et les projets sur les biens et activités existants

II.3.1.1. Conditions de réalisation

ZONES

II.3.1.1.1. Règles d'urbanisme

II.3.1.1.1.1. Interdictions

r1

À l'exception des projets définis à l'article II.3.1.1.1.2, tout projet nouveau ou sur les biens et activités existants est interdit.

II.3.1.1.1.2. Prescriptions

r2

r3

Peuvent être autorisés sous réserve des règles particulières de construction définies à l'article II.3.1.1.2. :

- les constructions ou installations de nature à réduire les effets du risque technologique, même pour un aléa de niveau inférieur;
- la réalisation d'ouvrages techniques indispensables aux industries à l'origine du risque, dans la mesure où la densité de personnel est faible et où ceux-ci ne sont pas de nature à aggraver les risques ;
- les ouvrages, installations, aménagements et équipements techniques sans présence humaine hors maintenance et entretien, strictement nécessaires au fonctionnement des services publics ou collectifs, qui ne sauraient être implantés en d'autres lieux, sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages;
- la création d'infrastructures de transport destinées uniquement à la desserte de l'établissement à l'origine du risque, des activités existantes ou de celles autorisées au présent article ;
- les constructions de nouvelles installations classées (ICPE) autorisées compatibles (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence);
- la mise en place de clôtures ne pénalisant pas l'intervention des secours ou l'évacuation de la zone ;
- la reconstruction à l'identique de bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans sauf si cette destruction ou cette démolition a pour origine un événement lié aux risques technologiques pris en compte dans ce PPRT ;

- les travaux et aménagements des constructions existantes, de leur accès ainsi que les travaux et aménagements des voies de communication existantes de nature à réduire le risque technologique, même pour un aléa de niveau inférieur ;
- l'aménagement d'ouvrages techniques indispensables aux activités déjà installées à la date d'approbation du PPRT et , dans la mesure où la densité de personnel est faible et où ceux-ci ne sont pas de nature à aggraver les risques;
- les annexes et extensions des bâtiments existants, sans création d'unité de sommeil ni d'Établissement Recevant du Public, sous réserve d'être limitées à 20% de la surface de plancher existante au moment de l'approbation du PPRT et qu'elles ne conduisent à augmenter ni le risque, ni le nombre de personnes exposées, ni significativement la valeur vénale des biens ;
- les travaux de modernisation, d'entretien et de gestion courants, notamment le traitement des façades, la réfection des toitures, les travaux destinés à la diminution de la vulnérabilité des personnes exposées, les aménagements internes lorsqu'ils n'ont pas pour objet la création de logement ni d'Établissement Recevant du Public supplémentaire ;
- les travaux de démolition, exhaussements et affouillements.

Une étude préalable est prescrite pour tous projets, hormis ceux pour des activités sans fréquentation permanente et ceux qui ne dépassent pas 20 m² de surface de plancher .
Conformément à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception est jointe à toute demande de permis de construire.

ZONES

r1

r2

r3

II.3.1.1.2. Règles particulières de construction

Les projets pouvant être autorisés conformément à l'article II.3.1.1.1.2 permettent d'assurer la protection des personnes:

- pour un effet thermique transitoire dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique transitoire
r1	1800 [(kW/m²) $^{4/3}$].s
r2	1800 [(kW/m²) $^{4/3}$].s
r3	1800 [(kW/m²) $^{4/3}$].s

Lorsque l'intensité de l'effet thermique transitoire est indiquée comme supérieure à 1000 [(kW/m²) $^{4/3}$].s , la valeur de l'objectif de protection en fonction de la localisation doit être déterminée de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger du présent PPRT .

- pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type du signal et temps d'application)	
r1	50 à 140 mbar	Onde de choc	20-100 ms
r2	50 à 140 mbar	Onde de choc	20-100 ms
r3	35 à 50 mbar	Onde de choc	20-100 ms

- pour un effet thermique continu dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
r1	8 kW/m²
r2	8 kW/m²
r3	8 kW/m²

ZONES
r1
r2
r3

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une (ou des) intensité(s) moindre (s) et donc que l'(ses)objectif(s) à respecter est(sont) moindre(s) que celui (ceux) prescrit(s) au présent article, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet (ces) objectif(s).

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ainsi qu'à ceux à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

II.3.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation

Les usages, constructions, ouvrages, infrastructures et réseaux de transport sont maintenus, utilisés ou exploités de manière à satisfaire en permanence aux objectifs de performances fixés au II.3.1.1.2. et aux conditions d'utilisation et d'exploitation définis par l'étude préalable.

En particulier, sont maintenues les restrictions d'usage ayant justifié l'autorisation du projet et, notamment, celles imposant de n'accueillir dans cette zone ni poste de travail permanent supplémentaire, ni activité tertiaire et de n'y recevoir aucun public.

En aucun cas, les constructions nouvelles ne peuvent accueillir d'activités tertiaires n'ayant pas le statut d'activité connexe ou nécessaire à la zone, ni de poste administratif non directement liée au fonctionnement des installations techniques.

ZONES

Lorsque l'implantation des bâtiments le permet, les locaux abritant des personnels chargés de tâches administratives nécessaires au fonctionnement des installations techniques autorisées à l'article II.3.1 doivent être implantés à l'extérieur des zones « r » .

Toute création de poste administratif non directement liée au fonctionnement des installations techniques autorisées à l'article II.3.1 est interdite.

r1

Tout projet autorisé doit prévoir une signalisation des risques et de la conduite à tenir en cas d'accident technologique.

r2

Les activités autorisées sont exploitées de manière à réduire autant que faire se peut la vulnérabilité des personnels en particulier:
- les risques et des conduites à tenir en cas d'accident technologique font l'objet d'un affichage,
- le personnel reçoit une formation et des équipements de protection individuels adaptés aux risques,

r3

En outre, dans les zones soumises à des risques thermiques transitoires :

- les zones encombrées à l'extérieur des bâtiments sont limitées ;
- les feux nus sont interdits ;
- les locaux sont maintenus fermés en permanence.

Chapitre II.4 – Dispositions applicables en zones B1,B2,B3,B4

Dans les zones B, les personnes peuvent être exposées à l'un au moins des aléas thermique et toxique moyen plus (M+) ou surpression moyen (M). Ces zones peuvent être soumises à un, deux ou trois types d'aléas.
Dans ces zones, le principe d'autorisation prévaut sans toutefois que les zones aient vocation à augmenter significativement la population.
Ces zones sont régies par des règles d'urbanisme communes, mais font l'objet de dispositions de construction différentes.

Article II.4.1 Les projets nouveaux

II.4.1.1. Conditions de réalisation

II.4.1.1.1. Règles d'urbanisme

ZONES

II.4.1.1.1.1. Interdictions

B1

Sont interdits:

B2

- la construction de bâtiment à destination d'habitation, d'établissement recevant du public (ERP), d'activités, de bureaux et d'exploitation agricole sauf ceux mentionnés au II.4.1.1.1.2;

B3

- la création d'IOP et la réalisation de terrains de camping et de stationnement de caravanes, résidences mobiles ou bâtiments modulaires sauf ceux mentionnés au II.4.1.1.1.2;

B4

- toute infrastructure de transport nouvelle et tout équipement nouveau à l'exception de ceux visés au II.4.1.1.1.2.

II.4.1.1.1.2. Prescriptions

Les réalisations d'aménagements ou d'ouvrages, les constructions et aménagements nouveaux, sont autorisées, à l'exception des projets mentionnés au II.4.1.1.1.1.

Peuvent être autorisés, sous réserve:

- du respect des règles particulières de construction définies à l'article II.4.2.1.2,
- pour les activités, de la compatibilité avec leur environnement:
  - ✔ les constructions ou installations de nature à réduire les effets du risque technologique, même pour un niveau d'aléa plus faible;
  - ✔ les infrastructures de transport nouvelles et équipements nouveaux d'intérêt général, sous réserve d'une nécessité technique impérative et que le personnel éventuel soit limité à celui strictement nécessaire au fonctionnement des installations techniques;

✔ les constructions, ouvrages et équipements pour des activités sans fréquentation permanente, sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages;

✔ les nouvelles activités liées à l'exploitant à l'origine du risque ;

✔ les nouvelles installations classées ICPE (voir préambule) autorisées compatibles, notamment au regard des effets dominos, de la gestion des situations d'urgence et de la vulnérabilité des personnes, dans la mesure où elles ne sont pas destinées à accueillir du personnel administratif non directement lié à l'activité;

✔ les nouvelles activités sans locaux de sommeil et sans accueil du public dans la mesure où il n'y a pas d'augmentation notable du nombre de personnes exposées (voir préambule) ;

Tout projet, hormis ceux mentionnés ci-après, est subordonné à la réalisation d'une étude préalable permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation. Ces conditions répondent aux prescriptions fixées au présent chapitre.
Cette prescription ne s'applique pas pour les projets dont la surface de plancher est égale ou inférieure à 20 m² et à ceux sans occupation permanente.

Conformément aux articles R. 431-16 du code de l'urbanisme, une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte les règles particulières de construction au stade de la conception est jointe à toute demande de permis de construire ou de permis d'aménager.

ZONES

B1

B2

B3

B4

II.4.1.1.2. Règles particulières de construction

Les projets autorisés conformément à l'article II.4.1.1.1.2 permettent d'assurer la protection des personnes :

- pour un effet thermique transitoire dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique transitoire
B1	1000 kW/m²
B2	/
B3	1000 kW/m²

- pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type de signal et temps d'application)	
B1	50 à 140 mbar	onde de choc	20 à 100 ms
B2	50 à 140 mbar	onde de choc	20 à 100 ms
B3	35 à 50 mbar	onde de choc	20 à 1000 ms
B4	50 à 140mbar	onde de choc	20 à 100 ms

- pour un effet thermique continu dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
B1	5 kW/m²
B3	5 kW/m²

ZONES

B1

B2

B3

B4

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une (ou des) intensité(s) moindre (s) et donc que l'(ses)objectif(s) à respecter est(sont) moindre(s) que celui (ceux) prescrit(s) au présent article, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet(ces) objectif(s).

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ainsi qu'à ceux à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

II.4.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation

Les usages, constructions, ouvrages, infrastructures et réseaux de transport sont maintenus, utilisés ou exploités de manière à satisfaire en permanence aux objectifs de performances fixés au II.4.1.1.2. et aux conditions d'utilisation et d'exploitation définis dans l'étude préalable.

Sont maintenues les restrictions d'usage ayant justifié l'autorisation du projet et, notamment, celles limitant le personnel au stricte fonctionnement des installations techniques ou celles interdisant l'accueil du public et de ne créer ni poste de travail permanent, ni poste administratif dont les tâches ne sont pas nécessaires au fonctionnement des installations techniques.

Les projets faisant l'objet de prescriptions au titre de l'article II.4.1.1.1.2 doivent faire l'objet d'un affichage du risque et de la conduite à tenir en cas d'accident technologique.

Les activités autorisées sont exploitées de manière à réduire autant que faire se peut la vulnérabilité des personnels, (formation, équipements de protection individuels adaptés aux risques, signalisation...).

Article II.4.2. Les projets sur les biens et activités existants

II.4.2.1. Conditions de réalisation

II.4.2.1.1. Règles d'urbanisme

II.4.2.1.1.1. Interdictions

Sont interdits:

• tout changement de destination d'une construction existante à l'exception de ceux visés à l'article II.4.2.1.1.2 ;

• toute extension de bâtiment à destination d'habitation, d'établissement recevant du public (ERP), d'activités économiques ou non ainsi que de bureaux à l'exception de ceux visés à l'article II.4.2.1.1.2 ;

• tout aménagement ou extension (avec ou sans changement de destination) d'une construction existante créant un nouvel établissement ou une activité sensible, ou augmentant la capacité d'accueil d'un établissement ou d'une activité sensible, ou occasionnant la transformation d'un ERP existant en ERP sensible, ou occasionnant la transformation d'une activité existante en activité sensible ;

• toute modification des infrastructures de transport ou des équipements publics existants, susceptible d'engendrer une augmentation notable du nombre des personnes exposées ou d'en prolonger la présence.

ZONES

B1

B2

B3

B4

II.4.2.1.1.2 Prescriptions

Les aménagements, extension de construction, ouvrage, installation ou voie de communication existants, changement de destination ou reconstruction d'une construction existante. sont autorisés, à l'exception de ceux mentionnés au II.4.2.1.1.1.

Peuvent être autorisés, sous réserve:

• du respect des règles particulières de construction définies à l'article II.4.2.1.2,

• pour les activités, de la compatibilité avec leur environnement:

✔ les modifications ou déplacements d'infrastructures de transport ou d'équipements d'intérêt général existants sous réserve d'une nécessité technique impérative et d'une diminution de la vulnérabilité,tout changement de destination d'une construction aboutissant à une diminution de la vulnérabilité,

✔ les constructions ou installations de nature à réduire les effets du risque technologique, même pour un aléa de niveau inférieur,

✔ la reconstruction d'un bâtiment ou installation en cas de démolition ou de destruction suite à un sinistre quelle que soit l'origine du sinistre, la construction de bâtiments annexes aux constructions principales, à usage de stockage ou de stationnement de véhicules,

✔ les travaux de modernisation, d'entretien et de gestion courants des constructions d'activités, ouvrages et équipements existants, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas de nature à aggraver les risques,

- ✔ les aménagements d'ouvrages techniques indispensables aux activités déjà installées,
- ✔ les aménagements et extensions d'activités sans fréquentation humaine permanente,
- ✔ les extensions d'ICPE compatibles avec leur environnement, notamment au regard des effets dominos, de la gestion des situations d'urgence et de la vulnérabilité des personnes, dans la mesure où elles ne sont pas destinées à accueillir du personnel administratif non directement lié à l'activité
- ✔ les travaux de démolition, exhaussements et affouillements ;
- ✔ la mise en place de clôtures ne pénalisant pas l'intervention des secours ou l'évacuation de la zone.

Tout projet, hormis ceux mentionnés ci-après, est subordonné à la réalisation d'une étude préalable permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation. Ces conditions répondent aux prescriptions fixées au présent chapitre.
Cette prescription ne s'applique pas pour les projets nouveaux égaux ou inférieurs à 20 m² et à ceux sans occupation permanente.
Conformément à l'article R. 431-16 et R 441-6 du code de l'urbanisme, une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte les règles particulières de construction au stade de la conception est jointe à toute demande de permis de construire.

ZONES

B1

B2

B3

B4

II.4.2.1.2. Règles particulières de construction

Les projets autorisés conformément à l'article II.4.1.1.1.2 permettent d'assurer la protection des personnes:

- pour un effet thermique transitoire dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-après :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique transitoire
B1	1000 kW/m²
B2	/
B3	1000 kW/m²

- pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type de signal et temps d'application)	
B1	50 à 140 mbar	onde de choc	20 à 100 ms
B2	50 à 140 mbar	onde de choc	20 à 100 ms
B3	35 à 50 mbar	onde de choc	20 à 100 ms
B4	50 à 140mbar	onde de choc	20 à 100 ms

- pour un effet thermique continu dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
B1	5 kW/m²
B3	5 kW/m²

- Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une (ou des) intensité(s) moindre (s) et donc que l'(ses) objectif(s) à respecter est (sont) moindre(s) que celui (ceux) prescrit(s) au présent article, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet (ces) objectif(s).

- Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ainsi qu'à ceux à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

ZONES

B1

B2

B3

B4

II.4.2.2 Conditions d'utilisation et d'exploitation

Les usages, constructions, ouvrages, infrastructures et réseaux de transport sont maintenus, utilisés ou exploités de manière à satisfaire en permanence aux objectifs de performances fixés au II.4.2.1.2. et aux conditions d'utilisation et d'exploitation pris en compte au niveau de l'étude préalable.

Sont maintenues les restrictions d'usage ayant justifié l'autorisation du projet, et notamment, celles imposant de ne créer ni poste de travail permanent, ni poste administratif dont les tâches ne sont pas nécessaires au fonctionnement des installations techniques.

Les projets faisant l'objet de prescriptions au titre de l'article II.4.2.1.1.2, à l'exception de ceux concernant les habitations, doivent faire l'objet d'un affichage du risque et des conduites à tenir en cas d'accident technologique.

Les activités ayant fait l'objet d'une autorisation sont exploitées de manière à réduire autant que faire se peut la vulnérabilité des personnels (formation, équipements de protection individuels adaptés aux risques, signalisation...).

Chapitre II.5 – Dispositions applicables en zones b1, b2

ZONES

b1

b2

Les zones à risques **"b"** sont concernées par au moins un aléa thermique de niveau faible (Fai), qui permet de qualifier un dépassement du seuil correspondant aux premiers effets irréversibles sur l'homme ou un aléa de surpression faible (Fai) qui permet de qualifier un dépassement du seuil correspondant à des effets indirects par bris de vitres sur l'homme.
Dans ces zones, le principe d'autorisation prévaut sans toutefois que la zone ait vocation à accueillir des populations ou activités sensibles.
Elles sont régies par des règles d'urbanisme communes, mais font l'objet de dispositions de construction différentes.

Article II.5.1 Les projets nouveaux

II.5.1.1. Conditions de réalisation

II.5.1.1.1. Règles d'urbanisme

II.5.1.1.1.1. Interdictions

Sont interdits:

- les activités et établissements sensibles nouveaux,
- la construction de bâtiments à usage d'habitation ou de locaux à sommeil, hormis les logements de gardien,
- les ERP, hormis les ERP de capacité d'accueil totale inférieure à 50 personnes ou de type M ou W de 5ème catégorie
- la création d'aire de stationnement public des collectivités.

II.5.1.1.1.2. Prescriptions

ZONES

b1

b2

À l'exception des projets définis à l'article II.5.1.1.1.1, tout projet nouveau peut être autorisé.
Une étude préalable est prescrite pour tous projets, hormis ceux pour des activités sans fréquentation permanente et ceux qui ne dépassent pas 20 m² de surface de plancher.
Conformément à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception est jointe à toute demande de permis de construire.

II.5.1.1.2. Règles particulières de construction

Les projets pouvant être autorisés au titre du présent chapitre permettent d'assurer la protection des personnes

- pour un effet thermique transitoire dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-après:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique transitoire
b1	/

• pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type du signal et temps d'application)	
b1	35 à 50 mbar	onde de choc	20-100 ms
b2	35à 50 mbar	onde de choc	20-100 ms

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une (ou des) intensité(s) moindre(s) et donc que l'(ses) objectif(s) à respecter est (sont) moindre(s) que celui (ceux) prescrit(s) au présent article, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet (ces) objectif(s).

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ainsi qu'à ceux à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

II.5.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation

Les usages, constructions, ouvrages, infrastructures et réseaux de transport sont maintenus, utilisés ou exploités de manière à satisfaire en permanence aux objectifs de performances fixés au II.5.1.1.1.2 et aux conditions d'utilisation et d'exploitation définis par l'étude préalable.
En particulier, sont maintenues les restrictions d'usage ayant justifié l'autorisation du projet.

Les activités autorisées sont exploitées de manière à réduire autant que faire se peut la vulnérabilité des personnels (formation, équipements de protection individuels adaptés aux risques, signalisation...).

ZONES

b1

b2

Article II.5.2. Les projets sur les biens et activités existants

II.5.2.1. Conditions de réalisation

II.5.2.1.1. Règles d'urbanisme

II.5.2.1.1.1. Interdictions

Sont interdits :

- toute extension, tout aménagement (avec ou sans changement de destination) d'une construction existante, créant un établissement ou une activité sensibles, ou augmentant la capacité d'accueil d'un établissement ou d'une activité sensibles, ou occasionnant la transformation d'un ERP existant en ERP sensible, ou occasionnant la transformation d'une activité existante en activité sensible,

- tout changement de destination d'une construction existante à usage d'entrepôt, de bureaux, d'industrie, d'artisanat et de services publics ou d'intérêt collectif en habitation ou en ERP, hormis s'il s'agit d'ERP:
  - de capacité d'accueil totale inférieure à 50 personnes
    ou
  - de type M ou W de 5e catégorie

II.5.2.1.1.2 Prescriptions.

À l'exception des projets définis à l'article II.4.2.1.1.1, tout projet sur les biens et activités existants peut être autorisé.

Tout projet, hormis ceux mentionnés ci-après, est subordonné à la réalisation d'une étude préalable permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation. Ces conditions répondent aux prescriptions fixées au présent chapitre.

Cette prescription ne s'applique pas pour les projets égaux ou inférieurs à 20 m² et à ceux sans occupation permanente.

Conformément à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception est jointe à toute demande de permis de construire.

II.5.2.1.2 Règles particulières de construction

Les projets pouvant être autorisés au titre du présent chapitre permettent d'assurer la protection des personnes

- pour un effet thermique transitoire dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-après:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique transitoire
b1	/

• pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type du signal et temps d'application)	
b1	35 à 50 mbar	onde de choc	20-100 ms
b2	35 à 50 mbar	onde de choc	20-100 ms

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une (ou des) intensité(s) moindre (s) et donc que l'(ses) objectif(s) à respecter est (sont) moindre(s) que celui (ceux) prescrit(s) au présent article, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet (ces) objectif(s).

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ainsi qu'à ceux à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

II.5.2.2 Conditions d'utilisation et d'exploitation

Les usages, constructions, ouvrages, infrastructures et réseaux de transport sont maintenus, utilisés ou exploités de manière à satisfaire en permanence aux objectifs de performances fixés au II.5.2.1.2. et aux conditions d'utilisation et d'exploitation pris en compte au niveau de l'étude préalable.

Sont maintenues les restrictions d'usage ayant justifié l'autorisation du projet, et notamment, celles imposant de ne créer ni poste de travail permanent, ni poste administratif dont les tâches ne sont pas nécessaires au fonctionnement des installations techniques.

Les projets faisant l'objet de prescriptions au titre de l'article II.5.2.1.1.2, à l'exception de ceux concernant les habitations, doivent faire l'objet d'un affichage du risque et des conduites à tenir en cas d'accident technologique.

Les activités ayant fait l'objet d'une autorisation sont exploitées de manière à réduire autant que faire se peut la vulnérabilité des personnels en particulier:
- les risques et des conduites à tenir en cas d'accident technologique font l'objet d'un affichage,
- le personnel reçoit une formation et des équipements de protection individuels adaptés aux risques,

En outre, dans les zones soumises à des risques thermiques transitoires:

- les zones encombrées à l'extérieur des bâtiments sont limitées ;
- les feux nus sont interdits ;
- les locaux sont maintenus fermés en permanence.

TITRE III - MESURES FONCIÈRES

En application de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, le PPRT délimite les zones dans lesquelles peuvent être instauré le droit de préemption urbain et le droit de délaissement des bâtiments ou parties de bâtiments existants et celles dans lesquelles l'expropriation des immeubles et droits réels immobiliers peuvent être déclarés d'utilité publique.

Chapitre III.1 - Secteurs et mesures foncières envisagés

Article III.1.1. Mesures définies dans les secteurs De

Conformément à l'article L. 515-16 II du code de l'environnement et en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger grave pour la vie humaine, 5 secteurs sont définis comme devant faire l'objet d'instauration du droit de délaissement :

- sur la commune de Illzach :
  - un secteur de délaissement dénommé De 1 sur le plan de zonage réglementaire, situé dans la zone r,
  - un secteur de délaissement dénommé De 2 sur le plan de zonage réglementaire, situé dans la zone r,
  - un secteur de délaissement dénommé De 3 sur le plan de zonage réglementaire, situé dans la zone r,
  - un secteur de délaissement dénommé De 4 sur le plan de zonage réglementaire, situé dans la zone r,
  - un secteur de délaissement dénommé De 6 sur le plan de zonage réglementaire, situé dans la zone r.

Le droit de délaissement régi par le code de l'expropriation confère au propriétaire d'un bâtiment ou partie de bâtiment situé dans le secteur de délaissement possible, la possibilité d'exiger l'acquisition de ce bien par la personne qui a institué ce droit, à un prix fixé à l'amiable ou par le juge de l'expropriation.

Article III.1.2 Droit de préemption

Le droit de préemption urbain peut être institué par la commune d'Illzach, sur la partie du périmètre d'exposition au risque du PPRT la concernant et dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme.

Article III.1.3 Expropriation pour cause d'utilité publique

Sans objet

Chapitre III.2 - Échéancier de mise en œuvre des mesures foncières

Les mesures foncières seront étalées dans le temps selon l'ordre de priorité suivant:

SECTEUR	AVANCEMENT
DE 1	Priorité 1
DE 2	Délaissement effectif
DE 3	Priorité 1
DE 4	Demande de délaissement en cours
DE 6	Délaissement effectif

TITRE IV - MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS

PRÉAMBULE – PRINCIPES GENERAUX

Les définitions et précisions figurant en préambule du titre II sont essentielles pour la bonne compréhension du titre IV du règlement du PPRT.

Chapitre IV.1 - Mesures sur les biens et activités existants

Article IV.1.1 Généralités

Les prescriptions définies dans les articles suivants sont obligatoires pour les logements existants à la date d'approbation du PPRT, dans la limite ;

- du plafond ci-après lorsqu'il est inférieur à 10% (dix pour-cent) de la valeur vénale du bien existant concerné :
- 20 000 € (vingt mille euros), lorsque le bien concerné est la propriété d'une personne physique ;
- de 10% (dix pour-cent) de la valeur vénale du bien existant concerné, dans le cas contraire.

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse ces valeurs limites, des travaux de protection à hauteur de celles-ci sont menées afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

Ces mesures obligatoires sont à la charge des propriétaires, exploitants et utilisateurs des biens, pour se mettre en conformité avec les prescriptions dans le délai de huit ans à compter de l'approbation du PPRT.

Les prescriptions permettent d'assurer aux occupants une protection contre les effets thermiques ou de surpression engendrés par les installations de l'entrepôt pétrolier de Mulhouse (EPM).

Ces effets sont variables en nature et en intensité selon la localisation du bien ou de l'activité.

Les protections à mettre en œuvre peuvent nécessiter la réalisation d'études spécifiques pour déterminer les intensités réelles au droit du projet. Ces études doivent prendre en compte la localisation des sources des phénomènes dangereux figurant dans les données décrites dans la note de présentation:

- pour un effet thermique, l'intensité à prendre en compte est calculée en [kW/m²] en cas d'effet thermique continu ou en $[(kW/m^2)^{4/3}.s]$ en cas d'effet thermique transitoire;

- pour un effet de surpression, l'intensité à prendre en compte est calculée en millibars [mbar], caractérisée par une déflagration ou une onde de choc avec un temps d'application à déterminer et exprimé en millisecondes [ms].

Pour les biens autres que les logements, les propriétaires ou gestionnaires, ainsi que les responsables des activités qui y sont implantées mettent en oeuvre leurs obligations en matière de sécurité des personnes, dans le cadre des réglementations qui leur sont applicables en tenant compte du type de risques auxquels leur bien ou activité est soumis, ainsi que de la gravité, de la probabilité et de la cinétique de ces risques. Ces mesures peuvent consister en des mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité.

Article IV.1.2. Prescriptions applicables en zone rouge foncé R

IV.1.2.1. Prescriptions sur les infrastructures

Sont prescrites:

- la réalisation d'une étude portant sur chaque infrastructure existante présente dans la zone et analysant:
  - l'existence ou la faisabilité de solutions alternatives totales ou partielles permettant d'assurer le même service (transfert, rabattement..) en diminuant la vulnérabilité des usages,
  - la faisabilité technique et financière de mesures de réduction de la vulnérabilité (travaux de protection).
- la réalisation d'ouvrages de protection, adaptation des consignes d'exploitation et/ou de la signalisation, de manière à assurer aux usagers des infrastructures et réseaux de transports existants un niveau de protection aussi voisin que possible que celui des occupants de bâtiments.
- la mise en place d'une signalisation des risques pour les usagers de l'infrastructure et des conduites à tenir en cas d'accident technologique .

Article IV.1.3. Prescriptions applicables en zone rouge clair r

IV.1.3.1. Prescriptions sur le bâti et les infrastructures

IV.1.3.1.1. Prescriptions sur le bâti

Les travaux de réduction de vulnérabilité du bâti permettent d'assurer la protection des occupants de ces biens :

- pour un effet thermique transitoire dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique transitoire
r1	1800 [(kW/m²) $^{4}/_{3}$].s
r2	1800 [(kW/m²) $^{4}/_{3}$].s
r3	1800 [(kW/m²) $^{4}/_{3}$].s

Lorsque l'intensité de l'effet thermique transitoire est indiquée comme supérieure à 1800 [(kW/m²) $^{4}/_{3}$].s , la valeur de l'objectif de protection en fonction de la localisation doit être déterminée de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger du présent PPRT.

- pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type du signal et temps d'application)	
r1	50 à 140 mbar	Onde de choc	20-100 ms
r2	50 à 140 mbar	Onde de choc	20-100 ms
r3	35 à 50 mbar	Onde de choc	20-100 ms

- pour un effet thermique continu dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-après:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
r1	8 kW/m²
r2	8 kW/m²
r3	8 kW/m²

Lorsqu'une étude démontre qu'un bien existant est exposé à une (ou des) intensité(s) moindre (s) et donc que l'(ses)objectif(s) à respecter est(sont) moindre(s) que celui (ceux) prescrit(s) au présent article, la réalisation des travaux permet d'assurer la protection des personnes pour cet(ces) objectif(s).

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ainsi qu'à ceux à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

Les biens et activités existants ne pourront en aucun cas être utilisés, même partiellement, comme locaux d'habitation ou locaux de sommeil.

IV.1.3.2 Prescriptions sur les infrastructures

Sont prescrites :

• la réalisation d'une étude portant sur chaque infrastructure existante présente dans la zone et analysant :

– l'existence ou la faisabilité de solutions alternatives totales ou partielles permettant d'assurer le même service (transfert, rabattement…) en diminuant la vulnérabilité des usagers ;

- la faisabilité technique et financière de mesures de réduction de la vulnérabilité (travaux de protection).

• la réalisation d'ouvrages de protection, adaptation des consignes d'exploitation et/ou de la signalisation, de manière à assurer aux usagers des infrastructures et réseaux de transports existants un niveau de protection aussi voisin que possible que celui des occupants de bâtiments.

• la mise en place d'une signalisation des risques pour les usagers de l'infrastructure et des conduites à tenir en cas d'accident technologique .

IV.1.3.3 Prescriptions sur l'utilisation et l'exploitation des activités économiques

Tous les biens et activités existants doivent faire l'objet d'un affichage du risque et des conduites à tenir en cas d'accident technologique.

Pour les locaux et ouvrages exploités sans fréquentation humaine permanente, une procédure interne à l'activité précise les dispositions minimales permettant aux personnes amenées à intervenir ponctuellement dans cette zone de se protéger au mieux. Cette procédure porte à minima sur le comportement à tenir, la mise à disposition d'équipements de protection individuels, l'information de l'établissement AS en vue que celui-ci puisse prendre les mesures appropriées, signalisation.

Les activités économiques sont exploitées de manière à réduire autant que faire se peut la vulnérabilité des personnels, en particulier ceux-ci reçoivent une formation adaptée aux risques.

Article IV.1.4 Prescriptions applicables en zones bleu foncé B

IV.1.4.1. Prescriptions sur le bâti et les infrastructures

IV.1.4.1.1. Prescriptions sur le bâti

Les travaux de réduction de vulnérabilité du bâti permettent d'assurer la protection des occupants de ces biens:

• pour un effet thermique transitoire dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique transitoire
B1	1000 kW/m²
B2	/
B3	1000 kW/m²

• pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type de signal et temps d'application)	
B1	50 à 140 mbar	onde de choc	20 à 100 ms
B2	50 à 140 mbar	onde de choc	20 à 100 ms
B3	35 à 50 mbar	onde de choc	20 à 1000 ms
B4	50 à 140mbar	onde de choc	20 à 100 ms

• pour un effet thermique continu dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
B1	5 kW/m²
B3	5 kW/m²

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une (ou des) intensité(s) moindre (s) et donc que l'(ses)objectif(s) à respecter est(sont) moindre(s) que celui (ceux) prescrit(s) au présent article, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet(ces) objectif(s).

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ainsi qu'à ceux à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

IV.1.4.2 Prescriptions sur les infrastructures

Sont prescrites :

• la réalisation d'une étude portant sur chaque infrastructure existante présente dans la zone et analysant :

– l'existence ou la faisabilité de solutions alternatives totales ou partielles permettant d'assurer le même service (transfert, rabattement…) en diminuant la vulnérabilité des usagers ;

– la faisabilité technique et financière de mesures de réduction de la vulnérabilité (travaux de protection).

• la réalisation d'ouvrages de protection, adaptation des consignes d'exploitation et/ou de la signalisation, de manière à assurer aux usagers des infrastructures et réseaux de transports existants un niveau de protection aussi voisin que possible que celui des occupants de bâtiments.
• la mise en place d'une signalisation des risques pour les usagers de l'infrastructure et des conduites à tenir en cas d'accident technologique.

IV.1.4.3 Prescriptions sur l'utilisation et l'exploitation des activités économiques

Tous les biens et activités existants doivent faire l'objet d'un affichage du risque et des conduites à tenir en cas d'accident technologique.
Pour les locaux et ouvrages exploités sans fréquentation humaine permanente, une procédure interne à l'activité précise les dispositions minimales permettant aux personnes amenées à intervenir ponctuellement dans cette zone de se protéger au mieux. Cette procédure porte à minima sur le comportement à tenir, la mise à disposition d'équipements de protection individuels, l'information de l'établissement AS en vue que celui-ci puisse prendre les mesures appropriées, signalisation.
Les activités économiques sont exploitées de manière à réduire autant que faire se peut la vulnérabilité des personnels, en particulier ceux-ci reçoivent une formation adaptée aux risques.

Article IV.1.5 Prescriptions applicables en zones bleu clair b

IV.1.5.1 Champ d'application des prescriptions

Les prescriptions de l'article IV.1.5 s'appliquent aux bâtiments existants à la date d'approbation du PPRT suivants :
• établissements recevant du public,
• locaux d'activités y compris les logements de service.
Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ou à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

IV.1.5.2 Mesures de protection

Pour les logements existants à la date d'approbation du PPRT et entrant dans le champ de l'application de l'article, des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés dans un délai de 8 (huit) ans à compter de la date d'approbation du PPRT afin d'assurer la protection des occupants de ces biens.
Les travaux de réduction de vulnérabilité du bâti permettent d'assurer la protection des occupants de ces biens :

• pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-après :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type du signal et temps d'application)	
b1	35 à 50 mbar	Onde de choc	20-100 ms
b2	35 à 50 mbar	onde de choc	20-100 ms

Lorsqu'une étude démontre qu'un bien existant est exposé à une (ou des) intensité(s) moindre (s) et donc que l'(ses)objectif(s) à respecter est(sont) moindre(s) que celui (ceux) prescrit(s) au présent article, la réalisation des travaux permet d'assurer la protection des personnes pour cet(ces) objectif(s).
En outre, une signalisation des risques et les conduites à tenir en cas d'accident technologique est mise en place au niveau de chaque bien et activité existants à l'approbation du PPRT.
Les activités existantes sont exploitées de manière à réduire autant que faire se peut la vulnérabilité des personnels, ceux-ci reçoivent notamment une formation adaptée au risque.

Chapitre IV.2 - Prescriptions sur les usages

Article IV.2.1 Transport de matières dangereuses

L'arrêt et le stationnement des véhicules de transport de matières dangereuses est interdit sur la voie publique à l'intérieur du périmètre d'exposition au risque.

Article IV.2.2 Etablissements recevant du public et installations ouvertes au public

Les ERP et IOP dont notamment les abris bus doivent faire l'objet d'un affichage dans un délai d'un an, du risque et des conduites à tenir en cas d'accident technologique. La signalisation devra comprendre une mention relative à l'attitude à adopter, par les usagers, en situation normale et en cas d'alerte .

Article IV.2.3 Cheminements piétonniers existants et espaces publics ouverts

Sans objet.

Article IV.2.4 Camping et caravaning

La pratique du camping et du caravaning est interdite à l'intérieur du périmètre d'exposition au risque.

TITRE V - SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Aucune servitude d'utilité publique instituée en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement et les servitudes instaurées par les articles L. 5111-1 à L. 5111-7 du code de la défense est recensée à ce jour.

ANNEXE - 1

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques et
des Installations classées

ARRETE

N° 2014101-0014 du 11 AVR. 2014

portant approbation du plan de prévention des risques technologiques de la société ENTREPOT PETROLIER DE MULHOUSE sur les communes d'ILLZACH et SAUSHEIM

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.515-15 à L.515.25 et R515-39 à R515-50 relatifs au plan de prévention des risques technologiques ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 126-1, L.211-1, L.230-1et L.300-2 et R 126-1 et R 126-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-057-21 du 26 février 2010 autorisant et réglementant l'exploitation des installations de l'établissement Entrepôt Pétrolier de Mulhouse à ILLZACH et de l'arrêté portant prescriptions complémentaires n°2012251-0001 du 7 septembre 2012 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-203-16 du 20 juillet 2009 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques technologiques autour du site de l'Entrepôt Pétrolier de Mulhouse, sur les communes d'ILLZACH et de SAUSHEIM modifié par les arrêtés préfectoraux des 13 janvier 2011, 9 décembre 2011, 19 octobre 2012 et 10 décembre 2013 ;

Vu les avis des personnes et organismes associés consultés par courrier du 14 août 2013 ;

Vu l'avis favorable du Comité Local d'Information et de Concertation de l'agglomération mulhousienne qui s'est réuni le 15 septembre 2013 ;

Vu l'arrêté n°2011-256-3 du 13 septembre 2011 portant ouverture de l'enquête publique relative au PPRT d'EPM ;

Vu l'arrêté 2011-258-2 du 15 septembre 2011 rapportant l'arrêté 2011-256-3 du 13 septembre 2011 portant ouverture de l'enquête publique ;

Vu l'arrêté 2013-281-0002 du 08 octobre 2013 portant ouverture de l'enquête publique relative au PPRT d'EPM ;

Vu le bilan de la concertation joint au dossier soumis à enquête publique ;

Vu les avis exprimés lors de l'enquête publique du 12 novembre 2013 au 13 décembre 2013 inclus ;

Vu l'avis défavorable du commissaire enquêteur en date du 11 janvier 2014, reçu en préfecture le 13 janvier 2014 ;

Vu le rapport du service instructeur du 25 mars 2014 ;

Considérant que l'article L515-15 du Code de l'Environnement fait obligation à l'État d'élaborer et mettre en œuvre les plans de prévention des risques technologiques limitant les effets d'accidents potentiels liés aux installations figurant sur la liste prévue au IV de l'article L515-8 du Code de l'Environnement,

Considérant que la société EPM relève de la liste prévue au IV de l'article L515-8 du Code de l'Environnement ;

Considérant les risques pris en compte par l'arrêté de prescription sus-visé susceptibles d'intervenir sur les installations d'EPM ;

Considérant qu'il est nécessaire de limiter l'exposition des populations à ces risques ;

Considérant que cette limitation est obtenue par des contraintes et des règles particulières en matière de foncier, de construction, d'urbanisme et d'usage ;

Considérant que ces contraintes et règles particulières sont prises de manière proportionnée aux risques générés par les activités du site EPM ;

Considérant que ces limitations et règles particulières permettent de limiter l'exposition des populations vis-à-vis des risques générés par les activités d'EPM ;

Considérant que les mesures définies dans le plan de prévention des risques technologiques résultent d'un processus d'analyse, d'échanges et de concertation,

Considérant que l'ensemble des parties prenantes ont pu exprimer leur point de vue tout au long de la procédure au travers de la concertation et des réunions d'information,

Considérant que l'avis du commissaire enquêteur est assorti d'une seule recommandation relative à la recherche d'une nouvelle implantation pour l'entreprise EPM,

Considérant que l'article L515-16 du Code de l'Environnement établit la liste des mesures et prescriptions qui peuvent seules être imposées au sein du périmètre d'exposition aux risques,

Considérant que l'objet de la recommandation du commissaire enquêteur - étude du déménagement du site – ne figure pas au nombre des mesures et prescriptions prévues à l'article L515-16 du Code de l'Environnement,

Sur Proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin ;

ARRETE

Article 1er :

Le plan de prévention des risques technologiques de l'établissement ENTREPOT PETROLIER DE MULHOUSE, annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 :

Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L.126-1 du code de l'urbanisme. Il est annexé aux documents d'urbanisme en vigueur dans les communes d'ILLZACH et SAUSHEIM dans le délai de 3 mois prévu par ce même code.

Article 3 :

Le plan de prévention des risques technologiques comprend :

- une note de présentation décrivant les installations ou stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques,
- des documents graphiques faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L515-15 et L515-16 du code de l'environnement ;
- un règlement comportant, en tant que besoin, pour chaque zone ou secteur :
  - les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au 1 de l'article L515-16 du code de l'environnement,

- les mesures foncières fixées au II de l'article L.515-16,
- les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L515-16 du code de l'environnement.

➢ des recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L515-16 du code de l'environnement.

Article 4 :

Les mesures de protection des populations contre les risques encourus, prescrites par le Plan de Prévention des Risques Technologiques, devront être mises en œuvre dans les délais fixés au III du règlement à compter de la date d'effet du présent arrêté.

Article 5 :

Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux personnes et organismes associés définis dans l'arrêté du 20 juillet 2009.

Il devra être affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairies d'ILLZACH et SAUSHEIM ainsi qu'au siège de la communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération pour y être porté à la connaissance du public. Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du préfet, dans deux journaux diffusés dans le département.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Haut-Rhin.

Un exemplaire du plan approuvé est tenu à la disposition du public, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public, à la préfecture du Haut-Rhin, en mairie d'Illzach et Sausheim ainsi qu'au siège de la communauté de la communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération. Un exemplaire est également consultable via le site internet de la DREAL Alsace: www.alsace.developpement-durable.gouv.fr.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication :
- soit d'un recours gracieux auprès du Préfet du Haut-Rhin,
- soit d'un recours hiérarchique adressé au ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Energie.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la Paix — BP 51 038 — 67070 STRASBOURG CEDEX) soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou hiérarchique) dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5, soit à l'issue d'un recours préalable dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Directeur Départemental des Territoires (DDT), les maires des communes d'Illzach et Sausheim, le Président de la communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Colmar, le 11 AVR. 2014

Le Préfet

Vincent BOUVIER

ANNEXE-2

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires
du Haut-Rhin

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du Logement
Grand Est

ARRÊTÉ

6 avril 2018 – 0024 - BPR

prescrivant la modification du plan de prévention des risques technologiques de la société ENTREPÔT PÉTROLIER DE MULHOUSE (EPM) sur les communes d'ILLZACH et SAUSHEIM

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.515-15 à L 515.25 et R515-39 à R515-50 relatifs au plan de prévention des risques technologiques ;

Vu en particulier l'article L. 515-22-1.-II du code de l'environnement encadrant la procédure simplifiée de modification d'un PPRT ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 126-1, L.211-1, L.230-1et L.300-2 et R 126-1 et R 126-2 ;

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 29 septembre 2005,

Vu la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 février 2010 codifiant les prescriptions applicables au dépôt et modifié par l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2012,

Vu l'arrêté préfectoral n° 20141O1-0014 du 11 avril 2014 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques de la société Entrepôt Pétrolier de Mulhouse (EPM) sur les communes d'ILLZACH et SAUSHEIM

Vu la mise à jour de l'étude de dangers de la société EPM de décembre 2016, complétée en septembre 2017,

Vu la décision du 23/01/2018 du président de l'autorité environnementale relative à un projet d'examen au cas par cas en application de l'article R122-17 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de présentation des services instructeurs du 14 mars 2018 proposant la modification du PPRT ;

Considérant que la société EPM comprend sur le territoire de la commune d'ILLZACH des installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 du code de l'environnement ;

Considérant que l'établissement EPM est concerné par l'article L.515-15 du code de l'environnement ;

Considérant que, suite à la mise à jour de l'étude de dangers, les modifications apportées aux installations exploitées par la société EPM à ILLZACH, permettent la révision à la baisse des mesures du PPRT suivié et que, de ce fait, entrent dans le cadre de la procédure simplifiée de modification de PPRT, prévue à l'article L. 515-22-1.-II du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général;

ARRÊTE

Article 1 : Périmètre d'étude

Est prescrite, conformément aux articles L.515-15 à L.515-25 du code de l'environnement, la modification du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) générés par l'établissement Entrepôt Pétrolier de Mulhouse (EPM) sur les communes d'ILLZACH et SAUSHEIM. Le périmètre d'étude du plan est délimité par la carte figurant à l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 : Nature des risques pris en compte

Les risques pris en compte sont ceux générés par les effets de surpression et les effets thermiques en cas d'accidents susceptibles de survenir sur les installations des établissements cités à l'article 1.

Article 3 : Services instructeurs

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est (DREAL) et la Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin (DDT) sont chargées conjointement et chacune pour ce qui la concerne de la modification du plan de prévention des risques technologiques.

Article 4: Information

Une réunion d'information en faveur des personnes et organismes associés sera proposée, préalablement à la consultation du public.

Article 5 : Consultation du public

La consultation du public sera organisée selon les modalités prévues au II de l'article L120-1-1 du code de l'environnement.

Le projet de modification du PPRT sera mis à disposition du public par voie électronique sur le site internet de la DREAL: www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr et sur le site Internet de la préfecture du Haut Rhin : www.haut-rhin.gouv.fr.

Article 6 : Évaluation environnementale

Par décision du 23 janvier 2018 du président de l'autorité environnementale, la modification du PPRT n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 7: Publication et notification

Le présent arrêté sera affiché pendant un mois dans les mairies d'ILLZACH et de SAUSHEIM et au siège de la communauté d'agglomération de Mulhouse (M2A). Mention de cet affichage sera insérée dans la presse locale. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut- Rhin.

Article 8 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification :

- soit, directement, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg, 31, avenue de la Paix, BP 51 038, 67 070 STRASBOURG Cedex ;

- soit, préalablement, d'un recours administratif gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Haut-Rhin ou hiérarchique auprès du Ministre en charge de la prévention des risques. Dans ce cas, la décision de rejet du recours préalable, expresse ou tacite – née du silence de l'administration à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours administratif préalable – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées ci-dessus.

Article 9 : Exécution du présent arrêté

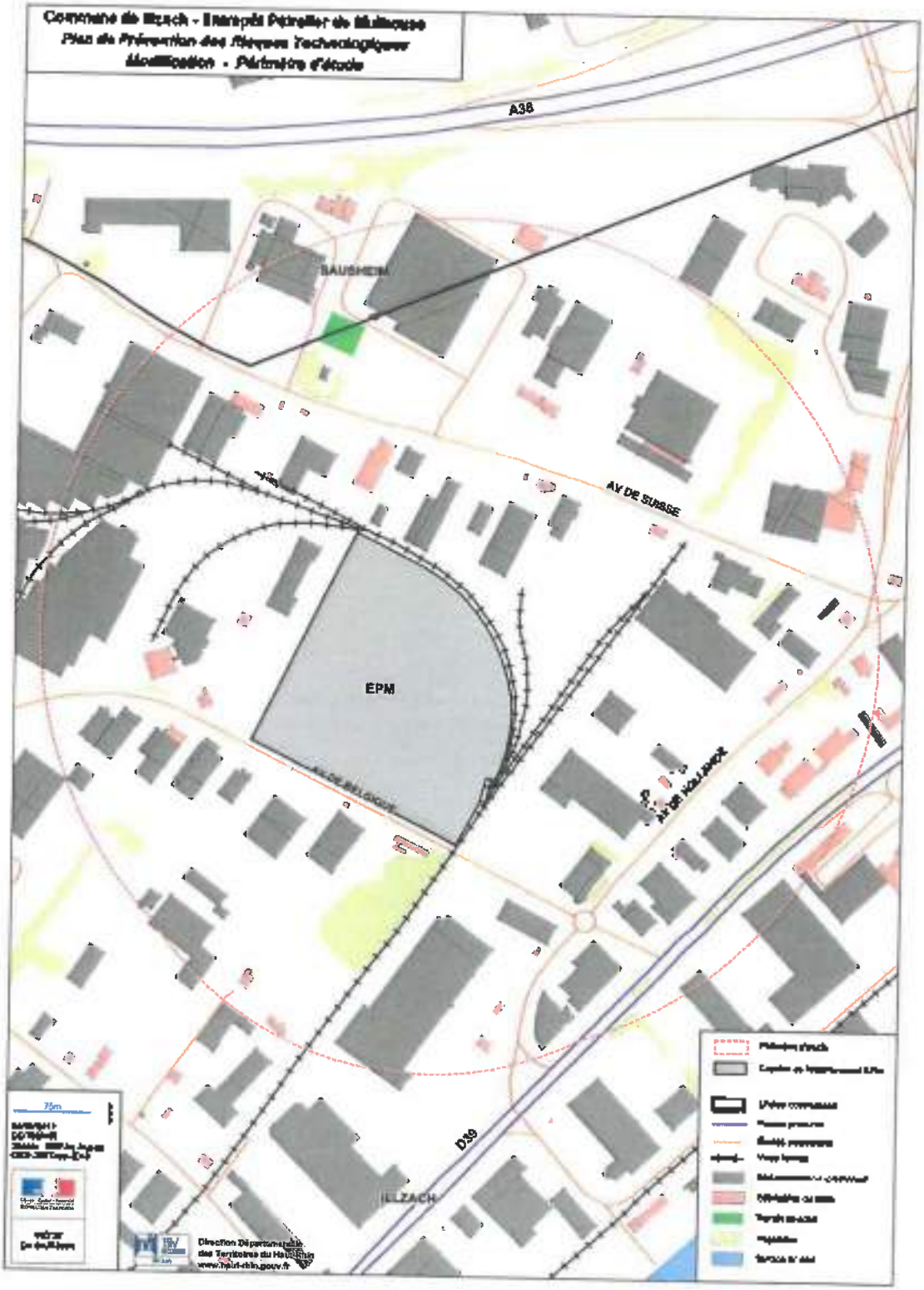
Le Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Grand Est, le Directeur Départemental des Territoires (DDT) du Haut-Rhin et les maires des communes d'ILLZACH et de RAUSHEIM , le président de la communauté d'agglomération M2A, sont, chacun pour ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le - 6 AVR. 2018

Le préfet

Laurent TOUVET

Annexe 1 : plan du périmètre d'étude



ANNEXE-3



Autorité environnementale

conseil général de l'Environnement et du Développement durable

www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr

Décision de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, sur la modification du PPRT de la société Entrepôts Pétroliers de Mulhouse à Illzach (68)

n° : F-044-17-P-0160

Décision du 23 janvier 2018

après examen au cas par cas

en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement

Le président de la formation d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision prise par la formation d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable dans sa réunion du 31 mai 2017 portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F-041-17-P-0160 (y compris ses annexes) relative au dossier de modification du PPRT de la société Entrepôts Pétroliers de Mulhouse à Illzach (68), reçue de la DDT du Haut-Rhin le 11 décembre 2017 ;

Considérant les caractéristiques du plan ;

- qui concerne, sur les communes d'Illzach et Sausheim, l'établissement classé « Séveso seuil haut » : « Entrepôts pétroliers de Mulhouse» (EPM) exerçant des activités de stockage d'hydrocarbures avec les caractérisuques suivantes :
  - 6 réservoirs de contenance totale de 52 835 m³.
  - 1 poste de chargement des camions.
  - 1 poste de déchargement des wagons.
  - 1 stockage d'additifs et de colorants.
- qui a été approuvé le 11 avril 2014 et qui prend en compte les aléas thermiques et de surpression liés aux caractéristiques des hydrocarbures stockés dans les réservoirs ou transférés à travers les installations,
- qui a vocation à intégrer la mise à jour quinquennale de l'étude de danger,
- qui comprend essentiellement des mesures destinées à prendre en compte les effets des aléas identifiés et à réduire la vulnérabilité des biens existants ou à construire (prescriptions ou recommandations de mesures de protection à mettre en œuvre pour les projets ou les biens existants), sans travaux de protection collective, ou à interdire certains types de construction ,

Considérant les caractéristiques de la zone susceptible d'être touchée ainsi que les incidences prévisibles :

- les territoires concernés par le PPRT localisés sur les communes d'Illzach et Sausheim, dans le département du Haut-Rhin, le périmètre d'étude englobant notamment des bâtiments accueillant actuellement des activités économiques dans le pôle économique de l'Ile Napoléon, l'adoption du plan devant permettre de prescrire des mesures sur le bâti dans un objectif de protection des populations,
- l'absence d'incidences notables prévisibles sur les zones naturelles du fait des mesures envisagées dans le cadre de ce PPRT;

Décide :

Article 1er

En application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, la modification du PPRT de la société Entrepôts Pétroliers de Mulhouse à Illzach (68) présentée par la DDT du Haut-Rhin, n° F-044-17-P-0160, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la formation d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à la Défense, le 23 janvier 2018.

Le président de l'autorité environnementale
du Conseil général de l'environnement
et du développement durable.

Philippe LEDENVIC

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa rectification ou de sa mise en ligne sur Internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R. 122-1 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'autorité environnementale
Ministère de la Transition écologique et solidaire
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable
Autorité environnementale
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 30 322
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX

ANNEXE-4.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires
du Haut-Rhin

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du Logement
Grand Est

ARRÊTÉ

6 avril 2018 – 0023 - BPR
portant suspension partielle de l'application des mesures prévues par le plan de prévention des risques technologiques de la société ENTREPÔT PÉTROLIER DE MULHOUSE (EPM) sur les communes d'ILLZACH et SAUSHEIM

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.515-15 à L 515.25 et R515-39 à R515-50 relatifs au plan de prévention des risques technologiques et en particulier l'article L.515-22-1.-IV;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié notamment par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014101-0014 du 11 avril 2014 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques de la société Entrepôt Pétrolier de Mulhouse (EPM) sur les communes d'ILLZACH et SAUSHEIM

Vu l'arrêté préfectoral du 06 avril 2018 prescrivant la modification du plan de prévention des risques technologiques de la société EPM à Illzach

Vu la mise à jour de l'étude des dangers fournie par la société EPM en décembre 2016, complétée en septembre 2017,

Vu le rapport de présentation des services instructeurs en date du 14 mars 2018 proposant la modification du PPRT

Considérant que, suite aux compléments de l'étude de dangers, les biens correspondant au secteur répertorié De5 sur le plan de zonage réglementaire du PPRT approuvé le 11 avril 2014 ne sont plus en zone d'aléa TF+ à F et qu'en conséquence ce secteur De5 prévu en tant que secteur de délaissement à l'article III.1.1 du PPRT est susceptible d'être rayé de la liste des secteurs définis comme devant faire l'objet d'instauration du droit de délaissement après l'approbation de la modification du PPRT ;

Considérant que, suite à la nouvelle étude de dangers remise en décembre 2016, la zone r sera réduite et qu'en conséquence les biens figurant dans la partie de la zone appelée à changer sont susceptibles de ne pas faire l'objet des mesures de protection relatives à l'aménagement prescrites à l'article IV.1.3. du règlement du PPRT ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général ;

ARRÊTE

Article 1 : Mesures conservatoires

A titre conservatoire et conformément à l'article L. 515-22-1.-IV du code de l'environnement, est suspendus, pendant la modification du plan de prévention des risques, l'application :

- des mesures d'inscription en zone de délaissement potentiel des biens dénommés Des prévues à l'article III.1.1 du règlement du PPRT ;
- pour la zone précisée sur la carte en annexe, des mesures de protection relatives à l'aménagement prescrites à l'article IV.1.3. du règlement du PPRT

Article 2 : Publicité et notification

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes concernés. Il sera affiché pendant un mois dans les mairies d'ILLZACH et de SAUSHEIM et au siège de la communauté d'agglomération de Mulhouse (M2A). Mention de cet affichage sera insérée dans la presse locale. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut- Rhin.

Article3 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification :

- soit, directement, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg, 31, avenue de la Paix, BP 51 038, 67 070 STRASBOURG Cedex ;
- soit, préalablement, d'un recours administratif gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Haut-Rhin ou hiérarchique auprès du Ministre en charge de la prévention des risques. Dans ce cas, la décision de rejet du recours préalable, expresse ou tacite – née du silence de l'administration à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours administratif préalable – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées ci-dessus.

Article 4 : Exécution du présent arrêté

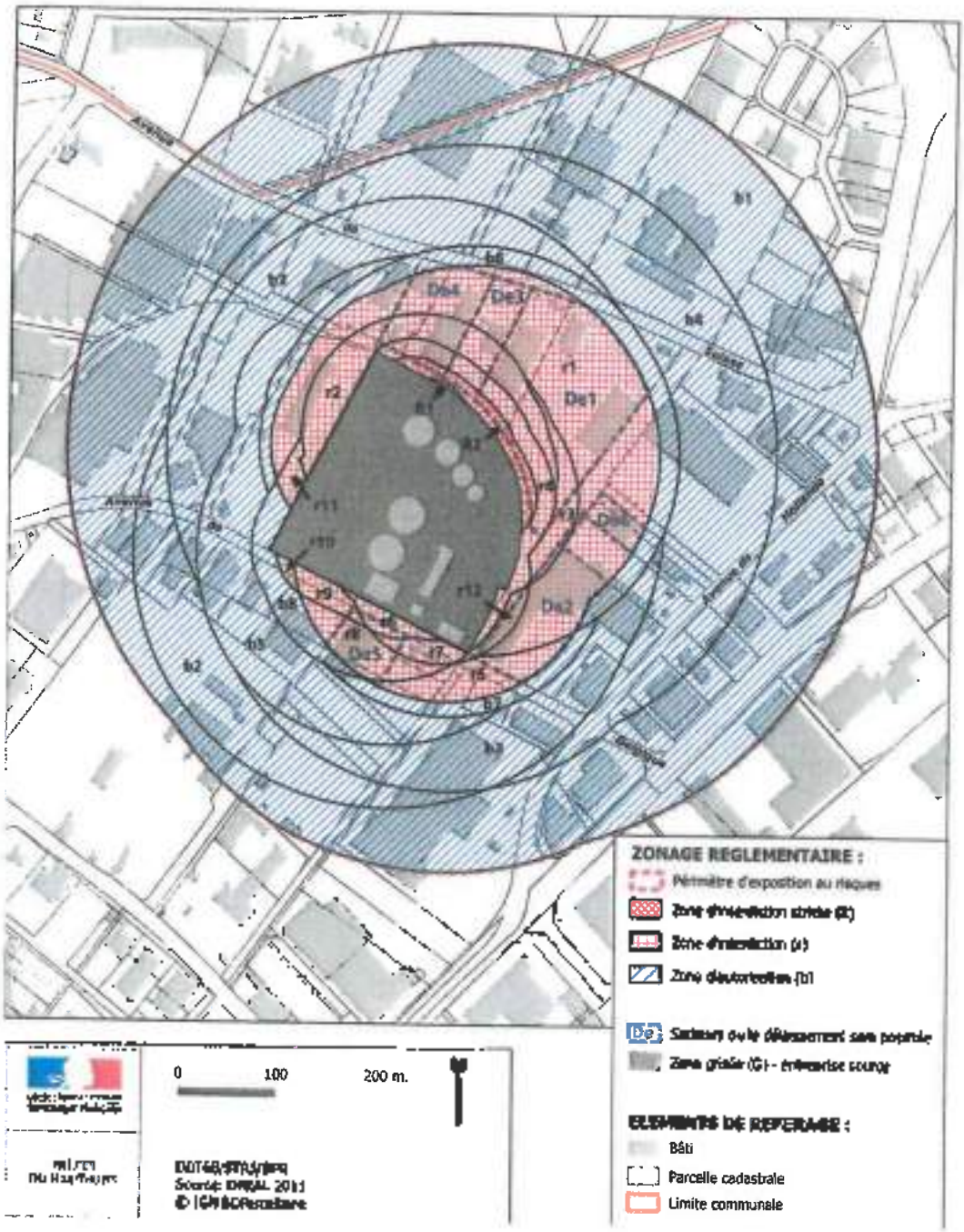
Le Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Grand Est, le Directeur Départemental des Territoires (DDT) du Haut-Rhin et les maires des communes d'ILLZACH et SAUSHEIM, le président de la communauté d'agglomération de Mulhouse (M2A), sont, chacun pour ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le - 6 AVR. 2018

Le préfet

Laurent TOUVET

annexe : plan des mesures compensatoires

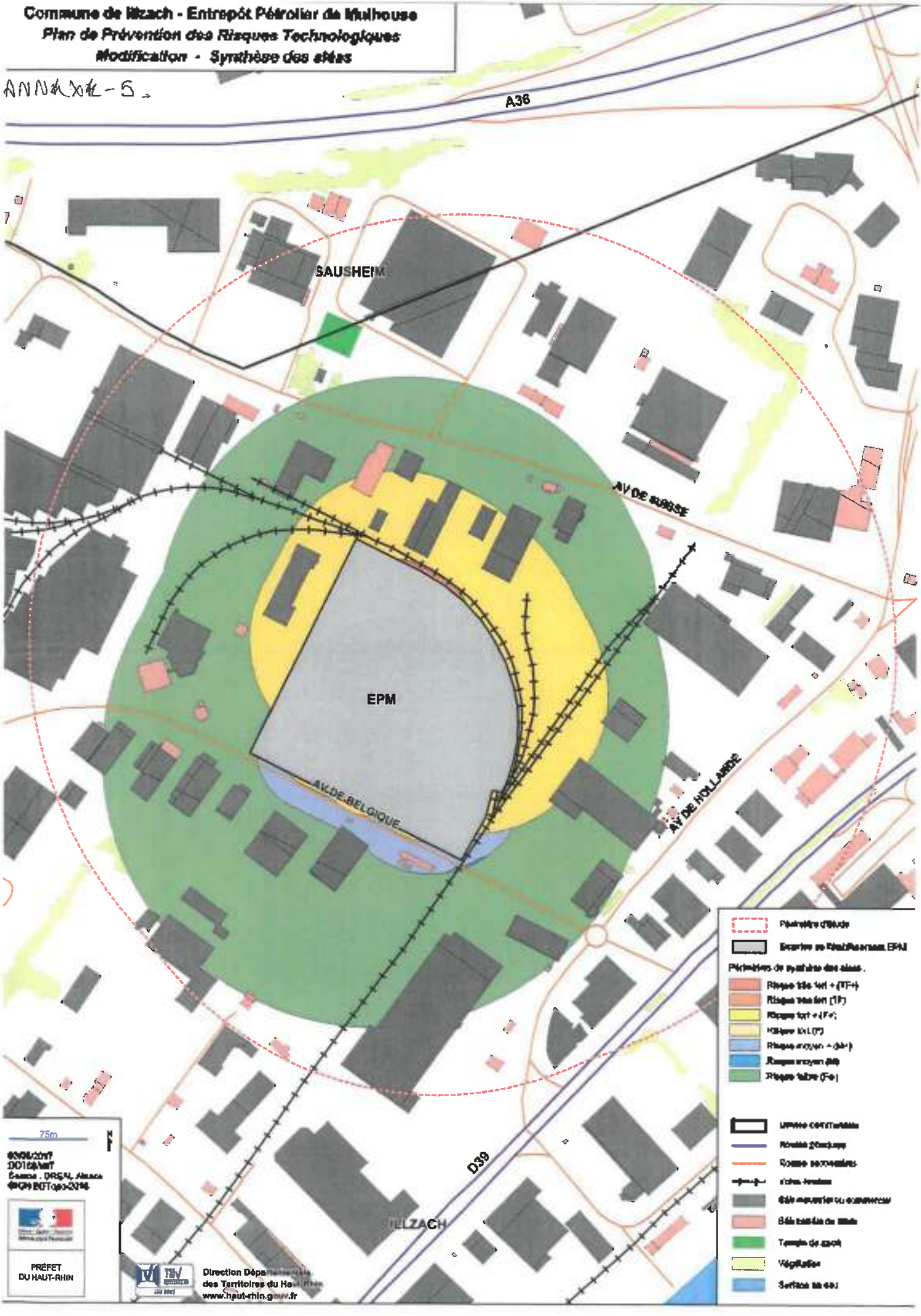


Commune de Illzach - Entrepôt Pétrolier de Mulhouse

Plan de Prévention des Risques Technologiques

Modification - Synthèse des aléas

ANNEXE-5



ANNEXE-6

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

Sous-Préfecture de Mulhouse
Bureau des Affaires Interministérielles

24 mai 2018

COMMISSION DE SUIVI DE SITES (CSS) DE L'AGGLOMERATION MULHOUSIENNE DU 23 MAI 2018

Présidée par M. Eric EINSITEL, Secrétaire Général de la sous-préfecture de Mulhouse.

En même temps qu'elle réunit les membres de la CSS, cette séance permet une information des ex POA (Personnes et Organismes Associés) sur l'évolution du PPRT d'EPM, la plupart d'entre eux étant membres de la CSS. Elle s'inscrit donc également dans le cadre d'une réunion des ex POA dans la procédure de modification du PPRT.

Ordre du jour

- Information sur la modification du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) d'EPM
- Bilan annuel du système de sécurité (SGS) d'EPM
- Bilan environnemental de NOVERGIE
- Divers

1. Information sur la modification du PPRT d'EPM.

Le PPRT d'EPM a été approuvé le 11 avril 2014.

Une modification du PPRT est proposée suite aux mesures compensatoires, prises par EPM postérieurement à l'approbation du PPRT, qui réduisent les risques générés par ses activités et les mesures foncières qui en découlent.
Il s'agit d'une procédure simplifiée, prévue par l'article L 515-22-1 du code de l'environnement, rendue possible si la modification envisagée ne porte pas atteinte à l'économie générale du PPRT. Elle ne prévoit pas d'enquête publique. Toutefois, une consultation du public sera organisée selon les modalités de l'article L 120-1-1 du code de l'environnement. Elle aura lieu en ligne pendant une durée d'un mois. Un dossier papier sera également déposé en mairies d'Illzach et de Sausheim ainsi qu'au siège de la M2A. Elle est ouverte à tous.

Le dossier comprendra :

- une notice de présentation visant à expliquer la modification, sans éléments techniques et non plus une note de présentation complète, supprimée par le décret n° 2017-780 du 5 mai 2017 relatif aux PPRT, afin de renforcer les mesures de sécurité contre les actes de malveillance sur les sites SEVESO.
- Un plan de zonage réglementaire
- Le règlement modifié
- un cahier de recommandations

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

Dans le cadre de la mise à jour quinquennale de son étude de dangers, EPM a proposé des travaux qui permettent de réduire, de manière très significative, les périmètres des secteurs d'aléas. La DREAL présente la nouvelle carte des aléas qu'elle a établie, ainsi que le nouveau zonage réglementaire qui en découle. Dans ce nouveau zonage, il apparaît que le secteur de délaissement De5 est sorti des mesures foncières.

Le zonage règlementaire est sérieusement réduit. En conséquence, la commune de Sausheim n'est plus touchée par le PPRT. De plus, cette réduction a un impact important sur les entreprises voisines d'EPM, pour lesquelles, les travaux pour assurer la protection des employés seront moins importants.

Deux arrêtés préfectoraux du 6 avril 2018 ont, d'une part, prescrit la modification du PPRT et d'autre part, suspendu partiellement l'application des mesures foncières prévues par le PPRT, pour ce qui concerne la zone de délaissement De5. Les délaissements qui ont eu lieu ou qui sont en cours ne sont pas remis en cause.

La consultation du public va pouvoir être mise en oeuvre. Le dossier sera en ligne sur le site de la préfecture du Haut-Rhin, rubrique « consultations publiques » ainsi que sur le site de la DREAL Grand Est.

L' approbation de la modification peut être envisagée au courant du mois de septembre.

Après l'approbation, un avenant à la convention d'organisation du financement des mesures foncières du 1er février 2016 sera mis en oeuvre pour acter la suppression de la zone de délaissement De5.

Un représentant de la M2A souligne que la suppression de la zone de délaissement va faciliter la reprise de la vie normale de la zone sans pénaliser les propriétaires et les entreprises.
Il indique également qu'un projet de reprise du site Prométal (De2) est en cours. Il s'agit d'un établissement recevant du public (ERP) de petite capacité. Les services de la M2A et de la DDT examineront ensemble le projet dès qu'il sera plus abouti.

Un participant à la réunion demande comment sont définis les périmètres d'impact. La DREAL indique que l'exploitant met à jour tous les cinq ans son étude de danger. La DREAL réalise ensuite des cartes d'aléas avec tous les types d'effets qui permettent à un logiciel de produire les cartes d'aléas.

Des précisions sont demandées sur la consultation du public : s'adresse-t-elle uniquement aux habitants des communes concernées ? Les personnes donnent-elles leur avis en ligne ?
La DDT répond que la consultation du public est ouverte à tout le monde, particuliers, entreprises, riverains ou non. Un avis apportant toutes les précisions sur la période et les modalités de consultation sera publié dans la presse et affiché dans les 2 mairies d'Illzach et Sausheim ainsi qu'au siège de la M2A.

Mme MORGENTHALER précise que la modification du PPRT ne remet pas en cause les délaissements déjà effectués. Seul le secteur De5 est supprimé, les autres sont maintenus.

Le représentant du conseil départemental demande si la convention de financement des mesures foncières sera modifiée et dans quel délai. La DDT répond qu'un avenant sera établi dans les 6 mois.

Mme MORGENTHALER invite l'ensemble des POA à formuler dans les 15 jours leurs remarques éventuelles sur le contenu du dossier de modification du PPRT remis en séance.

2. Bilan annuel du Système de Gestion de Sécurité (SGS) d' EPM.

Concerne la commission de suivi des sites de l'agglomération mulhousienne.

3. Bilan environnemental de l'activité Novergie Suez.

Concerne la commission de suivi des sites de l'agglomération de mulhousienne.

4. Divers

Néant

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la sous-préfecture de Mulhouse

Signé

Eric EINSITEL

ANNEXE-7.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DU HAUT-RHIN

Direction Départementale des Territoires
du Haut-Rhin

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est

ARRÊTÉ

6 juin 2018 – 0038 - PR

portant ouverture d'une période de consultation du public relative à la modification du plan de prévention des risques technologiques de la société Entrepôt Pétrolier de Mulhouse (EPM) à ILLZACH

LE PREFET

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.515-15 à L.515-25 et R515-39 à R515-50 relatifs au plan de prévention des risques technologiques et en particulier l'article L. 515-22-I ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 126-1, L.211-1, L.230.1et L.300-2 et R 126-1 et R 126-2 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014101-0014 du 11 avril 2014 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques de la société Entrepôt Pétrolier de Mulhouse (EPM) sur les communes d'Illzach et de Sausheim ;

Vu l'arrêté préfectoral n°0024 BPR du 06 avril 2018 prescrivant la modification du plan de prévention des risques technologiques de la société Entrepôt Pétrolier de Mulhouse (EPM) sur les communes d'Illzach et de Sausheim;

Considérant la nécessité, suite à la réduction du risque générée par la société EPM de revoir les mesures foncières, les contraintes et règles en matière de construction, d'urbanisme et d'usage ainsi que les mesures de protection des personnes prescrites par le plan de prévention des risques technologiques approuvé ;

Considérant la nécessité de consulter le public, conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°0024 BPR du 06 avril 2018 prescrivant la modification du plan de prévention des risques technologiques de la société Entrepôt Pétrolier de Mulhouse (EPM) sur les communes d'Illzach et de Sausheim

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1er : Le dossier de la modification du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de la société Entrepôt Pétrolier de Mulhouse (EPM) est mis à la disposition du public du 25 juin au 25 juillet 2018 inclus sur le site Internet de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement - Grand Est à l'adresse suivante: http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr et sur celui de la Préfecture du Haut-Rhin: http://www.haut-rhin.gouv.fr

Article 2 : Le dossier de la modification comprend :

- → la notice de présentation du PPRT modifié
- → le plan de zonage réglementaire modifié,
- → le règlement modifié,
- → le cahier de recommandations,

Article 3 : Les observations pourront être recueillies, pendant toute la durée de la consultation, à partir d'une adresse électronique disponible sur le site Internet: http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr

Article 4: La consultation du public visée, à l'article 1er du présent arrêté fait l'objet d'un avis qui sera affiché, une semaine avant l'ouverture de la consultation du public et pendant toute la durée de celle-ci, dans les lieux habituels, des mairies d'Illzach et de Sausheim ainsi qu'au siège de Mulhouse Alsace Agglomération M2A, pour y être porté à la connaissance du public.

Par ailleurs, une semaine au moins avant l'ouverture de la consultation du public, cet avis sera mis en ligne sur le site Internet de la Préfecture du Haut-Rhin: http://www.haut-rhin.gouv.fr/ (Rubrique Actualités / Consultations publiques).

Article 5 : Les maires des communes d'Illzach et de Sausheim, et le président de Mulhouse Alsace Agglomération adressent à la Préfecture du Haut-Rhin un certificat attestant de l'accomplissement des formalités d'affichage prévues à l'article 4.

Article 6 : Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux maires des communes concernées ainsi qu'au président de Mulhouse Alsace Agglomération M2A.
Il est publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Grand Est, le Directeur Départemental des Territoires (DDT), les maires des communes d'Illzach et de Sausheim, et le Président de Mulhouse Alsace Agglomération M2A sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le - 6 JUIN 2018

Le Préfet

Laurent TOUVET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET
DU HAUT-RHIN

Département du Haut-Rhin - Communes de ILLZACH et SAUSHEIM

Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

Entrepôt Pétrolier de Mulhouse (EPM) à ILLZACH

Modification n° 1



- Notice de présentation
- **Plan de zonage réglementaire**
- Règlement
- Cahier de recommandations

Dossier de la modification n°1 du PPRT

approuvé par arrêté préfectoral n° 0086 – PR du 16 octobre 2018


Commune de Illzach - Entrepôt Pétrolier de Mulhouse
Plan de Prévention des Risques Technologiques
Modification - Prézonage brut
SAUSHEIM
AV DE SUISSE
AV DE HOLLANDE
AV DE BELGIQUE
EPM (G)
D39
ILLZACH
Projet de zonage réglementaire
Périmètre d'exposition aux risques
Zone d'interdiction stricte (R)
Zone d'interdiction (I)
Zone d'autorisation sous conditions (B)
Zone d'autorisation (b)
Zone grise (G)
Zones de délaisement (De)
Eléments de repérage :
Limite communale
Parcelles cadastrales
Bâti
Surface en eau

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES
COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'URBANISME
ET DE L'ENVIRONNEMENT

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
SOUS-DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE

N° 2006-361-1 du 27 DEC. 2006

portant approbation du Plan de Prévention des Risques (P.P.R.) inondation pour le bassin versant de l'Ill

---

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU les articles L 562-1 à L 562-8 du Code de l'Environnement ;

VU les articles L 126-1 et R 126-1 du Code de l'Urbanisme ;

VU l'article L 125-6 du Code des Assurances ;

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, modifié par le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 970232 du 12 février 1997 portant création d'un plan de prévention du risque naturel prévisible inondation pour la vallée de l'Ill ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-123-1 du 3 mai 2006 portant mise à enquête publique du projet de Plan de Prévention du Risque naturel prévisible d'Inondation de la vallée de l'Ill;

VU l'arrêté préfectoral n° 970232 du 5 novembre 1998 portant approbation du Plan de Prévention du Risque (P.P.R.) naturel prévisible Inondation pour la vallée de la Largue ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003211-48 du 30 juillet 2003 portant approbation du Plan de Prévention du Risque (P.P.R.) naturel prévisible Inondation pour la vallée de la Thur ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-174-5 du 23 juin 2006 portant approbation du Plan de Prévention du Risque (P.P.R.) inondation pour la bassin versant de la Lauch ;

VU l'arrêté préfectoral n° 001354 du 19 mai 2000 portant prescription d'un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles « remontée de nappe » sur le Bassin Potassique et les communes d'ILLZACH, LUTTERBACH, PFASTATT et RAEDERSHEIM ;

VU le dossier soumis à l'enquête publique ;

VU le rapport et les conclusions de la commission d'enquête en date du 17 octobre 2006 ;

VU les avis des conseils municipaux des communes concernées, à savoir :

ALTKIRCH, ANDOLSHEIM, BALDERSHEIM, BERGHEIM, BETTENDORF, BILTZHEIM, BRUNSTATT, CARSPACH, COLMAR, DIDENHEIM, DURMENACH, ENSISHEIM, FISLIS, FROENINGEN, GRENTZINGEN, GUEMAR, HENFLINGEN, HIRSINGUE, HOCHSTATT, HOLTZWIHR, HORBOURG-WIHR, HOUSSEN, ILLFURTH, ILLHAEUSERN, ILLZACH, KINGERSHEIM, LOGELHEIM, MEYENHEIM, MULHOUSE, MUNWILLER, NIEDERENTZEN, NIEDERHERGHEIM, OBERENTZEN, OBERHERGHEIM, OSTHEIM, REGUISHEIM, RIEDWIHR, ROPPENTZWILLER, RUELISHEIM, SAINTE-CROIX-EN-PLAINE, SAINT-HIPPOLYTE, SAUSHEIM, SUNDHOFFEN, TAGOLSHEIM, WALDIGHOFFEN, WALHEIM, WERENTZHOUSE, WITTENHEIM, ZILLISHEIM ;

VU l'absence d'avis des communes de HIRTZBACH et OBERDORF ;

VU les avis des organes délibérant des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme concernés, à savoir:

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SECTEUR D'ILLFURTH, LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ILL ET GERSBACH, LE SYNDICAT MIXTE POUR LE SCOT RHIN-VIGNOBLE-GRAND BALLON, LE SYNDICAT MIXTE POUR LE PLAN D'AMENAGEMENT COLMAR-RHIN-VOSGES ;

VU l'absence d'avis des organes délibérant des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme concernés, à savoir :

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES D'ALTKIRCH, LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE PLAN D'AMENAGEMENT DU SUNDGAU, LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL MONTAGNE – VIGNOBLE ET RIED, LE SYNDICAT MIXTE POUR LE SCHEMA DE COHERENCE DE LA REGION MULHOUSIENNE, LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE HIRSINGUE.

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture du Haut-Rhin ;

VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière ;

VU l'avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie Sud-Alsace Mulhouse ;

VU l'avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Colmar et du Centre-Alsace ;

VU l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement ;

VU l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales;

VU l'avis du Conseil Supérieur de la Pêche ;

CONSIDERANT les risques engendrés par une crue de l'Ill pour les biens et les personnes ;

CONSIDERANT les résultats de l'étude hydraulique préalable au Plan de Prévention des Risques et la délimitation des zones inondables en crue centennale, avec et sans rupture de digue ;

CONSIDERANT la situation d'Illfurth à la confluence de la Largue et de l'Ill, où les zones inondables des deux cours d'eau se superposent ;

CONSIDERANT la situation d'Ensisheim à la confluence de la Thur et de l'Ill, où les zones inondables des deux cours d'eau se superposent ;

CONSIDERANT la situation de Colmar à la confluence de la Lauch et de l'Ill, où les zones inondables des deux cours d'eau se superposent ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du Haut-Rhin,

ARRETE

Article 1er

Le Plan de Prévention des Risques (P.P.R.) Inondation pour le bassin versant de l'Ill, constitué des documents annexés ci-joints (note de présentation, règlement, cartographie) est approuvé par le présent arrêté sur le territoire des communes de :

ALTKIRCH, ANDOLSHEIM, BALDERSHEIM, BERGHEIM, BETTENDORF, BILTZHEIM, BRUNSTATT, CARSPACH, COLMAR, DIDENHEIM, DURMENACH, ENSISHEIM, FISLIS, FROENINGEN, GRENTZINGEN, GUEMAR, HENFLINGEN, HIRSINGUE, HIRTZBACH, HOCHSTATT, HOLTZWIHR, HORBOURG-WIHR, HOUSSEN, ILLFURTH, ILLHAEUSERN, ILLZACH, KINGERSHEIM, LOGELHEIM, MEYENHEIM, MULHOUSE, MUNWILLER, NIEDERENTZEN, NIEDERHERGHEIM, OBERDORF, OBERENTZEN, OBERHERGHEIM, OSTHEIM, REGUISHEIM, RIEDWIHR, ROPPENTZWILLER, RUELISHEIM, SAINTE-CROIX-EN-PLAINE, SAINT-HIPPOLYTE, SAUSHEIM, SUNDHOFFEN, TAGOLSHEIM, WALDIGHOFFEN, WALHEIM, WERENTZHOUSE, WITTENHEIM, ZILLISHEIM ;

Sur le territoire de la commune d'ILLFURTH, également concernée par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Largue, approuvé par arrêté préfectoral du 5 novembre 1998, la cartographie et le règlement du PPR de l'Ill se substituent à celles du PPR de la Largue.

Sur le territoire de la commune de ENSISHEIM, également concernée par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Thur, approuvé par arrêté préfectoral en date du 30 juillet 2003, les cartographies et règlements des PPR de l'Ill et de la Thur coexistent.

Sur le territoire de la commune de COLMAR, également concernée par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Lauch, la cartographie et le règlement du PPR de l'Ill valent pour l'Ill et pour la Lauch.

Sur le territoire des communes de ENSISHEIM, ILLZACH, KINGERSHEIM, RUELISHEIM et WITTENHEIM, les prescriptions concernant les zones de remontées de nappe seront définies dans le cadre du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles « remontée de nappe » sur le Bassin Potassique.

Article 2

Le Plan de Prévention des Risques Inondation vaut servitude d'utilité publique opposable à toute personne publique ou privée. A ce titre, il sera annexé au Plan Local d'Urbanisme ou au Plan d'Occupation des Sols des communes concernées, conformément à l'article L 126-1 du Code de l'Urbanisme.

Article 3

Le Plan de Prévention des Risques est tenu à la disposition du public en préfecture, dans les sous-préfectures de Altkirch, Guebwiller, Mulhouse et Ribeauvillé, à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (D.D.A.F.), dans chaque mairie concernée et au siège des établissements de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme concernés.

Article 4

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet d'Altkirch, le Sous-Préfet de Mulhouse, le Sous-Préfet de Guebwiller, le Sous-Préfet de Ribeauvillé, les présidents des établissements de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme concernés, les maires des communes concernées, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Une copie de l'arrêté sera affichée dans chaque mairie sur le territoire de laquelle le plan est applicable, ainsi qu'aux sièges des établissements publics de coopération intercommunale, pendant un mois au minimum.

Fait à Colmar, le 27 DEC. 2006

Le Préfet

Michel GUILLOT

Délai et voie de recours

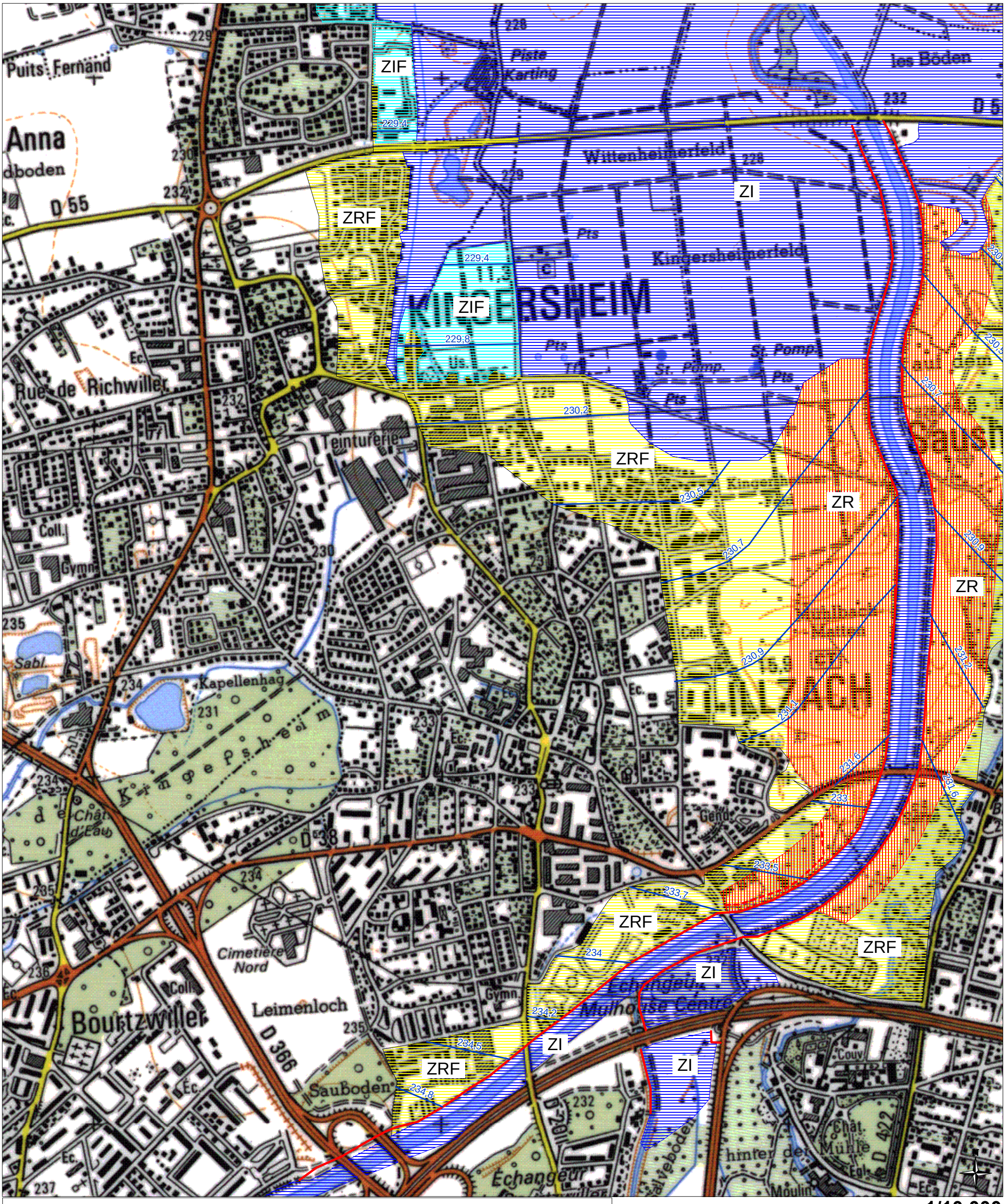
La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ZONES INONDABLES DANS LE DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN

Commune d'ILLZACH

PPRI de l'Ill approuv par arrêt pr fectoral du 27 d cembre 2006

Préfecture du Haut-Rhin
Direction Départementale
de l'Agriculture et de la Forêt



ZI - Zone inondable par d bordement en cas de cru e centennale, inconstructible

ZIF - Zone inondable par d bordement en cas de crue centennale, à risque mod r , pouvant être ouverte à l'urbanisation

ZR - Zone inondable en cas de rupture de digue, à risque lev , inconstructible (Limite applicable en cas de réalisation effective des travaux mentionnés au réglement)

ZRF - Zone inondable en cas de rupture de digue, à risque mod r , pouvant être ouverte à l'urbanisatio n

Cote de plus hautes eaux pr visibles en cas d'inond ation, en conditions de crue centennale (en mètres NGF)

Digue

1/10 000

Décembre 2006

Scan25 ® - IGN ©

COMMUNE D'ILLZACH
EXTRAITS CARTOGRAPHIQUES DU PPRi de l'ILL
APPROUVE PAR ARRETE PREFECTORAL DU 27 DECEMBRE 2006

LEGENDE

- Zone inondable par d bordement en cas de crue cente nnale, inconstructible
- Zone inondable par d bordement en cas de crue cente nnale, à risque mod r , pouvant être ouverte à l'ur banisation
- Zone inondable en cas de rupture de digue, à risque lev , inconstructible (Limite applicable en cas de réalisation effective des travaux mentionnés au réglement)
- Zone inondable en cas de rupture de digue, à risque mod r , pouvant être ouverte à l'urbanisation
- Cote de plus hautes eaux pr visibles en cas d'inond ation, en conditions de crue centennale (en mètres NGF altitude normale)
- Digue

- Zone de remont es de nappe à moins de deux mètres d e la surface du sol en cas de crue centennale

(Source : Plan de Prévention des Risques d'inondation de l'lll approuvé par arrêté préfectoral du 27 décembre 2006)

DESCRIPTIF SOMMAIRE DU RISQUE

L'Ill est le principal cours d'eau du d partement du Haut-Rhin mis à part le Rhin. Elle prend sa source dans le massif du Jura à Winckel, puis traverse le Sundgau, reçoit les eaux de la Largue en rive gauche, puis toutes les rivières descendant des Vosges, Doller, Thur, Lauch, puis Fecht. Son bassin versant à Colmar est de 1784 km^2.

1 - Nature et caractéristique de la crue :

La vall e de l'Ill comme l'ensemble du d partement a connu plusieurs inondations importantes. On peut citer au 20ème siècle, les crues de 1910, 1919, 1947, 1955, 1983 et 1990 notamment qui ont caus de nombreux d gâts (destructions de ponts, inondations de zones industrielles et d'agglom rations). Les inondations de l'I ll ont lieu essentiellement en p riode hivernale et printanière s uite à des pluies abondantes parfois associ es à la fonte du manteau neigeux.

On peut distinguer deux types de crue : des crues li es à plusieurs journ es de fortes pr ci pitations pluvieuses dans le Sundgau comme par exemple la crue de mai 1983 ou des crues d'alimentation vosgienne dues aux fortes pluies dans le massif vosgien souvent associ es à l a fonte des neiges comme en f vrier 1990.

Jusqu'à Mulhouse, la pente de la rivière est g n rale ment forte. Les crues peuvent être soudaines et l'alerte est donc d'autant plus difficile. A l'aval de Mulhouse, l'Ill d bouche dans la plaine d'Alsace, les pentes diminuent et les crues s'apparentent à des inondations de plaine plus lentes. L'Ill n'a pas le caractère torrentiel de ses affluents vosgiens, mais elle transporte un certain d bit solid e dû à l' rosion.

Les dernières crues bien r pertori es de 1983 et de 1 990 ont pr sent une p riode de retour entre 20 et 50 ans. Pour la cartographie, une tude hydraulique a t r alis e sur la base d'une crue de fr quence de retou r 100 ans. Cette crue correspond à un d bit de 280 m^3/s à Mulhouse et 520 m^3/s à Colmar.

2 – Qualification de la crue et zonage du Plan de Prévention des Risques inondation :

Sur la cartographie, apparaissent cinq zones d'inondation

- Une zone inondable par d bordement naturel en cas d e crue centennale, inconstructible, not e ZI sur la carte. Dans cette zone, les hauteurs et les vitesses de l'eau peuvent être variables selon la topographie locale et l' loignement de l'Ill.

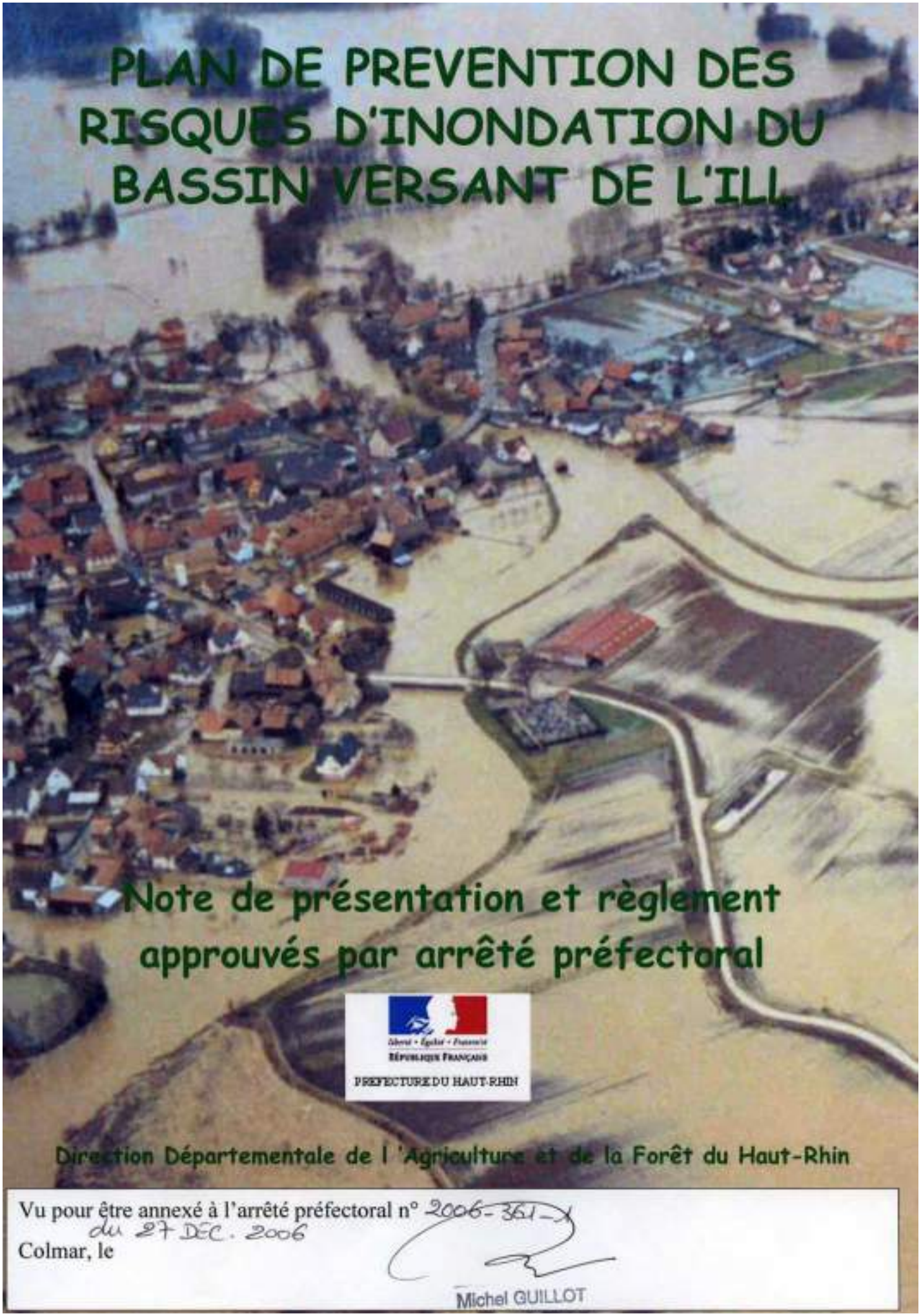
- Une zone inondable par d bordement en cas de crue ce ntennale, à risque mod r , pouvant être ouverte à l'urbanisation, not e ZIF sur la carte . Dans cette zone, les hauteurs d'eau sont en g n ral inf rieures à 50 cm d'eau.

- Une zone inondable en cas de rupture de digue, à risque lev car situ e à l'aval imm diat de l'ouvrage, inconstructible, not e ZR sur la carte . Dans ces zones, le risque serait lev en cas de ru pture de l'ouvrage, du fait en particulier de charges d'eau sup rieures à 1 m.

- Une zone inondable en cas de rupture de digue, à risque mod r du fait des distances plus grandes de l'ouvrage de protection, pouvant être ouverte à l'urbanisation, not e ZRF sur la carte . Notamment les vitesses y seraient toujours inf rieures à 0,5m/s.

- Une zone soumise au risque de remont e de nappe à moins de deux mètres du sol, not e ZN sur la carte. Dans cette zone, les risques sont toujours limit s et ne causent pas de danger pour les personnes.

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION DU BASSIN VERSANT DE L'ILL



Note de présentation et règlement approuvés par arrêté préfectoral

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction Départementale de l 'Agriculture et de la Forêt du Haut-Rhin

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° 2006-361-1
du 27 DEC. 2006
Colmar, le

Michel GUILLOT

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATION DU BASSIN VERSANT DE L'ILL

NOTE DE PRESENTATION



Crue de l'Ill en février 1990 (champ d'expansion de crue en rive gauche à Horbourg-Wihr et rupture de la digue à Colmar)

Le Plan de Prévention des Risques Inondation du Bassin Versant de l'Ill

Note de Présentation

La démarche globale de gestion des inondations

Les inondations repr sentent un risque naturel impo rtant dans notre d partement. L'actualit vient r gulièrement nous rappeler que les risques n aturels majeurs ne peuvent jamais être totalement maîtris s. Seule une politique de pr ven tion globale peut permettre de les limiter.

La politique de l'Etat, en matière de pr vention de s inondations, d clin e dans les circulaires interminist rielles du 24 janvier 1994, du 24 avril 1996 et du 30 avril 2002, s'appuie sur les objectifs suivants :

- Arrêter les nouvelles implantations humaines dans les zones à risque : zones inondables, ou à l'arrière proche des digues.
- Pr server les capacit s d' coulement et les champ s d'expansion des crues, afin de ne pas aggraver les risques pour les zones situ es à l'ava l.
- Sauvegarder l' quilibre des milieux d pendant des crues.

Cette politique de meilleure gestion des zones inondables s'insère dans un dispositif global de pr vention. Celui-ci peut être d clin suivant les grands principes ci-dessous.

- Am liorer la connaissance du risque par la r alis ation d'atlas des zones inondables, d' tude de rupture de digues,
- Assurer la pr servation des zones inondables natu relles de toute urbanisation, am nagement ou remblaiement afin de conserver des z ones naturelles dans lesquelles peuvent s' pandre les crues. Ce principe d coule no tamment du Sch ma Directeur d'Am nagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhin -Meuse, approuv le 15 novembre 1996.
- Limiter les risques sur les habitations existantes ou futures par la mise en œuvre de prescriptions adapt es.
- R aliser des travaux permettant de prot ger les z ones d jà urbanis es (digues de protection, cr ation d'aires de stockage de crues …) tout en n'aggravant pas les risques à l'aval.
- Assurer la p rennit des ouvrages de protection e xistant grâce à une surveillance et un entretien r gulier.
- Optimiser l'alerte en cas de crues, depuis les services de l'Etat jusqu'aux maires puis aux citoyens, et pr voir les plans d' vacuation n cessa ires.

Le Plan de Pr vention des Risques est un des outils de ce dispositif global. Il permet d'int grer la prise en compte du risque dans les do cuments r gissant l'occupation du sol, et de d finir des zones à risque non constructibles et de s zones où les constructions restent possibles moyennant prescriptions. Il limite ainsi la population et les biens expos s aux risques. Il ne peut cependant suffire à lui seul à une bonne maîtrise du risque d'inondation.

Les raisons de la prescription du Plan de Prévention des Risques

La vall e de l'Ill, comme l'ensemble du d partement , a connu plusieurs inondations importantes : on peut citer au XXème siècle les crues de 1910, 1919, 1947, 1955, 1983 et 1990 notamment, qui ont caus de nombreux d gâts. L a dernière crue cons quente, celle de 1990 est encore dans les m moires.

Une première r glementation des constructions vis-à -vis du risque d'inondation a t d finie en application de l'article R.111-3 du Code de l'Urbanisme, par 6 arrêt s pr fectoraux du 20 avril 1983 au 27 octobre 1986 pour 37 communes du bassin de l'Ill. Ces arrêt s d limitaient des zones inondables et pr voyaient à l'int rieur d e ces zones que les constructions pouvaient être interdites ou faire l'objet de prescriptions particulières destin es à tenir compte de caractère inondable de leur terrain d'emprise.

Suite aux inondations de 1990 et à la loi du 2 f vr ier 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, qui a cr les Plans de Pr vention des Risques, un PPR a t prescrit le 12 f vrier 1997 sur 51 communes de la Vall e de l'Ill, comme sur l'ensemble des principaux cours d'eau du d partement. Ces 51 commu nes , depuis Fislis jusqu'à Illhaeusern correspondaient à celles pour lesquelles un risque tait recens au moment de la prescription.

Le contexte hydrologique et les crues historiques

Le Plan de Pr vention des Risques Inondation a t prescrit sur la plus grande partie du bassin versant hydrographique de l'Ill, depuis la commune de Fislis jusqu'à sa sortie du d partement.

Les inondations de l'Ill ont lieu essentiellement en p riode hivernale et printanière, suite à des pluies abondantes, parfois associ es à la fonte du manteau neigeux. On peut distinguer deux types de crues : des crues li es à plusieurs journ es de forte pr cipitations pluvieuses dans le Sundgau, comme par exemple la crue de mai 1983, ou des crues d'alimentation vosgienne, dues aux fortes pluies sur le massif vosgien souvent associ es à la fonte des neiges, comme en f vrier 1990.

Jusqu'à Mulhouse, la pente de la rivière est relativement forte, les crues peuvent être soudaines, et l'alerte est donc d'autant plus difficile. A l'aval de Mulhouse, l'Ill d bouche dans la plaine d'Alsace, les pentes diminuent et les crues s'apparentent à des inondations de plaine, plus lentes. L'Ill n'a pas le caractère torrentiel de ses affluents vosgiens, mais elle transporte un certain d bit solide dû à l' rosion (limons du Sundgau, sables, galets) qui se d pose dans les zones de moindre vitesse (champ d'e xpansion des crues, lit moyen).

De tout temps, les hommes ont essay de contenir le s crues de l'Ill, en commençant par des lev es de terre autour des villages de la plaine dè s le moyen-age, mais c'est à partir du XVIIIème siècle qu'un programme global d'am nagemen t a t mis en place. Les m andres de l'Ill ont t rectifi s, et des digues parallèle s au cours d'eau rig es à partir de 1830. Sous la p riode allemande, de 1880 à 1910, la totalit d u cours de l'Ill a ainsi t endigu entre

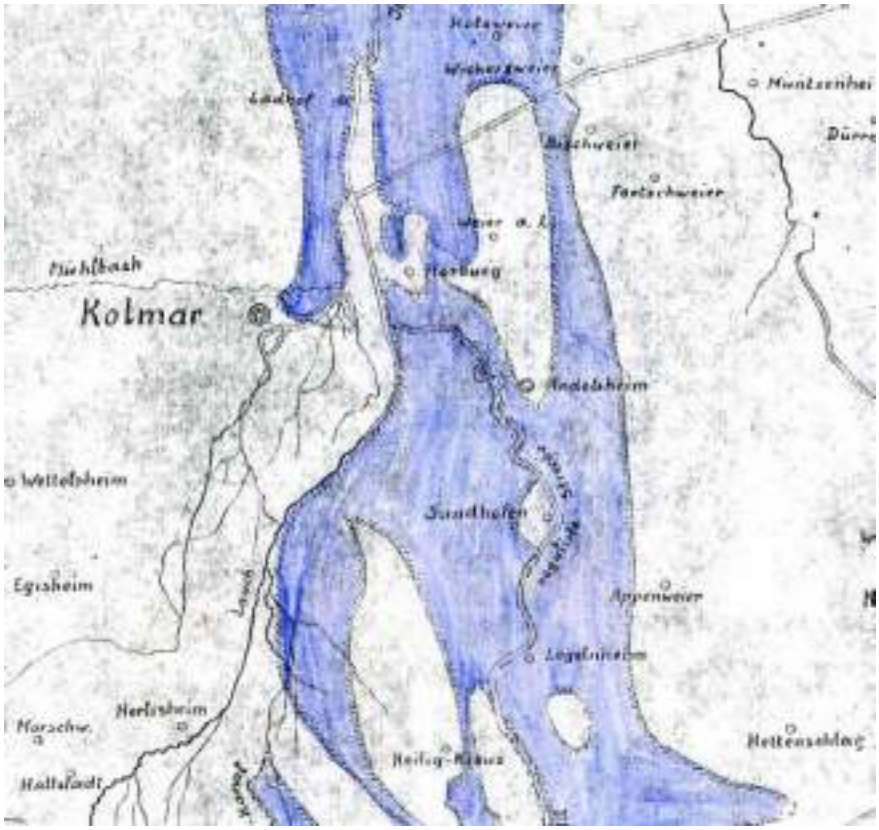
Biltzheim et l'aval de Colmar. Cet am nagement a pr ofond ment amput le champ d'inondation historique et a donc acc l r la propa gation des crues vers l'aval.

La partie amont est beaucoup moins touch e avec des am nagements plus ponctuels, parmi lesquels on peut citer l'endiguement d'Illfurth, de Ruelisheim, d'Ensisheim et la construction du canal de d charge à Mulhouse initi en 1844.

L'analyse des crues par le pass montre que celles- ci ont t très fr quentes, et très destructrices. Les chroniqueurs parlent ainsi fr qu emment de l'inondation de la totalit de la plaine d'Alsace entre Rouffach et Brisach, due souvent à la conjonction des crues de l'Ill et du Rhin. C'est ainsi qu'ont t recens es 6 crues a yant fait d'importants d gâts au cours du XVIIIème siècle et 11 crues au XIXème entre 1800 et 1863 (cf l'ouvrage de Maurice Champion: "les inondations en France de puis le VIème siècle jusqu'à nos jours"). Des cartes anciennes nous montrent l' tendue du champ d'inonda tion avant la r alisation des travaux d'am nagement.



Emprise de la zone inondable à Baldersheim et Sausheim (Intendance d'Alsace-1751)



Emprise de la crue de l'Ill de 1852 (archives du g nie rural)

Avant la r alisation des digues, l'Ill inondait fr quemment une grande partie de la plaine. Lors de la crue de janvier 1802, il est ainsi relat que l'Ill est sortie de son lit et a travers la plain e pour se jeter dans le Rhin à Biesheim. De nombreuses agglom rations qui n'ont pas eu à subir de d gâts des crues depuis plus d'un siècle du fait des am nagements ont beaucoup souffert par le pass . Ainsi, Mulhouse a t en grande parti e inond e en 1852 puis en 1860, cette dernière fois alors même que le canal de d charge tait construit, canal dont il est estim qu'il transite la crue centennale de l'Ill.

Plus près de nous, la crue de janvier 1910 a caus de gros dommages. Les journaux de l' poque rapportent que les digues ont c d ou d bo rd à Horbourg-Wihr, Logelheim, Holtzwihr, Oberentzen… La hauteur de l'eau aurait atteint 3 mètres à Horbourg près de l'Ill. A Colmar, le quartier du Grillenbreit est sous 1 mètre d'eau, l'usine Kiener est totalement inond e.

En 1955, c'est la digue de la Lauch qui a c d , ino ndant la totalit des quartiers Sud de Colmar.

En 1983, la digue de l'Ill a cass à Logelheim, noy ant très rapidement tout le village sous une lame d'eau de 70 cm à 1 mètre.

En 1990, c'est la digue situ e à la confluence entr e l'Ill et la Lauch (ou Vieille-Thur), qui s'est rompue, noyant là encore tout le quartier de la Luss à Colmar.

A titre de comparaison, on peut relever qu' Sundhoffen, le niveau de la crue de 1910 était supérieur de 63 cm celui de 1983, et celui de la crue de 1876 de 80 cm supérieur celui de 1983. En terme de débit, le débit estimé de la crue de 1910 Mulhouse était de 330 m3/s, soit supérieur au débit centennal estimé en ce point (280 m3/s).

L'analyse du passé doit donc nous inciter la prud ence; les zones déj inondées par le passé pourraient l'être nouveau en cas d'événement exce ptionnel. Même si les digues ont été dans leur ensemble confortées le long de l'Ill, et si certaines d'entre elles ont été laissées volontairement plus basses pour permettre un débordement vers des zones non urbanisées, en cas de fortes crues, il faut prendre en compte leur risque de rupture.

L'étude hydraulique préalable

Afin de mieux définir les zones exposées aux différents types de risque d'inondation, une étude préalable a été confiée au bureau d'étude SAFEGE et remise en janvier 2004. Cette étude a fait l'objet d'un suivi par un comité de pilotage constitué des services de l'Etat concernés (DDAF, DDE, DIREN, DRIRE, Préfecture) et des services du Conseil Général.

Sur la totalité du cours de l'Ill, des relevés topographiques ont été réalisés par plusieurs géomètres dans le lit mineur de la rivière et son champ potentiel d'expansion des crues, ainsi que le long des digues. Les relevés ont été beaucoup plus denses sur les zones agglomérées. 27 000 points ont ainsi été relevés pour les besoins de l'étude.

A partir de ces levés, une modélisation hydraulique a été effectuée, en situation de crue centennale. Le modèle de calcul utilisé (MIKE II) permet une simulation de crue en régime transitoire et donc de prendre en compte les phénomènes d'amortissement de la crue. L'ensemble du lit mineur et du lit majeur ont été découpés en plus de 70 casiers, reliés entre eux par des lois de déversement. Les cotes de hautes eaux ont été calculées sur environ 550 profils en travers de la rivière.

Des simulations ponctuelles de ruptures de digues ont en outre été effectuées au droit de vingt agglomérations. Les hypothèses prises en compte pour ces ruptures étaient les suivantes : largeur de la brèche d'une vingtaine de mètres et rupture brutale de la digue. Ces simulations ont donné des résultats en termes de vitesses et de hauteur d'eau dans la zone protégée par la digue en cas de rupture. C'est pa rtir de ces résultats qu'ont été estimées dans un premier temps les zones dans lesquelles le risque devait être considéré comme élevé l'arrière des digues.

La crue de référence utilisée pour la modélisation est la crue de fréquence centennale. Cette crue a été estimée par la méthode du Gradex, qui analyse les pluies et établit une relation entre les pluies et les débits. Les valeurs de débit retenues ont été confirmées par l'analyse statistique des débits mesurés aux différentes stations.

Les débits centennaux retenus aux différentes stations sont les suivants. On a également indiqué titre de comparaison les débits observés lors des crues de 1983 et 1990.

Stations de mesure	D bit centennal retenu m3/s	D bit mesur en 1983 (max. avril ou mai) m3/s	D bit mesur en f vrier 1990 m3/s
Altkirch	125	93,5	22
Didenheim	270	224	123
Ensisheim	445	264	296
Colmar-Ladhof	520	322	349

L' tude hydraulique pr alable a permis de cartograp hier plusieurs types de zones à risques:

- Les zones inondables par d bordement de l'Ill ou de ses affluents, en crue centennale, avec les cotes de hautes eaux,
- Les zones inondables en cas de rupture d'une digue, en distinguant celles où le risque est lev
- Les zones inondables par remont e de la nappe à m oins de 2 m du sol.

L' tude hydraulique a conduit à identifier de nouve lles communes qui seraient inond es en cas de crue centennale de l'Ill, notamment du fait du d bordement massif de l'Ill à l'aval de Meyenheim en rive droite. Ces communes, qui n'avaient pas t identifi es au d part comme tant à risque, feront l'objet d'une proc dure s pa r e.

Enfin, le risque de remont e de nappe n'a pas t c artographi sur cinq communes qui font l'objet par ailleurs d'un Plan de Pr vention des Ri sques sp cifique sur ce thème: le PPR remont es de nappe du bassin potassique. Il s'agit des communes de Illzach, Kingersheim, Wittenheim, Ruelisheim et Ensisheim.

La concertation avec les élus

Des premiers r sultats de l' tude hydraulique pr al able au Plan de Pr vention des Risques, ainsi que les projets de zonage ont t pr sent s à tous les maires concern s par un risque de rupture de digue, lors de deux r unions g n rales l e 4 juillet 2003.

Suite à cette r union, les communes concern es ont pu faire part de leurs premières observations au service instructeur. Les diff rents points soulev s ont fait l'objet de visites de terrain avec les lus.

Dans un deuxième temps, la totalit du projet de Pl an de Pr vention des Risques, zonage et règlement, a t envoy aux maires de toutes les co mmunes concern es en mai 2004. Là-encore, toutes les communes ont pu faire part de leurs observations aux service instructeur.

Suite aux diff rentes observations des communes et du syndicat mixte de l'Ill, une expertise ind pendante de l' tude hydraulique pr alable a t confi e à un expert du Cemagref. Cette expertise a donn lieu à quelques modifications du projet, notamment sur les zones à risque lev à l'arrière des digues. Une deuxième s rie de r unions avec les sous-pr fets a de nouveau rassembl la totalit des communes concern es. Celles-ci ont pu faire part de leurs nouvelles observations. Ces observations ont toutes fait l'objet de visites de terrain, parfois plusieurs fois. Au total, ce sont plus de 80 r unio ns avec les lus qui ont t tenues.

Selon les observations de terrain, et l'analyse du risque qui a pu tre faite en fonction d'éléments complémentaires, comme des levés topographiques fournis, ou éventuellement des études hydrauliques, les observations des communes ont été prises en compte de façon totale ou partielle, chaque fois que cela était possible sans aggraver le risque pour les populations.

Enfin, une dernière série d'études sur l'analyse du risque de rupture de digue, fournies par le Conseil Général, ont abouti à réduire les zones à risque élevé derrière les digues, lorsque la charge hydraulique sur celles-ci était faible.

Des travaux complémentaires ont aussi pu tre presc rits, afin de diminuer le risque pour les personnes.

L'ensemble des remarques émises soit par les particuliers, communes et organismes lors de la phase de consultation a fait l'objet d'une analyse et , lorsque cela était justifié, d'une modification soit dans la cartographie de zonage réglementaire, soit dans le règlement.

Le projet de zonage et de règlement

Cinq types de zones ont été identifiés et reportés sur le plan à l'échelle du 1/10 000 ème :

- les zones inondables par débordement des cours d'eau en cas de crue centennale, et dont il faut préserver la capacité de stockage: zone bleu foncé,
- Les zones inondables par débordement de cours d'eau en cas de crue centennale, urbanisées ou faisant l'objet de projets identifiés, et où l'aléa est modéré (hauteur d'eau en général inférieure à 50 cm): zone bleu clair,
- Les zones inondables en cas de rupture de digue soumises à un aléa élevé, situées à l'arrière immédiat des digues: zone rouge,
- les zones inondables en cas de rupture de digues à soumises à un aléa plus limité: zone jaune,
- les zones soumises à des remontées de nappe à moins de 2 m du sol : zone verte.

Dans chacune de ces zones le projet de règlement prévoit des prescriptions qui s'appliquent aux constructions et aux activités existantes d'une part, aux constructions et aux activités futures d'autre part. Ces prescriptions sont destinées à diminuer le risque pour les biens et les personnes présentes dans les zones exposées, et à éviter d'exposer de nouvelles populations au risque d'inondation.

Le respect de ces prescriptions pour les constructions existantes est obligatoire dans la limite d'un coût de 10 % de la valeur vénale du bien, appréciée à la date d'approbation de ce plan.

Les principales règles du projet de Plan de Prévention des Risques sont les suivantes :

En zone inondable par débordement en cas de crue centennale : zone bleu foncé

- Sur les biens et activit s existants
  - La mise hors d'eau des produits dangereux est obligatoire, de même que la mise en place de dispositifs d'obturation,
  - Les campings doivent être ferm s pendant les p riod es à risque.
  - Les extensions de plus de 20 m² et les nouveaux am nagements à des fins d'habitation et d'activit des niveaux situ s sous la cote des p lus hautes eaux sont interdites.
- Sur les biens et activit s futures
  - Toute construction, remblaiement, activit , terrain s de camping sont interdits.
  - Les travaux d'infrastructures publiques peuvent être autoris s de façon exceptionnelle moyennant des mesures compensatoires efficaces.

En zone inondable par débordement en cas de crue centennale, urbanisée ou faisant l'objet de projets identifiés et à risque faible: zone bleu clair

- Sur les biens et activit s existants
  - La mise hors d'eau des produits dangereux est obligatoire, de même que la mise en place de dispositifs d'obturation.
  - L'am nagement aux fins d'habitation et d'activit s des sous-sols existants est interdit.
  - Les campings doivent être ferm s pendant les p riod es à risque ou mettre en place un plan d'alerte et d' vacuation.
- Sur les biens et activit s futures
  - Les constructions sont autoris es sous r serve de n e pas comporter de sous-sol et que leur cote de plancher soit sup rieure à la cote de hautes eaux.
  - Les remblaiements sont interdits, sauf ceux destin s à la mise hors d'eau des constructions. Les nouveaux terrains de camping sont interdits.
  - Les travaux d'infrastructures publiques peuvent être autoris s de façon exceptionnelle moyennant des mesures compensatoires efficaces.

En zone inondable en cas de rupture de digue et soumise à un risque élevé: zone rouge

- Sur les biens et activit s existants
  - Les ouvrages de protection doivent être contrôl s e t r gulièrement entretenus
  - La mise hors d'eau des produits dangereux est obligatoire,
  - L'am nagement aux fins d'habitation et d'activit s des sous-sols existants est interdit

- Les campings doivent tre fermés pendant les périod es à risque, ou mettre en place un plan d'alerte et d'évacuation.
- Les extensions de plus de 20 m² sont interdites.

➢ Sur les biens et activités futures

- Toute construction, activité, terrains de camping sont interdits.

<u>En zone inondable en cas de rupture de digue et soumise à un risque plus limité: zone jaune</u>

➢ Sur les biens et activités existants

- Les ouvrages de protection doivent tre contrôlés e t régulièrement entretenus
- La mise hors d'eau des produits dangereux est obligatoire,
- L'aménagements de sous-sols existants aux fins d'habitation ou d'activité est interdit.

➢ Sur les biens et activités futures

- Les nouvelles constructions sont autorisées sous réserve de prescriptions (cote de plancher supérieure à la cote de référence, construction de sous-sol possible à condition qu'il ne comporte aucune ouverture sous la cote de référence, modalités de stockage de produits dangereux …)
- Les établissements industriels de type SEVESO sont interdits.

Par ailleurs, certaines constructions envisagées proches des digues nécessitent la réalisation de travaux complémentaires, destinés à limiter les risques en cas de rupture. Le règlement prévoit que ces travaux doivent impérativement tre réalisés avant toute construction nouvelle.

<u>En zone soumises à des remontées de la nappe : zone verte</u>

➢ Sur les biens et activités existants

- La mise hors d'eau des produits dangereux est obligatoire,
- Les nouveaux aménagements de sous-sols en-dessous de la cote de remontée de la nappe sont interdits

➢ Sur les biens et activités futures

- Les constructions en sous-sol en-dessous de la cote de remontée de la nappe sont interdites sauf éventuellement les parkings souterrains en cuvelage étanche.

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATION DU BASSIN VERSANT DE L'ILL

REGLEMENT



L'Ill à Ruelisheim en janvier 2004

Règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation du bassin versant de l'Ill

Sommaire

Sommaire 2

Titre 1- Portée du Règlement du Plan de Prévention des Risques – Dispositions générales 4

Chapitre 1 : Champ d'application .....

Section 1.1.1. champ d'application territorial ____ 4

Section 1.1.2. champ d'application territorial ____ 5

Chapitre 2 : Principes de réglementation 6

Section 1.2.1. principes généraux et zonage ____ 6

Section 1.2.2. risques non réglementés par le PPR ____ 7

Chapitre 3 : Effets du Plan de Prévention des Risques 8

Section 1.3.1. effets à l'égard des autres documents de planification ____ 8

Section 1.3.2. champ d'application territorial ____ 8

Section 1.3.3. autres effets ____ 8

Titre II – Dispositions applicables dans les différentes zones 9

Chapitre 1 : Dispositions applicables en zone inondable par débordement en cas de crue centennale (bleu foncé) 9

Section 2.1.1. concernant les biens et activités existants ____ 9

Article 2.1.1.1. - Sont obligatoires ____ 9

Article 2.1.1.2. - Sont interdits ____ 11

Article 2.1.1.3. - Sont admis sous condition : ____ 11

Section 2.1.2. concernant les biens et activités futurs ____ 12

Article 2.1.2.1. - Sont interdits ____ 12

Article 2.1.2.2. - Sont admis sous condition ____ 12

Article 2.1.2.3. - Dispositions constructives et divers ____ 13

Chapitre 2 : Dispositions applicables en zone inondable par débordement en cas de crue centennale, à risque modéré et pouvant être ouverte à l'urbanisation (bleu clair) 14

Section 2.2.1. : Concernant les biens et activités existants ____ 14

Article 2.2.1.1. - Sont obligatoires ____ 14

Article 2.2.1.2. - Sont interdits ____ 14

Article 2.2.1.3. - Sont admis sous condition ____ 15

Section 2.2.2. Concernant les biens et activités futurs (y compris les extensions des biens et activités existants) ____ 15

Article 2.2.2.1. - Sont interdits ____ 15

Article 2.2.2.2. - Sont admis sous condition ____ 16

Article 2.2.2.3. - Dispositions constructives et divers ____ 16

Chapitre 3 : Dispositions applicables en zone inondable par rupture de digue à risque élevé (rouge) 17

Section 2.3.1. concernant les biens et activités existants ____ 17

Article 2.3.1.1. - Sont obligatoires ____ 17

Article 2.3.1.2. - Sont interdits ____ 18

Article 2.3.1.3. - Sont admis sous condition : ____ 18

Section 2.3.2. concernant les biens et activités futurs ____ 19

Article 2.3.2.1. - Sont interdits ____ 19

Article 2.3.2.2. - Sont admis sous condition ____ 19

Article 2.3.2.3. - Dispositions constructives et divers ____ 19

Chapitre 4 : Dispositions applicables en zone inondable en cas de rupture de digue, à risque modéré et pouvant être ouverte à l'urbanisation (jaune) 21

Section 2.4.1. : Concernant les biens et activités existants ____ 21

Article 2.4.1.1. - Sont obligatoires ____ 21

Article 2.4.1.2. - Sont interdits 22
Article 2.4.1.3. - Sont admis sous condition 22
Section 2.4.2. Concernant les biens et activit s fut urs (y compris les extensions des biens et activit s existants) 23
Article 2.4.2.1. - Sont interdits 23
Article 2.4.2.2. - Sont admis sous condition 23
Article 2.4.2.3. - Dispositions constructives et divers 24
Chapitre 5 : Dispositions applicables en zone à risque de remontée de nappe (verte) 25
Section 2.5.1. : Concernant les biens et activit s existants 25
Article 2.5.1.1. - Sont obligatoires 25
Article 2.5.1.2. - Sont interdits 25
Section 2.5.2. : Concernant les biens et activit s f uturs 25
Article 2.5.2.1. - Sont interdits 25
Article 2.5.2.2. - Sont admis sous conditions 25
Article 2.5.2.3. – Dispositions constructives et divers 26
Chapitre 6 : Travaux et dispositions diverses 27
Article 2.6.1. – Travaux de confortement des digues 27
Article 2.6.2. - Autres travaux 27

Titre 1- Portée du Règlement du Plan de Prévention des Risques – Dispositions générales

Chapitre 1 : Champ d'application

Section 1.1.1: Champ d'application territorial

Article 1.1.1.1

Le pr sent règlement s'applique aux territoires de l'ensemble des communes de la Vall e de l'Ill concern es par le risque d'inondation et ayan t fait l'objet d'un arrêt de prescription d'un Plan de Pr vention des Risques Inondation le 12 f v rier 1997, soit les communes de :

Altkirch, Andolsheim, Baldersheim, Bergheim, Bettendorf, Biltzheim, Brunstatt, Carspach, Colmar, Didenheim, Durmenach, Ensisheim, Fislis, Froeningen, Grentzingen, Gu mar, Henflingen, Hirsingue , Hirtzbach, Hochstat t, Holtzwihr, Horbourg-Wihr, Houssen , Illfurth, Illhaeusern, Illzach, Kingersheim, Logelheim, Meyenheim, Mulhouse, Munwiller, Niederentzen, Niederhergheim, Oberdorf, Oberentzen, Oberhergheim, Ostheim, R guisheim , Riedwihr , Roppentzwiller , Ruelisheim, Sainte-Croix-en-Plaine, Saint-Hippolyte, Sausheim, Sundhoffen, Tagolsheim, Waldighoffen, Walheim , Werentzhouse , Wittenheim , Zillisheim.

Sur le territoire de la commune d'ILLFURTH, galeme nt concern e par le Plan de Pr vention des Risques d'Inondation de la Largue, a pprouv par arrêt pr fectoral du 5 novembre 1998, la cartographie et le règlement du PPR de l'Ill se substituent à celles du PPR de la Largue.

Sur le territoire de la commune de ENSISHEIM, gale ment concern e par le Plan de Pr vention des Risques d'Inondation de la Thur, app rouv par arrêt pr fectoral en date du 30 juillet 2003, les cartographies et règlements des PPR de l'Ill et de la Thur coexistent.

Sur le territoire de la commune de COLMAR, galemen t concern e par le Plan de Pr vention des Risques d'Inondation de la Lauch, la cartographie et le règlement du PPR de l'Ill valent pour l'Ill et pour la Lauch.

Sur le territoire des communes de ENSISHEIM, ILLZACH, KINGERSHEIM, RUELISHEIM et WITTENHEIM, les prescriptions concernant les zones de remont es de nappe seront d finies dans le cadre du Plan de Pr v ention des Risques naturels pr visibles « remont e de nappe » sur le Bassin Potassique.

Sur les terrains militaires, pour lesquels la topographie n'est pas disponible pour raison de confidentialit , les r sultats des tudes hydrau liques seront transmis à la Direction G n rale des Arm es qui les prendra en compte dans le cadre de l'instruction des projets sur ces sites.

Section 1.1.2 : champ d'application dans le temps

Article 1.1.2.1

Pour l'ensemble du pr sent règlement, les d lais pr vus s'en tendent à compter de la dernière mesure de publicit du Plan de Pr vention des Risqu es Inondation.

De la même manière, le qualificatif d' "existant" d signe les biens et activit s effectivement existants à la date d'approbation du PPR.

La date de r f rence pour le calcul de la valeur v nale ou estim e des biens est la date d'approbation du PPR.

Chapitre 2 : principes de réglementation

Section 1.2.1: principes généraux et zonage

Article 1.2.1.1

Le r glement détermine les mesures d'interdiction e t de prévention à mettre en oeuvre pour limiter les effets du risque d'inondation prévisible, dus aux débordements de l'Ill en cas de crue centennale, avec ou sans rupture de digue, et aux remontées de la nappe phréatique. Le risque d'inondation est le seul pris en compte dans ce Plan de Prévention. Ces interdictions et prescriptions, à caract res administratif et techni que, sont destinées à limiter les dommages causés par l'inondation sur les personnes ainsi que sur les biens et activités existants, et à éviter l'aggravation et l'accroissement des dommages dans le futur. Leur mise en œuvre est donc de nature à prévenir le risque, réduire ses conséquences ou les rendre plus supportables.

Article 1.2.1.2

Sur les plans de zonage, les territoires inondables de l'ensemble des communes concernées ont été classés en cinq types de zones.

- Une zone bleu foncé, correspondant à la zone inondable par débordement des eaux de l'Ill en cas de crue centennale.
- Une zone bleu clair, correspondant à la zone inondable par débordement des eaux de l'Ill en cas de crue centennale, déjà urbanisée ou faisant l'objet de projets identifiés, où l'aléa est considéré comme modéré, la hauteur de l'eau étant en général inférieure à 50 cm.
- Une zone rouge, correspondant à la zone inondée en cas de rupture de la digue de protection où l'aléa serait élevé, du fait des vitesses et des hauteurs d'eau élevées.
- Une zone jaune, correspondant à des secteurs situés à l'arri re de syst mes de protection (digues) inondable en cas de rupture des ouvrages de protection en cas de crue centennale et où l'aléa est plus limité.
- Une zone verte, correspondant à des secteurs soumis à des remontées de la nappe phréatique à moins de 2 m du sol.

Les cotes de hautes eaux ont été indiquées, chaque fois que possible sur ces plans de zonage dans les zones où le niveau de risque permet d'envisager une ouverture à l'urbanisation (zones bleu clair et zones jaunes); elles sont issues des résultats de l'étude hydraulique préalable au PPR de l'Ill réalisée par le bureau d'études SAFEGE en janvier 2004.

Les cotes de remontée de la nappe par rapport au sol sont reportées sur les plans de zonage. Elles sont issues du complément d'étude hydrogéologique remis par le bureau d'études SAFEGE en mai 2005.

La zone non colorée, zone blanche, est considérée comme étant sans risque prévisible pour une crue d'occurrence centennale, dans l'état actuel des connaissances. Le présent PPR ne prévoit aucune disposition réglementaire pour cette zone.

Section 1.2.2: Risques non réglementés par le PPR

Article 1.2.2.1

Les risques d'inondation par d bordement des cours d'eau second aires, les risques localis s de coul es d'eaux boueuses par ruissellements intensif s ainsi que ceux dus au d bordement caus s par l'insuffisance de dimensionnement des r seaux d'assainissement ou d' vacuation des eaux pluviales ne sont pas trait s dans le pr s ent PPR.

Article 1.2.2.2

Il appartient aux collectivit s locales, à l'occasi on de leur r glementation locale d'urbanisme, d' dicter ventuellement les mesures n cessaires af in de tenir compte des risques non pris en compte par le pr sent plan et qu'elles pourraient c onnaître.

Chapitre 3 : Effets du Plan de Prévention des Risques

Section 1.3.1: effets à l'égard des autres documents de planification

Article 1.3.1.1

Le pr sent Plan de Pr vention des Risques (PPR) vau t servitude d'utilit publique en application de l'article L.562-4 du Code de l'Environnement.

Une fois approuv par arrêt pr fectoral, il est an nex aux documents d'urbanisme en vigueur (Plan d'Occupation des Sols, Plan Local d'Urbanisme) conform ment à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme.

La r glementation du pr sent PPR s'impose aux docum ents d'urbanisme vis s ci-dessus lorsqu'ils existent, et dans ce cas, les occupations et utilisations du sol admises ne le sont que dans la limite du respect de la règle la plus contraignante.

Les dispositions du PPR sont galement prises en co mpte dans le cadre de l' laboration des Sch mas de Coh rence Territoriale (SCOT), en applic ation de l'article L121-1 du Code de l'Urbanisme.

Section 1.3.2: effets à l'égard des autorisations d'occupation du sol

Article 1.3.2.1

Le PPR est opposable à toute personne publique ou priv e qui d sire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activit s soumises au risque d'inondation, ou susceptibles d'avoir une influence directe ou indirecte sur le r gime d' coulement des eaux en crue et de nature à exposer les personnes ou les biens. Le PPR s'applique directement lors de l'instruction des certificats d'urbanisme et des demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol : permis de construire, d clar ation de travaux, lotissements, stationnements de caravanes, campings, installations et travaux divers, clôtures.

Article 1.3.2.2.

Les règles du PPR, autres que celles qui relèvent de l'urbanisme s'imposent galement aux maîtres d'ouvrage et à leur maître d'œuvre. Le non-respect des prescriptions de ce plan est puni des peines pr vues à l'article L.480-4 du Code de l'Urbanisme.

Article 1.3.2.3

Dans les zones où les constructions sont r glement es, **le dossier de demande d'autorisation d'occupation du sol doit permettre de connaître la cote altimétrique du terrain naturel existant, et la cote d'implantation des bâtiments projetés**. Les cotes altim triques seront exprim es dans le système de nivellement IGN normal e (ou IGN 69).

Section 1.3.3 : Autres effets

Article 1.3.3.1.

La non-application des dispositions du règlement du Plan de Pr vention des Risques peut priver l'int ress du b n fice des dispositions de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, conform ment à l'article L.125.6 du Code des Assurances.

Titre II – Dispositions applicables dans les différentes zones

Les mesures pr vues ci-après sont destin es à limit er les dommages caus s par les inondations sur les personnes ainsi que sur les biens et activit s existants et à viter l'aggravation des dommages sur les biens et les activit s futurs.

La nature et les conditions d'ex cution des techniq ues de pr vention, prises pour l'application du pr sent règlement, sont d finies et mises en œuv re sous la responsabilit du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concern s par les co nstructions, travaux et installations vis es. Le maître d'ouvrage a galement l'obligatio n d'assurer l'entretien et le maintien de la pleine efficacit des mesures ex cut es.

Chapitre 1 : Dispositions applicables en zone inondable par débordement en cas de crue centennale (bleu foncé)

La zone bleue est la plus expos e, où les inondatio ns exceptionnelles peuvent être redoutables. C'est en outre la zone naturelle d'expansion des crues qu'il faut pr server de toute nouvelle urbanisation, afin de garder le volume de stockage n cessaire à l' crêtement des crues, et donc ne plus aggraver les inondations en amont et en aval.

C'est pourquoi cette zone est inconstructible sauf exceptions cit es ci-dessous.

Section 2.1.1. concernant les biens et activités existants

Pour les biens et activit s existants ant rieuremen t à l'approbation de ce plan, le propri taire ou l'exploitant dispose d'un d lai de 5 ans pour se mettre en conformit avec le pr sent règlement (sauf exceptions nomm ment d sign es).

L'exécution des mesures de prévention et de protection prévues pour ces biens et activités n'est obligatoire que dans la limite de 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens, appr ci e à la date d'approbation de ce plan. Le s mesures prioritaires à mettre en œuvre dans la limite de ce plafond de 10 % sont celles concernant le stockage de produits dangereux, et l' vacuation des stocks et d pôts pr sents dans la zone inondable.

Article 2.1.1.1. - Sont obligatoires

- **Sont obligatoires immédiatement :**

Pour les terrains de camping et caravanage existants, les installations devront être ferm es au public du 30 septembre au 1er mai de l'ann e suivante. Les garages morts de cara vanes resteront autoris s pendant la p riode hivernale, à condition qu'ils soient situ s dans la zone la moins expos e du camping.

- **Sont obligatoires dans un délai de réalisation de 5 ans :**
  - La mise hors eau de tout stockage de substances dangereuses, selon la nomenclature de l'arr té du 20 avril 1994 modifié, correspondants aux catégories définies ci-après, des effluents liquides ou de tous produits susceptibles de polluer l'eau. Les stockages devront tre réalisés au-dessu s de la cote de hautes eaux ou dans un récipient étanche à double paroi, lesté et fixé afin de ne pas tre emporté par la crue.

Les substances dangereuses, visées ci-dessus, sont celles correspondant aux catégories suivantes de l'arr té du 20 avril 1994 modifié:

- R14 réagit violemment au contact de l'eau
- R15 au contact de l'eau, dégage des gaz extr meme nt inflammables
- R 23, R 24, R 25, R 26, R 27, R 28, toxique ou très toxique par ingestion, par inhalation ou par contact avec la peau
- R 29 au contact de l'eau, dégage des gaz toxiques
- R 50, R 51, R 52 nocif, toxique ou très toxique pour les organismes aquatiques
- R 53 peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique
- R 54, R 55, R 56 toxique pour la flore, la faune ou les organismes aquatiques
- R 58 peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement

  - L'installation de dispositifs anti-refoulement dans les canalisations, et d'obturations des ouvertures : portes ou fen tres, par des dispos itifs amovibles permettant d'assurer une étanchéité m me partielle des parties de bâtiment situées sous la cote des plus hautes eaux. Ces dispositifs d'obturation ne sont obligatoires que lorsque la structure des bâtiments peut le supporter (bâtiments en dur), et lorsque la hauteur d'eau prévisible en cas de hautes eaux ne dépasse pas 1 mètre.

Les stocks et dépôts temporaires liés à l'exploitation des terrains seront alignés dans le sens du courant et n'occuperont par une largeur supérieure à 5 % de la largeur de la zone bleue foncé (largeur mesurée au niveau du terrain naturel perpendiculairement au sens du courant).

- **Sont obligatoires lors de la première réfection et/ou indemnisation**
  - En dessous de la cote de référence ou cote des hautes eaux en cas de crue centennale, les rev tements des sols et des murs, y compris leurs liants, devront tre constitués de matériaux non sensibles à l'eau, et l'isolation thermique ou phonique devra tre composée de matériaux hydrophob es. Ces mesures ne sont obligatoires que lorsqu'elles sont compatibles avec d'autres prescriptions supracommunales d'ordre législatif ou réglementaire (par ex. monuments historiques).
  - Les réseaux électriques intérieurs et ceux situés en aval des appareils de comptage doivent tre dotés d'un dispositif de mise hors ser vice automatique ou installés au-dessus de la cote de référence.

Article 2.1.1.2. - Sont interdits

- Tout nouvel am nagement à des fins d'habitation et d'activit des niveaux situ s sous la cote des plus hautes eaux,
- Toute extension de plus de 20 m² de l'emprise au sol de toute construction ou installation, cette mesure ne s'appliquant qu'une fois et tant donc non cumulable,
- Toute d charge, d pôt de d chets ou de produits sus ceptibles de flotter (hors cas particulier des stockages temporaires de bois exploit s admis sous conditions)
- Le stationnement de caravane et de camping hors terrains am nag s autoris s.

Article 2.1.1.3. Sont admis sous condition :

- La r fection et le r am nagement des bâtiments exis tants entièrement clos de murs, à des fins d'habitation individuelle. Chaque fois que cela sera possible, notamment lorsque les planchers internes au bâtiment seront refaits, la cote de plancher du niveau inf rieur sera au minimum gale à la cote des plus hautes eaux.
- L'extension limit e, inf rieure à 20 m² des bâtimen ts existants, à condition que la cote de plancher soit sup rieure à la cote de hautes eau x.
- Les travaux usuels d'entretien et de gestion de biens et activit s implant s ant rieurement à l'approbation du pr sent plan, not amment les am nagements internes, les traitements de façade et la r fection des toitures à condition de ne pas augmenter les risques ou d'en cr er de nouveaux et de ne pas conduire à une augmentation de la population expos e (sauf dans le cas d'un usage familial).
- Les travaux n cessaires à l'extension et à la mise aux normes des stations d' puration existantes. Les nouveaux ouvrages devront être situ s au dessus de la cote de hautes eaux ou être conçus de façon à n'être ni d bord s n i emport s par la crue centennale. Des mesures compensatoires devront être mises en œuvre de façon à compenser strictement les volumes de stockage et les surfaces de zone inondable perdus ou à pr senter une fonctionnalit quivalente.
- Les travaux n cessaires à l'entretien et au fonctio nnement des quipements publics d'infrastructure, à condition qu'ils ne g nèrent au cun remblaiement sup rieur au terrain naturel actuel.
- Le stockage temporaire des bois après exploitation, uniquement sur les aires de stockage pr alablement d finies.
- Afin d'assurer le libre coulement des eaux et pr s erver les champs d'inondation, conform ment à l'article 16 de la loi n°92-3 du 3 j anvier 1992 :
  - Les travaux d'entretien des cours d'eau et de leurs berges, dans le respect de la l gislation en vigueur, et selon les règles de gest ion d finies dans le d partement du Haut-Rhin.
  - Les suppressions ou les modifications apport es aux digues, constructions et tous autres ouvrages à condition qu'elles aient t pr a lablement accept es par le Pr fet du Haut-Rhin .

- Les changements de destination des locaux et les modifications apport es à l'occupation ou l'utilisation des sols, notamment lors de toute r fection importante de tout ou partie d' difice à condition de ne pas augm enter la population expos e (sauf dans le cas d'un usage familial), d'assurer la s cu rit des personnes et de ne pas augmenter les risques de nuisance et la vuln rabili t des biens et activit s.
- Pourront être autoris s l'am nagement, la transform ation et l'extension des exploitations agricoles existantes, à condition que ces installations restent proches des bâtiments existants et limitent au maximum le volume de stockage de crue pr lev sur la zone inondable.

Les occupations et utilisations ainsi admises sont assujetties aux dispositions de l'article 2.1.2.3. de la section 2.1.2. ci-après.

Section 2.1.2. concernant les biens et activités futurs

Article 2.1.2.1. - Sont interdits

- Tous travaux, remblais, constructions, installations, d pôts et activit s de quelque nature que ce soit, ainsi que les clôtures pleines, et plantations faisant obstacle à l' coulement des eaux dans le lit majeur, à l'exclu sion des r seaux et installations enterr s, des occupations et utilisations du sol vi s s à l'article 2.1.2.2. suivant et des travaux d'entretien des ouvrages existants ,
- Le stationnement de caravanes ou l'installation de terrains de camping,
- Le retournement des chenaux de crue actifs. Ces chenaux devront rester enherb s ou bois s.

Article 2.1.2.2. - Sont admis sous condition

- Les travaux et installations destin s à r duire les cons quences du risque d'inondation, à condition de ne pas aggraver les risques par ailleurs. Ils ne pourront donc être envisag s qu'après tudes pr alables et autorisatio n du Pr fet.
- Les travaux d'extraction de mat riaux, à condition qu'ils soient situ s à l'int rieur du p rimètre d'une Zone d'Exploitation et de R am nage ment Concert s (ZERC), et que le mat riel li à l'exploitation soit conçu de mani ère à ne pas être emport par la crue et ne pas engendrer de pollution de l'eau.
- Les travaux de reconstitution de ripisylves le long des cours d'eau et de reconstitution de forêts alluviales, après accord du service charg de la police de l'eau.
- A titre exceptionnel, les travaux d'infrastructure publique, ainsi que les occupations et utilisations du sol n cessaires à leur r alisation, leur entretien et leur fonctionnement, si aucune solution palliative n'est techniquement et financièrement acceptable. L'impact sera minimal sur le champ d'inondation par choix de variantes conomes en zones inondables, qui n'entravent pas l' coulement des crues, ne modifient pas les p rimètres expos s, et permettent de compenser stri ctement les volumes naturels perdus et la superficie de zone inondable disparue ou à pr senter une fonctionnalit

quivalente. Ces mesures compensatoires devront êtr e positionn es au droit ou à l'amont des travaux vis s.

- Les espaces verts, les aires de jeux et de sports, à condition que le mat riel d'accompagnement soit d montable ou fix de façon à ne pas être emport par la crue.
- Les parkings ext rieurs, à condition que la topogra phie naturelle du terrain ne soit pas modifi e et que ces parkings ne soient pas situ s d ans une d pression.
- Les r seaux et mat riels d'irrigation et leurs qui pements, à condition de ne pas faire obstacle à l' coulement des eaux, et après avis du service charg de la police de l'eau. Dans les zones de grand coulement, le mat riel dev ra être d mont ou orient parallèlement à l' coulement du 30 septembre au 1 er juin de l'ann e suivante.

Article 2.1.2.3. - Dispositions constructives et divers

- Afin de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux, les occupations et utilisations des sols autoris es au vu des articles pr c dents devront être dimensionn es pour supporter la pouss e corresponda nt à la cote des plus hautes eaux connues et fix es pour r sister aux effets d'entraî nement r sultant de la crue de r f rence.
- Les ouvrages techniques li s aux canalisations et i nstallations lin aires (câbles, lignes, transport d' nergie, de chaleur ou des produits chi miques, canalisation d'eau et d'assainissement) seront tanches, quip s d'un dis positif de mise hors service automatique ou install s hors crue de r f rence.
- Les mat riels lectriques, lectroniques, microm ca niques et appareils de chauffage, seront install s hors crue de r f rence.

Chapitre 2 : Dispositions applicables en zone inondable par débordement en cas de crue centennale, à risque modéré et pouvant être ouverte à l'urbanisation (bleu clair)

La zone bleu clair est une zone inond e par d bordement en cas de c rue centennale. Elle est situ e sur une partie d jà urbanis e de la commune ou faisant l'objet de projets identifi s. L'al a y est mod r , notamment parce qu e les vitesse pr visibles y sont faibles et que la hauteur de l'eau serait en g n r al inf rieure à 50 cm.

Les mesures et prescriptions qui s'y appliquent sont essentiellement destin es à limiter les d gâts sur les biens et à viter l'aggravation des crues à l'aval.

Section 2.2.1. : Concernant les biens et activités existants

L'exécution des mesures de prévention et de protection ci-après pour les biens et activités existants n'est obligatoire que dans la limite de 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens, appréciée à la date d'approbation de ce plan. Les mesures prioritaires à mettre en œuvre dans la limite de ce plafond de 10 % sont celles concernant le stockage de produits dangereux, et l' vacuation des stocks et d pôts pr sents dans la zone inondable.

Article 2.2.1.1. - Sont obligatoires

- **Sont obligatoires dans un délai de 5 ans** :
  - Tout stockage de substances dangereuses, relevant de la nomenclature d finie par l'arrêt du 20 avril 1994 modifi , pr cis e à l'art icle 2.1.1.1., doit être mis hors eau (au-dessus de la cote de r f rence fix e par le ser vice charg de la police de l'eau) ou dans un r cipient tanche r sistant à la crue ce ntennale et lest ou fix afin qu'il ne soit pas emport par la crue.
  - L'installation de dispositifs anti-refoulement dans les canalisations, et d'obturations des ouvertures : portes ou fenêtres, par des dispositifs amovibles permettant d'assurer une tanch it même partielle des parties de bâtiment situ es sous la cote des plus hautes eaux. Ces dispositifs d'obturation ne sont obligatoires que lorsque la structure des bâtiments peut le supporter (bâtiments en dur).

Article 2.2.1.2. - Sont interdits

- Tout nouvel am nagement, aux fins d'habitation et d 'activit des sous-sol existants.
- Le stationnement des caravanes et le camping sous la cote de r f rence hors terrains am nag s autoris s sont interdits.

Article 2.2.1.3. - Sont admis sous condition

- Les extensions des b timents existants, à condition qu'ils soient construits sans sous-sol et que la cote de plancher soit supérieure à la cote de référence. Toutes les prescriptions applicables aux constructions neuves s'appliquent.
- L'exploitation des terrains de camping existants peut se poursuivre pendant les dates habituelles d'ouverture après mise en place d'un plan d'alerte et d'évacuation, établi en fonction des cotes de hautes eaux relevées à la station hydrométrique la plus proche.
- L'extension des ouvrages collectifs d'intérêt général existants (station d'épuration, station de traitement des eaux…), à condition que des mesures compensatoires soient mises en œuvre de façon à compenser strictement les volumes de stockage de la crue et les surfaces d'expansion disparus ou à présenter une fonctionnalité équivalente.
- Les travaux usuels d'entretien et de gestion normaux de biens et activités implantés antérieurement à l'approbation du présent plan, notamment les aménagement internes, les traitements de façade et la réfection des toitures à condition de ne pas augmenter les risques ou d'en créer de nouveaux.
- Les travaux nécessaires à l'entretien et au fonctionnement des équipements publics d'infrastructure, à condition qu'ils ne créent pas d'obstacle à l'écoulement des eaux.
- les travaux d'entretien des cours d'eau et de leurs berges, dans le respect de la législation en vigueur et des règles de gestion définies dans le département du Haut-Rhin.
- les suppressions ou les modifications apportées aux digues et tous autres ouvrages de protection contre les inondations, après étude d'incidence et accord du Préfet.

Section 2.2.2. Concernant les biens et activités futurs (y compris les extensions des biens et activités existants)

Article 2.2.2.1. - Sont interdits

- Tout remblaiement autre que ceux autorisés pour la réalisation des constructions visées à l'article 2.2.2.2
- La construction de tout sous-sol et de tout niveau d'habitation en dessous de la cote de référence.
- Les installations relevant de la Directive Européenne n 96/82/CE dite SEVESO 2, concernant les risques d'accident majeur de certains établissements industriels.
- L'aménagement de nouveau terrain de camping
- Les décharges d'ordures ménagères, de déchets industriels ou de produits toxiques.

Article 2.2.2.2. - Sont admis sous condition

Les occupations et utilisations des sols suivantes :

Les constructions non interdites l'article 2.2.2.1. et respectant les dispositions constructives et diverses de l'article 2.2.2.3.

- Les travaux d'infrastructure publique et les occupations et utilisations du sol qui y sont liées, ainsi que les constructions, installations et équipements strictement nécessaires au fonctionnement des services publics, et qui ne sauraient être implantés en d'autres lieux. L'impact sera minimal sur le champ d'inondation par choix de variantes économes en zones inondables. La variante retenue ne devra pas entraver l'écoulement des crues, ne pas modifier les périmètres exposés, et compenser strictement les volumes naturels perdus et la superficie de zone inondable disparue. Ces mesures compensatoires devront être positionnées au droit ou l'amont des travaux visés.
- Les espaces verts, les aires de jeux et de sports, ainsi que les constructions et installations liées et nécessaires ces équipements, condition que :
  - le premier plancher des bâtiments liés et nécessaires ces équipements soit réalisé au-dessus de la cote de référence,
  - les installations d'accompagnement soient fixées de manière résister aux effets d'entraînement de la crue centennale.

Article 2.2.2.3. - Dispositions constructives et divers

- La cote de plancher du premier niveau des constructions sera fixée un niveau supérieur au terrain naturel et la cote de référence fixée par le service chargé de la police de l'eau. Tout ou partie d'immeuble situé en dessous de cette cote est réputée non aménageable.
- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) seront soit installés hors crue de référence, soit équipés d'un dispositif de mise hors service automatique de tout dispositif agrée par la DRIRE.
- Les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement seront équipés de clapets anti-retour régulièrement entretenus.

Aménagements extérieurs :

- Les citernes enterrées seront lestées ou fixées. Les citernes extérieures seront fixées au sol support, lestées et équipées de murets de protection hauteur de la cote des plus hautes eaux prévisibles ;
- Le stockage des substances dangereuses, telles que définies par l'arrêté du 20 avril 1994 modifié et précisées l'article 2.1.1.1., de même que celui des effluents organiques liquides, devra être réalisé dans un récipient étanche, résistant la crue centennale et lesté ou fixé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue. A défaut, le stockage sera effectué au dessus de la cote des plus hautes eaux prévisibles.
- Les aires de stationnement en surface sont autorisées sous la cote de référence, mais ne doivent pas être en déblai par rapport au terrain naturel.

Chapitre 3 : Dispositions applicables en zone inondable par rupture de digue, à risque élevé (rouge)

La zone rouge est l'une des zones les plus expos e s, situ e à l'arrière imm diat de la digue. Elle correspond à la zone qui serait inond e en cas de rupture de digue ou de d faillance d'autres ouvrages de protection, où l'al a serait l e plus lev . Dans la plupart des cas, la vitesse de l'eau au moment de la rupture serait sup rieure à 1m/s.

C'est pourquoi cette zone est inconstructible, sauf exceptions cit es ci-dessous.

Section 2.3.1. concernant les biens et activités existants

Pour les biens et activit s existants ant rieuremen t à l'approbation de ce plan, le propri taire ou l'exploitant dispose d'un d lai de 5 ans pour se mettre en conformit avec le pr sent règlement (sauf exceptions nomm ment d sign es).

L'exécution des mesures de prévention et de protection prévues pour ces biens et activités n'est obligatoire que dans la limite de 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens, appr ci e à la date d'approbation de ce plan. Les mesures prioritaires à mettre en œuvre dans la limite de ce plafond de 10 % sont celles concernant le stockage de produits dangereux.

Article 2.3.1.1. - Sont obligatoires

- **Sont obligatoires immédiatement :**
  - les systèmes de protection de secteurs urbanis s de vront faire l'objet d'un diagnostic de leur tat et d'un entretien r gulier, être surve ill s r gulièrement en dehors et pendant les p riodes de crue, et être maintenus dan s un tat optimal afin de limiter les risques de rupture. Des travaux de confortement seront r alis s s'ils apparaissent n cessaires au vu du diagnostic, après validation p ar le service de police de l'eau.
  - Pour les terrains de camping et caravanage existants, les installations devront être ferm es au public du 30 septembre au 1 er mai de l'ann e suivante. Les garages morts de caravanes resteront autoris s pendant la p riode hivernale. Le Pr fet pourra modifier ces dates de fermeture à condition qu'un plan d'alerte et d' vacuation du terrain de camping soit mis en place.
- **Sont obligatoires dans un délai de réalisation de 5 ans :**
  - La mise hors eau de tout stockage de substances dangereuses, relevant de la nomenclature de l'arrêt du 20 avril 1994 modifi , pr cis e à l'article 2.1.1.1., des effluents organiques liquides ou de tous produits susceptibles de polluer l'eau. Les stockages hors d'eau devront être r alis s au-dessu s de la cote de hautes eaux , ou dans un r cipient tanche à double paroi, lest et fix afin de ne pas être emport par la crue, ou par tout autre moyen pr sentant des gar anties quivalentes.

- L'installation de dispositifs anti-refoulement dans les canalisations.

- **Sont obligatoires lors de la première réfection et/ou indemnisation après dégâts des eaux :**
- En dessous de la cote de hautes eaux, cote reportée sur le plan de zonage, les revêtements des sols et des murs, y compris leurs liants, devront être constitués de matériaux non sensibles à l'eau, et l'isolation thermique ou phonique devra être composée de matériaux hydrophobes. Ces mesures ne sont obligatoires que lorsqu'elles sont compatibles avec d'autres prescriptions supracommunales d'ordre législatif ou réglementaire (par ex. monuments historiques).
- Les réseaux électriques intérieurs et ceux situés en aval des appareils de comptage doivent être dotés d'un dispositif de mise hors service automatique ou installés au-dessus de la cote de hautes eaux.

Article 2.3.1.2. - Sont interdits

- Toute extension de plus de 20 m² de l'emprise au sol de toute construction ou installation, cette mesure ne s'appliquant qu'une fois et tant donc non cumulable,
- Toute décharge, dépôt de déchets ou de produits susceptibles de flotter (hors cas particulier des stockages temporaires de bois exploités admis sous conditions),
- Le stationnement de caravane et de camping hors terrains aménagés autorisés,
- Tout nouvel aménagement, aux fins d'habitation ou d'activité, des sous-sols existants..

Article 2.3.1.3. Sont admis sous condition:

- L'extension de bâtiments existants, dans la limite de 20 m², à condition que la cote de plancher de l'extension soit supérieure à la cote de hautes eaux référencées sur le plan de zonage, cette mesure ne s'appliquant qu'une fois et tant donc non cumulable.
- La réfection et le réaménagement des bâtiments existants entièrement clos de murs, à des fins d'habitation individuelle. Chaque fois que cela sera possible, notamment lorsque les planchers internes au bâtiment seront refaits, la cote de plancher du niveau inférieur sera au minimum égale à la cote des plus hautes eaux, cote reportée sur le plan de zonage.
- Les travaux usuels d'entretien et de gestion normaux de biens et activités implantés antérieurement à l'approbation du présent plan, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures à condition de ne pas augmenter les risques ou d'en créer de nouveaux et de ne pas conduire à une augmentation de la population exposée (sauf dans le cas d'un usage familial).
- Les travaux nécessaires à l'entretien et au fonctionnement des équipements publics d'infrastructure,
- Les travaux nécessaires à l'extension et à la mise aux normes des stations d'épuration existantes. Les nouveaux ouvrages devront être situés au dessus de la cote de hautes

eaux ou tre conçus de façon à n' tre ni débordés n i emportés par la crue centennale en cas de rupture de la digue.

- Les changements de destination des locaux et les modifications apportées à l'occupation ou l'utilisation des sols, notamment lors de toute réfection importante de tout ou partie d'édifice à condition de ne pas augmenter la population exposée (sauf dans le cas d'un usage familial), d'assurer la sécurité des personnes et de ne pas augmenter les risques de nuisance et la vulnérabilité des biens et activités.
- Pourront tre autorisés l'aménagement, la transform ation et l'extension des exploitations agricoles existantes à condition que ces installations restent proches des bâtiments existants et qu'elles n'entraînent pas d'augmentation du nombre de personnes exposées.

Les occupations et utilisations ainsi admises sont assujetties aux dispositions de l'article 2.3.2.3. de la section 2.3.2. ci-après.

Section 2.3.2. concernant les biens et activités futurs

Article 2.3.2.1. - Sont interdits

- Toute construction, installation, dépôt et activités de quelque nature que ce soit, à l'exclusion des réseaux enterrés, des occupations et utilisations du sol visés à l'article 2.3.2.2. suivant et des travaux d'entretien des ouvrages existants.
- Le stationnement de caravanes ou l'installation de terrains de camping.

Article 2.3.2.2. - Sont admis sous condition

- Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque d'inondation, à condition de ne pas aggraver les risques par ailleurs. Ils ne pourront donc tre envisagés qu'après études préalables, dans le respect de la législation en vigueur et après autorisation du Préfet.
- La construction de locaux techniques non habités d'une surface inférieure à 20 m².
- Les travaux d'infrastructure publique et les occupations et utilisations du sol qui y sont liées, ainsi que les constructions, installations et équipements strictement nécessaires au fonctionnement des services publics, et qui ne sauraient tre implantés en d'autres lieux.
- Les espaces verts, les aires de jeux et de sports, à condition que le matériel d'accompagnement soit démontable ou fixé de façon à ne pas tre emporté par les eaux.
- Les parkings extérieurs, à condition que la topographie naturelle du terrain ne soit pas modifiée et que ces parkings ne soient pas situés dans une dépression.

Article 2.3.2.3. - Dispositions constructives et divers

- La cote de plancher du premier niveau des constructions sera fixée à un niveau supérieur au terrain naturel et à la cote de référence fixée par le service chargé de la

police de l'eau. Tout ou partie d'immeuble situ en dessous de cette cote est r put e non am nageable.

- Afin de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux, les occupations et utilisations des sols autoris es au vu des articles pr c dents devront être dimensionn es pour supporter la pouss e corres pondant à la cote des plus hautes eaux connues et fix es pour r sister aux effets d'e ntraînement r sultant de la crue de r f rence.
- Les ouvrages techniques li s aux canalisations et installations lin aires (câbles, lignes, transport d' nergie, de chaleur ou des prod uits chimiques, canalisation d'eau et d'assainissement) seront tanches, quip s d'un dispositif de mise hors service automatique ou install s hors crue de r f rence.
- Les mat riels lectriques, lectroniques, microm caniques et appareils de chauffage, seront install s hors crue de r f rence.

Chapitre 4 : Dispositions applicables en zone inondable en cas de rupture de digue, à risque modéré et pouvant être ouverte à l'urbanisation (jaune)

La zone jaune est une zone moins exposée au risque d'inondation que la zone rouge. Elle correspond à l'ensemble de la zone touchée par une inondation en cas de rupture localisée d'une digue ou de dysfonctionnement d'un ouvrage de protection. Les vitesses et les hauteurs de l'eau estimées limitent le risque pour les personnes.

Un ensemble de réglementations à caractère administratif et technique est prévu ci-après. Leur mise en œuvre est de nature à prévenir le risque, réduire ses conséquences ou le rendre plus supportable.

La cote de référence est :

- soit la cote des plus hautes eaux reportée sur la cartographie réglementaire,
- soit 50 cm au-dessus des voiries desservant la propriété. Dans ce cas, le levé topographique joint à la demande devra comporter des points sur la voie concernée.

Le demandeur devra justifier le parti retenu.

Section 2.4.1. : Concernant les biens et activités existants

L'exécution des mesures de prévention et de protection ci-après pour les biens et activités existants n'est obligatoire que dans la limite de 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens, appréciée à la date d'approbation de ce plan. Les mesures prioritaires à mettre en œuvre dans la limite de ce plafond de 10 % sont celles concernant le stockage de produits dangereux.

Article 2.4.1.1. - Sont obligatoires

- **Sont obligatoires immédiatement :**
  - les systèmes de protection de secteurs urbanisés devront faire l'objet d'un diagnostic de leur état et d'un entretien régulier, être surveillés régulièrement en dehors et pendant les périodes de crue, et être maintenus dans un état optimal afin de limiter les risques de rupture. Des travaux de confortement seront réalisés s'ils apparaissent nécessaires au vu du diagnostic, après validation par le service de police de l'eau.
  - Un plan d'évacuation des terrains de camping et caravanages existants doit être mis en place.
- **Sont obligatoires dans un délai de 5 ans** :

- Pour les entreprises, tout stockage de substances dangereuses, relevant de la nomenclature d finie par l'arrêt du 20 avril 1994 modifi , pr cis e à l'article 2.1.1.1. , doit être mis hors eau (au-dessus de la cote de r f rence fix e par le service charg de la police de l'eau et report e su r le plan de zonage) ou dans un r cipient tanche r sistant à la crue centennale et lest ou fix afin qu'il ne soit pas emport par la crue, ou par tout autre moyen pr sen tant des garanties quivalentes
- Pour les particuliers, les cuves et citernes de fioul devront être fix es au sol, afin de ne pas être emport es par la crue en cas de rupture de la digue.
- L'installation de dispositifs anti-refoulement dans les canalisations.

Article 2.4.1.2. - Sont interdits

- Tout nouvel am nagement, aux fins d'habitation et d 'activit , des sous-sols existants à usage d'habitation.
- Le stationnement des caravanes et le camping sous la cote de r f rence hors terrains am nag s autoris s.

Article 2.4.1.3. - Sont admis sous condition

- Les extensions des bâtiments existants, à condition que la cote de plancher soit sup rieure à la cote de r f rence. Des sous-sols po urront être autoris s à condition qu'ils ne pr sentent aucune ouverture (porte, fenêt re…) en dessous de cette cote, et qu'ils ne soient pas enterr s en dessous du niveau maximal de remont e de nappe le cas ch ant. Toutes les prescriptions applicables a ux constructions neuves s'appliquent.
- La r fection et le r am nagement des bâtiments exis tants. Chaque fois que cela sera possible, notamment lorsque les planchers internes au bâtiment seront refaits, la cote de plancher du niveau inf rieur sera au minimum ga le à la cote des plus hautes eaux, cote report e sur le plan de zonage.
- Les extensions des ouvrages collectifs d'int rêt g n ral existants (station d' puration, station de traitement des eaux…).
- Les travaux usuels d'entretien et de gestion normaux de biens et activit s implant s ant rieurement à l'approbation du pr sent plan, not amment les am nagement internes, les traitements de façade et la r fection des toitu res à condition de ne pas augmenter les risques ou d'en cr er de nouveaux.
- Les travaux n cessaires à l'entretien et au fonctio nnement des quipements publics d'infrastructure, à condition qu'ils ne cr ent pas d'obstacle à l' coulement des eaux.
- les travaux d'entretien des cours d'eau et de leurs berges, dans le respect de la l gislation en vigueur et des règles de gestion d f inies dans le d partement du Haut-Rhin.
- les suppressions ou les modifications apport es aux digues et tous autres ouvrages de protection contre les inondations après tude d'inc idence et autorisation du Pr fet.

Section 2.4.2. Concernant les biens et activités futurs (y compris les extensions des biens et activités existants)

Article 2.4.2.1. - Sont interdits

- La construction de tout niveau d'habitation en dessous de la cote de r f rence. Des sous-sols pourront être autoris s à condition qu'il s ne pr sentent aucune ouverture (porte, fenêtre…) en dessous de cette cote et qu'ils ne soient pas enterr s en dessous du niveau maximal de remont e de nappe le cas ch a nt. Une d rogation pourra être accord e pour les parkings collectifs en sous-sol, à condition qu'ils ne soient pas am nageables et que des pr cautions soient prises p our limiter les risques en cas de rupture (ouvertures oppos es au sens d'arriv e de l 'eau, accès relev …).
- Les installations relevant de la Directive Europ en ne n 96/82/CE dite SEVESO 2, concernant les risques d'accident majeur de certains tablissements industriels.
- Les d charges d'ordures m nagères, de d chets indus triels ou de produits toxiques.
- Toute r alisation de remblaiement autre que ceux li s aux constructions autoris es, entravant l' coulement des crues et accroissant les risques, en cas de rupture. Le respect de cette condition fera l'objet d'un avis du service charg de la police de l'Eau, lors de l'instruction de tout permis de lotir.

Article 2.4.2.2. - Sont admis sous condition

Les occupations et utilisations des sols suivantes :

- Les constructions non interdites à l'article 2.4.2.1. et respectant les dispositions constructives et diverses de l'article 2.4.2.3.
- Les travaux et installations destin s à r duire les cons quences du risque d'inondation.
- Les travaux d'infrastructure publique et les occupations et utilisations du sol qui y sont li es, ainsi que les constructions, installations e t quipements strictement n cessaires au fonctionnement des services publics, et qui ne sauraient être implant s en d'autres lieux.
- Les stations d' puration et les usines de traitemen t des eaux à condition que les installations se situent au-dessus de la cote de r f rence.
- Les espaces verts, les aires de jeux et de sports, ainsi que les constructions et installations li es et n cessaires à ces quipement s, à condition que :
  - le premier plancher des bâtiments li s et n cessa ires à ces quipements soit r alis au-dessus de la cote de r f rence,
  - les installations d'accompagnement soient fix es de manière à r sister aux effets d'entraînement de la crue centennale.
- Les terrains de camping et caravanage à condition que :

- les constructions et installations fixes li es à leur fonctionneme nt soient construites au-dessus de la cote de r f rence,
- les caravanes, les tentes et les installations mobiles soient vacu es entre le 30 septembre et le 1er mai de l'ann e suivante.

Article 2.4.2.3. - Dispositions constructives et divers

- La cote de plancher du rez de chauss e des construc tions sera fix e à un niveau sup rieur au terrain naturel et à la cote de r f re nce. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux constructions annexes: abris de jardin, piscines, terrasses, mais s'appliquent aux constructions à usage de garage.
- Les r seaux techniques (eau, gaz, lectricit) sero nt soit install s hors crue de r f rence, soit quip s d'un dispositif de mise hor s service automatique ou de tout dispositif agr e par la DRIRE.

- Les r seaux d'eaux pluviales et d'assainissement se ront quip s de clapets anti-retour r gulièrement entretenus.

Am nagements ext rieurs :

- Les citernes enterr es seront lest es ou fix es. Le s citernes ext rieures seront fix es au sol support.
- Le stockage des substances dangereuses, telles que d finies par l'arrêt du 20 avril 1994 modifi et pr cis es à l'article 2.1.1.1., dev ra être r alis dans un r cipient tanche, r sistant à la crue centennale et lest ou fix afin qu'il ne soit pas emport par la crue. A d faut, le stockage sera effectu au des sus de la cote des plus hautes eaux pr visibles , ou par tout autre moyen pr sentant de s garanties quivalentes.
- Les aires de stationnement en surface sont autoris es sous la cote de r f rence, mais ne doivent pas être en d blai par rapport au terrain n aturel.

Chapitre 5 : Dispositions applicables en zone à risque de remontée de nappe (verte)

La zone verte correspond aux zones dans lesquelles la nappe est susceptible de remonter moins de 2 m du terrain naturel. Les risques y sont relativement faibles et concernent essentiellement les dommages aux biens. La carte du Plan de Prévention des Risques Inondation indique les cotes de remontée de la nappe par rapport au sol (-1,5 m, - 1 m, -0,5 m, 0 m).

Section 2.5.1. : Concernant les biens et activités existants

Article 2.5.1.1. - Sont obligatoires

L'exécution des mesures de prévention et de protection ci-après pour les biens et activités existants n'est obligatoire que dans la limite de 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens, apprciée la date d'approbation de ce plan.

- Tout stockage de substances dangereuses, relevant de la nomenclature de l'arrêté du 20 avril 1994, précisée l'article 2.1.1.1., doit être mis hors eau (au-dessus de la cote de remontée par rapport au terrain naturel précisée sur les cartes) ou dans un récipient étanche enterré, double enveloppe ou présentant d es garanties équivalentes, résistant la poussée due la remontée de la nappe.
- Les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement situés en dessous de la cote de remontée de la nappe seront équipés de clapets anti-retour régulièrement entretenus.

Article 2.5.1.2. - Sont interdits

- Tout nouvel aménagement aux fins d'habitation de sous-sol existant en dessous de la cote de remontée de la nappe par rapport au terrain naturel, indiquée sur la carte., est interdit.

Section 2.5.2. : Concernant les biens et activités futurs

Article 2.5.2.1. - Sont interdits

- Toute construction de sous-sol en dessous de la cote de remontée de la nappe par rapport au terrain naturel indiquée sur la carte jointe, sauf exceptions admises l'article 2.5.2.2.

Article 2.5.2.2. - Sont admis sous conditions

- Les sous-sols des bâtiments collectifs qui ne sont pas usage d'habitation, situés en dessous de la cote de remontée de la nappe, peuvent être autorisés condition qu'ils soient protégés des remontées de la nappe par un cuvelage étanche, résistant la poussée des eaux, et qu'ils ne constituent pas un obstacle l'écoulement des eaux de la nappe.

- Les stockages de produits dangereux, relevant de la nomenclature de l'arr té du 20 avril 1994, précisée à l'article 2.1.1.1., sont admis à condition qu'ils soient réalisés au dessus de la cote de remontée de la nappe par rapport au terrain naturel indiquée sur la carte, ou dans un récipient enterré étanche, à double enveloppe ou par tout autre système présentant des garanties équivalentes, et résistant à la poussée due à la remontée de la nappe.

Article 2.5.2.3. – Dispositions constructives et divers

- La cote de plancher du premier niveau des constructions sera fixée à un niveau supérieur à la cote de remontée de la nappe par rapport au terrain naturel indiquée sur la carte jointe.
- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) seront soit installés hors crue de référence, soit équipés d'un dispositif de mise hors service automatique ou de tout dispositif agrée par la DRIRE.

- Les installations fixes sensibles (chaudière, machinerie d'ascenseurs,…) seront installées au dessus de la cote de remontée de la nappe ou protégées par un cuvelage étanche résistant à la poussée des eaux de la nappe.
- Les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement seront équipés de clapets anti-retour régulièrement entretenus.

Chapitre 6 : Travaux et dispositions divers

Certains projets de constructions envisag s à l'arr ière des ouvrages de protection n cessitent la r alisation de travaux compl mentair es, destin s à limiter les risques en cas de rupture, avant de pouvoir être engag s.

Article 2.6.1. – Travaux de confortement des digues

La limite de la zone rouge pourra, le cas ch ant, être ramen e au trait pointill rouge figurant sur certaines planches du zonage r glement aire après la r alisation de travaux de confortement.

Pr alablement à sa mise en œuvre, ce programme de t ravaux à r aliser sera valid par le service charg de la police de l'eau et soumis aux proc dures r glementaires en vigueur.

Le p rimètre concern par le recul de la limite res te soumis au risque de rupture de digue et les prescriptions applicables sont celles du chapitre 4.

Article 2.6.2. Autres travaux

Certaines communes dont la zone construite est situ e en partie en zone inondable pourront n cessiter la r alisation de travaux compl mentaire s destin s à assurer leur protection. Ces travaux seront soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau. Une fois ces travaux r alis s, Le Plan de Pr vention des Risques Inondat ion pourra être r vis ponctuellement pour en tenir compte.

C'est le cas par exemple de la commune de Fislis, où des travaux d'abaissement du seuil pourront être envisag s afin de r duire le risque d 'inondation.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU HAUT-RHIN

Arrêté

du 10 septembre 2019 - 00134 - PR

Approuvant la modification n°1 du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (PPRi) du bassin versant de l'Ill sur la commune de Colmar

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-10-2 relatifs aux plans de prévention des risques naturels ;

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 modifiée relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

Vu le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du bassin versant de l'Ill approuvé par arrêté préfectoral n° 2006-361-1 du 27 décembre 2006 ;

Vu la décision du 05 février 2019 de l'autorité environnementale, dispensant de réaliser une évaluation environnementale dans le cadre de la demande d'examen au cas par cas, en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°0013-PR du 19 février 2019, prescrivant la modification n°1 du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (PPRi) du bassin versant de l'Ill sur la commune de Colmar ;

VU l'avis favorable avec réserves de la région Grand Est en date du 17 mai 2019 ;

VU l'avis favorable avec réserves de l'agence régionale de santé en date du 27 mai 2019 ;

VU l'avis favorable avec réserves de l'agence française pour la biodiversité en date du 09 mai 2019 ;

VU l'avis favorable avec réserves du SCOT Colmar Rhin Vosges en date du 10 avril 2019 ;

VU l'avis favorable avec réserves de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est en date du 27 mai 2019 ;

VU les avis respectivement réputés favorables à compter du 31 juillet 2019 de la commune de Colmar, de Colmar Agglomération, de la chambre de commerce et d'industrie Alsace Eurométropole, du centre national de la propriété forestière, de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations ;

VU l'avis réservé du département du Haut-Rhin en date du 29 mai 2019 ;

VU l'avis défavorable de la chambre d'agriculture d'Alsace en date du 21 mai 2019 ;

VU l'arrêté préfectoral n°0076 -PR du 18 juin 2019 portant ouverture d'une période de consultation du public du 1er juillet 2019 au 31 juillet 2019 relative à la modification n°1 du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du bassin versant de l'Ill ;

VU l'absence d'observations sur le registre de consultation du public en dépôt en mairie de Colmar du 1er au 31 juillet 2019;

VU les réserves formulées en ligne en date du 30 juillet 2019 par la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles lors de la consultation du public ;

VU le rapport final du service instructeur en date du 3 septembre 2019 ;

Considérant que le projet de modification n°1 du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du bassin versant de l'Ill sur la commune de Colmar qui permet l'aménagement et l'exploitation d'une aire de grand passage durant la période du 1er mai au 30 septembre revêt un caractère d'intérêt général ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires du Haut-Rhin.

Arrête

Article 1er
La modification n°1 du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du bassin versant de l'Ill est approuvée, telle qu'annexée au présent arrêté. Elle s'applique sur le territoire de la commune de Colmar.

Article 2
Le dossier de la modification n°1 du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du bassin versant de l'Ill comprend les documents suivants,
- une note de présentation
- le règlement (titre II – chapitre 1 - section 2.1.2 modifié).

Article 3
Les autres pièces du PPRi approuvé le 27 décembre 2006 restent inchangées.

Article 4
Un exemplaire du présent arrêté est notifié au maire de Colmar ainsi qu'au président de la communauté d'agglomération Colmar Agglomération.

Il devra être affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie de Colmar, ainsi qu'au siège de la communauté d'agglomération Colmar Agglomération pour y être porté à la connaissance du public. Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du préfet, dans deux journaux diffusés dans le département.
Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.
Un exemplaire du plan modifié est tenu à la disposition du public, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public, à la mairie de Colmar ainsi qu'au siège de la communauté d'agglomération Colmar Agglomération.
Le dossier est également consultable sur le site internet des services de l'État dans le département:
http://www.haut-rhin.gouv.fr

Article 5
Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 4:
- soit d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin,
- soit d'un recours hiérarchique adressé au ministre de la transition écologique et solidaire.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la paix - BP 51 038 - 67070 STRASBOURG CEDEX) soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou hiérarchique) dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 4, soit à l'issue d'un recours préalable dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.
Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public autres que les communes de moins de 3500 habitants et les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public.

Article 6 – Exécution du présent arrêté
Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Colmar, le président de la communauté d'agglomération de Colmar Agglomération et le directeur départemental des territoires du Haut-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 10 septembre 2019

Le préfet

Laurent TOUVET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATION DU BASSIN VERSANT DE L'ILL

MODIFICATION N°1



L'Ill à Ruelisheim en janvier 2004

REGLEMENT

Dossier de la modification n°1 du PPRI de l'Ill approuvé par arrêté préfectoral n° 00134 - PR du 10 septembre 2019

Règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation du bassin versant de l'Ill Modification n°1

Sommaire

Sommaire 2

Titre 1- Portée du Règlement du Plan de Prévention des Risques – Dispositions générales 4

Chapitre 1 : Champ d'application 4

Section 1.1.1 : Champ d'application territorial 4

Section 1.1.2 : Champ d'application dans le temps 5

Chapitre 2 : Principes de réglementation 6

Section 1.2.1 : Principes généraux et zonage 6

Section 1.2.2 : Risques non réglementés par le PPR 7

Chapitre 3 : Effets du Plan de Prévention des Risques 8

Section 1.3.1 : Effets à l'égard des autres documents de planification 8

Section 1.3.2 : Champ d'application territorial 8

Section 1.3.3 : Autres effets 8

Titre 2 – Dispositions applicables dans les différentes zones 9

Chapitre 1 : Dispositions applicables en zone inondable par débordement en cas de crue centennale (bleu foncé) 9

Section 2.1.1. Concernant les biens et activités existants 9

Article 2.1.1.1. - Sont obligatoires 9

Article 2.1.1.2. - Sont interdits 10

Article 2.1.1.3. Sont admis sous condition : 11

Section 2.1.2. Concernant les biens et activités futurs 12

Article 2.1.2.1. - Sont interdits 12

Article 2.1.2.2. - Sont admis sous condition 12

Article 2.1.2.3. Dispositions constructives et divers 13

Chapitre 2 : Dispositions applicables en zone inondable par débordement en cas de crue centennale, à risque modéré et pouvant être ouverte à l'urbanisation (bleu clair) 14

Section 2.2.1. : Concernant les biens et activités existants 14

Article 2.2.1.1. - Sont obligatoires 14

Article 2.2.1.2. - Sont interdits 14

Article 2.2.1.3. - Sont admis sous condition 15

Section 2.2.2. Concernant les biens et activités futurs (y compris les extensions des biens et activités existants) 15

Article 2.2.2.1. - Sont interdits 15

Article 2.2.2.2. - Sont admis sous condition 15

Article 2.2.2.3. - Dispositions constructives et divers 16

Chapitre 3 : Dispositions applicables en zone inondable par rupture de digue à risque élevé (rouge) 17

Section 2.3.1. Concernant les biens et activités existants 17

Article 2.3.1.1. - Sont obligatoires 17

Article 2.3.1.2. - Sont interdits 18

Article 2.3.1.3. Sont admis sous condition : 18

Section 2.3.2. Concernant les biens et activités futurs 19

Article 2.3.2.1. - Sont interdits 19

Article 2.3.2.2. - Sont admis sous condition 19

Article 2.3.2.3. - Dispositions constructives et divers 19

Chapitre 4 : Dispositions applicables en zone inondable en cas de rupture de digue, à risque modéré et pouvant être ouverte à l'urbanisation (jaune) 21

Section 2.4.1. : Concernant les biens et activités existants 21

Article 2.4.1.1. - Sont obligatoires 21

Article 2.4.1.2. Sont interdits 22

Article 2.4.1.3. - Sont admis sans condition 22
Section 2.4.2. Concernant les biens et activités futurs (y compris les extensions des biens et activités existants) 22
Article 2.4.2.1. - Sont interdits 22
Article 2.4.2.2. - Sont admis sous condition 23
Article 2.4.2.3. - Dispositions constructives et divers 23
Chapitre 5 - Dispositions applicables en zone à risque de remontée de nappe (verte) 25
Section 2.5.1. : Concernant les biens et activités existants 25
Article 2.5.1.1 - Sont obligatoires 25
Article 2.5.1.2. - Sont interdits 25
Section 2.5.2. : Concernant les biens et activités futurs 25
Article 2.5.2.1. Sont interdits 25
Article 2.5.2.2 - Sont admis sous conditions 25
Article 2.5.2.3 – Dispositions constructives et divers 26
Chapitre 6 : Travaux et dispositions divers 27
Article 2.6.1. - Travaux de confortement des digues 27
Article 2.6.2. Autres travaux 27

Titre 1- Portée du Règlement du Plan de Prévention des Risques – Dispositions générales

Chapitre 1 : Champ d'application

Section 1.1.1: Champ d'application territorial

Article 1.1.1.1

Le présent règlement s'applique aux territoires de l'ensemble des communes de la Vallée de l'Ill concernées par le risque d'inondation et ayant fait l'objet d'un arrêté de prescription d'un Plan de Prévention des Risques Inondation le 12 février 1997, soit les communes de :

Altkirch, Andolsheim, Baldersheim, Bergheim, Bettendorf, Biltzheim, Brunstatt, Carspach, Colmar, Didenheim, Durmenach, Ensisheim, Fislis, Froeningen, Grentzingen, Guémar, Hettlingen, Hirsingue , Hirtzbach, Hochstatt, Holtzwihr, Horbourg-Wihr, Houssen , Illfurth, Illhaeusern, Illzach, Kingersheim, Logelheim, Meyenheim, Mulhouse, Munwiller, Niederentzen, Niederhergheim, Oberdorf, Oberentzen, Oberhergheim, Ostheim, Réguisheim , Riedwihr , Roppentzwiller , Ruelisheim, Sainte-Croix-en-Plaine, Saint-Hippolyte, Sausheim, Sundhoffen, Tagolsheim, Waldighoffen, Walheim , Werentzhouse , Wittenheim , Zillisheim.

Sur le territoire de la commune d'ILLFURTH, également concernée par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Largue, approuvé par arrêté préfectoral du 5 novembre 1998, la cartographie et le règlement du PPR de l'Ill se substituent à celles du PPR de la Largue.

Sur le territoire de la commune de ENSISHEIM, également concernée par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Thur, approuvé par arrêté préfectoral en date du 30 juillet 2003, les cartographies et règlements des PPR de l'Ill et de la Thur coexistent.

Sur le territoire de la commune de COLMAR, également concernée par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Lauch, la cartographie et le réglement du PPR de l'Ill valent pour l'Ill et pour la Lauch.

Sur le territoire des communes de ENSISHEIM, ILLZACH, KINGERSHEIM, RUELISHEIM et WITTENHEIM, les prescriptions concernant les zones de remontées de nappe seront définies dans le cadre du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles « remontée de nappe » sur le Bassin Potassique.

Sur les terrains militaires, pour lesquels la topographie n'est pas disponible pour raison de confidentialité, les résultats des études hydrauliques seront transmis à la Direction Générale des Armées qui les prendra en compte dans le cadre de l'instruction des projets sur ces sites.

Section 1.1.2 : Champ d'application dans le temps

Article 1.1.2.1

Pour l'ensemble du présent règlement, les délais prévus s'entendent à compter de la dernière mesure de publicité du Plan de Prévention des Risques Inondation.

De la même manière, le qualificatif d' "existant" désigne les biens et activités effectivement existants à la date d'approbation du PPR.

La date de référence pour le calcul de la valeur vénale ou estimée des biens est la date d'approbation du PPR.

Chapitre 2 : Principes de réglementation

Section 1.2.1: Principes généraux et zonage

Article 1.2.1.1

Le règlement détermine les mesures d'interdiction et de prévention à mettre en oeuvre pour limiter les effets du risque d'inondation prévisible, dus aux débordements de l'Ill en cas de crue centennale, avec ou sans rupture de digue, et aux remontées de la nappe phréatique. Le risque d'inondation est le seul pris en compte dans ce Plan de Prévention. Ces interdictions et prescriptions, à caractères administratif et technique, sont destinées à limiter les dommages causés par l'inondation sur les personnes ainsi que sur les biens et activités existants, et à éviter l'aggravation et l'accroissement des dommages dans le futur. Leur mise en oeuvre est donc de nature à prévenir le risque, réduire ses conséquences ou les rendre plus supportables.

Article 1.2.1.2

Sur les plans de zonage, les territoires inondables de l'ensemble des communes concernées ont été classés en cinq types de zones.

- Une zone bleu foncé, correspondant à la zone inondable par débordement des eaux de l'Ill en cas de crue centennale.
- Une zone bleu clair, correspondant à la zone inondable par débordement des eaux de l'Ill en cas de crue centennale, déjà urbanisée ou faisant l'objet de projets identifiés, où l'aléa est considéré comme modéré, la hauteur de l'eau étant en général inférieure à 50 cm.
- Une zone rouge, correspondant à la zone inondée en cas de rupture de la digue de protection où l'aléa serait élevé, du fait des vitesses et des hauteurs d'eau élevées.
- Une zone jaune, correspondant à des secteurs situés à l'arrière de systèmes de protection (digues, ...) soumis inondable en cas de rupture des ouvrages de protection en cas de crue centennale et où l'aléa est plus limité.
- Une zone verte, correspondant à des secteurs soumis à des remontées de la nappe phréatique à moins de 2 m du sol.

Les cotes de hautes eaux ont été indiquées, chaque fois que possible sur ces plans de zonage dans les zones à risque constructibles (zones bleu clair et zones jaunes); elles sont issues des résultats de l'étude hydraulique préalable au PPR de l'Ill réalisée par le bureau d'études SAFEGE en janvier 2004.

Les cotes de remontée de la nappe par rapport au sol sont reportées sur les plans de zonage. Elles sont issues du complément d'étude hydrogéologique remis par le bureau d'études SAFEGE en mai 2005.

La zone non colorée, zone blanche, est considérée comme étant sans risque prévisible pour une crue d'occurrence centennale, dans l'état actuel des connaissances. Le présent PPR ne prévoit aucune disposition réglementaire pour cette zone

Section 1.2.2: Risques non réglementés par le PPR

Article 1.2.2.1

Les risques d'inondation par débordement des cours d'eau secondaires , ou les risques localisés de phénomènes de coulées d'eaux boueuses par ruissellements intensifs ou de débordement dus à l'insuffisance de dimensionnement des réseaux d'assainissement ou d'évacuation des eaux pluviales ne sont pas traités dans le présent PPR

Article 1.2.2.2

Il appartient aux collectivités locales, à l'occasion de leur réglementation locale d'urbanisme, d'édicter éventuellement les mesures nécessaires afin de tenir compte des risques non pris en compte par le présent plan et qu'elles pourraient connaître.

Chapitre 3 : Effets du Plan de Prévention des Risques

Section 1.3.1: Effets à l'égard des autres documents de planification

Article 1.3.1.1

Le présent Plan de Prévention des Risques (PPR) vaut servitude d'utilité publique en application de l'article L.562-4 du Code de l'Environnement.

Une fois approuvé par arrêté préfectoral, il est annexé aux documents d'urbanisme en vigueur (Plan d'Occupation des Sols, Plan Local d'Urbanisme) conformément à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme.

La réglementation du présent PPR s'impose aux documents d'urbanisme visés ci-dessus lorsqu'ils existent, et dans ce cas, les occupations et utilisations du sol admises ne le sont que dans la limite du respect de la règle la plus contraignante.

Les dispositions du PPR sont également prises en compte dans le cadre de l'élaboration des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT), en application de l'article L121-1 du Code de l'Urbanisme.

Section 1.3.2: Champ d'application territorial

Article 1.3.2.1

Le PPR est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités soumises au risque d'inondation, ou susceptibles d'avoir une influence directe ou indirecte sur le régime d'écoulement des eaux en crue et de nature à exposer les personnes ou les biens. Le PPR s'applique directement lors de l'instruction des certificats d'urbanisme et des demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol : permis de construire, déclaration de travaux, lotissements, stationnements de caravanes, campings, installations et travaux divers, clôtures.

Article 1.3.2.2.

Les règles du PPR, autres que celles qui relèvent de l'urbanisme s'imposent également au maître d'ouvrage et à son maître d'oeuvre qui s'engagent notamment à respecter les règles de construction lors du dépôt du permis de construire. Le non-respect des prescriptions de ce plan est puni des peines prévues à l'article L.480-4 du Code de l'Urbanisme.

Article 1.3.2.3

Dans les zones où les constructions sont réglementées, **le dossier de demande d'autorisation d'occupation du sol doit permettre de connaître la cote altimétrique du terrain naturel existant, et la cote d'implantation des bâtiments projetés**. Les cotes altimétriques seront exprimées dans le système de nivellement IGN normale (ou IGN 69).

Section 1.3.3 : Autres effets

Article 1.3.3.1.

La non-application des dispositions du règlement du Plan de Prévention des Risques peut priver l'intéressé du bénéfice des dispositions de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, conformément à l'article L.125-6 du Code des Assurances.

Titre 2 – Dispositions applicables dans les différentes zones

Les mesures prévues ci-après sont destinées à limiter les dommages causés par les inondations sur les personnes ainsi que sur les biens et activités existants et à éviter l'aggravation ces dommages sur les biens et les activités futurs.

La nature et les conditions d'exécution des techniques de prévention, prises pour l'application du présent règlement, sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visées. Le maître d'ouvrage a également l'obligation d'assurer l'entretien et le maintien de la pleine efficacité des mesures exécutées.

Chapitre 1 : Dispositions applicables en zone inondable par débordement en cas de crue centennale (bleu foncé)

La zone bleue est la plus exposée, où les inondations exceptionnelles peuvent être redoutables. C'est en outre la zone naturelle d'expansion des crues qu'il faut préserver de toute nouvelle urbanisation, afin de garder le volume de stockage nécessaire à l'écrêtement des crues, et donc ne plus aggraver les inondations en amont et en aval.

C'est pourquoi cette zone est inconstructible sauf exceptions citées ci-dessous.

Section 2.1.1. Concernant les biens et activités existants

Pour les biens et activités existants antérieurement à l'approbation de ce plan, le propriétaire ou l'exploitant dispose d'un délai de 5 ans pour se mettre en conformité avec le présent règlement (sauf exceptions nommément désignées).

L'exécution des mesures de prévention et de protection prévues pour ces biens et activités n'est obligatoire que dans la limite de 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens, appréciée à la date d'approbation de ce plan. Les mesures prioritaires à mettre en œuvre dans la limite de ce plafond de 10 % sont celles concernant le stockage de produits dangereux, et l'évacuation des stocks et dépôts présents dans la zone inondable.

Article 2.1.1.1 : Sont obligatoires

- **Sont obligatoires immédiatement :**

Pour les terrains de camping et caravanage existants, les installations devront être fermées au public du 30 septembre au 1er mai de l'année suivante. Les garages morts de caravanes resteront autorisés pendant la période hivernale, à condition qu'ils soient situés dans la zone la moins exposée du camping

- **Sont obligatoires dans un délai de réalisation de 5 ans :**
    - La mise hors eau de tout stockage de substances dangereuses, selon la nomenclature de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié, correspondants aux catégories définies ci-après, des effluents liquides ou de tous produits susceptibles de polluer l'eau. Les stockages devront être réalisés au-dessus de la cote de hautes eaux ou dans un récipient étanche à double paroi, lesté et fixé afin de ne pas être emporté par la crue.

Les substances dangereuses, visées ci-dessus, sont celles correspondant aux catégories suivantes de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié:

- R14 réagit violemment au contact de l'eau
- R15 au contact de l'eau, dégage des gaz extrêmement inflammables
- R 23, R 24, R 25, R 26, R 27, R 28, toxique ou très toxique par ingestion, par inhalation ou par contact avec la peau
- R 29 au contact de l'eau, dégage des gaz toxiques
- R 50, R 51, R 52 nocif, toxique ou très toxique pour les organismes aquatiques
- R 53 peut entraîner des effets nefastes à long terme pour l'environnement aquatique
- R 54, R 55, R 56 toxique pour la flore, la faune ou les organismes aquatiques
- R 58 peut entraîner des effets nefastes à long terme pour l'environnement

▪ L'installation de dispositifs anti-refoulement dans les canalisations, et d'obturations des ouvertures : portes ou fenêtres, par des dispositifs amovibles permettant d'assurer une étanchéité même partielle des parties de bâtiment situées sous la cote des plus hautes eaux. Ces dispositifs d'obturation ne sont obligatoires que lorsque la structure des bâtiments peut le supporter (bâtiments en dur), et lorsque la hauteur d'eau prévisible en cas de hautes eaux ne dépasse pas 1 mètre.

Les stocks et dépôts temporaires liés à l'exploitation des terrains seront alignés dans le sens du courant et n'occuperont par une largeur supérieure à 5 % de la largeur de la zone bleue foncé (largeur mesurée au niveau du terrain naturel perpendiculairement au sens du courant).

- **Sont obligatoires lors de la première réfection et/ou indemnisation**

▪ En dessous de la cote de référence ou cote des hautes eaux en cas de crue centennale, les revêtements des sols et des murs, y compris leurs liants, devront être constitués de matériaux non sensibles à l'eau, et l'isolation thermique ou phonique devra être composée de matériaux hydrophobes. Ces mesures ne sont obligatoires que lorsqu'elles sont compatibles avec d'autres prescriptions supracommunales d'ordre législatif ou réglementaire (par ex. monuments historiques).

- Les réseaux électriques intérieurs et ceux situés en aval des appareils de comptage doivent être dotés d'un dispositif de mise hors service automatique ou installés au-dessus de la cote de référence.

Article 2.1.1.2. - Sont interdits

- Tout nouvel aménagement à des fins d'habitation et d'activité des niveaux situés sous la cote des plus hautes eaux,
- Toute extension de plus de 20 m² de l'emprise au sol de toute construction ou installation, cette mesure ne s'appliquant qu'une fois et étant donc non cumulable,
- Toute décharge, dépôt de déchets ou de produits susceptibles de flotter (hors cas particulier des stockages temporaires de bois exploités admis sous conditions)
- Le stationnement de caravane et de camping hors terrains aménagés autorisés.

Article 2.1.1.3. Sont admis sous condition :

- La réfection et le réaménagement des bâtiments existants entièrement clos de murs, à des fins d'habitation individuelle. Chaque fois que cela sera possible, notamment lorsque les planchers internes au bâtiment seront refaits, la cote de plancher du niveau inférieur sera au minimum égale à la cote des plus hautes eaux.
- L'extension limitée, inférieure à 20 m² des bâtiments existants, à condition que la cote de plancher soit supérieure à la cote de hautes eaux.
- Les travaux usuels d'entretien et de gestion de biens et activités implantés antérieurement à l'approbation du présent plan, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures à condition de ne pas augmenter les risques ou d'en créer de nouveaux et de ne pas conduire à une augmentation de la population exposée (sauf dans le cas d'un usage familial).
- Les travaux nécessaires à l'extension et à la mise aux normes des stations d'épuration existantes. Les nouveaux ouvrages devront être situés au-dessus de la cote de hautes eaux ou être conçus de façon à n'être ni débordés ni emportés par la crue centennale. Des mesures compensatoires devront être mises en œuvre de façon à compenser strictement les volumes de stockage et les surfaces de zone inondable perdus ou à présenter une fonctionnalité équivalente.
- Les travaux nécessaires à l'entretien et au fonctionnement des équipements publics d'infrastructure, à condition qu'ils ne génèrent aucun remblaiement supérieur au terrain naturel actuel.
- Le stockage temporaire des bois après exploitation, uniquement sur les aires de stockage préalablement définies.
- Afin d'assurer le libre écoulement des eaux et préserver les champs d'inondation, conformément à l'article 16 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992
  - Les travaux d'entretien des cours d'eau et de leurs berges, dans le respect de la législation en vigueur, et selon les règles de gestion définies dans le département du Haut-Rhin.
  - Les suppressions ou les modifications apportées aux digues, constructions et tous autres ouvrages à condition qu'elles aient été préalablement acceptées par le Préfet du Haut-Rhin .
- Les changements de destination des locaux et les modifications apportées à l'occupation ou l'utilisation des sols, notamment lors de toute réfection importante de tout ou partie d'édifice à condition de ne pas augmenter la population exposée (sauf dans le cas d'un usage familial), d'assurer la sécurité des personnes et de ne pas augmenter les risques de nuisance et la vulnérabilité des biens et activités.
- Pourront être autorisés l'aménagement, la transformation et l'extension des exploitations agricoles existantes, à condition que ces installations restent proches des bâtiments existants et limitent au maximum le volume de stockage de crue prélevé sur la zone inondable.

  Les occupations et utilisations ainsi admises sont assujetties aux dispositions de l'article 2.1.2.3. de la section 2.1.2. ci-après.

Section 2.1.2. Concernant les biens et activités futurs

Article 2.1.2.1. - Sont interdits

- Tous travaux, remblais, constructions, installations, dépôts et activités de quelque nature que ce soit, ainsi que les clôtures pleines, et plantations faisant obstacle à l'écoulement des eaux dans le lit majeur, à l'exclusion des réseaux et installations enterrés, des occupations et utilisations du sol visés à l'article 2.1.2.2. suivant et des travaux d'entretien des ouvrages existants.
- - Le stationnement de caravanes à l'exception de celui visé à l'article 2.1.2.2,
  - L'installation de terrains de camping,
- Le reboisement des chenaux de crue actifs. Ces chenaux devront rester enherbés ou boisés.

Article 2.1.2.2. - Sont admis sous condition

- Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque d'inondation, à condition de ne pas aggraver les risques par ailleurs. Ils ne pourront donc être envisagés qu'après études préalables et autorisation du préfet;
- Les travaux d'extraction de matériaux, à condition qu'ils soient situés à l'intérieur du périmètre d'une Zone d'Exploitation et de Réaménagement Concertés (ZERC), et que le matériel lié à l'exploitation soit conçu de manière à ne pas être emporté par la crue et ne pas engendrer de pollution de l'eau.
- Les travaux de reconstitution de ripisylves le long des cours d'eau et de reconstitution de forêts alluviales, après accord du service chargé de la police de l'eau.
- A titre exceptionnel, les travaux d'infrastructure publique, ainsi que les occupations et utilisations du sol nécessaires à leur réalisation, leur entretien et leur fonctionnement, si aucune solution palliative n'est techniquement et financièrement acceptable. L'impact sera minimal sur le champ d'inondation par choix de variantes économes en zones inondables, qui n'entravent pas l'écoulement des crues, ne modifient pas les périmètres exposés, et permettent de compenser strictement les volumes naturels perdus et la superficie de zone inondable disparue ou à présenter une fonctionnalité équivalente. Ces mesures compensatoires devront être positionnées au droit ou à l'amont des travaux visés.
- Les espaces verts, les aires de jeux et de sports, à condition que le matériel d'accompagnement soit démontable ou fixé de façon à ne pas être emporté par la crue.
- Les parkings extérieurs, à condition que la topographie naturelle du terrain ne soit pas modifiée et que ces parkings ne soient pas situés dans une dépression.
- Les réseaux et matériels d'irrigation et leurs équipements, à condition de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux, et après avis du service chargé de la police de l'eau. Dans les zones de grand écoulement, le matériel devra être démonté ou orienté parallèlement à l'écoulement du 30 septembre au 1er juin de l'année suivante.

- L'aménagement et l'utilisation d'une aire de grand passage sur le secteur identifié section RK, parcelles 45, 46, 48, 49 et 96 sur le ban de la commune de Colmar et exclusivement durant la période annuelle du 01 mai au 30 septembre ainsi que les installations, aménagements et accès strictement nécessaires au fonctionnement de cette aire de grand passage. Cet équipement d'intérêt général est soumis à la mise en place d'un dispositif très sensible d'alerte aux crues, à la charge de la collectivité, engageant une démarche d'évacuation à la première alerte (dispositif d'alerte mettant en relation les services de gestion de crise de l'État et de la commune de Colmar (Plan Communal de Sauvegarde)). L'exploitation de l'aire de grand passage ne pourra se faire qu'après la mise en place effective de ce dispositif.
- Les travaux d'infrastructures publics strictement nécessaires à l'accès et au raccordement de l'aire de grand passage aux différents réseaux.

Article 2.1.2.3. - Dispositions constructives et divers

- Afin de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux, les occupations et utilisations des sols autorisées au vu des articles précédents devront être dimensionnées pour supporter la poussée correspondant à la cote des plus hautes eaux connues et fixées pour résister aux effets d'entraînement résultant de la crue de référence ;
- Les ouvrages techniques liés aux canalisations et installations linéaires (câbles, lignes, transport d'énergie, de chaleur ou des produits chimiques, canalisation d'eau et d'assainissement) seront étanches, équipés d'un dispositif de mise hors service automatique ou installés hors crue de référence ;
- Les matériels électriques, électroniques, micromécaniques et appareils de chauffage, seront installés hors crue de référence.

Chapitre 2 : Dispositions applicables en zone inondable par débordement en cas de crue centennale, à risque modéré et pouvant être ouverte à l'urbanisation (bleu clair)

La zone bleu clair est une zone inondée par débordement en cas de crue centennale. Elle est située sur une partie déjà urbanisée de la commune ou faisant l'objet de projets identifiés . L'aléa y est modéré, notamment parce que les vitesse prévisibles y sont faibles et que la hauteur de l'eau serait en général inférieure à 50 cm.

Les mesures et prescriptions qui s'y appliquent sont essentiellement destinées à limiter les dégâts sur les biens et à éviter l'aggravation des crues à l'aval

Section 2.2.1. : Concernant les biens et activités existants

L'exécution des mesures de prévention et de protection ci-après pour les biens et activités existants n'est obligatoire que dans la limite de 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens, appréciée à la date d'approbation de ce plan. Les mesures prioritaires à mettre en œuvre dans la limite de ce plafond de 10 % sont celles concernant le stockage de produits dangereux, et l'évacuation des stocks et dépôts présents dans la zone inondable.

Article 2.2.1.1. - Sont obligatoires

- **Sont obligatoires dans un délai de 5 ans** :
  - Tout stockage de substances dangereuses, relevant de la nomenclature définie par l'arrêté du 20 avril 1994 modifié, précisée à l'article 2.1.1.1., doit être mis hors eau (au-dessus de la cote de référence fixée par le service chargé de la police de l'eau) ou dans un récipient étanche résistant à la crue centennale et lesté ou fixé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue.
  - L'installation de dispositifs anti-refoulement dans les canalisations, et d'obturations des ouvertures : portes ou fenêtres, par des dispositifs amovibles permettant d'assurer une étanchéité même partielle des parties de bâtiment situées sous la cote des plus hautes eaux. Ces dispositifs d'obturation ne sont obligatoires que lorsque la structure des bâtiments peut le supporter (bâtiments en dur).

Article 2.2.1.2. - Sont interdits

- Tout nouvel aménagement, aux fins d'habitation et d'activité des sous-sol existants,
- Le stationnement des caravanes et le camping sous la cote de référence hors terrains aménagés autorisés sont interdits.

Article 2.2.1.3. - Sont admis sous condition

- Les extensions des bâtiments existants, à condition qu'ils soient construits sans sous-sol et que la cote de plancher soit supérieure à la cote de référence. Toutes les prescriptions applicables aux constructions neuves s'appliquent.
- L'exploitation des terrains de camping existants peut se poursuivre pendant les dates habituelles d'ouverture après mise en place d'un plan d'alerte et d'évacuation, établi en fonction des cotes de hautes eaux relevées à la station hydrométrique la plus proche
- L'extension des ouvrages collectifs d'intérêt général existants (station d'épuration, station de traitement des eaux…), à condition que des mesures compensatoires soient mises en œuvre de façon à compenser strictement les volumes de stockage de la crue et les surfaces d'expansion disparus ou à présenter une fonctionnalité équivalente.
- Les travaux usuels d'entretien et de gestion normaux de biens et activités implantés antérieurement à l'approbation du présent plan, notamment les aménagement internes, les traitements de façade et la réfection des toitures à condition de ne pas augmenter les risques ou d'en créer de nouveaux.
- Les travaux nécessaires à l'entretien et au fonctionnement des équipements publics d'infrastructure, à condition qu'ils ne créent pas d'obstacle à l'écoulement des eaux.
- les travaux d'entretien des cours d'eau et de leurs berges, dans le respect de la législation en vigueur et des règles de gestion définies dans le département du Haut-Rhin.
- les suppressions ou les modifications apportées aux digues et tous autres ouvrages de protection contre les inondations, après étude d'incidence et accord du Préfet.

Section 2.2.2. Concernant les biens et activités futurs (y compris les extensions des biens et activités existants)

Article 2.2.2.1. - Sont interdits

- Tout remblaiement autre que ceux autorisés pour la réalisation des constructions visées à l'article 2.2.2.2
- La construction de tout sous-sol et de tout niveau d'habitation en dessous de la cote de référence.
- Les installations relevant de la Directive Européenne n 96/82/CE dite SEVESO 2. concernant les risques d'accident majeur de certains établissements industriels.
- L'aménagement de nouveau terrain de camping.
- Les décharges d'ordures ménagères, de déchets industriels ou de produits toxiques.

Article 2.2.2.2. - Sont admis sous condition

Les occupations et utilisations des sols suivantes :

Les constructions non interdites à l'article 2.2.2.1. et respectant les dispositions constructives et diverses de l'article 2.2.2.3

- Les travaux d'infrastructure publique et les occupations et utilisations du sol qui y sont liées, ainsi que les constructions, installations et équipements strictement nécessaires

au fonctionnement des services publics, et qui ne sauraient être implantés en d'autres lieux. L'impact sera minimal sur le champ d'inondation par choix de variantes économes en zones inondables. La variante retenue ne devra pas entraver l'écoulement des crues, ne pas modifier les périmètres exposés, et compenser strictement les volumes naturels perdus et la superficie de zone inondable disparue. Ces mesures compensatoires devront être positionnées au droit ou à l'amont des travaux visés.

- Les espaces verts, les aires de jeux et de sports, ainsi que les constructions et installations liées et nécessaires à ces équipements, à condition que :
  - le premier plancher des bâtiments liés et nécessaires à ces équipements soit réalisé au-dessus de la cote de référence,
  - les installations d'accompagnement soient fixées de manière à résister aux effets d'entraînement de la crue centennale.

Article 2.2.2.3. - Dispositions constructives et divers

- La cote de plancher du premier niveau des constructions sera fixée à un niveau supérieur au terrain naturel et à la cote de référence fixée par le service chargé de la police de l'eau. Tout ou partie d'immeuble situé en dessous de cette cote est réputée non aménageable.
- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) seront soit installés hors crue de référence, soit équipés d'un dispositif de mise hors service automatique de tout dispositif agréé par la DRIRE..
- Les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement seront équipés de clapets anti-retour régulièrement entretenus

Aménagements extérieurs :

- Les citernes enterrées seront lestées ou fixées. Les citernes extérieures seront fixées au sol support, lestées et équipées de murets de protection à hauteur de la cote des plus hautes eaux prévisibles ;
- Le stockage des substances dangereuses, telles que définies par l'arrêté du 20 avril 1994 modifié et précisées à l'article 2.1.1.1., de même que celui des effluents organiques liquides, devra être réalisé dans un récipient étanche, résistant à la crue centennale et lesté ou fixé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue. A défaut, le stockage sera effectué au-dessus de la cote des plus hautes eaux prévisibles .
- Les aires de stationnement en surface sont autorisées sous la cote de référence, mais ne doivent pas être en déblai par rapport au terrain naturel.

Chapitre 3 : Dispositions applicables en zone inondable par rupture de digue à risque élevé (rouge)

La zone rouge est l'une des zones les plus exposées, située à l'arrière immédiat de la digue. Elle correspond à la zone qui serait inondée en cas de rupture de digue ou de défaillance d'autres ouvrages de protection, où l'aléa serait le plus élevé. Dans la plupart des cas, la vitesse de l'eau au moment de la rupture serait supérieure à 1m/s.

C'est pourquoi cette zone est inconstructible, sauf exceptions citées ci-dessous

Section 2.3.1. Concernant les biens et activités existants

Pour les biens et activités existants antérieurement à l'approbation de ce plan, le propriétaire ou l'exploitant dispose d'un délai de 5 ans pour se mettre en conformité avec le présent règlement (sauf exceptions nommément désignées).

L'exécution des mesures de prévention et de protection prévues pour ces biens et activités n'est obligatoire que dans la limite de 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens, appréciée à la date d'approbation de ce plan. Les mesures prioritaires à mettre en œuvre dans la limite de ce plafond de 10 % sont celles concernant le stockage de produits dangereux.

Article 2.3.1.1. - Sont obligatoires

- **Sont obligatoires immédiatement :**
  - les systèmes de protection de secteurs urbanisés devront faire l'objet d'un diagnostic de leur état et d'un entretien régulier, être surveillés régulièrement en dehors et pendant les périodes de crue, et être maintenus dans un état optimal afin de limiter les risques de rupture. Des travaux de confortement seront réalisés s'ils apparaissent nécessaires au vu du diagnostic, après validation par le service de police de l'eau.
  - Pour les terrains de camping et caravanage existants, les installations devront être fermées au public du 30 septembre au 1er mai de l'année suivante. Les garages morts de caravanes resteront autorisés pendant la période hivernale. Le Préfet pourra modifier ces dates de fermeture à condition qu'un plan d'alerte et d'évacuation du terrain de camping soit mis en place.
  - **Sont obligatoires dans un délai de réalisation de 5 ans :**
  - La mise hors eau de tout stockage de substances dangereuses, relevant de la nomenclature de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié, précisée à l'article 2.1.1.1, des effluents organiques liquides ou de tous produits susceptibles de polluer l'eau. Les stockages hors d'eau devront être réalisés au-dessus de la cote de hautes eaux , ou dans un récipient étanche à double paroi, lesté et fixé afin de ne pas être emporté par la crue, ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes.
  - L'installation de dispositifs anti-refoulement dans les canalisations,

Sont obligatoires lors de la première réfection et/ou indemnisation après dégâts des eaux

- En dessous de la cote de hautes eaux, cote reportée sur le plan de zonage, les revêtements des sols et des murs, y compris leurs liants, devront être constitués de matériaux non sensibles à l'eau, et l'isolation thermique ou phonique devra être

composée de matériaux hydrophobes. Ces mesures ne sont obligatoires que lorsqu'elles sont compatibles avec d'autres prescriptions supra-communales d'ordre législatif ou réglementaire (par ex: monuments historiques).

- Les réseaux électriques intérieurs et ceux situés en aval des appareils de comptage doivent être dotés d'un dispositif de mise hors service automatique ou installés au-dessus de la cote de hautes eaux.

Article 2.3.1.2. - Sont interdits

- Toute extension de plus de 20 m² de l'emprise au sol de toute construction ou installation, cette mesure ne s'appliquant qu'une fois et étant donc non cumulable,
- Toute décharge, dépôt de déchets ou de produits susceptibles de flotter (hors cas particulier des stockages temporaires de bois exploités admis sous conditions),
- Le stationnement de caravane et de camping hors terrains aménagés autorisés,
- Tout nouvel aménagement, aux fins d'habitation ou d'activité, des sous-sols existants

Article 2.3.1.3. Sont admis sous condition:

- L'extension de bâtiments existants, dans la limite de 20 m² , à condition que la cote de plancher de l'extension soit supérieure à la cote de hautes eaux répertoriées sur le plan de zonage, cette mesure ne s'appliquant qu'une fois et étant donc non cumulable,
- La réfection et le réaménagement des bâtiments existants entièrement clos de murs, à des fins d'habitation individuelle. Chaque fois que cela sera possible, notamment lorsque les planchers internes au bâtiment seront refaits, la cote de plancher du niveau inférieur sera au minimum égale à la cote des plus hautes eaux, cote reportée sur le plan de zonage.
- Les travaux usuels d'entretien et de gestion normaux de biens et activités implantés antérieurement à l'approbation du présent plan, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures à condition de ne pas augmenter les risques ou d'en créer de nouveaux et de ne pas conduire à une augmentation de la population exposée (sauf dans le cas d'un usage familial).
- Les travaux nécessaires à l'entretien et au fonctionnement des équipements publics d'infrastructure.
- Les travaux nécessaires à l'extension et à la mise aux normes des stations d'épuration existantes. Les nouveaux ouvrages devront être situés au dessus de la cote de hautes eaux ou être conçus de façon à n'être ni débordés ni emportés par la crue centennale en cas de rupture de la digue.
- Les changements de destination des locaux et les modifications apportées à l'occupation ou l'utilisation des sols, notamment lors de toute réfection importante de tout ou partie d'édifice à condition de ne pas augmenter la population exposée (sauf dans le cas d'un usage familial), d'assurer la sécurité des personnes et de ne pas augmenter les risques de nuisance et la vulnérabilité des biens et activités.
- Pourront être autorisés l'aménagement, la transformation et l'extension des exploitations agricoles existantes à condition que ces installations restent proches des

bâtiments existants et qu'elles n'entraînent pas d'augmentation du nombre de personnes exposées.

Les occupations et utilisations ainsi admises sont assujetties aux dispositions de l'article 2.3.2.3. de la section 2.3.2. ci-après

Section 2.3.2. Concernant les biens et activités futurs

Article 2.3.2.1. - Sont interdits

- Toute construction, installation, dépôt et activités de quelque nature que ce soit, à l'exclusion des réseaux enterrés, des occupations et utilisations du sol visés à l'article 2.3.2.2. suivant et des travaux d'entretien des ouvrages existants,
- Le stationnement de caravanes ou l'installation de terrains de camping,

Article 2.3.2.2. - Sont admis sous condition

- Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque d'inondation, à condition de ne pas aggraver les risques par ailleurs. Ils ne pourront donc être envisagés qu'après études préalables, dans le respect de la législation en vigueur et après autorisation du Préfet;
- La construction de locaux techniques non habités d'une surface inférieure à 20 m².
- Les travaux d'infrastructure publique et les occupations et utilisations du sol qui y sont liées, ainsi que les constructions, installations et équipements strictement nécessaires au fonctionnement des services publics, et qui ne sauraient être implantés en d'autres lieux.
- Les espaces verts, les aires de jeux et de sports, à condition que le matériel d'accompagnement soit démontable ou fixé de façon à ne pas être emporté par les eaux.
- Les parkings extérieurs, à condition que la topographie naturelle du terrain ne soit pas modifiée et que ces parkings ne soient pas situés dans une dépression.

Article 2.3.2.3. - Dispositions constructives et divers

- La cote de plancher du premier niveau des constructions sera fixée à un niveau supérieur au terrain naturel et à la cote de référence fixée par le service chargé de la police de l'eau. Tout ou partie d'immeuble situé en dessous de cette cote est réputée non aménageable.

- Afin de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux, les occupations et utilisations des sols autorisées au vu des articles précédents devront être dimensionnées pour supporter la poussée correspondant à la cote des plus hautes eaux connues et fixées pour résister aux effets d'entraînement résultant de la crue de référence.

- Les ouvrages techniques liés aux canalisations et installations linéaires (câbles, lignes, transport d'énergie, de chaleur ou des produits chimiques, canalisation d'eau et d'assainissement) seront étanches, équipés d'un dispositif de mise hors service automatique ou installés hors crue de référence.
- Les matériels électriques, électroniques, micromécaniques et appareils de chauffage, seront installés hors crue de référence.

Chapitre 4 : Dispositions applicables en zone inondable en cas de rupture de digue, à risque modéré et pouvant être ouverte à l'urbanisation (jaune)

La zone jaune est une zone moins exposée au risque d'inondation que la zone rouge. Elle correspond à l'ensemble de la zone touchée par une inondation en cas de rupture localisée d'une digue ou de dysfonctionnement d'un ouvrage de protection. Les vitesses et les hauteurs de l'eau estimées limitent le risque pour les personnes.

Un ensemble de réglementations à caractère administratif et technique est prévu ci-après. Leur mise en œuvre est de nature à prévenir le risque, réduire ses conséquences ou le rendre plus supportable.

La cote de référence est :

- soit la cote des plus hautes eaux reportée sur la cartographie réglementaire,
- soit 50 cm au-dessus des voiries desservant la propriété. Dans ce cas, le levé topographique joint à la demande devra comporter des points sur la voie concernée et justifier le parti retenu.

Section 2.4.1. : Concernant les biens et activités existants

L'exécution des mesures de prévention et de protection ci-après pour les biens et activités existants n'est obligatoire que dans la limite de 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens, appréciée à la date d'approbation de ce plan. Les mesures prioritaires à mettre en œuvre dans la limite de ce plafond de 10 % sont celles concernant le stockage de produits dangereux.

Article 2.4.1.1. - Sont obligatoires

- **Sont obligatoires immédiatement**
  - les systèmes de protection de secteurs urbanisés devront faire l'objet d'un diagnostic de leur état et d'un entretien régulier, être surveillés régulièrement en dehors et pendant les périodes de crue, et être maintenus dans un état optimal afin de limiter les risques de rupture. Des travaux de confortement seront réalisés s'ils apparaissent nécessaires au vu du diagnostic, après validation par le service de police de l'eau.
  - Un plan d'évacuation des terrains de camping et caravanages existants doit être mis en place.
- **Sont obligatoires dans un délai de 5 ans :**
  - Pour les entreprises, tout stockage de substances dangereuses, relevant de la nomenclature définie par l'arrêté du 20 avril 1994 modifié, précisée à l'article 2.1.1.1. , doit être mis hors eau (au-dessus de la cote de référence fixée par le service chargé de la police de l'eau et reportée sur le plan de zonage) ou dans un

récipient étanche résistant à la crue centennale et lesté ou fixé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue, ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes

- Pour les particuliers, les cuves et citernes de fioul devront être fixées au sol, afin de ne pas être emportées par la crue en cas de rupture de la digue.
- L'installation de dispositifs anti refoulement dans les canalisations.

Article 2.4.1.2. - Sont interdits

- Tout nouvel aménagement, aux fins d'habitation et d'activité, des sous-sols existants,
- Le stationnement des caravanes et le camping sous la cote de référence hors terrains aménagés autorisés

Article 2.4.1.3. - Sont admis sous condition

- Les extensions des bâtiments existants, à condition que la cote de plancher soit supérieure à la cote de référence,. Des sous-sols pourront être autorisés à condition qu'ils ne présentent aucune ouverture (porte, fenêtre…) en dessous de cette cote, et qu'ils ne soient pas enterrés en dessous du niveau maximal de remontée de nappe le cas echéant. Toutes les prescriptions applicables aux constructions neuves s'appliquent.
- La réfection et le réaménagement des bâtiments existants. Chaque fois que cela sera possible, notamment lorsque les planchers internes au bâtiment seront refaits, la cote de plancher du niveau inférieur sera au minimum égale à la cote des plus hautes eaux, cote reportée sur le plan de zonage.
- Les extensions des ouvrages collectifs d'intérêt général existants (station d'épuration, station de traitement des eaux…)
- Les travaux usuels d'entretien et de gestion normaux de biens et activités implantés antérieurement à l'approbation du présent plan, notamment les aménagement internes, les traitements de façade et la réfection des toitures à condition de ne pas augmenter les risques ou d'en créer de nouveaux.
- Les travaux nécessaires à l'entretien et au fonctionnement des équipements publics d'infrastructure, à condition qu'ils ne créent pas d'obstacle à l'écoulement des eaux.
- les travaux d'entretien des cours d'eau et de leurs berges, dans le respect de la législation en vigueur et des règles de gestion définies dans le département du Haut-Rhin.
- les suppressions ou les modifications apportées aux digues et tous autres ouvrages de protection contre les inondations après étude d'incidence et autorisation du Préfet.

Section 2.4.2. Concernant les biens et activités futurs (y compris les extensions des biens et activités existants)

Article 2.4.2.1. - Sont interdits

- La construction de tout niveau d'habitation en dessous de la cote de référence. Des sous-sols pourront être autorisés à condition qu'ils ne présentent aucune ouverture

(porte, fenêtre…) en dessous de cette cote et qu'ils ne soient pas enterrés en dessous du niveau maximal de remontée de nappe le cas échéant. Une dérogation pourra être accordée pour les parkings collectifs en sous-sol, à condition qu'ils ne soient pas aménageables et que des précautions soient prises pour limiter les risques en cas de rupture (ouvertures opposées au sens d'arrivée de l'eau, accès relevé…).

- Les installations relevant de la Directive Européenne n 96/82/CE dite SEVESO 2, concernant les risques d'accident majeur de certains établissements industriels.
- Les décharges d'ordures ménagères, de déchets industriels ou de produits toxiques.
- Toute réalisation de remblaiement autre que ceux liés aux constructions autorisées, entravant l'écoulement des crues et accroissant les risques, en cas de rupture. Le respect de cette condition fera l'objet d'un avis du service chargé de la police de l'Eau, lors de l'instruction de tout permis de lotir.

Article 2.4.2.2. - Sont admis sous condition

Les occupations et utilisations des sols suivantes :

- Les constructions non interdites à l'article 2.4.2.1. et respectant les dispositions constructives et diverses de l'article 2.4.2.3.
- Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque d'inondation.
- Les travaux d'infrastructure publique et les occupations et utilisations du sol qui y sont liées, ainsi que les constructions, installations et équipements strictement nécessaires au fonctionnement des services publics, et qui ne sauraient être implantés en d'autres lieux
- Les stations d'épuration et les usines de traitement des eaux à condition que les installations se situent au-dessus de la cote de référence.
- Les espaces verts, les aires de jeux et de sports, ainsi que les constructions et installations liées et nécessaires à ces équipements, à condition que :
  - le premier plancher des bâtiments liés et nécessaires à ces équipements soit réalisé au-dessus de la cote de référence,
  - les installations d'accompagnement soient fixées de manière à résister aux effets d'entraînement de la crue centennale.
- Les terrains de camping et caravanage à condition que :
  - les constructions et installations fixes liées à leur fonctionnement soient construites au-dessus de la cote de référence,
  - les caravanes, les tentes et les installations mobiles soient évacuées entre le 30 septembre et le 1er mai de l'année suivante

Article 2.4.2.3. - Dispositions constructives et divers

- La cote de plancher du rez de chaussée des constructions sera fixée à un niveau supérieur au terrain naturel et à la cote de référence. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux constructions annexes: abris de jardin, piscines, terrasses, mais s'appliquent aux constructions à usage de garage.

- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) seront soit installés hors crue de référence, soit équipés d'un dispositif de mise hors service automatique ou de tout dispositif agréé par la DRIRE.
- Les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement seront équipés de clapets anti-retour régulièrement entretenus.

Aménagements extérieurs :

- Les citernes enterrées seront lestées ou fixées. Les citernes extérieures seront fixées au sol support.
- Le stockage des substances dangereuses, telles que définies par l'arrêté du 20 avril 1994 modifié et précisées à l'article 2.1.1.1. devra être réalisé dans un récipient étanche, résistant à la crue centennale et lesté ou fixé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue. A défaut, le stockage sera effectué au-dessus de la cote des plus hautes eaux prévisibles, ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes
- Les aires de stationnement en surface sont autorisées sous la cote de référence, mais ne doivent pas être en déblai par rapport au terrain naturel.

Chapitre 5 : Dispositions applicables en zone à risque de remontée de nappe (verte)

La zone verte correspond aux zones dans lesquelles la nappe est susceptible de remonter à moins de 2 m du terrain naturel. Les risques y sont relativement faibles et concernent essentiellement les dommages aux biens. La carte du Plan de Prévention des Risques Inondation indique les cotes de remontée de la nappe par rapport au sol (-1,5 m, - 1 m, -0,5 m, 0 m).

Section 2.5.1. : Concernant les biens et activités existants

Article 2.5.1.1. - Sont obligatoires

L'exécution des mesures de prévention et de protection ci-après pour les biens et activités existants n'est obligatoire que dans la limite de 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens, appréciée à la date d'approbation de ce plan.

- Tout stockage de substances dangereuses, relevant de la nomenclature de l'arrêté du 20 avril 1994, précisée à l'article 2.1.1.1., doit être mis hors eau (au-dessus de la cote de remontée par rapport au terrain naturel précisée sur les cartes) ou dans un récipient étanche enterré, à double enveloppe ou présentant des garanties équivalentes, résistant à la poussée due à la remontée de la nappe
- Les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement situés en dessous de la cote de remontée de la nappe seront équipés de clapets anti-retour régulièrement entretenus.

Article 2.5.1.2. - Sont interdits

- Tout nouvel aménagement aux fins d'habitation de sous-sol existant en dessous de la cote de remontée de la nappe par rapport au terrain naturel, indiquée sur la carte.

Section 2.5.2. : Concernant les biens et activités futurs

Article 2.5.2.1. - Sont interdits

- Toute construction de sous-sol en dessous de la cote de remontée de la nappe par rapport au terrain naturel indiquée sur la carte jointe, sauf exceptions admises à l'article 2.5.2.2.

Article 2.5.2.2. - Sont admis sous conditions

- Les sous-sols des bâtiments collectifs qui ne sont pas à usage d'habitation, situés en dessous de la cote de remontée de la nappe, peuvent être autorisés à condition qu'ils soient protégés des remontées de la nappe par un cuvelage étanche, résistant à la poussée des eaux, et qu'ils ne constituent pas un obstacle à l'écoulement des eaux de la nappe.

- Les stockages de produits dangereux, relevant de la nomenclature de l'arrêté du 20 avril 1994, précisée à l'article 2.1.1.1, sont admis à condition qu'ils soient réalisés au-dessus de la cote de remontée de la nappe par rapport au terrain naturel indiquée sur la carte, ou dans un récipient enterré étanche, à double enveloppe ou par tout autre système présentant des garanties équivalentes, et résistant à la poussée due à la remontée de la nappe.

Article 2.5.2.3. – Dispositions constructives et diverses

- La cote de plancher du premier niveau des constructions sera fixée à un niveau supérieur à la cote de remontée de la nappe par rapport au terrain naturel indiquée sur la carte jointe.
- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) seront soit installés hors crue de référence, soit équipés d'un dispositif de mise hors service automatique ou de tout dispositif agréé par la DRIRE.
- Les installations fixes sensibles (chaudière, machinerie d'ascenseurs, ...) seront installées au-dessus de la cote de remontée de la nappe ou protégées par un enveloppe étanche résistant à la poussée des eaux de la nappe.
- Les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement seront équipés de clapets anti-retour régulièrement entretenus.

Chapitre 6 : Travaux et dispositions divers

Certains projets de constructions envisagés à l'arrière des ouvrages de protection nécessitent la réalisation de travaux complémentaires, destinés à limiter les risques en cas de rupture, avant de pouvoir être engagés.

Article 2.6.1. – Travaux de confortement des digues

La limite de la zone rouge pourra, le cas échéant, être ramenée au trait pointillé rouge figurant sur certaines planches du zonage réglementaire après la réalisation de travaux de confortement.

Préalablement à sa mise en œuvre, ce programme de travaux à réaliser sera validé par le service chargé de la police de l'eau et soumis aux procédures réglementaires en vigueur

Le périmètre concerné par le recul de la limite reste soumis au risque de rupture de digue et les prescriptions applicables sont celles du chapitre 4.

Article 2.6.2. Autres travaux

Certaines communes dont la zone construite est située en partie en zone inondable pourront nécessiter la réalisation de travaux complémentaires destinés à assurer leur protection. Ces travaux seront soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau. Une fois ces travaux réalisés, le Plan de Prévention des Risques Inondation pourra être révisé ponctuellement pour en tenir compte.

C'est le cas par exemple de la commune de Fislis, où des travaux d'abaissement du seuil pourront être envisagés afin de réduire le risque d'inondation.

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département du Haut Rhin

Arrondissement de Mulhouse
Canton d'Illzach

COMMUNE D'ILLZACH

EXTRAIT

du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 20 juin 2014

Nombre de conseillers municipaux élus : 33, en fonction : 33, présents 29
Représentés par pouvoir 04
Absent ..... /
Excusé ..... /

Article 13 de l'ordre du jour

Article 13 : Droit de Préemption Urbain /Instauration d'un droit de préemption urbain renforcé

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 211-1 et R 211-2,

vu la délibération du Conseil Municipal du 21 septembre 1987 instituant le Droit de Préemption Urbain sur le ban de la commune,

vu la délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2003 étendant le périmètre du Droit de Préemption Urbain à l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (NA) du Plan d'Occupation des Sols révisé,

vu la délibération du Conseil Municipal en date du 22 août 2011 émettant un avis favorable au Programme Local de l'Habitat de l'agglomération mulhousienne arrêté et en validant les objectifs territoriaux de production de logements et de logements sociaux,

vu la délibération du 19 mars 2012 instaurant un Droit de Préemption Urbain renforcé sur l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (NA) du Plan d'Occupation des Sols,

vu le Plan Local d'Urbanisme present le 18 avril 2011, arrêté le 21 octobre 2013 et approuvé le 20 juin 2014,

considérant que les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) ont été modifiées dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé,

considérant les obligations découlant de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain qui imposent à la Ville d'Illzach d'atteindre un quota de 20 % de logements sociaux, temporairement ramené à 15 % en raison de la présence de la Zone Urbaine Sensible,

considérant que le Programme Local de l'Habitat de l'agglomération mulhousienne impose à la Ville d'Illzach un objectif territorial de production de 10 logements sociaux par an jusqu'en 2017,

considérant que la Ville ne dispose pas de suffisamment de foncier disponible pour y créer le nombre de logements sociaux exigés,

considérant qu'instaurer un Droit de Préemption Urbain renforcé sur le ban de la Ville d'Illzach permettrait à la Ville d'acquérir des logements afin de les rétrocéder à des bailleurs sociaux,

.../...

entendu le rapport de Monsieur le Maire,

après en avoir délibéré,

le Conseil Municipal :

décide d'instaurer le Droit de Préemption Urbain sur les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme ;

décide d'étendre ce Droit de Préemption Urbain aux aliénations prévues à l'article L 211-4 du Code de l'urbanisme, sur les mêmes zones ;

décide que cette délibération fera l'objet des mesures de publicité prescrites par l'article R 211-2 du Code de l'urbanisme, à savoir: un affichage à la mairie d'Illzach et une insertion dans deux journaux diffusés dans le département.

En outre, ampliation sera transmise aux personnes suivantes :
- à Monsieur le Préfet,
- à Monsieur le Directeur Départemental des services fiscaux,
- à Monsieur le Président du Conseil supérieur du notariat,
- à la chambre départementale des notaires,
- à la chambre du barreau constituée près le Tribunal de Grande Instance,
- au greffe du Tribunal de Grande Instance.

autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué aux affaires foncières et domaniales à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote : unanimité

Pour extrait certifié conforme.
Illzach, le 23 juin 2014
Le Maire,

MAIRIE D'ILLZACH Haut-Rhin

Jean-Luc SCHILDKNECHT

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte : INSTAURATION DPU RENCORCE

Date de transmission de l'acte : 24/06/2014

Date de réception de l'accusé de réception : 24/06/2014

Numéro de l'acte : 131-2014 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 060-216801540-20140320-131-2014-DE

Date de décision : 20/06/2014

Acte transmis par : Corinne MEYER

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 2 Urbanisme
2 3. Droit de preemption urbain
2 3.1. INSTITUTION DE ZONE

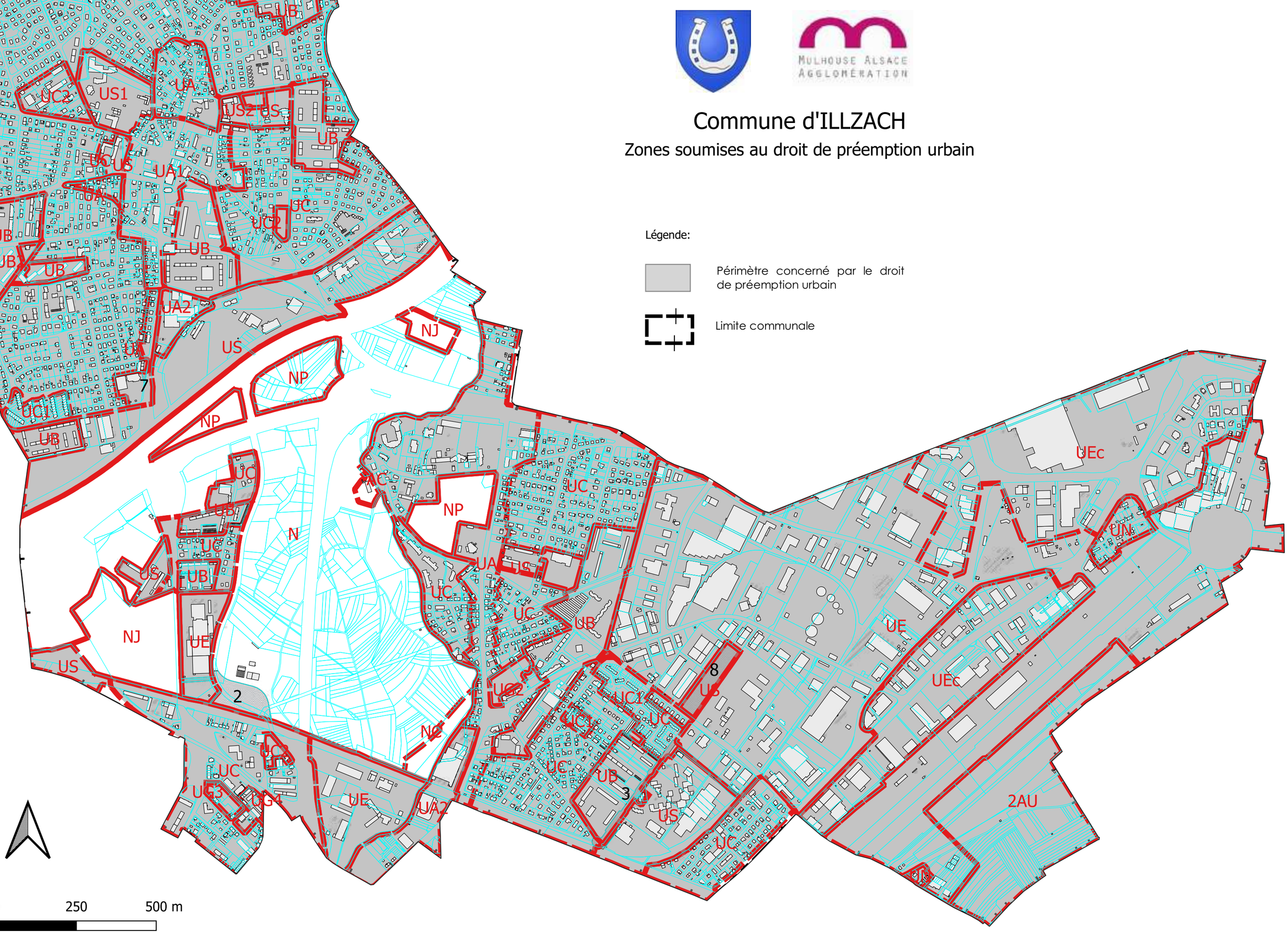
Commune d'ILLZACH

Zones soumises au droit de préemption urbain

Légende:

Périmètre concerné par le droit de préemption urbain

Limite communale



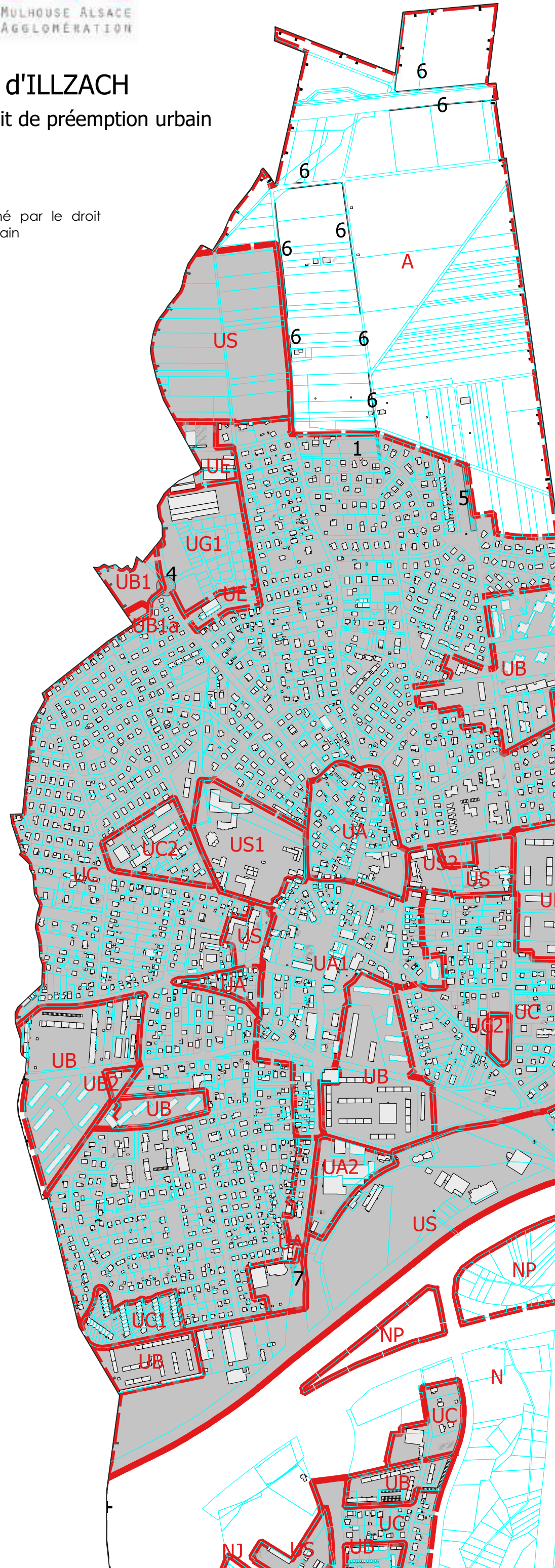
Commune d'ILLZACH

Zones soumises au droit de préemption urbain

Légende:

Périmètre concerné par le droit de préemption urbain

Limite communale



Arrêté

n° 574/IV du 25 avril 2003 portant

définition de la zone à risque d'exposition au plomb du Haut-Rhin

LE PREFET DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

1. le code de la santé publique et notamment ses articles L. 1334-1 à L. 1334-6 et R. 32-8 à R. 32-12 ;

2. l'arrêté interministériel du 12 juillet 1999 fixant le modèle de la note d'information à joindre à un état des risques d'accessibilité au plomb révélant la présence de revêtements contenant du plomb pris pour l'application de l'article R. 32-12 du code de la santé publique ;

3. la circulaire interministérielle DGS/VS n° 99/533 du 14 septembre 1999 et UHC/QC/18 n° 99-58 du 30 août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence sur le saturnisme ;

4. la circulaire DGS/SD7C/2001/27 et UHC/QC/1 n° 2001-1 du 6 janvier 2001 relative aux états des risques d'accessibilité au plomb ;

5. les avis émis par les Conseils Municipaux des communes du département du Haut-Rhin ;

6. l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène émis au cours de sa séance du 5 décembre 2002 à laquelle les maires ont été invités à présenter leurs observations ;

Considérant que le plomb est un toxique très dangereux pour la santé publique et notamment pour celle des jeunes enfants ;

Considérant que les peintures ou revêtements contenant du plomb ont été largement utilisés dans les bâtiments jusqu'en 1948 ;

Considérant dès lors que tout immeuble construit avant 1948 présente un risque potentiel d'exposition pour ses occupants ;

Considérant que toutes les communes du Haut-Rhin comportent des bâtiments d'habitation construits avant le 1er janvier 1948 ;

Considérant qu'en raison du nombre de cas de saturnisme déjà survenus dans le Haut-Rhin, il est souhaitable que les acheteurs d'immeubles d'habitation soient informés de la présence de peintures au plomb afin qu'ils intègrent ce risque dans la gestion de leur bien ;

Sur proposition du Directeur départemental des Affaires sanitaires et sociales et du Directeur

départemental de l'Equipement,

arrêté :

ARTICLE 1er : L'ensemble du département du Haut-Rhin est classé **zone à risque d'exposition au plomb**.

ARTICLE 2 : Un **état des risques d'accessibilité au plomb** relatif aux revêtements des bâtiments est annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, à tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1er janvier 1948 et situé dans la zone à risque définie à l'article 1er. Cet état doit avoir été établi depuis moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat ou du contrat susvisé.

ARTICLE 3 : L'état des risque d'accessibilité au plomb identifie toute surface comportant un revêtement avec présence de plomb et précise la concentration en plomb, la méthode d'analyse utilisée, ainsi que l'état de conservation de chaque surface. L'état des risques doit être établi par un contrôleur technique agréé au sens de l'article L. 111-25 du code de la construction et de l'habitation ou par un technicien de la construction qualifié ayant contracté une assurance professionnelle pour ce type de mission. Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclusives de toute activité d'entretien ou de réparation de l'immeuble. Un guide méthodologique pouvant servir de référence pour la réalisation d'un état des risques d'accessibilité au plomb est mis à la disposition des professionnels et des particuliers à la préfecture et dans les mairies du département.

ARTICLE 4 : Lorsque l'état des risques d'accessibilité au plomb révèle la présence de revêtements contenant du plomb en concentration supérieure au seuil réglementaire, il lui est annexé une note d'information générale à destination du propriétaire lui indiquant les risques de tels revêtements pour les occupants et les personnes éventuellement amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concernée. Cet état est communiqué par ce propriétaire aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne physique ou morale appelée à y effectuer des travaux.

ARTICLE 5 : Lorsque l'état des risques révèle une accessibilité au plomb au sens de l'article R. 32-2 du code de la santé publique, c'est-à-dire la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à une concentration supérieure au seuil réglementaire, le vendeur ou son mandataire en transmet une copie au Préfet (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales - cité administrative - 68026 COLMAR cedex) après la vente dans les meilleurs délais, en précisant simultanément à cet envoi les coordonnées complètes du propriétaire vendeur et de l'acquéreur.

ARTICLE 6 : Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être stipulée à raison des vices constitués par l'accessibilité au plomb si l'état des risques d'accessibilité au plomb n'est pas annexé aux actes visés à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de chaque commune du Haut-Rhin pendant deux mois à compter de la date de signature. Mention du présent arrêté sera insérée dans deux journaux paraissant dans le département. Une copie sera adressée au conseil supérieur du notariat, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près des tribunaux de grande instance dans le ressort desquels est située la zone à risque, ainsi qu'aux Juges du Livre Foncier.

ARTICLE 8 : Le présent **arrêté sera applicable** aux actes visés à l'article 2 signés **à partir du 1er septembre 2003**.

ARTICLE 9 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, Monsieur le Directeur départemental de l'Equipement, Mesdames, Messieurs les Directeurs des Services communaux d'hygiène et de santé des villes de Colmar et Mulhouse et Mesdames et Messieurs les Maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Haut-Rhin.

ILLZACH

Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Forêts relevant du régime forestier

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture du Haut-Rhin

Direction Départementale des Territoires du Haut- Rhin

Service Connaissance, Aménagement et Urbanisme

Echelle :1:6000

Date de réalisation : 27/8/2019
Service : Mission d'Intelligence Territoriale
Source des données:
Office National des Forêts - 15/05/2019
Référentiel :
©DGI PCI VECTEUR® 2018

0 200 400 600 800 m

Légende
- Communes
- Bâtiments
- Parcelles

Forêts publiques
- Forêt communale
- Forêt de collectivité
- Forêt domaniale
- Forêt sectionale
- Organismes divers

Réseau de transport d'électricité

NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX

LIGNES ET CANALISATIONS ELECTRIQUES

Ouvrages du réseau d'alimentation générale

SERVITUDES I4

Ancrage, appui, passage, élagage et abattages d'arbres

REFERENCES :

Articles L.321-1 et suivants et L.323-3 et suivants du Code de l'énergie ;

Décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;

Décret n° 70-492 du 11 Juin 1970 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.

EFFETS DE LA SERVITUDE

Ce sont les effets prévus par les articles L.323-3 et suivants du Code de l'énergie. Le décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique établit une équivalence entre l'arrêté préfectoral de mise en servitudes légales et les servitudes instituées par conventions.

A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient, ou non, closes ou bâties (servitude de surplomb).

CENTRE D&I NANCY
SCET
8, rue de Versigny TSA 30007 - 54608 VILLERS LES NANCY CEDEX
TEL : 03.83.92.22.88 / FAX : 03.83.28.61.13

RTE Réseau de transport d'électricité,
société anonyme à directoire et conseil de surveillance
au capital de 2 132 285 690 euros
R.C.S.Nanterre 444 619 258
www.rte-france.com

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation).

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (article L.323-4 du Code de l'énergie).

B - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL

1°/ Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents et aux préposés du bénéficiaire pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, sauf en cas d'urgence.

2°/ Droits des propriétaires

Les propriétaires, dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses, conservent le droit de démolir, réparer ou surélever. Les propriétaires, dont les terrains sont grevés de servitudes d'implantation ou de surplomb, conservent également le droit de se clore ou de bâtir. Dans tous les cas, les propriétaires doivent toutefois un mois avant d'entreprendre ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'exploitant de l'ouvrage.

REMARQUE IMPORTANTE

Il convient de consulter l'exploitant du réseau avant toute délivrance de permis de construire à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 Volts, afin de vérifier la compatibilité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

EFFETS DE LA SERVITUDE CONCERNANT LES TRAVAUX

Mesures à prendre avant l'élaboration de projets et lors de la réalisation de travaux (excepté les travaux agricoles de surfaces) à proximité des ouvrages de transport électrique HTB (lignes à haute tension).
En application du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, codifié aux articles R.554-20 et suivants du Code de l'environnement, le maître d'ouvrage des travaux est soumis à plusieurs obligations et doit notamment consulter le guichet unique sur l'existence éventuelle d'ouvrages dans la zone de travaux prévue.
Lorsque l'emprise des travaux entre dans la zone d'implantation de l'ouvrage, le maître d'ouvrage doit réaliser une déclaration de projet de travaux (DT).

L'exécutant des travaux doit également adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) reprenant les mêmes informations que la DT (localisation, périmètre de l'emprise des travaux, nature des travaux et techniques opératoires prévues).
L'exploitant des ouvrages électriques répond alors dans un délai de 9 jours pour les DT dématérialisées et 15 jours pour les DT non dématérialisées et toute DICT. Des classes de précisions sont données par les exploitants et des investigations complémentaires peuvent être réalisées.

SERVICES RESPONSABLES

NATIONAL : Ministère en charge de l'énergie

REGIONAUX OU DEPARTEMENTAUX :

Pour les tensions supérieures à 50 000 Volts :

- DREAL,
- RTE.

Pour les tensions inférieures à 50 000 Volts, hors réseau d'alimentation générale

- DREAL,
- Distributeurs ERDF et /ou Régies.

Commune d'ILLZACH

FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE ET COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de la commune est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz naturel sous pression, exploités par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont expliquées dans le tableau ci-dessous.

I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à ces ouvrages ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin
Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24 : **0800 30 72 24**

II. CANALISATIONS

Canalisations traversant le territoire de la commune

Ces ouvrages impactent le territoire de la commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique de d'implantation et de passage) et pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation)

Nom Canalisations	DN (-)	PMS (bar)
DN250-1969-OTTMARSHEIM-ILLZACH(SAUSHEIM)	200	67,7
DN250-1969-OTTMARSHEIM-ILLZACH(SAUSHEIM)	250	67,7

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service

Canalisation ne traversant pas le territoire de la commune, mais dont servitudes d'utilité publique d'effets l'impacte

Cet ouvrage impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation)

Nom Canalisation	DN (-)	PMS (bar)
DN100-1977-SAUSHEIM-SAUSHEIM(DP)	100	67,7

DN : Diamètre nominal (sans unité) . PMS : Pression Maximale en Service

III. INSTALLATIONS ANNEXES

Afin de permettre un fonctionnement de ces ouvrages, dans les meilleures conditions technico-économiques et de sécurité, des installations annexes sont connectées à ces canalisations. Elles sont implantées sur des terrains propriétés de GRTgaz.

Installations annexes situées sur le territoire de la commune dont les servitudes d'utilité publique d'effets l'impactent

Ces installations annexes impactent le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation)

Nom Installation Annexe
EMP-G-11634
EMP-C-681540

Commune d'ILLZACH

FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

Les ouvrages indiqués dans la fiche de présentation ont été déclarés d'utilité publique

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées

Dans le cas général est associée aux ouvrages, une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable) dont la largeur de part et d'autre est précisée dans le tableau ci-dessous :

Nom Canalisation	DN (-)	Largeur de la bande de servitude (m)
DN250-1969-OTTMARSHEIM-ILLZACH(SAUSHEIM)	200	8
DN250-1969-OTTMARSHEIM-ILLZACH(SAUSHEIM)	250	8

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi*) aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ,

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à nos ouvrages dans la bande de servitude est interdite

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R 151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique ..Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

Commune d'ILLZACH

FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral n°AP SUP GAZ 68 du 15/12/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants

Nom Canalisation	DN (-)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
DN250-1969-OTTMARSHEIM-ILLZACH(SAUSHEIM)	200	67,7	65	5	5
DN250-1969-OTTMARSHEIM-ILLZACH(SAUSHEIM)	250	67,7	75	5	5
DN100-1977-SAUSHEIM-SAUSHEIM(DP)	100	67 7	25	5	5

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service

Nom installation annexe	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
EMP-G-11634	35	6	6
EMP-C-681540	35	6	6

En application des dispositions de l'article R 555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 - La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande de permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au II de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 6 mars 2014.

L'article R 555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement

recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné ».

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n°3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur

En application des dispositions de l'article R 555-30-1 du Code de l'environnement, le maire doit informer GRTgaz de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans la zone SUP1.

GRTgaz conseille d'étendre cette pratique à tout projet de travaux relevant d'une simple déclaration préalable dès lors qu'il prévoit une extension de construction ou des terrassements en direction d'un ouvrage GRTgaz, afin de détecter une éventuelle incompatibilité avant l'envoi par le responsable de projet des DT-DICT imposées par le code de l'environnement (Livre V – Titre V – Chapitre IV)

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R 151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R 151-34 du code de l'urbanisme

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il convendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [.] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

FICHE DE RAPPEL DE LA REGLEMENTATION ANTI-ENDOMMAGEMENT

Les collectivités territoriales sont un acteur clé de la prévention de l'endommagement des réseaux lors de travaux et peuvent être concernées à plusieurs titres, notamment

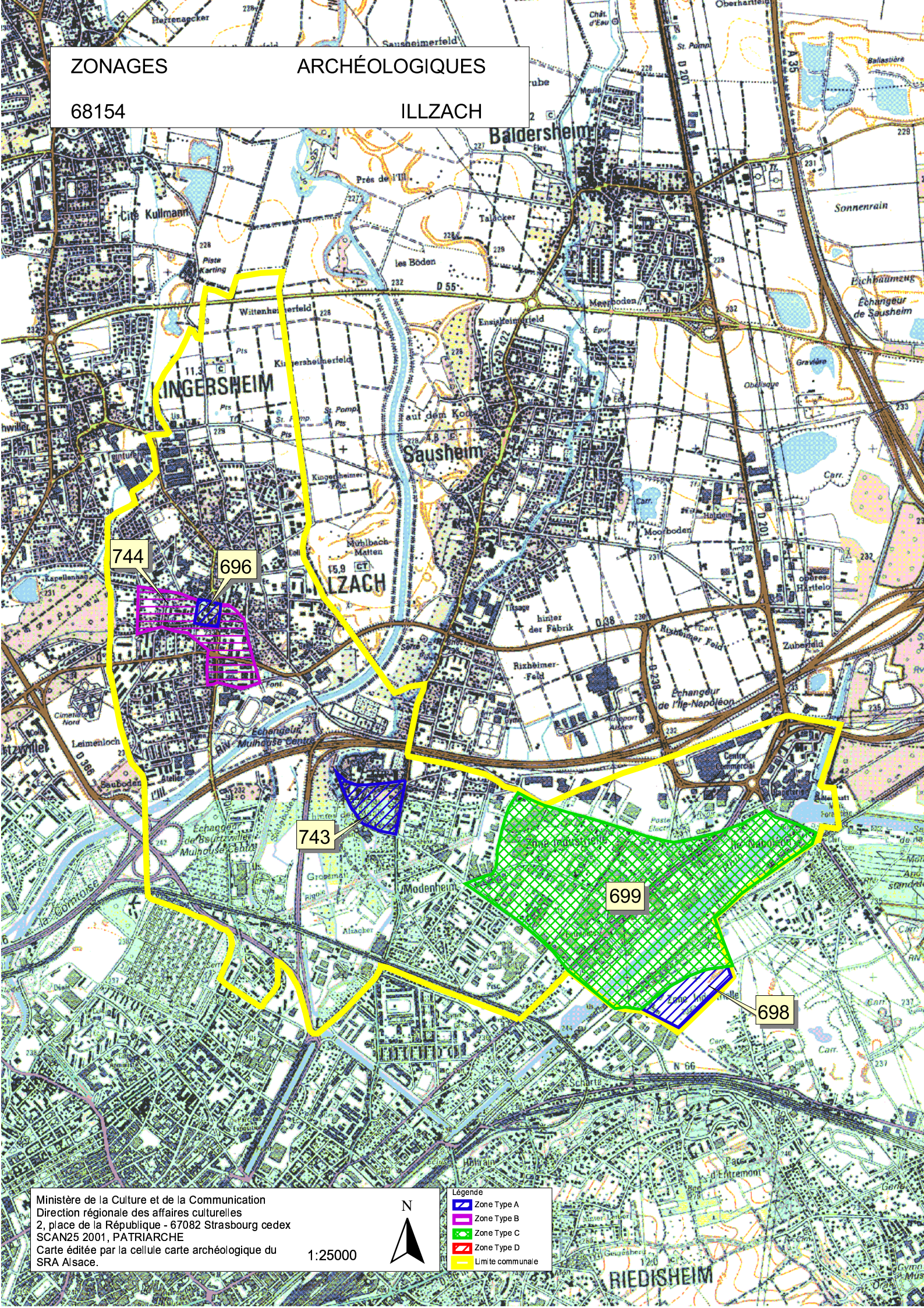
- exploitant de réseaux en propre ;
- maître d'ouvrage lorsque vous avez des projets de travaux ;
- exécutant de travaux lorsque vos services techniques entreprennent eux-mêmes la réalisation de travaux

Pour plus d'information sur cette réglementation, merci de consulter le site internet du guichet unique des réseaux www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr

Il est également à noter que chaque mairie doit fournir un accès internet au guichet unique des réseaux, ou tenir à disposition de ses administrés qui n'auraient pas de connexion Internet, une liste exhaustive et les coordonnées des exploitants d'ouvrages implantés sur son territoire (service offert par le guichet unique sur demande de la mairie).

Plus particulièrement, le Code de l'Environnement – Livre V – Titre V – Chapitre IV impose à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le Guichet Unique des réseaux (téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) afin de prendre connaissance des noms et adresses des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de Travaux (DT)
Les exécutants de travaux doivent également consulter le Guichet Unique des réseaux et adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

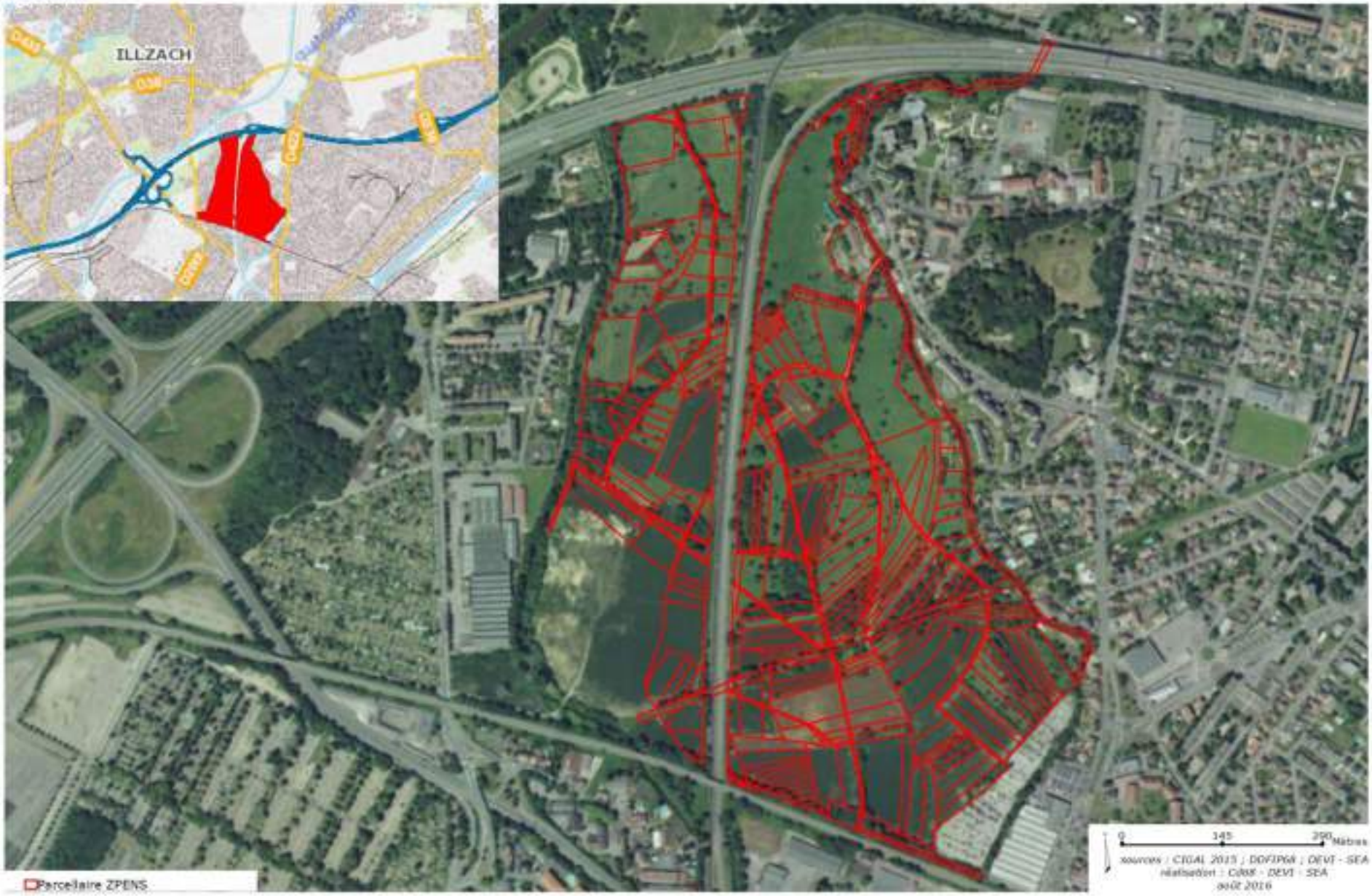
Conformément à l'article R.554-28 du Code de l'Environnement, **lorsque le nom de GRTgaz est indiqué en réponse à la consultation du Guichet Unique des réseaux, les travaux ne peuvent être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT.**


ZONAGES ARCHÉOLOGIQUES
68154 ILLZACH
744
696
743
699
698
Ministère de la Culture et de la Communication
Direction régionale des affaires culturelles
2, place de la République - 67082 Strasbourg cedex
SCAN25 2001, PATRIARCHE
Carte éditée par la cellule carte archéologique du SRA Alsace.
1:25000
N
Légende
Zone Type A
Zone Type B
Zone Type C
Zone Type D
Limite communale

Haut-Rhin

Zone de Préemption Espace Naturel Sensible - ILLZACH

Parcellaire Zone de Préemption ENS



Listes des parcelles incluses dans la zone de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles sur la Commune d'ILLZACH

Section	Numéro	Superficie (en are)
7	41	28,67
7	42	10,61
7	50	10,65
7	51	17,45
7	52	17,55
7	53	15,15
7	54	18,75
7	55	103,84
7	57	3,90
7	87	7,15
7	131	52,00
7	132	3,24
7	139	25,04
7	237	40,01
7	238	3,10
7	239	9,64
7	240	7,29
7	241	6,71
7	242	5,36
7	243	9,70
7	244	11,70
7	245	7,03
7	246	17,63
7	247	12,13
7	248	40,77
8	39	22,11
8	40	22,90
8	41	21,47
8	46	42,73
8	47	9,36
8	48	4,42
8	49	15,18
8	52	7,69
8	53	3,07
8	76	23,94
8	78	3,63
8	79	5,67
8	84	30,50
8	108	3,10
8	116	2,66
8	151	288,44
8	152	3,29
8	200	148,18
8	201	2,77
8	202	7,70
8	203	2,07
8	204	7,22
8	205	1,86
8	206	8,67

Section	Numéro	Superficie (en are)
8	207	1,81
8	208	41,91
8	209	1,27
8	210	20,77
8	211	12,20
8	212	31,89
19	27	26,81
19	28	26,69
19	29	12,08
19	30	13,35
19	31	23,34
19	32	17,90
19	33	16,37
19	34	19,57
19	35	31,24
19	36	12,21
19	37	24,31
19	38	20,15
19	39	18,92
19	40	18,96
19	41	5,41
19	42	5,45
19	43	9,39
19	44	19,07
19	45	19,02
19	46	20,31
19	50	21,33
19	51	21,38
19	52	19,26
19	53	73,64
19	54	23,28
19	55	34,76
19	56	10,41
19	61	39,82
19	62	18,90
19	63	9,81
19	64	10,28
19	65	18,97
19	66	49,56
19	67	29,04
19	73	9,85
19	74	16,50
19	75	8,63
19	76	8,33
19	77	10,69
19	78	11,04
19	79	10,20
19	80	16,34
19	81	60,40

Section	Numéro	Superficie (en are)
19	82	2,84
19	83	12,03
19	84	13,27
19	85	16,48
19	86	11,54
19	87	11,19
19	88	11,88
19	89	12,12
19	90	21,81
19	91	18,58
19	92	8,70
19	93	11,96
19	94	8,03
19	95	5,44
19	96	5,54
19	97	9,16
19	98	12,22
19	99	15,11
19	100	4,98
19	101	5,10
19	102	2,66
19	103	11,26
19	104	9,55
19	105	10,07
19	106	16,91
19	107	2,17
19	108	2,19
19	110	4,29
19	111	10,50
19	112	9,71
19	113	9,61
19	114	9,91
19	115	9,09
19	116	8,39
19	117	21,65
19	118	17,14
19	119	15,29
19	124	15,18
19	125	16,46
19	126	1,44
19	136	0,50
19	137	13,83
19	138	17,07
19	141	11,03
19	189	9,86
19	190	21,66
19	194	9,20
19	201	3,16
19	214	19,30

Section	Numéro	Superficie (en are)
19	215	10,10
19	217	8,80
19	218	14,05
19	220	10,20
19	301	5,85
19	302	0,06
19	303	0,11
19	314	15,96
19	315	11,78
19	316	2,27
19	317	0,87
19	318	3,56
19	319	0,85
19	320	8,86
19	321	0,71
19	322	40,13
19	323	5,55
19	324	5,72
19	325	9,38
19	326	11,27
19	327	8,83
19	328	5,46
19	329	4,36
19	330	5,47
19	331	3,84
19	332	12,33
19	333	2,31
19	334	11,56
19	335	3,74
19	336	17,21
19	337	0,01
19	338	13,64
19	339	0,02
19	340	11,52
19	341	0,12
19	342	18,86
19	343	5,82
19	344	0,35
19	345	9,17
19	346	10,96
19	347	0,37
20	13	39,16
20	14	12,07
20	15	6,73
20	16	20,17
20	31	3,19
20	32	10,38
20	35	3,10
20	36	3,05

Section	Numéro	Superficie (en are)
20	37	4,33
20	38	5,57
20	39	6,89
20	40	7,42
20	41	7,68
20	42	8,16
20	43	8,84
20	44	17,70
20	49	3,05
20	52	21,16
20	53	11,25
20	54	8,36
20	79	30,64
20	81	10,39
20	82	12,09
20	91	27,08
20	92	34,83
20	93	12,63
20	94	27,30
20	95	16,54
20	96	7,24
20	139	16,05
20	194	8,55
20	195	2,02
20	196	0,94
20	198	17,53
20	209	13,20
20	210	61,37
20	211	23,85
20	213	1,94
20	214	2,92
20	215	3,07
20	216	5,43
20	217	3,16
20	218	7,29
20	219	2,78
20	220	6,80
20	221	2,52
20	223	2,44
20	225	3,10
20	227	11,36
20	228	1,88
20	229	60,03
20	231	6,08
20	233	12,67
20	317	3,97
20	318	0,13
20	319	0,27
20	320	8,82

Section	Numéro	Superficie (en are)
20	321	4,05
20	322	15,85
20	323	26,83
20	324	1,72
20	325	5,93
20	326	7,35
20	327	1,34
20	328	15,55
20	329	4,26
20	330	0,29
20	331	2,55
20	332	5,92
20	333	1,26
20	334	20,54
20	335	42,73
20	336	0,06
20	337	11,62
20	338	0,76
20	339	6,37
20	340	8,98
20	341	0,66
20	342	7,53
20	343	5,61
20	344	0,66
20	345	11,29
20	346	13,48
20	347	0,63
20	348	3,43
20	349	1,04
20	350	0,38
20	351	7,59
20	359	19,96
20	359	19,96
20	365	49,28
20	388	8,33
20	389	0,25
20	390	1,53
20	391	4,30
20	392	4,94
20	393	3,47
20	394	0,06
20	395	6,12
20	396	2,81
20	397	33,47
20	398	2,84
20	399	28,55
20	400	0,11
20	401	1,71
20	402	14,35

Section	Numéro	Superficie (en are)
20	403	0,71
20	404	10,68
20	405	0,39
20	406	25,11
20	407	0,33
20	408	5,65
20	409	9,77
20	410	8,52
20	411	16,17
20	412	1,02
20	413	9,43
20	415	11,85
20	416	10,11
20	418	5,73
20	420	5,49
20	422	25,59
20	423	0,73
20	424	9,16
20	425	2,72
20	426	7,25
20	427	4,73
20	428	6,97
20	429	5,83
20	430	6,71
20	431	6,06
20	432	11,09
20	433	14,40
20	434	2,55
20	435	11,05
20	436	2,29
20	437	11,25
20	438	8,19
20	439	0,12
20	440	5,72
20	441	6,04
20	442	3,78
20	443	8,42
21	92	1,02

Enjeux justifiant la préservation du site du Mühlenfeld à ILLZACH

Le Mühlenfeld constitue un site paysager remarquable. La diversité des milieux présents, vergers, boisements humides ou non, mares et milieux ouverts, confère au site toute sa richesse et son intérêt.

Le site est une mosaïque de différents milieux naturels plus ou moins anthropisés :

- vergers,
- boisements,
- prairies de fauche,
- zones humides relictuelles,
- arbres isolés,
- haies,
- friches,
- cours d'eau.

De plus, ce paysage diversifié offre pour de nombreuses espèces protégées et menacées un lieu de reproduction, d'hivernage ou de transit particulièrement important. Ainsi, 151 espèces animales ont actuellement été recensées sur le site dont 34 présentant des enjeux de conservation fort (espèces patrimoniales).

Cependant, le développement de pratiques agricoles tendant à une uniformisation du paysage et à la disparition des milieux naturels menace l'équilibre du site (pollution, impact sur la qualité de l'eau, disparition d'éléments paysagers remarquables, impacts sur les espèces patrimoniales présentes).

Aussi, afin d'assurer la préservation de ce site tout en y maintenant une activité agricole adaptée, la commune d'ILLZACH, accompagnée par le Département du Haut-Rhin, souhaite que soit mise en œuvre une zone de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles sur le site du Mühlenfeld.

Espèces remarquables observées sur le site de ILLZACH

Groupe taxonomique	Nom vernaculaire	Nom scientifique	Liste rouge de la nature menacée en Alsace	Protection	Année de dernière observation	Année de première observation	Source
Oiseaux	Balbuzard pêcheur	*Pandion haliaetus*	Eteint en tant que reproducteur	Espèce protégée	2011	2011	LPO Alsace
Oiseaux	Guêpier d'Europe	*Merops apiaster*	En danger critique	Espèce protégée	2012	2012	LPO Alsace
Oiseaux	Tarin des aulnes	*Carduelis spinus*	En danger critique	Espèce protégée	2013	2011	LPO Alsace
Oiseaux	Milan royal	*Milvus milvus*	En danger	Espèce protégée	2013	2013	LPO Alsace
Oiseaux	Autour des palombes	*Accipiter gentilis*	Vulnérable	Espèce protégée	2013	2011	LPO Alsace
Oiseaux	Bec-croisé des sapins	*Loxia curvirostra*	Vulnérable	Espèce protégée	2011	2011	LPO Alsace
Oiseaux	Bondrée apivore	*Pernis apivorus*	Vulnérable	Espèce protégée	2012	2012	LPO Alsace
Oiseaux	Bruant jaune	*Emberiza citrinella*	Vulnérable	Espèce protégée	2015	2011	LPO Alsace
Oiseaux	Chevêche d'Athéna	*Athene noctua*	Vulnérable	Espèce protégée	2014	2011	LPO Alsace
Oiseaux	Grand Corbeau	*Corvus corax*	Vulnérable	Espèce protégée	2009	2009	LPO Alsace
Oiseaux	Grive litorne	*Turdus pilaris*	Vulnérable		2011	2011	LPO Alsace
Oiseaux	Harle bièvre	*Mergus merganser*	Vulnérable		2016	2013	LPO Alsace
Oiseaux	Linotte mélodieuse	*Carduelis cannabina*	Vulnérable	Espèce protégée	2011	2011	LPO Alsace
Oiseaux	Milan noir	*Milvus migrans*	Vulnérable	Espèce protégée	2012	2011	LPO Alsace
Mammifères	Lapin de garenne	*Oryctolagus cuniculus*	Quasi menacé		2012	2007	GEPMA
Mammifères	Putois d'Europe	*Mustela putorius*	Quasi menacé		2016	2008	GEPMA
Oiseaux	Bouvreuil pivoine	*Pyrrhula pyrrhula*	Quasi menacé	Espèce protégée	2013	2010	LPO Alsace
Oiseaux	Choucas des tours	*Corvus monedula*	Quasi menacé	Espèce protégée	2013	2010	LPO Alsace
Oiseaux	Fauvette babillarde	*Sylvia curruca*	Quasi menacé	Espèce protégée	2012	2012	LPO Alsace